

10887

# Rapport sur le développement dans le monde 1982

Tendances du développement international  
Agriculture et développement économique  
Indicateurs du développement dans le monde



- 1982 -



**Rapport  
sur le développement  
dans le monde  
1982**

**Banque mondiale  
Washington, D.C.**

Copyright © 1982 Banque internationale  
pour la reconstruction et le développement/  
Banque mondiale  
1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433,  
Etats-Unis d'Amérique

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication  
ne peut être reproduite, mise en mémoire ou transmise sous  
aucune forme ni par aucun moyen, électronique ou  
mécanique, par photocopie, enregistrement, ou de toute autre  
façon, sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale.  
Fait aux Etats-Unis d'Amérique.

*Préparées par les services de la Banque mondiale,  
les cartes sont uniquement destinées à faciliter  
la lecture de ce rapport. Les termes qui y sont  
utilisés et les frontières qui y figurent n'impli-  
quent, de la part de la Banque mondiale, aucun  
jugement quant au statut juridique d'un territoire  
quelconque, et ne signifient nullement que ces  
institutions reconnaissent ou acceptent ces  
frontières. La planisphère qui figure en couver-  
ture a été établie selon le système mis au point,  
d'après la tradition, par Anaximandre,  
vers 550 avant J.C.*

ISBN 2-7178-0557-5  
ISSN 0271-1710

Distribué pour la Banque mondiale par  
Editions Economica  
49, rue Héricart  
75015 Paris, France

et

Le Diffuseur  
C.P. 85  
Boucherville, Québec J4B 5E6, Canada

## Avant-propos

Le présent Rapport, cinquième de la série des *Rapports sur le développement dans le monde*, paraît à un moment où l'économie mondiale est la proie de graves problèmes. La récession persistante et le chômage important qui sévissent dans les pays industrialisés s'accompagnent de taux d'intérêt réels sans précédent; le prix de la plupart des produits de base n'avait pas été aussi bas depuis trente ans; le volume du commerce international a cessé de croître. De nombreux pays en développement, déjà aux prises avec un service de la dette élevé, ont donc vu leurs problèmes exacerbés par la hausse des versements d'intérêt, les tendances défavorables des termes de l'échange, et la contraction du volume des exportations.

Dans sa première partie, le Rapport réévalue les perspectives de développement compte tenu de la conjoncture. Il fait ressortir que les probabilités de croissance lente pendant les années 80 sont plus fortes qu'on ne le projetait dans le Rapport de l'année dernière. Il devrait cependant être possible pour de nombreux pays à revenu intermédiaire de bien s'ajuster, comme ils l'avaient fait dans la conjoncture défavorable des années 70, et d'obtenir une croissance du revenu par habitant bien supérieure à celle des pays industrialisés. Les perspectives de croissance seront nettement

améliorées si les restrictions qui pèsent sur le commerce et les flux de capitaux sont ramenés à un minimum.

Pour les pays à faible revenu, où vivent la grande majorité des pauvres de la planète, le tableau n'est pas uniforme, mais il est généralement sombre. La Chine et l'Inde, qui toutes deux sont parvenues à conserver des taux de croissance relativement élevés pendant les années 70, sont moins touchées par les problèmes internationaux que les pays à faible revenu plus petits qui exportent beaucoup. Ces derniers, dont la plupart sont en Afrique, ont connu une période difficile pendant les années 70. Leurs perspectives sont extrêmement préoccupantes. Plus que toute autre catégorie de pays, ils ne pourront progresser que si la communauté internationale fait preuve de générosité et d'initiative en matière d'assistance. Cependant, on trouve deux motifs d'optimisme. L'un d'entre eux est l'impact sur la croissance à long terme des résultats positifs qui ont été obtenus dans les domaines de l'éducation et de la santé dans presque tous les pays en développement. Le deuxième est le potentiel d'amélioration de la production agricole, qui fait l'objet de la Deuxième partie du Rapport.

L'analyse de l'agriculture fait ressortir un élément clé du pro-

cessus de développement : le lien étroit qui existe entre le progrès agricole et la croissance économique générale. Dans la quasi-totalité des pays où le développement agricole a été vigoureux, la croissance économique a suivi un rythme rapide. Aussi, dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, les pires aspects de la pauvreté absolue ont-ils en grande partie disparu, sans qu'aient pu être entièrement éliminées des différences énormes dans le niveau de vie.

Les pays à faible revenu restent largement agricoles. Dans nombre d'entre eux, comme dans quelques pays à revenu intermédiaire, la lenteur des progrès de l'agriculture a fortement contribué à la médiocrité de la croissance économique. Le présent Rapport se fonde sur l'expérience acquise par la Banque elle-même et sur des exemples concrets pour faire ressortir certaines des principales questions politiques, techniques et institutionnelles qu'il faut prendre en compte si l'on veut stimuler le développement agricole. Ses conclusions sont fondamentalement optimistes. Depuis trois décennies, on assiste à une croissance agricole rapide, qui dépasse même tout ce qu'on avait vu et prévu jusqu'alors. Si on les y encourage et qu'on leur en donne l'occasion, les exploitants innovent, économisent et inves-

tissent dans l'agriculture. La recherche agricole, appuyée par la science, peut créer de nouvelles possibilités de croissance; on peut mieux exploiter les investissements déjà faits dans les institutions et l'infrastructure; et d'ores et déjà, l'attention accrue accordée aux pauvres ruraux, qui s'est manifestée au cours des années 70 par toute une gamme de nouveaux programmes à l'intention des petits exploitants, s'est avérée payante.

Le Rapport nuance toutefois cet optimisme sur trois points. Premièrement, la gestion du développement agricole, y compris la politique officielle, les programmes d'investissement et les activités d'appui institutionnel, est une tâche difficile, à plus forte raison à une époque où la croissance agricole est fondée moins sur la

mise en culture de nouvelles terres que sur l'accroissement de la productivité des terres et de la main-d'oeuvre. Deuxièmement, si la population continue de s'accroître au même rythme, elle limitera le taux d'accroissement de la consommation alimentaire par habitant dans de nombreux pays et exigera une nouvelle accélération de la productivité agricole. Troisièmement, pour profiter pleinement des possibilités offertes par l'agriculture, il faudra profondément modifier la politique

agricole, tant dans les pays en développement qui ont négligé ce secteur que dans les pays industriels qui continuent à protéger et à surstimuler l'agriculture, réduisant de la sorte les avantages qui pourraient découler de la spécialisation à l'échelle mondiale dans la production et les échanges.

Comme les années précédentes, le Rapport comprend les Indicateurs du développement dans le monde, qui fournissent des chiffres sur la situation sociale et économique de plus de cent pays.



A. W. Clausen

Le présent Rapport a été rédigé par une équipe menée par David Turnham et composée de Chandra Hardy, Dale Hill, William Jones, Homi Kharas, Gary Kutcher, Per Ljung, Christopher Redfern, Harry Walters et Arshad Zaman. Le Département de l'analyse et des projections économiques a préparé une grande partie des données sur lesquelles est basée la Première partie et a participé à la préparation de l'ensemble du Rapport. Les auteurs ont également bénéficié de l'étroite collaboration des Services économie et recherche et du Département de l'agriculture et du développement rural, notamment Jean Baneth, Hans Binswanger, Graham Donaldson, Jack Duloy, Peter Miovic et Donald Pickering. Ils tiennent à leur exprimer ici leurs remerciements, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à la préparation et à la publication du présent Rapport. Les travaux ont été réalisés sous la direction générale de Bevan Waide.

Pour l'analyse du développement agricole, les auteurs souhaitent témoigner leur gratitude à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à l'Organisation internationale du travail (OIT) pour l'aide et l'assistance considérables fournies par ces deux organisations. La FAO a gracieusement mis ses dossiers à la disposition des auteurs, qui y ont eu largement recours. Ni l'une ni l'autre de ces organisations ni les membres de leur personnel ne sont responsables des opinions exprimées dans le Rapport.

Les jugements formulés sont ceux du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des Administrateurs ni des gouvernements qu'ils représentent.

# Table des matières

Définitions *viii*

Glossaire des sigles *ix*

## 1 Généralités *i*

- Les problèmes internationaux et l'évolution antérieure 1
- Les perspectives de développement 2
- Le développement agricole 3
- Conclusions 6

## Première partie Les tendances internationales du développement 8

### 2 L'économie mondiale en transition 8

- Les ajustements de 1973-78 8
- Les ajustements de 1979-82 10
- Les facteurs influant sur l'ajustement 12
- Conclusions 21

### 3 Les tendances à long terme du développement 22

- La croissance de la production et du revenu 22
- L'amélioration des niveaux de vie 26
- Les tendances à long terme du climat international 28
- Le rôle de la politique économique intérieure 32
- Conclusions 33

### 4 Les perspectives pour les années 80 35

- Les pays industriels 35
- Les interactions économiques internationales 36
- Les flux de capitaux commerciaux 39
- Les perspectives des pays en développement 40

## Deuxième partie L'agriculture et le développement économique 44

### 5 Le développement agricole et la croissance économique 45

- L'évolution récente des schémas de croissance 46
- Le rôle de l'agriculture dans le développement 48
- Les politiques de développement agricole 50
- Le climat international 58

### 6 Les facteurs du développement agricole 64

- Les terres 66
- L'intensification de l'agriculture 68
- La technologie 74
- La recherche 76
- Les services d'appui et le développement agricole 81

### 7 La pauvreté rurale 88

- La pauvreté et la croissance 88
- Les initiatives utiles dans la lutte contre la pauvreté rurale 90
- La sécurité alimentaire, la distribution de vivres et les subventions alimentaires 97

### 8 Conclusions 103

- L'agriculture et la croissance économique 103
- Les priorités de la politique agricole 105
- Les perspectives d'avenir 107

Notice bibliographique 108

Indicateurs du développement dans le monde 113

## Tableaux du texte

2.1	Croissance du PIB, 1960-82	9
2.2	Déficit de ressources en pourcentage du PIB, 1974-80	10
2.3	Effet des chocs extérieurs sur la consommation, l'investissement, les emprunts, et la croissance de 1970-72 à 1975-78	11
2.4	Importations de biens manufacturés par les pays industriels 1962-80	14
2.5	Croissance des exportations de marchandises, 1970-81	14
2.6	Envois de fonds à destination des principaux pays exportateurs de main-d'oeuvre, 1978-79	15
2.7	Balance des transactions courantes, à l'exclusion des transferts officiels, 1970-82	16
2.8	Financement des transactions courantes des pays en développement importateurs et exportateurs de pétrole, 1979-82	17
3.1	Croissance de la population, du PNB et du PNB par habitant, 1955-80	23
3.2	Population, PNB et PNB par habitant : parts, rapports et croissance, 1955-80	24
3.3	Tendances de l'espérance de vie, de la mortalité juvénile et de l'alphabétisation, 1950-79	27
3.4	Part des exportations mondiales de marchandises, 1955-80	29
3.5	Composition des flux nets de capitaux à destination des pays en développement, 1960-62 et 1978-80	32
4.1	Croissance des exportations des pays en développement, 1970-90	37
4.2	Prix moyens du pétrole de l'OPEP, 1970-95	39
4.3	Flux financiers nets, ensemble des pays en développement, 1970-90	39
4.4	Croissance du PIB des pays en développement, 1960-90	41
5.1	Taux de croissance de la production agricole et alimentaire, par région (à l'exclusion de la Chine), 1960-80	46
5.2	Croissance de l'agriculture et du PIB dans les années 70	51
5.3	Aide publique (engagements) à l'agriculture, 1973-80	58
5.4	Echanges de produits alimentaires et de thé, café et cacao des pays en développement importateurs de pétrole, 1970 et 1978	60
6.1	Changements intervenus dans la structure de la production agricole par sous-secteur et par région entre 1961-65 et 1976-80	74
7.1	Structures des exploitations agricoles du nord-est du Brésil, 1974	93
7.2	Quelques programmes publics de distribution de produits alimentaires : population concernée, effets et coût	98

## Figures du texte

1.1	Indicateurs agricoles comparés, pays en développement et développés, moyenne 1979-80	4
2.1	Croissance du PIB réel, 1971-82	9
2.2	Part de l'investissement dans le PIB, 1970-81	10
2.3	Tendances du volume des échanges mondiaux, 1971-81	13
2.4	Fluctuations annuelles du prix des exportations des pays en développement, 1971-82	14
2.5	Variations des prix réels du pétrole, 1971-82	16
2.6	Balances mondiales des transactions courantes, 1975-82	17
2.7	Variations en valeur nominale des flux nets des capitaux en direction des pays en développement, 1971-82	18
2.8	Tendances des prix, 1971-82	20
2.9	Etats-Unis : taux d'intérêt réels, 1970-81	20
3.1	PNB par habitant de quelques pays en pourcentage du PNB par habitant des Etats-Unis, 1913-79	23
3.2	PIB par habitant de quelques pays en pourcentage du PIB par habitant des Etats-Unis, 1955-79 (méthode du PCI)	24
3.3	Schémas à long terme de croissance économique, 1955-79	26
3.4	La transition démographique	29
3.5	Importations de biens manufacturés en provenance de pays en développement, en pourcentage du PNB des pays importateurs	30
3.6	Indice de base, 1950-82	30
5.1	Production agricole et alimentaire, par grande région du monde et par catégorie de pays, 1963-70 et 1970-78	46
5.2	Part des pays dans l'emploi et le produit agricoles selon le revenu, 1980	49
5.3	Indice et taux de croissance des exportations mondiales, en volume	59
5.4	Taux de croissance des exportations, par catégorie de pays	60



6.1	Grandes zones de cultures des pays en développement	65
6.2	Caractéristiques des grandes zones de cultures, 1978	66
6.3	Expansion des superficies et intensification des méthodes, par zone de cultures, 1961-80	67
6.4	Facteurs de production agricoles dans les pays en développement, 1960-79	69
6.5	Irrigation dans les grandes zones de cultures, 1978	70
6.6	Nombre de tracteurs dans les grandes zones de cultures, 1978	75
6.7	Utilisation des engrais dans les grandes zones de cultures, 1978	76
6.8	Rendement des céréales alimentaires dans les pays en développement, 1961-65 et 1976-80	80
7.1	Revenus des ménages ruraux indiens, par source et par dimension de l'exploitation, 1970-71	89
7.2	Nombre d'exploitations et superficies exploitées : distribution comparée, par région et selon la dimension des exploitations, dans certains pays, 1970	93

## Encadrés du texte

2.1	Evolution de la politique italienne en matière d'aide publique au développement	18
2.2	Inflation, balance des paiements et service de la dette	19
3.1	Que cherchons-nous à mesurer?	22
3.2	Le Projet de comparaison internationale	25
3.3	Disparités entre les régions d'un même pays	27
3.4	Réaction de Sri Lanka aux chocs affectant les termes de l'échange	31
3.5	Les exportations de produits manufacturés brésiliens	33
4.1	Scénarios de croissance	36
4.2	Le danger protectionniste est-il réel?	38
4.3	Perspectives de l'APD émanant des membres du CAD	41
5.1	Nourrir l'homme ou l'animal?	47
5.2	Pétrole et agriculture : le cas du Nigéria	52
5.3	L'agriculture chinoise : renforcement des mesures d'incitations	53
5.4	Protection nominale et taux de change	54
5.5	Le soja brésilien ou comment tirer parti d'un avantage comparatif	56
5.6	Le secteur privé à la rescousse du secteur public : le cas du Bangladesh	57
5.7	Les effets concrets de la protection agricole	61
5.8	Une séquelle de la crise alimentaire : la sécurité alimentaire	63
6.1	Forêts et bois de feu : le dilemme écologique du Sahel	68
6.2	Les effets en aval de l'investissement dans l'irrigation	69
6.3	Cultures en sec : le cas du Mexique	71
6.4	La recherche de pointe en agronomie	72
6.5	Les centres internationaux de recherche agricole	77
6.6	La Révolution verte au Pendjab, Inde	79
6.7	La différence des rendements et les services de vulgarisation agricole	83
6.8	La décision dans les exploitations africaines	84
6.9	La productivité des petites exploitations : production maraîchère intensive dans le sud de la Grèce	85
6.10	La production de semences en Inde	87
7.1	L'éducation des agriculteurs, l'efficacité des exploitations et la nutrition au Népal	91
7.2	La révolution laitière en Inde	95
7.3	Plan de garantie de l'emploi dans le Maharashtra en Inde	96
7.4	Sécurité alimentaire dans les régions rurales de la Chine	101
7.5	L'insécurité du revenu à l'origine de la famine	102



# Définitions

La composition des principaux groupes de pays cités dans le présent Rapport et dans les Indicateurs du développement dans le monde est la suivante :\*

- *Pays en développement* répartis entre : *pays à faible revenu*, dont le produit national brut (PNB) par habitant était inférieur ou égal à 410 dollars en 1980; et *pays à revenu intermédiaire*, dont le PNB par habitant dépassait 410 dollars en 1980. Les pays en développement peuvent également être divisés entre *pays exportateurs de pétrole* et *pays importateurs de pétrole* (voir les deux définitions suivantes).

- *Pays exportateurs de pétrole* : Algérie, Angola, Bahreïn, Brunéi, Congo, Egypte, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Malaisie, Mexique, Nigéria, Oman, Pérou, Syrie, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela.

- *Pays importateurs de pétrole* : tous les pays en développement qui ne figurent pas dans la catégorie des exportateurs de pétrole.

- *Pays exportateurs de pétrole à revenu élevé* (ne figurent pas dans

les *pays en développement*) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Koweït, Libye et Qatar.

- *Principaux exportateurs de biens manufacturés* : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Grèce, Hong Kong, Israël, Portugal, République de Corée, Singapour et Yougoslavie.

- *Pays industriels à économie de marché* : tous les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir Sigles), sauf la Grèce, le Portugal et la Turquie, qui figurent parmi les pays en développement à revenu intermédiaire. Dans le texte, on désigne souvent ces pays sous l'appellation de *pays industriels*.

- *Pays industriels à économie planifiée*. Comprend les pays européens développés suivants : URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande et Tchécoslovaquie. Ce groupe est parfois dénommé *pays à économie planifiée*.

Les termes économiques et démographiques sont définis dans les

Notes techniques des Indicateurs du développement dans le monde.

Les *taux de croissance* sont exprimés en valeur réelle, sauf indication contraire.

Le terme "*dollar*" désigne le dollar des Etats-Unis, sauf indication contraire.

Les *signes* suivants sont utilisés dans les tableaux :

.. Non connu.

(.) Moins de la moitié de l'unité.

s.o. Sans objet.

Tous les tableaux et les chiffres sont basés sur des données de la Banque mondiale, sauf indication contraire. Les chiffres pour 1981 sont provisoires. Pour 1982, ils sont estimatifs.

\*Pour ne pas rompre la continuité des statistiques, on a maintenu, dans les tableaux de la Première partie du présent Rapport, l'Espagne, la Roumanie et l'Iraq dans les catégories où ils ont toujours figuré jusqu'à présent, à savoir respectivement : importateur de pétrole à revenu intermédiaire, économie planifiée et exportateur de pétrole à revenu élevé.

## Glossaire des sigles

- **ADRAO** Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, dont le siège est au Libéria. Elle s'occupe de recherche et de développement rizicoles dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

**CAD** Comité d'aide au développement de l'OCDE (voir ci-dessous), qui comprend l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Commission des communautés européennes.

**CEE** Communauté économique européenne, qui comprend la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni.

- **CGIAR** Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale. Association non structurée de pays, organisations multilatérales et fondations privées qui appuient les travaux de recherche touchant les problèmes agricoles des pays en développement.

**CIAT** Centre international d'agriculture tropicale, dont le siège est en Colombie. Il s'intéresse aux régions de basses terres tropicales humides de l'hémisphère occidental. On y poursuit des programmes sur le manioc, le haricot

de plein champ, le riz et les prairies tropicales.

**CIMMYT** Centre international d'amélioration du maïs et du blé. Basé au Mexique, il poursuit des recherches sur l'orge, le triticale (croisement entre le blé et le seigle) et le sorgho, qui viennent s'ajouter à sa principale occupation, la recherche sur l'amélioration des variétés de maïs et de blé.

**CIP** Centre international de la pomme de terre. Basé au Pérou, il développe, adapte et élargit les recherches concernant les problèmes cruciaux qui limitent la production de pommes de terre dans les pays en développement.

**CIPEA** Centre international pour l'élevage en Afrique. Basé en Ethiopie, il se livre à des recherches pluridisciplinaires en vue d'améliorer les systèmes d'élevage en Afrique.

**FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

**FMI** Fonds monétaire international.

**GIRGV** Groupe international des ressources génétiques végétales, dont le siège est en Italie. Il stimule et coordonne le rassemblement, la conservation, l'évaluation et l'échange de graines et de matériel génétique divers qui pourraient intéresser les spécialistes de l'amélioration des plantes des pays en développement.

**ICARDA** Centre international de recherche agricole dans les zones

arides, dont la station principale est en Syrie. Ses travaux portent sur l'investissement dans les cultures (orge, fèves, lentilles et blé durum), l'aménagement des sols et des ressources hydrauliques et les systèmes de production, y compris l'élevage ovin, dans les régions de précipitations hivernales très faibles.

**ICRISAT** Centre international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides. Ce centre, basé en Inde, a aussi un vaste programme en Afrique. Son objectif est la mise au point de systèmes d'exploitation pour les régions semi-arides et la sélection des variétés d'arachides, de sorgho, de petit mil, de pois chiche et de pois cajan.

**IDA** Association internationale de développement.

**IFPRI** Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Basé aux Etats-Unis, il poursuit des recherches socio-économiques sur certains problèmes de politique affectant la production, la consommation, la quantité disponible et la répartition équitable des aliments, et ce tout particulièrement à propos des besoins des pays à faible revenu.

**IITA** Institut international d'agriculture tropicale, basé au Nigéria. Il s'occupe du manioc, du niébé, du soja et des adaptations locales de souches de maïs et de riz mises au point dans les centres du monde entier, et de l'élabora-

tion de systèmes d'exploitation adaptés aux régions tropicales humides.

**IRRI** Institut international de recherches sur le riz, basé aux Philippines. Il est responsable à l'échelle mondiale de la mise au point de variétés de riz sélectionnées et de systèmes d'exploitation appropriés.

**ISNAR** Service international de la recherche agronomique nationale, situé aux Pays-Bas. Il aide les pays en développement à renforcer leurs services de recherche.

**LIRMA** Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux. Etabli au Kenya, il étu-

die deux maladies causées chez les bovins par des protozoaires dans certaines régions d'Afrique et dont l'issue est souvent fatale, la trypanosomiase (maladie du sommeil) et la theilariose (fièvre de Rhodésie).

**OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques, dont les membres sont : l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, la République fé-

dérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

**OMS** Organisation mondiale de la santé.

**OPEP** Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont les membres sont : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Equateur, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Venezuela.

**PNUD** Programme des Nations Unies pour le développement.

**USAID** Agency for International Development des Etats-Unis (Département d'Etat).

# 1 Généralités

- Affaiblie par les difficultés d'ajustement et par le fléchissement de la croissance dans les principaux pays industriels, l'économie mondiale traverse une période de repli. Dans l'ensemble, au cours des trente dernières années, le resserrement de l'interdépendance, par le biais du commerce, des mouvements de capitaux et des migrations, a stimulé les forces d'expansion économique et les a étendues à tous les points du monde. Mais comme l'illustrent les événements récents, tout comme ces liens avaient permis de transmettre les avantages, ils peuvent transmettre les problèmes d'un pays à un autre. Dans les pays industriels, d'importants déficits budgétaires, l'austérité monétaire et le désir de battre en brèche l'inflation ont porté les taux d'intérêt réels à des niveaux sans précédent, stoppé la croissance et réduit les recettes d'exportation des pays en développement, ce qui a contribué à créer pour beaucoup d'entre eux de graves problèmes de liquidité. Ayant dû réduire le volume de leurs importations, et moins à même d'assurer le service de leur dette, de nombreux pays en développement n'ont pas d'autres solutions, à court terme, que de freiner la croissance.

Le tour d'horizon de la conjoncture internationale et des perspectives de croissance font l'objet de trois chapitres. Le Chapitre 2 passe en revue les mesures

prises par les différentes catégories de pays pour faire face aux bouleversements abrupts qui ont secoué l'économie mondiale dans les années 70. On constate pour conclure que la plupart des pays en développement se sont mieux adaptés que les pays industriels pendant la période 1974-81, mais que les pays à faible revenu ont été particulièrement touchés par la récession des pays industriels.

Le Chapitre 3 décrit les résultats obtenus dans le domaine du développement depuis trente ans, période de croissance inouïe, mais croissance très inégalement répartie dans le monde. Elle a été particulièrement lente dans les pays les plus pauvres où, pourtant, des progrès énormes ont été accomplis pour ce qui est de la qualité de la vie et la mise en place des conditions préalables au développement.

Le Chapitre 4 évoque les perspectives pour les années 80 compte tenu des événements récents et dans la perspective des tendances à long terme. Il souligne qu'en dépit de l'aggravation des perspectives internationales survenue cette année, les pays à revenu intermédiaire devraient pouvoir continuer à rétrécir l'écart qui les sépare des pays industriels. Mais de graves menaces pèsent sur l'avenir des pays à faible revenu. L'Inde et la Chine pourront-elles progresser au même rythme que pendant les années 70 sans une aide extérieure ininterrompue?

Dans les autres pays à faible revenu, la croissance de la production restera sans doute très faible et les flux d'assistance y sont encore plus indispensables.

## Les problèmes internationaux et l'évolution antérieure

Pendant les années 70, les pays en développement se sont remarquablement bien adaptés aux perturbations de l'économie mondiale. Depuis 1973, ils ont progressé à peu près deux fois plus vite que les pays industriels. Devant la hausse brutale du prix des combustibles et des biens manufacturés importés, la plupart des pays ont emprunté plus, stimulé l'exportation et remplacé les importations. Dans nombre d'entre eux, l'investissement s'est gonflé en proportion du PIB.

Le relèvement du niveau de l'investissement et la croissance soutenue sont à la fois la cause et la conséquence d'un bon ajustement à long terme. La plupart des pays en développement ont su utiliser à bon escient les emprunts supplémentaires qu'ils ont contractés pendant les années 70. Pendant quelque temps, l'inflation rapide et les taux d'intérêt réels négatifs ont érodé la valeur nominale de leurs remboursements. Cependant, l'inflation a aussi des inconvénients. Elle oblige à rembourser les dettes plus rapidement, car les bailleurs de

fonds s'attendent à l'érosion de la valeur réelle des remboursements et imposent des taux d'intérêt nominaux plus élevés. La moitié environ du total de l'endettement extérieur à moyen et long termes des pays en développement est assortie de taux d'intérêt variables. Une grande partie des nouvelles dettes à taux d'intérêt fixes tient compte également des possibilités d'inflation future. L'alourdissement des remboursements au titre de la dette actuelle et le ralentissement des nouveaux emprunts nets provoqué par la hausse des taux d'intérêt ont exacerbé les problèmes de liquidité de nombreux pays en développement, et de quelques pays d'Europe de l'Est. De surcroît, depuis 1979, la hausse des taux d'intérêt réels a réduit la valeur réelle des transferts nets de ressources en faveur des pays en développement.

Le Chapitre 3 étudie l'évolution de la structure de l'économie internationale au cours des trente dernières années, période qui a vu apparaître de nouveaux foyers d'activité économique soutenue, notamment le Japon et les pays du Sud-Est asiatique riverains du Pacifique, les pays d'Amérique latine et les exportateurs de pétrole du Moyen-Orient. Cette évolution s'est accentuée au cours des années 70, car la croissance en Amérique du Nord et en Europe a fléchi au moment où un groupe de pays à revenu intermédiaire accroissait son investissement et ses exportations et atteignait un niveau de croissance plus rapide. Les exportateurs de pétrole et les pays semi-industrialisés ont commencé à rétrécir l'écart relatif entre leur revenu par habitant et celui des pays de l'OCDE. Pour la plupart, les pays à faible revenu sont restés en marge, incapables, faute de ressources énergétiques et de capacité industrielle, de réaliser

un taux de croissance rapide grâce au commerce. Cependant, grâce à une épargne intérieure très élevée, la Chine, et dans une moindre mesure, l'Inde et le Pakistan, ont vu leur revenu par habitant s'améliorer sensiblement. Dans beaucoup d'autres cas, la croissance a été freinée par la faiblesse de l'agriculture, faiblesse qui n'a fait que s'accroître pendant les années 70 en Afrique au sud du Sahara.

Certes, la croissance exige un recours accru aux facteurs primaires sur lesquels est basée la production, mais c'est le renforcement de l'efficacité dans la façon dont ils sont utilisés qui a été l'élément le plus déterminant de la croissance dans les pays en développement. En Afrique, en particulier, des études récentes font ressortir que le montant absolu de l'investissement contribue dans une moindre mesure à la croissance économique que la façon dont l'investissement est alloué et utilisé. Les exemples abondent de pays où des taux élevés d'investissement n'ont pas engendré des taux de croissance élevés.

Dans la plupart des pays en développement, à faible revenu comme à revenu intermédiaire, des progrès sociaux remarquables ont été accomplis en trente ans. L'alphabétisation, la santé et l'espérance de vie sont non seulement le résultat des progrès substantiels accomplis malgré une pauvreté extrême, mais également des moteurs de croissance en elles-mêmes. En élargissant la base des connaissances techniques et administratives, en changeant les attitudes des exploitants agricoles et des travailleurs, et, on l'espère, en réduisant le taux de natalité, le développement des ressources humaines offre la perspective d'une amélioration plus rapide du niveau de vie par habitant pour les années 80. Cette

amélioration à long terme du capital humain est un élément positif qui est partagé par presque tous les pays en développement.

### **Les perspectives de développement**

Les perspectives de développement de l'économie internationale, étudiées au Chapitre 4, se sont aggravées depuis un an. Les raisons d'être pessimiste ne manquent pas : récession sans fin dans les pays industriels (qui renforce en outre la menace du protectionnisme); caractère défavorable des termes de l'échange des pays en développement et chute des volumes d'exportation; hauteur et imprévisibilité des taux d'intérêt qui limitent l'emprunt; et lourd fardeau de la dette. S'ils ne sont pas surmontés à bref délai, ces obstacles à la croissance pourraient condamner le monde à une expansion languissante, illustrée par l'Hypothèse basse de la Banque. Fondés sur le modèle global de la Banque, différents scénarios sont utilisés pour illustrer certains des facteurs qui détermineront le rythme de la croissance de l'économie mondiale. L'Hypothèse haute illustre les conditions d'une relance relativement rapide.

Pour les pays en développement, les traits les plus saillants du scénario défavorable pour les années 80 sont une réduction de l'aide, la stagnation du prix des produits de base, la dégradation des possibilités d'exportation et les difficultés en prévision pour les emprunts commerciaux. Les deux premiers facteurs sont relativement plus sérieux pour les pays à faible revenu, qui sont relativement impuissants face à eux pour le moment. Les deux derniers atteindraient plutôt les pays à revenu intermédiaire, mais une réaction appropriée (souplesse de la politique du commerce et de

l'industrie, et ajustements internes visant à accroître la possibilité d'endettement) atténuerait leurs inconvénients.

Les taux de croissance de l'Hypothèse basse sont nettement insuffisants en comparaison des résultats antérieurs, du potentiel actuel, des espérances et des besoins. Même parmi les principaux exportateurs de biens manufacturés et les exportateurs de pétrole, le chômage et le sous-emploi sévissent partout sauf dans les économies en pleine expansion. Si l'Hypothèse basse se réalise, les tensions sociales et politiques créées par la montée du chômage compliqueraient grandement la tâche des responsables de l'économie.

Les Hypothèses basse et haute ne sont pas des prévisions d'avenir, pas plus qu'elles ne fixent de limites au possible. Elles sont, au mieux, une illustration de ce qui pourra résulter de diverses combinaisons de mesures de politiques générales, selon qu'elles seront raisonnablement bonnes ou quelconques dans les pays en développement eux-mêmes et relativement favorables ou relativement défavorables à la croissance et au développement dans les pays développés. Si les pays à croissance lente parvenaient à égaler les taux de croissance moyens obtenus par le passé, et si les pays qui avaient eu une croissance moyenne rattrapaient les plus rapides, les projections de l'Hypothèse haute elle-même pourraient être largement dépassées. L'issue finale ne peut pas être prédite, car elle n'est pas prédéterminée. Elle reste à décider.

Pour les pays industriels, les priorités sont au premier chef le rétablissement de leur propre santé économique et la poursuite de la croissance. Toutefois, le maintien d'un climat libéral autour des flux commerciaux et fi-

nanciers est essentiellement leur responsabilité. Bien que les financements extérieurs ne représentent que 13 % de l'investissement total dans les pays en développement (ou 4 % de l'épargne mondiale), ils jouent cependant un rôle important en leur permettant de se procurer les importations essentielles de machines, matériaux et technologie. Ils aident également à amortir les chocs sur la balance des paiements. Pour faciliter le développement des flux de capitaux, on ne doit pas permettre que l'aide pâtisse des pressions exercées en faveur d'une réduction des déficits budgétaires.

Rétrospectivement, il semble que la plupart des pays en développement aient traversé les perturbations des années 70 avec un sens remarquable de la discipline. Cependant, les dirigeants doivent continuer à souligner l'importance de plusieurs facteurs : l'accroissement du niveau de l'épargne et de l'investissement intérieurs, l'amélioration de l'efficacité dans l'utilisation du capital et la gestion responsable de la dette extérieure. Pour préparer le terrain au développement à plus long terme, il faut toutefois accorder une certaine attention au renforcement de la gestion économique et à la mise au point d'une stratégie pour les années 80. A quelques rares exceptions près, les pays en développement auraient tout intérêt à revaloriser l'agriculture. Tel est le thème de la deuxième partie du Rapport.

### **Le développement agricole**

Le caractère de l'agriculture mondiale s'est transformé radicalement en trente ans. Dans les pays développés, la recherche scientifique associée à l'utilisation accrue des techniques industrielles, des engrais chimiques et des machi-

nes, a révolutionné la production et la commercialisation. Certains éléments de cette révolution ont été adaptés à de nombreux pays en développement, mais la diversité de leur situation — climat et environnement (et l'existence d'une technologie adaptée à leurs besoins), institutions, gestion et politique agricole — a donné lieu à des résultats et des progrès très divers. La Figure 1.1 met en lumière le contraste entre l'agriculture des pays développés et celle des pays en développement.

La Deuxième partie comprend quatre chapitres qui portent respectivement sur :

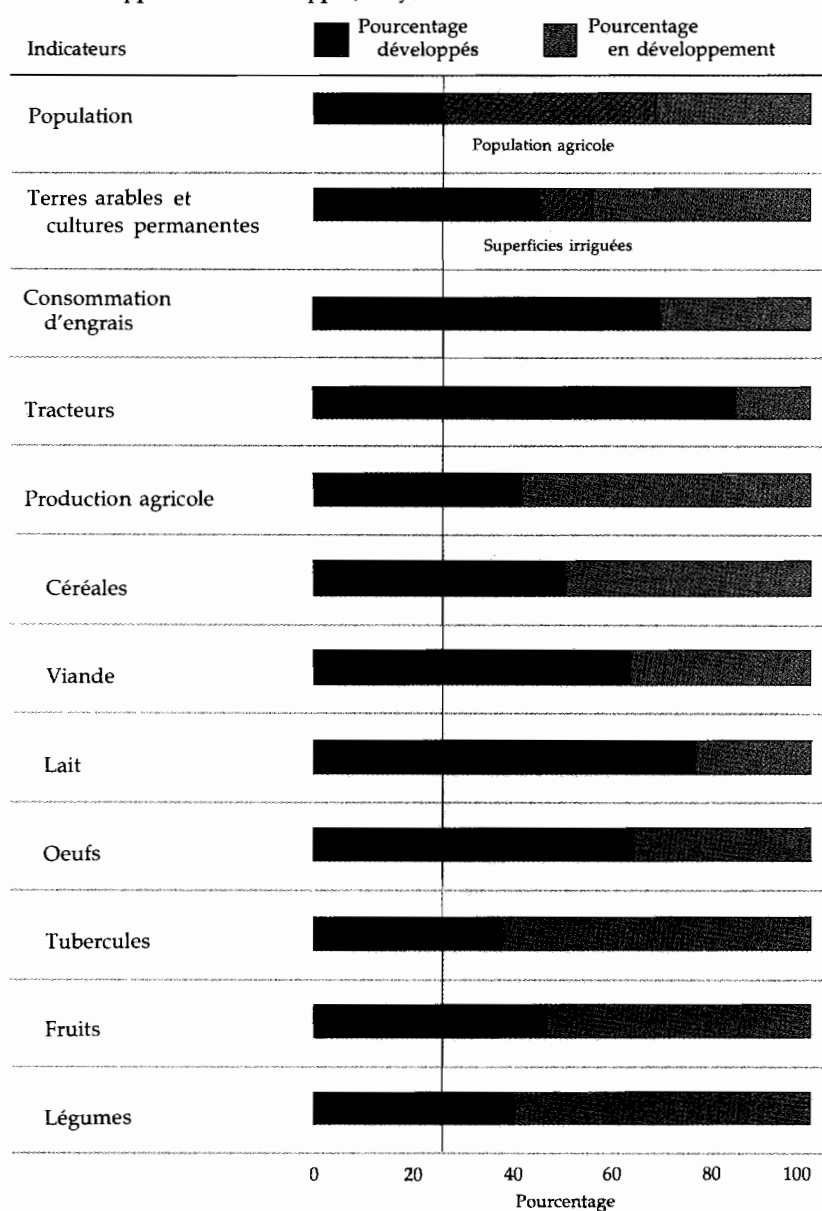
- Les liens entre la croissance de l'agriculture et le développement économique général
- Les facteurs de la croissance et leur application suivant les circonstances
- La pauvreté rurale et la sécurité alimentaire
- Les considérations de politique générale et la conclusion.

### *Développement agricole et croissance économique*

Depuis trente ans, la production agricole augmente deux fois plus vite qu'antérieurement. Pour les pays en développement, ce chiffre général dissimule d'importantes disparités régionales et nationales. Dans la plupart des pays pauvres, l'accroissement démographique a largement rogné les progrès, qui correspondent dans les pays à faible revenu à un taux modeste de 0,2 % par an par habitant pendant les années 60 et à un recul de la production agricole et alimentaire par habitant pendant les années 70. Les pauvres des pays à faible revenu continuent d'éprouver de graves problèmes alimentaires.

Les économies à faible revenu sont caractérisées par la prédominance de l'agriculture, qui fait

**Figure 1.1 Indicateurs agricoles comparés, pays en développement et développés, moyenne 1979-80**



vivre 70 % de la population. Sa croissance détermine en grande partie celle du PIB. La masse de la population consacre 60 à 70 % de son revenu à l'alimentation, et un grand nombre d'activités non agricoles sont tributaires de l'agriculture, en particulier les pou-

voirs publics eux-mêmes, par l'intermédiaire de la fiscalité.

A mesure que le développement passe par des étapes successives, le rôle de l'agriculture diminue, pour finir par ne constituer qu'une faible fraction aussi bien de la production que de l'em-

ploi à des stades avancés du développement. Néanmoins, dans la plupart des pays en développement, son rôle reste critique, car la rapidité avec laquelle les pays peuvent s'industrialiser dépend de l'expansion de l'agriculture. En règle générale, les innovations qui font baisser les coûts et l'investissement sont au cœur de la croissance agricole. Les avantages tirés des gains de productivité sont répercutés en partie sur les consommateurs, puisque le faible prix des denrées alimentaires (et d'autres produits de base) contribue à stimuler le reste de l'économie, qui peut en outre employer la main-d'oeuvre qui quitte la terre pour trouver un travail plus productif.

Un fait ressort clairement de la diversité des constatations faites dans les pays en développement : une croissance rapide de l'agriculture va de pair avec une croissance rapide du PIB. L'industrialisation, objectif de prédilection des planificateurs pendant les années 50 et 60, a été réussie dans les pays qui n'ont pas sacrifié le progrès agricole. Une agriculture prospère renforce et contribue à entretenir la vitalité de l'économie dans son ensemble. Il faut mettre sur le même plan le rôle que joue une croissance agricole soutenue dans la lutte contre la pauvreté.

La politique agricole a pour objectif essentiel de concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs, objectif atteint par la politique des prix. Les planificateurs des pays en développement, qui poursuivaient d'autres objectifs que le développement de l'agriculture, ont souvent infléchi leur politique des prix au détriment de l'agriculture, moyennant un coup de frein à la croissance agricole. Si l'on veut stimuler celle-ci, il est indispensable d'encourager les exploitants à investir et à produire.



On observe la situation inverse dans les pays industriels, qui protègent l'agriculture pour maintenir une certaine égalité de revenu entre les agriculteurs et les autres travailleurs. Cette protection leur coûte très cher, inutilement cher, puisqu'elle a suscité une augmentation de la production agricole qui n'était pas économiquement justifiée et a gravement faussé l'avantage comparatif international.

Pour les dirigeants, la difficulté consiste à corriger la politique intérieure et à mettre en place un système d'échanges où l'avantage comparatif puisse déterminer la production dans une plus large mesure. Il est manifestement souhaitable que des progrès plus rapides soient faits dans ce domaine de façon à élargir l'accès des pays en développement aux marchés et, à long terme, faire en sorte que les ressources agricoles de la planète soient utilisées plus efficacement pour accroître l'offre de denrées alimentaires par habitant.

#### *Facteurs de croissance*

Ce qui distingue l'agriculture de la plupart des autres activités, c'est le lien qui l'unit à la nature. Ainsi, l'innovation et l'investissement doivent être liés au contexte de l'environnement spécifique. Par exemple, le rôle capital de la maîtrise de l'eau (irrigation, drainage, lutte contre les inondations) dans les pays très peuplés d'Asie fait pendant à l'attention accordée à l'infrastructure de base dans certaines régions d'Amérique latine et d'Afrique, où la terre ne manque pas. Le secteur public joue un rôle dominant tant dans la mise en place de l'infrastructure que dans l'aménagement des grands périmètres irrigués et, à ce titre, il est confronté à des problèmes de gestion et de finance

particuliers. C'est également lui qui montre la voie dans la recherche biologique, tandis que les innovations mécaniques et chimiques sont l'apanage du secteur privé.

On ne peut pas offrir de prescription universelle. La nature, les systèmes d'exploitation possibles, les techniques utilisables et les moyens d'acquérir et de se servir de la technologie, sont autant d'éléments qui varient trop largement pour qu'on puisse leur appliquer une formule quelconque. Cependant, il est possible de formuler quelques observations.

- Les investissements dans la recherche agricole sont payants. Fruits aussi bien d'initiatives internationales que nationales, ils ont été un facteur fondamental de croissance ces vingt dernières années. Un bon dosage de sciences fondamentales, de recherche appliquée, d'expérience pratique, d'incitations et d'investissements a donné lieu à des augmentations énormes de la production pour certaines spéculations, en particulier le riz et le blé, sous certaines conditions. Etant donné cette rentabilité élevée, il convient non seulement de poursuivre mais en outre d'accélérer l'investissement dans la recherche. En particulier, celui-ci devrait viser les domaines jusqu'à présent négligés : l'agriculture pluviale, les racines et tubercules (manioc) et les céréales secondaires (sorgho, mil), de façon que la productivité des régions humides et semi-arides s'améliore, notamment en Afrique au sud du Sahara.

- La maîtrise de l'eau, surtout l'irrigation mais aussi le drainage et la lutte contre les inondations, est un grand facteur d'amélioration de la productivité. Pour qu'un exploitant adopte une nouvelle variété de semences, et utilise la quantité voulue d'engrais, il doit

être certain qu'il aura en temps opportun la quantité d'eau nécessaire. Lorsque c'est le cas, on a constaté des taux de rentabilité généralement élevés, mais cela exige un investissement considérable et des collectivités locales bien organisées. L'irrigation privée, essentiellement les forages et petites pompes, ont complété la Révolution verte en Asie du Sud. Lorsque cette technique peut être appliquée, elle continue de jouer un rôle important dans l'augmentation des récoltes. A l'avenir, comme par le passé, le secteur public devra continuer à jouer un rôle majeur dans l'irrigation, en raison de l'ampleur et du caractère collectif des investissements. Dans les grands périmètres irrigués, une maîtrise intelligente de l'eau est la condition préalable à une forte productivité. Les nouveaux investissements dans l'irrigation doivent s'accompagner d'efforts en vue de réformer l'exploitation des réseaux déjà terminés et en opération. On continue à gaspiller de grandes quantités d'eau rare et chère.

- L'urbanisation et la propagation de l'économie monétaire obligeront le volume de la production alimentaire commercialisée à augmenter très rapidement. Il faudra donc faire des investissements considérables dans le stockage, le traitement et le transport des récoltes. Là surtout, les pouvoirs publics doivent examiner attentivement le rôle respectif des secteurs public et privé dans le financement et l'administration des investissements. Les mécanismes publics doivent être soumis à un contrôle permanent si l'on veut être certain qu'ils sont gérés de façon optimale. Pour que le secteur privé s'acquitte de son rôle avec efficacité et équité, la politique et l'administration officielles doivent être elles-mêmes efficaces.

## *La pauvreté rurale*

A l'échelle mondiale, la pauvreté absolue est un phénomène qui frappe avant tout les zones rurales des pays en développement. Dans le Rapport de 1980, on estimait que 780 millions de personnes, abstraction faite de la Chine et d'autres pays à faible revenu à économie planifiée, vivaient dans la pauvreté absolue. En Chine, on pense que 150 millions de personnes se situent tout juste au-dessus du seuil de pauvreté. Les 20 à 25 % de pauvres ruraux qui sont effectivement dépourvus de terres ont un revenu plus ou moins égal à celui des très petits paysans, soit à peine le niveau de subsistance, mais ils sont plus vulnérables en cas de catastrophe et restent plus en marge des programmes de développement.

La croissance économique est en dernière analyse ce qui permettra de remédier à la pauvreté rurale. Dans les économies en pleine croissance, essentiellement dans les pays à revenu intermédiaire, la pauvreté absolue a fortement reculé grâce à la création d'emplois non agricoles, tant dans les zones rurales que dans les agglomérations.

Certaines initiatives peuvent simultanément contribuer à remédier à la pauvreté rurale et à stimuler la croissance. Les projets qui intéressent les petits paysans peuvent accroître la productivité, surtout s'ils sont simples, axés sur les problèmes prioritaires et bien intégrés à l'administration publique. Les emplois non agricoles améliorent également le revenu et sont directement liés à la prospérité de l'agriculture. La réforme agraire, lorsqu'elle renforce les droits fonciers, peut également avoir un effet positif, de même que, parfois, la réforme foncière, encore que la plupart des pauvres des campagnes vivent dans des

régions où les exploitations sont déjà petites et où les terres sont utilisées de façon intensive. Les travaux publics en milieu rural peuvent réduire la pauvreté, souvent pour un faible coût : en convertissant une main-d'œuvre abondante en un capital utile, ils contribuent à accélérer la croissance agricole. La participation étroite de la population locale à la planification, à l'exécution et au financement de ces initiatives, à condition qu'elles soient bien conçues et administrées, semble jouer un rôle déterminant dans leur réussite.

Etant donné que les pauvres des campagnes consacrent une forte proportion de leur budget à l'alimentation, ils bénéficient, en tant que consommateurs, du développement agricole, qui permet de réduire les coûts et les prix, surtout si la recherche s'étend aux spéculations qu'ils produisent et consomment. Cependant, la sécurité alimentaire pour les pauvres continuera de faire l'objet d'une action prioritaire pendant de nombreuses années. Elle doit englober les programmes de secours en cas de famine et les dispositifs qui visent à réduire la sous-alimentation chronique.

S'ils ne sont pas soigneusement focalisés, les programmes de distribution de vivres destinés à lutter contre la malnutrition sont souvent très lourds pour le budget de l'Etat, sans toujours améliorer réellement la nutrition chez les pauvres des campagnes. Il conviendrait donc que les gouvernements déterminent si ces programmes ne pourraient pas être plus circonscrits, ce qui leur permettrait d'affecter les ressources économisées à des investissements directs dans l'agriculture même. Les subventions alimentaires sont toujours lourdes de signification politique. Aussi les autorités risquent d'avoir des dif-

ficultés à réorganiser leurs priorités budgétaires, mais si la distribution de vivres subventionnés était limitée aux cas nécessaires, les crédits budgétaires affectés aux subventions s'en trouveraient réduits sans compromettre les objectifs de nutrition.

## **Conclusions**

Pendant de nombreuses années, le rôle de l'agriculture dans la croissance et la faculté d'adaptation des exploitants traditionnels ont été très discutés et mal compris. Il n'en va plus de même. La croissance économique va de pair avec le progrès agricole. Tous les exploitants, petits, moyens et grands, sont sensibles aux incitations économiques. Loin d'être attachés aux traditions, les exploitants ont prouvé qu'ils ont en commun un jugement rationnel qui l'emporte de loin sur les différences de conditions sociales et d'environnement. Ils peuvent participer à l'investissement agricole. Même ceux qui n'exploitent que quelques hectares économisent une part substantielle de tout excédent de revenu et l'investissent dans leur exploitation. De plus, ils utilisent leur propre travail et celui de leur famille pour niveler la terre, planter des arbres, creuser des fossés et construire des rizières en terrasse — autant d'activités qui créent le capital qui stimulera la production agricole à l'avenir. Les petits paysans peuvent eux aussi être très productifs et, du reste, leur production à l'hectare est souvent plus élevée que celle des grands exploitants. Les programmes et politiques qui favorisent les petits exploitants peuvent donc avoir une bonne rentabilité économique en même temps qu'ils créent des emplois et réduisent la pauvreté rurale.

Par conséquent, si on les y encourage, les agriculteurs accroîtront leur production. Cela ne signifie pas que les autorités et organismes officiels doivent se borner à fixer ces incitations. La recherche et la technologie doivent être développées et adaptées aux conditions locales. Si la performance agricole de l'Afrique reste si mauvaise, c'est surtout parce qu'il n'existe pas de techniques nouvelles adaptées à la réalité africaine. La communauté internationale doit financer des projets agricoles pour surmonter les obstacles, démontrer comment accroître la production et aider à élaborer des programmes visant à faire progresser les pauvres. De gros investissements doivent également être faits dans l'irrigation, les transports et la commercialisation, et pour cela, une assistance extérieure est nécessaire.

Les contraintes qui freinent la croissance agricole ne résident pas

dans le comportement des agriculteurs. Ils sont prêts à travailler dur, à adopter des innovations profitables et à investir pour l'avenir. Les contraintes procèdent au contraire de l'environnement dans lequel les agriculteurs opèrent : la technologie, les incitations à la production et à l'investissement, la possibilité d'obtenir du matériel tel que les engrais, et son prix, l'irrigation aussi.

L'avenir dépend donc d'un certain nombre de facteurs, en particulier du cadre de la politique agricole, des progrès de la recherche et de l'environnement international. Les incitations accordées aux agriculteurs doivent être complétées par l'infrastructure. Les nouvelles découvertes scientifiques, en particulier pour la lutte contre la mouche tsé-tsé et la mise au point de nouvelles variétés de céréales secondaires, racines et tubercules permettraient la mise en valeur de vastes terres et

accroîtraient la productivité dans de nombreuses régions. La communauté internationale peut et doit fournir son soutien.

L'aide en faveur de l'agriculture a progressé pendant les années 70 grâce au gonflement du volume de l'aide en général et à l'accroissement de la part destinée à l'agriculture en particulier. Cette évolution dénote un changement d'attitude tant parmi les donateurs que parmi les bénéficiaires quant au rôle de l'agriculture et une meilleure compréhension de son importance dans la lutte contre la pauvreté. Pendant les années 70, l'aide au développement agricole était à bien des égards une nouveauté. L'aide a contribué à financer des programmes beaucoup plus variés et a touché plus de pays qu'auparavant, ce qui a forgé des liens de coopération entre les donateurs et les bénéficiaires. Ce sont là des éléments du passé sur lesquels on peut faire fond pour l'avenir.

# Première partie

## Les tendances internationales du développement

### 2 L'économie mondiale en transition

Au début des années 70, après plus de deux décennies d'expansion rapide, l'économie mondiale est entrée dans une période de transition. Il a fallu procéder à des ajustements face à l'inflation, au réaligement des monnaies qui a suivi l'effondrement en 1971 du système de taux de change fixes de Bretton Woods, à la crise alimentaire de 1972-74, au quadruplement en 1973-74 des prix pétroliers et au ralentissement de la croissance de l'offre de pétrole. Ces facteurs ont causé une récession courte mais dure en 1974-75. Après un redressement de trois ans, un nouvel ajustement s'est imposé par suite du doublement des prix du pétrole en 1979-80, de l'accélération de l'inflation, et de l'instabilité inhabituelle des taux de change et d'intérêt.

La récession qui s'est ensuivie a été plus longue que l'on ne s'y attendait. Dans les pays industriels, les mesures économiques qui avaient permis de venir à bout des baisses cycliques précédentes et, dans une certaine mesure, de la récession de 1974-75, se sont révélées insuffisantes et la croissance a fléchi. Les pays en développement, dont le déficit des transactions courantes est toutefois passé de 40 milliards de dollars en 1979 à 115 milliards de dollars en 1981, se sont mieux adaptés que les pays industrialisés à la nouvelle conjoncture. Beaucoup d'entre eux ont été aidés par les mesures qu'ils

avaient prises à la suite des événements du début des années 70, par leur taux d'investissement élevé, et par l'évolution favorable, à la fin des années 70, du commerce international et des flux de capitaux. Néanmoins, même pour les pays à revenu intermédiaire florissants, la conjoncture économique actuelle est très difficile. Pour de nombreux habitants des pays en développement les plus pauvres — surtout ceux de l'Afrique au sud du Sahara, où les revenus par habitant n'ont pas augmenté depuis dix ans — la poursuite même des activités de production élémentaires semble compromise.

Le présent chapitre étudie la manière dont les divers pays se sont adaptés, et décrit les mesures prises pour ramener les déficits extérieurs à des niveaux tolérables, avec ou sans réduction du taux de croissance économique. On identifie les dispositions, tant celles qui visent à renforcer l'économie des pays pris individuellement que celles qui peuvent contribuer à améliorer la conjoncture internationale, qui permettront de faire avancer le processus de développement pendant le reste de la décennie. Le Chapitre 4 présente divers scénarios de croissance pour les années 80. Ils sont fondés sur une évaluation à long terme des facteurs qui déterminent la croissance et, en particulier, de la mesure dans laquelle les pays en développement pourront modifier

leur structure économique. Pour fournir la perspective historique voulue, le Chapitre 3 analyse les tendances dans les différents groupes de pays en développement et leurs rapports avec l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies.

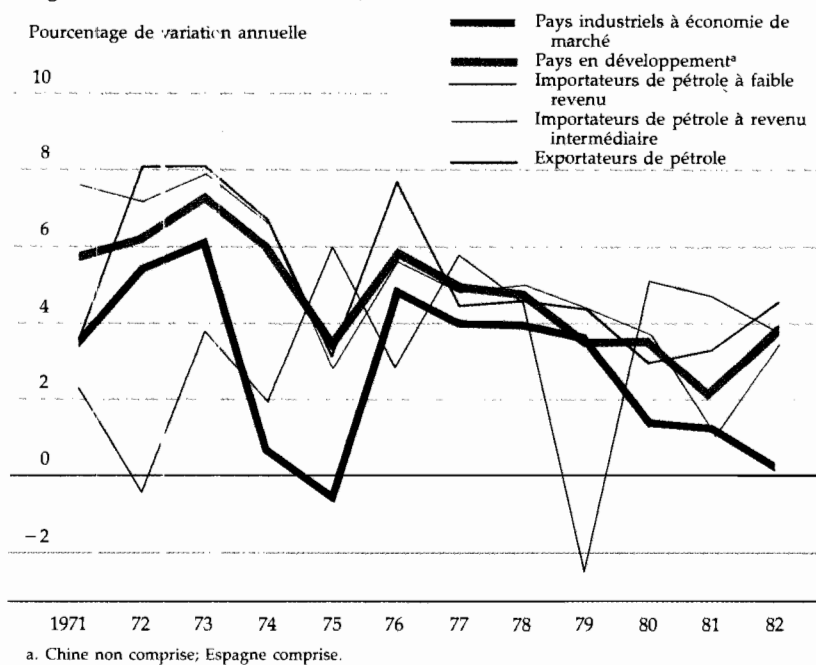
#### Les ajustements de 1973-78

Comme l'exposait en détail le *Rapport sur le développement dans le monde 1981*, les pays peuvent réagir de quatre manières différentes aux chocs extérieurs. Ils peuvent ramener le déficit de leurs transactions courantes à des niveaux acceptables 1) par un ralentissement de la croissance, qui réduit la demande d'importations, ou 2) par une conversion de leur production, visant à accroître les exportations et remplacer les importations. Ils peuvent faire appel à l'emprunt extérieur pour obtenir des ressources d'investissement supplémentaires destinées 3) à les aider à faire des ajustements structurels ou 4) à reporter ces ajustements.

Ces quatre mécanismes ont été utilisés après 1973 : le taux de croissance annuelle des pays en développement en tant que groupe est tombé brusquement de 5,8 % à 4,6 %, mais pour les pays industriels, le coup de frein a été encore plus brutal, de 5,1 % à 2,4 % (Tableau 2.1 et Figure 2.1). Ce schéma

**Tableau 2.1 Croissance du PIB, 1960-82***(pourcentage moyen de variation annuelle)*

Catégories de pays	1960-73	1973-80	1980	1981	1982
Tous pays en développement	5,8	4,6	4,0	2,2	3,9
Pays à faible revenu	4,1	4,5	5,9	3,9	3,9
Chine	4,7	5,3	6,8	3,0	..
Inde	3,5	3,8	6,5	5,6	..
Autres	3,8	3,1	2,9	4,3	..
Afrique	3,8	1,3	0,4	2,7	..
Asie	3,8	5,2	5,5	5,9	..
Pays à revenu intermédiaire	6,4	4,7	3,5	1,7	3,8
Exportateurs de pétrole	6,4	4,4	3,0	3,3	4,6
Importateurs de pétrole	6,3	4,8	3,7	1,0	3,5
Asie de l'Est et Pacifique	8,2	7,5	3,5	7,2	..
Amérique latine et Caraïbes	5,9	5,4	5,6	-2,5	..
Afrique au sud du Sahara	4,4	3,3	4,2	1,7	..
Afrique du Nord et Moyen-Orient	5,0	3,6	4,7	-0,5	..
Europe méridionale	7,0	3,4	1,4	2,0	..
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	8,6	8,3	4,5	-11,3	-1,0
Pays industriels à économie de marché	5,1	2,5	1,4	1,2	0,2
Pays industriels à économie planifiée	..	..	2,7	1,8	3,0

**Figure 2.1 Croissance du PIB réel, 1971-82**

général, qui fait que les pays à revenu intermédiaire obtiennent de meilleures performances de croissance que les pays riches ou pauvres (Figure 2.1), se retrouve depuis 1960. Parmi les pays en

développement, les pays à faible revenu de l'Afrique au sud du Sahara sont ceux qui ont été les moins à même de procéder à des ajustements structurels; mais en Inde et en Chine, pays aux éco-

nomies relativement autosuffisantes, l'incidence néfaste des événements extérieurs a été plus que contrebalancée par l'ampleur des investissements intérieurs et par de bonnes récoltes.

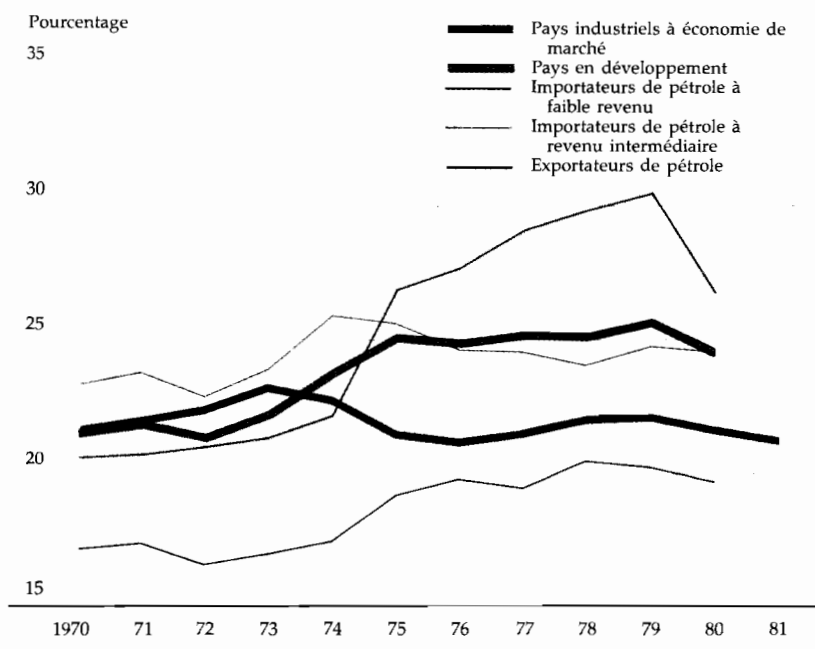
Dans le sillage immédiat des événements de 1972-73, la plupart des pays en développement importateurs de pétrole ont accru leurs emprunts. Les flux de capitaux accordés aux conditions du marché, provenant surtout des banques commerciales, et les ressources libérales fournies par les pays industriels et les pays producteurs de pétrole à revenu élevé, ont augmenté rapidement en 1973-75; cela a permis aux pays importateurs de pétrole d'accroître leurs autres importations pendant qu'ils mettaient en place des mesures d'ajustement. En 1976, la plus grande partie des déficits avaient été notablement réduits (Tableau 2.2). Dans l'application des mesures d'ajustement, c'est le volume des investissements et de la consommation intérieurs, et non la nécessité de s'adapter aux variations des termes de l'échange, qui a déterminé l'utilisation des financements extérieurs. Il était vital que l'investissement aille de pair avec l'ajustement structurel, car il fallait que les pays en développement accroissent leur capacité de production pour exporter et remplacer les importations, notamment celles d'énergie, et qu'ils apportent des améliorations permanentes à la structure et au volume de leurs échanges. (Le mécanisme d'ajustement des échanges est analysé en détail dans le *Rapport sur le développement dans le monde 1981*, Chapitre 6.)

Toutes les catégories, à l'exception des pays les moins avancés et industriels, ont augmenté la part de l'investissement dans le PIB, en partie aux dépens de la consommation (Tableau 2.3). Les pays industrialisés n'ont pas pu réduire

**Tableau 2.2 Déficit de ressources en pourcentage du PIB, 1974-80**

Catégories de pays	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Pays de production primaire	3,0	5,3	3,2	4,6	4,0	3,0	4,6
Pays les moins avancés	7,3	11,2	6,9	5,5	9,0	7,2	5,2
Pays très peuplés d'Asie du Sud	1,9	2,3	0,6	1,2	1,5	..	..
Pays semi-industriels	5,9	5,8	3,5	2,5	1,9	2,7	4,2
Amérique latine	3,4	3,4	1,3	-0,4	-0,2	0,5	1,9
Asie du Sud-Est	7,2	6,3	2,0	0,4	3,6	5,6	6,1
Autres	8,6	8,4	6,6	6,2	4,0	4,4	6,1
Exportateurs de pétrole	-15,7	-0,9	1,0	5,0	7,1	-1,3	-3,2
Pays industriels à économie de marché	0,4	-0,6	0,3	0,5	0,0	0,5	0,9

Note : On trouvera la définition et l'analyse des catégories de pays dans le *Rapport sur le développement dans le monde 1981*, p. 75. Les totaux ventilés ont été obtenus au moyen de chiffres provenant de 55 pays pour lesquels on possède des données fiables.

**Figure 2.2 Part de l'investissement dans le PIB, 1970-81**

leur consommation, et les pays les moins avancés avaient peu de latitude pour le faire. L'impossibilité où se sont trouvés les pays les moins avancés de relever leurs taux réels d'investissement, malgré des afflux substantiels de capitaux étrangers, a compromis l'ajustement de leur économie et les a laissés à la merci d'autres chocs. Dans d'autres groupes, cependant, surtout en Asie du Sud, la poussée des investissements a été soutenue par une augmentation de l'épar-

gne intérieure. Comme on le verra plus bas, le fait que les pays en développement aient réussi à préserver des taux d'investissement élevés, alors que ceux des pays industrialisés tombaient (Figure 2.2), a été un des facteurs déterminants de la meilleure tenue de leur croissance dans les années 70.

A l'intérieur des catégories de pays, les conditions de l'ajustement, qui dépend dans une grande mesure de la politique intérieure de chaque pays, aussi bien que de

sa structure économique et de sa sensibilité aux forces extérieures, ont évidemment été très différentes. Comme le faisait remarquer le Rapport 1981, parmi les pays semi-industriels et de production primaire, ceux qui avaient une politique commerciale d'ouverture vers l'extérieur (par exemple la Côte d'Ivoire, les Philippines, la République de Corée, Singapour, la Thaïlande, la Tunisie ou l'Uruguay) se sont d'une manière générale mieux ajustés que ceux qui avaient une politique de repli (tels que la Colombie, le Kenya, le Pérou, la Turquie, la Yougoslavie).

### Les ajustements de 1979-82

Dans l'ensemble, le ralentissement des taux de croissance a été moins marqué en 1980-81 qu'en 1974-75, ce qui porte à croire que les mesures d'ajustement antérieures avaient mis en place des structures économiques plus résistantes. Le doublement des prix du pétrole en 1979-80 s'est traduit par une perte identique sur les termes de l'échange (quelque 2 % du PIB) que leur quadruplement en 1973-74, mais dans les pays industriels la production a continué à croître à un rythme modéré jusqu'à la fin de 1979. Elle a commencé à stagner dans le courant de 1980, amorçant un ralentissement qui risque de se prolonger pendant tout 1982, puisqu'un grand nombre de ces pays tentent de maîtriser l'inflation par des mesures de restriction de la demande tandis qu'ils adaptent leur appareil de production.

La performance des pays en développement s'est améliorée en 1980. Certains ont bénéficié d'une augmentation des exportations pétrolières, d'autres ont pu puiser dans d'importantes réserves accumulées et obtenir des financements à court terme. Leurs investissements, qui avaient atteint 25 %

**Tableau 2.3 Effet des chocs extérieurs sur la consommation, l'investissement, les emprunts, et la croissance de 1970-72 à 1975-78**  
(pourcentage du PIB 1970-72)

	Pays les moins avancés	Pays très peuplés d'Asie du Sud	Pays de production primaire	Pays semi- indus- triels d'Asie du Sud-Est	Pays semi- industriels d'Amérique latine	Autres pays semi- indus- triels	Expor- tateurs de pétrole	Pays indus- triels à écono- mie de marché
<i>Effet des chocs extérieurs</i>								
Pertes dues aux variations des prix relatifs	1,0	1,0	0,4	1,8	0	1,8	-20,2	1,7
Effet des prix sur l'investissement	0,6	2,4	0,8	0,4	-0,3	1,1	-4,0	0,9
Effet des prix sur la consommation	0,4	-1,4	-0,4	1,4	0,3	0,7	-16,2	0,8
<i>Méthode d'ajustement</i>								
Réduction de l'absorption	-4,1	1,3	-2,3	3,4	0,2	-1,2	-24,8	1,2
Baisse de la part des investissements réels	0,3	-1,5	-2,0	-4,5	-1,8	-1,2	-13,6	2,6
Baisse de la part de la consommation réelle	-4,4	2,8	-0,3	7,9	2,0	0	-11,2	-1,4
Flux supplémentaires de capitaux extérieurs (valeur réelle)	5,5	-0,8	2,8	0,4	0	3,4	4,6	0,5
Variations du déficit extérieur dues à des variations du PIB <sup>a</sup>	-0,4	0,5	-0,1	-2,0	-0,2	-0,4	0	0
<i>Pour mémoire :</i>								
Croissance du PIB par habitant, 1970-79	0,6	1,5	2,7	6,1	4,2	3,2	3,5	2,3

*Note :* Les catégories de pays sont identiques à celle du Tableau 2.2. On peut interpréter le tableau ci-dessus de la façon suivante. Les pertes de revenu national découlent des mouvements défavorables du prix des importations par rapport à celui des exportations. Quand ces mouvements sont mesurés en fonction de l'indice des prix du PIB, on peut les traduire en hausses de l'indice des prix des biens d'équipement ou des biens de consommation par rapport à l'indice des prix du PIB. La politique officielle influe sur la façon dont le choc total se répartit entre ces éléments. C'est ce qu'indique, pour les grandes catégories de pays, la partie supérieure du tableau : leur somme est égale aux chocs extérieurs auxquels il a fallu s'ajuster. Les pays se sont ajustés en 1) réduisant l'absorption, répartie entre la consommation et l'investissement, 2) empruntant à l'étranger et, là où c'était nécessaire, 3) ralentissant la croissance. Le recours relatif à ces méthodes d'ajustement est indiqué dans la partie inférieure du tableau.

Ainsi, dans les pays semi-industriels d'Asie du Sud-Est, la perte annuelle des termes de l'échange entre 1970-72 et 1975-78 a atteint en moyenne 1,8 % du PIB moyen pour 1970-72. Les biens de consommation ont été plus affectés (1,4 %) que les biens d'équipement (0,4 %). Les pertes ont été plus qu'absorbées par la réduction des dépenses intérieures réelles par rapport au PIB : l'économie de ressources intérieures nettes (3,4 % du PIB pour 1970-72) est due à une forte baisse de la part de la consommation réelle (7,9 %), qui a compensé une hausse de la part réelle de l'investissement (4,5 %). Les flux réels de capitaux extérieurs ont représenté en outre 0,4 % du PIB pour 1970-72. Combinées, ces différentes méthodes d'ajustement ont rendu la croissance possible. Voir Hardy et Kharas pour une analyse détaillée de la méthodologie.

a. Cette ligne indique l'effet des variations du PIB exprimé en dollars de 1970-72 sur le déficit extérieur. Elle englobe donc croissance intérieure réelle et mouvements de change réels.

du PIB en 1975, se sont maintenus à ce niveau (Figure 2.2) et de nombreux pays ont su découvrir de nouvelles sources de capitaux, améliorer l'affectation de leurs ressources et accroître leurs exportations. Cependant, surtout dans les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, la croissance a fléchi en 1981. En Amérique latine, où le Brésil a eu une croissance négative et où de nombreux autres pays ont enregistré un tassement notable de leur croissance, 1981 a été la pire année depuis plus de trente ans. En Afrique, y compris dans les pays

à faible revenu, la croissance a conservé le rythme ralenti qu'elle avait depuis dix ans. Ont fait exception à cette tendance générale certains pays d'Asie de l'Est, pour lesquels la contraction générale des échanges mondiaux a été compensée par la croissance dynamique de leurs exportations dans les anciens marchés des pays industriels et la percée sur les nouveaux marchés des pays exportateurs de pétrole aux économies très actives. Il en a été de même dans certains grands pays de l'Asie du Sud, qui ont profité d'investissements plus élevés, de

bonnes récoltes, et des envois de fonds de leurs travailleurs émigrés.

D'autres pays en développement viennent de s'ajouter à la liste de ceux qui avaient réussi leur ajustement dans les années 70. Le Brésil a réagi à la crise en augmentant les incitations aux producteurs agricoles, et les exportations ont suivi. Alors que le commerce mondial dans son ensemble était stagnant, la Turquie a pu stimuler ses exportations par des réformes monétaires et fiscales et en modifiant le régime des changes, et remettre ainsi en service une partie de sa



capacité industrielle inutilisée.

La reprise de la croissance des pays en développement, dont on remarque les premiers signes en 1982, sera probablement semblable à celle de 1976 et, comme la précédente, sera favorisée par la faiblesse actuelle des prix du pétrole. La grande différence entre la suite des événements du début de 1970 et de 1979-80 tient au comportement des pays industriels qui, en 1979, avaient connu six années de croissance lente et d'ajustement partiel.

Dans la plupart de ces pays, la formation de capital fixe n'a pas encore repris. Si certains ajustement ont été faits — surtout dans le domaine des économies d'énergie — nombre de pays ont des difficultés à accélérer la transformation de leurs structures économiques. Dans les pays de l'OCDE, le nombre des emplois civils a augmenté de 30 millions entre 1970 et 1980. L'agriculture ayant perdu 7 millions de travailleurs, les autres secteurs en ont donc absorbé 37 millions, dont 35 (95 %) sont allés dans le secteur tertiaire, alors que le secteur secondaire ne créait que 2 millions d'emplois. Aussi important qu'ait été ce rééquilibrage structurel, il n'a pas suffi; le chômage et l'inflation ont continué à monter, aggravés par des capacités de production coûteuses et par le manque de souplesse des marchés de la main-d'oeuvre.

Le gouvernement des principaux pays industriels continue à donner la priorité à la lutte contre l'inflation, surtout par des mesures d'austérité monétaire. Néanmoins, la hausse des taux d'intérêt a fait baisser les investissements et les écarts de taux entre les pays ont causé des fluctuations plus amples dans les taux de change et dans les flux de capitaux. Un nouvel élément d'incertitude est ainsi entré dans la conjoncture internationale du début des années 80.

### **Les facteurs influant sur l'ajustement**

La présente section examine en détail la manière dont les pays en développement ont réagi aux bouleversements de la conjoncture internationale pendant les années 70, et en tire quelques leçons de politique qui pourront être utiles à l'avenir. Les tendances à long terme qui remontent aux années 50 (analysées au Chapitre 3) aussi bien que les événements intervenus depuis 1973, indiquent que parmi les pays en développement, ceux qui avaient accru le niveau de leur investissement et de l'épargne intérieure et diversifié leurs exportations, ont joui d'une croissance plus rapide que les autres. Les pays en développement plus ouverts sur l'extérieur, pratiquant une politique de promotion vigoureuse des exportations, se sont appropriés une part de plus en plus grande du marché des produits manufacturés, en grande partie aux dépens des pays industrialisés. Les pays ayant une bonne capacité d'emprunt ont pu bénéficier d'un apport plus important de capitaux privés et, jusqu'à la fin de 1980, à de faibles taux d'intérêt réels.

Les économies de l'Inde et de la Chine, pays où se concentre la moitié de la population des pays en développement, qui sont en grande partie autosuffisants et où les taux d'investissement considérables et soutenus sont largement fondés sur l'épargne intérieure, se sont trouvées relativement à l'abri des transformations subies par l'économie mondiale pendant les années 70. Mais pour beaucoup de petits pays pauvres, dont les recettes d'exportation et les revenus sont très sensibles aux fluctuations des marchés des produits primaires, les années 70 ont été éprouvantes. Ces pays sont restés tributaires des combustibles importés, n'ont pas pu

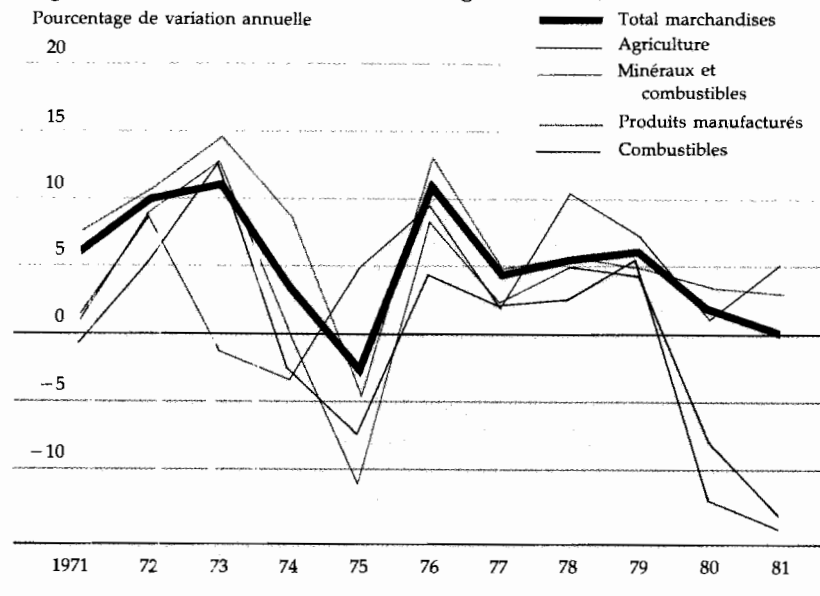
emprunter aux conditions du marché, et ont reçu une aide qui, pour être en augmentation, n'en restait pas moins faible par habitant. Ils ont réussi à faire des progrès dans le développement de leurs ressources humaines, par l'éducation, les services de santé, et autres services publics; mais dans l'ensemble, ils n'ont pas encore pu entreprendre le réaménagement de leurs structures de production qui les rendrait moins exposés aux chocs extérieurs.

### *Commerce*

Bien que la croissance du commerce mondial se soit quelque peu ralentie au cours de la récente crise économique (Figure 2.3), elle est restée supérieure à celle de la production, comme pendant les vingt-cinq dernières années. Si le taux de croissance du PIB a fléchi au cours des années 70 dans les pays industrialisés, ceux-ci ont accru leurs importations de marchandises autres que de combustible en provenance des pays en développement. A l'échelle mondiale, la croissance des importations des articles manufacturés a doublé et a plus que compensé le ralentissement des importations de produits alimentaires et de matières premières autres que les combustibles. A l'avant-garde de cette expansion des échanges de biens manufacturés, on trouve un groupe de petits pays en voie d'industrialisation qui, grâce à une promotion vigoureuse des exportations et à la diversification de leur production vers des articles exigeant une main-d'oeuvre spécialisée, ont pu élargir leurs marchés même pendant la récession de 1973-75, et préparer la voie au développement futur.

Un deuxième groupe de pays, dont Chypre, l'Indonésie, la Jordanie, Malte, le Maroc et Maurice, à partir d'une base fai-

Figure 2.3 Tendances du volume des échanges mondiaux, 1971-81



ble, ont accru leurs exportations de produits manufacturés de plus de 20 % par an au cours des années 70, soit plus rapidement que les principaux exportateurs de biens manufacturés. Grâce à la progression de leurs recettes d'exportation, leurs économies ont cru plus rapidement que celles d'autres pays ayant des niveaux de revenus comparables. La hausse de leurs exportations de biens manufacturés s'est accompagnée d'une augmentation des investissements, d'une poussée du taux de croissance par habitant, et d'une réduction rapide du déficit extérieur, qui est tombé d'environ 4,5 % du PIB en 1974-75 à environ 1,8 % en 1978. S'ils restent encore très protectionnistes, ces nouveaux venus, à l'instar des premiers exportateurs de biens manufacturés, ont commencé à abaisser leurs barrières douanières.

Comme ceux-ci, ils ont commencé par se concentrer sur la confection, le textile, la chaussure, et les autres produits à forte intensité de main-d'œuvre. Dans le même

temps, les exportateurs établis de plus longue date amélioraient la qualité de leurs articles et ouvraient des marchés dans de nouveaux secteurs. Les pays exportateurs de l'Asie de l'Est et du Sud-Est continuent à se spécialiser dans les produits à forte intensité de main-d'œuvre, mais leurs vêtements, textiles, et articles électroniques sont désormais de meilleure conception et exigent des qualifications différentes. Ils offrent en outre une plus grande variété de biens de consommation et de petite mécanique. Ils ont également étendu le champ de leurs activités aux industries lourdes faisant appel à des techniques de dessin industriel, de montage et autres, très avancées : construction navale, plates-formes de forage pétrolier et de génératrices hydro-électriques. Parce que leurs entreprises utilisent des technologies de pointe, sont bien gérées, et que les niveaux de rémunérations de leurs techniciens sont relativement bas, ces pays sont compétitifs sur le marché mondial de l'industrie lourde. Les producteurs de biens

d'équipement de la République de Corée, par exemple, font aujourd'hui concurrence aux entreprises japonaises sur le marché américain. En évinçant les autres exportateurs, ils évitent de s'exposer à des pressions protectionnistes de la part des entreprises locales.

Les pays en développement ont pu faire passer leur part dans les importations de biens manufacturés des pays industriels à 13 % en 1980, alors qu'elle était inférieure à 7 % en 1970. Bien que les pressions visant à relever les barrières douanières restent fortes, ils ont pu faire cela sans provoquer de réaction protectionniste. Cela est dû en partie au fait que la place absolue de ces exportations reste faible (à peine 1,3 % du PIB des pays industriels), bien qu'elle ait triplé en 10 ans. En fait, les marchés des pays industriels se sont ouverts pendant les années 70, et les importations de produits manufacturés représentaient 9,6 % de leur PNB en 1980, contre 6 % en 1970 (Tableau 2.4).

Cependant, pour les produits agricoles, les pays industriels sont loin d'être ouverts. Derrière ses murailles protectionnistes, la Communauté économique européenne a renforcé son autosuffisance pour un grand nombre de produits agricoles. Ce sujet sera étudié plus en détail au Chapitre 5. Depuis 1973, c'est dans les pays exportateurs de pétrole, les autres pays nouvellement industrialisés et les pays à économie planifiée que la demande de produits agricoles importés a augmenté le plus rapidement.

Dans l'ensemble, le commerce mondial continue à être un moteur de croissance dans de nombreux pays. Les pays en développement importateurs de pétrole, dont les exportations ne représentent qu'un huitième du total mondial, n'ont pas été aussi sévèrement touchés que les pays

**Tableau 2.4 Importations de biens manufacturés par les pays industriels, 1962-80**

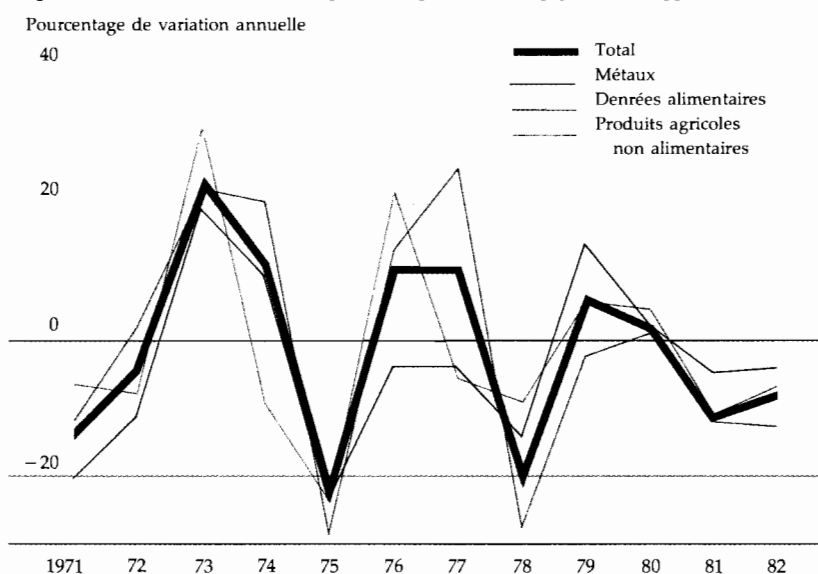
<i>Pays industriels</i>	1962	1970	1975	1980
<i>Importations de biens manufacturés en pourcentage du PNB</i>				
Tous pays industriels	4,1	6,2	7,7	9,6
Europe	7,7	11,1	12,6	15,2
Allemagne	5,9	8,8	9,7	12,4
Japon	2,3	2,3	2,1	2,6
Etats-Unis	1,2	2,6	2,3	4,9
<i>Pourcentage des importations de biens manufacturés en provenance des pays en développement</i>				
Tous pays industriels	5,3	6,8	10,0	13,1
Europe	4,2	4,8	7,5	9,6
Allemagne	4,6	6,3	10,8	12,9
Japon	5,9	11,4	21,4	25,1
Etats-Unis	12,3	14,7	21,0	26,7

**Tableau 2.5 Croissance des exportations de marchandises, 1970-81**  
(pourcentage moyen de variation annuelle)

<i>Catégories de pays</i>	1970-78	1978	1979	1980	1981
Tous pays en développement	5,1	7,1	6,3	-4,0	-2,3
Importateurs de pétrole	8,8	12,6	9,8	3,5	3,1
Exportateurs de pétrole	0,4	-1,6	1,1	-18,0	-16,0
Pays industriels à économie de marché	6,4	5,7	5,5	4,0	2,0
Monde <sup>a</sup>	6,0	5,4	5,9	1,5	0,0

a. Abstraction faite des économies planifiées.

**Figure 2.4 Fluctuations annuelles du prix des exportations des pays en développement, 1971-82**



Note : Figure basée sur un échantillon de 33 produits primaires, pétrole non compris, pondéré au moyen de la valeur actuelle des produits primaires exportés par les pays en développement, corrigé de l'inflation par l'indice de valeur unitaire du secteur manufacturier.

industriels par le ralentissement récent des échanges (Tableau 2.5). En 1982, suivant le schéma des années 70, les exportations de ces pays croîtront sans doute plus rapidement que celles du reste du monde et des pays industriels à économie de marché.

Cependant, pour les pays tributaires des exportations de produits primaires, le climat commercial de la décennie écoulée a été variable. Les prix des produits primaires autres que les combustibles ont culminé en 1973-74 et en 1976-77 (Figure 2.4), contrebalançant la hausse de la facture des importations de combustibles dans de nombreux pays. Mais au cours des années 70, beaucoup de pays pauvres, tels que la Zambie, le Bangladesh et la Tanzanie, ont été très durement touchés par la faiblesse des prix des produits primaires, laquelle a non seulement eu un effet néfaste sur leur balance des paiements mais les a également forcés à réduire leur budget. La récession mondiale actuelle déprime gravement les prix des produits primaires. Pour les pays importateurs de pétrole, ces mouvements défavorables ont été quelque peu amortis en 1982 par une baisse de 9 % du prix réel du pétrole. Néanmoins, les pays à faible revenu ont beaucoup plus souffert de la chute des prix des produits primaires et du volume de leurs exportations qu'ils n'ont profité de la baisse des prix du pétrole.

#### Envois de fonds

Les fonds envoyés au Portugal, en Turquie, en Yougoslavie, et dans d'autres pays d'Europe méridionale par leurs ressortissants travaillant à l'étranger ont progressé de plus de 30 % par an entre 1960 et 1972 et de 15 % en dollars courants par la suite. Depuis 1973, l'afflux d'immigrés dans

les pays exportateurs de pétrole peu peuplés (surtout l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït, la Libye et le Qatar) s'est traduit par un gonflement énorme des envois de fonds vers les pays arabes exportateurs de main-d'oeuvre et d'Asie du Sud. Il existe également des transferts importants en provenance des Etats-Unis vers le Mexique et l'Amérique centrale, et de l'Afrique du Sud et certains pays de l'Afrique de l'Ouest vers les pays limitrophes. Dans plus d'une douzaine de pays, ces envois de fonds représentent une part importante des exportations de marchandises; pour l'Egypte, le Pakistan et la Turquie, ce pourcentage était supérieur à 75 % en 1978-79 (Tableau 2.6). Certains pays, notamment la République de Corée, ont réussi à obtenir des marchés de construction au Moyen-Orient. Les recettes de ces activités permettent de financer une partie importante de l'ajustement. Certains pays peuvent espérer accroître leur part des activités de construction au Moyen-Orient mais, dans l'ensemble, on prévoit que le taux de croissance réelle des envois de fonds en provenance des Etats du Golfe diminuera.

### Flux de capitaux

- En 1979-81, les mouvements mondiaux de la balance des transactions courantes et des flux de capitaux nets ont été en partie analogues à ceux observés en 1974-76. Après une période de croissance rapide, les excédents des exportateurs de pétrole à revenu élevé (qui se montaient à plus de 100 milliards de dollars en 1980) ont commencé à s'éroder à mesure que ces pays augmentaient leurs importations et réduisaient leurs exportations. Le

**Tableau 2.6 Envois de fonds à destination des principaux pays exportateurs de main-d'oeuvre, 1978-79**

	<i>Envois de fonds (en millions de dollars)</i>	<i>Envois de fonds en pourcentage des exportations de marchandises</i>
Europe et Afrique du Nord		
Chypre	70	18
Espagne	1.750	13
Grèce	990	30
Maroc	760	51
Portugal	1.690	69
Tunisie	220	25
Turquie	1.010	77
Yougoslavie	2.940	43
Moyen-Orient		
Egypte	1.760	89
Soudan	70	12
Asie		
Bangladesh	115	21
Inde	1.020	15
Pakistan	1.300	77
Afrique		
Bénin <sup>a</sup>	25	17
Haute-Volta	65	60
Mali	30	33

a. 1977.

volume des exportations pétrolières des principaux producteurs est tombé d'environ 20 % après la première hausse des prix, et on prévoit qu'en 1982 il sera inférieur de presque 40 % au niveau de 1979. Les excédents des exportateurs de pétrole à revenu élevé, qui étaient de 76 milliards de dollars en 1981, pourraient tomber à environ 35 milliards de dollars en 1982. Dans les pays industriels à économie de marché, la contraction de la demande globale a permis de combler presque entièrement en 1981 un déficit qui était de 40 milliards de dollars en 1980 : ces pays pourraient dégager un excédent de plus de 15 milliards de dollars en 1982 (Tableau 2.7).

Ce tassement des excédents des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, et la réapparition d'un excédent dans les pays industrialisés, ont été plus rapides que prévu; ces mouvements sont en partie dus à une chute brutale et inattendue de la demande pétrolière des pays industriels, où

la consommation a été réduite tant par le jeu des prix (Figure 2.5) que par le ralentissement de la croissance. Les pays producteurs de pétrole ont quelque peu réduit leur production, en dépit du gonflement de leurs dépenses de développement, mais pas suffisamment pour empêcher une baisse des prix, en valeur réelle, au deuxième semestre de 1981 et au début de 1982. Le transfert de propriété des excédents de balance des paiements ne devrait pas avoir d'effet notable sur les modes de financement des déficits des pays en développement.

Les pays en développement exportateurs de pétrole, dont les transactions courantes étaient proches du point d'équilibre en 1980, ont enregistré un déficit de 29 milliards de dollars en 1981 (qui passera peut-être à 27 milliards de dollars en 1982) par suite de la mise en oeuvre de leurs plans de développement accéléré, leurs besoins en financement extérieur s'étant accrus. Les taux d'intérêt nominaux et réels élevés ont dis-

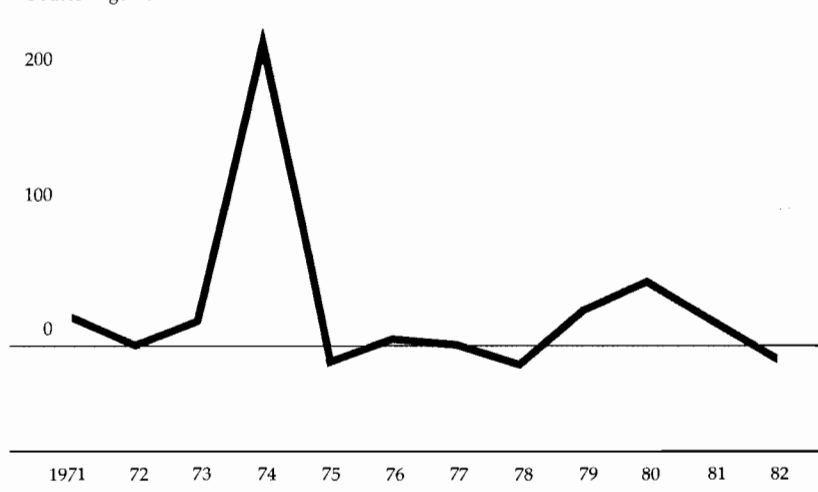
**Tableau 2.7 Balance des transactions courantes, à l'exclusion des transferts officiels, 1970-82**  
(en milliards de dollars courants)

Catégories de pays	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Tous pays en développement <sup>a</sup>	-10,9	-40,2	-24,5	-27,7	-43,6	-40,2	-77,5	-115,2	-109,2
Importateurs de pétrole	-8,6	-37,1	-25,2	-23,2	-25,3	-43,7	-73,3	-88,0	-82,4
Faible revenu	-1,7	-3,7	-0,8	-1,6	-4,8	-7,1	-12,1	-12,2	-12,9
Revenu intermédiaire	-6,9	-33,4	-24,4	-21,6	-20,5	-36,6	-61,2	-75,8	-69,5
Exportateurs de pétrole	-2,2	-2,5	-0,3	-5,5	-17,6	5,1	-1,7	-29,3	-26,8
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	2,8	31,2	36,6	33,0	18,6	57,3	103,3	76,1	35,0
Pays industriels à économie planifiée	2,0	-6,4	-4,5	-2,1	0,5	0,8	2,4	..	..
Pays industriels à économie de marché	12,1	22,1	1,7	-3,2	28,0	-11,8	-40,1	1,8	15,3
Monde	6,0	6,7	9,3	0,1	3,5	6,1	-11,9	-37,3	-58,9

a. La Chine est incluse dans la catégorie "tous pays en développement" mais pas dans les sous-catégories.

**Figure 2.5 Variations des prix réels du pétrole, 1971-82**

Pourcentage de variation annuelle



suadé les pays en développement importateurs de pétrole de faire des emprunts supplémentaires, et les courants d'aide n'ont progressé que légèrement. En 1981, leur déficit des transactions courantes est passé à 88 milliards de dollars (Tableau 2.7, Figure 2.6); cette détérioration est presque entièrement due à la majoration des intérêts qu'ils doivent verser, déclenchée par le relèvement des taux d'intérêt; leur déficit ne devrait pas s'accroître de manière notable en 1982 puisqu'ils ont ralenti leur croissance pour réduire leurs besoins d'emprunts.

La composition des flux financiers globaux (Tableau 2.8, Figure 2.7) se modifie. Jusqu'en 1978, la croissance des transferts financiers des banques commerciales a fourni aux pays en développement plus de devises qu'ils n'en avaient besoin pour couvrir le service de leur dette. Ces prêts des banques commerciales étaient dans une grande mesure non liés, ce qui donnait aux pays une certaine latitude dans la gestion de leur balance des paiements. Ces relations détendues n'ont pas duré longtemps. Une partie de plus en plus importante des prêts des

banques commerciales consiste maintenant en crédits à l'exportation liés à des fournitures spécifiques, et en financements destinés à des projets précis. La baisse des flux nets et la raréfaction des fonds disponibles pour le financement de la balance des paiements par des prêts non liés sont une des raisons sous-jacentes des difficultés de trésorerie auxquelles de nombreux pays en développement se trouvent de plus en plus souvent confrontés.

En second lieu, la part de l'aide publique au développement (APD) dans les flux de capitaux nets est tombée de 43 % en 1970 à 35 % en 1979. Mais, malgré cette baisse en pourcentage, les flux d'aide ont augmenté de façon notable au cours de la décennie et ont joué un rôle capital en facilitant le processus d'ajustement, surtout dans les pays à faible revenu. Outre l'augmentation réelle annuelle de 4 % des décaissements nets faits par les pays industriels au titre de l'aide, une partie non négligeable des énormes revenus supplémentaires dont jouissaient les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé (et même de nombreux pays exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire) a été affectée à l'APD. Par rapport à leur revenu, les pays membres de l'OPEP se sont montrés six fois plus gé-

néreux que les pays industriels. L'aide publique au développement de l'OPEP a fait un bond, passant de 350 millions de dollars en 1970 à 5,9 milliards de dollars en 1977; elle a baissé en 1978, mais à la suite des nouvelles majorations des prix pétroliers en 1979 et 1980, elle a atteint un total estimé à 7 milliards de dollars en 1980. En tout, entre 1975 et 1980, presque un quart du total de l'APD provenait des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé. Depuis 1980, la croissance de l'APD est faible, ce qui nuit directement aux pays les plus pauvres. Certains pays donateurs, cependant, envisagent de faire plus (Encadré 2.1).

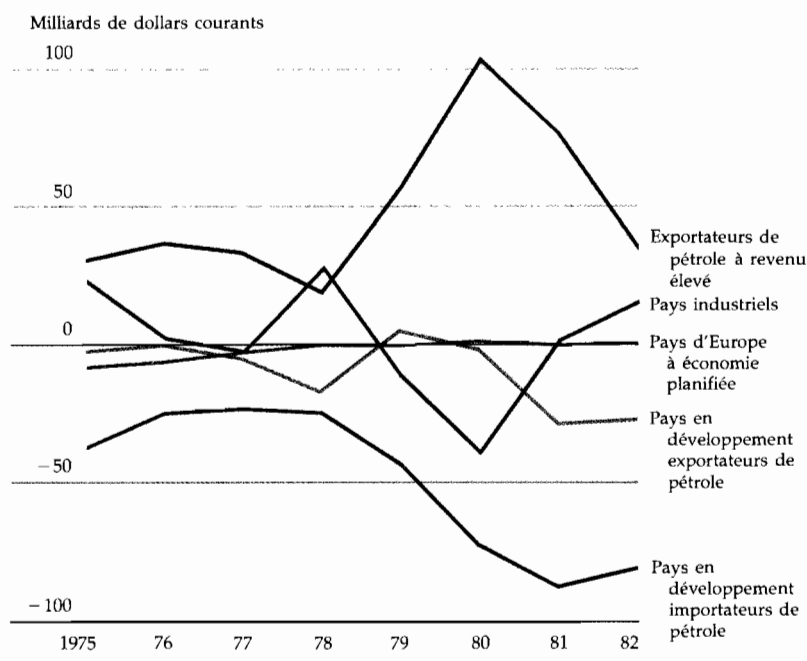
#### *Dettes et service de la dette*

La dernière période d'ajustement se caractérise aussi par l'augmentation rapide de l'endettement et du service de la dette. Les décaissements nets de prêts à moyen et

long termes, qui n'ont pas dépassé 56 milliards de dollars en 1979-80, sont montés à près de 71 milliards de dollars en 1981, et atteindront peut-être 81 milliards de dollars en 1982. L'encours total de la dette

se montait à 517 milliards de dollars en 1981, dont 334 milliards de dollars dus à des bailleurs de fonds privés et 183 milliards de dollars dus aux prêteurs publics. Les paiements d'intérêts

**Figure 2.6 Balances mondiales des transactions courantes, 1975-82**



**Tableau 2.8 Financement des transactions courantes des pays en développement importateurs et exportateurs de pétrole, 1979-82**  
(en milliards de dollars courants)

	Importateurs de pétrole				Exportateurs de pétrole			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Balance des transactions courantes (à l'exclusion des transferts publics)	-43,7	-73,3	-88,0	-82,4	5,1	-1,7	-29,3	-26,8
Transferts publics	8,0	9,8	10,3	10,1	2,1	2,3	2,5	3,5
Investissement étranger direct privé	6,0	7,9	9,4	9,9	3,3	4,4	5,9	5,9
Prêts à long et moyen termes, décaissements nets	39,6	41,9	51,4	59,0	16,3	15,4	20,0	22,0
Publics	12,4	15,7	17,4	19,0	3,3	4,7	6,0	6,0
Privés	27,2	26,2	34,0	40,0	13,0	10,7	14,0	16,0
Autres capitaux	0,5	9,2	4,9	-1,4	-13,5	-9,3	1,4	-3,5
Variations des réserves	-10,4	5,0	12,0	4,8	-13,3	-11,1	-0,5	-1,1
<i>Pour mémoire</i>								
Aide publique au développement	15,1	18,3	19,2	21,1	4,0	4,5	4,4	4,7
Montant de la dette décaissée et non remboursée								
Publique	265,4	307,3	358,7	417,7	117,1	137,9	157,9	179,9
Privée	101,2	116,9	134,3	153,3	35,9	42,5	48,5	54,5
Privée	164,2	190,4	224,4	264,4	81,2	95,4	109,4	125,4
Paievements du service de la dette <sup>a</sup>	46,5	56,2	71,7	81,9	24,8	26,0	33,6	37,1
Intérêts	17,1	23,9	34,2	37,8	8,2	11,3	16,9	18,2
Amortissement	29,4	32,3	37,5	44,1	16,6	14,7	16,7	18,9
Service de la dette en pourcentage des exportations <sup>a</sup>	14,7	15,2	19,3	19,5	17,5	16,0	20,7	20,5
Transferts nets	22,5	18,0	17,2	21,2	8,1	4,1	3,1	3,8

Note: La Chine ne figure pas dans les pays en développement.

a. Les chiffres comprennent les versements au titre de la dette privée non garantie.

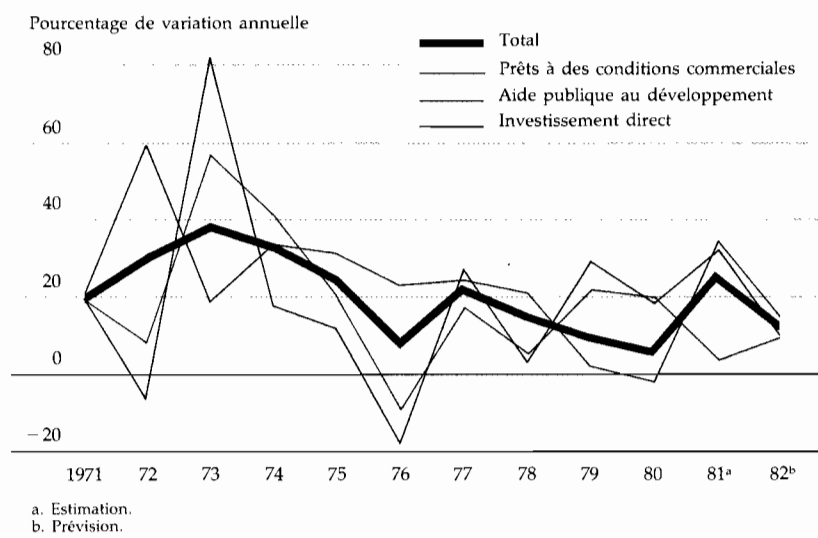
de tous les pays en développement sont passés à 51 milliards de dollars en 1981; ils seront probablement de 56 milliards de dollars en 1982, soit deux fois plus

qu'en 1979. Une partie de cette augmentation découle des ajustements des prêts à taux d'intérêt variables, sur lesquels le relèvement des intérêts dédommage en

partie les prêteurs de la réduction de la valeur réelle des remboursements par rapport au principal prêté. Les paiements d'intérêts sont passés d'environ un tiers du total du service de la dette en 1979 à près de la moitié en 1981 (Encadré 2.2).

La nouvelle composition des flux internationaux de capitaux et le haut niveau des taux d'intérêt ont mis un certain nombre de pays en développement dans une position de trésorerie difficile. Le nombre des rééchelonnements de la dette par le Club de Paris et par les banques commerciales s'est multiplié en 1980 et 1981. Huit accords multilatéraux ont été conclus en 1981 pour le Libéria, Madagascar, l'Ouganda, le Pakistan, la République centrafricaine, le Sénégal, le Togo et le Zaïre. En outre, la Bolivie, la Jamaïque et le Soudan ont signé des accords avec des banques com-

**Figure 2.7 Variations en valeur nominale des flux nets des capitaux en direction des pays en développement, 1971-82**



## Encadré 2.1 Evolution de la politique italienne en matière d'aide publique au développement

La contribution de l'Italie à l'aide publique multilatérale au développement (APD), exprimée en pourcentage du PNB, a toujours été comparable à la moyenne du Comité d'aide au développement (CAD), mais par rapport au total de l'APD, elle est bien inférieure à cette moyenne, car l'Italie n'est pas très active sur le plan bilatéral. La volonté de l'Italie d'accroître de manière substantielle son programme d'aide est un exemple encourageant de l'effet que peut avoir une campagne d'information énergique, courageuse et bien informée. Bien que son PNB par habitant atteigne environ la moitié du PNB moyen du CAD, l'Italie vient de mettre sur pied un programme d'assistance beaucoup plus important et beaucoup plus diversifié, et ce en dépit de graves contraintes budgétaires et de difficultés de la balance des paiements.

En 1979, l'organisme public responsable de la politique d'aide (le Comité international de politique étrangère —

CIPES) a énoncé les objectifs à moyen et long termes pour ce secteur :

- Majorer rapidement l'aide publique au développement, pour qu'en 1983 le rapport de l'APD au PNB rattrappe la moyenne des pays du CAD (0,37 % en 1980); et porter ce rapport à 0,70 % d'ici la fin de la décennie.

- Relever l'aide bilatérale jusqu'au niveau moyen des pays membres du CAD (66 % du total de l'APD en 1980); on s'efforcera particulièrement d'acheminer cette aide par l'intermédiaire d'opérations de cofinancement avec d'autres bailleurs de fonds et des institutions financières internationales.

Pour accélérer l'application de la dernière de ces directives, l'Italie vient d'accepter d'accorder en trois ans une aide libérale, pour un montant de 450 milliards de lire, qui servira à cofinancer des projets de la Banque mondiale. Par cet accord, le plus important de ce type conclu à ce jour par la Banque mondiale,

l'Italie entend manifester son soutien aux organismes multilatéraux tout en accroissant son aide bilatérale.

Dans le contexte d'un plan d'aide au développement portant sur la période 1981-83, les organes législatifs ont approuvé l'ouverture de crédits d'un montant de 4.700 milliards de lire (4 milliards de dollars). Le Gouvernement est également résolu à renforcer la Direction de la coopération économique du Ministère des affaires étrangères, responsable au premier chef de l'exécution de la politique d'aide au développement.

On estime que les engagements d'APD de l'Italie en 1981 se montaient à 1,5 milliard de dollars, soit trois fois plus qu'en 1977-79. Les décaissements nets au titre de l'APD en 1981 étaient deux fois plus élevés que le niveau moyen atteint au cours de la période de 1977-79, puisqu'ils représentaient presque 0,2 % du PNB contre 0,1 % précédemment.



merciales, la Turquie a négocié un allègement de sa dette auprès de ses créanciers non assurés, et la Guinée et la Tanzanie continuent à refinancer leur dette envers la Chine. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, le rapport du service de la dette aux exportations est passé de 9 à 15 %

entre 1972 et 1979, pour atteindre 19 % en 1981; il devrait toutefois rester à ce niveau en 1982.

#### *Inflation, taux d'intérêt et taux de change*

Au cours de la dernière décennie, le rythme de l'inflation s'est ac-

céléralisé et les taux d'intérêt et de change sont devenus plus instables, ce qui a compliqué le travail des décideurs. En tant que problème mondial, l'inflation a précédé la hausse des prix pétroliers. Dès 1971, on enregistrait une inflation à deux chiffres dans les pays en développement impor-

### Encadré 2.2 Inflation, balance des paiements et service de la dette

L'inflation affecte la valeur et l'importance de certains postes de la balance des paiements de plusieurs façons. D'abord, elle réduit l'impact réel des augmentations nominales des déficits des transactions courantes et de la dette. Par exemple, mesuré d'après le volume des importations de biens manufacturés qu'il représente, le déficit de 88 milliards de dollars enregistré en 1981 par les pays en développement importateurs de pétrole n'est que 2,5 fois celui de 11 milliards de dollars enregistré en 1971.

De la même façon, lorsque les taux d'intérêt sur la totalité de l'encours des avoirs et des engagements extérieurs (dette) ne sont pas complètement corrigés de l'inflation, la position de la balance des transactions courantes globale d'un pays peut ne pas refléter exactement le changement de la valeur réelle de ses avoirs extérieurs nets. Entre 1973 et 1980, les décaissements cumulatifs nets en faveur des pays en développement importateurs de pétrole provenant des bailleurs de fonds publics et privés se sont montés à 237 milliards de dollars de 1978. Mais la dette globale réelle n'a augmenté que de 81 milliards de dollars. La différence (156 milliards de dollars) représente la plus-value pour les pays en développement engendrée par l'érosion de la valeur réelle de leurs obligations. Cette somme est bien supérieure aux 86 milliards de dollars de paiements d'intérêts corrigés de l'inflation qu'ils ont payés. Ainsi on constate qu'en moyenne, les taux d'intérêt réels étaient négatifs pendant cette période.

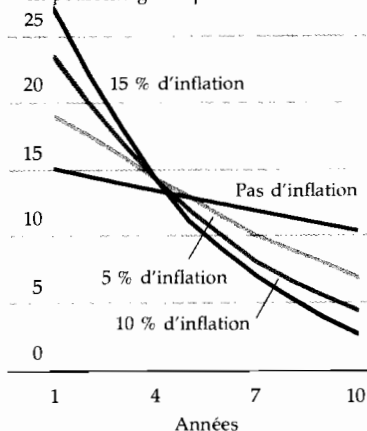
Récemment, les taux d'intérêt réels ont fortement augmenté. Le taux d'intérêt nominal du dollar est en moyenne supérieur à 16 % et le taux d'intérêt réel d'environ 7 % en 1981. Cette différence

dédommage le prêteur de la baisse de la valeur réelle des remboursements du principal en faisant passer une plus grande partie du service réel de la dette pendant la durée du prêt sur les paiements d'intérêts. Pour les emprunteurs, cela signifie que le fardeau des taux d'intérêt réels très élevés correspond en fait à une accélération du remboursement du principal.

A l'heure actuelle, les pays en développement remboursent des dettes importantes assorties de taux d'intérêt variables qu'ils ont contractées depuis le milieu des années 70. Etant donné que les taux d'intérêt réels ont atteint des niveaux historiques élevés, le raccourcissement effectif de l'échéance des prêts

#### Effet de l'inflation sur le fardeau réel représenté par le remboursement d'un prêt assorti d'une échéance de dix ans

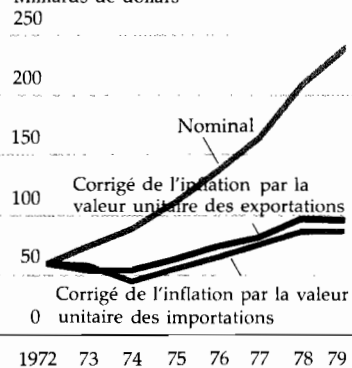
Service réel de la dette en pourcentage du prêt



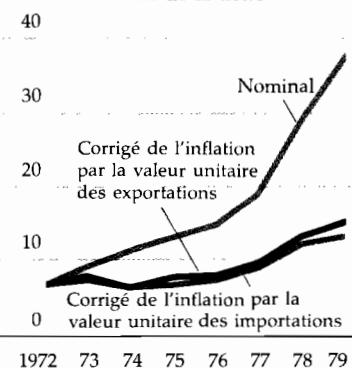
Note : On a supposé un taux d'intérêt variable. L'amortissement est divisé en tranches égales et le taux d'intérêt réel est de 5 %. Le taux d'intérêt nominal tient intégralement compte de l'inflation.

#### Dette publique extérieure et service de la dette pour 87 pays en développement, 1972-79

Encours de la dette extérieure  
Milliards de dollars



#### Service de la dette



en cours a créé de graves problèmes de trésorerie. Ceux-ci ont de surcroît été aggravés par la chute des recettes tirées des exportations de produits de base et les montants limités fournis au titre de l'aide. Cette ponction sur le revenu réel et le ralentissement de la croissance de l'investissement exacerbent les problèmes à long terme de gestion de la dette extérieure.

tateurs de pétrole; les pays exportateurs de pétrole ont été touchés en 1973 et les pays industriels en 1974, mais il est de fait que les initiatives prises pour la réduire ont été entravées par les deux augmentations brutales des prix du pétrole intervenues dans les années 70. Si la poussée inflationniste du début des années 70 s'est quelque peu calmée pour un temps dans les deux derniers groupes de pays, les taux d'inflation ont dépassé 20 % dans les pays en développement importateurs de pétrole et ont encore monté vers la fin de la décennie (Figure 2.8).

Certains pays ont réussi à contrôler la montée des prix. Parmi les pays industriels, ce sont l'Autriche, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et la Suisse; parmi les pays en développement, l'Inde, la Malaisie, le Sénégal et Singapour ont enregistré de bons résultats. Leur expérience semble indiquer que l'inflation mondiale, répercutée par les importations, n'est pas une des causes premières de l'inflation intérieure. Des études économétriques font ressortir que même si l'on fait abstraction de certains exemples d'inflation aiguë et chronique, les fluctuations entraînées par les prix des marchandises échangées engendrent moins d'un quart des variations des taux d'inflation nationaux observées ces vingt dernières années. En fait, l'expérience semble indiquer que l'inflation a été mieux jugulée dans les pays à économie ouverte, même s'ils sont plus sensibles aux augmentations des prix des importations par suite du rapport élevé de leurs importations à leur PIB. Bien que les statistiques n'aient pas encore prouvé le lien direct entre l'inflation et la croissance économique, il est indéniable cependant que les problèmes de gestion économique

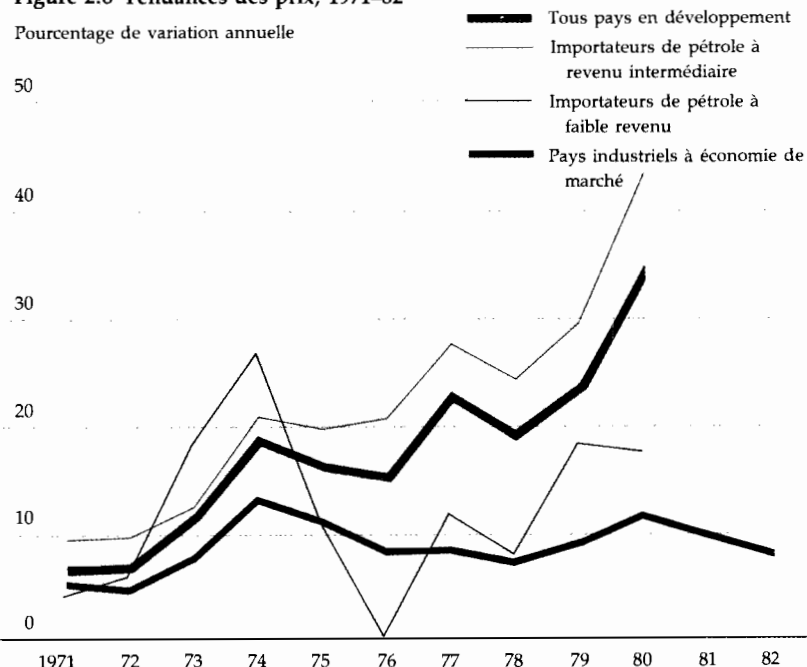
sont aggravés en période de hausse rapide des prix.

Les différences dans les taux d'inflation et dans les mesures d'ajustement prises par les pays industriels se sont aussi répercutées sur les mouvements des taux d'intérêt et des taux de

change (Figure 2.9) et sur les flux de capitaux qui les lient à l'échelle internationale. La balance des paiements des pays exportateurs de pétrole a été largement excédentaire après 1973-74 et après 1979-80. Dans ceux d'entre eux, surtout les plus grands, qui

**Figure 2.8 Tendances des prix, 1971-82**

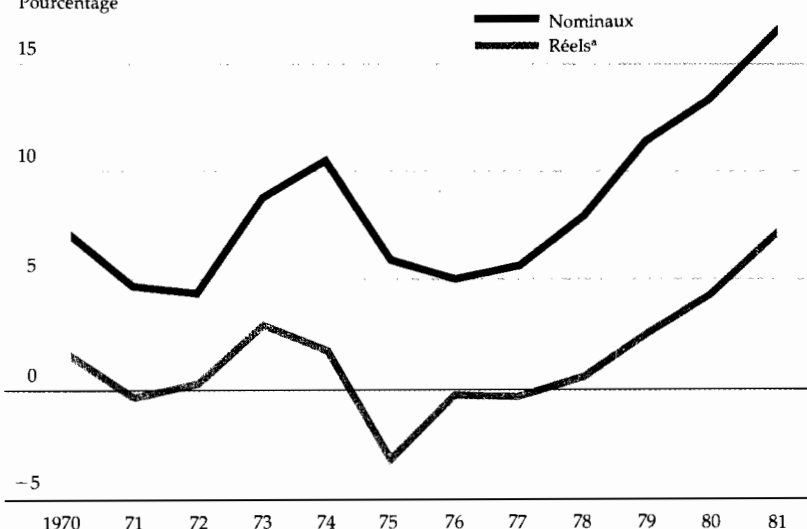
Pourcentage de variation annuelle



Source : FMI, *International Financial Statistics*.

**Figure 2.9 Etats-Unis : taux d'intérêt réels, 1970-81**

Pourcentage



a. Corrigés au moyen du déflateur du PIB américain.

avaient des programmes de développement ambitieux, ces ressources supplémentaires ont été rapidement absorbées. Mais alors qu'après la première augmentation des prix du pétrole, les taux réels d'intérêt étaient faibles et même quelquefois négatifs, après 1980, ils étaient beaucoup plus élevés.

Cette tendance est renforcée par les mesures d'austérité monétaire qui accompagnent maintenant l'ajustement dans de nombreux pays industriels. Comme presque toutes les dettes auprès de sources privées sont assorties de taux d'intérêt variables, l'apparition de taux élevés ne touche pas uniquement les nouveaux prêts, mais l'ensemble de la dette. En 1980-81, les transferts de revenu des prêteurs aux emprunteurs ont donc bientôt fait place à des transferts des emprunteurs aux prêteurs, ce qui a mis fin au déclin à long terme des revenus réels des opérations de prêts.

Dans de nombreux pays en développement, la forte hausse du dollar des Etats-Unis par rapport aux autres grandes monnaies en 1981 et 1982 a donné une nouvelle importance aux questions de gestion du change. En premier lieu, les pays dont les monnaies sont liées au dollar ont pu perdre une certaine compétitivité sur les marchés d'exportation par rapport aux pays dont les monnaies ne sont pas liées au dollar, ceux de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, dont les monnaies fluctuent avec le franc français. En second lieu, les variations des taux de change des principales monnaies se traduisent par des hauts et des bas dans la compétitivité et par

une plus grande incertitude quant au prix réel auquel se font les échanges internationaux. En troisième lieu, les variations des taux de change peuvent faire fluctuer les termes de l'échange. Les prix des produits primaires sont sensibles aux mouvements des taux de change. Par exemple, lorsque le dollar monte, le prix du cacao tombe, mais n'est pas accompagné par une baisse équivalente du service de la dette libellée en dollars. Cela introduit un élément de risque de change dans la planification nationale et dans l'analyse de rentabilité des projets.

### Conclusions

La longueur de la récession actuelle s'explique par les tentatives que font les pays industriels pour maîtriser l'inflation tout en adaptant leur appareil productif à la nouvelle structure de l'économie mondiale, quand bien même cet ajustement est ralenti par la faiblesse des investissements. Dans l'ensemble, les pays en développement ont mieux supporté que les pays industriels aussi bien les deux récessions de la dernière décennie que la période intermédiaire de relance : de multiples pôles de croissance sont apparus en Asie de l'Est, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Amérique latine, où des pays ont réagi vigoureusement à l'évolution de la conjoncture économique. De nombreux autres pays en développement, en particulier les moins avancés, n'ont pas encore procédé à des ajustements. Ces pays disposant d'une marge de manoeuvre limitée, l'évolution négative des termes de l'échange

a été préjudiciable à la croissance du PIB et de la consommation. Les mesures nécessaires à l'augmentation de l'investissement seront sans doute très douloureuses. Le recul du volume réel de l'aide constaté en 1981, les conditions dures et l'insuffisance des autres afflux de capitaux réels et l'effondrement du prix des produits de base sont des facteurs qui ont gravement atteint les pays dont l'ajustement était le moins avancé et qui sont les moins à même de s'ajuster. Les pays subsahariens à faible revenu ont été, et sont encore, particulièrement touchés.

Tout compte fait, il semble qu'un certain nombre de facteurs extérieurs qui avaient favorisé l'ajustement des pays en développement pendant les années 70 (en particulier l'augmentation des envois de fonds des travailleurs émigrés et la croissance des échanges et de l'aide libérale), sont aujourd'hui moins forts et que d'autres (surtout les taux d'intérêt) travaillent contre eux. Même s'il est possible de renverser ces tendances à la détérioration, les efforts et politiques des pays en développement eux-mêmes revêtent une importance prédominante. Avant d'envisager les perspectives des années 80, il serait cependant utile d'étudier certains des facteurs à long terme de la croissance, tels que le développement des ressources humaines et institutionnelles, et l'énorme expansion du commerce international et des flux de capitaux, qui ont modifié les structures de production nationales et renforcé les liens économiques internationaux.

### 3 Les tendances à long terme du développement

Il faut éviter de succomber au pessimisme généralisé qu'a engendré la récession de 1980-82. Le présent chapitre examine brièvement les tendances et les leçons des trente dernières années, préparant ainsi le terrain à l'analyse des perspectives pour les années 80 au Chapitre 4. Comme le montrent clairement les faits décrits au Chapitre 2, la récession en cours se prolonge de façon inattendue. Elle ne doit toutefois pas masquer les progrès des pays en développement, ni les importantes transformations structurelles de l'économie mondiale, qui sont

des éléments de progrès futur. Les schémas de croissance de la plupart des pays en développement se sont améliorés de façon sensible au cours des trente dernières années. Le climat international a été plus que jamais favorable à la croissance, et l'écart des revenus relatifs entre les pays industrialisés et la majeure partie des pays à revenu intermédiaire s'est rétréci. Même durant les périodes d'ajustement difficile aux chocs extérieurs, les pays en développement ont su conserver l'élan acquis dans la croissance et le changement, et seuls les plus

pauvres d'entre eux ne se sont pas intégrés plus étroitement à l'économie mondiale.

#### La croissance de la production et du revenu

De 1955 à 1980, la production mondiale a triplé en valeur réelle, la croissance de chaque région ayant dépassé à la fois les prévisions et les chiffres antérieurs. Bien que la population soit passée de 2,8 à 4,4 milliards d'habitants, le revenu par tête a doublé. Certes, le revenu n'est pas un critère absolu de bien-être (Encadré 3.1),

#### Encadré 3.1 Que cherchons-nous à mesurer?

Le produit national brut (PNB) mesure l'activité économique, non pas le bien-être. Toutefois, en tant que mesures de la production économique et des dépenses globales, les chiffres du PNB sont souvent ambigus ou déficients. Ils sont sources d'ambiguïté, par exemple, dans la mesure où les services publics tels que l'administration et la défense sont considérés comme finals et non intermédiaires, et les achats de biens de consommation durables autres que les résidences sont traités non comme un investissement mais comme une consommation. En outre, le PNB ne tient pas compte des diverses quantités de capital, y compris les minéraux et autres ressources naturelles, utilisées au cours de la production. Ce sont là des éléments notoirement difficiles à estimer. Les données de base présentent des lacunes, notamment en ce qui concerne la production de subsistance dans les pays en développement

et les activités illicites dans la plupart des pays. Des problèmes de mesure sont également soulevés par le fait que les pays ne calculent pas tous de la même manière l'évolution de la production réelle dans le temps; cela est particulièrement valable pour les pays à économie de marché et les pays à économie planifiée. De plus, on se heurte à de graves problèmes lorsqu'on cherche à comparer le niveau du PNB de différents pays converti en une monnaie commune au moyen des taux de change.

Il serait impossible de mesurer pleinement le bien-être même si l'on pouvait réunir des données parfaites sur le PNB de chaque pays, sur la base des définitions du système national de comptabilité, et établir des comparaisons internationales fondées sur le Projet de comparaison internationale (qui élimine certaines des difficultés de conversion par les taux de change, Encadré 3.2). Le PNB

ne mesure pas certains des paramètres qui sont importants pour le bien-être dans la plupart des sociétés, notamment la répartition du revenu et de la richesse, l'emploi, la sécurité de l'emploi et les possibilités de promotion, les services de santé et d'éducation, les services non rémunérés, la qualité de l'environnement et les différences climatiques. Les difficultés associées à l'incorporation de ces paramètres dans un indicateur global de bien-être amènent les économistes à se contenter d'étalons partiels tels que le PNB, qui a au moins l'avantage de porter sur la plupart des biens et services disponibles pour faire face aux besoins importants de consommation. D'autres indicateurs doivent toutefois compléter les renseignements fournis par le PNB, en particulier ceux qui se rapportent plus directement à la "qualité de la vie", comme les données sociales du Tableau 3.3.

mais la qualité de la vie s'est améliorée dans la plupart des régions. Bon nombre de pays en développement ont enregistré une croissance plus rapide que les pays industriels, mais un plus fort accroissement démographique a limité les progrès de leur revenu par habitant (Tableau 3.1). Dans les pays exportateurs de pétrole, qui ont profité de l'évolution des termes de l'échange, et dans les principaux pays en développement exportateurs de produits manufacturés, le revenu réel a remarquablement progressé par rapport à celui des Etats-Unis. D'autres pays à revenu intermédiaire ont aussi connu une expansion relative.

Au cours de cette période, la structure de l'économie mondiale s'est métamorphosée. En 1955, les Etats-Unis, source des deux cinquièmes de la production, dominaient l'économie mondiale. A mesure que leur part diminuait (pour tomber à moins du quart en 1980), l'importance économique d'autres groupes de pays a augmenté (Figures 3.1 et 3.2, Tableau 3.2). Avec une croissance annuelle de 3,4 % par habitant, l'Europe de l'Ouest est devenue une puissance économique supérieure aux Etats-Unis, dont l'expansion a été de 2 % par an. Grâce à une croissance par habitant de 7,2 % au cours des vingt-cinq dernières années, le Japon est devenu la deuxième puissance économique de l'OCDE. La part relative du bloc soviétique s'est également élargie.

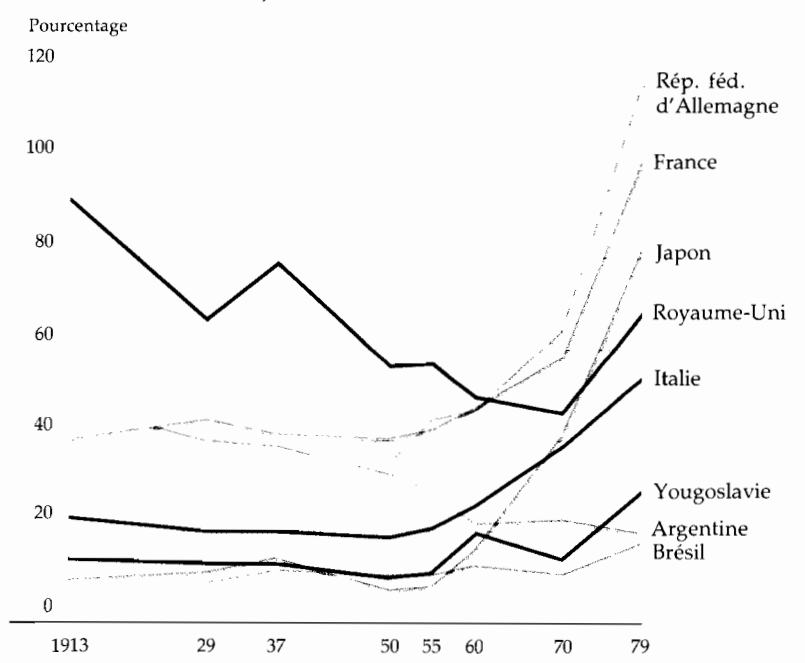
Ces pôles d'activité économique étaient déjà apparus il y a dix ans. Depuis lors, la carte des revenus et des échanges commerciaux s'est encore modifiée du fait de l'entrée en scène des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé du Moyen-Orient. Une douzaine de pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine,

**Tableau 3.1 Croissance de la population, du PNB et du PNB par habitant, 1955-80**

(pourcentage du changement moyen annuel)

Catégories de pays	Population		PNB		PNB par habitant	
	1955-70	1970-80	1955-70	1970-80	1955-70	1970-80
Tous pays en développement	2,2	2,2	5,4	5,3	3,1	3,1
Faible revenu	2,1	2,1	3,7	4,5	1,6	2,4
Chine	2,0	1,8	3,3	6,0	1,3	4,1
Inde	2,2	2,1	4,0	3,4	1,8	1,3
Autres	2,4	2,7	4,4	2,7	2,0	0,0
Revenu intermédiaire	2,4	2,4	6,0	5,6	3,5	3,1
Principaux exportateurs de produits manufacturés	2,1	1,8	6,1	5,6	3,9	3,6
Autres pays importateurs de pétrole	2,6	2,6	5,9	5,3	3,2	2,6
Exportateurs de pétrole	2,5	2,7	6,0	5,7	3,4	2,9
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	3,7	5,1	8,6	6,3	4,7	1,3
Pays industriels à économie planifiée	1,4	1,1	7,3	3,9	5,8	2,8
Pays industriels à économie de marché	1,1	0,8	4,7	3,2	3,6	2,4
Europe	0,7	0,2	4,8	2,6	4,1	2,4
Japon	1,0	1,1	10,3	5,4	9,2	4,2
Etats-Unis	1,4	1,0	3,4	3,1	2,0	2,1
Monde	1,9	1,9	5,1	3,8	3,1	1,9

**Figure 3.1 PNB par habitant de quelques pays en pourcentage du PNB par habitant des Etats-Unis, 1913-79**



d'Europe méridionale et des régions d'Asie riveraines du Pacifique ont accéléré leur croissance relative, en développant rapidement leur production agricole et manufacturière et en s'appropriant une part croissante des

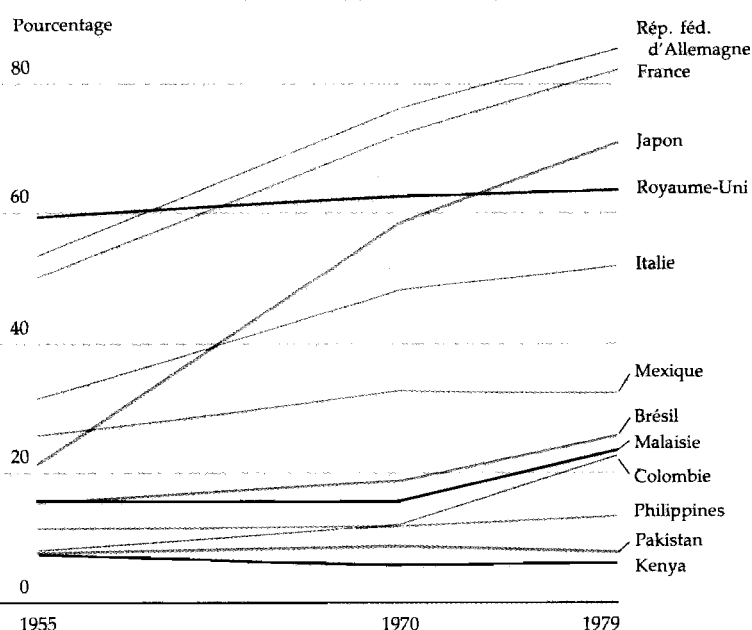
marchés mondiaux. Seul le Japon a fait sur les plans agricole et industriel des progrès supérieurs à ceux de ce groupe. Les pays exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont progressé presque aussi rapidement. Les autres

**Tableau 3.2 Population, PNB et PNB par habitant : parts, rapports et croissance, 1955–80**

Catégories de pays	Part de la population mondiale		Part du PNB mondial <sup>a</sup>		PNB par habitant, aux prix courants et en pourcentage du PNB des Etats-Unis		PNB par habitant en dollars constants de 1980	
	1955	1980	1955	1980	1955	1980	1955	1980
Tous pays en développement	68,1	73,6	20,7	21,5	4,5	6,4	340	730
Faible revenu	44,7	47,1	8,1	4,8	2,7	2,2	160	260
Chine	22,0	22,2	4,7	2,5	3,2	2,5	160	290
Inde	14,4	15,2	2,2	1,6	2,3	2,2	170	260
Autres	8,3	9,7	1,2	0,7	2,1	1,7	140	190
Revenu intermédiaire	23,4	26,5	12,6	16,7	8,1	13,7	700	1.580
Principaux exportateurs de produits manufacturés	7,1	7,3	5,1	7,7	10,7	22,9	1.050	2.650
Autres pays importateurs de pétrole	6,7	8,0	3,8	4,0	8,4	10,9	600	1.260
Exportateurs de pétrole	9,6	11,2	3,7	5,0	5,8	9,7	500	1.120
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	0,2	0,3	0,1	1,4	8,1	95,8	4.900	11.080
Pays industriels à économie planifiée	12,4	10,7	8,6	12,4	10,4	25,0	940	2.880
Pays industriels à économie de marché	19,3	15,4	70,6	64,8	54,7	91,8	4.940	10.610
Europe	9,2	6,5	26,6	27,9	43,2	92,8	4.640	10.720
Japon	3,3	2,6	2,4	9,5	11,0	77,9	1.600	9.010
Etats-Unis	6,0	5,1	40,3	23,7	100,0	100,0	7.030	11.560
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	14,9	21,7	1.320	2.510

a. Evalué aux prix et aux taux de change courants.

**Figure 3.2 PIB par habitant de quelques pays en pourcentage du PIB par habitant des Etats-Unis, 1955–79 (méthode du PCI)**



Source : Kravis et al., PCI III, World Product and Income.

pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire ont obtenu des résultats moins spectaculaires, notamment en agriculture, où leur part de la production mondiale a diminué; leur revenu réel par ha-

bitant a toutefois doublé en l'espace d'une génération. En revanche, le revenu par tête des pays à faible revenu n'a augmenté que de 2 % par an (Tableau 3.1). Encore ce taux est-il dû en grande

partie à la performance relativement bonne de la Chine et, plus récemment, de l'Inde. Le revenu par habitant des autres pays à faible revenu, surtout en Afrique au sud du Sahara et en Asie du Sud, qui s'est accru de 1,2 % en moyenne entre 1955 et 1980, est malheureusement resté stationnaire les dix dernières années.

Les catégories de pays utilisées dans le présent rapport se fondent sur les niveaux actuels de revenu. (L'Encadré 3.2 explique comment l'utilisation des prix internationaux modifierait les niveaux de revenu comparés exprimés en dollars des Etats-Unis.) Toutefois, la lenteur de la croissance des pays à faible revenu ne reflète pas simplement le fait que les pays à croissance rapide n'appartiennent plus à ce groupe. Bien qu'il y ait eu des changements sensibles dans les places relatives au sein du groupe, peu de pays sont passés d'un groupe à l'autre au cours des trente dernières années.

La majorité des pays en développement qui avaient un revenu par habitant relativement faible au

### Encadré 3.2 Le Projet de comparaison internationale

Depuis des années, les comparaisons de niveau de revenu entre pays s'établissent, faute de mieux, aux taux de change officiels. Ces comparaisons fournissent des estimations dont on sait qu'elles donnent une idée fautive du pouvoir d'achat effectif des monnaies. Elles tendent en particulier à sous-estimer les revenus des pays pauvres par rapport à ceux des pays riches. Ceci tient au fait que le prix des biens non commercialisés est généralement moins élevé dans les pays pauvres. Le commerce international tend à égaliser le prix des biens commercialisables entre les pays; à prix égal ou presque, les différences de salaire entre les pays traduisent les différences dans la productivité de la main-d'œuvre qui produit ces biens commercialisables. Les niveaux de salaire servent de base à l'évaluation des éléments qui ne sont pas commercialisés sur le plan international, notamment les services. Pour la plupart des services, la productivité diffère peu d'un pays à l'autre, mais dans les pays à revenu élevé, les salaires élevés font que les services coûtent cher, tandis que dans les pays à faibles salaires, les services sont bon marché.

Le Projet de comparaison internationale (PCI) de l'ONU, que la Banque mondiale contribue à financer depuis 1969, a permis la mise au point d'une méthode de comparaison des revenus en fonction du montant des ressources réelles nécessaires à l'achat de biens et services spécifiés de façon précise. Grâce à cette méthode, on peut établir des comparaisons non seulement entre pays, mais également, par exemple, entre les reve-

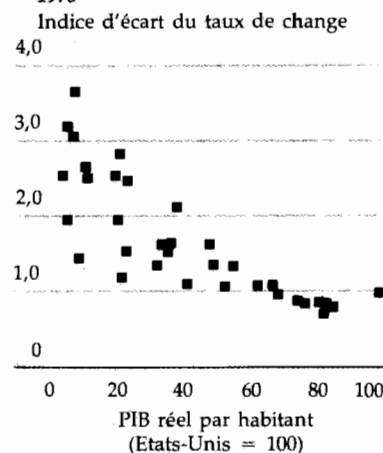
nus de différents groupes socio-économiques qui ont affaire à des niveaux de prix différents.

Les résultats de la troisième étude du PCI, publiés récemment, établissent entre le PIB réel par habitant de 34 pays en 1975 des comparaisons fondées sur les estimations de prix et de quantités de 151 catégories de biens et services. Etant donné que cette étude donne une estimation des éléments détaillés du PIB, elle permet de mieux comprendre les structures économiques comparées. Elle montre par exemple l'ampleur des différences entre pays du prix des biens d'équipement et d'autres éléments du PIB en valeur réelle (corrigée par les prix).

On peut utiliser les renseignements du PCI pour comparer les niveaux de bien-être par habitant ou le pouvoir économique de pays dont les niveaux de revenu sont différents. Ils peuvent aussi servir à éclaircir le processus de rattrapage. Lorsqu'un pays à croissance relativement rapide réduit l'écart qui sépare sa productivité de celle d'un pays à revenu élevé à croissance lente, son niveau général de prix relatifs augmente : la *valeur réelle* de sa monnaie tend à augmenter. Le PNB relatif aux prix et aux taux de change courants des pays à croissance rapide et des pays à croissance lente converge en général plus rapidement que leur PNB relatif en prix constants. Pour des raisons analogues, cette constatation s'applique également aux pays dont les termes de l'échange s'améliorent. C'est pourquoi de 1955 à 1980, le PNB du Japon par habitant en prix constants (1980) a progressé 3,4 fois plus vite que celui

des Etats-Unis tandis que la croissance de son PNB aux prix courants a été 7,1 fois supérieure. Les rapports correspondants sont de 1,4 et 2,15 pour le nord-ouest de l'Europe et de 1,53 et 2,14 pour les pays en développement gros exportateurs de produits manufacturés. A l'avenir, on peut s'attendre que le même phénomène contribue à réduire l'écart apparent qui existe entre les pays en développement à croissance rapide et les pays industriels et à accroître cet écart entre ces deux catégories et les pays à faible revenu et à la croissance la plus lente.

**Indice d'écart du taux de change par rapport au PIB réel par habitant dans trente-quatre pays, 1975**



Note : L'indice représente le rapport du taux de change effectif au taux de change fictif qui rendrait le prix moyen du PIB égal au prix moyen du PIB des Etats-Unis.  
Source : Kravis et al., ICP III, *World Product and Income*.

début de la période n'ont réalisé qu'une croissance lente depuis lors (Figure 3.3). La plupart des pays en développement en pleine expansion se trouvaient dans le groupe des pays à revenu intermédiaire dans les années 50, et ils étaient avantagés par une longue tradition de développement économique. Ils avaient déjà procédé à des réformes agricoles et politiques, l'enseignement était généralisé, et ils étaient bien placés

pour profiter de l'expansion des échanges commerciaux et des flux de capitaux des années 60 et 70. Plus élevés que la moyenne, leurs niveaux d'investissements étaient financés soit par de gros afflux de capitaux, soit par les recettes du pétrole. A l'exception du Brésil et des producteurs de pétrole, tous les pays à la croissance la plus rapide avaient des taux d'alphabétisation supérieurs à la moyenne pour leur niveau de revenu; la

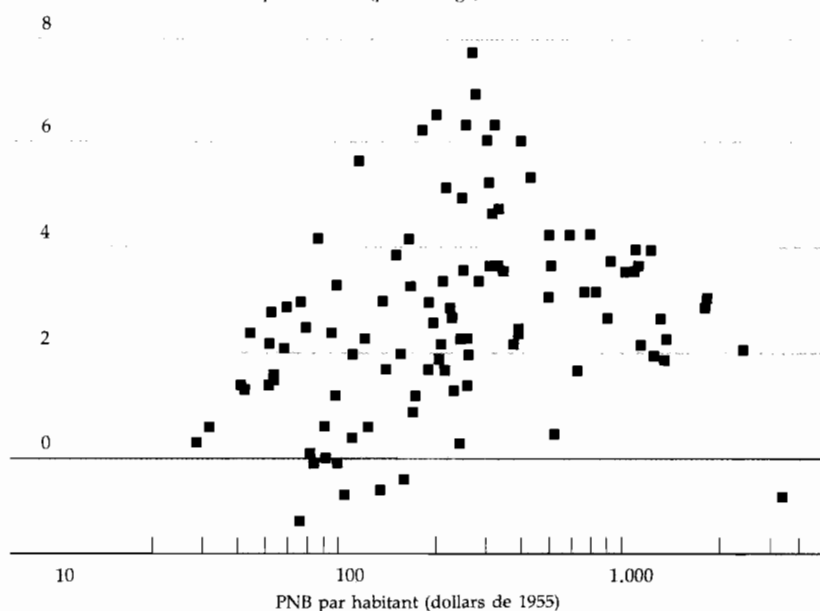
croissance était générale dans tous les secteurs, et l'agriculture notamment était vigoureuse et régie par les forces du marché. Enfin, en particulier dans les années 70, la plupart ont considérablement développé leurs échanges commerciaux, tant avec les pays industriels qu'avec les pays en développement.

A l'échelle du monde, les niveaux de vie sont bien plus élevés qu'il y a trente ans. Toutefois, si



Figure 3.3 Schémas à long terme de croissance économique, 1955-79

Taux de croissance du PNB par habitant (pourcentage)



l'écart entre les pays à revenu intermédiaire et les pays industrialisés s'est rétréci, celui qui sépare les riches des pauvres s'est creusé davantage, aussi bien pour ce qui est du pouvoir d'achat réel, comme le montre le Projet de comparaison internationale (PCI), que tout simplement, du point de vue du revenu nominal comparé (Tableau 3.2). A la fin des années 70, les 47 % de la population mondiale qui vivent dans les pays à faible revenu ne fournissaient que 4,8 % de la production mondiale exprimée en dollars (ce chiffre serait peut-être double ou triple selon la méthode du PCI), alors que les plus riches, qui représentent 15 % de la population, en fournissaient 65 %.

L'expérience montre qu'il faut des décennies, parfois des siècles pour instaurer les conditions préalables à la croissance accélérée. Aux niveaux inférieurs de revenu, il est difficile d'instruire et de former suffisamment de gens, de mettre en place l'infra-

structure matérielle, d'acquérir un capital directement productif et de créer des institutions qui encouragent et récompensent l'esprit d'entreprise et l'épargne. Des facteurs extérieurs défavorables, la mauvaise gestion ou le désordre politique peuvent interrompre les efforts en ce sens, que peut aussi entraver la pénurie de ressources. Mais ce processus est inévitablement soumis aux options politiques. Pour éviter que l'écart de revenu ne se creuse davantage entre les pays riches et les pays pauvres, il faut qu'agissent aussi bien la communauté internationale que les responsables nationaux.

#### L'amélioration des niveaux de vie

Comme l'a souligné le *Rapport sur le développement dans le monde 1980*, non seulement l'amélioration de l'alphabetisation, de la santé, de la nutrition et d'autres éléments

du bien-être social élimine les pires aspects de la pauvreté absolue, mais en outre elle favorise la croissance de la production et des revenus. Bien que le relèvement du revenu par habitant des pays à faible revenu soit lent, leurs normes de bien-être social se sont améliorées rapidement et rejoignent celles de pays plus riches (Tableau 3.3). En renforçant les connaissances techniques et la capacité de gestion, en améliorant le savoir et l'efficacité des exploitants agricoles et des ouvriers et en contribuant à réduire la fécondité, les investissements consacrés à la valorisation des ressources humaines au cours des trente dernières années permettent d'espérer que les revenus de ces pays pourront s'améliorer plus rapidement durant les prochaines décennies.

Malgré la croissance de leur revenu global, bon nombre de pays ont toujours de vastes enclaves de pauvreté, tant parmi les habitants désavantagés des régions relativement riches que dans les régions arriérées (Encadré 3.3). Les gouvernements qui ont accordé une attention soutenue aux mesures sociales qui influent sur la distribution de la consommation et l'accès aux services publics, et surtout à l'enseignement, la médecine préventive et le planning familial, n'ont pas sacrifié ce faisant la croissance à long terme. C'est, au contraire, l'inverse qui est vrai.

#### Alphabetisation

En 1950, un tiers des adultes étaient alphabétisés dans les pays en développement. En 1979, le taux d'alphabétisation était passé à 56 %. Les pays en développement à revenu intermédiaire ont déjà atteint un taux d'alphabétisation de 68 %. Les pays à faible revenu ont aussi obtenu des ré-

**Tableau 3.3 Tendances de l'espérance de vie, de la mortalité juvénile et de l'alphabétisation, 1950-79**

Catégories de pays	Espérance de vie (années)				Mortalité juvénile <sup>a</sup>				Taux d'alphabétisation (en pourcentage)			
	1950	1960	1970	1979	1950	1960	1970	1979	1950	1960	1970	1979
Tous pays en développement	43	48	54	58	28	22	16	12	33	38	46	56
Faible revenu	41	47	53	57	28	22	16	12	20	27	29	51
Afrique	35	39	43	46	44	38	32	27	..	17	17	29
Asie	41	48	53	58	27	21	15	11	20	28	31	52
Revenu intermédiaire	46	50	55	59	28	22	16	11	48	49	64	68
Afrique	37	41	46	50	42	35	27	22	16	22	37	..
Asie	42	47	53	59	28	22	14	9	54	54	69	75
Amérique latine	51	56	60	64	23	17	12	8	57	65	72	78
Afrique du Nord	42 <sup>b</sup>	47	52	57	40 <sup>b</sup>	36	27	15	19 <sup>b</sup>	19	24	40
Moyen-Orient	..	48	53	57	..	30	18	16	..	17	35	49
Europe meridionale	59	62	66	68	10	7	5	3	75	80	85	85
Pays exportateurs de pétrole à revenu élevé	..	46	51	57	..	35	20	11	..	14	26	32
Pays industriels à économie de marché	68	70	71	74	3	2	1	1	95	97	98	99

a. Nombre de décès pour mille enfants âgés de 1 à 4 ans. b. Ce chiffre englobe le Moyen-Orient.

### Encadré 3.3 Disparités entre les régions d'un même pays

Le cadre commun de politique générale fourni par un gouvernement central ne garantit pas que le niveau de vie des différentes régions du pays progresse de la même manière. Des mesures spécifiques visant à réduire les disparités de revenu entre les régions peuvent toutefois être assez efficaces à la longue.

En Inde, à l'exception non négligeable du Bengale occidental, ce sont les Etats qui avaient les niveaux de revenu les plus élevés en 1960 qui ont progressé le plus rapidement depuis lors. Les niveaux d'instruction de leur population et leurs installations sanitaires sont également meilleurs que ceux des Etats moins favorisés. Les écarts entre les Etats ont été diminués par les migrations massives vers les régions ayant des niveaux de revenu plus élevés et de meilleurs débouchés.

Au Brésil, on trouve des pauvres dans toutes les régions, mais la très grande majorité d'entre eux se rencontre dans le Nord-Est, qui compte 35 millions de personnes, soit à peu près le tiers de la population. En 1979, le revenu moyen par habitant de cette région était légèrement inférieur à 800 dollars, ce qui représente environ 40 % de la moyenne nationale. Le taux de mortalité infantile dépassait la moyenne du pays de 40 % et le taux

d'alphabétisation des adultes était inférieur de 40 %.

Depuis au moins un siècle, le Gouvernement brésilien s'efforce de réduire les disparités entre le Nord-Est et le reste du pays. Avant la Deuxième guerre mondiale, la plupart de ses initiatives consistaient en programmes de travaux publics. Plus récemment, les efforts ont porté sur le développement rural intégré et la mise en place d'une base industrielle moderne par des incitations fiscales et des facilités de crédit.

Ces programmes d'action directe, l'émigration considérable (plus de 2 millions d'habitants du Nord-Est ont émigré

vers d'autres régions au cours des années 70) et le renforcement de la croissance dans la région à mesure que s'améliorait son revenu par habitant, ont enfin permis au Nord-Est de commencer à réduire son retard par rapport au reste du pays. Durant les années 70, son PNB réel par habitant a augmenté un peu plus rapidement que celui de l'ensemble du pays, tandis que l'amélioration de ses taux de mortalité infantile et d'alphabétisation était supérieure à la moyenne nationale. Les progrès ne s'accroîtront que si le Gouvernement continue d'appliquer vigoureusement des programmes tendant à réduire les disparités.

#### Inde : Progrès des niveaux de vie par rapport aux niveaux de revenu en 1960/61, par groupes d'Etats

Catégories de revenu, 1960-61	Produit intérieur net par habitant (roupies de 1960)		Taux de croissance 1960-61 à 1977-78	Part de la population, 1960-61	Taux d'alphabétisation, 1971	Lits d'hôpital pour 1.000 habitants, 1979
	Moyenne du groupe, 1960-61	Moyenne du groupe, 1977-78				
Inférieur à 254	235	263	0,66	32	26,4	4,8
255-329	281	320	0,77	35	29,3	6,2
Supérieur à 330	382	456	1,05	33	39,3	9,8

sultats méritoires : alors qu'un cinquième seulement de la population savait lire et écrire pendant les années 50, cette proportion est proche d'un demi à présent. Si les progrès se poursuivent au rythme actuel, d'ici l'an 2000, on peut s'attendre à un taux de 78 % dans les pays à faible revenu d'aujourd'hui.

### *Santé*

L'espérance de vie dans les pays en développement est d'ores et déjà de 58 ans en moyenne, niveau que les pays industrialisés n'ont atteint que dans les années 30. En l'espace des trente dernières années, les pays en développement, grâce aux progrès de la médecine, ont parcouru autant de chemin que les pays industrialisés en deux siècles. Il y a toutefois des différences considérables entre les groupes de revenu et les régions. L'espérance de vie en Europe méridionale et en Amérique latine, par exemple, est respectivement de 68 et 64 ans, niveau comparable à celui des pays industriels pendant les années 50. En Afrique, en revanche, où elle n'est que de 48 ans, elle accuse un retard sensible. La prolongation de l'espérance de vie obtenue par les pays industrialisés serait sur le point d'atteindre le maximum biologique. Si les pays en développement continuent de progresser au rythme des trente dernières années, ils devraient rattraper leur retard assez rapidement.

Les résultats obtenus sur les plans de l'amélioration de la nutrition et de la réduction de la mortalité juvénile varient considérablement d'un pays à l'autre, essentiellement en fonction des résultats des programmes publics dans ces domaines. On a constaté des progrès remarquables de quelques indicateurs clés du bien-

être, voire tous, même dans des pays qui ont un faible PNB par habitant, comme la Chine, Sri Lanka et la Tanzanie. En revanche, la médecine et l'alphabétisation progressent moins vite que les revenus moyens dans certains pays plus riches, notamment le Brésil, le Mexique et le Pérou, où la répartition des revenus est nettement moins égale. Dans le domaine de la santé, comme dans celui de l'alphabétisation, les résultats moyens des pays d'Asie dépassent de loin ceux des pays d'Afrique, ce qui tient en partie à l'efficacité de l'administration publique.

### *Accroissement démographique*

Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'amélioration de la santé et de la nutrition s'est traduite initialement par une augmentation des taux d'accroissement de la population qui empêche le revenu par habitant de progresser. Ceci est particulièrement vrai pour les premiers, où l'expansion de la production est léthargique et où le fort accroissement démographique a pesé lourdement sur les dépenses publiques et l'administration. L'accroissement démographique dans de nombreux pays de ce groupe atteint 2,6 % par an et s'accélère; à titre de comparaison, dans les pays industrialisés, ce taux est à présent de 0,7 % par an ou était de 0,5 % par an au moment de leur propre révolution industrielle.

La progression des taux d'accroissement démographique, tant en Europe qu'au Japon au XIXe siècle et dans les pays en développement au XXe siècle, traduit en grande partie le recul des taux de mortalité. Bien qu'ils aient accusé des variations beaucoup plus marquées que les taux de mortalité, les taux de natalité sont gé-

néralement restés stables dans les pays en développement et pendant près de deux siècles, ils ont été légèrement supérieurs à 40 pour 1.000 jusqu'en 1950, avant de tomber à un peu plus de 30 pour 1.000 en 1980 (Figure 3.4). Seule la Chine, parmi les pays en développement à faible revenu et un groupe de petits pays à revenu intermédiaire (Cuba, Grèce, Hong Kong, Portugal, Roumanie, Singapour et Yougoslavie), a réussi à ramener le taux de natalité à moins de 20 pour 1.000.

Les causes de la réduction des taux de natalité sont complexes. Parmi les facteurs économiques, on peut citer le revenu par habitant, le niveau d'instruction (notamment l'éducation primaire et l'instruction des femmes), la répartition des revenus, le degré d'urbanisation et, de façon plus générale, les différents types de coûts et avantages associés aux enfants et à la dimension de la famille. Etant donné tous ces paramètres, les services de planning familial sont un élément nécessaire mais non suffisant de la politique démographique. De nombreux pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Afrique n'ont pas encore formulé de politique sociale dans ces domaines.

### **Les tendances à long terme du climat international**

Au cours des années 50 et 60, tous les pays se sont trouvés à peu de chose près avantagés par le même climat économique international favorable et ont dû faire face aux mêmes difficultés durant les années 70. Et pourtant, ils ont obtenu des résultats très différents. Sur le plan des échanges commerciaux, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) s'est traduit par un certain nombre de réductions multilatérales des tarifs et autres bar-

rières protectrices. Le commerce mondial s'est développé beaucoup plus vite que la production, à raison de 5,1 % en moyenne par an de 1955 à 1980 et de 6,9 % par an de 1965 à 1980.

Pour que les pays en développement puissent importer les biens et les services nécessaires à leur croissance générale, il est crucial que leurs exportations augmentent. En même temps que la croissance générale, celle des exportations détermine leur capacité de service de la dette et, par conséquent, d'emprunt à l'étranger. Les résultats obtenus sur le plan des exportations par les pays en développement dans le contexte d'une expansion du commerce mondial représentent l'un des aspects les plus brillants de la croissance des trente dernières années. Les pays à revenu intermédiaire exportateurs de produits manufacturés ont pu augmenter leur part des exportations mondiales, comme l'ont fait les pays exportateurs de pétrole, au lendemain de la hausse des prix pétroliers : ce dernier groupe a assuré 18 % du commerce mondial en 1980 (Tableau 3.4). Les produits manufacturés ont trouvé des débouchés en nombre croissant (Figure 3.5).

En revanche, la plupart des pays exportateurs de produits primaires, y compris la majeure partie des pays à faible revenu et de nombreux pays de production primaire à revenu intermédiaire, n'avaient pas une structure de production leur permettant de participer au commerce de produits manufacturés. Ils ont également subi une détérioration de leurs termes de l'échange (Encadré 3.4), car les prix de la plupart des produits primaires autres que les combustibles ont fléchi par rapport à ceux du pétrole (Figure 3.6) et des produits manufacturés. Les pays à faible revenu

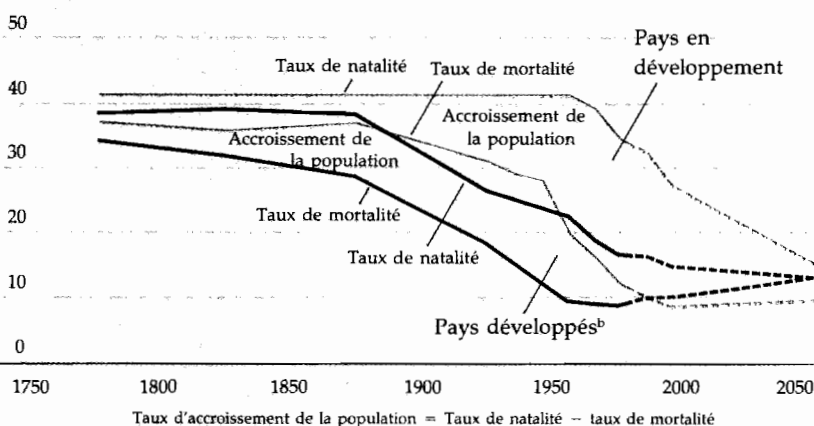
ne fournissent à présent que 2 % des exportations mondiales.

Certains pays de production primaire, tels que la Colombie, la Côte d'Ivoire, la Malaisie et le Malawi qui ont pu commencer à transformer leur production ou l'ont développée, ont obtenu des résultats relativement satisfaisants. Des difficultés dans le domaine de l'offre ont limité l'expansion des exportations de

produits primaires de certains pays, en particulier en Afrique au sud du Sahara, où la plupart des pays ne sont pas parvenus à profiter des nouvelles possibilités d'expansion du commerce de produits alimentaires. La faiblesse de l'agriculture a été en fait l'une des principales raisons de la faiblesse de la croissance dans cette région. En Amérique latine, la hausse de la demande intérieure,

**Figure 3.4 La transition démographique<sup>a</sup>**

Pour 1.000 habitants



a. Taux bruts de natalité et de mortalité. L'augmentation projetée des taux de mortalité aux alentours de 1980 reflète le relèvement de la proportion de personnes âgées parmi la population.  
b. Comprend les pays industrialisés, l'URSS et l'Europe de l'Est.

**Tableau 3.4 Part des exportations mondiales de marchandises, 1955–80 (pourcentages)**

Catégories de pays	1955	1965	1970	1980 <sup>a</sup>
Tous pays en développement	27,3	20,2	18,4	21,4
Faible revenu	5,6	3,4	2,5	1,9
Chine	1,4	1,0	0,7	0,9
Inde	1,4	0,9	0,6	0,4
Autres	2,8	1,5	1,1	0,6
Revenu intermédiaire	21,7	16,8	19,5	19,5
Principaux exportateurs de produits manufacturés	6,8	5,7	6,2	8,0
Autres importateurs de pétrole	6,9	4,1	4,3	3,9
Exportateurs de pétrole	8,0	7,0	5,4	7,6
Exportateurs de pétrole à revenu élevé	2,1	2,5	2,4	10,2
Pays industriels à économie planifiée	8,5	10,9	10,1	7,9
Pays industriels à économie de marché	62,1	66,5	69,0	60,5
Europe	36,1	41,1	42,5	38,5
Japon	2,1	4,5	6,2	6,5
Etats-Unis	16,5	14,6	13,6	10,9
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0
Pour mémoire				
Exportations mondiales (en milliards de dollars)				
En prix courants	94	186	313	1.995
En prix de 1978	420	542	821	1.405

a. Certains des chiffres de cette colonne sont estimatifs.

conjuguée à la protection agricole pratiquée par les pays industriels à économie de marché, a provoqué la perte des marchés d'exportation de plusieurs produits agricoles au cours des années 60. Malgré la chute de la part de cette région dans les exportations mondiales de marchandises (de 12 % en 1950 à 8 % en 1960 et aux alentours de 5,5 % dans les années 70), certains pays, notamment le Brésil, ont néanmoins réalisé des progrès remarquables dans le domaine des exportations de biens manufacturés (Encadré 3.5). Les exportations des pays d'Asie du Sud, volumineuses et variées au cours des années 50, ont diminué en valeur relative, de même que celles des pays du Moyen-Orient, à l'exclusion du pétrole. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont augmenté rapidement leur part du commerce d'une décennie à l'autre. Un tiers environ des exportations des pays nouvellement industrialisés sont allées à d'autres pays en développement.

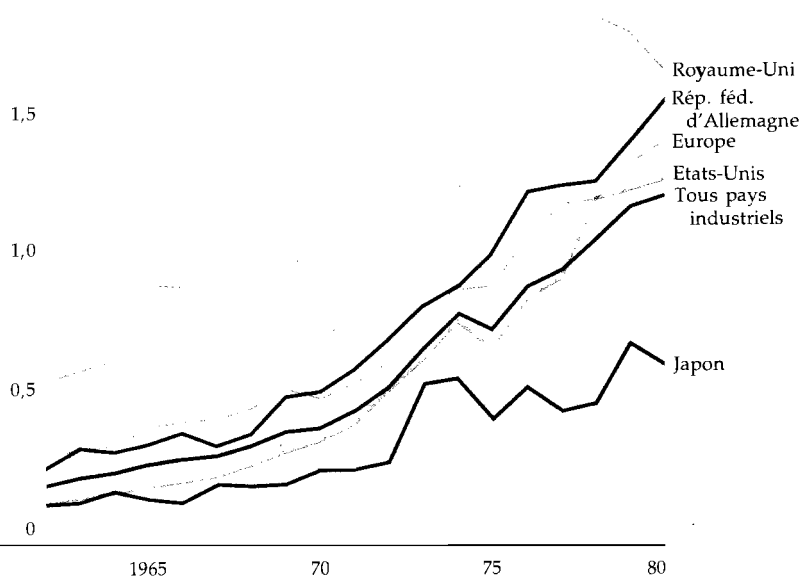
L'expansion rapide du commerce mondial au cours des trente dernières années, qui est allée de pair avec une croissance similaire des flux de capitaux, a été favorisée par les réductions des contrôles imposés sur les mouvements de capitaux, une plus grande convertibilité des monnaies et le développement des institutions financières internationales. Après la Deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont alimenté la croissance de l'économie mondiale par des flux d'aide d'une générosité sans précédent, et ont encouragé la création de structures internationales consacrées aux relations monétaires et commerciales et au financement de la reconstruction et du développement. Ces structures ont amorcé et poursuivi le cercle vertueux des flux de capitaux et du commerce.

En moyenne, les capitaux

**Figure 3.5 Importations de biens manufacturés en provenance de pays en développement, en pourcentage du PNB des pays importateurs**

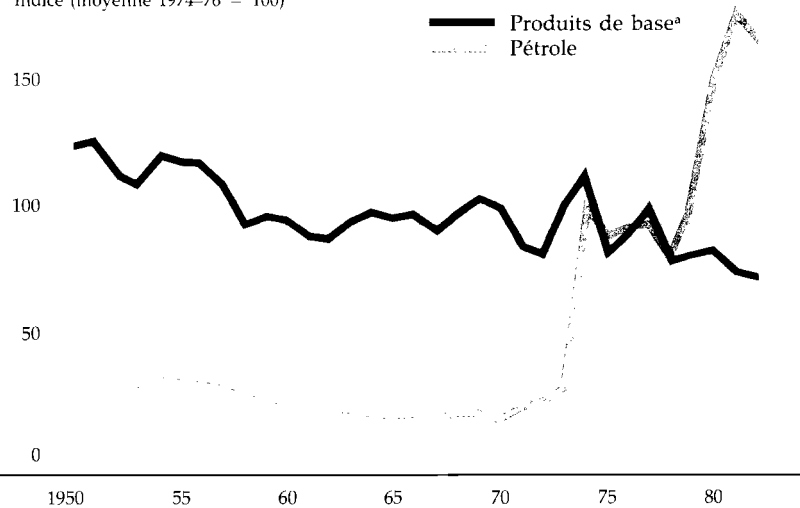
Pourcentage

2,0



**Figure 3.6 Indice pondéré du prix des produits de base,<sup>a</sup> 1950-82**

Indice (moyenne 1974-76 = 100)



a. Trente-trois produits de base, pétrole non compris.

étrangers ont financé un septième environ de l'investissement total dans les pays en développement. Bien que l'épargne intérieure soit presque toujours la principale source de financement de l'investissement, les capitaux étrangers renforcent de façon sensible les

moyens dont disposent les pays pour l'importation des machines, des matériaux et des techniques nécessaires à l'investissement et à la production. En outre, les afflux de capitaux étrangers jouent généralement un rôle de premier plan dans les pays caractérisés par

### Encadré 3.4 Réaction de Sri Lanka aux chocs affectant les termes de l'échange

Sri Lanka offre un exemple parlant d'ajustement aux chocs extérieurs et montre à quel point il est difficile de réussir lorsque le climat international est en détérioration constante. A l'indépendance, ce pays exportait essentiellement du thé, du caoutchouc et les produits du coco, dont les prix relatifs ont décliné de façon presque continue. La progression de la valeur du produit intérieur brut par habitant a été ramenée de 2,6 % par an en valeur réelle à 1,1 % compte tenu des variations des termes de l'échange.

En dépit de la perte en matière de termes de l'échange, Sri Lanka s'est adaptée en accroissant l'investissement. Cependant, elle a été contrainte par la contraction des afflux de capitaux à réduire la consommation. Comme l'indique le tableau, si le volume de la production s'est élevé au cours des années 60, la consommation par habitant a accusé une baisse considérable. Ceci lui a permis de relever de plus de 60 % l'investissement par habitant en prix constants.

La hausse des investissements a contribué à renforcer la croissance du PIB au cours des années 70, en particulier par le développement des cultures vivrières, de certaines industries de remplacement des importations, du tourisme et, plus récemment, des exportations de produits manufacturés. Toutefois, la détérioration des termes de l'échange a une fois de

plus annulé l'augmentation du volume du PIB, mais dans une mesure moindre que pendant les années 60. La consommation par habitant a stagné mais l'investissement, financé cette fois-ci en grande partie par un fort accroissement des flux de capitaux, a progressé encore plus rapidement que pendant les années 60. Tout au long de la période d'après-guerre, Sri Lanka a particulièrement réussi à protéger les pauvres des pires effets de la réduction de la consommation et à améliorer, quoique lentement, la qualité de la vie mesurée par les différents indicateurs sociaux.

En 1980, Sri Lanka s'est retrouvée avec un volume du PIB par habitant supérieur

de près de 70 % à celui de 1960, un quadruplement de l'investissement réel par habitant et des afflux prodigieux (et de toute évidence impossibles à maintenir) de capitaux, et pourtant une consommation par habitant réduite. Sri Lanka représente un cas extrême, sinon unique, de pays victime de la détérioration des termes de l'échange qui peut affecter une économie spécialisée, exportatrice de matières premières. Le cas de ce pays prouve également qu'il est difficile de faire face à une détérioration continue des termes de l'échange malgré des succès considérables remportés dans la réduction de la consommation et l'accroissement de la production.

#### Sri Lanka

	1960	1970	1980
	<i>Indices en prix constants par habitant</i>		
	100	126	167
PIB			
Pertes sur les termes de l'échange, corrigées au moyen du revenu intérieur brut	100	100	125
Consommation	100	90	90
Investissement	100	163	407
	<i>Pourcentage du PIB en prix courants</i>		
Afflux nets de capitaux	4,2	3,1	22,0
Consommation	90,4	84,2	86,2
Epargne	9,6	15,8	13,8
Investissement	13,8	18,9	35,7

la hausse des investissements et l'accélération de la croissance, et contribuent aussi à amortir les chocs de la balance des paiements.

L'aide publique aux pays en développement a augmenté rapidement au cours des années 50, atteignant environ 0,4 % du PNB des pays industriels au début de la décennie suivante; sa progression a été plus lente depuis lors. L'aide des pays à planification centrale a été négligeable, mais les pays exportateurs de pétrole à re-

venu élevé ont apporté une contribution substantielle à partir du début des années 70. La qualité de l'aide s'est améliorée lentement mais régulièrement, car l'élément de subvention des flux totaux a augmenté et l'aide en nature a diminué.

Les flux de capitaux commerciaux destinés aux pays en développement représentent au maximum 4 à 5 % de l'épargne mondiale, généralement moins. Ils ont progressé régulièrement

(Tableau 3.5), surtout depuis l'apparition des excédents de l'OPEP. Il y a certes eu des erreurs de jugement aussi bien de la part des emprunteurs que des prêteurs (par exemple l'utilisation abusive des crédits-fournisseurs au cours des années 60 et les emprunts excessifs contractés par des pays tels que la Turquie et le Zaïre durant les années 70), mais au total, l'aide de sources privées est allée aux pays les mieux à même d'utiliser ce complément de l'épargne intérieure.

## Le rôle de la politique économique intérieure

Les structures économiques s'assouplissent à mesure que les pays accumulent des ressources. Les différences dans les schémas de développement des trente dernières années ont manifestement des raisons structurelles. Pourtant un examen de ces schémas montre de façon irréfutable que la mesure dans laquelle les pays ont pu participer à l'expansion économique internationale est en grande partie fonction de la politique qu'ils ont poursuivie.

Après la dépression et durant la Deuxième guerre mondiale la gestion économique a montré que l'on pouvait utiliser la politique officielle pour résoudre les problèmes économiques dans des systèmes essentiellement axés sur le marché. Peu à peu la formulation de la politique économique et les moyens de gestion administrative se sont sensiblement améliorés. L'importance de la politique commerciale a déjà été démontrée par ailleurs (voir, par exemple, le *Rapport sur le développement dans le monde 1981*). On relève ici deux éléments intérieurs qui jouent un rôle déter-

minant dans la croissance, à savoir l'investissement et la valorisation des ressources humaines.

La part du revenu national consacrée à l'investissement explique en partie la lenteur considérable de la croissance dans la plupart des pays à faible revenu et les taux de croissance beaucoup plus rapides de la Chine et des pays à revenu intermédiaire. Les pays à faible revenu autres que la Chine et l'Inde avaient un taux d'investissement moyen de l'ordre de 10 % du PNB en 1960 et de 18 % en 1980. La Chine a consacré 23 % de son PNB à l'investissement en 1960 et 31 % en 1980. Les taux correspondants pour ces deux années étaient de 21 et 26 % dans les pays à revenu intermédiaire.

Relever la part de l'investissement est un processus douloureux, notamment si cela suppose une augmentation rapide de l'épargne intérieure. En 1960, avec des niveaux de développement très différents, la Chine, la Roumanie, la Yougoslavie, les autres pays d'Europe de l'Est à économie planifiée et l'URSS avaient des taux d'épargne et d'investissement nettement supérieurs à ceux de la plu-

part des autres pays ayant un niveau de revenu comparable. Chacun d'entre eux a enregistré des taux de croissance relativement élevés à la fin des années 50 et au début des années 60, mais le fléchissement des taux d'investissement et une perte d'efficacité de l'investissement expliquent en grande partie la faiblesse de leur croissance au cours des années 70. A l'exception d'une aide alimentaire substantielle reçue au milieu des années 60, l'Inde a largement financé ses investissements au moyen de l'épargne intérieure : la part de l'investissement est passée lentement de 17 % en 1960 à 24 % en 1980. Bien que l'on ne puisse pas encore en être certain, ce progrès semble avoir favorisé l'accélération de la croissance à la fin des années 70, malgré l'impact négatif des chocs extérieurs.

Un bon nombre de pays dont les chiffres de croissance se sont améliorés ont relevé la part de l'investissement grâce à des apports massifs de capitaux. Le Pakistan, par exemple, contrairement à l'Inde, a été en mesure d'utiliser des financements extérieurs pour atteindre un taux d'investissement supérieur à 20 % au début des années 60. Peu après, il a traversé la seule période où son taux de croissance économique ait sensiblement excédé celui de l'Inde.

Depuis le début du siècle, une croissance soutenue est associée non seulement à l'investissement dans l'équipement mais également à l'acquis préalable dans le domaine de l'éducation, notamment l'instruction primaire généralisée. Les progrès de l'éducation de base tendent à réduire les taux de natalité et à renforcer la productivité, par exemple en rendant les producteurs plus sensibles aux signaux économiques. Dans toute économie, les hommes d'affaires, les agriculteurs, les

**Tableau 3.5 Composition des flux nets de capitaux à destination des pays en développement, 1960-62 et 1978-80**  
(pourcentage)

<i>Flux nets de capitaux</i>	<i>1960-62</i>	<i>1978-80</i>
Aide publique au développement	59	34
Autres flux à des conditions non libérales, surtout publics	7	13
Flux de capitaux privés à des conditions non libérales	34	53
Investissement direct	20	14
Crédits à l'exportation	7	13
Flux financiers	7	26
Total	100	100
<i>Pour mémoire</i>		
Montant total (en milliards de dollars)		
En prix courants	9	84
En prix de 1978	25	76

Source : OCDE.



ouvriers et les ménagères prennent chaque jour des décisions sur la manière de travailler et sur ce qu'il convient de consommer. Dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement, tout concourt à démontrer que l'éducation accélère l'adaptation aux événements nouveaux. Dans le secteur agricole des pays en développement, où l'expansion de la production et la croissance des exportations sont intimement liées à la généralisation de nouvelles techniques, l'éducation apporte une contribution non négligeable à la diffusion rapide de nouvelles variétés à haut rendement. Les études réalisées sur la productivité d'un certain nombre de cultures vivrières en Amérique latine, en Afrique et en Asie montrent clairement que lorsqu'on propose des techniques agricoles modernes, leur utilisation, et par conséquent les rendements obtenus, dépendent dans une large mesure de l'alphabétisation des agriculteurs.

S'il est impossible de prescrire les éléments qui conditionnent une croissance régulière, on sait néanmoins que des niveaux élevés d'investissement, répartis de façon efficace, sont nécessaires. Cela suppose une épargne intérieure substantielle ou des afflux de capitaux étrangers. Une politique de valorisation des ressources humaines de nature à réduire le taux d'accroissement naturel de la population est également vitale : des taux d'accroissement démographique élevés abaissent l'épargne, épongent les capitaux, amenuisent la proportion des terres et autres ressources disponibles par habitant et, par conséquent, font gonfler le volume des capitaux nécessaires à l'expansion de la production, notamment en agriculture. Les programmes sociaux ont réussi à réduire la fé-

condité dans nombre de pays à revenu intermédiaire et dans plusieurs pays à faible revenu, en particulier en Chine, au Sri Lanka et dans certaines régions de l'Inde. En revanche, les taux d'accroissement démographique de nombreux autres pays d'Asie du Sud, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et de la plupart des pays d'Afrique restent élevés malgré la forte mortalité. Il importe également d'adopter des mesures officielles stables, susceptibles d'être modulées suivant les circonstances. Cela exige une certaine cohésion politique et des services administratifs appropriés.

## Conclusions

Cet examen des tendances à long terme confirme l'existence d'un cercle vertueux dans les pays qui ont réussi. La croissance n'a rien d'automatique. Elle doit faire l'objet de soins attentifs, à plus forte raison lorsque le climat international est défavorable. L'investissement se poursuit sur de longues périodes si le rendement est élevé, ce qui encourage les épargnants nationaux et les bailleurs de fonds étrangers. Les pays qui peuvent produire, à des prix compétitifs sur les marchés inter-

### Encadré 3.5 Les exportations de produits manufacturés brésiliens

Depuis le milieu des années 60, l'économie brésilienne se développe à raison de 8,4 % par an. Les exportations représentent une proportion assez réduite du PIB, mais leur composition s'est modifiée de façon notable, les produits primaires (notamment le café) cédant la place aux biens manufacturés : dans l'ensemble, la proportion de ces biens dans les exportations s'est accrue régulièrement, passant de 8 à 49 % de 1965 à 1981. Cette tendance s'est accompagnée dans l'industrie manufacturière d'augmentations substantielles des niveaux de salaires réels, dont l'effet sur la compétitivité internationale des exportations brésiliennes a été compensé en partie par une politique énergique de promotion des exportations.

De 1965 à 1981, les exportations de produits manufacturés du Brésil ont progressé de 19,5 % par an. La croissance des exportations de biens d'équipement et de certains produits qui incorporent des techniques de pointe a été plus spectaculaire, même si l'on tient compte de la faiblesse de la base. La valeur courante en dollars des exportations de machines non électriques, par exemple, est passée de 17 millions de dollars en 1965 à 864 millions de dollars en 1979, celle du matériel de transport de 8 millions de dollars à 1.248 millions de dollars, et

celle du matériel scientifique et autres de zéro à 65 millions de dollars.

Les exportations d'avions offrent un exemple typique. Le premier avion brésilien a été construit en 1910 et un Brésilien, Santos-Dumont, a été l'un des pionniers de l'aviation. Toutefois, l'histoire de cette branche de l'industrie ne commence réellement qu'avec la création d'un ministère de l'aéronautique en 1940. D'autres organismes publics de recherche et de formation ont été mis en place par la suite. Dès le début, l'Etat s'est donc intéressé activement à ce secteur. La recherche de débouchés pour l'exportation a commencé, lors de la constitution en 1969, d'une société d'économie mixte, Embraer. L'Etat a fourni des capitaux et une équipe d'ingénieurs du centre de recherche aérospatiale qui avait conçu un prototype, le Bandeirante. Au cours de ses dix premières années, Embraer a produit 2.070 avions, essentiellement sous licence.

Le Bandeirante est un avion à turbo-propulseur de 12 à 18 places, qui était initialement destiné aux marchés des pays en développement. Mais par suite de la hausse des prix du pétrole, il a trouvé un créneau dans les pays industrialisés pour les petites lignes. En 1980, sur 250 avions fabriqués, 90 ont été exportés, dont 30 aux Etats-Unis.



nationaux, des biens d'exportation et de remplacement des importations, se procurent des devises et augmentent l'efficacité de l'investissement. La plupart des pays en développement à revenu intermédiaire possèdent à présent une marge de manoeuvre suffisante pour poursuivre leur croissance pendant le reste des années 80 à condition toutefois que le cadre international du commerce, des capitaux et des mouvements de main-d'oeuvre reste le même.

Pour de nombreux pays à faible revenu, les tendances à long terme sont moins rassurantes pour l'avenir. Ces pays ont obtenu des résultats remarquables sur le plan de la valorisation des ressources humaines pour leur faible niveau

de revenu; mais la pauvreté, qu'elle soit mesurée au moyen d'indicateurs économiques ou sociaux, reste la caractéristique dominante de leur économie. La lenteur de la croissance dans nombre de pays à faible revenu accroît l'inquiétude fondamentale causée par le creusement du fossé entre riches et pauvres. Seules la Chine et l'Inde, dont l'économie est relativement autosuffisante, possèdent les bases d'une croissance soutenue du revenu par habitant grâce à des taux d'investissement élevés. La majorité des pays à faible revenu restent toutefois extrêmement vulnérables aux pressions économiques internationales.

Il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés que rencontrent les

pays à revenu intermédiaire qui ont moins bien réussi, en particulier ceux qui sont encore tributaires des exportations de produits primaires, ni par les catégories de population pauvres des pays à revenu intermédiaire. Il est clair néanmoins qu'au cours des années à venir l'aide au développement devrait se concentrer sur les pays à faible revenu. Ce sont les populations de ces pays qui, en ce début de décennie, souffriraient le plus d'un échec de la croissance mais aussi qui, à condition de recevoir une aide suffisante pour soutenir l'application de mesures de politique rationnelles, pourraient à présent amorcer la transition sur la voie d'une expansion rapide des revenus.

## 4 Les perspectives pour les années 80

Le présent chapitre est une mise à jour de l'analyse des perspectives de l'économie mondiale pendant les années 80 qui avait été effectuée dans le Rapport de l'an dernier. Les événements de l'année écoulée, qui sont décrits au Chapitre 2 n'ont pas sensiblement modifié les prévisions à long terme, mais il est d'ores et déjà évident que les pays en développement auront plus de mal à atteindre le rythme de croissance associé à l'Hypothèse haute (Encadré 4.1 sur les divers scénarios de croissance). La croissance des pays industriels risque d'être ralentie, et l'aide et les envois de fonds des travailleurs pourraient augmenter plus lentement que prévu; les nouveaux emprunts coûteront plus cher, et ils viendront s'ajouter à la dette existante, dont le remboursement ne sera probablement pas facilité par l'inflation comme il l'avait été au cours des années 70. Les pays en développement ne réussiront peut-être pas aussi bien à développer leurs exportations et à pénétrer sur les marchés industriels. Pour les cours des produits de base autres que les combustibles, les perspectives sont particulièrement défavorables. Face à la crise de liquidité et à la difficulté d'emprunter à des taux aussi élevés, l'ajustement externe des pays en développement devra peut-être s'opérer au prix d'une croissance plus lente, surtout

pendant la première moitié des années 80.

### Les pays industriels

L'an dernier, les scénarios concernant la croissance annuelle de la production dans les pays industriels pendant les années 80 prévoyaient entre 2,8 et 3,6 % par an. Maintenant que le chômage touche 30 millions de personnes dans ces pays, de nombreux observateurs en viennent à douter que les politiques pratiquées permettent d'assurer conjointement la stabilité des prix, le plein emploi et une croissance satisfaisante de la production. Si les pays industriels n'obtiennent pas des résultats très proches de l'Hypothèse haute, il est douteux qu'ils puissent ramener le chômage à un niveau acceptable avant la fin de cette décennie. Dans l'Hypothèse haute, la croissance de la production serait de 4,3 % par an jusqu'en 1990 (contre 5,1 %, par exemple, entre 1960 et 1973). Ce taux pourrait être atteint, mais très difficilement. D'abord stimulée par la reprise cyclique, cette croissance devrait ensuite être étayée par de gros investissements dans les secteurs de la production et des services et dans les économies d'énergie. Un tel volume d'investissement est actuellement impossible dans maints pays de l'OCDE à cause du niveau élevé des taux d'intérêt réels.

Pour les pays industriels à économie planifiée, l'horizon s'est également assombri au cours de l'année écoulée à mesure que se révélait l'ampleur de leur crise structurelle. Leurs perspectives de croissance sont importantes pour les quelques pays en développement qui sont liés par les échanges et par l'aide à l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique. Les difficultés de la dette rencontrées par la Pologne ont eu sur les flux de capitaux internationaux des effets dissuasifs qui commencent à se faire sentir dans plusieurs pays, dont la Roumanie et la Hongrie.

Outre la relance économique dans les pays de l'OCDE, l'Hypothèse haute présuppose des efforts importants en vue de maintenir et d'élargir les courants commerciaux internationaux. Il y va tout particulièrement de l'intérêt des pays à revenu intermédiaire qui doivent assurer un lourd service de la dette. Mais il y va aussi de l'intérêt des pays à faible revenu. Il est à souhaiter, notamment, que le volume et le prix des exportations énergétiques augmentent graduellement, car l'expérience a montré que des variations désordonnées engendraient l'inflation et d'amples fluctuations dans les balances commerciales et des paiements, et qu'en outre elles cassaient la croissance. L'expansion du commerce, par ailleurs, encourage les mouvements de capitaux et vice versa.

Les pays à faible revenu sont particulièrement gênés par la pénurie de devises; l'accroissement des flux d'aide et d'autres capitaux sont une composante essentielle de l'Hypothèse haute pour ces pays.

Malheureusement, à l'heure actuelle, on ne discerne que partiellement l'existence de ces éléments de l'Hypothèse haute. La faiblesse des prix pétroliers comporte à la fois du bon et du mauvais pour les pays en développement. Pour les pays exportateurs de pétrole, qui regroupent un cinquième de la population des pays en développe-

ment, elle implique souvent une réduction des dépenses de développement prévues, comme au Nigéria. Pour les importateurs de pétrole, elle représente une pause salutaire dans la montée des dépenses d'importation, mais la faiblesse ou le caractère incertain des prix empêche l'ajustement à la hausse à long terme des prix de l'énergie de se faire dans de bonnes conditions. De plus, les pays qui bénéficient d'une aide libérale et d'autres flux de capitaux émanant des pays producteurs de pétrole, pâtissent de la contraction des excédents de ces derniers. En dépit de la faiblesse des prix pé-

troliers, nombre de pays industriels n'ont pas encore opéré les ajustements voulus, c'est-à-dire rééquilibré l'investissement et l'épargne à un niveau suffisamment élevé pour soutenir une croissance rapide. Si les pressions politiques font échec aux efforts d'ajustement, la croissance globale risque d'être faible pendant le restant de la décennie.

### Les interactions économiques internationales

L'économie mondiale devient de moins en moins tributaire d'un foyer unique de croissance et il

## Encadré 4.1 Scénarios de croissance

Les projections de croissance, sous la forme de plusieurs scénarios possibles, sont utiles pour illustrer les résultats qu'on peut obtenir à partir de diverses combinaisons de décisions et d'événements. La Banque mondiale utilise un modèle global pour formuler des projections intrinsèquement cohérentes des taux de croissance des pays en développement. Ce modèle tient compte de l'évolution probable des flux commerciaux et financiers mondiaux qui maintiennent l'équilibre interne et externe entre toutes les régions du tiers monde.

Dans l'Hypothèse haute, l'économie des pays industriels réussira à s'adapter aux problèmes que posent actuellement la lenteur de la croissance et un taux élevé d'inflation. Après la récession en cours, une reprise rapide sera suivie d'une croissance soutenue de plus de 4 % par an pendant le restant de la décennie. On suppose, dans l'Hypothèse haute, que les pays en développement profiteront de l'expansion du commerce avec les pays développés, non seulement pour les biens manufacturés mais aussi pour les produits primaires. Un accroissement de

l'aide et des exportations contribuera à atténuer les problèmes des pays les moins développés. Les exportateurs de pétrole seront en mesure d'emprunter pour maintenir le niveau élevé d'importations qui leur a permis de se développer rapidement. Ce type de conjoncture internationale permettra aux pays en développement de croître au moins au même rythme qu'entre 1970 et 1980.

L'ensemble de suppositions défavorables qui sous-tend l'Hypothèse basse aboutirait en 1990 à un monde très différent. Le ralentissement de la croissance des pays industriels réduirait la demande de produits primaires exportés par les pays en développement, ce qui empêcherait leur prix et leur volume d'augmenter. Les pays industriels pourraient avoir tendance à renforcer leurs barrières commerciales, surtout contre les biens manufacturés, dans l'espoir pourtant vain, de contenir la montée du chômage. Les problèmes d'ajustement seraient alors exportés dans les pays en développement, ce qui limiterait la croissance des importations non pétrolières de ces pays; le remboursement des prêts décaissés pendant ces dix dernières années empêcherait un grand nombre d'emprunteurs d'obtenir un nouvel accroissement important des transferts financiers nets, ce qui freinerait les taux de croissance.

### Hypothèses haute et basse

	<i>Hypothèse basse</i>	<i>Hypothèse haute</i>
	<i>Taux réels moyens de croissance annuelle, 1980-90</i>	
PIB des pays industriels <sup>a</sup>	2,8	3,6
Exportations des pays industriels	3,8	5,5
Importations des pays industriels	3,0	4,8
	<i>Scénarios pour 1990</i>	
	<i>Pessimiste</i>	<i>Optimiste</i>
Demande de capitaux		
Barrières commerciales	<i>Optimiste</i>	<i>Pessimiste</i>
Aide publique au développement en % du PNB (pays du CAD)	0,33	0,37

a. Compte tenu des taux estimatifs de croissance pour 1980-82 (Tableau 2.1), le taux de croissance de 1983 à 1990 serait de 4,3 % par an dans l'Hypothèse haute et de 3,3% par an dans l'Hypothèse basse.

est de plus en plus simpliste de penser qu'elle est influencée exclusivement par ce qui se passe dans les pays avancés. Le commerce Sud-Sud (y compris avec les exportateurs de pétrole à revenu élevé) représente plus de 7 % des échanges mondiaux et plus d'un quart des exportations du Sud, en dépit des restrictions commerciales. Il existe également de multiples pôles de développement où le commerce avec les pays voisins est important; ainsi, les plans de développement des pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient ont une incidence sur les exportations turques et les pays riverains du Pacifique ont des relations entre eux ainsi qu'avec le Japon.

Néanmoins, les mesures prises par les pays industriels influent à bien des égards sur les perspectives d'évolution des pays en développement. L'action menée simultanément par ces pays en 1972-73 a contribué par la suite à la surchauffe de l'économie mondiale, au boom des produits primaires, puis aux majorations des prix pétroliers et à la récession. Leur taux général de croissance et leur ouverture aux importations infléchissent considérablement le volume et les prix des exportations des pays en développement. Les politiques budgétaires et monétaires et l'équilibre qui en résulte entre l'épargne et l'investissement, non seulement dans ces pays mais chez les exportateurs de pétrole à revenu élevé, jouent sur le coût et le volume du crédit consenti aux pays en développement. Dans certains pays, une forte croissance et un chômage limité tendent en outre à faciliter les flux d'aide, alors qu'une faible croissance a l'effet inverse. Les perspectives dans chacun de ces domaines sont étudiées ci-après.

### Commerce international

La récession qui sévit dans les pays industriels restreint actuellement la demande d'importations en provenance des pays en développement, et les prix relatifs des produits primaires ne se redresseront sans doute que lentement. Par ailleurs, des pressions croissantes s'exercent dans les pays développés en faveur d'une protection contre les produits manufacturés importés (Encadré 4.2), mais sans grand succès jusqu'à présent. Cependant, si l'Hypothèse haute se réalise et si la croissance est soutenue à partir de 1983, la capacité de production sera mieux utilisée et les tendances protectionnistes s'atténueront avant que de nouvelles barrières commerciales ne soient érigées.

Les taux moyens annuels de croissance des exportations des pays en développement qu'on obtient avec les Hypothèses haute et basse sont indiqués au Tableau 4.1. Pour que l'ajustement s'accompagne d'une croissance ininterrompue, il est capital que les pays en développement atteignent les taux de croissance des exportations contenus dans l'Hypothèse haute. Rien ne risque davantage de compromettre l'élan de croissance vigoureux des trente dernières années qu'une renaissance du protectionnisme. Les importations des exportateurs de pétrole à revenu élevé et les envois de fonds des travailleurs immigrés dans ces pays devraient

également progresser à un rythme plus lent que depuis 1973. Dans les années à venir, on prévoit dans l'ensemble une croissance relativement lente du commerce mondial et une légère remontée du prix des produits de base, dont le niveau s'est effondré.

### Prix du pétrole

Après avoir augmenté jusqu'au milieu de 1981, le prix réel du pétrole a baissé un moment, comme il l'avait fait de 1975 à 1978, mais cette baisse n'aura probablement pas d'influence sur la tendance à la hausse des prix à long terme. En effet, cette tendance est déterminée par les conditions de l'offre et de la demande, qui n'ont pratiquement pas changé au cours de l'année écoulée. Comme on pouvait s'y attendre, certaines découvertes pétrolières ont fait augmenter un peu les réserves, mais il y a eu moins d'investissements dans les énergies de substitution. La mise en valeur du gaz aussi s'est ralentie. L'exploration du pétrole et du gaz et la mise en exploitation de nouveaux gisements sont des activités à forte intensité de capital à rentabilité différée, qui sont souvent freinées lorsque les taux d'intérêt sont élevés. Le remplacement du pétrole par la houille a pour le moment perdu de son attrait et, de même, l'extraction de combustible des sables et des schistes bitumineux a été pratiquement abandonnée en raison de la hausse des coûts d'investissement. Les

**Tableau 4.1 Croissance des exportations des pays en développement, 1970-90**

(pourcentage moyen de variation annuelle)

	1970-79	1980-90	
		Hypothèse basse	Hypothèse haute
Total des exportations	5,2	3,5	6,8
Exportations de biens manufacturés	14,0	4,7	11,4

## Encadré 4.2 Le danger protectionniste est-il réel?

Les efforts que déploient un peu partout les groupes d'intérêt pour obtenir une protection contre les importations sont souvent à la une des journaux. Le boeuf, le sucre, le tabac, la confection, le textile, la chaussure, l'électronique, l'automobile et l'acier sont des cas typiques. Les pays industriels ayant réduit les tarifs douaniers à leur plus simple expression pour la plupart des produits, la protection a pris essentiellement la forme de barrières non tarifaires : contingents, restrictions soi-disant volontaires, accords d'autolimitation des ventes, ententes de maintien des prix, application renforcée des lois antidumping, droits compensateurs et clauses de sauvegarde, subventions aux crédits-fournisseurs et, plus récemment, mesures d'incitation directe à la production locale, telles que les subventions à une branche de l'industrie (notamment les chantiers navals) ou à une entreprise confrontée à la concurrence étrangère. A la différence des tarifs douaniers, ces formes nouvelles de protection sont pour la plupart bilatérales, c'est-à-dire qu'elles limitent les importations en provenance d'un seul pays. Elles ne relèvent généralement pas de la réglementation du GATT et ne requièrent pour entrer en vigueur qu'une décision administrative, et non législative.

Il n'est pas possible de calculer directement le degré de protection offert par ces mesures non tarifaires, qui prennent de plus en plus d'importance, de sorte qu'il est beaucoup plus difficile que pour les tarifs douaniers d'évaluer à quel point elles restreignent les échanges. On constate, par exemple, qu'aux Etats-Unis les importations n'ont pas monté en flèche à l'expiration de l'accord de restriction

sur la chaussure en 1980, pas plus qu'elles n'avaient diminué lorsque cet accord était entré en vigueur en 1978. Dans les cinq mois qui ont suivi la conclusion d'un accord semblable concernant l'automobile entre les Etats-Unis et le Japon, les exportations d'automobiles japonaises aux Etats-Unis n'ont progressé que de 0,2 % par rapport à l'année précédente, mais le prix moyen par véhicule avait augmenté de près de 25 %. Par conséquent, on peut supposer qu'en l'absence de contingent le consommateur se serait vu offrir un plus grand nombre d'automobiles moins chères. Il est indéniable que les contingents limitent les importations d'automobiles japonaises en France et celles de textile et de chaussure en Norvège et au Canada. L'impact des arrangements de type cartel qui existent au sein de la CEE pour le commerce de l'acier est plus difficile à évaluer.

Certains observateurs pensent que les pressions en faveur du protectionnisme ne déboucheront probablement pas sur de nouvelles lois, ce qui augure bien de l'avenir. Ils notent qu'il existe encore des contingents qui ne sont pas atteints, même dans l'Arrangement multifibres, et que la plupart des nouveaux mécanismes de protection sont sélectifs et ne sont pas encore institutionnalisés. Lorsqu'elles entreront en vigueur, les réductions négociées lors du Tokyo Round compenseront certaines de ces restrictions administratives et il est probable qu'à l'occasion des prochaines négociations du GATT, on abordera la question d'un grand nombre de ces nouveaux mécanismes de protection. La reprise économique devrait par ailleurs réduire la demande de protection.

D'aucuns, moins optimistes, avancent qu'aucune analyse systématique de l'évolution du commerce mondial depuis le milieu des années 70 ne permet de conclure que la protection n'a pas augmenté sensiblement. Pire, les menaces de restriction risquent fort d'avoir découragé les exportations. Les restrictions officielles qui existent aujourd'hui (par exemple, sur le textile et l'acier) n'étaient hier que des mesures provisoires. Ce caractère flou des mesures actuelles peut en fait aider ultérieurement les groupes d'intérêt des pays importateurs à s'opposer à un abaissement des barrières commerciales. En outre, la reprise économique prochaine ne réduira peut-être pas immédiatement les pressions protectionnistes car il faudra du temps pour résorber le chômage et réutiliser à plein la capacité industrielle. Il est donc fort possible que de nouvelles restrictions continuent d'être adoptées.

Bien que les politiques de repli ne soient pas justifiées, puisqu'elles sacrifient les avantages immenses qui peuvent être retirés du commerce, il y a tout lieu de craindre une montée du protectionnisme. D'après le Directeur général du GATT, il serait peut-être temps que les partisans du libre-échange reconnaissent qu'un soutien passif ne suffit plus si l'on veut sauvegarder le système existant. Bien entendu, la sauvegarde du système n'est qu'un objectif minimal. Il faut encourager activement et vigoureusement les politiques qui, au cours des trente dernières années, ont abouti aux tendances à l'ouverture, tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

relèvements de prix qui ont eu lieu de 1973 à 1981 ont suscité presque partout d'importantes économies d'énergie, mais le ralentissement des investissements dans les pays industriels a différé les transformations fondamentales, par exemple dans la conception des bâtiments et du matériel. Vu les technologies disponibles, le stock de capital pour-

rait dans l'ensemble utiliser beaucoup moins d'énergie, et l'efficacité en souffre.

Une augmentation générale du prix du pétrole d'environ 2 % par an, en valeur réelle, entre 1982 et 1995 semble fort probable (Tableau 4.2), bien qu'il soit impossible d'en prédire la courbe. Les taux de croissance des pays industriels, qui sont les plus gros

consommateurs, exerceront la plus grande influence sur les prix, de même que les niveaux de production qui, en Iran et en Iraq, sont actuellement réduits à cause de la guerre. En l'absence de bouleversements, l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une hausse réelle nulle jusqu'aux alentours de 1985, et d'une hausse de 2,5 à 3 % par la suite, à con-

**Tableau 4.2 Prix moyens du pétrole de l'OPEP, 1970-95**

Année	Dollars de 1981 le baril
1970	4,1
1974	19,9
1978	15,3
1979	19,8
1980	29,4
1981	34,3
1982	32,0
1985	32,0
1990	37,0
1995	41,0

Note : Pour 1970 le prix indiqué est celui du léger d'Arabie saoudite, f.o.b. Ras Tanura; pour les années suivantes on a pris le prix moyen f.o.b. pondéré des exportations de pétrole des pays de l'OPEP.

dition que la production progresse à peu près au même rythme que la demande. Il faudra attendre jusqu'aux environs de 1995 pour que le prix atteigne 41 dollars le baril (aux prix de 1981). Ce chiffre est légèrement inférieur aux prévisions de l'an dernier. Cette évolution permettrait d'atteindre un taux de croissance plus élevé. Par contre, si à cause de contraintes du côté de l'offre le prix du pétrole augmente de plus de 3 %

par an au cours des années 80 ou monte en flèche en une année donnée, la croissance en souffrirait. Qu'ils soient importateurs ou exportateurs de pétrole, les pays ont un rôle important à jouer pour éviter les fluctuations de prix qui ont eu des effets si préjudiciables à leur économie nationale et à l'économie mondiale.

### Les flux de capitaux commerciaux

La conjoncture internationale influe de deux façons sur les flux de capitaux commerciaux à destination des pays en développement. Premièrement, les taux d'intérêt (déterminés essentiellement par les pays industrialisés à économie de marché mais modifiés par la "marge" que paie chaque emprunteur) influent sur le volume de la dette qu'il est judicieux pour un pays de contracter. En valeur réelle, ces taux sont actuellement très élevés (le taux interbancaire sur le marché de Londres a atteint en moyenne 16,5 % en 1981 et les taux réels des prêts

commerciaux en dollars semblent largement dépasser 7 %); par ailleurs, les taux nominaux continuent d'être largement plus élevés que la plupart des prévisions d'inflation. Bien que l'on s'attende à une baisse des taux d'inflation et d'intérêt à mesure que les politiques monétaires commenceront à aboutir, il est probable que les taux d'intérêt réels resteront bien au-delà des 2 % enregistrés entre 1960 et 1970 et qu'ils dépasseront de loin les taux négatifs de la majeure partie des années 70. Deuxièmement, la mesure dans laquelle les pays en développement pourront assurer le service de leur dette future dépendra du dynamisme de leurs exportations. Par conséquent, pour ces deux raisons, si les difficultés qui règnent aujourd'hui persistent tout au long des années 80 (c'est-à-dire si l'Hypothèse basse se réalise), les emprunts des pays en développement auprès des institutions financières n'augmenteront pratiquement pas en termes réels (Tableau 4.3). Les emprunts nets

**Tableau 4.3 Flux financiers nets, ensemble des pays en développement, 1970-90**

(en milliards de dollars courants)

					Projections, 1990		Taux annuels de croissance		
	1970	1980	1981	1982	Hypothèse basse	Hypothèse haute	1970-80	1980-90 Hypothèse basse	1980-90 Hypothèse haute
Financement net									
Transferts publics	1,2	12,1	12,8	13,6	28,3	32,7	26,0	8,9	10,5
Investissement privé direct	2,5	11,8	15,3	15,8	19,4	24,4	16,8	5,1	7,5
Prêts à moyen et long termes, décaissements nets	9,1	57,3	71,4	81,0	99,2	151,1	20,2	5,6	10,2
Publics	4,1	20,4	23,4	25,0	44,0	54,9	17,4	8,0	10,4
Privés	5,0	36,9	48,0	56,0	55,2	96,7	22,1	4,1	10,1
Total <sup>a</sup>	12,8	81,2	99,5	110,4	146,9	208,2	20,3	6,1	9,9
Total (prix de 1980)	32,7	81,2	99,5	102,5	82,1	116,3	9,5	0,1	3,7
Pour mémoire :									
Exportations nettes (biens et services)	-8,5	-59,1	-88,7	-75,8	-61,3	-110,0	-21,4	-0,4	-6,4
Balance des transactions courantes <sup>b</sup>	-10,9	-75,0	-117,3	-109,2	-124,5	-182,7	-21,3	-5,2	-9,3
Aide publique nette au développement <sup>c</sup>	4,1	22,8	23,6	25,8	53,6	65,7	18,7	8,9	11,2
Dette décaissée et non remboursée	63,7	445,2	516,6	597,6	1.287,0	1.450,0	21,5	11,2	12,5

Note : La Chine ne figure pas dans les pays en développement.

a. Non compris les capitaux à court terme et les variations des réserves.

b. Non compris les transferts publics.

c. APD nette, à savoir décaissements nets de prêts publics à des conditions libérales plus transferts publics.

à moyen et à long terme atteindront alors en moyenne 90 milliards de dollars par an environ jusqu'à la fin de la décennie.

Si les pays industriels connaissent une reprise rapide, les emprunts des pays en développement augmenteront, financés par l'expansion de leurs recettes d'exportation; sur une base annuelle, leurs emprunts nets atteindront alors en moyenne au moins 115 milliards de dollars pendant la décennie. La relance dans les pays industriels non seulement élargirait le marché des exportations de biens manufacturés mais en outre améliorerait celui des produits agricoles et des minéraux. Les pays en pleine croissance dont les exportations se développent rapidement auront peut-être plus facilement accès aux marchés des capitaux qu'il n'est prévu dans l'Hypothèse haute pour l'ensemble de la catégorie. Les pays à faible revenu, qui reçoivent 2,2 % du total des flux privés, ne verront sans doute guère d'amélioration dans ce domaine.

L'investissement privé direct sera peut-être également source de dynamisme. Après être resté stationnaire de 1974 à 1977, l'investissement privé direct dans les pays en développement a augmenté de plus de 20 % par an en valeur nominale. Certains pays qui, autrefois, ne cherchaient pas à attirer d'investissements privés ont maintenant changé de politique pour bénéficier des avantages qu'ils peuvent offrir sur le plan des techniques et de la gestion. Ce changement d'orientation augmentera probablement quelque peu le volume total des afflux de capitaux, en particulier dans les pays en pleine expansion.

Au cours des années 80, une quarantaine de pays continueront de faire presque exclusivement appel à l'aide publique au déve-

loppement (APD) pour compléter les ressources intérieures qu'ils consacrent au développement matériel et humain. C'est le cas en particulier de l'Afrique au sud du Sahara. Si l'aide est suffisamment importante et si elle s'accompagne d'une amélioration des politiques intérieures, les années 80 pourraient marquer un tournant décisif dans le développement de certains pays. Cinquante autres pays devraient pouvoir réduire leur dépendance à l'égard de l'APD, à condition de remplacer cette aide par des flux commerciaux de manière assez graduelle pour pouvoir rester solvables et faire face aux obligations du service de la dette. L'aide publique pourrait jouer un rôle clé dans cette transition, car elle est assortie d'échéances relativement longues.

Si la reprise des pays industriels tarde encore, on suppose que les flux réels d'aide augmenteront encore plus lentement que le PNB, ce qui réduira à environ 0,33 % la part que représente l'aide publique au développement dans le PNB des pays membres du CAD. La part du financement privé dans le volume total des flux de capitaux augmenterait alors de façon prononcée. Dans l'Hypothèse haute, on a postulé une croissance de l'aide légèrement supérieure, ce qui maintiendrait à environ 0,37 % le rapport de l'APD au PNB. Si l'évolution enregistrée ces trois dernières années se poursuit, ce rapport pourrait être atteint (Encadré 4.3). L'aide publique de l'OPEP, en particulier celle des pays à revenu élevé, a atteint une proportion de leur PIB bien plus forte que celle de l'OCDE, grâce à l'existence d'excédents de balance des paiements. En dépit du tassement attendu de ces excédents, on a supposé, faute de renseignements sur les intentions des gou-

vernements, que l'aide des exportateurs de pétrole à revenu élevé resterait inchangée par rapport à leur PNB.

### **Les perspectives des pays en développement**

La performance des pays en développement au cours des années 80 sera fonction en partie de l'évolution de la conjoncture internationale, décrite plus haut, et en partie des mesures de politique qu'eux-mêmes prendront. Comme nous l'avons souligné au Chapitre 2, les trajectoires de croissance des très grands pays en développement et des pays industriels et en voie d'industrialisation dépendront dans une large mesure de leurs propres politiques, c'est-à-dire des options qu'ils auront prises. Les petits pays à faible revenu n'ont pas autant de latitude et la conjoncture économique mondiale revêt pour eux la plus haute importance. Dans l'immédiat, le développement des pays les plus pauvres et progressant le moins vite de l'Afrique au sud du Sahara sera fortement déterminé par les tendances de l'aide et des échanges internationaux, mais, à plus longue échéance, les politiques internes joueront un rôle essentiel.

#### *Pays à revenu intermédiaire*

Le Tableau 4.4 illustre une gamme de résultats compatibles avec les hypothèses ci-dessus. Même si les économies industrielles continuent de tourner au ralenti, il est probable que les pays en développement à revenu intermédiaire enregistreront un taux de croissance par habitant d'au moins 2 % pendant les années 80. Bien que légèrement supérieur à celui de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, ce taux implique que le revenu moyen par habitant des pays à revenu inter-



### Encadré 4.3 Perspectives de l'APD émanant des membres du CAD

Au cours de ces dix dernières années, l'aide publique au développement a augmenté de 4 % par an en valeur réelle, soit deux fois plus vite que pendant les années 60. Cette expansion tient dans une large mesure à l'aide accrue des pays exportateurs de pétrole, mais l'apport des pays industriels a également augmenté plus vite que leur PNB.

De 1977 à 1981, l'APD totale a progressé de 4,4 % par an en valeur réelle. Si ce rythme de croissance devait se maintenir, on pourrait répondre en partie aux besoins anticipés dans l'Hypothèse haute. Toujours depuis 1977, l'APD totale a augmenté plus vite que les flux de capitaux commerciaux reçus par les pays bénéficiaires de l'aide publique — c'est-à-dire qu'il y a eu renversement de la tendance enregistrée entre 1973 et 1976, en raison principalement de la croissance rapide de l'APD multilatérale, et notamment des décaissements du Fonds fiduciaire du FMI. En 1980, les décaissements d'APD multilatérale ont représenté 23 % du total, contre 13 % en 1970. Ils ont cependant diminué en 1981, en même temps que les ressources du Fonds fiduciaire s'épuisaient.

Les perspectives d'augmentation des ressources des institutions multilatérales de développement sont incertaines, mais il semble probable que l'APD multila-

#### Projections de l'APD, 1985

Pays du CAD	En millions de dollars courants	% du PNB
Allemagne, Rép. féd. d'	5.750	0,47
Australie	1.180	0,53
Autriche	350	0,30
Belgique	900	0,57
Canada	1.870	0,49
Danemark	800	0,75
Etats-Unis	8.030	0,20
Finlande	300	0,50
France	6.670	0,68
Italie	2.030	0,35
Japon	6.420	0,36
Norvège	950	1,00
Nouvelle-Zélande	90	0,27
Pays-Bas	2.340	1,00
Royaume-Uni	2.490	0,34
Suède	1.710	0,95
Suisse	540	0,35
Total CAD	42.410	0,37

*Note :* Le tableau fait appel aux mêmes notions que le Tableau 16 des Indicateurs du développement dans le monde. Il est fondé sur les projections de la Banque mondiale concernant l'aide publique, le PNB et les taux de change pertinents; on ne possède pas de projections officielles pour tous les pays. Les chiffres portent sur l'aide publique au développement telle qu'elle est définie par le CAD.

térale progressera au même rythme que les ressources globales et que sa part dans l'APD totale n'augmentera plus. Quant

à l'APD bilatérale, les perspectives sont plus nuancées. Tous les pays membres du CAD (à l'exception des Etats-Unis et de la Suisse) se sont engagés à atteindre l'objectif de 0,7 % du PNB fixé pour l'aide multilatérale et bilatérale. Certains ont même accepté de le faire d'ici à 1990. Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont atteint cet objectif il y a déjà plusieurs années et comptent encore augmenter le volume de leur aide dans les années à venir. L'Italie (Encadré 2.1) et la France prévoient également une expansion sensible de leur aide, et on s'attend à des augmentations plus modestes au Canada, en Allemagne et au Japon. Pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis, on envisage une diminution marginale de l'aide réelle dans un proche avenir. La contribution des Etats-Unis, qui représente moins d'un cinquième du total des pays du CAD, est en baisse. En valeur réelle, les flux d'aide des pays du CAD (non compris les Etats-Unis) devraient augmenter de 4 % par an jusqu'en 1990. Les apports d'APD prévus dans l'Hypothèse haute dépendront en particulier d'un effort résolu de la part des Etats-Unis, pour renverser cette tendance à la baisse, et d'une croissance plus rapide de la production dans les pays industriels.

médiaire n'augmentera que de 25 % environ en dix ans. En comparaison des résultats antérieurs, du potentiel de croissance, des besoins et des espérances, ce taux est nettement insuffisant. Si la croissance est inférieure aux projections, les problèmes de chômage s'intensifieront, amenant des souffrances et exacerbant des tensions sociales et politiques qui compliqueraient encore la gestion économique.

Au sein du groupe à revenu intermédiaire, il est évident que la façon dont les choses se passeront en réalité dans chaque pays différera selon la composition et la répartition géographique de ses

**Tableau 4.4 Croissance du PIB des pays en développement, 1960-90**

(pourcentage moyen de variation annuelle)

Catégories de pays	1960-70	1970-80	PIB, 1980-90		PNB par habitant 1980-90	
			Hyp. haute	Hyp. basse	Hyp. haute	Hyp. basse
Tous pays en développement <sup>a</sup>	5,9	5,1	5,7	4,5	3,3	2,2
Importateurs de pétrole	5,7	5,1	5,4	4,1	3,1	1,8
Faible revenu	4,2	3,0	4,1	3,0	1,8	0,7
Afrique au sud du Sahara	4,0	2,4	3,0	1,9	0,1	-1,0
Asie	4,3	3,2	4,4	3,2	2,1	1,0
Revenu intermédiaire	6,2	5,6	5,6	4,3	3,4	2,1
Asie de l'Est et Pacifique	7,9	8,2	8,1	6,4	6,0	4,3
Amérique latine et Caraïbes	5,3	6,0	5,6	4,6	3,2	2,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,1	4,9	4,1	3,2	0,9	0,0
Europe méridionale	7,0	4,6	4,6	3,0	3,3	1,7
Afrique au sud du Sahara	4,1	3,5	3,1	2,8	0,3	0,0
Exportateurs de pétrole	6,5	5,2	6,5	5,4	4,0	2,9

a. Chine non comprise.



échanges, les ressources dont il est doté et la politique qu'il appliquera. Les gros exportateurs de produits manufacturés continueront de croître le plus rapidement car ils ont acquis les moyens de s'adapter à l'évolution structurelle des marchés mondiaux. Plusieurs pays, dont la production et les exportations manufacturières sont encore modestes mais augmentent rapidement, se développeront probablement plus vite que ceux qui sont encore étroitement tributaires des exportations de produits primaires autres que les combustibles. La détérioration de leurs termes d'échange et la croissance lente du volume de leurs exportations limiteraient les importations et la capacité d'emprunt.

#### *Pays à faible revenu*

Les pays à faible revenu, considérés en tant que groupe, maintiendront également une partie de la vitesse de croissance acquise au cours des années 80, même si les conditions économiques mondiales restent aussi défavorables qu'à l'heure actuelle. La Chine a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne pour un pays à faible revenu, et l'amélioration récemment enregistrée par l'Inde dans le domaine de l'épargne et de l'investissement, de même que dans celui de la productivité agricole, devrait assurer une progression ininterrompue des revenus par habitant pendant les années 80. Cependant, dans la plupart des autres pays à faible revenu, le revenu moyen par habitant augmentera probablement de façon négligeable, surtout dans l'Hypothèse basse, encore que certains pays, comme le Pakistan, puissent faire mieux que l'ensemble du groupe.

Même pour la Chine, la pers-

pective d'une croissance lente au cours des années 80 présente de graves difficultés. Pour améliorer son efficacité globale, il est indispensable qu'elle importe davantage de biens d'équipement de pointe; par ailleurs, elle devra être capable de nourrir suffisamment sa population croissante pour que les importations alimentaires n'absorbent pas les gains tirés de ses nouvelles activités d'exportation. Des emplois productifs doivent être créés pour tous ceux (beaucoup plus de 100 millions) qui viendront s'ajouter à la population active au cours de la décennie. La productivité marginale du travail étant déjà faible dans l'agriculture, il n'est pas possible d'employer beaucoup plus de main-d'oeuvre de façon productive dans ce secteur. Pourtant, étant donné les efforts faits par la Chine pour moderniser les techniques de production manufacturière, il est probable qu'à court terme les nouveaux investissements dans ce secteur créeront moins d'emplois qu'auparavant.

L'Inde est également confrontée à de graves problèmes, bien que les tendances de la production agricole permettent d'espérer l'autosuffisance en céréales vivrières et une réduction progressive de la malnutrition. Si elles sont menées à bien, les réformes récentes devraient aboutir à une utilisation plus efficace de la capacité dans la production manufacturière, l'électricité et les transports. Néanmoins, si l'on considère que dans certains Etats de l'Inde où vit un tiers environ de la population, le revenu par habitant n'a pratiquement pas augmenté depuis vingt ans, il n'y a pas lieu d'être optimiste quant au sort des plus pauvres si la reprise économique mondiale tarde à se produire.

Les perspectives des pays d'Afrique au sud du Sahara restent

sombres et, pour nombre d'entre eux, la situation est plus désespérée encore qu'il y a un an. Dans tous les pays à faible revenu, un investissement soutenu dans les ressources humaines, les institutions de développement et l'infrastructure est essentiel, comme on l'a vu au Chapitre 3, pour assurer une croissance durable de la production par habitant. Il serait recommandé pour cela d'affecter une proportion plus forte de l'aide libérale bilatérale aux pays à faible revenu.

Dans les conditions plus favorables de l'Hypothèse haute, les petits pays à faible revenu eux-mêmes connaîtraient une certaine croissance; les autres, y compris la Chine et l'Inde, enregistreraient une croissance substantielle du revenu, grâce à laquelle la création d'emplois productifs suivrait d'un peu moins loin l'accroissement de la population active. Les pays à revenu intermédiaire dont l'expansion est la plus rapide se rapprocheraient des niveaux de revenu de l'Europe occidentale après la guerre et seraient bien placés pour rattraper les pays industriels au début du siècle prochain.

#### *Pays exportateurs de pétrole*

Pour les pays en développement exportateurs de pétrole, les perspectives sont à peu près les mêmes dans les deux scénarios, c'est-à-dire une expansion rapide des activités de production qui ne reposent pas sur le pétrole et, dans l'Hypothèse haute, des marchés plus favorables pour les exportations non pétrolières et des possibilités d'emprunt accrues. Réduire la place prépondérante des exportations pétrolières n'est pas chose facile, mais ces pays ont suffisamment de ressources internes et de possibilités d'emprunt pour opérer une telle transition.

Il se peut également que plusieurs membres de ce groupe soient capables d'améliorer leurs résultats plus vite qu'on ne peut le prévoir maintenant.

Cette dernière remarque vaut d'ailleurs pour toutes les catégories de pays. L'ensemble des paramètres qui constituent les

- Hypothèses haute et basse ne donne ni des prévisions d'avenir, ni les limites du possible. Cependant, les probabilités de réalisa-

tion de l'Hypothèse haute semblent moins fortes cette année qu'elles ne l'étaient l'an dernier. Néanmoins, si les pays les moins performants obtenaient des résultats moyens, ou si les pays "moyens" se hissaient au niveau des meilleurs, on pourrait dépasser largement les taux de croissance de l'Hypothèse haute elle-même. Néanmoins, si c'est l'Hypothèse basse qui se réalise, il est certain que les perspectives mon-

diales de prospérité croissante associées à des courants efficaces d'échange, de capitaux et de main-d'oeuvre, seraient assombries. Pour les pays en développement, notamment les plus pauvres, il faudrait s'attendre, au-delà d'une lente croissance, à une augmentation considérable de la pauvreté, du chômage et de la souffrance humaine.

## Deuxième partie L'agriculture et le développement économique

Au cours des trente dernières années, des efforts considérables ont été faits pour transformer la vie et les moyens d'existence de dizaines de millions de gens dans les régions en développement. Pourtant, l'agriculture y demeure la principale source d'emploi et de revenu pour près des deux tiers de la population — où sont concentrés la grande majorité des pauvres du monde.

La deuxième partie du Rapport traite des politiques et des programmes à adopter pour soutenir et, dans de nombreux cas, accélérer le développement agricole et renforcer le rôle de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté. Au cours des années 70, en même temps que la communauté internationale se préoccupait davantage des problèmes de la pauvreté, la Révolution verte en Asie et ailleurs apportait de nombreuses fois la preuve qu'il était possible d'obtenir un accroissement rapide de la production et de la productivité agricoles. Aussi a-t-on vu surgir divers programmes de développement agricole, visant pour une bonne part à résoudre les problèmes du petit exploitant, et qui ont bénéficié d'une assistance financière et technique sensiblement accrue. Le Rapport est fondé sur les données d'expérience qui ne cessent de s'accumuler grâce à ces programmes et sur les conclusions qu'on peut commencer à en tirer.

Les leçons qui se dégagent d'expériences plus lointaines sont également utiles. Le rôle de l'agriculture dans le développement est un sujet débattu depuis des centaines d'années, mais que l'on étudie le passé ou le présent, la

conclusion est toujours la même. En Europe, au Japon et aux États-Unis, par exemple, il est indubitable qu'une agriculture dynamique a accompagné l'industrialisation et la croissance, quand elle n'en a pas été un facteur déterminant. Comme on le verra dans le chapitre suivant, cela est toujours vrai dans les pays en développement d'aujourd'hui.

Nous pouvons tirer de l'histoire d'autres enseignements applicables aux problèmes actuels. Le principal instigateur de la croissance du secteur agricole dans les pays maintenant industriels a été l'agriculteur lui-même, qui a déclenché une série d'innovations permettant de réaliser des économies; c'est aussi lui qui a financé et apporté les améliorations foncières voulues pour pouvoir exploiter les nouvelles techniques. Il est prouvé que dans maints pays en développement les agriculteurs se comportent aujourd'hui exactement de la même façon. Mais, aujourd'hui comme hier, il est essentiel qu'ils aient la possibilité d'améliorer leurs terres et l'espoir d'accroître leur revenu.

Il existe toutefois deux différences fondamentales par rapport au passé. Tout d'abord, jamais encore l'accroissement de la population n'avait été aussi rapide et jamais encore il n'avait été nécessaire d'accroître la production alimentaire dans de telles proportions. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, la croissance agricole dans les pays alors en développement a été très inférieure à ce qu'elle est dans les pays du tiers monde depuis trente ans. Ensuite, les agriculteurs ont maintenant accès à une science agronomique qui

leur permet bien davantage d'innover et qui peut plus que jamais catalyser la croissance de la productivité. Cette constatation est beaucoup plus vraie, toutefois, pour certains groupes d'exploitants que pour d'autres.

Ces derniers temps, le développement agricole a été extrêmement divers selon les pays, voire à l'intérieur d'un même pays. De nombreux systèmes d'exploitation encore traditionnels pour une large part, qui convenaient lorsque la densité de population était faible, se trouvent dépassés et compromis par l'accroissement démographique. Les dommages spectaculaires causés à l'environnement par les cultivateurs à bout de ressources, qui font reculer les forêts tropicales, remontent le long des collines et envahissent les zones de savanes semi-arides et sujettes à la sécheresse, sont un exemple des méfaits de la pression démographique. Ainsi, la prospérité croissante des uns est en contraste avec l'aggravation de la pauvreté chez d'autres, moins heureux.

Faire que l'agriculture gagne la course entre l'accroissement de la population et l'augmentation de la production alimentaire reste pour de nombreux pays à faible revenu un défi redoutable, de même qu'atténuer la pauvreté dans ces sociétés en grande partie rurales. Le progrès technique et une politique rationnelle permettent seuls d'apporter des changements bénéfiques à l'économie et à ceux qui vivent de l'agriculture — secteur qu'ils quitteront au bout du compte.

## 5 Le développement agricole et la croissance économique

L'agriculture s'est transformée en trente ans. La production s'est accrue près de deux fois plus vite qu'au cours des périodes précédentes, stimulée à la fois par l'augmentation considérable de la capacité de production alimentaire des pays en développement, et par l'évolution de la situation dans les pays développés. Mais surtout, des progrès techniques sans précédent ont été accomplis dans le secteur agricole partout dans le monde.

Cette réussite remarquable, dont on sous-estime parfois l'importance, ne peut faire oublier le problème alimentaire mondial. Dans les pays en développement, des centaines de millions de gens n'ont encore pas assez à manger. L'accroissement de la population, dont les effets sont souvent aggravés par une répartition extrêmement inégale des revenus, a annulé une grande partie des avantages par habitant que représentait l'augmentation de la production alimentaire, et considérablement freiné la hausse de ses revenus.

Ce paradoxe — la pauvreté au milieu de l'abondance — empêche depuis longtemps le grand public de comprendre le rôle que l'agriculture joue dans le développement économique. Il a fait naître à la fois un sentiment d'impuissance à l'égard des mal nourris et de confiance aveugle dans la technique. Tantôt on s'est exagérément préoccupé des crises alimentaires, tantôt on considère l'agriculture comme un fait acquis, lorsqu'on ne la néglige pas.

Ces réactions extrêmes ne sont ni rationnelles ni utiles. Il est de fait que l'agriculture se heurte à

des problèmes spécifiques, dont deux sont particulièrement frappants. Le premier, d'ordre biologique, est l'étroite dépendance à l'égard du milieu naturel : le niveau de la production fluctue de façon imprévisible d'une campagne à l'autre, et la croissance varie considérablement entre les régions en fonction des ressources naturelles disponibles et de la mesure dans laquelle ce potentiel est exploité. Le deuxième est d'ordre économique — il a trait aux ajustements radicaux que le processus de développement agricole impose aux agriculteurs. La production peut continuer d'augmenter, mais la part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi décroît invariablement au fur et à mesure que l'économie se développe et s'industrialise. D'ailleurs, à des stades plus avancés du développement, on note une diminution de la population active travaillant dans l'agriculture, qui finit par ne représenter qu'une fraction minime du total.

A presque tous égards toutefois, l'agriculture n'est pas unique. Les agriculteurs, comme les autres travailleurs, sont sensibles aux mesures d'encouragement. Pour leurs achats alimentaires, comme pour les autres, les consommateurs tiennent compte des prix relatifs et du revenu dont ils disposent. Le succès ou l'échec de l'agriculture est donc largement subordonné à des facteurs qui influencent toute activité économique. Si ce secteur se laisse distancer, c'est en raison de l' inadéquation des investissements, du manque d'incitations et de politiques inadaptées, aussi bien que de problèmes techniques, clima-

tiques et pédologiques.

Le présent chapitre décrit certains éléments clés de l'expansion et de la transformation de l'agriculture mondiale. Il examine les cas où il y a croissance et ceux où il n'y a pas croissance et analyse les problèmes que la croissance a suscités ou qu'elle n'a pas permis de résoudre. En particulier, il souligne les aspects suivants :

- C'est dans les pays à faible revenu, où vit la grande majorité des pauvres qui, pour la plupart, travaillent la terre que les progrès ont été les plus lents.

- Il existe une relation étroite entre l'agriculture et le développement de l'économie en général. Rares sont les pays qui sont parvenus à un rythme de croissance soutenu sans avoir auparavant — ou parallèlement — développé leur agriculture.

- Au fur et à mesure que l'économie progresse, le rôle de l'agriculture s'estompe. Dominante à l'origine, elle ne représente plus en fin de compte qu'une petite fraction de la production, de l'emploi, et du revenu nets. L'aptitude à s'adapter au rôle évolutif de l'agriculture détermine non seulement le rythme et la structure du développement dans son ensemble, mais également la gravité des problèmes auxquels la population rurale se heurte au cours du processus.

- L'environnement économique international — commerce, technologie, possibilité de se procurer des capitaux aux conditions du marché et aide au développement — a profondément modifié la situation de l'agriculture mondiale. Nombre de ces chan-

gements ont été positifs, mais quelques graves problèmes subsistent; en particulier, les pays développés ont adopté des politiques de protection agricole qui limitent l'accès des producteurs des pays en développement à leurs marchés et qui, en réalité, leur coûtent très cher ainsi qu'à leurs consommateurs.

### L'évolution récente des schémas de croissance

Si le taux de croissance de la production agricole a été deux fois plus rapide au cours des trente dernières années que pendant la période précédente, il n'en a pas moins ralenti. En effet, la production mondiale a augmenté de

3,1 % par an au cours des années 50, de 2,6 % au cours des années 60, et de 2,2 % au cours des années 70. En gros, les taux de croissance ont diminué dans les pays industriels à économie planifiée, alors qu'ils sont restés rapides dans les pays en développement et les pays industriels à économie de marché (Tableau 5.1 et Fi-

**Tableau 5.1 Taux de croissance de la production agricole et alimentaire, par région (à l'exclusion de la Chine) 1960-80**

Régions et catégories de pays	Production agricole				Production alimentaire			
	Total		Par habitant		Total		Par habitant	
	1960-70	1970-80	1960-70	1970-80	1960-70	1970-80	1960-70	1970-80
Pays en développement	2,8	2,7	0,3	0,3	2,9	2,8	0,4	0,4
Faible revenu	2,5	2,1	0,2	-0,4	2,6	2,2	0,2	-0,3
Revenu intermédiaire	2,9	3,1	0,4	0,7	3,2	3,3	0,7	0,9
Afrique	2,7	1,3	0,2	-1,4	2,6	1,6	0,1	-1,1
Moyen-Orient	2,5	2,7	0,0	0,0	2,6	2,9	0,1	0,2
Amérique latine	2,9	3,0	0,1	0,6	3,6	3,3	0,1	0,6
Asie du Sud-Est	2,9	3,8	0,3	1,4	2,8	3,8	0,3	1,4
Asie du Sud	2,5	2,2	0,1	0,0	2,6	2,2	0,1	0,0
Europe méridionale	3,1	3,5	1,8	1,9	3,2	3,5	1,8	1,9
Pays industriels à économie de marché	2,1	2,0	1,1	1,2	2,3	2,0	1,3	1,1
Pays industriels à économie planifiée	3,2	1,7	2,2	0,9	3,2	1,7	2,2	0,9
Total mondial	2,6	2,2	0,7	0,4	2,7	2,3	0,8	0,5

Source : FAO.

Note : Les chiffres de production sont pondérés par les prix unitaires mondiaux à l'exportation. Les taux de croissance pour chaque décennie sont basés sur le milieu des moyennes quinquennales; 1970 est la moyenne pour 1969-71.

**Figure 5.1 Production agricole et alimentaire, par grande région du monde et par catégorie de pays, 1963-70 et 1970-78**

Taux de croissance (pourcentage)

5

Production agricole  
● Production alimentaire

4

3

2

1

1963-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78	63-70	70-78
Afrique		Moyen-Orient		Amérique latine		Asie du Sud-Est		Asie du Sud		Europe méridionale		Pays industriels à économie de marché		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays industriels à économie planifiée	

Note : Chine non comprise.

Source : FAO.

gure 5.1 pour l'évolution de la situation pendant les années 60 et 70).

Dans les pays industriels à économie de marché, la croissance agricole a été stimulée par l'augmentation de la demande de produits de valeur comme la viande, les volailles, les produits laitiers, les fruits et les légumes.

- La production de céréales a progressé rapidement, en particulier en Amérique du Nord et en Australie. En effet, avec l'évolution des méthodes d'élevage, la demande de céréales fourragères a considérablement augmenté. A l'heure actuelle, les céréales destinées à l'alimentation des animaux représentent 70 % de leur consommation céréalière. A eux deux, l'élevage et la production de céréales fourragères entrent pour plus de 65 % du produit brut (Encadré 5.1 et Chapitre 6).

La croissance économique rapide a incité la population à quitter l'agriculture. Dans la plupart des pays développés, la part de la population active employée par secteur n'est plus que le tiers de ce qu'elle était en 1960. Elle n'atteignait en moyenne que 6 % du total dans les pays développés à économie de marché en 1980. Par suite de l'adoption massive de techniques permettant d'économiser la main-d'oeuvre, la productivité du travail (produit par travailleur) s'est souvent accrue plus vite dans l'agriculture qu'ailleurs. L'utilisation de facteurs tels que les engrais et les machines augmente très rapidement, au point qu'ils représentent maintenant près de la moitié de la valeur du produit brut. La valeur ajoutée par le secteur agricole a donc progressé plus lentement que le produit brut — moins de 1 % par an au cours des années 70 dans de nombreux pays.

Dans les pays industriels à économie planifiée de l'Europe de

### Encadré 5.1 Nourrir l'homme ou l'animal?

"Le mouton affame l'homme", tel est le slogan lancé au XVII<sup>e</sup> siècle par les paysans anglais dépossédés lorsque l'Etat décida d'enclorre les terres collectives pour en faire des pâturages privés. Aujourd'hui, les animaux consomment chaque année environ 600 millions de tonnes de céréales — qui pourraient nourrir 2,5 milliards d'hommes, soit plus de deux fois le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté. Qui plus est, pendant leur conversion en viande, les céréales perdent de 75 à 90 % de leurs calories et de 65 à 90 % de leurs protéines. La théorie selon laquelle donner du grain à un boeuf, à un porc ou à un poulet équivalait à retirer le pain de la bouche des affamés a des partisans convaincus.

Le problème n'est toutefois pas aussi simple qu'il paraît. C'est surtout dans les pays développés que les céréales sont utilisées comme aliment du bétail. La part des animaux dans la consommation totale de céréales y est en effet supérieure aux deux tiers. Cette utilisation des céréales s'explique par le fait que les consommateurs des pays développés jouissent d'un revenu élevé. Si on ne donnait pas les céréales aux animaux, la production tomberait considérablement.

Il faudrait un transfert massif du pouvoir d'achat des pays riches aux pays pauvres pour que les humains récupèrent la part donnée aux animaux. Même si cette hypothèse peu probable se con-

crétisait, les conséquences à long terme sont difficiles à prévoir. Ceux qui ont faim sont pour la plupart des agriculteurs, ou tout au moins des ruraux vivant dans les régions où les céréales de base sont en fait cultivées. Il serait difficile, sinon impossible, d'apporter de grosses quantités de céréales dans ces régions sans réduire les revenus et la production, là où précisément l'amélioration des revenus est le plus nécessaire. L'aide alimentaire directe a un rôle important à jouer mais il faut savoir la doser avec d'autres formes d'assistance qui stimulent la production alimentaire et les revenus.

Avec les progrès du développement, l'interaction entre éleveurs et céréaliculteurs contribue de plus en plus à soutenir la croissance agricole. L'accélération de la demande d'aliments pour animaux explique en partie l'augmentation spectaculaire des rendements des cultures céréalières dans les pays industriels — où ils ont atteint près de 3,5 tonnes à l'hectare. Dans les années 30, le rendement — de l'ordre de 1,1 tonne à l'hectare — était presque le même dans les pays développés et dans les pays en développement. Les pays à revenu intermédiaire en pleine expansion marchent déjà sur les traces du monde développé : environ 25 % des céréales consommées sont utilisées pour l'alimentation des animaux.

l'Est et en URSS, la production a augmenté rapidement au cours des années 50 et 60 du fait du défrichement de nouvelles terres et de l'utilisation accrue d'engrais et de machines. Entre 1970 et 1980, néanmoins, la croissance agricole s'est considérablement ralentie dans les deux plus grands pays, à savoir l'URSS (où elle a atteint en moyenne 1,9 % par an) et la Pologne (1,3 % par an). Ce ralentissement s'est produit à une époque où la demande de viande et d'autres productions animales augmentait rapidement. Malgré un important gonflement des importations de céréales fourra-

gères, l'agriculture a été lente à s'adapter à cette évolution de la demande. Cet échec tient en partie à des facteurs historiques — l'agriculture soviétique a gravement souffert de la guerre et a été négligée pendant les trente-cinq années qui ont suivi la Révolution de 1917 — et en partie aux difficultés soulevées par l'hypercentralisation.

La production agricole des pays en développement pris dans leur ensemble n'avait jamais progressé à un rythme aussi rapide : près de 3 % par an aussi bien pendant les années 60 que pendant les années 70 (voir Ta-

bleau 5.1). Mais le taux d'accroissement de la population a également atteint des sommets. Aussi l'augmentation de la production agricole et alimentaire par habitant a-t-elle à peine été modeste (0,3 et 0,4 % par an).

Comme à l'ordinaire, ces agrégats masquent des différences considérables. En particulier, la croissance de la production agricole s'est accélérée en Asie du Sud-Est; alors qu'elle était proche de la moyenne pour l'ensemble des pays en développement (0,3 % par habitant et par an) au cours des années 60, elle a atteint 1,4 % par an pendant les années 70. Dans les pays d'Amérique latine, elle a également progressé, passant de 0,1 % à 0,6 % par an.

En revanche, le taux de croissance annuelle s'est ralenti en Afrique (tombant de 2,7 % au cours des années 60 à 1,3 % au cours des années 70) — le taux d'accroissement de la population s'accélérait quant à lui. La production par habitant a donc augmenté de 0,2 % par an au cours des années 60, pour diminuer de 1,4 % par an pendant la décennie suivante. Ce ralentissement tient en partie au fait que la production de cultures non vivrières (boissons et fibres tropicales) a fléchi, mais l'accroissement de la production alimentaire par habitant, modeste au cours des années 60, est aussi devenu négatif (-1,1 %) au cours des années 70.

En Asie du Sud, le rapport entre l'accroissement de la population et la croissance agricole est resté pratiquement inchangé au cours des deux décennies. Bien que la production ait augmenté de 2,5 % et de 2,2 % en moyenne pendant ces périodes, la production par habitant n'a progressé que de 0,1 % et de 0 % respectivement. Ces résultats — décevants puisque l'Asie du Sud a été l'un des principaux bénéficiaires de la Ré-

volution verte et des investissements massifs réalisés dans l'irrigation et les engrais — sont un rappel salutaire des conséquences de taux d'accroissement démographique rapides.

Bien entendu, ces taux de croissance n'ont pas été uniformes à l'intérieur des régions, ni même à l'intérieur des pays. En Inde, par exemple, certaines régions n'ont pas la chance d'avoir des sols fertiles, des systèmes efficaces de lutte contre les inondations, ou des réseaux d'irrigation et de drainage, qui ont permis à d'autres d'accroître de façon spectaculaire leur production agricole grâce aux nouvelles techniques agronomiques. Au cours des années 60, la croissance agricole a dépassé 5 % par an dans un tiers des 281 districts du pays, mais dans un cinquième d'entre eux la production a diminué et dans un autre cinquième, elle a progressé de moins de 1 % par an.

Ces différences dans le rythme de la croissance agricole sont chose commune dans la plupart des pays, qu'ils soient développés ou en développement. Dans chaque pays de la CEE, par exemple, le revenu agricole a augmenté dans certaines régions et diminué dans d'autres pendant la période 1960-80. Ces disparités sont généralement accentuées dans les premiers stades du développement, car l'influence des conditions naturelles est proportionnellement plus forte, les technologies ont des effets variables, et les pouvoirs publics sont assez peu en mesure d'appuyer le développement agricole dans les régions les moins favorisées. Aux Etats-Unis, où les exploitants reçoivent l'appui à la fois des autorités d'Etat et du gouvernement fédéral, la production agricole a progressé dans tous les Etats entre 1930 et 1970; on a cependant observé des différences considérables dans les taux

de croissance, puisque ceux-ci ont varié entre 1,7 et 6 %.

La croissance lente ou négative de la production agricole par habitant en Asie du Sud et en Afrique appelle une action vigoureuse de la part des responsables nationaux et de la communauté internationale tout entière. En Asie du Sud, les progrès sans précédent réalisés au cours des vingt dernières années en matière de sélection végétale, d'utilisation des engrais et d'investissements dans l'irrigation ont permis d'assurer l'égalité entre l'accroissement de la population et celui de la production agricole. En Afrique, où il n'y a pas eu de progrès techniques comparables, on est en train de perdre la bataille. Il faut donc accélérer le rythme de l'innovation biologique, créer le climat politique et fournir les ressources complémentaires sans lesquels les nouvelles techniques ne permettront pas d'accroître la production ni les revenus, tout en freinant l'accroissement rapide de la population.

### **Le rôle de l'agriculture dans le développement**

La croissance économique s'accompagne invariablement d'une baisse de la part de l'agriculture dans la production, le revenu et l'emploi. Lorsqu'un pays atteint un stade avancé de développement, on note une diminution absolue de la population active travaillant dans l'agriculture. Deux forces qui, combinées, provoquent les profondes transformations structurelles apparaissant à la Figure 5.2, sont au coeur du processus de développement. Premièrement, le rythme de la croissance agricole est déterminé par l'accroissement de la demande, qui, dans la quasi-totalité des pays, porte à 90 % sur les den-

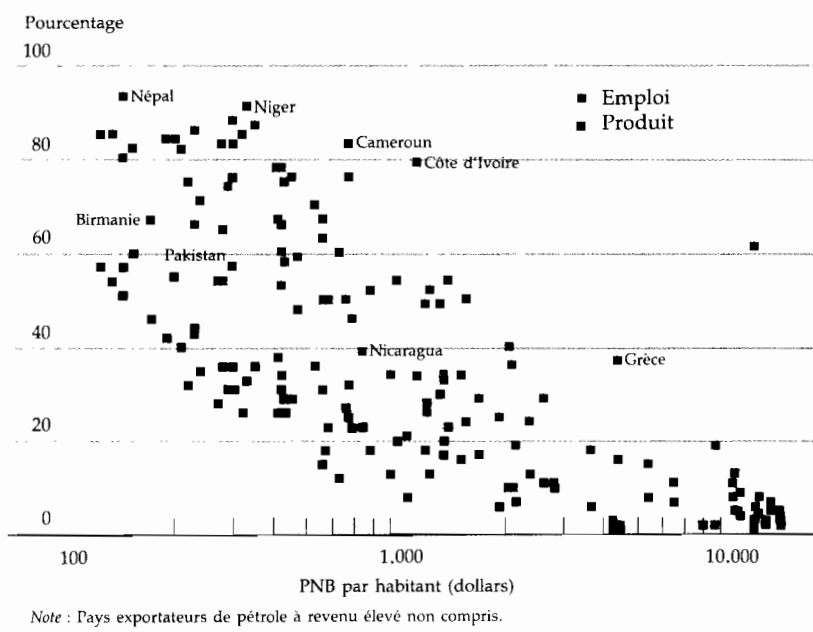


rées alimentaires (Chapitre 6). Or, l'accroissement de la demande est lui-même limité par le fait que la proportion des dépenses alimentaires des ménages diminue à mesure que le revenu augmente. En Inde par exemple, où le revenu par habitant est de 240 dollars, les ménages consacrent de 60 à 70 % de leur budget aux achats alimentaires; en revanche, dans un pays comme le Canada, où le revenu par habitant est de 10.000 dollars, ils leur consacrent moins de 20 % de leur budget mais ils ont une plus grande variété et une meilleure qualité.

Cette tendance, connue sous le nom de Loi d'Engel, se manifeste dans toute économie en expansion. Les limites imposées à la croissance de l'agriculture par celle de la demande intérieure peuvent toutefois être relevées si l'augmentation du revenu est répartie largement dans l'économie, et si les pays exportent leur production excédentaire. (Mais cette option a elle aussi des limites, car la Loi d'Engel s'exerce aussi bien à l'échelle mondiale que nationale.)

S'agissant des cultures non vivrières, la concurrence des produits industriels augmente à mesure que les investissements et le progrès technique font baisser le prix des biens et services industriels par rapport à celui des matières premières agricoles. On peut citer en exemple l'utilisation de fibres synthétiques à la place des fibres naturelles (coton, laine, jute) dans l'habillement, le remplacement du bois par le pétrole ou le charbon, et l'abandon du bois d'œuvre pour l'acier et le ciment en construction. La substitution est toutefois rarement totale, aussi la demande de produits naturels continue-t-elle généralement d'augmenter. Pour en tirer parti, les producteurs doivent concentrer leurs efforts sur la commer-

**Figure 5.2 Part des pays dans l'emploi et le produit agricoles selon le revenu, 1980**



cialisation et l'efficacité de la production.

Le développement supprime les contacts entre agriculteurs et consommateurs. Lorsque l'agriculture de subsistance fait place à l'agriculture de rapport, la commercialisation, les transports, la transformation et le conditionnement se spécialisent progressivement. Dans les pays industrialisés, la valeur ajoutée et l'emploi dans ces secteurs sont beaucoup plus importants que ceux de l'agriculture elle-même; la valeur à la production des denrées alimentaires n'est maintenant plus que le tiers du prix payé par les consommateurs.

La deuxième force à l'origine des changements structurels intervenus dans l'agriculture est l'augmentation de la productivité, rendue possible par les innovations techniques et le gonflement des investissements publics et privés. L'emploi augmente et se diversifie par suite de la diminution relative de la population active agri-

cole. Aux premiers stades du développement, presque tout le monde travaille dans l'agriculture. La plupart des activités regroupées plus tard dans les secteurs "secondaire" et "tertiaire" sont intégrées sinon à l'agriculture, du moins au milieu rural — confection, ameublement et fabrication d'outils; bâtiment, transports, transformation et commercialisation; éducation, médecine, activités sociales et culturelles. Avec le développement, ces activités se différencient et se séparent de l'agriculture, et il ne demeure plus dans les campagnes que la fonction de production agricole proprement dite. Si certaines activités non agricoles continuent d'être exercées dans les zones rurales, l'industrie et les services modernes offrent de nouvelles possibilités, qualitativement différentes qui, pour une bonne part, demandent des compétences et une éducation assez poussées. Bien que ce processus soit l'un des avantages les plus



souhaitables de la croissance, il ne va pas sans poser de nombreuses difficultés sur le plan humain (Chapitre 7).

Pour que les revenus et la production augmentent, il est indispensable que la main-d'oeuvre quitte l'agriculture (où le capital par travailleur et la productivité moyenne sont relativement faibles) pour s'embaucher dans l'industrie et les services (où le capital par travailleur et la productivité moyenne sont relativement élevés). Les différences de revenu entre le secteur non agricole et le secteur agricole témoignent que la productivité moyenne du travail est plus élevée dans le premier. Un peu partout dans le monde, les revenus sont plus faibles dans l'agriculture que dans tout autre secteur, comme l'indique le fait que la part de ce secteur dans la production est toujours plus faible que sa part dans l'emploi (Figure 5.2). Ces différences de revenu encouragent la population à abandonner l'agriculture pour des activités non agricoles, et les campagnes pour les centres urbains. Les parts de l'agriculture dans la production et l'emploi ne deviennent à peu près égales qu'à un stade relativement avancé de développement.

Le changement peut être très rapide : en 1950, au Japon et dans les régions les moins développées d'Europe, la part de la population active agricole dans l'emploi total était encore de 40 à 50 %. A l'heure actuelle, les pays développés ne dépendent plus autant de l'agriculture : la part de ce secteur dans la production et l'emploi n'est plus que de 4 % et 6 % respectivement dans les pays industriels à économie de marché, et de 15 % et 17 % respectivement dans les pays à économie planifiée. Dans les pays à faible revenu en revanche, les chiffres correspondants sont de 30 à 50 %, et de 70 % en

moyenne, et dans les pays à revenu intermédiaire eux-mêmes, 10 à 20 % et plus de 40 % respectivement.

Si l'agriculture continue d'occuper une place importante dans les pays en développement, c'est que sa croissance conditionne celle de l'économie dans son ensemble. Dans les pays où la part de l'agriculture dans le PIB dépassait 20 % en 1970, la croissance agricole a dépassé 3 % par an pendant les années 70 dans 17 des 23 pays où la croissance du PIB était supérieure à 5 % par an (Tableau 5.2). Au cours de la même période, dans 11 des 17 pays où le PIB a progressé de moins de 3 % par an, la croissance agricole n'a atteint que 1 % ou moins. L'écart entre la croissance de l'agriculture et celle du PIB a été inférieur à deux points de pourcentage dans 11 des 15 pays où cette dernière a été modérée. Il y a eu des exceptions bien sûr, mais elles confirment la règle : une croissance rapide du PIB en dépit d'une agriculture languissante a caractérisé certaines économies reposant sur la production de pétrole ou de minéraux, comme l'Algérie, l'Equateur, le Maroc et le Nigéria (Encadré 5.2).

Le parallélisme qui existe entre la croissance de l'agriculture et celle du PIB permet de penser que les facteurs influant sur les résultats agricoles sont peut-être liés à la politique sociale et économique nationale. Dans de nombreux pays à faible revenu où l'agriculture domine, qui dit efficacité de la politique, des institutions et des programmes d'investissement agricoles dit aussi efficacité de la gestion globale de l'économie. Il n'y a rien de surprenant à cela car la croissance en agriculture et dans le reste de l'économie est liée à bien des égards. L'expansion de l'agriculture suscitée par les progrès de la technique et le com-

merce crée une forte demande pour la production des autres secteurs, notamment les engrais, les transports, les services commerciaux et la construction. En même temps, les foyers d'agriculteurs constituent souvent le marché essentiel de toute une gamme de biens de consommation qui tiennent une grande place aux premiers stades du développement industriel : textile, confection, alimentation, kérosène et huiles végétales, récipients d'aluminium, postes de radio, bicyclettes et matériaux de construction pour la modernisation des habitations. Dans la plupart des pays à revenu intermédiaire, la politique agricole a presque autant d'importance. Ces dernières années, la productivité agricole a augmenté deux fois plus vite au Cameroun et au Libéria que dans les pays voisins, la Guinée et le Ghana, et quatre fois plus vite en Tunisie et en Colombie qu'au Maroc et au Pérou, groupes de pays qui ont pourtant des ressources et une histoire analogues.

### **Les politiques de développement agricole**

Le processus de transformation est bien avancé dans de nombreux pays à revenu intermédiaire, où la part de l'agriculture dans la production et l'emploi est déjà tombée à un faible niveau et où l'on commence à noter une diminution absolue de la population active agricole. Dans ces circonstances, la mécanisation et d'autres techniques permettant d'économiser la main-d'oeuvre (comme l'utilisation d'herbicides) contribuent dans une large mesure à soutenir la croissance agricole. Il faut prévoir des activités de formation pour aider la population — en particulier, celle des régions attardées — à s'orienter vers les secteurs secondaire et tertiaire. Dans certains des pays les

**Tableau 5.2 Croissance de l'agriculture et du PIB dans les années 70**

Croissance de l'agriculture	Croissance du PIB			
	Plus de 5 %		3-5 %	Moins de 3 %
Plus de 3 %	Cameroun Chine* Colombie Corée, Rép. de Côte d'Ivoire Guatemala Indonésie Kenya Malaisie	Malawi* Paraguay Philippines République arabe du Yémen République dominicaine Thaïlande Tunisie Turquie	Birmanie* Bolivie Mali* Somalie* Tanzanie*	Libéria Nicaragua Sénégal
1-3 %	Costa Rica Egypte Equateur Lesotho		Bangladesh El Salvador Haïti* Haute-Volta* Honduras Inde* Pakistan* République centrafricaine* Soudan* Sri Lanka*	Burundi* Sierra Leone* Zaire*
Moins de 1 %	Maroc Nigéria		Togo*	Angola* Congo, Rép. du Ethiopie* Ghana Madagascar* Mauritanie* Mozambique* Népal* Niger* Ouganda* Tchad*

\*Pays à faible revenu.

Source : Indicateurs du développement dans le monde.

plus avancés de cette catégorie, la production agricole commercialisée augmente de façon spectaculaire, souvent plusieurs fois plus vite que l'agriculture dans son ensemble. Il faut investir massivement dans les routes, les chemins de fer, les ports et autres maillons de la chaîne de commercialisation, et prévoir des méthodes d'action et des arrangements institutionnels visant à garantir l'efficacité des transports, de la transformation et du stockage. Il faut également veiller à ce que les exploitants disposent le moment venu de produits industriels (par exemple d'engrais chimiques) variés et à bon marché. Enfin, les agriculteurs et les commerçants

ont davantage recours à des arrangements financiers efficaces (et de plus en plus complexes) pour se procurer du crédit en vue d'effectuer des investissements et de se constituer un fonds de roulement (Chapitre 6). Dans les pays à revenu intermédiaire, le problème de la pauvreté rurale s'atténue et devient donc plus facile à traiter. Dans les collectivités rurales relativement aisées, les emplois non agricoles prennent de plus en plus d'importance et, pour de nombreux habitants, l'agriculture elle-même devient une occupation à temps partiel. Dans les régions où des problèmes persistent, les autorités donnent la priorité aux investissements dans

la santé, la nutrition et l'infrastructure rurales.

Si dans les pays à revenu intermédiaire la production agricole s'est accrue de 3,1 % par an au cours des années 70, dans les pays à faible revenu, elle n'a augmenté que de 2,1 %. Ainsi la production par habitant a progressé de 0,7 % par an dans les premiers, alors que, dans les seconds, elle a en réalité diminué de 0,4 % par suite des résultats quelconques obtenus par les économies africaines.

Le défi du développement agricole est de toute évidence beaucoup plus difficile à relever dans les pays qui en sont à un stade peu avancé de développement, l'économie elle-même étant es-

## Encadré 5.2 Pétrole et agriculture : le cas du Nigéria

Les exportations de pétrole — environ 2 millions de barils par jour en 1980 — sont maintenant la principale source de devises du Nigéria. Mais le pétrole n'a certainement pas eu que des effets positifs sur l'agriculture.

Au début des années 60, ce secteur était florissant. Les petits exploitants, qui représentaient plus de 70 % de la population active du pays, avaient accru leur production de denrées alimentaires et de cultures de rapport et les exportations agricoles, qu'ils assuraient à 90 %, étaient en plein essor. Le Nigéria était le premier exportateur d'arachides, d'huile d'arachide, de palmistes et d'huile de palme et le deuxième exportateur de cacao (après le Ghana). L'agriculture a contribué au développement de nombreuses industries manufacturières et services locaux et fournissait la plus grande partie des devises nécessaires à la construction des routes et autres éléments d'infrastructure.

Le boom pétrolier du milieu des années 60 a brisé son élan et les trois années de guerre civile de 1967 à 1970 ont continué de la désorganiser. Le secteur ne s'est pas encore remis. Entre 1960 et 1980, la croissance agricole a été presque nulle, bien que l'économie dans son ensemble ait progressé de 4,8 % par an. Pendant les années 70, le volume des importations agricoles a quadruplé alors que les exportations ont diminué de moitié. Et à la fin de cette période, le Nigéria était devenu un importateur net de produits agricoles.

Les revenus pétroliers ont nui à l'agriculture pour les raisons suivantes :

- Par suite d'une importante réévaluation du *naira* et de l'accélération du taux d'inflation, les exportations sont devenues de moins en moins rentables, et les denrées alimentaires importées de plus en plus compétitives par rapport aux

produits locaux. Avec la hausse de leurs revenus, les citoyens ont modifié leurs habitudes alimentaires et se sont mis à consommer des denrées importées.

- Les villes, qui ont connu un essor prodigieux, ont attiré un grand nombre de jeunes Nigériens. Du fait de l'accroissement rapide de la population active totale, il est possible que le nombre des ouvriers agricoles n'ait pas diminué, mais son taux d'accroissement a été très lent et la proportion des travailleurs âgés a fortement augmenté.

- L'action vigoureuse de l'Etat qui cherchait à soutenir l'agriculture par des investissements et de nouveaux programmes de développement a été sérieusement entravée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et expérimentée, que d'autres secteurs plus actifs avaient absorbée en grande partie.

Le pétrole peut bien sûr jouer un rôle très important dans l'accélération du processus d'ajustement structurel. Mais le cas du Nigéria permet de dégager des leçons utiles pour d'autres pays où il a le potentiel d'occuper une place cruciale dans l'économie. Les recettes pétrolières doivent servir à étayer un processus d'ajustement efficace; et pour cela, il faut être attentif aux contraintes de main-d'œuvre, soumettre le secteur public à une stricte discipline financière et contrôler avec vigilance les effets du pétrole sur le taux de change. Les investissements publics doivent viser en priorité à accroître la capacité d'absorption — et notamment à supprimer les goulets d'étranglement dans les transports, l'électricité et d'autres secteurs de l'infrastructure. Il faut également accroître le budget de l'éducation et de la formation pour donner à une économie plus avancée et plus diversifiée, héritière du boom pétrolier, les ressources humaines dont elle a besoin.

sentiellement fondée sur l'agriculture. Le secteur mérite d'être soutenu et encouragé — or, comme il est la seule source de revenu, d'épargne et de croissance, il doit assurer lui-même ce soutien. Dans le même temps, les

pays ont d'autres priorités, notamment le développement industriel et le développement urbain. Dans ces circonstances, deux grandes questions réclament une attention particulière. La première est d'ordre national :

quelles mesures d'incitation faut-il prévoir à l'intention des agriculteurs et comment doivent-elles évoluer ultérieurement? La deuxième est d'ordre international : comment les pays développés peuvent-ils contribuer au progrès agricole des pays en développement?

Dans les pays du tiers monde, les prix relatifs et autres mesures d'incitation sont souvent défavorables à l'agriculteur. La surévaluation de la monnaie, les taxes applicables aux exportations agricoles, la protection considérable dont jouit l'industrie naissante et l'inefficacité des organismes publics de transformation et de commercialisation sont autant de facteurs qui contribuent à ces distorsions. L'Encadré 5.4 analyse certaines des questions qui se posent lorsqu'on tente de mesurer les effets de ces facteurs.

La faiblesse relative des prix payés aux agriculteurs est, dans de nombreux pays en développement, un frein à la croissance. Lorsque ces prix ne sont pas maintenus à un niveau artificiellement bas et que les circonstances sont par ailleurs favorables, les agriculteurs réagissent en augmentant leur production. Ces réactions, qui prouvent qu'il est démodé et faux de dire que les paysans sont traditionalistes, ont été observées dans des pays aux systèmes sociaux et à des stades de développement fort différents (Encadré 5.3).

Les prix ne peuvent à eux seuls expliquer complètement la performance agricole et pas plus qu'ils ne sont le seul facteur de progrès. D'autres aspects sont également importants :

- *Avantage comparatif.* De nombreux pays encouragent depuis toujours la spécialisation de l'agriculture, de manière à tirer parti de l'avantage comparatif que la nature leur a donné. Ces der-

### Encadré 5.3 L'agriculture chinoise : renforcement des mesures d'incitations

Dans le cadre de l'assouplissement général des structures, la politique agricole de la Chine a commencé à changer en 1977. Le système rigide de planification de la production dans l'agriculture collectivisée a été assoupli, et le travail familial et autres activités agricoles privées ont été encouragés. Les objectifs de vente à l'échelon local continuent d'être fixés pour les principales cultures, mais les équipes de production ont plus de latitude pour leurs décisions concernant les cultures, les terres, et l'utilisation des intrants. La libération des marchés locaux contribue à encourager les ventes et les échanges privés de produits alimentaires.

Les mesures d'incitation visant à encourager la production de denrées prioritaires ont été renforcées. Entre 1977 et 1979, le prix d'achat par l'Etat de tous les produits de base importants a été relevé de 20 à 30 %. En outre, on encourage les agriculteurs à vendre leurs récoltes et leurs productions animales aux organismes d'Etat, en prévoyant à leur intention des allocations spéciales de céréales ou d'engrais (à des prix relativement favorables) en plus du produit normal des ventes. Ceux qui produisent plus que l'objectif sont particulièrement récompensés : les ventes de céréales en

sus du quota sont assorties d'une prime de 50 %.

Au sein des coopératives de production, les incitations ont aussi été renforcées. Parmi les modifications introduites, on note une amélioration du système de points : la ration de base est réduite mais la prime en nature qui récompense la qualité et la quantité du travail individuel est plus forte. Les autorités encouragent également diverses catégories d'arrangements contractuels en vertu desquels de petits groupes de travailleurs gèrent des terres et autres avoirs collectifs dans le cadre d'un contrat conclu avec l'équipe de production, les résultats supérieurs à la norme étant récompensés.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer leur impact à long terme, ces changements ont déjà entraîné une reprise spectaculaire de la production agricole.

- Entre 1977 et 1980, la croissance de la production a été de près de 7 % en moyenne par an.

- La production de céréales alimentaires a augmenté de 37 millions de tonnes, sa croissance ayant avoisiné 5 % par an en moyenne. Mais en 1977, et surtout en 1980, les récoltes de blé ont été mauvaises par suite du mauvais temps.

- Pour quelques-unes des autres grandes cultures, les résultats ont été encore

plus remarquables : la production de coton a augmenté de 23 % en 1979-80 et les graines oléagineuses de 92 % entre 1977 et 1980, ce qui s'explique dans les deux cas par une expansion importante des surfaces cultivées ainsi que par une augmentation du rendement. De gros progrès ont également été enregistrés pour le sucre, la sériciculture et le jute. Il est établi que ces augmentations sont le fruit d'une réorganisation profonde des systèmes de culture, en vue de tirer parti de l'avantage comparatif local et d'une spécialisation des régions.

- Enfin, la production de viande (presque exclusivement de viande de porc) a progressé de plus de 50 % au cours des trois dernières années — ce qui s'explique par le relèvement des prix à la production et la décision de laisser les éleveurs plus libres d'utiliser des céréales pour nourrir leurs animaux.

Les planificateurs chinois n'avaient pas prévu une réaction aussi positive. En outre, ils n'ont pas ajusté les prix à la consommation des produits les plus importants. Aussi, les subventions, qui absorbaient déjà une grosse partie du budget, représentent-elles maintenant un fardeau de près de 5 milliards de dollars par an.

nières années, des pays comme la Côte d'Ivoire, la Malaisie et les Philippines sont parvenus à un rythme de croissance agricole rapide en stimulant le développement des cultures d'exportation tout en accroissant la production alimentaire.

La part exportée de la production agricole démontre l'importance du commerce pour la croissance agricole des pays en développement. Selon les chiffres de production communiqués par la FAO (Tableau 5.1) en 1979, sur 90 pays en développement, les exportations représentaient au moins 50 % de la production agricole totale dans dix pays, plus de

20 % dans trente, et plus de 10 % dans cinquante. La Jordanie, la Malaisie, Maurice et les pays d'Amérique centrale et des Antilles sont en tête des pays qui exportent plus de la moitié de leur production totale. Parmi ceux qui exportent entre la moitié et un tiers de leur production, la moitié ou presque sont situés en Afrique au sud du Sahara. Pour les pays en développement de ces deux catégories, le marché de l'exportation est un élément qui pèse lourd dans la croissance agricole. Etant donné qu'il s'agit souvent de pays où l'agriculture est un secteur dominant, les exportations agricoles sont un facteur important dans la

croissance économique générale.

L'exportation est une activité payante mais risquée. Entre 1961 et 1978, les exportateurs de cacao d'Afrique ont perdu une part du marché au profit des producteurs d'Amérique latine; la domination de l'Asie du Sud dans le domaine du thé a été sapée par la concurrence des exportateurs africains et chinois, tombant de 80 % des exportations mondiales à moins de 50 %; les producteurs de café d'Amérique latine n'ont approvisionné que 51 % du marché en 1978, contre 62 % en 1961; et les petites îles productrices de sucre des Antilles, qui n'ont pas pu conquérir de nouveaux marchés,

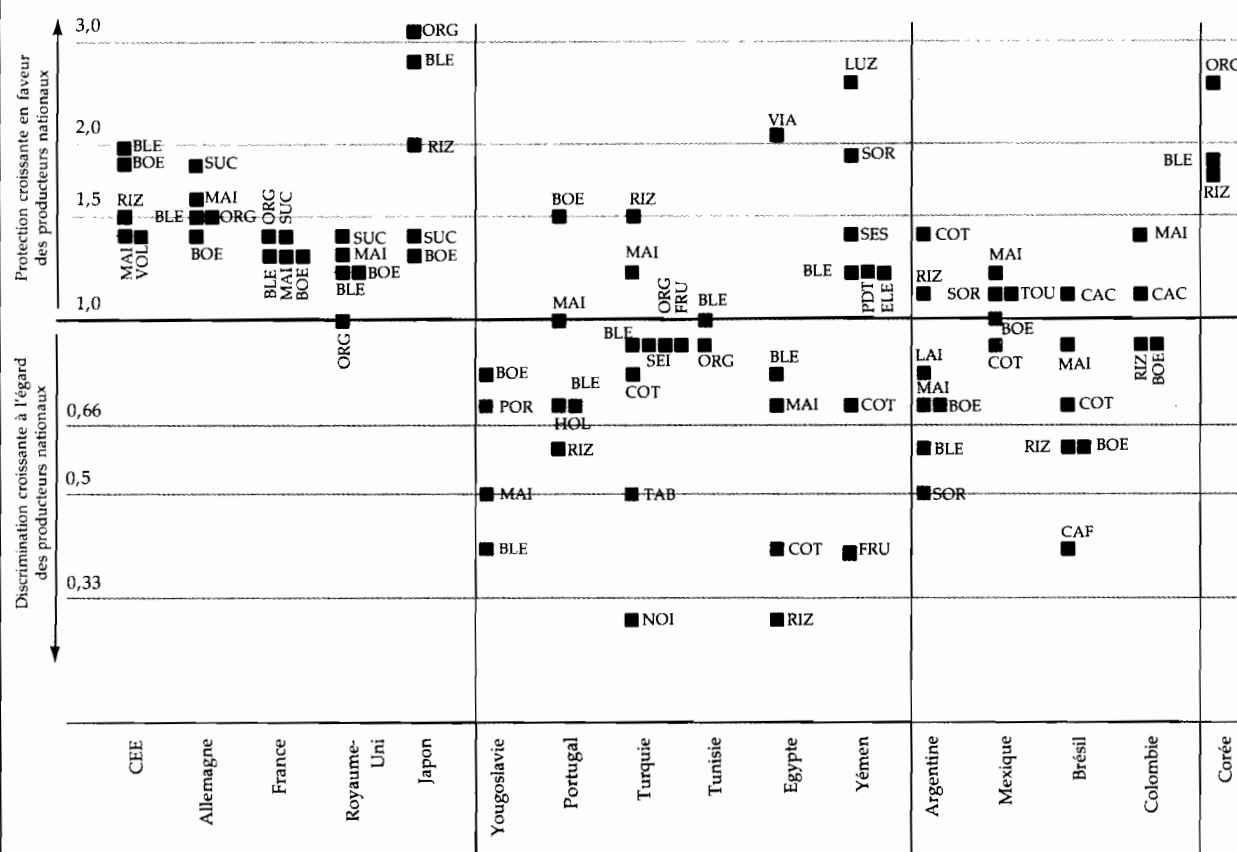
## Encadré 5.4 Protection nominale et taux de change

Il est extrêmement difficile de déterminer les incitations, positives ou négatives, dont les agriculteurs font l'objet dans divers pays. Dans la figure, on a tenté de comparer les prix intérieurs payés aux agriculteurs et les prix auxquels ceux-ci pourraient s'attendre si le pays considéré commerçait librement sur le marché mondial. Il ne faudrait pas attacher trop de poids aux données concernant une culture ou un pays particuliers, car elles

peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Mais les chiffres confirment qu'un niveau de protection élevé est accordé à l'agriculture dans de nombreux pays développés, où les prix au producteur sont souvent 50 à 100 % supérieurs au prix du marché mondial, tandis que dans la plupart des pays en développement, au contraire, ils sont souvent très en dessous des cours mondiaux.

Le coefficient de protection nominale tient compte des droits de douane, des contingents et des obstacles non tarifaires qui protègent les agriculteurs ainsi que l'impact des taxes ou restrictions à l'exportation qui les pénalisent. La protection est également fonction du taux de change du pays, lui-même fonction de la politique. Pour protéger les industries nationales, par exemple, on fait tomber les importations de biens indus-

Coefficients corrigés de protection nominale pour l'agriculture, par pays, fin des années 70



Note : ARA est l'arachide; BLE, blé; BOE, boeuf; CAC, cacao; CAF, café; CAO, caoutchouc; CAS, canne à sucre; COP, copra; COT, coton; ELE, élevage; FRU, fruits; GAR, gomme arabique; GOL, graines oléagineuses; HAR, haricot; HOL, huile d'olive; LAI, laine; LUZ, luzerne; MAI, maïs; MIL, mil; NOI, noisettes; ORG, orge; PDT, pomme de terre; POR, porc; PPA, produits du palmier; RIZ, riz; SEI, seigle; SES, sésame; SOR, sorgho; SUC, sucre; TAB, tabac; TOU, tournesol; VIA, viande; VOL, volaille.

ont cédé du terrain devant les producteurs d'Asie de l'Est et d'Amérique latine.

Mais la spécialisation exige d'une part de gros investissements et d'autre part un effort de recherche délibéré. Les exporta-

tions de soja du Brésil sont un exemple parlant de la façon dont un pays a exploité son avantage comparatif pour un produit qu'il cultivait déjà (Encadré 5.5). Mais de plus grandes difficultés attendent les pays très petits et pau-

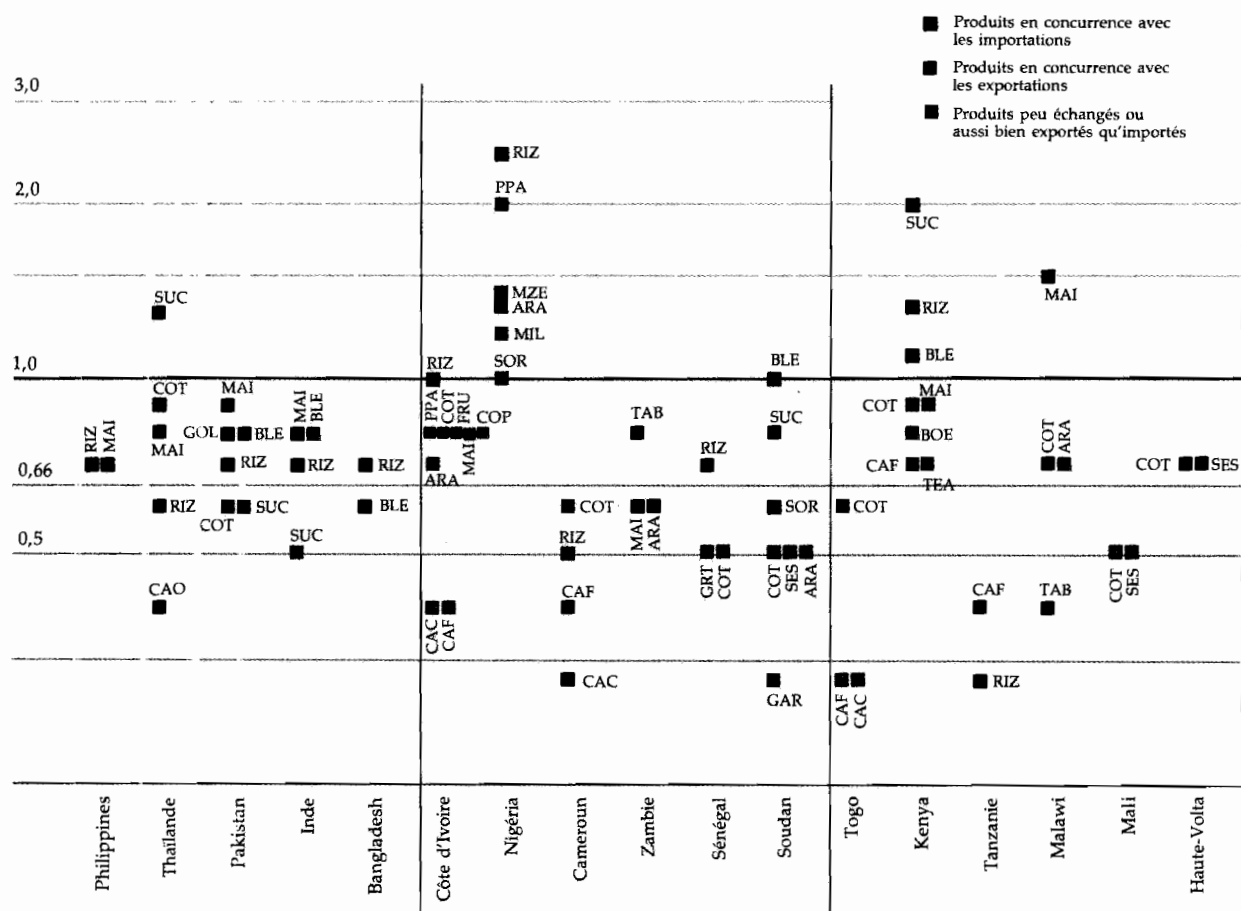
vres — par exemple le Burundi, la Gambie, la Guinée et l'Ouganda — qui n'ont pas de services de recherche et sont presque entièrement tributaires (pour 75 à 95 % de leurs recettes en devises) d'une ou de quelques

triels en dessous du niveau qu'elles auraient probablement sur un marché non protégé. La monnaie s'en trouve généralement surévaluée et les exportateurs de produits agricoles sont alors moins compétitifs sur le marché mondial, car leurs coûts sont majorés en monnaie nationale, alors que la contre-valeur de leurs recettes d'exportation en dollars diminue. Aussi les coefficients de protection nominale indiqués dans la figure ont-ils

été corrigés compte tenu de la sur ou sous-évaluation du taux de change.

Mais, dans le coefficient de protection nominale, il est un facteur important qui n'entre pas en ligne de compte, c'est la protection dont bénéficient les consommations intermédiaires commercialisables, c'est-à-dire principalement les engrais et les machines. Le coefficient de protection effective est plus difficile à calculer car les données sur l'utilisation des

consommations intermédiaires sont plus vagues. Les recherches réalisées à la Banque mondiale notamment permettent toutefois de penser que la quantité de ces consommations commercialisées est relativement faible dans les pays en développement, de sorte que, qualitativement, le coefficient de protection effective et le coefficient de protection nominale sont en fait analogues.



cultures tropicales d'exportation. Les pays dont l'économie repose en grande partie sur l'agriculture devront consentir des efforts exceptionnels pour stabiliser et diversifier celle-ci et ils devront bénéficier dans cette tâche difficile

de l'appui de la communauté internationale.

• *Progrès technique.* Autrefois, la recherche agricole intéressant les besoins des pays en développement portait essentiellement sur les cultures tropicales d'exporta-

tion. Au cours du siècle dernier, certains produits, comme la canne à sucre, ont profité de plusieurs révolutions vertes. En règle générale toutefois, c'est tout récemment que la recherche est devenue une fonction essentielle; elle

### Encadré 5.5 Le soja brésilien ou comment tirer parti d'un avantage comparatif

L'expansion de la production brésilienne de soja est un exemple spectaculaire de réussite agricole. Si avant 1960 la production était insignifiante, à la fin des années 70, le soja avait supplanté le café et était devenu, en valeur, la première culture du pays couvrant environ 17 % des surfaces cultivées, et la part du Brésil dans la production mondiale de soja était passée à 14 %. Pendant cette période, la production a progressé de 27 % par an : pendant les années 60, la hausse a été due uniquement à l'expansion des surfaces cultivées, à laquelle s'est ajoutée, à partir de 1970, une amélioration de plus de 2 % par an des rendements. Les exportations de soja et de produits à base de soja (huile, farine et tourteaux) ont fait un bond remarquable de 42 % par an, passant de 53 millions de dollars en 1969 à 2,3 milliards de dollars en 1980. Elles représentent maintenant plus de 10 % des exportations annuelles du Brésil. L'huile de soja a remplacé les huiles végétales importées et la consommation intérieure a progressé de près de 28 % par an au cours des années 70; par ailleurs, la demande de farine de soja, principalement destinée à l'alimentation des poulets, a elle aussi augmenté.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à cette croissance impressionnante :

- L'expansion rapide de la demande mondiale de protéines pour la consommation humaine et animale; la stagnation de la production d'autres denrées riches en protéines (comme les anchois péruviens); le fait que le soja brésilien arrive sur le marché au cours de l'hiver américain, c'est-à-dire à une époque où l'offre mondiale accuse un creux saison-

nier; et l'embargo des Etats-Unis sur les exportations de soja en 1973 (qui a incité les importateurs japonais à trouver d'autres sources d'approvisionnement).

- En règle générale, les agriculteurs font alterner le soja en été et le blé en hiver. De nouvelles variétés de blé qui mûrissent plus tôt ont permis d'étendre à d'autres régions l'association soja-blé. Les façons culturales sont analogues pour les deux produits et le soja a bénéficié de mesures visant à promouvoir la production de blé (par exemple, le quintuplement en valeur réelle des crédits agricoles subventionnés pendant les années 70, dont 20 % environ ont été consacrés aux cultures de soja).

- La recherche a été un facteur décisif. Plus de 60 cultivars de soja importés des Etats-Unis au cours des années 60 ont permis au Centre national de recherche sur le soja de mettre au point des cultivars locaux. Sur les 48 cultivars distribués aux agriculteurs à la fin des années 70, 26 avaient été mis au point au Brésil. La Société de recherche agricole du Brésil (EMBRAPA) estime que l'augmentation des rendements s'explique pour les deux tiers par les améliorations génétiques, et pour un tiers par l'amélioration des méthodes de travail de la terre — applications appropriées d'engrais, amendement, bactéries fixant l'azote et herbicides — rendues possibles elles aussi par la poursuite de recherches intensives. Le fait que les rendements sur les exploitations augmentent au même rythme que dans les centres de recherche prouve une bonne diffusion des résultats et un taux d'adoption élevé parmi les agriculteurs.

a donné des résultats spectaculaires dans des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines. Mais il reste beaucoup à faire pour les cultures des zones semi-arides et les cultures pluviales annuelles en général (Chapitre 6). Si la recherche est l'un des investissements les moins

chers qu'un gouvernement puisse faire, elle demande un personnel hautement qualifié. L'aide étrangère a joué ici un rôle très utile en ce domaine, surtout par la création de centres internationaux de recherche agricole et, dans les pays les plus pauvres, par le financement et la dotation initiale

en personnel d'organismes de recherche.

- *Mobilisation des ressources rurales.* Il est largement recommandé d'encourager les collectivités agricoles à participer à des aménagements, notamment à la construction de l'infrastructure, et de les organiser dans ce sens; ces recommandations ne sont malheureusement pas souvent appliquées systématiquement. La Chine est l'exemple par excellence de la façon dont un pays peut aménager des routes, des terres et des réseaux d'irrigation en mobilisant la collectivité et en économisant les fonds publics. En Chine, comme dans certains autres pays, la réforme foncière a dès le départ stimulé l'action collective. Il n'y a là rien de surprenant car le travail collectif et l'avantage individuel coïncident d'autant plus étroitement que la répartition des biens, et en particulier des terres, est plus égale. La main-d'oeuvre est la ressource la plus abondante et la moins chère des pays à faible revenu alors que le capital est rare et coûteux. Utiliser la main-d'oeuvre rurale pour améliorer l'infrastructure est un bon moyen de convertir le travail en capital. Mais un problème clé se pose souvent, celui de l'organisation (Chapitre 7).

- *Investissement et appui du secteur public.* L'agriculture absorbe une part étonnamment faible des dépenses publiques — entre 5 et 10 % du budget de l'Etat dans la plupart des pays en développement. Néanmoins, les dépenses publiques consacrées à l'élimination de goulets d'étranglement critiques contribuent à stimuler et à soutenir la croissance : c'est le cas en particulier des investissements dans les grands ouvrages d'irrigation, la recherche et l'infrastructure rurale. Cette approche est particulièrement utile dans les régions où les conditions sont



réunies pour une croissance rapide, et souvent des programmes spéciaux combinent plusieurs éléments pour former un train global de mesures de développement. Dans certains pays — l'Indonésie et la République de Corée, par exemple — l'Etat encourage la croissance en accordant des subventions pour l'achat d'engrais. Mais si ces techniques sont efficaces, il ne faut pas se leurrer, elles sont aussi très coûteuses; il peut de surcroît être difficile de les supprimer une fois qu'elles ont atteint leur objectif.

Dans certains cas, néanmoins, l'intervention du secteur public va à l'encontre du but recherché. Les exemples fourmillent d'organismes publics inefficaces chargés de la commercialisation des produits

agricoles et de la fourniture d'intrants. Certains pays ont pris des mesures audacieuses pour améliorer la distribution en ouvrant ce secteur aux coopératives et aux commerçants privés (Encadré 5.6).

• *Capitaux extérieurs.* Dans les premiers temps, le développement agricole de pays comme l'Argentine, le Brésil, la Malaisie et de régions comme l'Afrique de l'Est et de l'Ouest dépendait dans une large mesure de l'investissement privé, souvent associé à une gestion et à un contrôle étrangers. Les investissements et les prêts privés étrangers jouent encore un rôle important dans certains pays à revenu intermédiaire. Dans les pays à faible revenu, rares sont les investissements ou prêts pri-

vés étrangers qui sont allés au secteur agricole ces derniers temps. Au lieu de cela, l'aide extérieure est devenue la principale source de devises et d'assistance technique, et ce en particulier depuis 1973 (Tableau 5.3).

Au milieu des années 60, l'aide alimentaire représentait près du quart de toute l'aide publique au développement (APD) (1,4 milliard de dollars sur 5,9 milliards), mais l'aide en faveur de programmes agricoles (sous forme de projets et d'assistance technique) était très limitée. La crise alimentaire du début des années 70 et la prise de conscience du fait que la pauvreté et la malnutrition constituaient des problèmes persistants dans de vastes régions du monde ont provoqué un revirement des

### Encadré 5.6 Le secteur privé à la rescousse du secteur public : le cas du Bangladesh

Au milieu des années 70, les planificateurs estimaient que l'utilisation d'engrais devait augmenter de 15 % par an pour que le pays puisse atteindre l'objectif de croissance agricole fixé à 4 % par an. A l'époque, la Société de développement agricole du Bangladesh, organisme public relevant du Ministère de l'agriculture, s'occupait de l'ensemble de la commercialisation des fournitures agricoles ainsi que de tous les achats d'engrais. Elle avait donné satisfaction mais les difficultés commençaient à poindre.

En 1978, la Société a mis en place le Nouveau système de commercialisation, qui visait à réduire les restrictions imposées aux négociants et donc à libéraliser le système de distribution d'engrais. Elle devait cesser progressivement de s'occuper des ventes au détail et, sauf dans les zones éloignées, vendre principalement aux grossistes dans ces "centres de distribution primaire". Les commerçants privés et les coopératives devaient être autorisés à acheter à tous les magasins de la Société. Le commerce privé des engrais ne devait plus être soumis à aucune restriction, sauf dans les zones frontalières.

Grâce à une aide bilatérale des Etats-

Unis, la Société a commencé d'appliquer le Nouveau système dans la Division de Chittagong, qui couvre le quart du pays et dont la part dans la consommation totale d'engrais est d'un tiers. Elle a relevé les marges officielles des vendeurs, permis aux agriculteurs de s'adresser à n'importe quel commerçant et facilité l'entrée dans cette profession. Elle a également prévu à l'intention des commerçants des facilités de crédit bancaire, mis sur pied un système de suivi du Nouveau système de commercialisation et pris des mesures en vue de réduire ses problèmes de transport et de stockage.

Le système a donné des résultats assez satisfaisants. Les ventes d'engrais ont augmenté, et 45 magasins d'Etat ont été fermés, le secteur public n'ayant plus à s'occuper que des zones éloignées qui n'attiraient pas les grossistes. Autour des centres de distribution primaire, les prix de détail sont tombés au-dessous des prix officiels. Les nouvelles entreprises de vente en gros ont prouvé qu'elles pouvaient transférer efficacement et à moindres frais les engrais des zones excédentaires aux zones déficitaires, en vendant à la fois aux agriculteurs et aux détaillants.

Sur la base de ce programme pilote, le

système a été étendu à tout le pays. Au milieu de 1980, les principaux résultats étaient les suivants :

- Le nombre des points de vente d'engrais de la Société a été réduit de 55 à 60 % environ; environ un tiers des 130 magasins ont déjà été fermés.
- Dans la division de Chittagong, les agriculteurs ont beaucoup plus facilement accès aux points de vente.
- Les agriculteurs ont payé leurs engrais moins cher.
- Une nouvelle classe de chefs d'entreprise avait vu le jour.

Les résultats nets du programme ont été presque exclusivement positifs. Le réseau privé de distribution est plus souple et il permet d'approvisionner les agriculteurs à moindres frais; en outre, une grande partie des cadres et des travailleurs de la Société peuvent maintenant se consacrer à d'autres tâches. Le coût de la construction et de l'entretien de l'infrastructure de distribution et de stockage a été considérablement réduit. Le Gouvernement collabore désormais plus activement avec le secteur privé dans d'autres domaines.



**Tableau 5.3 Aide publique (engagements) à l'agriculture, 1973-80**  
(millions de dollars, prix constants de 1979)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>Aide publique au développement (APD)</b>								
CAD <sup>a</sup>	1.594	2.819	2.359	2.246	3.279	3.633	4.304	3.773
Organismes d'aide multilatérale	1.533	1.833	1.530	1.814	2.139	2.761	2.503	2.969
OPEP (aide bilatérale et multinationale)	69	218	640	378	461	307	243	179
Total	3.196	4.870	4.529	4.438	5.879	6.701	7.050	6.921
Variation en pourcentage	..	+82	-6	-2	+32	+14	+5	-2
<b>Autres flux d'aide publique</b>								
CAD <sup>a</sup>	351	275	137	395	159	403	329	222
Organismes d'aide multilatérale	902	1.610	2.944	2.150	2.816	3.275	2.319	2.621
OPEP (aide bilatérale et multilatérale)	63	90	333	221	80	49	99	48
Total	1.316	1.975	3.414	2.766	3.055	3.727	2.747	2.891
Variation en pourcentage	..	+50	+60	-19	+10	+22	-26	+5
<b>TOTAL (tous donateurs)</b>	<b>4.512</b>	<b>6.845</b>	<b>7.943</b>	<b>7.204</b>	<b>8.934</b>	<b>10.428</b>	<b>9.797</b>	<b>9.812</b>
Variation en pourcentage	..	+62	+16	-9	+24	+17	-6	(.)

Source : OCDE.

a. Y compris la CEE.

donateurs, qui se sont tournés vers l'agriculture. Les flux d'APD et d'autres types d'aide publique à l'agriculture ont plus que doublé en valeur réelle entre 1973 et 1980. La part de l'agriculture et du développement rural dans le total des prêts des institutions multilatérales est passée à près de 30 %.

La part de l'aide dans l'investissement agricole varie considérablement d'un pays à l'autre. La Chine, qui est de loin le plus grand pays, a reçu une aide extérieure quasi-nulle ces vingt-cinq dernières années. De même, bien que l'Inde ait bénéficié de versements d'aide importants, les montants ne représentent que de 3 à 5 % du total des dépenses agricoles. Elle est consacrée essentiellement à des secteurs comme l'irrigation, et son efficacité dépend dans une large mesure du total des investissements agricoles. Ailleurs, et en particulier dans les pays les plus pauvres d'Afrique, elle représente 20 % des investissements agricoles du secteur public. Mais là encore, son efficacité dépend de l'intérêt que les autorités portent à l'agriculture et de leur attachement à la cause de son développement.

L'ampleur des changements à apporter en matière de politique et d'investissement est variable selon les pays en développement. Nombre de ces pays ont bien réussi à gérer leur secteur agricole et à s'adapter aux changements structurels. Ils n'ont guère besoin de conseils, même s'ils continuent parfois de faire appel à une aide financière pour étayer des politiques et des programmes bien conçus. D'autres en revanche doivent entreprendre des réformes majeures. Et ils ne sont pas les seuls. Les pays développés trouvent extrêmement difficile de faire traverser au secteur les derniers stades de l'évolution structurelle; la façon dont ils résoudront leurs problèmes aura un effet appréciable sur l'avenir des pays en développement.

### Le climat international

Le climat international peut ou promouvoir ou entraver l'expansion de l'agriculture des pays en développement, et ce de deux manières. Tout d'abord, par le jeu des mécanismes décrits dans la Première partie du présent rapport, l'économie internationale conditionne dans une très large

mesure les perspectives globales de croissance des pays en développement. Et une croissance rapide n'est pas seulement très favorable à la croissance agricole; elle fournit aussi les ressources nécessaires à l'accroissement de la capacité de production.

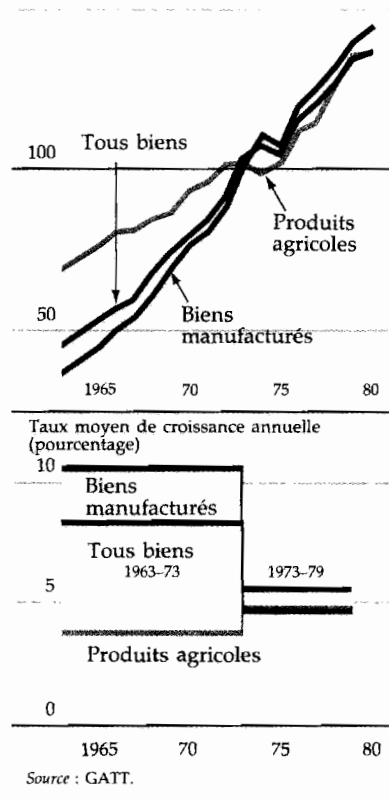
Ensuite, les débouchés extérieurs qui s'offrent aux produits agricoles permettent au secteur de progresser au-delà des limites fixées par l'expansion de la seule demande intérieure. Les exportations agricoles, qui restent une importante source de devises pour de nombreux pays en développement, sont donc un facteur important de croissance économique générale. La structure des échanges agricoles a beaucoup varié au cours des trente dernières années, ce qui s'explique en partie par la croissance de l'économie mondiale et en partie par les différences entre les rythmes de développement agricole des diverses catégories de pays dont il est question au début du présent chapitre.

Pendant la période où la croissance de l'économie mondiale a été la plus rapide — en gros entre 1955 et 1973 —, l'expansion des échanges a porté essentiellement

sur les biens manufacturés, les combustibles et les minéraux. Le commerce mondial a progressé de 8 % par an, les échanges de biens agricoles de moins de 4 %. En 1973, les exportations agricoles des pays en développement ne représentaient plus en valeur que 30 % de leurs exportations totales, contre 60 % en 1955. Néanmoins, pour plus des deux tiers des pays à revenu faible et intermédiaire, les produits agricoles continuent d'occuper une place prépondérante dans les exportations.

Le début des années 70 a marqué un tournant dans l'évolution des échanges agricoles des pays en développement. Depuis 1973, la croissance du commerce mondial est tombée à 4,7 % par an, suivant en cela l'évolution de l'économie dans son ensemble. La croissance des échanges agricoles s'est quant à elle accélérée, passant à 4,8 % par an, principalement du fait de l'accélération de la demande alimentaire (Figure 5.3). Grâce à la hausse de leur pouvoir d'achat, les pays exportateurs de pétrole ont considérablement accru leurs importations alimentaires qui sont passées de moins de 6 % du total mondial en 1973 à 10 % en 1978. Dans le même temps, on enregistrait en Europe de l'Est une forte demande de viande et de volailles que l'offre intérieure ne permettait pas de satisfaire. Aussi la région a-t-elle fortement accru ses importations de maïs et de blé, qui sont passées de 3 à 14 % du total de ses importations alimentaires, et qui représentent à l'heure actuelle environ un tiers des importations mondiales de ces deux produits. La Chine est également devenue grosse importatrice de céréales. Au total, les échanges mondiaux de céréales sont passés d'environ 30 millions de tonnes au milieu des années 50 à 130 millions de tonnes par an en moyenne

**Figure 5.3 Indice et taux de croissance des exportations mondiales, en volume**  
Indice de volume (moyenne 1972-74 = 100)  
150



au cours de la période 1976-80 — augmentation due pour près de la moitié au gonflement des importations des pays en développement (y compris la Chine) et pour un tiers à l'expansion des importations de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

La demande supplémentaire a été satisfaite principalement par les pays développés. C'est dans la CEE, qui avait des excédents commerciaux pour un certain nombre de ses produits de base du fait de la poursuite de la croissance agricole et de la stagnation de son marché intérieur, que l'augmentation relative des exportations a été la plus importante. En revanche, bien que les exportations de céréales en provenance d'Amérique du Nord

aient considérablement augmenté, leur part dans le commerce mondial ne s'est accrue que très légèrement. Dans l'ensemble, le déficit alimentaire net des pays industriels à économie de marché, qui était de 16 % des échanges alimentaires mondiaux en 1965, était tombé à moins de 5 % en 1978.

Au cours des années 70, les pays en développement importateurs de pétrole ont fait une plus large place aux exportations agricoles. En 1978, ils ont enregistré pour les denrées alimentaires un excédent commercial de 21 milliards de dollars, ce qui représentait une forte hausse par rapport à 1973, où il était de 6 milliards de dollars. Mais les résultats varient considérablement d'une région et d'un pays à l'autre. Certains pays ont pu pénétrer sur des marchés en expansion, par exemple le Brésil avec ses exportations de soja, et la Thaïlande, qui a commencé d'exporter des cossettes de manioc pour l'alimentation du bétail. Après 1973, un certain nombre de pays à faible revenu ont fortement accru leurs exportations de denrées alimentaires à destination des marchés du Moyen-Orient (Figure 5.4) : de 4 % en 1973, celles-ci sont maintenant de 20 %.

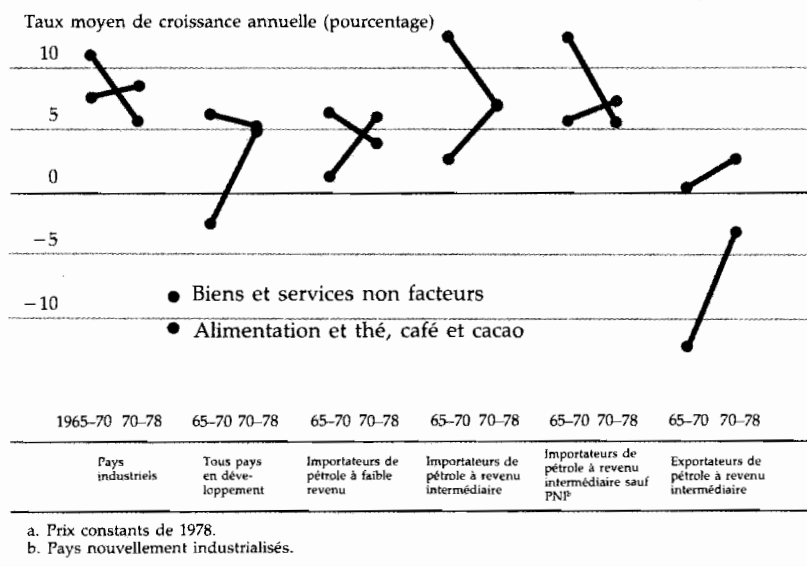
Cependant, il n'y a pas eu que des réussites. Dans d'autres pays, et en particulier ceux qui exportaient essentiellement des produits tropicaux traditionnels, l'inélasticité de la demande a limité la hausse des recettes en devises. Le volume de leurs exportations a certes augmenté au cours des années 70, mais les termes de l'échange se sont sérieusement détériorés. Si les prix agricoles avaient progressé au même rythme que les prix des biens manufacturés, cet accroissement en volume aurait permis aux pays importateurs de pétrole à faible revenu de dégager 1,2 milliard de

dollars supplémentaires en devises en 1978. Pour les pays à revenu intermédiaire, ce supplément aurait été de 5,7 milliards de dollars. Les uns et les autres auraient pu financer ainsi 15 % et 27 % respectivement du déficit de leurs transactions courantes (Tableau 5.4).

Le ralentissement de la demande sur les marchés protégés des pays développés a modifié la structure des échanges agricoles des pays en développement. Lorsque ces pays n'exportaient que quelques produits consommés presque exclusivement dans le monde développé, le volume et les prix de leurs exportations étaient déterminés par les fluctuations de la croissance dans les pays industriels et par les changements intervenant dans la production des pays en développement. Aujourd'hui, les pays développés restent le principal débouché pour les denrées alimentaires, puisqu'ils absorbent environ 70 % des exportations des pays à revenu intermédiaire et 50 % de celles des pays à faible revenu. Mais les exportations alimentaires des pays en développement à destination de ces marchés ont progressé beaucoup plus lentement entre 1965 et 1978 (1,1 % par an) que leurs exportations à destination des pays en développement exportateurs de pétrole (6,3 % par an), des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé (8,9 % par an) et des pays à économie planifiée (4,9 % par an). Ces trois groupes constituent maintenant pour les exportations agricoles des pays en développement les marchés les plus dynamiques et les plus ouverts, et le lien traditionnel entre le commerce des produits de base et la croissance des pays industriels se relâche peu à peu.

Les options qui s'offrent aux pays en développement dépen-

**Figure 5.4 Taux de croissance des exportations<sup>a</sup>, par catégorie de pays**



**Tableau 5.4 Echanges de produits alimentaires et de thé, café et cacao des pays en développement importateurs de pétrole, 1970 et 1978**

(en milliards de dollars de 1978)

	Faible revenu			Revenu intermédiaire		
	Exportations	Importations	Net	Exportations	Importations	Net
Valeur en 1978	5,98	3,04	2,94	38,79	20,90	17,89
Valeur en 1970	5,03	2,91	2,12	30,38	16,65	13,73
Différence	0,95	0,13	0,82	8,41	4,25	4,16
Variation due à :						
Augmentation du volume	2,22	0,24	1,98	16,19	6,36	9,83
Baisse des prix	-1,27	-0,11	-1,16	-7,78	-2,11	-5,67

dent dans une large mesure des politiques commerciale et agricole des pays développés. Là, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des nations du tiers monde, l'agriculture est très protégée et bénéficie d'un appui considérable, les autorités cherchant à soutenir le revenu agricole face à l'accroissement rapide des revenus dans les autres secteurs de l'économie. Dans certains cas, l'intervention de l'Etat vise à maintenir en place une économie agricole capable de couvrir la plus grande partie des besoins alimentaires du pays. Dans les pays de

la CEE, la protection varie entre 30 et 80 % (Encadré 5.4). Aux Etats-Unis, la protection explicite est moins importante, mais les dépenses budgétaires en pourcentage de la valeur ajoutée par l'agriculture (38 %) sont analogues à celles de la CEE (39 %). C'est au Japon que les agriculteurs sont les plus protégés, en grande partie du fait des restrictions à l'importation (le prix intérieur du riz, par exemple, est le double du prix à l'importation, et la protection est encore plus grande pour le blé et l'orge). Les pays développés subventionnent

également leur agriculture grâce à des programmes de recherche, d'assistance technique, de crédit et de soutien du revenu. En 1980, les dépenses publiques des pays de la CEE, du Japon et des Etats-Unis dans l'agriculture se chiffraient à environ 80 milliards de dollars, dont près de la moitié pour la seule CEE.

Ces politiques protectionnistes ont des conséquences variables pour les pays en développement. En un sens, elles ont eu un effet très positif dans la mesure où elles ont stimulé le développement de la recherche et des techniques, dont ont profité les pays en développement grâce au transfert international des techniques. Ce qui est plus contestable, c'est l'abaissement des prix provoqué dans le cas des céréales et des produits laitiers par la façon dont les pays développés écoulent leurs excédents agricoles. Certes, à court terme, la faiblesse des prix est un avantage pour les pays en développement importateurs, mais à long terme, elle réduit les incitations à la production locale et entraîne une évolution irréversible des préférences alimentaires en faveur de denrées qu'il est impossible de produire sur place. C'est surtout une minorité de citoyens relativement aisés qui bénéficie de tous les avantages, tandis que les inconvénients retombent sur les pauvres des zones rurales, qui sont la majorité de la population.

Pour les exportateurs des pays en développement, la protection agricole a des effets nettement négatifs à plusieurs égards (Encadré 5.7). Ils ont été très affectés par cette impossibilité décrétée de développer leurs ventes sur les marchés traditionnels des pays industriels. Ainsi, la part des exportations de sucre des pays en développement destinées aux pays développés est tombée de 88 %

en 1970 à 64 % en 1978. Bien qu'ils soient parvenus à faire progresser leur part sur les marchés d'autres pays en développement, cela n'a pas suffi à maintenir la valeur de leurs exportations exprimée en dollars de 1970. En outre, ils se heurtent à une vive concurrence de la part des pays industriels, dont les excédents prennent une place croissante sur le marché en expansion des pays en développement importateurs de sucre : 46 % en 1978, contre 24 % en 1970.

Si les dernières négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round (1975-78) ont donné des résultats en ce qui concerne le commerce des biens manufacturés, peu de progrès ont été réalisés dans le domaine de la protection agricole. En outre, les pays recourent souvent à des obstacles non tarifaires pour fermer leurs frontières aux exportations

agricoles en provenance des pays en développement.

Les gouvernements des pays industriels sont sensibles aux exigences protectionnistes de leurs propres agriculteurs, et ce facteur ajoute encore aux risques et aux incertitudes qui entourent le commerce des produits agricoles. La CEE, par exemple, envisage de diminuer le coût budgétaire de la politique agricole commune — non pas en réduisant la protection, mais en étendant les obstacles tarifaires aux importations d'huiles végétales. Ces mesures, en particulier lorsqu'elles provoquent une augmentation de la production intérieure, comme cela a été le cas pour le sucre, ne peuvent que nuire aux producteurs efficaces du monde en développement et obligent les consommateurs des pays développés à payer encore plus cher pour leurs achats alimentaires.

### Encadré 5.7 Les effets concrets de la protection agricole

L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) vient d'achever l'étude la plus récente concernant les effets de la protection sur les échanges agricoles. Cette étude, fondée sur des chiffres du milieu des années 70, conclut que si les barrières commerciales des pays développés de l'OCDE (qui portent sur quelque 99 produits agricoles) baissaient de 50 %, les exportations agricoles d'environ 56 pays en développement augmenteraient d'à peu près 11 %, ce qui correspond à 3 milliards de dollars de ventes supplémentaires aux prix de 1977. Les avantages à long terme pourraient dépasser considérablement ce chiffre si une libéralisation du climat commercial (en la permanence de laquelle les producteurs croient) encourageait l'investissement et la production spécialisée sur une période prolongée.

La répartition des avantages qui découleraient d'une libéralisation des échanges reflète l'inégalité des schémas de protection, la structure de l'avantage

comparatif des producteurs des différents pays en développement et leurs politiques en matière d'exportation. En gros, un tiers des recettes d'exportation supplémentaires irait aux producteurs de sucre; les producteurs de café, thé, cacao, tabac et viande en recevraient aussi un tiers. Près de 60 % des recettes additionnelles iraient aux exploitants d'Amérique latine, plus de 20 % à ceux des pays d'Asie et 10 % respectivement à ceux d'Afrique au sud du Sahara et aux exploitants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. D'autres pays exportateurs plus petits, qui ne figuraient pas dans l'échantillon de 56 pays (l'un des critères de sélection était que la population devait atteindre au moins 4 millions d'habitants au milieu de 1975), obtiendraient aussi des avantages considérables. On peut citer, par exemple, Cuba, la Jamaïque et Maurice (en tant que producteurs de sucre), Chypre (vin), le Zimbabwe (tabac) et le Costa Rica (viande, café).

La protection a également pour effet de faire fluctuer considérablement les prix mondiaux. En isolant les producteurs et les consommateurs nationaux des réalités extérieures, les gouvernements laissent à une part relativement faible du marché le soin d'établir l'équilibre entre l'offre et la demande mondiales. Et comme les pays en développement occupent une place disproportionnée sur le marché libre, c'est sur eux que pèse la majeure partie de ce fardeau. Les fluctuations du prix des produits de base compliquent encore la tâche des planificateurs et, dès lors, le risque d'investissement non rentable est grand. L'une des conséquences du prix record atteint par le sucre en 1974 a été la prolifération de systèmes coûteux de production en vue de remplacer les importations. Ces systèmes continuent d'absorber une part importante des budgets des pays concernés et, puisqu'ils doivent maintenant assurer un lourd service de la dette, de leurs réserves de change.

L'instabilité des prix des produits agricoles tient dans une mesure considérable aux rapports entre l'offre et la demande qui déterminent ces prix. Ni l'offre ni la demande, en effet, ne sont très sensibles aux fluctuations des prix à court terme, mais la demande de matières premières agricoles varie nettement selon les fluctuations de la croissance dans les pays industriels. L'offre, quant à elle, varie souvent beaucoup, en fonction par exemple des conditions météorologiques, des maladies et des ravageurs dans les grandes régions productrices, et de la longueur de la période d'attente entre le moment de la plantation et l'époque où l'on obtient le rendement maximum pour les cultures arboricoles. Le prix des produits de base enregistre donc souvent

des hausses et des baisses spectaculaires, ce qui confère un fort élément d'instabilité aux économies des pays qui sont lourdement tributaires de ces produits pour leurs recettes d'exportation.

Outre les différentes mesures de protection prises par les pays consommateurs pour se prémunir contre les fluctuations de prix, on a également essayé de neutraliser autant que possible cette instabilité par des arrangements à long terme : accords commerciaux bilatéraux et ententes multilatérales sur les produits. Ces dernières n'ont eu qu'un succès limité, pour diverses raisons, et notamment parce que tous les pays producteurs et consommateurs n'y participent pas, qu'il n'y a pas eu accord sur les objectifs de prix, ou parce que les participants n'ont pas respecté les dispositions voulues en cas de variation des prix. Ces problèmes sont rendus plus complexes encore par le fait que les prix des produits de base ont tendance à augmenter ou à diminuer de concert. Ceci explique que les efforts déployés pour diversifier la production par la culture d'autres produits tropicaux dans l'espoir d'impartir une plus grande stabilité à l'économie n'aient guère donné les résultats escomptés. De surcroît, la stabilité générale qu'on peut espérer d'un accord sur un produit unique est très limitée. Peut-être pourrait-on renforcer l'efficacité des accords sur les produits par la création d'un fonds commun appuyant ces accords, par exemple, mais les solutions à long terme résident dans la diversification plus poussée des exportations (biens manufacturés) et dans la production agricole (y compris les denrées alimentaires destinées au marché intérieur plus stable). Dans l'immédiat, une politique de gestion économique visant à amortir l'impact interne des fluctuations de

prix externes peut contribuer à la diversification à long terme.

Avec les fluctuations de prix, les gouvernements deviennent plus réceptifs au principe de l'autosuffisance alimentaire et plus enclins à intervenir dans les secteurs de la production et des échanges. La question de la sécurité alimentaire constitue un autre exemple frappant. Dans la mesure où la crise alimentaire mondiale des années 1972 à 1974 a fait prendre conscience aux responsables du fait que l'isolation des marchés agricoles est un facteur d'instabilité, elle peut avoir eu à plus large échelle un effet bénéfique (Encadré 5.8). En règle générale toutefois, les gouvernements ont tendance à réagir à l'instabilité en accroissant la protection de leur propre marché, en créant des mécanismes régulateurs internationaux ou en renforçant ceux qui sont en place. Ces mécanismes permettent certes d'atténuer certains des effets négatifs des cycles des prix, mais leur coût économique et politique est en réalité considérable. Et ils ne permettent pas de s'attaquer aux racines du mal, qu'il faut chercher dans les distorsions qui affectent la structure du commerce.

En résumé, aussi bien dans le monde développé que dans le monde en développement, les responsables doivent chercher à briser le carcan des mesures restrictives qui entravent l'agriculture dans certains pays et la stimulent à l'excès dans d'autres; à établir un système commercial où les décisions touchant la production et le commerce tiennent mieux compte de l'avantage comparatif; et à encourager le fonctionnement des mécanismes du marché propres à réduire les risques associés à la participation au système. A long terme, la restructuration des politiques nationales

## Encadré 5.8 Une séquelle de la crise alimentaire : la sécurité alimentaire

Entre 1972 et 1974, les cours mondiaux du blé et du riz ont triplé, passant de 60 à 200 dollars la tonne et de 130 à 500 dollars la tonne respectivement; pour les engrais, la hausse a été encore plus forte, les prix bondissant de 50-75 dollars à 300 dollars la tonne. Cette envolée sans précédent du prix des denrées de base les plus importantes et d'un intrant essentiel à l'accroissement de la production était la manifestation la plus évidente de la "crise alimentaire mondiale". On la considérait — avec l'inquiétude suscitée par le manque de terres et les famines signalées un peu partout — comme le signe annonciateur de l'effondrement imminent du système alimentaire mondial et le prélude d'une époque où les prix des denrées alimentaires seraient très supérieurs et plus instables.

En 1976 néanmoins, les cours du blé, du riz, du maïs et des engrais étaient retombés tout aussi brutalement qu'ils étaient montés. Le prix du blé était même inférieur à son niveau d'avant 1972. Il était évident que le danger d'une pénurie générale de denrées alimentaires était très lointain. Actuellement, on estime que le prix des céréales et de la plupart des produits agricoles de base ne devrait guère augmenter, tout au moins avant que la prochaine décennie ne soit déjà bien entamée.

Avec le recul, il semble que l'on aurait pu prévenir les causes de la crise alimentaire. Au cours de la période 1955-72, les vastes stocks de céréales constitués par les pouvoirs publics dans les pays développés et le volume important des expéditeurs de denrées alimentaires à destination du monde en développement ont créé un climat tel que certains pays en développement n'étaient guère encouragés à produire des denrées alimentaires et des engrais. La politique poursuivie simultanément au niveau national par les pays développés a amené l'atrophie des mécanismes efficaces de

commercialisation des céréales. En 1968, les stocks de céréales ont beaucoup augmenté, ce qui a incité les pays exportateurs à réduire considérablement leur production entre 1969 et 1971. En 1972, la production mondiale a commencé à diminuer; à la même époque, l'URSS a procédé à des achats massifs.

Dans un certain nombre de pays importateurs, en particulier en Europe occidentale et dans les pays à économie planifiée, le marché intérieur était artificiellement protégé contre les effets de la hausse des prix. C'est par conséquent pour ceux qui n'étaient pas protégés, y compris de nombreux pays en développement et les pays exportateurs de céréales (où la quantité de céréales donnée aux animaux a été considérablement réduite par suite du niveau des prix), que l'ajustement a été le plus pénible. Les stocks étaient trop bas pour contenir les prix, qui sont montés en flèche. Par précaution, de nombreux pays ont acheté plus de céréales qu'ils n'en avaient besoin, ce qui a eu pour effet de faire monter encore davantage les prix.

Avec la crise alimentaire, le monde a appris quelques leçons douloureuses mais utiles. Il est peu probable que la situation qui a régné de 1972 à 1974 se reproduise car les mesures suivantes ont été prises :

- On accorde beaucoup plus d'attention à l'augmentation de la production alimentaire, qui, à long terme, est le facteur essentiel de la sécurité.
- Des stocks ont été constitués dans un plus grand nombre de pays, et ils sont plus soigneusement contrôlés.
- Les marchés de céréales fonctionnent maintenant plus efficacement que par le passé. Les quantités de céréales données aux animaux et les décisions concernant l'achat, la vente, le stockage et le commerce des céréales en général sont plus largement déterminées par les variations de prix.

- Les pays limitent les quantités de céréales librement exportables.

- Les gouvernements se soucient davantage des conséquences à large échelle sur la sécurité alimentaire des ajustements de la production et des surfaces cultivées, qu'ils considéraient auparavant comme une question d'intérêt purement national.

Les Etats ont en outre conclu un certain nombre d'accords internationaux qui améliorent la sécurité alimentaire.

- Une *Réserve alimentaire internationale d'urgence* de 500.000 tonnes a été créée en 1976. Elle a reçu en 1981 des contributions d'un total de 588.000 tonnes.

- Une nouvelle *Convention relative à l'aide alimentaire*, qui a porté la contribution annuelle minimum d'aide alimentaire de 4,2 à 7,6 millions de tonnes, a été négociée en 1980.

- Le *Mécanisme d'aide financière aux importations alimentaires*, qui élargit le *Mécanisme de financement compensatoire du FMI*, a été créé en 1981 pour permettre au Fonds de fournir une aide financière visant à compenser les majorations de la facture d'importations alimentaires des pays membres qui proviennent soit d'une baisse de la production intérieure, soit d'une hausse des prix alimentaires mondiaux.

Il reste à savoir si ces réformes, s'ajoutant au relèvement des stocks mondiaux, permettront d'assurer un "degré satisfaisant de sécurité alimentaire". De nouveaux mécanismes propres à promouvoir la stabilité et la sécurité verront peut-être le jour. Quoi qu'il en soit, la crise alimentaire aura eu pour effet secondaire de faire mieux prendre conscience aux planificateurs et aux dirigeants du fait que le bon fonctionnement du marché mondial des produits alimentaires contribue substantiellement, lui aussi, à améliorer la sécurité alimentaire mondiale.

d'incitation et la création d'un tel système devraient permettre d'exploiter efficacement les res-

sources agricoles du monde; à court terme, elles aideraient à répondre aux besoins pressants des

pays en développement en ouvrant les marchés à leurs exportations agricoles.



## 6 Les facteurs du développement agricole

L'agriculture a considérablement progressé depuis que l'homme a appris à cultiver des plantes, voici 10.000 ans. Les obstacles liés au sol et au climat ont été progressivement réduits, des terres vierges ont été colonisées et la productivité s'est élevée. Après la houe, l'homme a utilisé la charrue tirée par des animaux, puis des machines perfectionnées. La recherche de techniques culturelles nouvelles et plus efficaces se poursuit, aidée par tous les moyens de la recherche scientifique.

Jusqu'aux années 50, les progrès réalisés par la plupart des pays en développement dans le domaine agricole ont été lents et irréguliers, soutenant tout juste le rythme de l'expansion démographique. Si le développement des échanges de produits agricoles a stimulé les exportations des produits tropicaux, les cultures vivrières en revanche ont été très négligées durant l'ère coloniale. Au cours des vingt dernières années, cependant, de grands progrès ont été réalisés. Des centaines de millions d'exploitants, depuis le paysan du Kenya sur son lopin de terre jusqu'aux membres des communes chinoises, ont transformé leurs méthodes de culture. Ils y ont été aidés par la science et aiguillonnés par la perspective d'améliorer leurs revenus et la sécurité de leur famille. Mais la tâche considérable qu'ils ont accomplie ne peut dissimuler l'ampleur du défi qu'il

leur faut encore relever. Dans de nombreux pays en développement, la population s'accroît plus rapidement que la production agricole et des millions de paysans ne profitent toujours pas des progrès réalisés au cours des vingt dernières années.

Le présent chapitre, qui traite essentiellement des raisons pour lesquelles les progrès ont été irréguliers, examine les facteurs du développement agricole en accordant une place particulière au rôle joué par la science et la technique dans la découverte de nouvelles méthodes culturelles. Il revient constamment sur les tâches consistant à adapter ces découvertes au cas des différents pays et peuples, à faire connaître les résultats obtenus et à encourager les paysans à les mettre en application, et enfin, à assurer les nombreux services de soutien nécessaires pour passer du stade des bonnes intentions à celui des résultats concrets. On y montre du début à la fin comment la réussite en agriculture est le fruit de la convergence d'initiatives privées et publiques. Les pouvoirs publics peuvent apporter une partie du soutien et des incitations dont tous les exploitants peuvent bénéficier, mais qu'aucun d'eux ne pourrait organiser individuellement. C'est ensuite aux exploitants qu'il appartient de prendre les risques qu'il faut bien courir si l'on veut réaliser des gains importants.

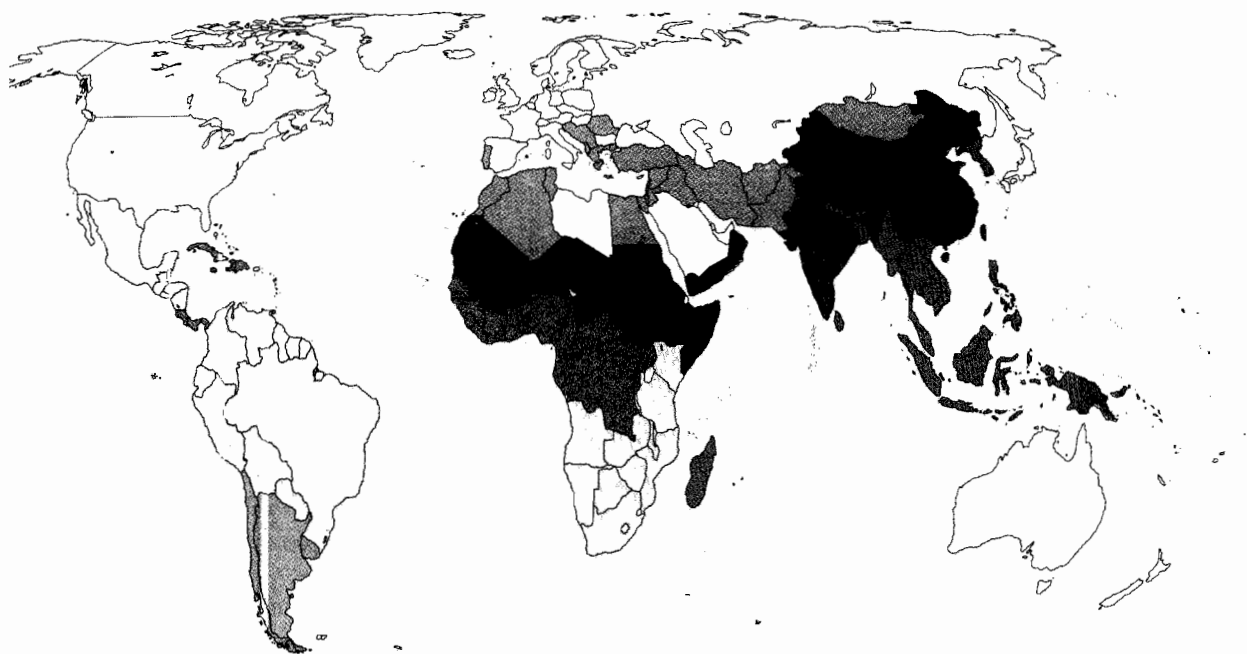
Comme on l'a vu au Chapi-

tre 5, les progrès réalisés dans le domaine agricole ont été tout à fait remarquables à bien des égards au cours des dernières années. Le principal facteur en a été l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement. Du fait des différences de sols et de climats, on y observe une variété quasiment infinie de systèmes d'exploitation. Il est toutefois possible de distinguer dans le tiers monde cinq zones principales suivant la culture vivrière de base qui prédomine (Figures 6.1 et 6.2).

- Le riz, initialement cultivé sur les sols à forte rétention d'eau des zones tropicales humides de l'Asie, a été adapté à des milieux très divers. Il est exploité maintenant dans les vallées fluviales et les plaines côtières de la Chine méridionale, de l'Asie du Sud et du Sud-Est, de l'Indonésie et des Philippines, du Japon et de la Corée ainsi que dans de petites zones de l'Amérique latine et de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Dans de nombreuses régions voisines, caractérisées par une forte pluviosité et des sols plus perméables, le riz d'altitude est cultivé en association.

- Les racines et tubercules féculents (manioc, igname) sont cultivés dans des régions des zones tropicales humides aux sols moins fertiles, peu propices à la culture des céréales, telles que l'Afrique occidentale et centrale et certaines régions de l'Océanie et de l'Amérique latine. Le manioc

Figure 6.1 Grandes zones de cultures des pays en développement



Zones de cultures	Climat dominant	Population totale (millions)	Population agricole (millions)	Densité de la population agricole (personnes/ha)	Rendement moyen des céréales primaires (kg/ha)	Réserves de terres arables
Tubercules	Tropical humide	193	120	1,6	750	Abondantes
Riz	Tropical humide et tempéré humide	574	358	3,5	2050	Moyennement abondantes
Maïs	Tropical subhumide	353	161	1,1	1450	Abondantes
Sorgho et mil	Tropical semi-aride	86	70	1,6	670	Moyennement abondantes
Blé	Tempéré/méditerranéen	395	182	1,0	1850	Rares
Divers (Inde)	Chaud tempéré et aride à tropical humide	673	439	2,5	1310	Très rares
Divers (Chine)	Tempéré froid à tropical subhumide	977	572	5,8	2700	Très rares

*Note :* Etant donné qu' on manque de renseignements sur les subdivisions à l'intérieur des frontières, on a fait coïncider les limites entre zones de cultures avec les frontières nationales.

*Sources :* IFPRI; FAO.

est maintenant cultivé jusque dans le nord de la Thaïlande où il est devenu une importante culture d'exportation.

- Le maïs est le principal produit de base dans les régions tro-

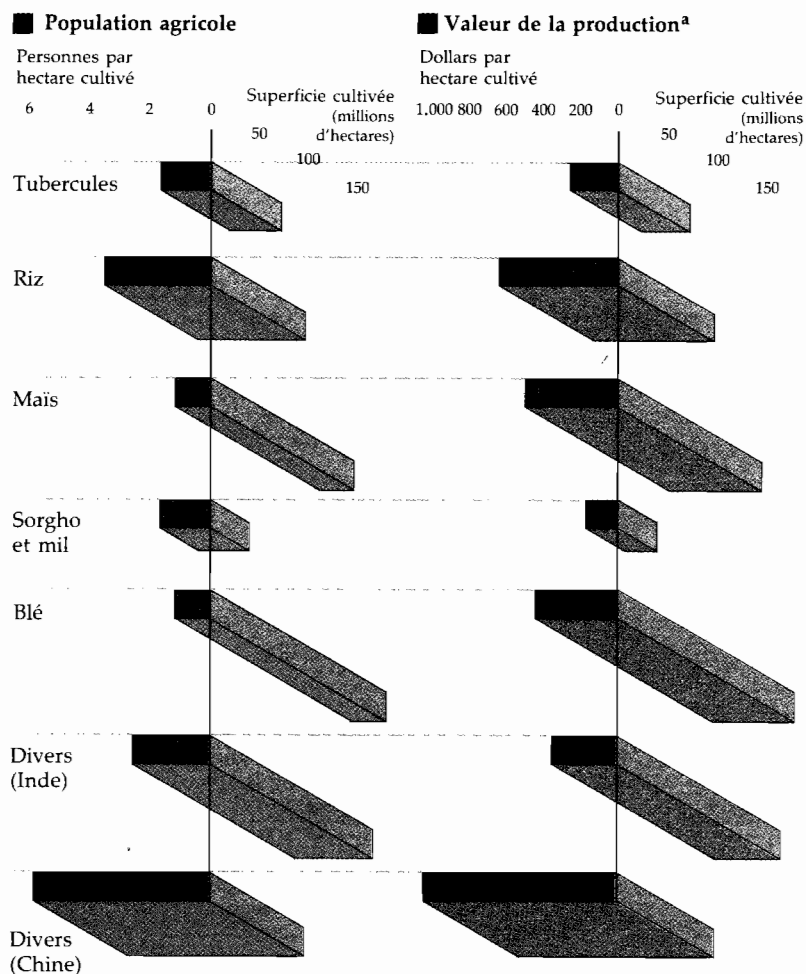
picales subhumides d'Amérique latine et d'Afrique. Avec le maïs, les cultures les plus courantes sont le coton, l'arachide, le soja et le sorgho dans les régions les plus sèches, le café, le cacao et les ra-

cines et tubercules féculents dans les régions les plus humides.

- Le sorgho est la principale céréale cultivée dans les régions les plus humides des zones tropicales semi-arides, et le mil pré-



Figure 6.2 Caractéristiques des grandes zones de cultures, 1978



Source : FAO.

a. Aux prix du marché mondial, 1974-76.

domine dans les régions les plus sèches. L'arachide, le coton, le niébé et le pois cajan sont les cultures associées les plus courantes.

- Le blé prédomine dans une grande partie de la zone tempérée, mais on le rencontre en tant que culture hivernale sur une superficie de plus en plus importante dans les régions tropicales les plus fraîches, en association avec les céréales ou le coton cultivés durant la mousson.

La première section du présent chapitre traite des terres, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle de plus en plus limité que la mise en valeur de nouvelles ter-

res jouera dans l'expansion de l'agriculture. La deuxième section traite de l'autre facteur d'expansion de l'agriculture, à savoir l'exploitation intensive, et étudie le rôle important joué par l'irrigation, l'utilisation des méthodes intensives dans les zones de cultures en sec et le développement de l'élevage. Viennent ensuite deux sections portant sur les principaux facteurs de développement intensif, à savoir la technologie (machines, pesticides, herbicides et engrais) et la recherche, ainsi que sur leurs résultats (la Révolution verte intervenue dans la culture des céréales

et les progrès réalisés par d'autres cultures tropicales). Le chapitre examine pour finir quelques-uns des éléments fondamentaux du soutien actuellement apporté à l'agriculture, dans les domaines de l'infrastructure, de la vulgarisation, de la commercialisation et du crédit.

## Les terres

Pendant des siècles, pour accroître leur production, les exploitants se bornaient essentiellement à étendre la superficie des terres qu'ils cultivaient. Cela n'est plus vrai. Depuis vingt ans, l'augmentation des superficies est à l'origine de moins d'un cinquième de l'accroissement de la production agricole dans les pays en développement (Figure 6.3), et encore moins dans les pays développés. Il reste néanmoins de vastes étendues de terres arables inutilisées, qui représentent, selon les estimations, de 500 millions à 1,4 milliard d'hectares dans les pays en développement, alors que les terres actuellement en culture couvrent une superficie d'environ 820 millions d'hectares.

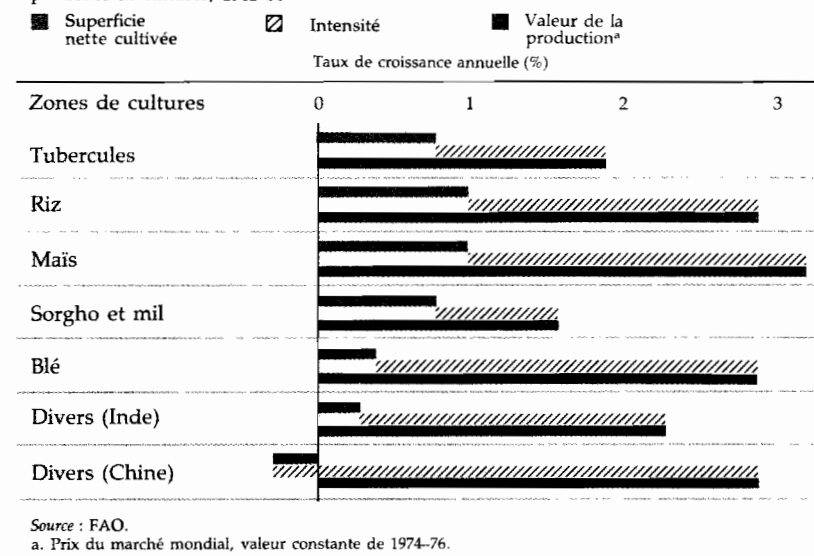
Ces estimations peuvent toutefois être trompeuses. Les terres inutilisées ne se trouvent pas là où vivent ceux qui en ont le plus besoin et la FAO estime que 10 à 15 % seulement de ces terres arables inutilisées en 1980 pourraient être cultivées d'ici l'an 2000. Il existe de vastes étendues de terres cultivables dans les régions humides et subhumides de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne, mais il n'en reste pratiquement plus dans la région méditerranéenne et dans la plupart des pays d'Asie, à l'exception de l'Indonésie. La Chine cultive déjà toutes les terres arables dont elle dispose et un certain nombre d'autres pays en arrivent rapidement au même stade.

Le déséquilibre entre la population et les réserves de terres ne constitue qu'un seul des facteurs limitant la mise en valeur de nouvelles terres. Les maladies empêchent les exploitants de se fixer dans de vastes régions de zones tropicales et subtropicales. L'éradication du paludisme dans les années 50 a permis de mettre en culture de vastes superficies, particulièrement en Asie. Aujourd'hui, les principales maladies faisant obstacle à l'installation de populations et à l'agriculture sont l'onchocercose et la maladie du sommeil (trypanosomiase), qui sévissent essentiellement en Afrique subsaharienne.

A cause de l'onchocercose, de vastes zones restent inexploitées dans les vallées fertiles de la Volta, du Niger, du Congo, de la Gambie et du Haut Nil. Les efforts déployés en vue de l'éradication de cette maladie sont soutenus par les gouvernements d'Afrique de l'Ouest, l'OMS, la FAO, la Banque mondiale et des donateurs bilatéraux, mais les progrès sont lents. La trypanosomiase, dont le vecteur est la mouche tsé-tsé, constitue un obstacle encore plus sérieux. Elle empêche la mise en valeur d'environ 1 milliard d'hectares de terres bien arrosées d'Afrique qui se prêteraient à l'élevage. Des insecticides ont été essayés dans plusieurs pays, dont le Nigéria, le Cameroun et le Botswana, mais du fait de leur coût et de la résistance de la mouche tsé-tsé, il apparaît indispensable de poursuivre les recherches en vue de trouver de meilleurs moyens de lutte.

Pour l'essentiel, l'expansion des terres cultivées est un phénomène spontané, les agriculteurs se mettant à exploiter les zones forestières et les pâturages. En outre, ils passent progressivement des cultures itinérantes aux cultures permanentes, parti-

Figure 6.3 Expansion des superficies et intensification des méthodes, par zones de cultures, 1961-80



culièrement en Afrique, et réduisent les périodes de jachère. Dans les rares cas où existent de vastes étendues de bonnes terres vierges, par exemple dans le nord-ouest du Brésil, les migrations sont importantes. Elles ont sensiblement stimulé la production au Brésil, en Thaïlande et aux Philippines. Même à l'heure actuelle, les migrations constituent le principal, et souvent le seul, facteur d'expansion agricole en Afrique subsaharienne.

L'avantage de la colonisation rurale spontanée est que son coût modique est supporté par les migrants eux-mêmes. Mais les gens n'ont pas toujours les moyens matériels ou les motivations voulus pour se déplacer, même dans les pays où des terres sont disponibles. Certains gouvernements ont parrainé des programmes de colonisation rurale, par exemple en Malaisie et dans les îles périphériques de l'Indonésie, mais ces programmes coûtent généralement cher. Il faut compter en moyenne de 1.000 à 2.000 dollars par hectare pour défricher les terres, construire des routes, des

marchés, des écoles et des installations de santé.

Aux premiers stades de la migration, les paysans vont s'installer sur les terres les plus intéressantes. Plus tard, à mesure que la pression démographique les refoule vers les zones marginales, leur arrivée provoque une érosion et une diminution de la fertilité des sols. La déforestation constitue un problème particulier. De 1900 à 1965, on a défriché environ la moitié des régions boisées des pays en développement pour les mettre en culture. Bien que la forêt couvre encore la moitié des terres dans les zones tropicales humides et subhumides, elle a été réduite à 10 à 15 % dans les zones tropicales semi-arides et dans la zone tempérée.

Cette déforestation massive a fait ressortir le rôle bénéfique des forêts, qui régularisent l'écoulement des eaux de pluies, empêchent l'érosion des sols, reconstituent les éléments nutritifs contenus dans le sol et influent sur le climat local. Ces bienfaits peuvent être préservés tant que

### Encadré 6.1 Forêts et bois de feu : le dilemme écologique du Sahel

Les forêts jouent un rôle vital dans l'équilibre écologique car elles constituent un habitat pour la flore et la faune, assurent la fixation des sols et adoucissent le climat. Au Sahel, les forêts sont cependant menacées du fait qu'une population toujours plus nombreuse a besoin des produits forestiers comme bois de feu et matériaux de construction.

Par suite de la déforestation progressive, les habitants des campagnes doivent parcourir à pied des distances de plus en plus longues pour se procurer du bois de feu. Dans certaines régions, les familles rurales peuvent y consacrer près de la moitié de leur temps de travail. Parallèlement, un foyer urbain, qui utilise en moyenne de trois à cinq mètres cubes de bois par an, consacre une part croissante de son budget au bois de feu. Dans certaines villes sahéliennes, "il en coûte souvent plus de faire chauffer la marmite que de la remplir".

S'ils veulent maintenir un strict minimum de couverture forestière, la plupart des pays du Sahel devront diminuer de moitié leur consommation de bois de feu d'ici la fin du siècle. Ils pourront y par-

venir en encourageant l'utilisation de fourneaux à bois efficaces et la substitution au bois de feu de combustibles commerciaux ou de déchets végétaux ou animaux. Une autre stratégie consiste à boiser à grande échelle, mais les obstacles techniques et socio-politiques sont formidables. Rares sont les pays sahéliens qui peuvent compter sur plus de 800 millimètres de pluie par an et encore sera-t-elle répartie irrégulièrement. Les arbres sont difficiles à planter dans la zone aride et poussent lentement. La plupart des forêts sont domaniales, mais les avantages à long terme de leur conservation sont incompatibles avec les besoins à court terme des particuliers. La politique officielle, qui s'efforce de faire un compromis entre les intérêts privés et publics, est ambiguë. Peu de gens s'intéressent à la conservation ou au boisement, et les quelques programmes forestiers qui ont été entrepris ont généralement donné des résultats décevants.

A la suite de la dernière sécheresse qui a sévi dans la région, la Banque mondiale et d'autres organismes donateurs ont

commencé à aider les pays sahéliens à financer des projets forestiers. La plupart de ces projets pilotes et d'assistance technique ont débuté à la fin des années 70 et reposent sur les techniques traditionnelles d'aménagement des forêts et de boisement. Au départ, ils ne sont pas axés sur une expansion rapide de la forêt, mais visent plutôt à renforcer la formation, la planification, la direction et les opérations des organismes chargés de l'aménagement des forêts. Plusieurs programmes prévoient notamment la formation d'agents de vulgarisation forestière et l'expérimentation de divers moyens de gagner l'adhésion des populations locales à la cause de la conservation forestière et des nouvelles plantations. On s'emploie de plus en plus à planter des arbres à usages multiples, susceptibles de fournir à la fois du bois de feu, de service et de construction. Des essences d'arbres légumineux, qui fixent l'azote et fertilisent les sols, ont la préférence dans les zones où les conditions écologiques sont favorables.

l'on pratique des cultures itinérantes et non permanentes et à condition que l'exploitation forestière commerciale soit strictement contrôlée. Dans des pays comme le Brésil et les Philippines, de graves dommages ont été causés du fait que l'on n'a pas réglementé l'abattage des arbres et le défrichement des forêts. La situation est cependant pire lorsque les forêts sont traitées comme des réserves illimitées de bois de feu. Les quatre cinquièmes environ de la totalité des arbres abattus dans les pays en développement sont utilisés comme bois de feu. Ce problème est particulièrement grave dans les régions accidentées à population dense (telles que les Andes et l'Himalaya) et dans les régions semi-arides et arides, où le désert avance à mesure que la forêt recule.

Si les conséquences de la déforestation sont graves, ses causes le sont également. Des millions de gens n'ont d'autre combustible que le bois : en Afrique subsaharienne, le bois fournit les trois quarts du total de l'énergie utilisée. Pour résoudre ce problème, il faut, d'une part, exploiter de nouvelles sources d'énergie et, d'autre part, mieux protéger les forêts. Du fait que les exploitants ne voient aucun avantage immédiat à la protection, c'est aux pouvoirs publics qu'il incombe de prendre l'initiative (Encadré 6.1).

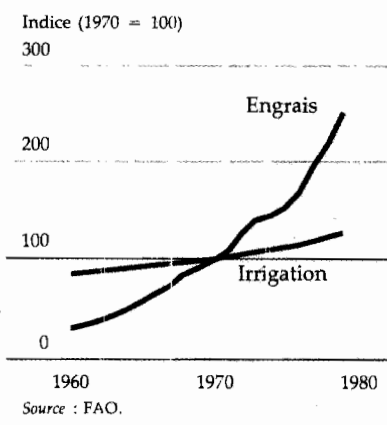
#### L'intensification de l'agriculture

La mise en valeur de nouvelles terres, qui a été un important facteur d'expansion dans le passé, ne sera manifestement possible désormais que dans quelques

pays. La solution consiste à mieux exploiter les terres existantes. Les efforts déployés pour y parvenir ont été couronnés de succès, la productivité moyenne des terres cultivées ayant augmenté d'environ 2,2 % par an au cours des vingt dernières années (Figure 6.3). Sauf dans les zones semi-arides de culture du sorgho et du mil, l'accroissement de la production est dû pour plus de la moitié à la hausse des rendements. Dans les zones de cultures diverses de la Chine, alors que la superficie cultivée diminuait, les rendements ont augmenté de près de 3 % par an.

Ces gains de productivité sont dus essentiellement à la généralisation et à l'amélioration de l'irrigation, et à l'utilisation accrue de nouvelles semences et des engrais (Figure 6.4); des progrès

**Figure 6.4 Facteurs de production agricoles dans les pays en développement, 1960-79**



sensibles ont également été réalisés dans des régions où les précipitations sont régulières.

### *Irrigation*

C'est l'irrigation qui a contribué le plus à l'accroissement de la production agricole enregistré dans une grande partie de l'Asie, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Dans de nombreuses régions, elle permet de doubler ou de tripler les rendements durant la principale campagne, d'obtenir une deuxième, voire une troisième récolte, et de réduire considérablement les risques de mauvaise récolte. Des programmes d'irrigation peuvent également avoir de multiples effets sur tous les secteurs de l'économie (Encadré 6.2). A ces avantages font pendant deux inconvénients : l'absence d'eau souterraine et de surface pour l'irrigation dans de vastes régions du monde et le coût élevé de l'infrastructure.

Les investissements consacrés à l'irrigation ont augmenté de façon spectaculaire dans les pays en développement, pour atteindre environ 15 milliards de dollars en 1980. La superficie des zones irriguées augmente de 2,2 % par an depuis 1960. Environ 160 millions d'hectares, soit un cinquième des

terres cultivées des pays en développement, sont maintenant irrigués. Ces terres utilisent environ 60 % de la totalité des engrais et assurent plus de 40 % de la totalité de la production agricole annuelle des pays en développement. L'augmentation de la production agricole enregistrée au cours des vingt dernières années est due pour 50 à 60 % à l'aménagement ou à la remise en état de périmètres irrigués. La Chine et l'Inde, avec respectivement 49 et 39 millions d'hectares irrigués, comptent plus de la moi-

tié des terres irriguées des pays en développement (Figure 6.5).

L'irrigation absorbe une large part des investissements du secteur public, particulièrement dans les pays à faible revenu. Les tarifs d'eau sont souvent trop faibles, de même que les impôts sur le revenu agricole; aussi la charge pour le budget de l'Etat est-elle inutilement lourde. Un réseau relativement petit (50.000 hectares) peut coûter entre 100 et 200 millions de dollars. Pour que cet investissement ait une rentabilité satisfaisante, le réseau d'irriga-

### **Encadré 6.2 Les effets en aval de l'investissement dans l'irrigation**

Il n'est pas difficile de déterminer ni de mesurer les avantages directs des investissements dans l'agriculture, en particulier ceux des projets d'irrigation. Ils créent des emplois dans la construction, font augmenter la production agricole, fournissent les consommateurs en produits alimentaires à meilleur marché et améliorent souvent les revenus des exploitants. Toutefois, ces projets peuvent avoir également des avantages beaucoup plus diffus et moins faciles à mesurer.

Le suivi attentif d'un projet d'irrigation exécuté dans la région de Muda (Malaisie) a permis à la Banque mondiale d'étudier les effets indirects induits en aval par ce programme de 240 millions de dollars visant à accroître la production rizicole, qui a été approuvé en 1972. Utilisant une panoplie d'instruments analytiques perfectionnés, la Banque a demandé :

- Qui, en dehors des producteurs, bénéficie du programme?
- Quel en est l'effet global sur l'économie?
- Quels sont les investissements supplémentaires susceptibles d'être induits?

Les réponses à ces questions ont été fort intéressantes. Pour chaque dollar de production rizicole supplémentaire, un revenu d'environ 0,75 dollar a été produit en aval. En d'autres termes, l'augmentation des revenus tirés du paddy

par les exploitants a entraîné une demande de biens et services équivalant à 43 % du total des avantages. Cette demande s'est portée essentiellement vers des secteurs tels que ceux du logement et de la construction diverse, le commerce, les transports routiers, l'hôtellerie et la restauration, qui sont autant d'activités à très forte intensité de main-d'œuvre dans les régions rurales de la Malaisie. L'accroissement des gains dans ces secteurs a eu pour effet de multiplier les emplois et les revenus des travailleurs dans d'autres branches de l'économie.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là : le riz doit être usiné et les rizeries doivent investir dans les installations et le matériel. Le projet de Muda a induit des investissements privés d'un montant estimatif net de 56 millions de dollars, qui ont eu à leur tour de nouveaux effets multiplicateurs.

Quels en ont été les bénéficiaires? Les recherches ont permis d'apporter certaines réponses. Les revenus des riziculteurs participant au projet ont augmenté d'environ 70 %, mais ceux, plus modestes, des ouvriers agricoles ont augmenté encore davantage (73 %). Le revenu des non-agriculteurs et celui des paysans de la région ne participant pas au projet ont aussi augmenté (de 14 et 10 % respectivement) par rapport à ce qu'ils auraient été sans le projet.

tion doit être minutieusement conçu et aménagé, puis être exploité de façon optimale. L'efficacité est une considération de plus en plus importante, en particulier à cause des pénuries d'eau qui existent ou qui menacent. Mais surtout, les semences modernes à haut rendement exigent un approvisionnement en eau régulier, à des moments bien déterminés, pour donner les résultats espérés. Lorsque l'eau est fournie en temps voulu et de façon régulière, les exploitants acceptent plus volontiers d'acquitter les redevances.

En Inde et au Soudan, pays qui ont tous deux une vaste ex-

périence de l'irrigation, d'importants projets d'aménagement de canaux avec réservoirs de stockage nécessitent un investissement d'environ 2.000 dollars par hectare. Des projets du même genre dépassent souvent 10.000 dollars par hectare en Afrique de l'Est et de l'Ouest, en raison de l'inexpérience des entreprises de construction locales et de la nécessité d'importer les matériaux et le matériel. Des coûts aussi élevés ne se justifient que dans quelques pays — par exemple, ceux du Bassin méditerranéen — où des méthodes modernes d'aménagement de l'écoulement assurent une utilisation efficace du réseau et où les produits agricoles de grande valeur sont très demandés sur le marché.

L'amélioration des réseaux d'irrigation existants offre des possibilités considérables d'expansion accélérée, car les rendements sont très inférieurs à ce qu'ils pourraient être dans de nombreuses régions où l'eau est gaspillée. La conception et la construction médiocres des canaux tertiaires amenant l'eau dans les champs contribuent à l'inefficacité des réseaux d'irrigation. Toutefois, il ressort d'études récentes que, dans la plupart des projets, l'inégalité de l'approvisionnement et le gaspillage dans les champs sont essentiellement imputables à l'inadéquation et au mauvais entretien du réseau principal. Les périmètres irrigués existants présentent souvent des sols saturés d'eau et salins en raison de l'absence de drainage, en particulier dans le nord de la Chine, en Egypte, dans le nord de l'Inde et au Pakistan. Sur plus de la moitié du périmètre de 8 millions d'hectares du Bassin de l'Indus, au Pakistan, le sol est saturé d'eau et sur 40 % il est salinisé.

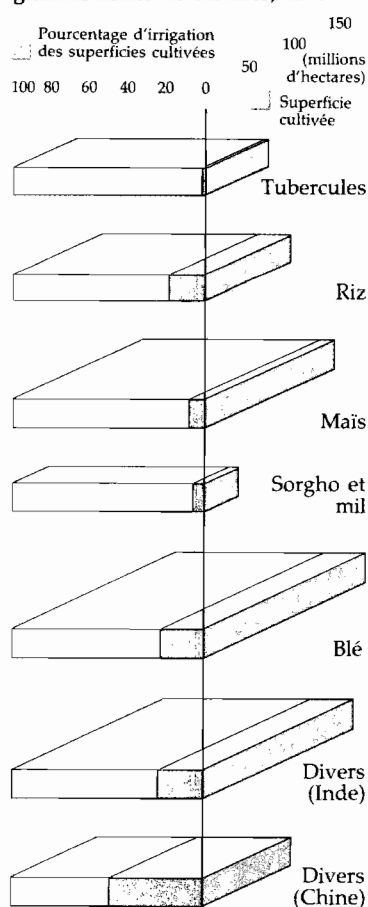
Des pénuries de personnel qualifié — dues en partie au fait

que celui-ci est attiré par de nouveaux projets — empêchent parfois d'apporter les améliorations voulues. Une fois construits, les réseaux d'irrigation sont souvent gérés par des ingénieurs civils peu au fait de la gestion des ressources en eau ou de l'agriculture. Dans certains pays où les services publics sont très cloisonnés, les ingénieurs sont les seules personnes habilitées à travailler dans les services d'irrigation. Leurs compétences doivent être conjuguées à celles des autres agents et les exploitants eux-mêmes devraient dès le début participer aux programmes d'irrigation.

En dehors des vastes périmètres irrigués exécutés par les pouvoirs publics, l'irrigation privée se développe rapidement. La mise au point de pompes bon marché et l'introduction de semences et d'engrais modernes ont mis l'irrigation à la portée de millions de petits paysans. En Asie du Sud-Est, les exploitants ont investi environ 15 milliards de dollars depuis 1960 dans des puits et des forages qui irriguent 30 millions d'hectares. Ces réseaux privés, soutenus par des crédits à long terme de l'Etat et par l'électrification des zones rurales, recouvrent une superficie égale à celle de tous les réseaux d'irrigation publics et privés d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.

Ailleurs, l'irrigation par forages et pompes progresse lentement, particulièrement en Afrique subsaharienne. L'irrigation n'est pas rentable dans une grande partie de cette région et, de plus, elle se heurte aux obstacles que sont l'insuffisance des études sur les ressources en eau et l'absence d'infrastructure de soutien. C'est ainsi que dans certaines parties de la savane du nord du Nigéria, des études indiquent que des plans d'irrigation par forages et pompes

**Figure 6.5 Irrigation dans les grandes zones de cultures, 1978**



Source: FAO.

seraient rentables. Quoique plus coûteux à exploiter et à entretenir que les réseaux de canaux, les pompes et les forages s'avèrent souvent plus efficaces, parce qu'ils sont plus faciles à exploiter et qu'ils nécessitent un investissement initial beaucoup plus modeste.

#### • Zones de culture en sec

Malgré les nombreux avantages de l'irrigation, il n'en reste pas moins que les zones de culture en sec constituent 80 % des terres cultivées des pays en développement et font vivre près des deux tiers de leurs exploitants. L'accroissement des rendements dépend toujours d'une interaction subtile entre le sol, l'eau, les semences et l'ensoleillement, mais le processus intervenant dans les conditions de culture en sec n'est pas aussi bien connu que dans le cas des cultures irriguées. Les situations locales varient tellement qu'il est souvent coûteux de trouver des solutions, d'autant plus qu'elles peuvent rarement être appliquées telles quelles ailleurs. Même en l'état actuel des connaissances, il existe toutefois des possibilités d'expansion. Les nouvelles méthodes de travail du sol et de rotation des cultures, l'utilisation accrue d'engrais et de pesticides, la conservation des sols et le drainage sont autant d'éléments qui ont un rôle à jouer. La solution des problèmes associés à l'agriculture pluviale est une tâche de plus en plus importante et soulève de grandes difficultés dans de nombreux pays, tels que le Mexique (Encadré 6.3) où l'irrigation ne peut plus s'étendre.

L'érosion et la diminution de la fertilité des sols sont les principales menaces pour les cultures en sec dans les zones tropicales humides et subhumides. Pour y remédier, il faut protéger les sols par des cultures continues et un

### Encadré 6.3 Cultures en sec : le cas du Mexique

Dans les années 50 et au début des années 60, l'agriculture mexicaine a enregistré un des taux de croissance les plus élevés du monde (4 à 7 % par an en moyenne). Ces résultats étaient dus en grande partie à des progrès technologiques étroitement liés au développement de l'irrigation. Entre 1940 et 1965, 90 % environ de la totalité des investissements publics dans le secteur agricole ont été consacrés à l'irrigation.

La croissance a sensiblement ralenti dans les années 70. L'irrigation de nouvelles terres est devenue de plus en plus coûteuse (et les anciens réseaux plus difficiles à entretenir); dans l'intervalle, la pauvreté est restée endémique chez les 87 % de paysans mexicains pratiquant la culture en sec. Cet ensemble de facteurs a amené les autorités mexicaines à rechercher des solutions du côté de la culture pluviale. Les zones de culture en sec du Mexique offrent heureusement d'excellentes perspectives agricoles. Le Plan Puebla, premier projet de développement des cultures en sec, qui a démarré en 1967, avait montré que les exploitants pouvaient tripler ou quadrupler leurs rendements de maïs en utilisant des variétés et des façons culturales nouvelles, et ce à un coût moindre qu'en investissant dans l'irrigation. On pouvait diversifier la production en pratiquant des cultures de plus grande valeur. En outre, de vastes terres à vocation agricole et suffisamment arrosées n'étaient encore utilisées que pour le pâturage extensif et pouvaient être exploitées de façon plus intensive.

La nouvelle orientation de la politique agricole a entraîné certains changements majeurs. Il a tout d'abord fallu améliorer l'efficacité des services de vulgarisation et de crédit offerts aux exploitants dans les zones de cultures en sec et faciliter l'accès aux terres en améliorant les routes rurales. Deuxièmement, le régime fon-

cier a dû être modifié et il a fallu installer un réseau de drainage des marécages pour encourager les exploitants à cultiver plus intensivement des terres peu utilisées. Enfin, il a fallu offrir des prix garantis à la production et des intrants subventionnés pour des cultures telles que celles du maïs et du haricot qui sont pratiquées traditionnellement dans les exploitations sans irrigation.

Ces nouvelles orientations ont pris la forme d'une série de programmes qui ont bénéficié d'une aide importante de la Banque mondiale. Dans le cadre du programme PIDER (commencé en 1973), il s'agissait d'implanter des services intégrés — vulgarisation, recherche, crédit, routes, irrigation, approvisionnement en eau potable et éducation — à des zones restreintes, bien déterminées, occupées généralement par des collectivités rurales à faible revenu. La coordination des services par le Gouvernement fédéral ayant abouti à un blocage, la supervision des programmes a été décentralisée aux différents Etats. En 1979, le Gouvernement a créé 118 "districts de culture en sec" (*Distritos de Temporal*) dans tout le pays, sur le modèle des districts d'irrigation existants. Cela a permis d'adopter une politique intégrée de mise en valeur des terres de culture en sec, tout en tenant compte des conditions matérielles locales, qui sont très variables.

Ces initiatives ont ouvert la voie à de futurs changements de structure ainsi qu'à l'accroissement et à la diversification de la production des zones de culture en sec du Mexique. Les incitations annoncées il y a deux ans en vue d'accroître la production donnent des résultats concrets. Après une décennie de croissance lente (2 à 3 % par an), la production agricole a augmenté de 5,5 % en 1980 et de 8 % en 1981, cet accroissement étant dû pour l'essentiel aux cultures en sec.

minimum de préparation, pratiquer les semis en ligne et sarcler. Ce type d'approche systématique est à l'étude à l'IITA, au Nigéria. (Pour les noms et fonctions des centres internationaux de recherche agricole, voir Glossaire des si-

gles et Encadré 6.4.) Dans certains pays d'Amérique latine, la grande acidité et l'aridité des sols posent un problème assez différent. Là, on fait porter les recherches sur la régénération des terres, les nouvelles rotations des



## Encadré 6.4 La recherche de pointe en agronomie

La phytogénétique moderne date du milieu du XIXe siècle, époque à laquelle Mendel a identifié les lois de l'hérédité. L'application des techniques mendéliennes ainsi que les découvertes de Liebig sur la nutrition des plantes ont permis d'accroître de façon spectaculaire la productivité des principales cultures céréalières dans le monde entier. Tout cela a abouti à ce que l'on a appelé la Révolution verte. Le "saut quantique" suivant est tout récent, puisqu'il date de la découverte de l'acide déoxyribonucléique (DNA), élément chimique complexe qui est le porteur des caractères transmis de tous les êtres vivants. Cette découverte a ouvert de vastes perspectives à la manipulation de la nature. On peut créer des organismes entièrement nouveaux en transposant d'une espèce à l'autre des particules de matière, ou gènes, transmettant des caractères.

Les possibilités du génie génétique n'ont pas encore été entièrement identifiées. Les nouvelles connaissances s'accumulent à un rythme sans précédent grâce aux recherches entreprises dans le monde entier par des institutions universitaires et commerciales. Mais ces travaux n'en sont qu'à leurs balbutiements et il faudra peut-être attendre quelques décennies de plus avant de trouver sur le marché des espèces entièrement nouvelles ayant une valeur commerciale. Même la génétique des organismes unicellulaires, comme les bactéries, n'est pas encore parfaitement comprise. En attendant, on peut cependant tirer un profit immédiat de l'exploitation d'autres éléments de la masse des connaissances nouvellement acquises sur les systèmes biologiques.

**Cultures tissulaires.** La multiplication de plantes par micropropagation in vitro est particulièrement prometteuse. En partant dans certains cas d'un matériel végétal simple, morceau de feuille ou extrémité de racine coupée, on produit par manipulation et traitement hormonal une prolifération de cals, c'est-à-dire une masse indifférenciée de cellules. Un nouveau traitement provoque la réorganisation de ces cals et la formation de structures de type embryonnaire qui évoluent jusqu'à constituer des plantes totalement

nouvelles, génétiquement identiques à tous égards à la plante mère. Les cultures tissulaires sont devenues rentables commercialement il y a une vingtaine d'années, tout d'abord pour la production de plantes ornementales et puis pour celle de fruits et légumes tels que les fraises et les asperges.

À la fin des années 70, on a pu réussir des cultures tissulaires avec de nombreuses essences d'arbres, et notamment avec des arbres fruitiers tels que les pommiers et les poiriers, plusieurs plantes vivaces importantes des pays en développement, telles que le caféier, l'hévéa et le palmier à huile, et un certain nombre d'essences forestières tropicales. On pense maintenant généralement que toutes les cellules des plantes sont potentiellement "totipotentes", c'est-à-dire qu'elles ont la possibilité, dans des conditions appropriées, de devenir des plantes complètes. Les cultures tissulaires permettent d'obtenir des taux de multiplication beaucoup plus rapides que les techniques de semis ou de propagation traditionnelles telles que l'écussonnage et les greffes. En outre, le matériel génétiquement identique résultant de ces cultures est caractérisé par des rendements, une qualité et un rythme de maturation uniformes. Les cultures tissulaires peuvent également servir à accroître la résistance des plantes aux maladies et à rendre celles-ci adaptables à des habitats bien déterminés.

Certaines espèces cultivables en laboratoire ne peuvent pas encore faire l'objet d'une propagation à l'échelle commerciale. Les cultures tissulaires pourraient toutefois permettre de réaliser, en ce qui concerne les rendements des plantes tropicales vivaces, des progrès comparables à ceux que la Révolution verte a permis d'obtenir pour les céréales. Des clones de palmier à huile font déjà l'objet d'essais dans des plantations en Malaisie. Une société commerciale envisage de commercialiser d'ici le milieu des années 80 des clones à haut rendement, et de produire éventuellement plusieurs millions de plantes par an avant la fin de la décennie. La productivité devrait être supérieure d'au moins 30 % à celle des meilleurs descendants de plantes disponibles aujourd'hui. La possibilité d'une propagation clonale du cocotier offre des perspectives encore plus

intéressantes d'amélioration des rendements. La création de clones à partir de populations d'élite naine ou d'hybrides grands pourrait bien permettre de doubler les meilleurs rendements actuellement réalisables.

Dans un secteur de recherche différent dont les applications pratiques sont moins immédiates, on s'efforce d'aider les plantes à satisfaire leurs besoins en azote à partir de l'air par la fixation de l'azote. À l'heure actuelle, seules des légumineuses de la famille du pois et du haricot en sont capables. Le mécanisme de fixation met en jeu une relation mutuellement bénéfique ou symbiotique entre la plante d'accueil et certaines espèces de bactéries vivant dans les nodules qui se développent sur les racines de la plante. Ces bactéries, qui utilisent la plante comme abri et pour d'autres fonctions vitales, sont capables d'absorber ou de "fixer" l'azote de l'air. Une partie de cet azote est utilisée par la plante hôte et une autre partie enrichit le sol.

On pourrait révolutionner la nutrition des plantes en accroissant l'efficacité de ce processus dans les légumineuses ou en trouvant des moyens d'induire le même rapport symbiotique entre les bactéries et les plantes non légumineuses. L'azote, qui est le plus cher des principaux éléments nutritifs des plantes lorsqu'il leur est fourni sous la forme d'engrais chimiques, pourrait être tiré gratuitement de l'air.

Des travaux sur la fixation de l'azote se poursuivent dans de nombreux centres du monde entier. Le Réseau international d'inoculation expérimentale des légumineuses recherche de nouvelles bactéries rhizobiales fixant supérieurement l'azote et compte en assurer la propagation et la diffusion dans le monde entier. Les agriculteurs qui sont aujourd'hui éloignés des sources d'approvisionnement et n'ont pas les moyens d'acheter des engrais azotés pourront peut-être obtenir un jour des rendements accrus qui sont actuellement hors de leur portée.

La plupart des chercheurs qui font actuellement reculer les limites de la recherche agronomique travaillent dans les pays développés. Certaines des applications les plus passionnantes de la nouvelle technologie sont cependant attendues dans le domaine de l'agriculture tropicale.

cultures et des méthodes de fumure plus efficaces. Dans les régions à la pluviosité assez régulière et au sol retenant l'humidité, l'ICRISAT met au point de nouvelles méthodes culturales qui consistent à aménager de larges billons semi-permanents et des rigoles assurant l'écoulement des fortes pluies et permettant au sol de mieux retenir l'humidité. Cette méthode, combinée avec des semailles effectuées avant la mousson, une nouvelle rotation des cultures, et l'utilisation de variétés à haut rendement et d'engrais, a permis de tripler la production dans le cadre d'expériences exécutées en conditions réelles.

Bien que prometteuses, ces nouvelles méthodes devront être éprouvées à grande échelle dans les exploitations agricoles avant de pouvoir être généralisées. L'accroissement du rendement des cultures en sec sera donc relativement lent et concentré dans les régions les mieux arrosées et aux sols de bonne qualité. Toutefois, les gains pourraient être considérables. Si l'on pouvait accroître de 500 kilogrammes à l'hectare les rendements des terres non irriguées, l'accroissement total de la production dépasserait celui que l'on pourrait obtenir grâce à une augmentation de deux tonnes à l'hectare du rendement de la totalité des terres irriguées.

Pour y parvenir, il faudra surmonter des obstacles redoutables dont les inondations ne sont pas le moindre, car dans de nombreuses régions des pays en développement, des pluies "normales" provoquent des crues importantes. Une hauteur d'eau permanente, qui dépasse souvent 30 centimètres, rend de nombreuses rizières d'Asie impropres à la culture de variétés naines de riz à haut rendement. De petits ouvrages de protection contre les

inondations et un assèchement efficace permettraient d'introduire dans des régions du Bangladesh, de la Birmanie, de l'Inde orientale et de la Thaïlande des techniques modernes de riziculture qui y sont actuellement impossibles.

Les vastes programmes de drainage et de lutte contre les inondations coûtent si cher qu'ils sont souvent difficilement justifiables d'un point de vue purement économique. Isolément, les pays ont rarement les moyens financiers voulus. Dans quelques cas, la solution consiste pour eux à unir leurs efforts dans l'intérêt de chacun.

#### *Elevage*

Bien que relativement peu important à l'heure actuelle pour l'économie de nombreux pays à faible revenu, l'élevage pourrait être appelé à se développer rapidement. C'est déjà le cas dans les pays à revenu intermédiaire (Tableau 6.1). Etant donné que les productions animales constituent une source de calories et de protéines plus coûteuse que les végétaux, les pauvres en consomment très peu. A mesure que les revenus augmentent, la consommation de viande, de lait, d'oeufs et de volaille progresse fortement. L'élevage représente 33 % de la production agricole en Amérique latine, 25 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et 31 % en Europe méridionale. Dans les pays en développement exportateurs de pétrole, la part de l'élevage dans la production est passée de 20 à 36 % au cours des deux dernières décennies.

L'élevage prend des formes très variables dans le monde :

- Dans les pays développés, en raison de la forte demande de lait et de viande et de l'existence de systèmes de commercialisation et d'industries de transformation

bien organisés, l'élevage a un caractère fortement commercialisé. Les éleveurs se spécialisent généralement dans un type de production, à savoir parcs d'engraissement bovin, ranches d'embouche ou production industrielle de lait, de porc, de boeuf et d'oeufs. Les animaux font l'objet d'une sélection spéciale en fonction de ces méthodes d'élevage.

- Dans les pays en développement, les exploitants combinent souvent élevage et agriculture. Les animaux remplissent différentes fonctions : ils sont utilisés comme animaux de trait et source d'engrais; ils mangent des déchets et des résidus de récoltes; et ils produisent du lait, de la laine, de la viande et des peaux pour la vente ou la subsistance. Les animaux sont sélectionnés pour leur endurance et leur adaptation à des conditions difficiles, plutôt que pour la rapidité de leur croissance.

Cette situation commence à changer. Dans de nombreux pays en développement, l'aviculture et, dans une moindre mesure, l'élevage porcin se sont rapidement développés au cours des quinze dernières années et prennent un caractère de plus en plus intensif. La technologie est facile à transférer mais elle nécessite des quantités relativement importantes de céréales fourragères et de tourteaux de graines oléagineuses, qui doivent souvent être importés.

Ces nouvelles entreprises concurrencent souvent l'élevage traditionnel, qui peut s'en ressentir. Etant donné que la productivité est très supérieure dans les centres d'élevage intensif, les prix et les coûts ont fortement diminué. La volaille, qui était auparavant la viande la plus chère, est maintenant devenue la plus économique, en grande partie grâce à l'accroissement de la production



**Tableau 6.1 Changements intervenus dans la structure de la production agricole par sous-secteur et par région entre 1961-65 et 1976-80**  
(en pourcentage)

Régions et catégories de pays	Céréales		Autres denrées de base		Élevage		Autres denrées		Produits non alimentaires		Commerce agricole en pourcentage de la production			
											Exportations		Importations	
	1961-65	1976-80	1961-65	1976-80	1961-65	1976-81	1961-65	1976-80	1961-65	1976-81	1961-65	1975-79	1961-65	1975-79
Régions en développement	31	31	11	10	21	22	27	29	11	9	13	12	6	8
Afrique	17	17	26	27	16	18	25	25	16	14	21	15	5	7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	30	26	5	4	22	25	46	40	7	5	16	10	19	34
Amérique latine	16	17	16	8	31	33	20	31	17	11	20	20	5	7
Asie du Sud-Est	46	44	10	10	15	12	22	26	9	8	14	17	7	9
Asie du Sud	43	45	10	9	14	13	26	27	7	7	4	3	4	4
Chine <sup>a</sup>	..	(49)	..	(15)	..	(18)	..	(13)	..	(5)	..	(2)	..	(3)
Europe méridionale	28	27	7	5	27	31	35	33	4	4	6	8	7	8
Régions développées	23	25	9	6	46	47	19	20	3	2	10	15	15	17
Pays à économie de marché	23	25	5	3	49	48	21	22	3	2	14	21	18	22
Pays à économie planifiée	23	26	17	12	41	44	16	15	3	3	5	4	7	8
Pays exportateurs de pétrole à revenu élevé	25	11	1	2	20	36	53	51	1	(.)	1	1	69	158
Total	26	27	10	8	36	36	22	24	6	5	11	14	11	14

Source : FAO.

a. Estimation; ne figure pas dans les totaux.

avicole, qui progresse de 5 à 10 % par an dans la plupart des pays en développement.

Dans les prairies naturelles arides des pays en développement, l'expansion de l'élevage continue de se heurter à des obstacles difficilement surmontables. Les animaux y ont besoin de vastes pâturages qui, dans ces régions, sont souvent de mauvaise qualité et sur lesquels les droits de propriété sont mal définis. C'est ainsi que dans une grande partie du Sahel africain, les parcours appartiennent à la collectivité. Tous auraient intérêt à ce qu'ils soient améliorés, mais il est impensable pour les éleveurs individuels d'investir à cette fin. En conséquence, les pâturages sont rarement améliorés et le surpâturage est fréquent. Pour résoudre ce problème, il faudrait sans doute des mesures tel-

les que le contrôle direct par les pouvoirs publics des mouvements et de la dimension des troupeaux, ou bien des réformes juridiques et institutionnelles du régime foncier.

### La technologie

L'action menée pour améliorer la qualité et la productivité des terres agricoles a largement bénéficié des progrès et des produits de l'industrie, dont les principales contributions sont les suivantes :

#### Machines

Le rythme de mécanisation de l'agriculture dépend des pénuries relatives de terre et de main-d'œuvre, sauf si les pouvoirs publics la subventionnent. Dans la plus grande partie de l'Asie et des autres régions où la main-d'œu-

vre est abondante, les machines sont utilisées en premier lieu lorsqu'elles assurent une puissance ou une vitesse plus grandes que l'homme ou les outils à traction animale : c'est notamment le cas des batteuses à poste fixe, des moulins et des pompes à eau. Les tracteurs sont utilisés pour défricher les terres lourdes et également pour les transports (Figure 6.6). Ces dernières années, des cultivateurs à moteur ont été utilisés pour la mise en boue mécanisée des rizières, notamment en Thaïlande et aux Philippines.

On passe de façon très sélective à la culture mécanisée en cas de pénurie de main-d'œuvre et de hausse des salaires réels. C'est ainsi que des pompes d'irrigation sont largement utilisées au Bangladesh, alors que les tracteurs y sont rarissimes; des bat-

teuses mécaniques à riz sont utilisées dans le centre de la Thaïlande, où avant d'avoir terminé le battage de la première récolte, on procède aux semailles de la seconde, mais la méthode à plus forte intensité de main-d'oeuvre, qui consiste à faire piétiner le riz par les buffles, reste courante dans les régions où il y a une seule récolte.

#### Pesticides et herbicides

Les estimations des pertes dues aux insectes, aux parasites, aux maladies et aux plantes adventices sont très variables, allant de 5 à 10 % à une extrémité de la fourchette à 30-40 %, à l'autre extrémité. Il ne fait cependant pas de doute que les produits chimiques — dont l'utilisation se généralise rapidement depuis quelques années — contre les insectes et les maladies qu'ils transmettent ont fortement stimulé la production agricole. Les pesticides sont souvent indispensables pour empêcher des pertes de récoltes à haut rendement. Par ailleurs, leurs effets secondaires indésirables sont véritablement préoccupants. Les pesticides peuvent modifier la résistance des insectes, détruire leurs ennemis naturels, provoquer la prolifération de parasites secondaires et laisser des résidus parfois dangereux.

Les autres moyens de lutte contre les ravageurs ont également leurs inconvénients. Une solution prometteuse consiste à renforcer la résistance génétique à la maladie. Cette méthode peut être combinée avec la rotation des cultures, l'introduction d'ennemis naturels attaquant les vecteurs des maladies et les parasites prédateurs, et une utilisation plus judicieuse des produits chimiques. Ce type d'action intégrée contre les parasites est toutefois difficile à mener car elle nécessite des équipes scientifiques compéten-

tes et une organisation très poussée de défense des cultures. La plupart des pays sont loin de disposer des moyens administratifs nécessaires, mais certains éléments de cette approche peuvent néanmoins donner d'excellents résultats.

Les herbicides, qui détruisent les plantes adventices, ont pour avantage essentiel d'économiser la main-d'oeuvre. Ils sont particulièrement utiles dans les régions où les terres sont abondantes et où la superficie pouvant être plantée se trouve limitée par la rareté de la main-d'oeuvre nécessaire pour préparer le sol et désherber. Là encore, l'expérience montre comment les herbicides peuvent être utilisés plus modérément et efficacement : on peut citer, par exemple, le système de culture sans préparation du sol

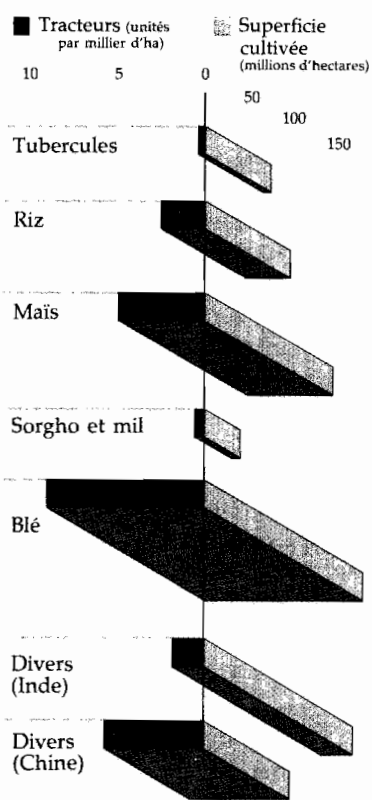
étudié actuellement par l'IITA, au Nigéria, pour les régions tropicales subhumides. Il faut surveiller attentivement les effets des herbicides tant sur la santé que sur l'emploi.

#### Engrais

Jusqu'au début des années 60, les pays en développement n'utilisaient d'engrais que pour certaines cultures de valeur destinées à l'exportation. Avec les progrès de l'irrigation et l'introduction de semences à haut rendement, l'utilisation des engrais s'est multipliée par huit, pour atteindre 38 millions de tonnes en 1979. L'accroissement du rendement des céréales depuis 1950 est dû pour moitié à l'utilisation accrue des engrais combinée à l'irrigation et aux nouvelles semences. Les différences observées entre les régions en ce qui concerne l'utilisation des engrais s'expliquent par le contrôle que les agriculteurs peuvent exercer sur leur approvisionnement en eau (Figure 6.7). Dans les régions peu arrosées, on n'utilise que 3 kilogrammes d'engrais (mesurés en éléments nutritifs) par hectare, contre 20 en moyenne dans les régions très arrosées. Là où on peut compter sur l'irrigation, on utilise environ 110 kilogrammes par hectare. Les exploitants n'utilisent pas beaucoup d'engrais dans les régions les plus sèches, du fait que sans eau, ceux-ci n'ont pas d'effet sur les plantes et les risques de mauvaises récoltes découragent leur utilisation. Dans une certaine mesure, il en va de même lorsque les réseaux d'irrigation n'assurent pas un approvisionnement en eau satisfaisant.

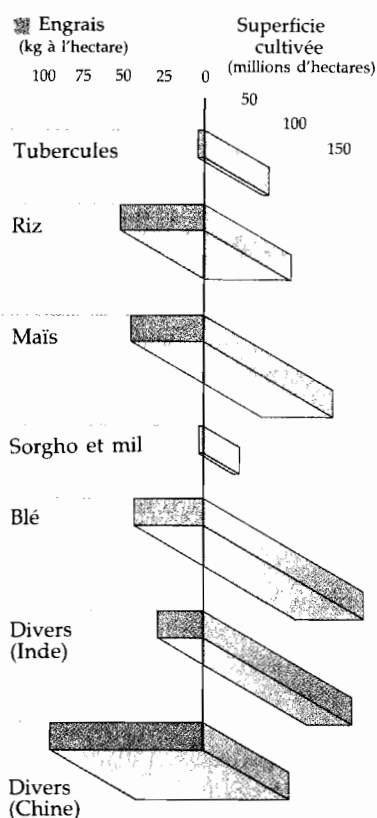
La hausse des coûts de l'énergie et l'inquiétude croissante que suscitent les effets des engrais chimiques sur l'environnement encouragent un renouveau de la recherche de substituts aux

Figure 6.6 Nombre de tracteurs dans les grandes zones de cultures, 1978



Source: FAO.

Figure 6.7 Utilisation des engrais dans les grandes zones de cultures, 1978



Source : FAO.

engrais. Les autres possibilités sont :

- Le fumier et les déchets organiques, qui constituent d'importantes sources d'éléments nutritifs pour les plantes et qui améliorent également la structure des sols et leur capacité de rétention d'eau. On ne peut toutefois développer leur utilisation que dans certaines limites pour des raisons économiques et pratiques. Si l'on voulait remplacer par du fumier les engrais chimiques utilisés à l'heure actuelle, il faudrait tripler le cheptel mondial.

- La fixation biologique de l'azote par des micro-organismes, qui est réalisée traditionnellement par l'introduction de légumineuses dans la rotation des cultures. Les agriculteurs chinois et viet-

namien font pousser depuis longtemps la cénopée *Azolla* dans les rizières; celle-ci constitue l'habitat d'algues bleu-vert qui contribuent à fournir de l'azote au riz. Des recherches à ce sujet et sur d'autres micro-organismes fixateurs de l'azote ont été entreprises (Encadré 6.4), mais à court et moyen termes, on peut difficilement en attendre une diminution sensible de l'utilisation des engrais.

- Les mycorhizes sont des champignons qui vivent au contact des racines des plantes et leur transmettent des éléments nutritifs. Ils ont donné des résultats prometteurs en laboratoire, mais leur utilisation généralisée n'est pas pour demain.

Les engrais chimiques resteront donc un facteur toujours plus important d'accroissement de la productivité dans les pays en développement. Leur efficacité peut être considérablement accrue, notamment par la mise au point de nouvelles variétés à haut rendement réagissant encore mieux aux engrais que les variétés actuelles; la mise au point de variétés pour culture en sec plus sensibles aux engrais est également une possibilité. L'industrie des engrais a répondu rapidement à l'accroissement de la demande; malgré la hausse des coûts de l'énergie, il existe d'importantes réserves de matières premières pour assurer son expansion future. Les obstacles les plus probables à une utilisation accrue des engrais dans les pays en développement sont les pénuries de semences et l'insuffisance de l'irrigation, ainsi que le caractère inadéquat des politiques officielles de distribution et de fixation des prix.

#### La recherche

L'avènement de la génétique au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la création de centres de recherche agri-

cole financés par les pouvoirs publics ont encouragé l'amélioration et la sélection scientifiques des produits agricoles. Celles-ci sont pratiquées aujourd'hui dans des centaines de centres nationaux et internationaux, constituant un réseau mondial qui échange des données, du matériel végétal ainsi que des résultats, et explore le monde entier à la recherche de plantes sauvages dotées de caractéristiques utiles. Aux frontières de la recherche génétique, les microbiologistes utilisent des techniques encore plus perfectionnées pour mettre au point des plantes nouvelles ou complètement transformées (Encadré 6.4).

Il y a peu de temps encore, la recherche agricole tropicale portait essentiellement sur les produits d'exportation tels que le sucre, la banane, le caoutchouc, le coton, le thé, le café et le palmier à huile. Les principaux progrès réalisés en ce qui concerne les céréales sont restés limités aux zones tempérées jusqu'au début des années 60, époque où des progrès spectaculaires ont été réalisés dans la technologie du blé et du riz en milieu tropical. Les centres internationaux de recherche ont joué un rôle capital dans la mise au point et la diffusion de cette nouvelle technologie (Encadré 6.5.)

Les recherches sur la culture du sorgho, du mil, et du maïs en milieu tropical ont commencé plus tard et progressé plus lentement. En dehors des tropiques, ces céréales ne servaient que d'aliments pour animaux, avaient mauvais goût et il n'y avait guère de raisons pour les améliorer dans les zones tropicales. De même, les recherches étaient très limitées sur les légumes secs (comme les pois chiches et le niébé) et sur les tubercules, tels que le manioc, qui n'étaient pas cultivés dans les zones tempérées. Reste à savoir si

## Encadré 6.5 Les centres internationaux de recherche agricole

Le réseau actuel de centres de recherche internationaux est parti d'un programme d'investissement agricole organisé conjointement par le Ministère de l'agriculture du Mexique et la Fondation Rockefeller. En 1943, une équipe de savants mexicains et américains s'est employée systématiquement à mettre au point des variétés améliorées de maïs et de blé. Encouragées par le succès de cette entreprise, les Fondations Rockefeller et Ford ont uni leurs efforts pour créer en 1960 aux Philippines le premier centre de recherche agricole véritablement international, à savoir l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI). En 1966, les programmes de recherche agricole du Mexique ont été reconstitués suivant le modèle de l'IRRI, sous l'appellation du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT).

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), créé en 1971, est une association non structurée de pays, d'organisations multilatérales et de fondations privées. Son principal objet est de soutenir et de développer des recherches contribuant à résoudre les problèmes agricoles communs à de nombreux pays en développement et à améliorer la production alimentaire. En dehors d'une présidence et d'un secrétariat assurés par la Banque mondiale, le CGIAR comporte un comité consultatif, le Comité consultatif technique (CCT), dont le secrétariat est financé conjointement par le PNUD, la Banque mondiale et la FAO. Le CCT est constitué de treize éminents agronomes et sociologues, provenant en nombre à

peu près égal des pays développés et en développement.

Le CGIAR soutient essentiellement des programmes de recherche et de formation visant à accroître la production et à stabiliser les rendements des cultures vivrières pratiquées dans l'ensemble des pays en développement. Il parraine également des recherches sur les systèmes d'élevage et les maladies du bétail, la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques et la politique alimentaire. Le CGIAR aide enfin les pays à renforcer la recherche agricole nationale.

Les activités de treize centres et programmes internationaux sont actuellement financées par l'intermédiaire du CGIAR. Parmi les centres de création récente figurent l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), l'Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) et le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), qui s'occupent de recherche agricole, tandis que le Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA) et le Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux (LIRMA) s'occupent essentiellement de l'élevage. Tous ces centres consacrent l'essentiel de leurs ressources à des travaux sur des cultures importantes telles que le sorgho, le mil, le manioc et les légumineuses graminées, et sur l'amélioration des systèmes d'exploitation, et notamment l'élevage. Ils s'emploient à mettre au point des variétés de plantes et des méthodes d'exploitation améliorées à l'intention des

paysans défavorisés des zones de culture en sec, qui n'ont pu jusqu'à maintenant profiter des techniques modernes de culture du riz et du blé. L'amélioration de la production dans les zones tropicales de culture en sec est un processus lent et difficile et il est difficile de prédire à quelle époque les rendements pourront s'améliorer sensiblement. Les programmes nationaux de recherche agricole laissent souvent à désirer dans ce domaine et les centres internationaux donnent ainsi actuellement aux recherches une bonne partie du dynamisme voulu pour combler les importantes lacunes que présente le développement technologique.

Le réseau international de recherche n'est pas axé exclusivement sur les technologies nouvelles. Il joue également un rôle directeur en ce qui concerne les principes et la méthodologie de la recherche, ce qui modifie la façon dont les recherches sont menées dans les pays en développement et a prouvé aux responsables que les investissements dans la recherche agricole de haut niveau étaient payants.

Le financement des programmes internationaux a sextuplé entre 1972 et 1980. Au cours des deux dernières années, les contributions des donateurs ont toutefois augmenté assez lentement, pour atteindre un total de 150 millions de dollars, ce qui, ajouté aux fluctuations des taux de change et aux taux d'inflation élevés, a amené la plupart des centres à réduire leurs activités à un moment où leurs services répondent à des besoins et à une demande toujours croissants.

On pourra rattraper le terrain perdu grâce aux techniques scientifiques modernes et au rang de priorité élevé accordé à ces cultures dans le cadre de la recherche internationale et nationale.

Dans l'affirmative, les progrès pourraient contribuer largement à réduire la pauvreté (Chapitre 7). En Afrique subsaharienne, les légumineuses secs, les racines et les tubercules représentent 27 % de la production agricole. La part des

céréales n'est que de 17 %. En revanche, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Chine, ces chiffres sont respectivement de 9 à 10 % et de 40 à 50 %.

Sous les tropiques, l'amélioration phytogénétique est compliquée du fait de la diversité locale des milieux naturels apparemment homogènes. De surcroît, les variétés locales ont été sélectionnées pour leur résistance plutôt que pour leur rendement su-

périeur. Pour remplacer les semences actuelles par des semences à plus haut rendement, il faudra peut-être mettre au point de nouvelles variétés pour chaque petite région. Pour survivre, les plantes doivent également renforcer leur résistance aux maladies et parasites locaux. On a mis au point des variétés de blé et, dans une moindre mesure, de riz capables de s'adapter à un grand nombre de milieux dif-

férents, mais d'autres céréales sont moins adaptables. Le rendement d'une variété de maïs peut être excellent dans une vallée des hauts plateaux du Mexique, faible dans une vallée voisine et nul dans le centre de l'Inde.

La plupart des souches traditionnelles de céréales ont été adaptées à des sols pauvres en éléments nutritifs. Ce sont la tige et les feuilles, et non pas l'épi comestible, qui en utilisent la plus grande partie. Lorsqu'on utilise de l'engrais, la croissance se fait essentiellement dans la tige et peut entraîner la "verse" (ce qui signifie que la plante se couche sous l'effet du vent et de la pluie). C'est la raison pour laquelle, au cours des trois dernières décennies, les travaux d'amélioration phytogénétique ont visé essentiellement à mettre au point des céréales plus courtes et plus robustes, dont les têtes constituent un pourcentage plus important du poids total. La plante à tige courte ainsi obtenue peut soutenir l'épi plus gros donné par les éléments nutritifs. Les rendements ne sont qu'un des facteurs pris en compte par les phytogénéticiens, les autres étant le cycle végétatif, la résistance aux parasites et aux maladies, le goût et les qualités au stockage.

Malgré l'intérêt reconnu de la recherche, les pays en développement n'y consacrent pas suffisamment de ressources. Une étude récente a montré que les dépenses consacrées à la recherche dans 51 pays en développement avaient sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie, mais qu'elles n'équivalaient toujours qu'à 0,5 % de la valeur de la production agricole en 1980. Ce chiffre est très inférieur au montant des dépenses consenties par les pays en développement en faveur des services de vulgarisation agricole. Par contre, bien que les pays industriels

consacrent environ 1 à 2 % de la valeur de leur production agricole à la recherche, ce chiffre représente environ quatre fois le montant des crédits accordés aux activités de vulgarisation. La rentabilité très élevée de la recherche agricole constitue un solide argument en faveur de l'accroissement des investissements qui lui sont consacrés dans les pays en développement.

Le rôle des centres de recherche internationaux évolue à mesure que l'on crée des services nationaux qui se chargent de plus en plus de l'élaboration de nouvelles technologies. Aujourd'hui, on s'emploie particulièrement à former des chercheurs nationaux et les centres jouent de plus en plus le rôle de centres de documentation diffusant des connaissances hautement spécialisées et du matériel génétique. Les centres s'emploient également de plus en plus à mettre au point des méthodes de recherche, particulièrement pour analyser les facteurs sociaux et économiques faisant obstacle au progrès au niveau de l'exploitation privée.

Les pays qui ne disposent pas de la main-d'œuvre qualifiée et des moyens financiers voulus pour effectuer des recherches fondamentales et certains petits pays ont des problèmes particuliers. Ils doivent s'en remettre plus que les autres à des méthodes et des matériels mis au point par les centres internationaux, tout en consacrant l'essentiel de leurs efforts à la recherche appliquée dans des stations expérimentales et en champ. Les perspectives d'élargissement de la coopération régionale sont considérables dans des régions telles que l'Amérique centrale et l'Afrique subsaharienne, mais malheureusement la plupart des tentatives faites en ce sens dans le passé n'ont guère donné de résultats.

### *La Révolution verte*

En un peu plus d'une décennie, on a introduit dans les pays en développement de nouvelles variétés semi-naines à haut rendement sur plus de la moitié de la superficie emblavée et dans un tiers des rizières. Avec une bonne irrigation et la bonne quantité d'engrais et de produits chimiques, les rendements sont de deux à trois fois supérieurs à ceux des variétés traditionnelles (Encadré 6.6).

Cette métamorphose a été baptisée "Révolution verte". Celle-ci a commencé au milieu des années 60 par la diffusion de nouvelles variétés de blé par le CIMMYT (Mexique) et de riz par l'IRRI (Philippines). Les nouvelles variétés de blé ont été introduites au Pakistan et en Inde en 1966. En 1970-72, la production de blé avait doublé en Inde pour atteindre 23,4 millions de tonnes. Les plants ont alors été victimes d'une maladie connue sous le nom de rouille et la production a stagné. Au milieu des années 70, les chercheurs indiens ont mis au point des variétés qui non seulement résistaient à la rouille, mais qui en outre mûrissaient plus tôt. Des semences ont également été distribuées sur une plus grande échelle. La production a recommencé à augmenter, pour atteindre 33 millions de tonnes en 1978-80 et l'Inde, qui était le deuxième importateur de céréales en 1966, est devenue autosuffisante à la fin des années 70.

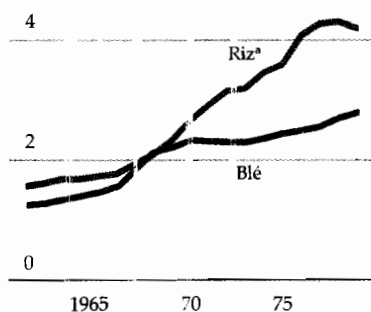
Les nouvelles variétés de blé ont été rapidement adoptées dans de nombreuses régions du monde. La Chine, le Pakistan et la Turquie, entre autres, ont vu leurs rendements et leur production s'accroître sensiblement. Le Bangladesh, où le blé était auparavant quasiment inconnu, en a produit 1,2 million de tonnes en 1980-81.

## Encadré 6.6 La Révolution verte au Pendjab, Inde

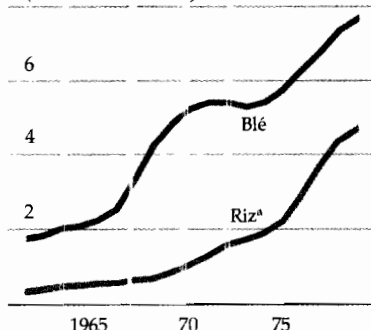
L'Etat indien du Pendjab, dans la plaine indo-gangétique semi-aride où les sécheresses sont fréquentes, est sorti de l'ère coloniale doté d'une importante infrastructure d'irrigation et d'un bon réseau de communications. Les agriculteurs étaient prospères et ouverts au progrès, mais n'utilisaient pratiquement pas d'autres intrants monnayables que l'eau des canaux. La principale culture — celle du blé — était pratiquée sur 30 % des terres cultivées.

### Transformation de l'agriculture au Pendjab, 1961-80

**Rendement**  
(tonnes à l'hectare)



**Production**  
(millions de tonnes)



Note : Les points portés sur le graphique représentent des moyennes mobiles de trois ans centrées sur l'année.  
a. Paddy (riz non décortiqué).

Dans les années 50 et au début des années 60, les exploitants du Pendjab ont commencé à passer de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture commerciale. Ils se sont mis à utiliser de petites quantités d'engrais et la production a augmenté régulièrement.

En 1966, on a introduit la première variété de blé à haut rendement, qui a bien réagi aux engrais et à l'irrigation. Cette innovation a déclenché des réactions en chaîne qui ont transformé l'agriculture du Pendjab. Les exploitants se sont rapidement rendu compte qu'ils pouvaient doubler leurs rendements. En 1969, ils avaient semencé plus des deux tiers de leurs champs de blé avec des variétés à haut rendement et les rendements moyens sont passés de 1,4 tonne en 1966 à 2,2 tonnes à l'hectare.

En 1972, à peine six ans plus tard, on a observé les effets suivants :

- Les revenus agricoles avaient doublé et l'épargne avait progressé encore plus rapidement.
- L'épargne était essentiellement investie dans l'achat d'avoirs productifs. Le nombre de forages et de tracteurs privés avait respectivement sextuplé et quadruplé.
- Le nouveau blé s'était avéré si lucratif qu'il avait remplacé certaines cultures de moindre valeur. Grâce à l'eau tirée des nouveaux puits, les terres qui restaient précédemment en friche durant la saison sèche pouvaient être cultivées. La superficie emblavée avait augmenté de 50 %.
- La quantité d'engrais utilisée avait sextuplé.
- Après avoir obtenu d'aussi brillants résultats avec le blé, les exploitants se sont empressés de planter d'autres variétés à haut rendement et ils ont utilisé davantage d'intrants au début des années 70.

La production de blé n'a pas augmenté au début des années 70, en partie à cause

d'une maladie du blé. Elle a recommencé à progresser après l'introduction de variétés résistant à cette maladie au milieu des années 70. D'autres cultures avaient alors supplanté le blé en tant que chef de file de l'expansion. Le riz, les pommes de terre et d'autres cultures non traditionnelles se sont développés rapidement, tant par la superficie cultivée que par les rendements obtenus.

Les gros exploitants ont été les premiers à adopter la nouvelle technologie, mais les petits paysans et les métayers les ont rapidement imités. Les méthodes d'exploitation modernes sont maintenant utilisées dans tout le Pendjab. A mesure que l'agriculture devient plus commerciale, les systèmes de métayage sont progressivement remplacés par le paiement de fermages fixes en espèces. Grâce à l'élévation des revenus agricoles, la petite industrie et les sociétés de service prospèrent. De nombreux ouvriers agricoles ont pris des emplois non agricoles. Les revenus par habitant ont progressé au taux moyen de 3 à 3,5 % pendant vingt ans.

Un certain nombre de facteurs ont contribué au succès obtenu au Pendjab. Le vaste réseau de canaux et les ressources considérables en eaux souterraines sont deux éléments particulièrement importants qui ont pu l'un et l'autre être exploités de façon relativement économique. Les prix ont été maintenus à des niveaux qui ont puissamment encouragé les exploitants à adopter de nouvelles méthodes. Les investissements publics dans les routes, les marchés, l'électrification rurale et d'autres éléments d'infrastructure ont permis aux exploitants de tirer parti des nouvelles possibilités qui leur étaient offertes. Enfin, les recherches locales ont permis d'améliorer régulièrement les variétés de blé, de riz, de pommes de terre, de coton et d'autres spéculations.

Comme c'est pendant la saison sèche, sous un ciel dégagé, que les premières variétés nouvelles de riz poussent le mieux, elles ont été adoptées rapidement par les

exploitants d'Asie du Sud et du Sud-Est qui pouvaient irriguer durant la saison sèche. Deux ans plus tard environ, les variétés adaptées à la saison de la mous-

son ont été introduites, mais elles ont été adoptées de façon assez lente et sélective du fait que les variétés semi-naines ont besoin de quantités d'eau régulières durant



leur période de croissance et qu'elles ne peuvent être cultivées dans les zones exposées à des crues importantes. En Asie, les riziculteurs ayant la maîtrise souhaitable de l'eau sont assez rares, mais là où les conditions sont favorables, la brièveté du cycle des nouvelles variétés a permis de faire deux, voire trois, récoltes par an et d'obtenir des rendements plus élevés.

Dans le cas du maïs et du sorgho, aucune révolution de ce genre n'a eu lieu, mais on a assisté à un léger progrès. Comme on l'a vu, des variétés tropicales et subtropicales de maïs ont été adaptées aux conditions particulières de toutes petites régions. De nombreux centres de phyto-génétique ont mis au point des hybrides et des composites très améliorés, mais les tentatives faites pour les cultiver ailleurs ont échoué. C'est en Argentine, en Chine, au Kenya et au Zimbabwe que les variétés améliorées de maïs ont été le mieux accueillies.

Des sorghos hybrides destinés à la consommation ont été offerts pour la première fois en Inde en 1964, mais il a fallu douze ans pour les produire en grande quantité, accroître leur résistance à la maladie et convaincre la population de les consommer malgré sa réticence. Quelque 4,5 millions d'hectares, dont un tiers non irrigués, sont maintenant plantés en hybrides de ce genre. Ceux-ci se sont étendus au nord-est de la Chine au milieu des années 60. En Amérique latine, le sorgho hybride est cultivé essentiellement comme aliment du bétail dans de grandes exploitations commerciales. Les variétés améliorées de mil n'ont pas été largement adoptées et peu d'améliorations ont été apportées en ce qui concerne les légumineuses, bien que les recherches dans ce domaine se poursuivent activement.

En ce qui concerne la mise au point de nouvelles variétés de céréales, les résultats sont remarquables. Dans les pays en développement, le rendement des céréales a augmenté de 2 % par an entre 1961 et 1980, de 2,7 % pour les variétés de blé, de 2,4 % pour le sorgho, et de 2 % pour le maïs (Figure 6.8). Bien que les rendements du riz n'aient progressé que de 1,6 % par an pour l'ensemble des pays en développement, ils ont augmenté de plus de 3 % aux Philippines et en Indonésie, pays qui se prêtent le mieux aux nouvelles variétés.

Si la Révolution verte a transformé la vie de millions d'exploitants, ceux qui n'en ont pas profité sont cependant bien plus nombreux. Cette situation tient en totalité ou en partie aux raisons suivantes :

- La technologie ne convient pas au climat et au sol.
- Il n'existe pas de services nationaux de la recherche pouvant adapter les variétés internationales aux conditions locales.

- Les précipitations, l'irrigation ou les moyens de lutte contre les inondations ne sont pas suffisants.

- Les réseaux de transport et de commercialisation sont déficients.

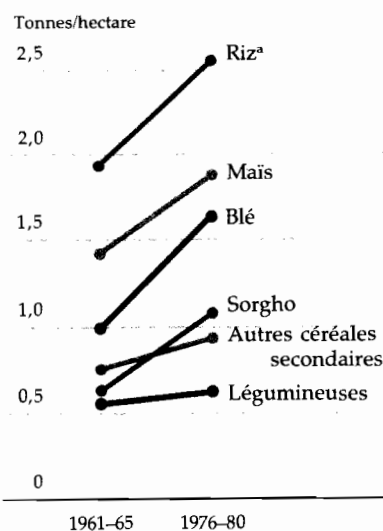
- Les prix et autres incitations sont insuffisants.

#### *Progrès obtenus en ce qui concerne d'autres cultures tropicales*

L'attention accordée aux céréales dans les pays en développement dénote l'importance vitale des denrées de base. Néanmoins, les cultures arbustives et non alimentaires sont d'importantes sources d'exportations dans un grand nombre de pays en développement. De plus, les cultures arbustives occupent souvent des terres qui ne conviennent pas aux cultures annuelles. Les fruits, les légumes et les huiles végétales prennent également de l'importance à mesure que les revenus s'élèvent. L'élasticité de la demande de ces produits dans les pays en développement va de 0,5 à 0,9, ce qui signifie qu'aux niveaux de revenu médians, la demande de ces produits augmente deux fois plus vite que celle de céréales, de légumes secs et de racines et tubercules.

Les pays en développement fournissent 95 à 100 % des bananes, du thé, du café, du cacao et du caoutchouc produits et exportés et de 45 à 60 % dans le cas du coton, du tabac et du sucre. L'Asie fournit 80 % de noix de coco. L'huile de palme est produite exclusivement dans les pays en développement. Cependant, la répartition de la production a beaucoup évolué. En 1965, l'Afrique en produisait 74 %, l'Asie 23 % et l'Amérique latine 3 %. Or en 1980, près de 68 % de l'huile de palme provenait d'Asie, 28 % d'Afrique et 4 % d'Amérique latine. Bien que les cultures non ali-

**Figure 6.8 Rendement des céréales alimentaires dans les pays en développement, 1961-65 et 1976-80**



Source : FAO  
a. Paddy (riz non décortiqué).

mentaires ne représentent qu'une faible partie de la production agricole de l'ensemble des pays en développement, elles constituent jusqu'à 20 à 35 % de la production de certains pays comme la Colombie, le Costa Rica, le Ghana, le Guatemala, le Libéria, la Malaisie, le Mali, le Nicaragua et Sri Lanka. Dans des cas exceptionnels, comme en El Salvador et en Côte d'Ivoire, ces chiffres peuvent atteindre 40 à 50 %.

A la différence des recherches sur les cultures vivrières tropicales, les recherches sur les cultures arbustives et le sucre ont une histoire presque aussi longue et riche que celles qui ont été effectuées sur les cultures des pays tempérés, et ce, essentiellement parce que durant l'ère coloniale, on s'intéressait aux cultures arbustives et au sucre en raison de leurs possibilités d'exportation vers les pays développés. Dans plusieurs cas notamment celui du sucre, de l'huile de palme, du caoutchouc et de la noix de coco, des "révolutions vertes" aussi importantes que celles du blé et du riz ont eu lieu, et souvent plus d'une fois. Des améliorations moins spectaculaires, mais cependant considérables, ont été apportées aux techniques de culture, de fumure et de mode de récolte.

La production et la productivité ont progressé beaucoup plus rapidement que la demande. La production des cultures arbustives est exportée essentiellement vers les pays développés, où les revenus et la consommation sont élevés et où l'élévation des revenus n'entraîne qu'une faible expansion de la demande. Les produits industriels de remplacement limitent également la demande du marché en ce qui concerne des produits tels que le caoutchouc, le coton et le jute. En revanche, des gains de productivité consi-

dérables ont contribué à réduire les coûts et les prix. La structure générale de celle-ci semble s'améliorer étant donné que les exportateurs de pétrole et de nombreux pays à revenu intermédiaire accroissent leurs importations à mesure que leurs revenus s'élèvent. En outre, la hausse des prix du pétrole a rendu une certaine compétitivité aux fibres naturelles par rapport aux produits synthétiques.

Malgré leurs inconvénients, les cultures arbustives peuvent être étendues rapidement et leur technologie est déjà bien au point. Cela les rend particulièrement intéressantes dans les régions où les cultures vivrières progressent lentement, en particulier en Afrique au sud du Sahara. Dans cette région, le choix entre la production vivrière et non alimentaire n'est pas simple car ces deux types de production doivent progresser. A plus long terme, il faut manifestement que les recherches locales sur l'amélioration des cultures vivrières progressent. Toutefois, lorsqu'on cherche à améliorer les techniques agricoles, on doit faire des choix en fonction des avantages comparatifs de celles-ci.

### **Les services d'appui et le développement agricole**

L'amélioration des terres, l'introduction de nouvelles méthodes et l'intensification des recherches sont autant de conditions nécessaires mais non suffisantes du développement agricole. De nombreux services connexes sont indispensables si l'on veut que les possibilités de la science se traduisent pour les exploitants par des récoltes plus importantes et de meilleure qualité. Dans la dernière section du présent chapitre, on examinera les formes que doit prendre cet effort de soutien.

### *Infrastructure*

L'existence et le développement de l'infrastructure de base ont largement contribué à l'accroissement de la production agricole en Asie et en Amérique latine. Les Philippines, par exemple, ont consacré environ 5 % de leurs dépenses de développement agricole à des programmes d'électrification rurale qui desservent maintenant environ 70 % de la population. A un niveau plus élémentaire, des routes rudimentaires sont indispensables pour transporter les produits agricoles. Dans de nombreuses régions d'Afrique, les paysans se trouvent à plus d'un jour de marche de la route la plus proche. Les mesures visant à augmenter la production sont inopérantes en l'absence de moyens de transport et de communication étant donné que les produits ne peuvent être écoulés et que les paysans sont coupés des idées, des techniques et des intrants nouveaux.

Lorsque l'accès s'améliore, on remarque généralement une expansion des entreprises non agricoles, telles que les commerces, les ateliers de réparation, et les minoteries. Les coutumes, les mentalités et les valeurs évoluent aussi. C'est ainsi qu'une étude réalisée par la Banque mondiale sur les effets des routes rurales au Mexique, dans l'Etat du Yucatan, a fait ressortir que les routes donnaient aux femmes la possibilité de valoriser leur rôle, grâce aux idées nouvelles, à l'éducation, aux soins de santé et par l'introduction d'options économiques autres que la culture du maïs. En conséquence, les femmes se mariaient plus tard, avaient moins d'enfants et se livraient à un plus grand nombre d'activités non ménagères.

Les routes secondaires sont souvent négligées quand elles



relèvent des services nationaux responsables des transports routiers, car ceux-ci ont généralement une prédilection pour les grands axes. En règle générale, il vaut mieux en confier la planification, la construction et l'entretien aux autorités locales ou aux services d'aménagement de la région. Cela exige que le Gouvernement central accepte de donner aux autorités locales le pouvoir de lever des impôts.

Il a été amplement démontré, par des projets faisant l'objet d'un financement extérieur, qu'il était possible de construire des routes secondaires de façon tout à fait économique, comme le prouvent les trois premiers projets de développement rural de la Banque mondiale dans les régions de savane du nord du Nigéria, où 1.700 kilomètres ont été construits ou améliorés de 1975 à 1980, ainsi que le projet, beaucoup plus modeste, de développement de la culture du cacao et du café au Togo, où 200 kilomètres de routes reliant des villages situés dans des régions montagneuses ont été construits pour un coût inférieur à la moitié du devis proposé par des entreprises privées. Dans les deux cas, on a fait appel à des travailleurs locaux pour effectuer une grande partie des travaux spécialisés tels que la construction de ponts et de buses.

Lorsqu'on améliore l'infrastructure rurale, en donnant la priorité à de simples pistes et aux aménagements localisés sur les routes destinées aux véhicules motorisés, on accroît le pourcentage des pauvres ruraux auxquels les entreprises de construction publiques ou privées peuvent offrir un emploi productif (Chapitre 7). Pour que l'investissement routier ait une rentabilité optimale, il est souvent souhaitable que les améliorations soient complétées par l'octroi de facilités de crédit

pour l'achat de véhicules, motorisés ou non. Par ailleurs, les règlements sur les transports entravent souvent le développement des transports ruraux.

L'amélioration des télécommunications a été victime de la convention séparant artificiellement les secteurs "moderne" et "rural". Les télécommunications ne sont pas exclusivement à usage urbain. Le développement de l'agriculture sera facilité si les paysans disposent de renseignements précis sur le marché et s'ils peuvent appeler rapidement un réparateur ou un fournisseur. L'industrie rurale est souvent l'un des premiers bénéficiaires d'un bon réseau téléphonique.

#### *Vulgarisation*

L'adoption d'une technologie nouvelle dépend des connaissances, de la compétence et de la motivation des exploitants, ainsi que d'une foule d'autres facteurs qui font que ceux-ci parviennent ou non à des niveaux de production proches de ceux qui sont obtenus dans les centres de recherche (Encadré 6.7). Le principal objet de la vulgarisation agricole est de faire connaître aux exploitants les méthodes de production améliorées et de les aider à surmonter les difficultés que pose leur application. A quelques importantes exceptions près, l'action des services de vulgarisation a donné des résultats décevants.

L'existence d'une technologie rentable conditionne le succès des travaux de vulgarisation. En Afrique au sud du Sahara (et en fait dans de nombreuses régions d'agriculture pluviale), les exploitants ne tiennent aucun compte des conseils des agents de vulgarisation quant aux dates de plantation et aux cultures lorsque cela ne leur convient pas ou qu'ils n'y voient pas d'avantages évidents. Au lieu de suivre les con-

seils qui leur sont donnés, ils continuent à pratiquer des cultures intercalaires et à espacer les dates de plantation pour réduire les risques et tirer le meilleur parti de leurs ressources limitées. Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, le problème est imputable à l'absence de recherche appliquée tenant compte des conditions sociales et économiques locales (Encadré 6.8).

En particulier, les services de vulgarisation sont souvent fixés sur les tâches masculines, et ne tiennent pas compte du rôle extrêmement important de la femme dans l'agriculture dans la plupart des régions du monde. Dans certaines sociétés, les femmes font tout sauf le défrichage initial et les gros travaux de labour. Dans de nombreux systèmes d'exploitation encore très traditionnels, les femmes ont l'apanage exclusif des cultures vivrières. Lorsque c'est le cas, tout effort pour améliorer la production est voué à l'échec si les femmes ne participent pas directement aux programmes.

D'autres problèmes de vulgarisation sont dus au fait que les exploitants sont dans l'impossibilité d'appliquer les conseils qu'on leur donne, parce que l'approvisionnement en facteurs de production, les systèmes de commercialisation et les autres services d'appui sont déficients. C'est lorsque ces éléments complémentaires sont présents que la vulgarisation atteint généralement un maximum d'efficacité.

Le fardeau croissant que représentent les charges de fonctionnement des services de vulgarisation contribue à limiter leur expansion et la pleine utilisation des services. Pour remédier au problème des frais, d'une part, et pour créer un canal de communication supplémentaire (surtout pour les femmes), d'autre part, un certain nombre de pays ont

## Encadré 6.7 La différence des rendements et les services de vulgarisation agricole

Les agriculteurs des pays en développement obtiennent rarement les rendements record enregistrés dans les pays développés ou dans le cadre de recherches contrôlées. Cela tient essentiellement à des décisions de bon sens prises par les exploitants ou à des facteurs indépendants de leur volonté plutôt qu'à un manque de compétence ou d'initiative de leur part. Dans certains cas, il peut ne pas être rentable d'acheter des intrants susceptibles de contribuer à l'amélioration des rendements. Dans d'autres cas, la médiocrité des sols ou le manque de moyens peuvent empêcher d'appliquer des façons culturales qui assurent un rendement maximum. La figure indique certains des facteurs à l'origine de l'écart entre les rendements obtenus par les centres de recherche et par les exploitants.

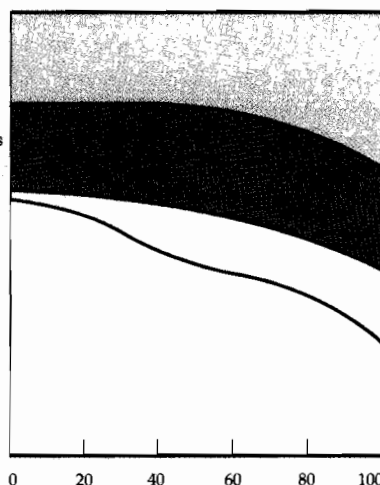
Tout d'abord, les rendements pouvant être obtenus grâce à la technique sont moins importants en champ que dans les centres de recherche. Ceux-ci utilisent des technologies qui ne sont pas applicables à l'échelle de production habituelle des agriculteurs. Les centres de recherche sont généralement situés sur des terres de bonne qualité et peuvent recourir à l'irrigation si nécessaire, mais les exploitants sont rarement aussi bien lotis.

Deuxièmement, les rendements économiques optimaux des exploitations sont souvent très inférieurs aux rendements optimaux pouvant être obtenus grâce à la technique. Les exploitants réalisent souvent les bénéfices les plus élevés en utilisant moins d'intrants qu'il n'en faudrait pour obtenir le maximum de rendement, du fait de la rentabilité décroissante des investissements dans les intrants.

Troisièmement, les rendements effectifs obtenus par les agriculteurs sont généralement inférieurs même aux rendements économiques optimaux. Cela peut être dû au fait que des intrants essentiels tels que les engrais, l'eau et la main-d'œuvre ne sont pas disponibles lorsqu'on en a besoin ou que l'instabilité des

### Facteurs à l'origine de l'écart des rendements

- ☐ Technologie non transférable
- ☐ Différences écologiques
- ☒ Accès aux marchés
- ☐ Prix
- ☐ Régime foncier
- ☐ Crainte du risque
- ☐ Facteurs de production disponibles
- ☐ Connaissances



### Rendement

Rendement maximal en station de recherche

Plafond technique sur les terres des exploitants

Plafond économique sur les terres des exploitants  
Résultats effectifs des exploitants

Superficie cultivée (pourcentage)

prix à la production et l'irrégularité des pluies réduisent les rendements espérés. Ces facteurs peuvent contraindre les exploitants à adopter une stratégie fondée avant tout sur la sécurité. Les derniers peuvent également ne pas être au courant des combinaisons optimales d'intrants ou des meilleures façons culturales.

L'importance relative de chaque cause de l'infériorité des rendements infléchit profondément la stratégie du développement. Pour combler un écart considérable entre les limites techniques qu'imposent respectivement les conditions de culture en conditions réelles et en station de recherche, il faut ou bien investir, par exemple, dans la lutte contre les inondations, l'aménagement des terres ou l'irrigation, ou bien effectuer des recherches pour mettre au point des variétés de plantes et des façons culturales mieux adaptées aux conditions de culture dans les exploitations. S'il existe un écart considérable entre les rendements techniques et économiques optimaux, il faut réexaminer la politique des prix et faciliter l'accès du marché aux ex-

ploitants. Si les rendements effectifs sont très inférieurs même aux rendements économiques optimaux, on pourrait peut-être y remédier en renforçant les services de vulgarisation agricole ou consultatifs, en rationalisant les réseaux de livraison des intrants et les organismes de crédit ou en créant un système d'assurance récolte.

Les services de vulgarisation peuvent ainsi contribuer à remédier à l'infériorité des rendements, mais sans l'éliminer totalement. L'expérience acquise partout dans le monde indique que les services de vulgarisation agricole ont le maximum d'efficacité lorsque :

- Ils soutiennent la diffusion d'une technologie rentable, à risque faible ou nul, inconnue des exploitants.
- Des intrants essentiels comme les engrais et des semences de qualité sont disponibles au moment voulu.
- Les exploitants ont facilement accès à des marchés pour y écouler leurs récoltes supplémentaires.

essayé d'avoir recours à la radio et autres média pour diffuser les thèmes de vulgarisation. Ces ex-

périences ont prouvé qu'il était possible de transmettre à peu de frais des informations agricoles à

un large auditoire. Il reste cependant à déterminer dans quelle mesure la radio peut inciter les

### Encadré 6.8 La décision dans les exploitations africaines

Dans l'idéal, on devrait commencer à planter le coton dans le nord de l'Ouganda à la mi-avril et terminer avant la mi-juin. Des expériences ont fait ressortir que plus on attend, plus le rendement à l'hectare diminue. Pourtant, les cultivateurs plantent systématiquement les trois quarts de leur coton en juin et juillet et le reste sur une période d'au moins quatre mois. De même, les cultivateurs d'arachide de la Gambie ne tiennent pas compte du fait qu'on leur conseille de planter tôt pour avoir moins à désherber ensuite. Au Nigéria (et dans toute l'Afrique), on a beau recommander aux petits paysans de pratiquer des cultures pures pour obtenir de meilleurs rendements, ils s'entêtent à pratiquer encore les cultures intercalaires.

On pourrait croire qu'il s'agit là d'exemples de la résistance des paysans à la nouveauté, mais si l'on y regarde de plus près, on constate que ce n'est pas le cas.

- La grêle s'abat sur le nord de l'Ouganda au moment de la récolte; aussi

les cultivateurs prolongent-ils la période de plantation pour réduire les risques de pertes. En outre, ils peuvent ainsi cultiver d'autres plantes, notamment du mil, qui est l'aliment familial de prédilection et constitue une partie du salaire des cueilleurs de coton. Après la récolte de mil, certaines parcelles peuvent être plantées tardivement en coton et l'on peut alors gagner du temps sur les opérations de désherbage et de récolte. Ainsi, les paysans peuvent à la fois réduire le coût de la culture du coton et produire leur aliment de base.

- En Gambie, les cultivateurs d'arachides plantent tardivement pour ne pas faire concurrence à la culture du mil pour la main-d'oeuvre. Bien qu'une récolte tardive rende nécessaire une main-d'oeuvre plus nombreuse pour le sarclage, les autres possibilités d'utilisation productive de la main-d'oeuvre sont plus rares.

- Au Nigéria, les cultures associées ont assuré des rendements bruts à l'hectare supérieurs de 60 % à ceux des cultures

pures. Elles ont également amélioré de plus de 25 % la rentabilité de la main-d'oeuvre en période de pointe, bien qu'au total on ait fait appel à une main-d'oeuvre plus nombreuse.

- Malgré leurs ressources et leurs productions limitées, les exploitants de ces trois pays africains prennent les décisions relatives à la production plus ou moins de la même façon que les gros exploitants. Ils réagissent rapidement à l'évolution de la disponibilité des ressources, des contraintes et des incitations et utilisent judicieusement les ressources disponibles pour atteindre des objectifs multiples (et souvent incompatibles). En fait, des considérations qui pourraient n'avoir qu'un caractère secondaire dans de grandes exploitations prennent souvent une grande importance pour les petits paysans du fait que leurs ressources sont limitées et que les décisions concernant respectivement l'exploitation et le foyer sont étroitement liées.

exploitants à adopter de nouvelles techniques.

On cherche depuis quelques années à améliorer l'efficacité administrative et l'impact sur le terrain de plusieurs services de vulgarisation et à instaurer de meilleurs rapports entre la vulgarisation et les exploitants, d'une part, et la recherche, d'autre part. C'est là un des éléments clés du Système de formation et de visites initialement soutenu par la Banque mondiale en Inde et adapté au cas d'autres pays.

Le secteur privé joue également un rôle important dans la diffusion des technologies et des conseils aux exploitants. Les fabricants de machines, les sociétés productrices de semences et les fournisseurs d'engrais et de pesticides doivent tous moduler leur aide et leur conseils s'ils veulent qu'on achète leurs produits. A

long terme, il est dans l'intérêt des fabricants et des distributeurs de voir revenir les mêmes clients chaque année. Conscientes de ce fait, les sociétés entreprennent souvent des recherches appliquées et effectuent des expériences et des démonstrations en champ.

#### *Commercialisation*

Les activités de commercialisation des récoltes sont souvent un facteur décisif d'ouverture de l'agriculture de subsistance vers l'extérieur. Approvisionner les consommateurs urbains, exploiter les possibilités de commerce extérieur, se spécialiser en fonction de l'avantage comparatif de chaque région, village, exploitation, sont autant d'activités qui ne peuvent avoir lieu que s'il se trouve des intermédiaires prêts à financer, acheter, vendre, trans-

porter, transformer et stocker les produits agricoles, et à distribuer les consommations intermédiaires en temps utile. On a tendance à considérer que ces activités vont de soi. En fait, dans la plupart des pays en développement tropicaux, elles se déroulent dans des conditions matérielles difficiles, en particulier le transport et le stockage des récoltes, et souvent dans un climat institutionnel défavorable. Tout cela complique l'existence des exploitants qui souhaitent prendre pied sur le marché.

Pourtant, ils réagissent généralement avec intérêt lorsque la possibilité s'en présente. Les petits cultivateurs ont rapidement adopté la culture de l'hévéa en Malaisie et celle du cacao, de l'arachide et du coton en Afrique de l'Ouest dès que des circuits de commercialisation se sont créés,

à la fin du XIXe siècle. Le cacao, plante qui réclame beaucoup de soins, n'avait encore jamais été cultivé en Afrique. Or, en un peu plus d'un demi-siècle, soit deux générations seulement, l'Afrique de l'Ouest produisait plus de 1 million de tonnes de fèves de cacao par an. Les producteurs de la région se sont approprié 70 % du marché mondial et le cacao leur a permis de gagner plus d'argent par journée de travail qu'aucune autre culture qu'ils aient pratiquée auparavant. A une époque plus récente, la production de cacao en Côte d'Ivoire est passée de 80.000 à plus de 400.000 tonnes entre 1960 et 1980, en particulier parce que les prix étaient justes et qu'il existait des systèmes de commercialisation.

La commercialisation comporte de nombreux aspects, comme on le constate en examinant brièvement les travaux de la Banque mondiale. Au Mexique, les crédits accordés au projet PIDER III servent à regrouper les petits paysans en associations liées à un organisme central de distribution; à construire des installations locales de stockage; à construire et améliorer les magasins de vente au détail; à développer les marchés ruraux; et à exécuter un programme d'information du consommateur, par l'intermédiaire du service de vulgarisation à domicile. Dans le cadre du projet de Piaui, au Brésil, un programme de commercialisation comportant dix volets vise à rapprocher producteurs et consommateurs défavorisés. Au Cameroun, le projet de ZAPI soutient notamment la mise en place d'un réseau de distribution rural des approvisionnements agricoles, un marché urbain pour écouler les excédents de récolte des zones rurales, et la modernisation des installations de transformation et de commercialisation pour l'exportation du café

et du cacao. Aux Philippines, le programme de colonisation rurale a pour objet de développer les marchés des nouvelles cultures de plantations. En Grèce, plus de 6.000 maraîchers ont été mis en liaison, par des sociétés locales de commercialisation, avec des supermarchés qui écoulent leur pro-

duction en Europe occidentale, dans le cadre d'un projet financé par la Banque et soutenant la production intensive de primeurs (Encadré 6.9).

La commercialisation peut être confiée au secteur public ou privé ou aux deux simultanément, suivant la situation du pays. Du fait

### **Encadré 6.9 La productivité des petites exploitations : production maraîchère intensive dans le sud de la Grèce**

Etant donné que la main-d'oeuvre agricole s'oriente rapidement vers d'autres secteurs de l'économie, l'agriculture grecque doit impérativement accroître la productivité de sa main-d'oeuvre. Du fait de la fragmentation des parcelles dans le sud de la Grèce, les possibilités de mécanisation sont limitées. Une solution prometteuse consiste à développer les cultures de grande valeur pour alimenter les marchés européens des fruits et légumes.

Plus de 6.000 petits maraîchers de la région participent actuellement à un programme qui met à leur disposition du matériel afin d'encourager l'intensification des cultures et les aide à vendre leur production sur les marchés lucratifs d'Europe occidentale. Ce programme, qui est soutenu par un prêt de la Banque mondiale, devrait en fin de compte accroître la productivité et les revenus de 9.000 familles de petits exploitants.

L'investissement principal est constitué par une petite serre couverte d'une seule couche de plastique transparent et équipée d'un système d'irrigation et de ventilation. Le chauffage de la serre en hiver coûte cher cependant et, dans le cadre du nouveau programme, on prévoit donc d'effectuer des recherches sur les économies de chaleur, l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage, la sélection des variétés de légumes résistant au froid, et de jouer sur les dates de plantations des légumes.

Le programme contribue également à rationaliser la vente des légumes grecs sur les marchés d'exportation. Les exportateurs de légumes traitent généralement des quantités de légumes insuf-

fisantes pour rentabiliser la mise en place d'installations appropriées de calibrage et de conditionnement. De plus, ils sont dans l'ensemble mal représentés et mal renseignés sur les marchés, et se bornent à vendre un seul produit, souvent sur un seul marché.

Les exportateurs grecs (et les petits paysans qui sont leurs fournisseurs) sont donc incapables d'approvisionner les supermarchés d'Europe de l'Ouest, qui sont très concentrés et représentent près de 75 % du marché des fruits et légumes frais. Pour pouvoir faire une percée sur ce marché, dont les opérations sont fondées sur des contrats directs prévoyant des normes qualitatives préétablies et des calendriers de livraisons fixes, il faut améliorer la coordination et la planification des exportations.

Pour que les investissements consacrés à l'introduction de matériel et de méthodes de maraîchage plus intensifs se traduisent par un accroissement des exportations, on crée actuellement quatre sociétés de commercialisation qui appartiendront pour l'essentiel à des maraîchers, à des coopératives et à des exportateurs privés. Ces sociétés coordonneront la production des petits maraîchers dans le cadre de contrats de production et de livraison, exploiteront des installations de calibrage et de manutention et assureront la livraison régulière et en temps voulu de produits de qualité aux chaînes de supermarchés européennes. Les maraîchers grecs bénéficieront ainsi de débouchés élargis et garantis et de meilleurs prix, malgré la petite dimension moyenne de leurs exploitations.

de ses aspects politiques et économiques, elle constitue souvent un monopole d'Etat.

Peut-être les pouvoirs publics avaient-ils de bonnes raisons de vouloir intervenir à l'époque où les services de commercialisation publics ont été créés (souvent pendant ou peu après la période coloniale en Afrique et en Asie), mais le maintien de certains d'entre eux leur coûte cher. De graves déficiences caractérisent le fonctionnement de nombreux organismes de commercialisation publics. Certaines sont communes à presque tous ces organismes de commercialisation publics : pléthore des effectifs, budgets insuffisants, sauf en ce qui concerne les salaires, et rareté de gestionnaires compétents. Parfois, l'Etat fixe les prix à la production et à la consommation sans tenir compte des frais réels de ramassage et de distribution, appliquant un tarif uniforme sur l'ensemble du territoire. Il incombe alors à l'organisme concerné d'acheter, de ramasser et de livrer à grands frais dans les régions les plus éloignées, sans qu'il soit pour autant systématiquement défrayé.

Dans le cas des produits vivriers, il existe généralement des circuits de commercialisation parallèles. Les services licites et officiels coexistent avec un réseau commercial privé souvent plus ou moins clandestin. Certains gouvernements ne croient guère que le secteur privé soit capable d'assurer un approvisionnement stable en vivres aux marchés urbains, même quand ce sont les commerçants privés qui s'occupent de la plus grande partie du commerce. En ce cas, on tolère les intermédiaires privés, qui sont considérés comme des partenaires indispensables, mais le cadre économique ne leur permet pas de fonctionner efficacement.

Les incertitudes qui entourent la position ambiguë du commerce et des commerçants privés dissuadent ces derniers de se consacrer entièrement à la commercialisation des denrées alimentaires, d'investir dans le transport et le stockage, et d'entreprendre de façon systématique de mettre sur pied un réseau d'approvisionnement satisfaisant. Cet état de choses commence à évoluer, car les autorités reconnaissent de plus en plus l'utilité de faire appel aux commerçants privés.

En outre, les organismes d'Etat monopolisent souvent l'approvisionnement en consommations intermédiaires. Il est fréquent qu'ils soient incapables d'acheter et de distribuer semences, engrais et pesticides au moment où les exploitants en ont besoin, faute de crédits budgétaires. Dans le cas de certains facteurs de production tels que les pesticides et herbicides, il serait possible de tenter dans d'autres pays l'expérience lancée avec succès au Bangladesh et en République de Corée, qui ont obtenu que les sociétés de fabrication de produits chimiques agricoles participent non seulement à l'importation et à la vente en gros de leurs produits, mais également à la recherche d'adaptation locale, aux essais en champ et aux démonstrations à l'intention des exploitants.

La production et la distribution de semences de qualité est un autre domaine qui offre de larges possibilités de participation au secteur privé. Les sociétés de semences, en particulier, collaborent souvent étroitement avec les organismes officiels dans les domaines de la distribution et de la commercialisation. Les semences hybrides doivent être renouvelées chaque année, ce qui exige une chaîne de distribution active et largement implantée. La Kenya Seed Company, société d'écono-

mie mixte, vend son maïs hybride Kitale par l'intermédiaire des commerçants villageois et réussit à distribuer des semences dans des exploitations de toutes dimensions sur les hauts plateaux du Kenya. Dans les régions des pays voisins de type écologique similaire, la diffusion des maïs hybrides est très limitée faute de système de commercialisation de ce genre. En Inde, la National Seed Corporation, société d'Etat, collabore avec des sociétés privées dans le cadre d'un programme de distribution de semences (Encadré 6.10).

### Crédit

Le crédit est essentiel à la modernisation et au développement de l'agriculture, de même que pour des raisons d'équité. Les gros exploitants peuvent généralement obtenir des prêts au titre de programmes de crédit officiels et auprès des caisses agricoles, mais les petits paysans n'y ont guère accès et font appel essentiellement à des sources de crédit non officielles. Etant donné que les coûts et les risques liés aux prêts non garantis accordés aux petits paysans sont élevés, les prêteurs locaux prélèvent souvent des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que les organismes officiels de crédit.

Pour tenter de corriger ce déséquilibre, de nombreux pays ont mis en place des programmes de crédit en faveur des petits paysans. Les résultats obtenus sont très variables. Les crédits vont encore souvent aux gros exploitants ou sont détournés à des fins non agricoles. Si l'on veut que les programmes de crédit agricole donnent de meilleurs résultats, il faut manifestement tenir compte des enseignements suivants :

- En fixant d'emblée les modalités de remboursement (les exceptions en cas de mauvaise récolte étant clairement spécifiées),

### Encadré 6.10 La production de semences en Inde

Fournir en temps voulu des semences de qualité à 70 millions d'agriculteurs est une gageure, mais les producteurs de semences indiens sont sur la bonne voie. Depuis ses débuts il y a vingt ans, la production de semences s'est énormément développée. Elle est maintenant assurée par une société nationale, une douzaine de sociétés appartenant aux Etats et quelque 300 sociétés privées. Son développement ne s'est pas fait sans problèmes. Le cas de l'Inde illustre quelques-uns des problèmes que connaissent les secteurs privé aussi bien que public lorsque l'agriculture est en pleine transformation.

Avant la Révolution verte, la plupart des exploitants mettaient de côté une partie de leur récolte pour les semailles de l'année suivante. Ils obtenaient parfois de nouvelles semences produites et distribuées par les services de l'agriculture des Etats. Quelques sociétés privées produisaient des semences de légumes et de fleurs.

Après l'introduction des premières variétés de maïs hybride en 1961, les responsables de la planification agricole indienne se sont rendu compte que la production de semences devait être renforcée. La Société nationale de production de semences, créée en 1963, a commencé à produire des semences parentales. La création de sociétés privées de produc-

tion de semences a été encouragée et on a donné à un certain nombre d'entre elles la possibilité d'acheter du matériel importé de traitement des semences dans le cadre de contrats de location-vente.

Au milieu des années 60, des variétés de semences hybrides à haut rendement avaient été introduites pour des cultures très variées. La demande de semences de qualité a monté en flèche. Du fait que la production privée des semences était encore au stade embryonnaire, la multiplication des semences dans le secteur public a été développée par l'intermédiaire des gouvernements et des services de l'agriculture locaux et des Etats. Des sociétés d'Etat de production de semences ont été créées.

Entraîné par une croissance rapide, le système officiel de production de semences s'est trouvé dépassé par les événements. La qualité a diminué et des pertes financières ont été subies. Les sociétés privées ont commencé à douter sérieusement de leur avenir dans la production de semences en Inde.

En 1975, l'Etat du Maharashtra a autorisé quelques sociétés à produire leurs propres semences parentales. Cette décision a largement contribué à faciliter l'approvisionnement en semences parentales et certifiées de haute qualité et à en livrer régulièrement aux exploitants. Elle a également permis de re-

mettre au point et de diffuser les nouvelles variétés.

Ce n'est que depuis peu que les négociants, les distributeurs et les exploitants se sont habitués à ce que les sociétés s'occupent de la commercialisation de semences. A l'origine, celles-ci s'efforçaient de faire connaître leurs produits par des démonstrations dans les exploitations; les détaillants privés et les coopératives ont été encouragés par des formules de dépôt prévoyant que toutes les semences invendues étaient reprises par les sociétés.

Aujourd'hui, les semences sont distribuées par un réseau de plus de 10.000 vendeurs implantés dans tout le pays. Les exploitants attachent de l'importance à la qualité des semences et ils achètent de préférence les marques qui ont fait leurs preuves.

Avec la prospérité, les sociétés privées de semences se sont lancées dans la recherche génétique et ont mis au point leurs propres hybrides améliorés de sorgho, de mil, de coton, de maïs et de quelques légumes. La recherche de nouvelles variétés a porté également sur d'autres plantes cultivées telles que le tournesol, le carthame et le pois cajan. La production de semences fournit un exemple intéressant de concurrence constructive entre les secteurs public et privé.

on garantit la viabilité financière de l'organisme de prêt tout en incitant les paysans à renforcer leur efficacité.

- En leur facilitant l'accès au crédit, on aide davantage les petits paysans qu'en subventionnant les taux d'intérêt, ceci équivalant en fait à limiter le volume de crédit disponible. Si l'on veut aider davantage de paysans, il faut que les taux d'intérêt et les autres charges correspondent au véritable coût des prêts et du recouvre-

ment des crédits. On peut dans certains cas accepter des biens, tels que des animaux, comme garantie des prêts.

- Les organismes officiels de crédit ont accordé une importance excessive aux prêts et ont négligé la prestation d'autres services financiers. Les programmes d'épargne rurale sont particulièrement utiles pour élargir la base financière des prêts et encourager les remboursements. De nombreux signes donnent à pen-

ser que les petits paysans sont tout disposés à épargner lorsqu'on leur offre des taux d'intérêt intéressants.

- Pour promouvoir les prêts et l'épargne, les caisses agricoles pourraient faire beaucoup plus largement appel aux organismes ruraux déjà implantés. Elles pourraient également établir des liens plus étroits avec les coopératives et les groupements de paysans, comme cela a été fait, par exemple, au Malawi.



## 7 La pauvreté rurale

La pauvreté absolue ronge l'existence de centaines de millions d'êtres humains dans de nombreux pays. Ses victimes ont tout juste de quoi se nourrir et vivent dans l'incertitude du lendemain. Leurs revenus sont si bas qu'il ne leur reste presque rien pour se vêtir, se chauffer, se loger et pour les autres nécessités de la vie.

L'ampleur et les répercussions de la pauvreté absolue ont été examinées dans les Rapports précédents, notamment dans celui de 1980, qui traitait de la pauvreté et du développement humain. Les auteurs de ce Rapport estimaient à environ 780 millions le nombre de pauvres absolus dans le monde (à l'exclusion de la Chine et d'autres pays à planification centrale disposant d'un faible revenu, tels que le Viet Nam). Le fait que la Chine puisse nourrir toute sa population et lui fournir des services de santé et d'éducation élémentaire peut atténuer l'impact du problème, mais on pense qu'au moins 150 millions de Chinois ont un niveau de vie qui n'est guère supérieur à celui des habitants d'autres pays vivant dans la pauvreté absolue. Si l'on inclut la Chine, le nombre total des victimes de la pauvreté absolue serait donc proche du milliard.

Le présent chapitre examine comment les politiques et les programmes agricoles peuvent les aider. La grande majorité de ces gens — plus de 90 % d'entre eux — vivent dans des zones

rurales; il s'agit de paysans ou de travailleurs agricoles, ou de personnes dont l'activité, sans être agricole, est liée en partie à l'agriculture. Plus de la moitié de ce groupe de population est composé de petits paysans propriétaires ou fermiers; un autre cinquième est membre d'exploitations collectives, principalement en Chine. Les 20 à 25 % restants n'ont pas de terre et leurs moyens d'existence sont particulièrement précaires. Bien que les ouvriers agricoles ne soient souvent pas plus pauvres que les plus déshérités des exploitants agricoles, ce sont eux qui risquent le plus de perdre leur emploi en période de crise et qui sont le moins bien placés pour puiser dans d'éventuelles réserves, y compris la solution de dernier recours qui consiste à hypothéquer ou à vendre sa terre. La plupart de ces ouvriers vivent dans des pays à économie de marché à faible revenu et à forte densité de population rurale, plus de 80 % d'entre eux sont concentrés au Bangladesh, en Inde et au Pakistan, et les autres dans des régions telles que Java (Indonésie).

### La pauvreté et la croissance

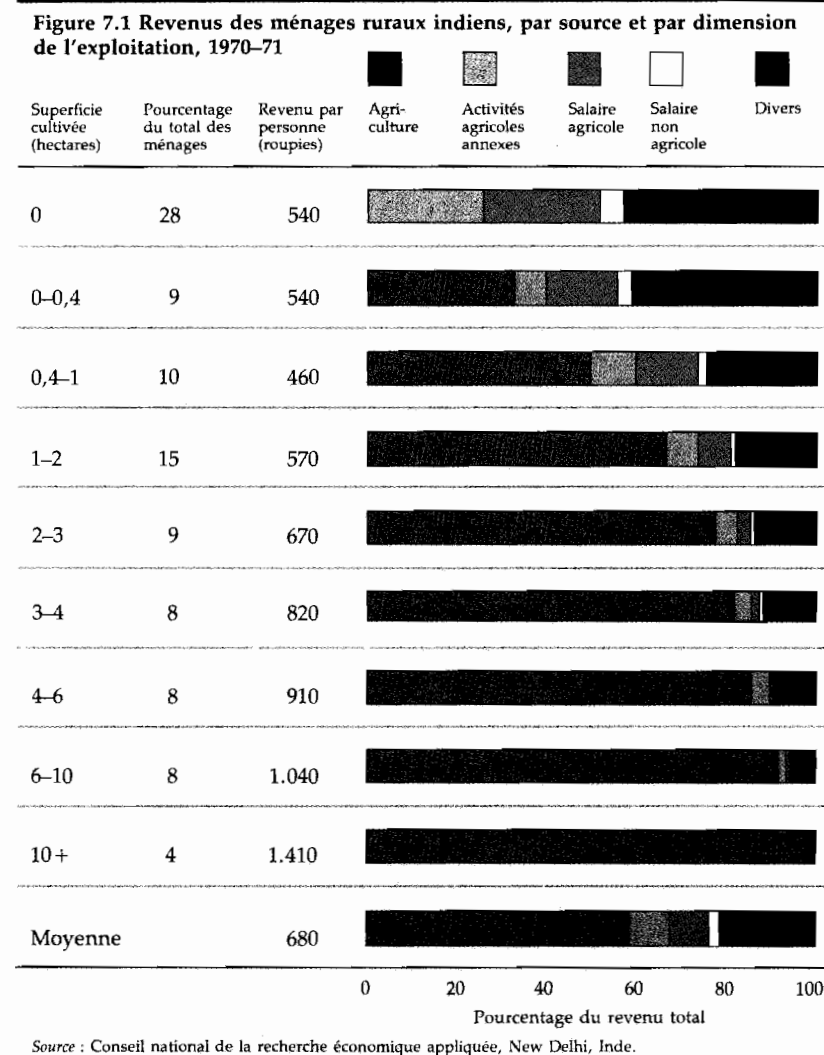
L'expérience montre clairement qu'à long terme, l'atténuation de la pauvreté passe par une croissance économique générale associée à l'augmentation de la production agricole. C'est ainsi qu'il faut, en particulier, créer des

emplois nouveaux et plus productifs en dehors du secteur agricole. La transformation des structures, dont il a été question au Chapitre 5, contribue à créer des emplois dans l'industrie pour les citadins, et à diversifier l'économie rurale elle-même. C'est ainsi que des pays à revenu intermédiaire ont connu des transformations spectaculaires au cours des vingt dernières années. Malgré une croissance démographique accélérée et la rapide augmentation de la population active, la part de l'agriculture dans le total de l'emploi et le chiffre absolu de la population active agricole ont diminué ou sont sur le point de le faire dans de grands pays tels que le Brésil, la Colombie, l'Indonésie, la République de Corée, la Roumanie, la Turquie, le Venezuela et la Yougoslavie. Si la croissance se poursuit, les recettes et la productivité du secteur agricole devraient aussi augmenter. Il se peut néanmoins que subsistent de vastes enclaves de pauvreté absolue dans des régions qui sont relativement isolées ou dont la production agricole stagne.

Les conditions de vie dans les villes, notamment la misère des taudis où la plupart des nouveaux émigrants ont tendance à se regrouper, vont bien souvent, semble-t-il, à l'encontre de l'idée selon laquelle l'exode rural contribue à réduire la pauvreté. De fait, la plupart du temps, les migrants

sont pauvres par rapport au reste des citadins; cette situation ne fait toutefois que refléter la grande différence de revenu entre la ville et la campagne qui les a poussés à émigrer. De nombreux éléments attestent que les ruraux qui partent pour la ville ont effectivement plus de chances d'accroître leurs revenus, et de bénéficier de meilleurs services de santé et d'enseignement. En outre, les fonds qu'ils envoient à ceux qui sont restés sont une importante source de revenu. Les études réalisées en Inde, au Kenya, au Malawi et en Thaïlande tendent à montrer que ces transferts représentent souvent plus de 10 % du revenu total des villages où résident les familles des émigrés. Les envois de fonds des pays à hauts salaires aux pays à faibles salaires peuvent avoir des effets analogues, et même parfois plus spectaculaires. De nombreux émigrés rapatrient ou économisent plus de 50 % de leurs revenus; en République arabe du Yémen, les fonds rapatriés ont permis aux collectivités de financer des programmes villageois de développement comprenant la construction de routes, d'écoles et d'installations sanitaires et d'adduction d'eau.

L'augmentation des revenus et du nombre d'emplois dans les secteurs non agricoles des régions rurales est directement liée à la croissance de l'agriculture. D'après des estimations, il se pourrait que jusqu'à 25 % de la population active de ces régions travaille essentiellement en dehors du secteur agricole, dans les services et les travaux de réparation, l'industrie alimentaire, l'artisanat, le travail du cuir, les textiles, le travail des métaux, la construction, le commerce et la commercialisation. Presque toutes ces activités suffisent à la demande locale. Du fait qu'elles sont générale-



ment fondées sur des techniques simples à fort coefficient de main-d'œuvre et ne nécessitent guère de capitaux ou de qualifications, elles peuvent se développer rapidement dans les régions où la croissance agricole est dynamique (même si l'expansion se produit principalement dans les villes de marché plutôt que dans les zones rurales proprement dites). En Thaïlande, par exemple, on estime qu'au cours des années 70, pendant une période de six ans, les revenus non agricoles des ménages vivant dans des zones rurales ont progressé de plus de 12 % par an, soit près de deux fois plus vite que la production

agricole, qui a pourtant augmenté de plus de 7 % par an pendant la même période.

Les revenus non agricoles sont particulièrement importants pour les plus déshérités. Dans des pays aussi différents que l'Inde, la République de Corée et la Sierra Leone, les ménages qui ont peu ou pas du tout de terres tirent environ la moitié de leurs revenus de sources autres que l'agriculture, la proportion correspondante n'étant que de 10 à 20 % dans le cas des ménages exploitant des terres plus importantes. (Les chiffres donnés pour l'Inde à la Figure 7.1 sont particulièrement représentatifs.) Les activités



non agricoles constituent aussi une source importante de revenus secondaires pour les petits agriculteurs et les ouvriers agricoles pendant la morte-saison.

A long terme, la croissance économique permet de réduire le nombre total des personnes vivant dans la pauvreté absolue et de mieux s'occuper de celles qui restent. La croissance a toutefois des effets variables et la perspective de profiter un jour des avantages qui en découlent n'est guère réconfortante pour ceux qui souffrent dans l'intervalle. En outre, la croissance elle-même peut accroître la détresse de ceux qui restent à l'écart du processus. C'est ainsi qu'une innovation peut se traduire, grâce à la baisse des coûts qui s'ensuit, par la conquête de nouveaux marchés et l'augmentation de la production, peut-être aux dépens des habitants des régions où les conditions naturelles s'opposent à l'adoption d'innovations similaires. Ces régions sont souvent celles qui étaient déjà les plus pauvres. Les produits de base pour lesquels la demande mondiale est inélastique sont particulièrement vulnérables à cet égard. Les producteurs de thé ou de cacao d'un pays donné peuvent subir de lourdes pertes par suite d'une évolution des techniques à l'autre bout de la terre.

On considère souvent que la mécanisation menace les moyens d'existence des pauvres, et en particulier des ouvriers agricoles. La mécanisation permet généralement d'augmenter à la fois la production et la productivité de la main-d'oeuvre, mais dans des proportions variables. Dans certaines circonstances, les machines ne font guère ou nullement progresser la production, mais remplacent une grande quantité de main-d'oeuvre; il arrive aussi que ce soit l'inverse qui se produise. Les machines qui en principe con-

tribuent le plus à supprimer des emplois agricoles sont les moissonneuses, les batteuses et les tracteurs, ainsi que les machines à moudre. Le remplacement du personnel par des machines fait généralement suite à la hausse des salaires agricoles, qui témoigne, normalement, d'une amélioration de la conjoncture et d'une expansion du marché du travail. C'est ainsi que, parallèlement à l'augmentation du nombre des emplois non agricoles pendant la Révolution verte, la main-d'oeuvre utilisée au Pendjab (Inde) sur les terres où blé et riz sont cultivés en rotation a diminué de 16 %. Cette réduction est attribuable pour plus des trois quarts (soit 13 points de pourcentage) à l'emploi de tracteurs.

Dans les régions à faible revenu et en stagnation, il est rare que la mécanisation vienne chasser les ouvriers. Les salaires ruraux sont si bas qu'il n'est pas rentable de remplacer les laboureurs et les moissonneurs par des machines coûteuses, sauf dans le cas d'une expansion rapide de l'agriculture. Toutefois, le rythme et la nature de la mécanisation peuvent être radicalement modifiés par des politiques à première vue sans aucun rapport. Les politiques en matière de taux de change, d'allocation des devises, de facilités de crédit, et de droits d'importation ont contribué à la généralisation des tracteurs au Brésil, en Egypte, au Pakistan, au Zaïre et ailleurs. Lorsque ni l'agriculture ni les autres secteurs de l'économie ne se développent rapidement, les effets d'une mécanisation prématurée peuvent être tragiques pour les travailleurs qui perdent leur emploi.

#### **Les initiatives utiles dans la lutte contre la pauvreté rurale**

Au cours des dernières années, c'est dans les pays à revenu in-

termédiaire, notamment dans les pays ayant un revenu par habitant d'au moins 1.000 dollars, que la croissance économique a été le plus rapide. La pauvreté absolue est donc de plus en plus le lot des pays à faible revenu (et des pays à revenu intermédiaire à croissance lente). Environ 40 % des pauvres vivent en Inde, au Bangladesh et dans d'autres pays d'Asie du Sud, et 20 % en Chine. Le reste se répartit entre les pays à revenu faible et intermédiaire de l'Afrique subsaharienne (15 %), l'Asie de l'Est (essentiellement Indonésie et Indochine) 15 % également, et l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (3 à 4 % seulement pour chacune de ces régions).

Il est évident que les politiques et les programmes visant à accélérer la croissance globale occupent une place capitale dans la lutte à long terme engagée contre la pauvreté. Le rôle particulier de l'agriculture dans les stratégies de croissance économique nationale a été examiné aux Chapitres 5 et 6. Un bon nombre des changements d'orientation préconisés (amélioration des incitations à la production et revalorisation de la recherche agricole, par exemple) peuvent aussi contribuer à l'amélioration des perspectives d'avenir qui s'offrent aux pauvres des régions rurales. Mais les programmes qui s'attaquent directement aux problèmes des déshérités sont aussi essentiels. Si des mesures directes sont particulièrement indiquées dans les pays à faible revenu, de nombreux pays à revenu intermédiaire (y compris ceux dont la croissance est par ailleurs satisfaisante) pourraient aussi obtenir des résultats encore meilleurs s'ils se penchaient plus directement sur la pauvreté.

La présente section est consacrée à quatre séries de mesures à

prendre pour améliorer la productivité des pauvres — développement des ressources humaines, programmes à l'intention des petits paysans, réforme agraire et travaux ruraux. Ces mesures peuvent entraîner des avantages importants dans des contextes très différents, mais leur impact n'est en général sensible qu'à long terme. En outre, il est difficile de remédier à certains aspects de la pauvreté — tels que les difficultés des familles nombreuses dont le chef est une femme seule — en ne s'attachant qu'à accroître la production. La dernière partie du présent chapitre porte donc sur les efforts déployés par les gouvernements en vue d'assurer la sécurité alimentaire de la population et de faire bénéficier les plus déshérités de subventions alimentaires.

#### *Ressources humaines*

Faits à l'appui, le *Rapport sur le développement dans le monde 1980* a montré comment des programmes d'éducation, de santé et de nutrition peuvent aider les pauvres à accroître leur revenu. L'évolution récente ne dément pas ces conclusions. L'éducation contribue tout particulièrement à améliorer la mobilité et à rendre les cultivateurs plus réceptifs aux nouvelles méthodes et aux possibilités commerciales. Un projet de recherche que vient de réaliser la Banque mondiale au Népal (Encadré 7.1) a permis de découvrir des preuves convaincantes que l'éducation améliore l'efficacité des exploitants. Dans une étude antérieure, il avait été calculé que les taux de rentabilité de l'enseignement primaire (mesurés uniquement en fonction de son rôle dans l'efficacité des agriculteurs) allaient de 7 à 11 % en République de Corée, de 14 à 25 % en Thaïlande et de 25 à 40 % en Malaisie. Ces constatations recou-

pent celles qui ont été faites ailleurs, démontrant que l'éducation améliore l'efficacité des exploitants partout où la modernisation et l'évolution de l'environnement exigent un esprit d'innovation et d'adaptation.

La mobilité de la main-d'œuvre — d'un pays à un autre, des campagnes aux zones urbaines et, dans les campagnes mêmes, d'ac-

tivités agricoles à des activités non agricoles — est un puissant moyen d'échapper à la pauvreté. La mobilité, qu'elle soit géographique ou professionnelle, est généralement le fruit d'une décision individuelle, fondée sur des éléments d'information empiriques. Les pouvoirs publics peuvent promouvoir la mobilité — et contribuer à en limiter les inconvé-

### **Encadré 7.1 L'éducation des agriculteurs, l'efficacité des exploitations et la nutrition au Népal**

La région du Terai, située dans la plaine qui borde la frontière indienne, présente un grand nombre des symptômes de la pauvreté rurale — faible productivité de l'agriculture, faiblesse du revenu, des taux d'alphabétisation et de scolarisation, forte incidence de la malnutrition, morbidité, mortalité et accroissement démographique importants. Le *Rapport sur le développement dans le monde 1980* concluait que l'instruction primaire était peut-être le meilleur moyen de trouer la "trame ininterrompue" de facteurs qui emprisonne les familles dans la pauvreté. En effet, il semble que les hommes et les femmes qui ont un tant soit peu d'instruction arrivent toujours mieux que les autres à améliorer l'efficacité de leurs méthodes agricoles, à profiter des informations sur la santé et la nutrition et à se renseigner sur le planning familial. Désireuse d'obtenir davantage de preuves empiriques sur ces liens de causalité, la Banque mondiale a rassemblé des données auprès de 800 foyers agricoles du Terai en vue de déterminer dans quelle mesure l'éducation contribue à remédier à la pauvreté rurale.

Le blé, dont la culture vient d'être introduite au Terai, y est particulièrement rentable. L'étude a fait ressortir l'existence d'un lien étroit entre l'instruction des exploitants et l'efficacité avec laquelle ils produisaient du blé, même compte tenu d'autres facteurs tels que les aptitudes de l'agriculteur, la dimension de son exploitation ou sa situation familiale. On a trouvé des éléments probants qui montrent qu'en dessous d'un

certain seuil (environ six ans de scolarité), l'éducation avait un impact négligeable. Les cultivateurs qui avaient fait plus de six années d'études obtenaient un rendement supérieur de 25 % à celui des exploitants qui avaient moins de six ans de scolarisation. Les connaissances en arithmétique se répercutaient directement sur la propension des agriculteurs à se lancer dans la culture du blé. L'ampleur de cet effet est telle qu'on est en droit de supposer que le taux très élevé de rentabilité économique de l'éducation est un facteur dans la production agricole.

Le même projet de recherche donne à penser en outre que les investissements axés sur n'importe lequel de plusieurs des aspects importants de la pauvreté rurale (analphabétisme, malnutrition et faiblesse de la productivité agricole) tendaient à se renforcer mutuellement. Il ressortait des données relatives aux enfants que la malnutrition amoindissait considérablement la faculté d'apprendre et expliquait pour une bonne part l'absentéisme scolaire; à la génération suivante, on pouvait s'attendre que l'analphabétisme nuise à la productivité agricole, qui elle-même aggraverait la malnutrition, créant ainsi un cercle vicieux. La politique d'expansion vigoureuse de l'éducation primaire poursuivie par le Gouvernement népalais semble donc tout à fait de nature à relever la productivité de l'agriculture et à remédier à plusieurs aspects de la pauvreté rurale.

nients possibles — de plusieurs manières. L'éducation et la formation permettent aux pauvres d'acquérir de nouvelles qualifications et, partant, d'élargir leurs possibilités de gain. Elles sont particulièrement utiles dans les régions où il faut encourager la migration permanente parce que, par exemple, la population augmente plus rapidement que ne peut le faire la capacité de production.

De la même façon, on peut parfois favoriser les entreprises rurales non agricoles par la formation des travailleurs et des cadres, l'octroi de facilités de crédit aux petites entreprises en vue de les aider à financer leur expansion, et des investissements dans l'infrastructure (électrification rurale, transports, communications, par exemple). Ces programmes peuvent aider les agglomérations rurales à devenir des pôles de croissance potentiels. Encourager la population à améliorer son sort sans quitter son lieu d'origine peut contribuer à freiner l'urbanisation et à réduire les frais considérables liés au développement et à la modernisation de l'infrastructure et des services urbains.

Etant souvent les moins mobiles, ce sont les femmes qui ont le plus à gagner des programmes qui favorisent le développement rural et la création d'emplois à proximité de leur domicile. Dans certaines sociétés, les jeunes filles n'hésitent pas à chercher du travail en ville, mais les femmes mariées, les mères de famille et les personnes âgées des deux sexes sont en général attachées au foyer et à l'exploitation. C'est pourquoi il faudrait chercher à créer pour les femmes des possibilités de travail productif à domicile ou à l'échelon local et à répondre à leurs besoins d'éducation et de formation dans les programmes

qui encouragent la population à quitter les régions rurales les plus pauvres.

#### *Programmes à l'intention des petits exploitants*

C'est de loin chez les petits exploitants que l'on trouve le plus fort pourcentage de pauvres ruraux; ils sont aussi, en raison des liens qui les unissent à la terre, les moins mobiles. Il existe des variations considérables dans leur situation tant en ce qui concerne la superficie qu'ils exploitent, leur statut (métayers, fermiers et propriétaires), que le genre d'activités agricoles auxquelles ils se consacrent. Ils ont toutefois plusieurs points communs : ils font eux-mêmes la plus grande partie du travail, disposent de peu d'actifs et consomment généralement la plus grande partie de leur production. Ceux qui connaissent la pauvreté absolue vivent en Asie (où les densités de population rurale sont particulièrement élevées) et en Afrique, où peu d'efforts ont été tentés pour améliorer la productivité de la terre. On trouvera à la Figure 7.2 des indications sur la superficie des exploitations agricoles dans différentes régions du monde.

A première vue, les petites exploitations familiales peuvent paraître inefficaces par rapport aux grandes exploitations et plantations qui utilisent des ouvriers agricoles ou des machines. Les faits prouvent le contraire. Là où coexistent de petites et de grandes exploitations agricoles, comme c'est le cas en Asie du Sud ou en Amérique latine, les recherches montrent que la production des petites exploitations est généralement supérieure par unité de surface exploitée, même lorsqu'il est tenu compte de la qualité des terres. Même les exploitations des pays développés, dont la taille a pourtant progressé par suite de la

mécanisation de l'agriculture et de l'exode rural, sont encore de type familial et n'emploient que très peu d'ouvriers agricoles.

Partout dans le monde, les petites exploitations agricoles familiales se distinguent par une endurance et une productivité d'autant plus remarquables qu'elles présentent des caractéristiques qui devraient normalement amoindrir leur compétitivité par rapport aux grandes exploitations agricoles. En particulier :

- Elles ne peuvent pas faire d'économies d'échelle. Les petites exploitations ont des frais de transaction élevés du fait que leurs opérations (part de leur production commercialisée, achat de facteurs de production et utilisation du crédit) portent sur de petites quantités.

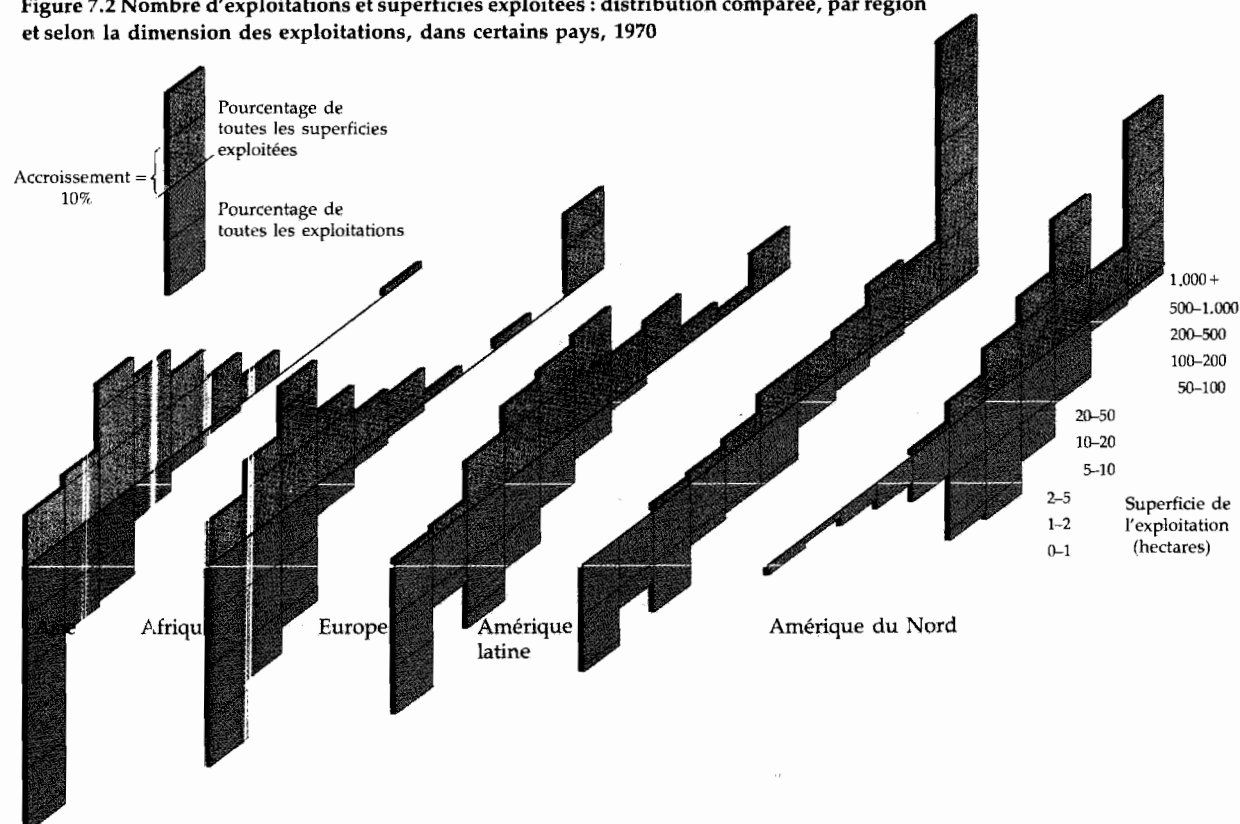
- Leur capacité d'emprunt est limitée par le manque d'actifs; la terre est souvent louée et ne peut être utilisée comme garantie.

- Les petits exploitants n'ont pas autant que les gros exploitants les moyens de s'informer des nouvelles techniques et de les adopter. En règle générale, les gains de productivité consécutifs à l'application de techniques nouvelles profitent principalement à ceux qui sont les premiers à les utiliser.

- N'étant pas aussi influents que les gros exploitants, dont la clientèle est plus intéressante pour les fournisseurs locaux, les petits exploitants sont en général les premiers à pâtir en cas de manque d'engrais, de semences et d'eau.

En contrepartie, les petits agriculteurs ont des charges salariales inférieures et sont avantagés par le fait qu'ils gèrent eux-mêmes leur exploitation. L'utilisation d'une main-d'œuvre rémunérée dans les grandes exploitations implique des frais de transaction pour le travailleur et l'employeur. Compte

**Figure 7.2 Nombre d'exploitations et superficies exploitées : distribution comparée, par région et selon la dimension des exploitations, dans certains pays, 1970**



Source : FAO, *Recensement mondial de l'agriculture de 1970*.

tenu de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent — les uns n'étant pas certains d'obtenir du travail et les autres de disposer des travailleurs nécessaires le jour voulu — les travailleurs et les employeurs doivent, les uns chercher à être mieux rémunérés et les autres accepter de faire un effort plus important que les petits exploitants. La qualité du travail est encore plus importante que son prix. L'agriculture est une activité complexe qui exige non seulement beaucoup de travail mais aussi des soins et de l'attention. Les petits exploitants sont en général fortement motivés, surtout lorsqu'ils travaillent pour nourrir les leurs.

Les petits exploitants tirent parti de leurs avantages (et compensent certains de leurs handicaps) en consacrant plus d'heures de

travail à l'hectare que les gros exploitants. Bien que leur rapport capital/terre soit souvent supérieur à celui des grands exploitants, les petits ont en général un rapport capital non foncier/main-d'oeuvre inférieur. Le Tableau 7.1 illustre quelques-unes de ces tendances au Brésil. On

retrouve ces schémas dans de nombreux pays quoique plus atténués.

Au cours des dix dernières années surtout, les gouvernements ont cherché, avec l'appui des organismes internationaux de développement, à tirer parti des points forts des petites exploita-

**Tableau 7.1 Structures des exploitations agricoles du nord-est du Brésil, 1974**

Dimension (ha)	Superficie moyenne (ha/expl.)	Valeur moyenne de la terre (cr/ha)	Main-d'oeuvre utilisée (années/ha)	Apport de capital (cr/ha)	Rapport capital/main-d'oeuvre (cr/travailleur)	Production brute (cr/ha)
0-9,9	4	1.266	0,247	1.203	4.870	769
10-49,9	27	1.054	0,075	529	7.057	362
50-99,9	72	1.064	0,041	405	9.872	291
100-199,9	141	1.318	0,028	318	11.341	288
200-499,9	299	785	0,019	243	12.792	192
Plus de 500	1.180	625	0,012	140	11.625	121

Source : Kutcher et Scandizzo (1982).

tions et à les aider à surmonter leurs handicaps. C'est un travail parfois complexe qui nécessite une action plus ou moins simultanée sur plusieurs fronts. Il arrive aussi que la croissance piétine à cause d'un blocage unique. Une solution moins complexe est alors possible. C'est ainsi que, faute de routes dans des régions éloignées, il peut être difficile ou impossible de livrer à bas prix et régulièrement les fournitures commerciales, d'assurer une pénétration rentable du marché, de spécialiser la production, et de fournir des services agricoles et de recherche efficaces. Dans le monde entier, la construction routière est le fer de lance des plans de développement rural. Les programmes de petits périmètres irrigués, destinés principalement à améliorer l'alimentation en eau et à aménager l'écoulement, revêtent aussi une importance particulière.

D'autres programmes cherchent à réserver aux petits exploitants une partie du crédit agricole disponible (parfois sur la base de garanties collectives données par les associations coopératives, méthode qui a été utilisée pour la première fois dans le cadre du programme de mise en valeur des terres de Lilongwe au Malawi). Des programmes d'aide aux petits planteurs comprennent l'octroi de crédit "contrôlé", de services techniques et un accès aux marchés garanti. Les efforts déployés dans ce sens ont été particulièrement fructueux au Kenya (thé et café) et en Asie (caoutchouc et palmier à huile en Indonésie et en Malaisie).

Des programmes plus complexes viennent souvent seconder une politique dynamique de développement des zones ou des régions à faible revenu. Le programme PIDER (Mexique) en est un exemple : dans le cadre de ce

programme, lancé en 1973, environ 450 millions de dollars sont distribués chaque année à quelque 120 zones à faible revenu soigneusement choisies, où, d'après les estimations, vivaient près de la moitié des 12 millions de pauvres ruraux du Mexique. Ces sommes servent à financer une grande variété d'investissements agricoles et à améliorer l'infrastructure sociale et économique. Le programme d'augmentation de la production laitière en Inde, fondé sur les coopératives de production, est un autre type de programme national, axé sur un seul produit (Encadré 7.2).

Au début, certains programmes à objectifs multiples étaient trop compliqués pour atteindre leur but, notamment dans les pays qui manquaient de cadres et de personnel administratif. Dans certains cas, l'appui financier et administratif n'a pu être obtenu que grâce à l'aide extérieure; il s'est révélé impossible d'exécuter dans d'autres régions tout aussi nécessiteuses des projets déjà mis en oeuvre ailleurs. Il est aussi arrivé que, faute de préparation — faiblesse qui n'est pas particulière à ce genre de programme — l'ensemble des améliorations envisagées soit finalement insuffisant ou inadapté aux besoins des petits exploitants.

Les difficultés rencontrées n'ont pas toutes été d'ordre technique, tant s'en faut. C'est ainsi que des erreurs d'appréciation sur la nature du contexte social ont entraîné l'échec d'un certain nombre de programmes de crédit aux petits exploitants et de création de coopératives. La structure de la propriété, le statut d'occupation et les droits fonciers font aussi qu'il est parfois difficile de toucher les exploitants pauvres; et ce sont des propriétaires, des commerçants et autres intermédiaires assez aisés qui profitent finalement de l'aug-

mentation de la production.

D'autres programmes aident les petits agriculteurs à maîtriser des conditions naturelles ingrates. Comme on peut l'imaginer, les populations rurales les plus pauvres se rencontrent généralement dans les régions du monde où l'environnement naturel est le plus rude — hauts plateaux tropicaux, zones semi-arides et régions aux sols pauvres (il s'agit souvent de régions récemment déboisées). Dans ces circonstances, les programmes de développement de la petite agriculture sont souvent inopérants, faute de moyens techniques appropriés. En effet, les chercheurs commencent tout juste à s'intéresser aux cultures les plus répandues dans ces zones — légumineuses, riz d'altitude, sorgho, mil, racines et tubercules. Il existe de solides arguments en faveur d'une intensification des efforts dans ce domaine, compte tenu des taux de rentabilité élevé de l'investissement dans la recherche (Chapitre 6) et du fait qu'un grand nombre de pauvres cultivent les produits ci-dessus qui font partie intégrante de leur alimentation de base.

En dépit des difficultés rencontrées par des programmes d'aide aux petits exploitants, il apparaît que, dans l'ensemble, on a obtenu des résultats remarquables. Dans de nombreux cas, les revenus des agriculteurs ont sensiblement augmenté et les avantages ont été largement répartis; l'économie des pays intéressés a fortement bénéficié des efforts réalisés. Les programmes sont désormais conçus dans le souci de simplifier la gestion et l'exécution des opérations, notamment en Afrique, la solution adoptée consistant généralement à privilégier une culture donnée (comme cela a été fait récemment dans le cadre de programmes co-

## Encadré 7.2 La révolution laitière en Inde

Chaque jour, au lever et au coucher du soleil, 2 millions d'agriculteurs indiens apportent, à pied ou à bicyclette, leurs bidons de lait au centre de ramassage le plus proche. Ils font partie du mouvement coopératif laitier qui s'est étendu à l'ensemble de l'Inde au début des années 70; grâce à ce système, les agriculteurs propriétaires de quelques vaches laitières peuvent profiter de la forte demande de lait — produit périssable — dans les villes éloignées.

Le mouvement, localisé au départ, a débuté voici trente ans, avec la création d'une coopérative laitière dans la petite ville d'Anand, dans l'ouest de l'Inde. Cette coopérative a servi de modèle au mouvement, lancé au niveau de la population locale, qui s'est propagé dans la plupart des Etats de l'Inde. Avec l'aide du Programme alimentaire mondial, de la CEE, de la FAO et de l'IDA, c'est devenu une industrie regroupant plus de 10.000 coopératives villageoises, qui traitent 2,5 millions de litres de lait par jour. Les coopératives vendent du lait frais à Bombay, Delhi et dans d'autres grandes villes, et des produits laitiers dans l'ensemble du pays.

Les coopératives sont étagées sur trois niveaux : les sociétés laitières villageoises, les unions de sociétés laitières, et une fédération d'unions. L'ensemble du

système appartient aux producteurs de lait. Deux organismes publics semi-autonomes, le Conseil national du développement de la laiterie et la Société laitière indienne, fournissent une aide technique et financière.

Les coopératives forment un réseau intégré de commercialisation et de transformation. Les coopératives locales achètent en tant qu'intermédiaires le lait aux centres de ramassage. Ce lait est immédiatement transporté par camion jusqu'à l'union laitière où il est pasteurisé, mis dans des camions isothermes et envoyé vers les grandes villes ou transformé en lait en poudre, fromage, beurre et autres produits.

Chaque membre de coopérative peut bénéficier d'une assistance technique qui comprend les services vétérinaires d'urgence et hebdomadaires, l'insémination artificielle, les aliments concentrés pour animaux, et les semences de plantes fourragères à haut rendement.

Le fait d'assurer à tous les producteurs de lait un débouché rentable et les moyens techniques nécessaires à l'augmentation de la production a contribué à accroître le revenu rural. Cette initiative a même profité aux pauvres sans terre qui possèdent souvent une ou deux vaches ou un couple de buffles. Il s'en est suivi en particulier une amélioration de la con-

dition de la femme, qui traditionnellement s'occupe du bétail et à qui revient le produit des ventes de lait.

Contrairement à tant d'autres, cette expérience de type coopératif a réussi. Les facteurs qui ont, semble-t-il, contribué à son succès sont les suivants :

- Une direction foncièrement attachée au succès de sa mission et un personnel qualifié, qui ont pour souci commun de servir les collectivités rurales.
- Une organisation fondée sur la stricte application du principe de la responsabilité.
- Un système de commercialisation rationnel adapté à la nature périssable du produit.
- Les économies d'échelle réalisées au stade de la transformation, qui encouragent l'action collective.
- Les tarifs, qui sont fonction de la teneur en matières grasses et qui sont acquittés aux producteurs dans les douze heures suivant la transaction.
- La possibilité donnée à tous les membres de recevoir un ensemble de services techniques valables, ayant fait l'objet d'une campagne d'information bien organisée.
- L'aide internationale (y compris l'aide alimentaire), qui a permis, grâce à son utilisation judicieuse, de mettre sur pied l'industrie laitière.

tonniers en Afrique de l'Ouest) ou un petit nombre d'activités à caractère fortement complémentaire. Le programme éthiopien "d'intervention minimum" est axé, comme son nom l'indique, sur la vente de semences et d'engrais et les services de vulgarisation. Le programme de la culture du maïs dans le Kasai oriental (Zaïre) porte essentiellement sur une culture donnée plus quelques services d'appui indispensables à l'accroissement de la productivité de 120.000 familles agricoles.

### *Réforme agraire*

Pour qu'il y ait développement de l'agriculture, il faut que les ex-

ploitants veuillent et puissent améliorer leurs terres par des travaux de nivellement, d'irrigation et de drainage. Ceux qui bénéficient de la sécurité de jouissance ont plus de raisons de faire ces investissements que ceux qui ont moins d'intérêts en jeu. Le problème du statut d'occupation n'est pas propre aux petits exploitants, mais ils sont en général les plus concernés. L'insécurité est liée à divers facteurs, dont l'absence de droit de propriété clairement établi, l'incertitude entourant les baux, l'instabilité des loyers, et — pour les propriétaires fonciers — la crainte d'une réforme agraire sans indemnisation suffi-

sante. Ces questions sont appelées à devenir cruciales à mesure que les terres vierges se raréfient et que la croissance est de plus en plus subordonnée à la nécessité de procéder à des travaux d'amélioration sur les terres déjà exploitées.

Il est généralement difficile de modifier le cadre institutionnel pour encourager les améliorations foncières. Les mesures à cet effet sont très variables et englobent : des levés de terrain, l'attribution et la reconnaissance de droits fonciers, le remembrement des petites parcelles souvent très morcelées, la promulgation de lois successorales visant à garantir le maintien d'unités viables, et l'ac-



quisition de terres en vue de leur redistribution à de nouveaux propriétaires dans le cadre de la réforme foncière. La plupart des programmes de réforme foncière ont pour objectif soit de subdiviser un petit nombre d'exploitations en plusieurs unités nouvelles, soit de regrouper en de grandes propriétés beaucoup de parcelles éparpillées. La réforme foncière a permis d'améliorer sensiblement la répartition du revenu rural et a ouvert la voie au progrès de l'agriculture dans plusieurs pays, par exemple la Chine, le Japon et la République de Corée.

Cependant, plusieurs problèmes nuisent souvent à l'efficacité de la réforme foncière. Là où de nombreux arguments militeraient en sa faveur — les régions agricoles à forte densité de population, où vivent un grand nombre d'ouvriers agricoles et où les fermages sont élevés — les exploitations sont souvent déjà exiguës, ce qui limite les possibilités de redistribution des terres. De plus, de très nombreux propriétaires seraient souvent expropriés dans ces conditions, puisque l'étendue des terres détenues est réduite. De nombreuses études donnent à penser qu'en Asie, la plupart des propriétaires participent activement à la gestion des exploitations, aux côtés des fermiers et métayers. Il est rare, semble-t-il, que les fermiers soient plus lents que les propriétaires exploitants à adopter les nouvelles techniques ou à utiliser les facteurs de production modernes, tels que les engrais. Dans l'ensemble, les études qui tiennent compte de la dimension des exploitations dans l'analyse de leurs résultats, indiquent qu'on obtient des chiffres de production du même ordre dans tous les types d'exploitations.

On sait depuis longtemps que la réforme foncière soulève des

difficultés considérables sur le plan politique. Il en est de même sur le plan économique, pour ce qui est de maintenir et de relever le niveau de la production après la réforme. Il faut en général offrir un éventail de services agricoles plus actifs et plus diversifiés si l'on veut que la réforme aboutisse au résultat souhaité. Dans de nombreux cas, il peut être bon de s'en tenir dans un premier temps à un programme pilote destiné à expérimenter diverses approches

possibles. Un programme de ce genre, financé par la Banque, est en cours d'exécution dans deux des Etats les plus pauvres du nord-est du Brésil (Maranhao et Piaui), région qui est depuis longtemps un exemple des problèmes soulevés par cette question.

Toutefois, on se contente le plus souvent de préconiser la réforme foncière sans l'appliquer, ce qui peut avoir des conséquences très néfastes en renforçant le sentiment d'insécurité au lieu de l'at-

### Encadré 7.3 Plan de garantie de l'emploi dans le Maharashtra en Inde

Le Programme de garantie de l'emploi lancé voici dix ans dans le Maharashtra consiste à embaucher des travailleurs ruraux au chômage ou sous-employés dans le cadre de projets de travaux publics, ou à leur verser une allocation de subsistance. Il existe une réserve de projets prêts à être exécutés immédiatement en période de baisse de l'emploi. Au titre de ce programme, chaque adulte est assuré de trouver un emploi manuel près de chez lui dans les quinze jours suivant la date de son inscription sur les registres officiels ou de recevoir une indemnité en espèces s'élevant à 1 roupie par jour (0,12 dollar) en compensation du temps perdu si aucun emploi ne se présente.

A la fin de mars 1979, le Maharashtra avait consacré en cinq ans 2,12 milliards de roupies à la réalisation de travaux publics. Ces dépenses se répartissaient de la façon suivante : irrigation, 53 % ; amélioration foncière, 27 % ; routes, 13 % ;

et foresterie et travaux divers, 7 %. Contrairement à de nombreuses initiatives de ce genre, le programme du Maharashtra a permis de combiner création d'emplois et formation de capital productif.

Il ressort du tableau que de 1973 à 1978 le chômage a régressé de 21 % dans les régions rurales du Maharashtra, le nombre de chômeurs passant de 1,4 à 1,1 million, malgré une augmentation de la population de 17 %. Pendant cette période de cinq ans, le taux général de chômage a diminué de 32 % pour ne plus représenter que 5,2 % de la population active. Ce chiffre est à comparer à une baisse de 4 % pour l'ensemble du pays. Etant donné la faible croissance de l'agriculture et de l'industrie, l'amélioration de la situation de l'emploi dans le Maharashtra est attribuable dans une large mesure au Programme de garantie de l'emploi.

### Le chômage parmi la population active des zones rurales du Maharashtra (15-59 ans), 1972-73 et 1977-78

<i>Population active rurale</i>	<i>1972-73</i>	<i>1977-78</i>	<i>Pourcentage de variation</i>
<i>Taux de chômage</i>			
Hommes	6,97	5,24	- 16,0
Femmes	8,34	5,20	- 37,6
Total	7,65	5,22	- 31,8
<i>Nombre de chômeurs (millions)</i>			
Hommes	0,64	0,55	- 13,6
Femmes	0,75	0,55	- 27,4
Total	1,40	1,10	- 21,1



ténuer. C'est ainsi que la crainte que suscite en général l'idée de réforme chez les propriétaires fonciers, qui redoutent en particulier de ne pas être suffisamment indemnisés, peut les décourager de tirer le meilleur parti possible de leurs terres en louant de petites parcelles à des métayers et à des fermiers. C'est surtout chez les gros exploitants que cette crainte est le plus répandue et le plus néfaste. De la même façon, on tend parfois à oublier, lorsqu'il est question de la réforme foncière, le problème plus large que constitue la sécurité de jouissance, d'où une inertie sur tous les fronts. Dans certains cas, il est possible d'arriver à des résultats économiques et sociaux analogues à ceux d'une redistribution des terres en taxant la terre selon son potentiel de production. Mais cette approche est relativement négligée ces dernières années.

#### *Travaux publics dans les zones rurales*

L'utilisation des ressources locales pour la construction et l'entretien de l'infrastructure rurale est un élément très positif dans le développement et la lutte contre la pauvreté. On peut utiliser de la main-d'oeuvre non qualifiée pour construire de petits ouvrages d'irrigation et de drainage, ainsi que des routes rurales, et pour niveler le terrain. L'importance des travaux publics dans les zones rurales provient précisément du fait qu'ils peuvent être organisés au niveau de la collectivité. D'une part, l'administration centrale fait rarement du bon travail dans ce domaine et, d'autre part, ces travaux sont souvent bien au-delà des moyens familiaux. Même en cas de totale sécurité de jouissance, et aussi intéressants que soient les prix, une exploitation agricole familiale ne

peut généralement pas aménager des canaux d'irrigation et de drainage sur un petit bassin versant.

Vu le manque criant d'infrastructure rurale et l'abondance de la main-d'oeuvre dans de nombreux pays, les programmes en cours paraissent souvent étonnamment modestes. Cela tient au fait qu'ils doivent être très bien administrés et conçus avec soin pour être opérants. Le choix des projets, l'organisation de la main-d'oeuvre, les normes de construction et les caractéristiques techniques, ainsi que le contrôle financier sont autant d'éléments qui soulèvent des difficultés considérables, d'autant plus que la plupart de ces programmes sont décentralisés et très éparpillés.

Parfois, ils sont considérés de surcroît comme un moyen de fournir du travail à la population; et par conséquent, les fonds prévus pour le financement des fournitures et des machines nécessaires sont insuffisants. Parmi les inconvénients divers, citons le fait que certaines personnes peuvent retirer plus d'avantages que d'autres des travaux publics, là où la terre est propriété privée, et qu'il est difficile d'organiser le bon entretien des ouvrages une fois les travaux de construction terminés.

Ces problèmes, et d'autres encore, peuvent cependant être surmontés. Le Programme de garantie de l'emploi dans le Maharashtra (Encadré 7.3) est un exemple de projet de travaux publics ruraux qui a réussi, de même que le programme Inpres en Indonésie. Lorsque la population rurale peut jouer un rôle décisif dans le choix des projets à exécuter, on a de très fortes chances d'arriver à définir, à planifier et à concevoir des projets d'une réelle valeur sociale et économique. L'expérience tend aussi à montrer que le recours aux ressources locales autres que la

main-d'oeuvre encourage les collectivités rurales à participer dans un esprit positif au choix, à la conception et à l'exécution de projets. En même temps, les activités de coordination et d'administration des programmes permettent aux autorités locales d'acquérir une plus grande efficacité. Un contrôle financier et technique satisfaisant doit en outre être exercé sur les travaux.

#### **La sécurité alimentaire, la distribution de vivres et les subventions alimentaires**

*Le Rapport sur le développement dans le monde 1980* ainsi que l'étude de la FAO sur les perspectives de croissance de l'agriculture ("Agriculture : horizon 2000") ont été achevés à une époque où l'économie internationale était plus soutenue que ce n'est le cas actuellement. Toutefois, les auteurs de ces deux documents concluaient que ni la pauvreté ni la sous-nutrition ne pourraient être éliminées d'ici à la fin du siècle, même dans le cas où les hypothèses les plus optimistes sur le développement agricole et la croissance économique globale se vérifieraient. Les avantages d'une stratégie de croissance rationnelle seront trop lents à se concrétiser pour que les problèmes de revenu d'une grande partie de la population pauvre qui vit aujourd'hui dans les zones rurales puissent être résolus.

Les gouvernements et les organismes internationaux ont donc pris diverses initiatives afin d'atténuer les effets les plus cruels de la pauvreté, en s'attaquant notamment aux problèmes spécifiques liés à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire. Il s'agit principalement d'une aide alimentaire, mais il faut aussi mentionner les subventions alimentaires générales et la distribution

de rations bon marché. Les familles et les individus particulièrement exposés sont également assistés dans le cadre de programmes de santé. Quelques-unes de ces initiatives sont décrites au Tableau 7.2.

Malheureusement, les pro-

grammes de subventions alimentaires et de distribution de rations reviennent souvent très cher, leur champ d'action étant en général très étendu. Certes, ils aident les pauvres, mais ils aident aussi d'autres gens qui ont les moyens de se nourrir. Aussi ces program-

mes bénéficient-ils d'un soutien politique important et il est extrêmement difficile d'en réduire le champ d'action et l'échelle d'application. Il est d'autres inconvénients encore. La réglementation des prix favorisant les consommateurs, les exploitants ne sont

**Tableau 7.2 Quelques programmes publics de distribution de produits alimentaires : population concernée, effets et coût**

Programme et pays	Produits	Population intéressée et visée	Effets sur le revenu, la consommation et la nutrition	Coût budgétaire (part du budget en %) ou recettes	Observations
<i>Subventions de caractère général, Egypte</i>					
Subventions explicites pour le blé, la farine; magasins de distribution de rations pour d'autres produits	Blé et produits du blé, maïs, haricots et lentilles, riz, produits laitiers, sucre, thé, huile, viande	Groupes importants, notamment dans les agglomérations. Pas de groupe-cible	Augmentation de la consommation de blé et de farine de 80% environ (1970-80); faible taux de malnutrition et de mortalité infantile pour le niveau de revenu par habitant	Jusqu'à 15% (1975); 9 à 12 %, dont 5 à 7 % pour le pain (1976-81)	La taxe implicite d'environ 20 % à la production a eu un effet de désincitation; les aliments subventionnés représentent 22 % des dépenses d'importation de l'Egypte
<i>Subventions et rations, Pakistan</i>					
Carnets de rations; magasins de distribution de rations; les limites autorisées varient en fonction de l'offre et de l'emplacement	Farine de blé (atta), rationnement du sucre; farine subventionnée considérée comme inférieure, d'où caractère relativement sélectif des subventions	Groupe restreint; environ un tiers de la population, principalement des citadins, mais aussi des ruraux vivant dans des zones à déficit alimentaire; un magasin pour 2.000 habitants, mais les magasins ruraux n'ouvrent pas souvent et ne vendent pas tous d'atta; pas de groupe-cible	69 % du blé consommé par les groupes à faible revenu fourni par les magasins de distribution; 9 à 14 % de la consommation calorique des ménages ayant un revenu inférieur à la médiane provient des denrées distribuées par ces magasins (1976)	6 à 12 % (fin des années 70); 3 à 6 % (années 80)	Prix à la production trop bas avant 1977, d'où baisse de la production qui a repris après l'augmentation des prix de 23 % en 1980; indications suivant lesquelles les listes des bénéficiaires de rations seraient "gonflées"
<i>Subventions et rations, Etat du Kerala, Inde</i>					
Carnets de rations; magasins de distribution de rations	Riz, blé, huile de cuisine, sucre	Grand nombre de personnes approvisionnées par les magasins de distribution de rations aussi bien dans les agglomérations que dans les zones rurales; pratiquement pas de groupe-cible	20 % de la ration calorique des ménages à bas revenu proviennent des rations de riz; 56 % du riz total consommé fournis par les magasins de distribution de rations, 66 % pour la population à bas revenu; corrélation positive établie entre les rations et la nutrition juvénile	Subvention du Gouvernement central équivalant à 17 % en moyenne du budget du Kerala (1973-76)	Un système d'achats favorisant les exploitants locaux (variables selon la taille des exploitations) a permis de soutenir les prix et a contribué à plus d'équité entre les producteurs du Kerala

guère incités à produire. Il s'ensuit un ralentissement de la production alimentaire nationale, l'augmentation des importations et le gaspillage. La production vivrière tient tant de place dans l'économie de la plupart des pays à faible revenu que ces distorsions

ont parfois de vastes répercussions macro-économiques. Les subventions, qui représentent jusqu'à 20 % du budget national dans certains cas, en arrivent à réduire à presque rien les investissements agricoles et peuvent même empêcher le gouverne-

ment de maintenir l'ensemble des investissements publics.

Il est toutefois possible de concevoir des subventions alimentaires d'un prix modique. De nombreux gouvernements appliquent des programmes très structurés, destinés à une population-

Programme et pays	Produits	Population intéressée et visée	Effets sur le revenu, la consommation et la nutrition	Coût budgétaire (part du budget en %) ou recettes	Observations
<i>Subventions et rations, Sri Lanka, avant 1979</i>					
Carnets de rations; produits alimentaires distribués par des coopératives	Riz, farine de blé, sucre, aliments lactés pour les familles vulnérables	Grand nombre de magasins de distribution de rations dans les villes et dans les zones rurales; pratiquement pas de groupe-cible	Environ 50 % de l'ensemble du riz consommé est distribué dans les magasins de distribution de rations; 20 % de la ration calorique et 14 % du revenu (1970); taux de malnutrition et de mortalité juvénile très bas pour le niveau de revenu par habitant	15 à 24 % (années 70)	La nécessité de distribuer des rations de riz a conduit à instituer un système officiel d'achats efficace, dont les exploitants ont obtenu quelques avantages
<i>Système de bons, Sri Lanka, après 1979</i>					
Bons accordés selon le nombre et l'âge des membres de la famille, à tous ceux dont le revenu est inférieur à 300 roupies	Choix de 9 grands produits alimentaires, le riz étant le plus important; les bons peuvent aussi être déposés sur des comptes d'épargne; bons de kérosène utilisables pour les achats de vivres	Ce programme intéresse environ la moitié la plus pauvre de la population (villes et zones rurales); objectif bien réalisé; on estime qu'environ 10 % des nécessiteux ne profitent pas du programme; environ 30 % des bénéficiaires ne sont pas nécessiteux	30 % de l'ensemble du riz consommé est distribué dans les magasins de distribution de rations; effet sur la ration calorique et le revenu pour la période 1979-81 analogue à l'effet du programme appliqué avant 1979; après 1981, signes d'une certaine dégradation de la nutrition par suite d'une diminution de 50 % de la valeur du coupon en raison de l'inflation	11 à 14 % (1980-81)	L'adoption du système de bons a coïncidé avec la décision d'inclure la totalité des frais de production dans les prix au producteur, d'où de nouveaux avantages pour les exploitants; des efforts ont été faits en vue de faire bénéficier les nécessiteux (en fonction de critères de revenu) d'autres programmes sociaux et de création d'emplois
<i>Système de bons, Colombie</i>					
Bons distribués aux femmes et aux enfants vulnérables; groupes-cibles déterminés par le système de santé et la zone géographique	Aliments enrichis : pâtes, biscuits, légumes mélangés, aliments protéiques texturés; il est envisagé d'inclure dans le programme des aliments de base moins chers	Le programme couvre la moitié du pays; objectif bien réalisé; 200.000 ménages touchés (1980)	Augmentation du poids des femmes enceintes et du poids des enfants à la naissance	Moins de 1 % (1980)	Les firmes locales fournissent des ressources pour la production d'aliments nutritifs

cible bien déterminée, dont les bénéficiaires sont sélectionnés en fonction de critères de revenu ou de formalités administratives (examen de santé par exemple). Sri Lanka est parvenue à réduire de moitié le nombre des participants et de plus de 50 % le coût des rations alimentaires distribuées par le Gouvernement après avoir décidé en 1979 de faire intervenir des critères de revenu et de distribuer des bons. Les systèmes de bons, tels que ceux du Sri Lanka et de la Colombie, peuvent être destinés à des groupes de population-cible déterminés en fonction de critères différents — revenu, besoins particuliers (femmes enceintes), ou nombre et âge des membres de la famille. Les dépenses administratives liées à la détermination des groupes-cibles peuvent être réduites grâce à l'établissement de mécanismes de sélection automatiques. Dans les pays où la population pauvre est concentrée dans une région donnée, une solution valable du point de vue du rapport coût-efficacité peut consister à prendre l'emplacement géographique comme critère. Les denrées subventionnées ne sont distribuées qu'à certaines collectivités ou que dans certains types de magasins que ne fréquentent pas les catégories relativement aisées.

Les programmes consistant à subventionner certaines denrées en modifiant les prix relatifs pour encourager la consommation d'aliments nutritifs mais peu prisés sont rares, mais donnent des résultats assez encourageants. En 1979, la vente de sorgho dans les magasins de distribution de rations alimentaires au Bangladesh à un prix inférieur de moitié à celui du blé et du riz a permis aux participants pauvres, en particulier dans les zones rurales, d'accroître leur ration calorique. Toutefois, à Dacca, la capitale, les participants

mieux lotis ont préféré payer deux fois plus et acheter du riz ou du blé.

La mise en oeuvre de programmes de subventions alimentaires et de distribution de vivres a effectivement contribué dans plusieurs pays à améliorer l'état nutritionnel de la population. La Chine a mis en place le plus vaste système de stockage et de vivres du monde (Encadré 7.4); elle est parvenue à éliminer la famine, à réduire la sous-nutrition chronique, et à ramener le taux de mortalité juvénile à un niveau comparable à celui de certains pays développés. Dans le Kerala (Inde) et à Sri Lanka, les pauvres des villes et des zones rurales peuvent recevoir des rations, ce qui est inhabituel pour les programmes de subventions alimentaires; les efforts ainsi déployés ont permis d'augmenter de 20 % la ration calorique des participants à faible revenu et d'accroître leur revenu de 15 %.

Les programmes en faveur des sous-alimentés peuvent aussi permettre de mieux faire face aux fluctuations périodiques de l'approvisionnement et d'éviter la famine. De légères variations dans les récoltes, les gains, ou dans les prix et la distribution des produits alimentaires, peuvent avoir des incidences dramatiques sur la nutrition de l'individu et sur l'économie locale. La sécheresse ou les mauvaises récoltes peuvent n'avoir que des effets marginaux dans les agglomérations; dans les zones rurales, leurs répercussions peuvent rapidement s'amplifier. Lorsque le pouvoir d'achat rural diminue, l'offre limitée des denrées alimentaires est absorbée par les secteurs qui ont le pouvoir d'achat le plus fort. L'insécurité alimentaire est plutôt fonction de l'insécurité des revenus que de celle de l'offre de produits alimentaires (Encadré 7.5). Les

guerres accentuent le problème en bouleversant le calendrier des récoltes, en détruisant les installations et en créant des blocages dans les transports et les communications.

Les gouvernements et les organismes d'aide internationaux distribuent directement des aliments en cas de famine. Leurs dernières interventions ont généralement donné de bons résultats et ont fait reculer les famines. Lorsqu'elles se produisent, elles sont imputables autant à une prise de conscience tardive de la situation et à une incapacité de réagir rapidement qu'aux insuffisances des programmes. Cependant, la famine est inacceptable, et il est extrêmement important qu'on puisse s'y attaquer avant qu'elle ne prenne des proportions catastrophiques. Il faut pour cela :

- Etablir un système efficace de détection précoce, prendre conscience suffisamment tôt de la situation et réagir rapidement.
- Instituer des mécanismes d'approvisionnement d'urgence, fondés sur les importations, l'aide alimentaire ou les achats prioritaires de vivres dans des zones prospères du pays concerné.
- Mettre en place des réseaux de transport et des circuits de distribution efficaces dans les régions rurales.

Bien qu'il s'agisse là d'une nécessité, de nombreux pays à faible revenu ne disposent ni des moyens logistiques ni de l'organisation indispensables et sont dépourvus des réserves alimentaires nécessaires pour intervenir utilement en cas d'urgence. L'appui international fourni par des institutions bénévoles privées et des organismes officiels, tels que le Programme alimentaire mondial, vise à compléter les efforts nationaux. Compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles ils fonctionnent, cet appui a gé-

### Encadré 7.4 Sécurité alimentaire dans les régions rurales de la Chine

L'approche adoptée par la Chine à assurer la sécurité alimentaire est difficile à adapter ailleurs, car certains de ses éléments ont un caractère purement chinois. Fait très important, la sécurité alimentaire est incorporée au système de propriété collective qui ménage à ses membres un accès privilégié aux produits de première nécessité, par l'intermédiaire des équipes de production, des brigades et autres groupes d'action locaux. Dans la pratique donc, l'intervention directe de l'Etat est minimale, même si, en fin de compte, c'est l'Etat qui est le garant de la sécurité alimentaire de la population.

Les membres d'une collectivité pourvoient principalement à leurs besoins fondamentaux grâce à la part du revenu collectif qui leur est attribuée chaque année. Chacun reçoit une ration de base, même ceux qui ont accumulé moins de "points" que la moyenne. Mais tous ont le devoir de travailler : même les vieillards trouvent généralement de petits travaux à effectuer pour pouvoir prétendre à une portion du revenu commun. (Dans la pratique, il semble aussi que la tradition ancestrale qui veut que ce soient les enfants qui prennent soin des parents demeure bien ancrée dans la Chine rurale.) Les ménages provisoirement en difficulté, par suite de la maladie, par exemple, s'endettent auprès de leur collectivité (ou, dans certains cas, lui achètent des produits de première nécessité en utilisant les revenus provenant des activités du ménage). Toutes les collectivités doivent constituer des réserves de céréales au niveau de la brigade et de la commune. De nombreuses communes ont aussi des réserves au nom de l'office alimentaire d'Etat ou pour l'alimentation du bétail. Les stocks ainsi accumulés suffisent généralement à pallier une mauvaise récolte.

Dans ces conditions, le Ministère de l'alimentation n'est donc qu'un fournisseur secondaire et traite avec les collectivités déficitaires en tant qu'unités et non pas avec les membres et les ménages particuliers. Les dépenses administratives s'en trouvent probablement considérablement réduites. Le ministère est aussi chargé à l'échelon national d'acheter, de transformer, de stocker et de distribuer environ 50 millions de tonnes de céréales chaque année. Ces différentes opérations sont effectuées au niveau local par l'intermédiaire de stations céréalières réparties dans l'ensemble du pays, qui emploient au total plus de 2 millions de personnes, travailleurs saisonniers non compris.

Les années normales, la plupart des collectivités doivent vendre des céréales au Ministère de l'alimentation ou sont normalement tenues de payer chaque année des impôts sur leurs récoltes. Les mauvaises années, les quotas d'achats et les impôts agricoles peuvent être supprimés ou réduits; en 1979-80, le Ministère de l'alimentation a annoncé des exonérations d'impôts portant sur 2,4 millions de tonnes.

Si malgré cela la disette fait son apparition, le ministère intervient directement. Ses opérations d'aide sont déclenchées lorsqu'il apparaît que, compte tenu des réserves de céréales et des revenus tirés d'autres produits agricoles excédentaires, une collectivité ne pourra pas assurer à chaque habitant au moins 150 kilogrammes (200 kilogrammes par habitant dans les régions productrices de riz) de céréales brutes.

En théorie, les collectivités s'endettent pour obtenir des secours en céréales lorsqu'elles n'ont pas les moyens d'en acheter. Certaines des régions les plus pauvres de Chine ont presque tous les ans besoin de secours pour combler leur dé-

ficit; aussi leur dette cumulée dépasse-t-elle largement le revenu ordinaire. En fin de compte, l'aide accordée est fonction des besoins et non pas de la solvabilité des collectivités.

Outre les problèmes chroniques que connaissent les régions à faible revenu et à déficit alimentaire, des catastrophes s'abattent occasionnellement sur la Chine. C'est ainsi que, en 1980, les provinces de Hebei et Hubei (Chine orientale) ont été aussi victimes, en certains endroits, d'une sécheresse persistante, et en d'autres de graves inondations. Au total, près de 20 % des récoltes ont été perdus, les pertes atteignant par endroit des pourcentages supérieurs. Pour faire face à la situation, la Chine a demandé pour la première fois l'aide du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

Aucun chiffre n'a encore été communiqué sur le nombre total des bénéficiaires des programmes d'aide du Ministère de l'alimentation. Cependant, en 1979, environ 12 % des équipes de production auraient distribué moins de 150 kilogrammes de céréales par habitant; 10 % auraient distribué entre 150 et 180 kilogrammes par habitant. La plupart des personnes intéressées, soit peut-être 150 millions d'individus, remplissent probablement les conditions requises pour bénéficier d'une aide alimentaire du Ministère de l'alimentation. Ce dernier a indiqué qu'il avait distribué environ 3 millions de tonnes de céréales d'appoint en 1979-80. Sur la base d'une moyenne de 25 kilogrammes par habitant, cela signifie que plus de 100 millions de personnes auraient été secourues. Ce chiffre et la frugalité de la ration distribuée en supplément (équivalant à environ 1.400 calories par jour) confirment que la Chine reste un pays à faible revenu où la pauvreté rurale est encore répandue.

néralement obtenu d'assez bons résultats. Il serait possible d'accroître leur efficacité en dotant les pays en développement des moyens nécessaires pour leur permettre de mieux réagir. Les donateurs commencent à offrir

leur aide en vue de la création de systèmes de sécurité alimentaire dotés d'un statut plus permanent, grâce notamment à l'amélioration des ports et des installations de stockage, et à la fourniture d'une assistance tech-

nique pour les achats de produits d'importation. Ces aménagements devraient permettre de réduire le nombre des victimes lors de futures situations d'urgence.

Le caractère relativement récent de la plupart des program-

### Encadré 7.5 L'insécurité du revenu à l'origine de la famine

Qui sont les victimes de la famine? Une étude réalisée pour l'Organisation internationale du travail semble indiquer que la famine est rarement la conséquence d'une simple réduction de la production alimentaire, et que dans la majorité des cas, toute la population de la région sinistrée n'est pas affectée de façon uniforme. En 1943 au Bengale, en 1973 en Ethiopie et en 1974 au Bangladesh, ceux qui ont le plus souffert sont ceux qui n'avaient pas de terres — journaliers employés dans l'agriculture ou travailleurs offrant des services occasionnels variés — et les pasteurs, qui ont dû monnayer leur bétail squelettique contre des céréales très chères. Autrement dit, les groupes vulnérables sont ceux dont la monnaie d'échange a disparu ou a subi une dévaluation massive par suite des événements qui ont précédé la famine.

Ce n'est pas une baisse de l'offre alimentaire en soi qui a causé ces famines. Au Bengale, l'offre était plus faible en

1943 qu'en bien d'autres années, mais elle était cependant plus élevée qu'en 1942 et nettement à l'intérieur de la fourchette normale. Au Bangladesh, l'offre alimentaire était même peut-être plus forte en 1974 que les années précédentes. En Ethiopie, en revanche, la sécheresse avait fortement réduit les quantités de vivres disponibles dans une région localisée mais nullement inaccessible.

Les mécanismes qui ont amené les groupes marginaux à souffrir sont divers. Au Bengale, l'inflation provoquée par la guerre a rogné la valeur réelle de leurs gains, déjà minces, et partant, la quantité de nourriture qu'ils pouvaient acheter. En Ethiopie, la faiblesse des rendements a contraint les exploitants de congédier les valets de ferme, de ne pas embaucher de journaliers et de réduire leur demande d'autres services. Les prix alimentaires n'ont pas augmenté, mais les pauvres, ayant perdu leur travail, ont vu se tarir la source des gains (monnaie

d'échange) avec lesquels ils s'achetaient à manger. Le même phénomène s'est produit au Sahel au début des années 70. Le cheptel s'amenuisait tandis que le prix des bêtes tombait, ce qui a obligé les pasteurs à en vendre plus pour se procurer des céréales alimentaires. Au Bangladesh, une période d'inondations prolongées a également entraîné une contraction de l'emploi. Simultanément, les prix alimentaires ont augmenté et des milliers de gens n'ont plus eu de quoi se nourrir.

Il n'est donc pas impossible qu'une famine survienne alors que l'offre de denrées alimentaires est suffisante à l'intérieur d'un pays ou de grandes régions. En Ethiopie, l'offre nationale n'a pas diminué, mais de vastes groupes de pauvres, en particulier ceux qui n'avaient pas de terres, ont été victimes de la réduction brutale de leur revenu. Si alors, de surcroît, les prix montent, ce sont ces groupes qui sont réduits à la famine.

mes visant à lutter contre la pauvreté rurale et à assurer la sécurité alimentaire témoigne de l'inquiétude grandissante suscitée par la pauvreté pendant les années 70. Celle-ci a conduit à modifier les institutions existantes et leurs programmes; dans certains cas, de nouveaux organismes ont dû être créés. Bien que les différents programmes portent sur des problèmes très voisins de pauvreté rurale, les solutions qui ont été

adoptées sont très diverses. Il n'existe pas de plan directeur universel. L'expérience a prouvé que la réussite d'un programme est en grande mesure fonction de l'aptitude des responsables à tirer des leçons des erreurs passées et à y remédier.

Tirer la leçon de ses erreurs, c'est surtout arriver à mieux connaître les problèmes des pauvres. Cela signifie que les programmes doivent être conçus et appliqués de

façon à encourager une participation totale de la population locale. Ce sont en effet les intéressés qui connaissent le mieux leurs besoins et la façon d'y répondre. C'est en laissant libre cours à l'énergie et au dynamisme considérables des pauvres que de vastes programmes, à la fois économiques et durables, peuvent réussir.

## 8 Conclusions

Il est vital pour le monde en développement que l'agriculture continue de progresser, cela pour plusieurs raisons :

- Près des deux tiers de la population vivent de l'agriculture en tant qu'exploitants et ouvriers agricoles. Ce groupe englobe l'immense majorité des gens les plus pauvres du monde.

- Stimulée par l'accroissement de la population et du revenu, la demande alimentaire va sans doute augmenter d'au moins un tiers en dix ans dans les pays en développement. Si la hausse du revenu des groupes et des pays à faible revenu s'accélère, cette augmentation pourrait être plus marquée.

- Les produits agricoles représentaient 30 % du total des recettes d'exportation de marchandises des pays en développement à la fin des années 70. Ils constituent encore la principale catégorie de produits d'exportation pour plus des deux tiers de ces pays. Les recettes d'exportation financent les importations nécessaires à l'accélération de la croissance, et une bonne performance dans le domaine de l'exportation élargit l'accès aux marchés internationaux des capitaux.

- Enfin, l'interdépendance et les liens de complémentarité structurels qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs permettent de penser qu'une agriculture faible s'accompagnera d'une croissance faible dans le

reste de l'économie. Cela est particulièrement important dans les pays à faible revenu, dominés par l'agriculture, mais les faits examinés au Chapitre 5 indiquent que ces rapports sont manifestes dans des pays où règnent toutes sortes de conditions. L'exemple le plus frappant est fourni par le cas de la plupart des pays d'Afrique au sud du Sahara pendant les années 70, où les mauvaises récoltes ont fortement contribué à la dégradation générale de l'économie.

Certes, l'agriculture a remarquablement progressé dans les pays en développement en trente ans. Ces progrès ont été favorisés par les efforts déployés à large échelle pour appliquer la recherche et la technologie aux cultures vivrières du tiers monde. Les découvertes ont déjà quitté les laboratoires et les parcelles expérimentales pour être adoptées par des millions d'exploitants dans des douzaines de pays. Combinées avec l'irrigation et les engrais, de nouvelles semences ont stimulé les rendements et la production de denrées vivrières. Baptisée Révolution verte, ce phénomène est déjà bien connu. Il a transformé la vie et les perspectives de millions de gens et stimulé la poursuite des recherches.

En dépit de ses succès, la Révolution verte ne s'est pas encore étendue à beaucoup de régions du monde. La croissance agricole est très inégale entre les principales régions du monde en dé-

veloppement, selon les pays de chaque région et selon les régions de chaque pays. Ici elle est spectaculaire, là elle est nulle. Lorsqu'on fait le bilan des résultats, il n'y a pas matière à se glorifier, surtout si on les met en parallèle à l'augmentation de la population : certes, la production agricole a augmenté de presque 3 % par an pendant les années 60 et 70, mais elle s'est tout juste maintenue au rythme de l'accroissement démographique. La production agricole mondiale par habitant n'a augmenté que de 0,4 % par an. Cette moyenne dissimule les différences marquées, puisque les taux vont de 1,4 % par an en Asie du Sud-Est à 0,6 % par an en Amérique latine et à rien ou presque rien dans les pays à faible revenu. En Asie du Sud, l'agriculture a suivi le rythme de l'accroissement démographique; en Afrique, la production par habitant a augmenté de 0,2 % par an pendant les années 60, mais a en fait diminué de 1,4 % par an pendant les années 70.

### L'agriculture et la croissance économique

Dans les pays à revenu intermédiaire, la transformation des structures de l'économie agraire à l'économie industrielle est bien avancée. Le progrès agricole y contribue et il est lui-même renforcé par les résultats obtenus dans le reste de l'économie. Un nombre croissant de ces pays va at-



teindre une étape importante : le début de la réduction de la population active agricole, qui ouvre la perspective d'une accélération de l'amélioration de la productivité et du revenu des exploitants. Dans les pays à faible revenu, l'agriculture a une influence encore plus forte sur la croissance économique en général, car elle représente une part beaucoup plus importante du PNB. Dans ces pays, la communauté internationale et les autorités nationales sont confrontées à une tâche difficile : atteindre des taux de croissance agricole plus élevés que le rythme de l'accroissement de la population. C'est en infléchissant l'action dans ce sens qu'on aura les meilleures chances à la fois de réduire la pauvreté et d'accroître la croissance de l'économie dans son ensemble.

Pendant de nombreuses années, les causes de la croissance agricole ont été très discutées et mal comprises. Il n'en va plus de même. L'expérience a confirmé certains grands principes, tant au sujet des exploitants eux-mêmes qu'au sujet du rôle que les autorités devraient jouer pour encourager cette croissance. En ce qui concerne tout d'abord les exploitants, on peut affirmer que :

- Tous les exploitants — petits, moyens et grands — réagissent aux incitations économiques. Loin d'être "attachés aux traditions", les exploitants ont prouvé qu'ils ont en commun un jugement rationnel qui l'emporte de loin sur les différentes conditions sociales et d'environnement. Dans les pays où l'économie est essentiellement axée sur le marché, comme le Brésil et le Kenya, de même que dans les économies planifiées telles que la Chine et la Hongrie, tous les exploitants sont sensibles aux incitations économiques, à un point qui dépasse parfois les espérances des dirigeants. Dans les

zones irriguées de l'Asie du Sud, la réaction des cultivateurs aux nouvelles incitations offertes par la Révolution verte a été spectaculaire. Dans les zones de culture en sec du Nigéria, les agriculteurs ont prouvé qu'ils étaient plus sensibles aux contraintes et aux possibilités que le personnel des projets qui élaborait de nouveaux systèmes à leur intention.

- Les exploitants contribuent à l'investissement agricole. Tous, même ceux qui n'exploitent que quelques hectares, économisent une part substantielle de tout excédent de revenu et l'investissent dans leur exploitation. En outre, ils utilisent leur travail et celui de leur famille pour niveler la terre, planter des arbres, creuser des fossés et construire des rizières en terrasse — toute activité qui crée le capital nécessaire pour accroître la production agricole à l'avenir. Au Pakistan, par exemple, les forages installés par les particuliers fournissent plus d'eau pour l'irrigation que les réservoirs construits par l'Etat.

- Les petits paysans peuvent avoir une productivité élevée, et il n'est pas rare qu'ils aient des rendements à l'hectare plus élevés que les grands exploitants, en dépit des inconvénients souvent considérables qu'entraînent les difficultés d'accès aux services, aux marchés et aux facteurs de production, tels que les engrais, qui sont le lot des petits paysans. Les programmes et politiques qui visent à remédier à ces problèmes présentent donc des avantages économiques substantiels, en même temps qu'ils créent des emplois et améliorent le revenu des pauvres.

S'ils y sont encouragés et si on leur en donne les moyens, par conséquent, les exploitants produiront plus. Cela ne signifie pas que les autorités et organismes officiels doivent se borner à calculer

ces incitations. Sur plusieurs points, les exploitants pris isolément sont impuissants et les pouvoirs publics doivent intervenir :

- La recherche et la technique doivent être développées et adaptées aux conditions locales. Si l'agriculture en Afrique a pris un tel retard, c'est surtout parce qu'il n'existait pas de nouvelles techniques adaptées à l'Afrique.

- Les programmes de développement rural ont contribué à surmonter les obstacles qui s'opposaient à l'accroissement de la production agricole et ont également profité aux pauvres. Cependant, les projets doivent alléger au maximum la pression qu'ils font peser sur les services administratifs et les gestionnaires des pays en développement. Les projets les plus efficaces sont sans doute ceux qui sont de conception simple et auxquels les exploitants locaux ont participé depuis le début.

- Il faut faire des investissements majeurs dans les réseaux d'irrigation, de transport et de commercialisation.

- Lorsque l'agriculture piétine, il faut parfois en chercher la cause dans une structure agraire défavorable héritée du passé. Le Nord-Est brésilien n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de région où des ouvriers agricoles et de petits paysans sont sous-employés alors qu'en même temps, il existe de vastes superficies sous-utilisées dans les grandes exploitations. Dans plusieurs pays, la réforme agraire a joué un rôle utile en permettant d'augmenter la production agricole. Dans tous les pays, la sécurité des droits fonciers est importante car, sans elle, les exploitants sont peu enclins à investir pour améliorer la terre et pour préserver sa fertilité à long terme.

Il est possible que l'intervention des pouvoirs publics dans la commercialisation et l'approvi-

sionnement en facteurs de production soit essentielle dans les premiers temps de développement, mais elle est souvent allée à l'encontre du but recherché lorsque l'Etat a monopolisé ces fonctions. L'expérience indique que, dans les économies mixtes, il est possible en général d'encourager le secteur privé, le gouvernement se bornant essentiellement à remplir une fonction de contrôle.

### **Les priorités de la politique agricole**

Le passé éclaire donc la voie à suivre pour l'avenir : les contraintes qui s'opposent à la croissance agricole ne résident pas dans le comportement des exploitants, dans leur répugnance à travailler, à adopter des innovations profitables ou à investir pour l'avenir. Au contraire, elles résident dans l'environnement où les exploitants opèrent : les techniques dont ils disposent, leur accès aux terres, les incitations à la production et à l'investissement, la possibilité de se procurer des facteurs tels que les engrais, et leur prix, l'irrigation et les débouchés. On examine ci-après quelques-unes des principales questions de politique agricole pertinentes.

#### *Technologie*

Dans les pays industriels d'aujourd'hui, la recherche agricole encouragée par l'Etat date du milieu du XIXe siècle. Dans le tiers monde, en revanche, ce n'est que depuis le début des années 50 qu'on a entrepris des recherches systématiques sur les denrées vivrières. A l'exception de la Chine, où les travaux de recherche se sont poursuivis localement, les pays en développement ont fait appel aussi bien aux travaux internationaux qu'aux travaux locaux. Il continuera du reste d'en être ainsi. Une stratégie appropriée doit compor-

ter le renforcement et l'expansion du réseau actuel de centres de recherche internationaux, afin que celui-ci étudie un plus grand nombre de plantes et de conditions écologiques. Les pays les plus petits et les plus pauvres, qui sont les moins à même de mener des recherches agricoles, sont ceux qui dépendent le plus des travaux de recherche internationaux. Dans tous les pays en développement, la recherche nationale doit être élargie considérablement. Elle devra mettre l'accent sur l'adaptation des nouvelles variétés aux conditions locales et le renforcement de leur résistance aux maladies et aux insectes.

De nombreux pays, en Afrique surtout, n'ont pas encore d'instituts de recherche efficaces à l'échelle nécessaire. Pour y remédier, ils auront besoin d'une aide des donateurs multilatéraux et bilatéraux. En outre, il est impératif que les pays donateurs renforcent leur appui au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Les progrès accomplis par le CGIAR se sont ralentis voici quelque temps parce que les donateurs n'ont pas voulu accroître leurs contributions.

#### *Incitations à l'intention des producteurs*

C'est aux pouvoirs publics qu'il incombe au premier chef de veiller à ce que le prix des produits et des fournitures agricoles ne soit pas faussé au point qu'il empêche la production et le revenu d'augmenter. Cela ne signifie pas que l'agriculture ne doit pas être imposée ni que ses approvisionnements doivent être subventionnés, bien au contraire. Dans les pays à faible revenu, surtout, l'agriculture assure la majeure partie des recettes fiscales. Les exploitants doivent donc contribuer au financement d'un grand nom-

bre d'activités de l'Etat, et notamment les investissements dans l'infrastructure et l'irrigation dont ils profitent eux-mêmes. Pour les produits tels que le thé, le café et le cacao, qui sont produits essentiellement pour l'exploitation et où la demande est plus sensible à la qualité qu'au prix, il est normal que les gouvernements prélèvent des taxes à l'exportation.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut imposer l'agriculture, mais comment et combien. Il n'existe pas de réponses uniques et simples à cette question, encore que l'expérience et la recherche permettent maintenant de dégager certains principes directeurs sur le niveau et la forme qu'il convient de donner aux impôts sur l'agriculture. Par exemple, on constate que les taxes à l'exportation sur le thé, le café et le cacao, ont été fixées trop haut dans un certain nombre de pays africains, où la production a stagné ou même diminué, et auxquels d'autres exportateurs ont repris une part du marché.

Bien souvent, l'inadéquation des incitations tient plutôt à des questions de politique macroéconomique qu'à des mesures intéressant l'agriculture au sens étroit. L'un des problèmes les plus répandus est la surévaluation des taux de change, qui rognent le prix que les exploitants reçoivent pour les spéculations exportées et, en même temps, rendent moins coûteuse l'importation des produits agricoles. Ils exercent donc une pression insidieuse à la baisse sur les prix reçus par les exploitants. L'harmonisation des taux de change aux conditions réelles des marchés est un préalable critique à la fixation de prix agricoles appropriés.

Bien qu'ils puissent influencer ou déterminer les prix intérieurs, les gouvernements des pays en développement n'ont guère de

contrôle sur les prix internationaux. Trop souvent, ces prix sont fixés à un niveau artificiellement bas, à cause de la production supplémentaire des exploitants subventionnés qui produisent à l'abri des barrières protectrices des pays industriels. Trop souvent aussi, les cours fluctuent plus que ne le justifient les variations de l'offre et de la demande, car une part excessive de l'ajustement du marché est imposée au marché international par les politiques nationales qui en isolent les marchés intérieurs. Si l'on éliminait ces distorsions, cela encouragerait les exploitants des pays en développement à produire. Cela stimulerait en outre une croissance économique globale plus rapide, car un très grand nombre de pays en développement sont encore fortement tributaires des exportations agricoles.

En ce qui concerne le prix des facteurs de production agricole, dans l'ensemble l'expérience fait apparaître qu'il n'est pas toujours judicieux de les subventionner. Certes, subventionner le prix des engrais peut encourager les exploitants à les utiliser dans leur culture plus rapidement qu'ils ne le feraient sans cela, mais ce n'est pas une raison suffisante : en effet, les exploitants adoptent rapidement les nouvelles méthodes lorsqu'elles offrent des taux de rentabilité économique élevés, même en l'absence de subventions. D'autre part, lorsque les subventions ont été accordées, il est difficile d'un point de vue politique de les réduire ou de les éliminer. Le crédit, lui aussi, est souvent subventionné, au point qu'il est parfois assorti de taux d'intérêt réels négatifs. Il est possible qu'une telle politique stimule l'investissement agricole, mais malheureusement ce sont trop souvent des investissements mal inspirés : les taux d'intérêt

subventionnés réduisent le coût effectif des biens d'équipement et amènent les exploitants à faire des investissements qui réduisent les besoins de main-d'œuvre dans des régions où la main-d'œuvre est abondante et le capital rare. Quoi qu'il en soit, les crédits subventionnés parviennent rarement aux petits paysans et sont généralement accaparés par les grands exploitants qui ont plus d'influence.

#### *Investissement agricole*

Pour que l'agriculture continue de progresser, il faut en particulier que le secteur public investisse encore dans les programmes de développement agricole. Leur rentabilité économique est grande et pourrait encore s'améliorer. Par exemple, de nombreux faits donnent à penser qu'on gaspille l'eau, car les périmètres irrigués sont mal conçus et mal gérés. Ces faiblesses ont été examinées au Chapitre 6. Y remédier relève surtout des autorités nationales.

Les réseaux de communications qui parviennent jusqu'au village ouvrent aux exploitants de nouveaux débouchés et leur donnent accès aux facteurs de production modernes pour un coût moins élevé. L'amélioration des communications influe directement sur l'augmentation des prix à la production et sur la réduction du prix des facteurs, puisqu'elles permettent de réduire le coût des transports. Elle a aussi un effet indirect : les commerçants vont plus facilement dans les villages accessibles que dans les villages éloignés et leur présence fait monter les prix à la production en réduisant l'influence des monopoles locaux.

L'infrastructure de transport peut être construite et entretenue de diverses façons, qui tantôt exigent de gros apports de matériel étranger coûteux, tantôt font ap-

pel à une main-d'œuvre locale abondante. On sait comment la Chine a réussi à mobiliser la main-d'œuvre locale pour les travaux publics ruraux, mais on peut trouver des exemples moins connus dans des cultures aussi diverses que celles de l'Indonésie, de l'Inde, de la République de Corée et de Sri Lanka.

De nombreux gouvernements ont proclamé que l'agriculture et le développement rural étaient les pierres angulaires des plans nationaux de développement, mais on est frappé de constater que la plupart des pays en développement n'ont alloué que 5 à 10 % de leurs budgets à l'agriculture ces dernières années. Même les pays d'Afrique au sud du Sahara se classent pour la plupart dans la catégorie des 5 à 10 %, malgré l'importance de l'agriculture dans leur économie. Cependant, ils ont dû consacrer à l'éducation une part plus importante des dépenses pour rattraper leur retard et pour faire front à l'accroissement rapide du nombre des enfants.

On n'a guère analysé la rentabilité économique globale des dépenses publiques consacrées à l'agriculture. Cependant, l'expérience acquise dans le cadre des projets fait ressortir que la rentabilité de l'investissement dans l'agriculture est, dans l'ensemble, aussi élevée que celle de l'investissement dans les autres secteurs. Dans certains pays, elle est en fait substantiellement plus élevée. Il est difficile de ne pas conclure que les pays à faible revenu devront réviser les ordres de priorité relatifs des différents secteurs s'ils veulent améliorer la croissance de leur production agricole par habitant.

Les pays industriels peuvent jouer un grand rôle dans l'investissement agricole des pays en développement. En valeur réelle, l'aide publique à l'agriculture a

plus que doublé de 1973 à 1978, année où elle a atteint environ 10,4 milliards de dollars (en prix de 1979). Depuis lors, elle a reculé pour s'établir légèrement en dessous de 10 milliards de dollars en 1979 et 1980. Les gouvernements donateurs sont conscients du fait que leurs options en matière de dépenses publiques sont limitées, quoique, en général, l'aide qu'ils octroient à leur propre secteur agricole soit huit à dix fois plus élevée que leur assistance au développement agricole.

### **Les perspectives d'avenir**

L'augmentation attendue de la demande de denrées alimentaires a des répercussions profondes qui vont bien au-delà de la seule agriculture. A l'heure actuelle, en-

viron 8 % seulement des produits alimentaires consommés dans les pays en développement, et 9 % de tous les produits agricoles qu'on peut se procurer dans ces pays, sont fournis par les importations. Peu de pays pourraient laisser ces proportions augmenter rapidement sans encourir de graves problèmes de balance des paiements. Pour satisfaire l'accroissement de la demande alimentaire, ils devront compter en grande partie sur eux-mêmes.

La question de savoir s'ils pourront relever ces défis est critique pour l'avenir de centaines de millions de personnes. Si l'on peut se fonder sur les leçons du passé, lorsque la politique agricole s'améliore, on peut obtenir des progrès spectaculaires. L'augmenta-

tion de la production agricole enregistrée depuis 20 ans a donné un démenti spectaculaire aux prédictions de famine généralisée formulées de toute part pendant les années 50 et 60. Elle a également infirmé l'idée malthusienne selon laquelle la croissance agricole est soumise à des lois d'airain, qui échappent au contrôle de l'homme. Si l'on peut faire avancer les techniques agricoles, mobiliser des ressources supplémentaires, et si les pays industriels et en développement adoptent des politiques appropriées, on obtiendra alors une croissance plus rapide de l'agriculture. Le développement économique, en particulier pour les pays les plus pauvres, s'accélérera, et la pauvreté diminuera.

## Notice bibliographique

Le présent Rapport s'appuie largement sur les recherches effectuées par les services de la Banque mondiale et à l'extérieur de la Banque. Les principales sources utilisées pour chacun des chapitres font l'objet d'une note succincte, puis sont classées par ordre alphabétique. Les documents émanant de la Banque mondiale sont des études de politique sectorielle, des analyses et des recherches économiques en cours, ainsi que des recherches consacrées à l'ensemble ou à certains secteurs de l'économie des différents pays, et aux projets qui y sont réalisés. En outre, une série de documents de référence est établie spécialement en vue de la rédaction du Rapport; ces documents ont essentiellement pour objet de faire la synthèse des publications extérieures et des travaux de la Banque pertinents. (Les sources citées dans ces documents ne sont pas énumérées séparément.) Un grand nombre d'entre eux sont ensuite publiés dans la série "Documents de travail de la Banque mondiale", et peuvent être obtenus au Bureau des publications de la Banque. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque, ni celles qui

sont exposées dans le présent Rapport.

### Principales sources, par chapitres

#### *Chapitres 2, 3 et 4*

Ces chapitres consistent en grande partie à mettre à jour le large tour d'horizon de l'économie internationale contenu dans le *Rapport sur le développement dans le monde* de l'année dernière. Par conséquent, nombre des références qui y étaient citées sont encore valables cette année. Pour les Chapitres 2 et 3, on a utilisé largement les dossiers statistiques de la Banque et des statistiques publiées par d'autres organismes officiels, notamment le FMI, l'OCDE, le GATT et les institutions des Nations Unies. L'étude sur l'état transitoire de l'économie mondiale faite par Hardy et Kharas complète l'analyse détaillée qui figurait dans le Rapport de l'année dernière. Les comparaisons du produit international de Kravis, Heston et Summers ont été utilisées dans l'analyse de l'évolution de la structure de l'activité économique mondiale. Les recherches préparatoires au *Rapport sur le développement dans le monde 1980* ont servi de base à l'examen du développement des ressources

humaines et de la croissance à long terme. On s'est appuyé, pour les perspectives pour les années 80, sur des analyses de Swamy (envois de fonds), de Frank, Havrylyshyn, et Hughes et Waelbroeck (échanges) et sur des travaux de modélisation de Cheetham et al. et Waelbroeck et ses collaborateurs.

#### *Chapitre 5*

Dans l'étude de la croissance agricole des dernières années, on s'est fondé sur des données relatives à la production alimentaire et agricole des pays fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) — *Annuaire FAO de la production, Agriculture : horizon 2000*, et sur des données de base rassemblées pour ces études. On a utilisé des données de la Banque mondiale pour les taux de croissance totaux et sectoriels du PIB. Les Tableaux 5.1 et 6.1 ont été établis au moyen de ces sources. Les chiffres par pays ont toutefois été ventilés selon les groupes régionaux de la Banque mondiale.

Le parallélisme étroit entre les taux de croissance sectoriels de l'agriculture et l'industrie et celui du PIB total ressort d'une analyse des résultats obtenus individuel-

lement par les pays pendant la période 1960-80, qui porte sur tous les pays en développement pour lesquels on dispose de données fiables. L'analyse de l'évolution du rôle de l'agriculture dans le développement — la croissance de la production, les changements subis par les schémas de production et de consommation, et le déclin relatif de ce secteur dans l'emploi et le revenu — est fondée sur les faits constatés dans les pays pendant la période considérée, les annales du développement (Lewis, Rostow, Kuznets, Bairoch, et Hayami et Ruttan), et des études sur la transformation structurelle (Chenery, Clark, Kuznets, et Johnson et Kilby). Le développement des échanges agricoles, en particulier l'apparition de nouveaux marchés pour les exportations agricoles des pays en développement dans les pays à économie planifiée et les pays exportateurs de pétrole, a été étudié au moyen des bandes magnétiques sur le commerce du GATT et de la FAO, des données de la Banque mondiale, et des recherches faites par Kharas.

Le coût du soutien à l'agriculture et de la protection agricole est fourni par des sources locales provenant des pays ou des groupes de pays cités, la Commission des communautés européennes et les Ministères de l'agriculture et du commerce des États-Unis, par exemple. Les coefficients de protection nominale corrigés de l'Encadré 5.3 sont tirés des études faites par la Banque sur les coefficients de protection nominale, corrigés au moyen des taux de change d'équilibre estimatifs de la Banque mondiale pour chaque pays.

#### Chapitre 6

La Banque mondiale a financé quelque 800 projets de développement agricole et rural dans

70 pays. Le Chapitre 6 est une synthèse de la vaste expérience du développement acquise par la Banque. La plupart des renseignements de base n'ont jamais été publiés, mais les Documents de politique sectorielle traitant de l'agriculture et du développement rural, ainsi que les comptes rendus des Colloques sur le secteur agricole, donnent un tableau général de la plupart des thèmes traités dans le chapitre.

La délimitation des zones de culture repose sur des recherches effectuées initialement par l'IFPRI pour un petit nombre de pays. Pour les autres pays en développement, on a utilisé essentiellement le *Rapport sur le Projet de zones agro-écologiques* de la FAO.

Les rapports annuels du CGIAR et des différents centres internationaux de recherche, le Document de politique générale de la Banque sur la recherche agricole et le document de travail revu par Carruthers font le point sur la recherche agricole dans les pays en développement.

Barker et al. examinent l'évolution de l'irrigation en Asie, et Bottrall évalue les résultats de quelques projets d'irrigation qui se déroulent dans toutes les régions du monde en développement. Benor et Harrison donnent une vue générale des principes de la vulgarisation agricole, en insistant particulièrement sur le Système de formation et de visites.

#### Chapitre 7

De même que le Chapitre 6, le septième s'inspire bien davantage de l'expérience opérationnelle de la Banque que des recherches publiées. Le dénombrement des pauvres en zone rurale s'appuie sur les travaux préparatoires au *Rapport sur le développement dans le monde 1980*, et comporte pour la première fois des estimations sur les pays d'Asie à économie plani-

fiée reposant sur les recherches économiques faites par la Banque en Chine essentiellement.

Les éléments qui ont trait aux stratégies intéressant les petits exploitants et les réformes agraires proviennent en majorité de l'expérience opérationnelle de la Banque, renforcée par des recherches parrainées par la Banque au nord-est du Brésil (Kutcher et Scandizzo) et à l'échelle mondiale (Berry et Cline). La partie relative aux travaux publics ruraux s'inspire de Burki et al., et celle qui traite de la mobilité, de Lipton, Lloyd, Perlman et Mohan. Singh, Binswanger, Kifle, Anderson et Leiserson, Chuta et Liedholm et des études de l'Université du Michigan ont été des sources importantes pour l'analyse du cas des ouvriers agricoles sans terres et du chômage rural non agricole. L'encadré décrivant le Programme de garantie de l'emploi dans l'État de Maharashtra est fondé sur des travaux de Raj Krishna.

Les problèmes de nutrition et le rôle des programmes de subventions alimentaires ont été très bien étudiés dans les rapports du Conseil mondial de l'alimentation, et par Reutlinger et Selowsky, Davis, Rogers et al., et Berg. Les renseignements relatifs aux programmes spécifiques sont tirés de nombreuses études économiques, notamment celles de la Banque, et Scobie; Taylor, Horton et Raff; Kumar; George; Gavan et Chandrasekara; Isenman (Sri Lanka); Levinson; et Karim et Levinson.

L'examen des causes de la famine et de l'insécurité alimentaire locale repose sur Sen, Dando et Franke. La partie relative aux programmes de lutte contre ces problèmes s'appuie sur Clay et al., Valdez, Currey, et sur des rapports du Programme alimentaire mondial et de la FAO.



## Principales sources

- Ahmed, Raisuddin. "Foodgrain Supply, Distribution, and Consumption Policies within a Dual Pricing Mechanism: A Case Study of Bangladesh." Rapport de recherches de l'IFPRI No 8. Washington, D.C., mai 1979.
- . "Agricultural Price Policies under Complex Socioeconomic and Natural Constraints: The Case of Bangladesh." Rapport de recherches de l'IFPRI No 27. Washington, D.C., octobre 1981.
- Anderson, Dennis, et Mark Leiserson. "Rural Nonfarm Employment in the Developing Countries." *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 28, No 2 (janvier 1980), p. 227-48.
- Bairoch, Paul. *The Economic Development of the Third World since 1900*. Berkeley : University of California Press, 1975.
- Banque mondiale. "Proceedings of the Agricultural Sector Symposium." Washington, D.C., janvier 1980.
- . "Science and Technology in World Bank Operations." Washington, D.C., septembre 1980.
- . *World Tables*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press, 1980.
- . "Promoting Increased Food Production in the 1980s." Proceedings of the Second Annual Agricultural Sector Symposium, Washington, D.C., janvier 1981.
- . "Approaches to Increasing Productivity in Agriculture." Proceedings of the Third Annual Agricultural Sector Symposium, Washington, D.C., janvier 1982.
- Banque mondiale, Département de l'analyse et des projections économiques. *Development in a Changing Environment*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Barker, Randolph, et Ronnie Coffman. *Research and Technology Development for Problem Environments of Asia*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Barker, Randolph, Gilbert Levine, Walter Coward, et L. E. Small. *Irrigation in South and East Asia*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Benor, Daniel, et James Q. Harrison. *Vulgarisation agricole : Le Système de formation et de visites*. Washington, D.C. : Banque mondiale, 1977.
- Berg, Alan. *Les mal nourris : Etude d'ensemble*. Série : Pauvreté et besoins essentiels. Washington, D.C. : Banque mondiale, juin 1981.
- Berry, Robert A., et W. R. Cline. *Agrarian Structure and Productivity in Developing Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press, 1978.
- Binswanger, Hans P. *The Economics of Tractors in South Asia: An Analytical Review*. New York : Agricultural Development Council; Hyderabad : ICRISAT, 1978.
- . "The Nonfarm Components of Rural Development." Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Bottrall, Anthony. *Comparative Study of the Management and Organization of Irrigation Projects*. Document de travail de la Banque mondiale No 458. Washington, D.C., 1981.
- Burki, Shahid Javed, G. D. Davies, R. H. Hook, et J. W. Thomas. *Public Works Programs in Developing Countries: A Comparative Analysis*. Document de travail de la Banque mondiale No 224. Washington, D.C., 1976.
- Burniaux, J. M. "First Experiments with a World Agricultural Model in a General Equilibrium Framework." Discussion Paper 8205. CEME, Université libre de Bruxelles, 1982.
- Carruthers, Ian, ed. *New Directions for Agricultural Research in Developing Countries*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Carruthers, Ian, et Roy Stoner. *Economic Aspects and Policy Issues in Groundwater Development*. Document de travail de la Banque mondiale No 496. Washington, D.C., 1981.
- Cheetham, Russell J., Syamaprasad Gupta, et Antoine Schwartz. *The Global Framework*. Document de travail de la Banque mondiale No 355. Washington, D.C., 1979.
- Chenery, Hollis. *Changement des structures et politique de développement*. Paris : Economica, 1981.
- . "Restructuring the World Economy: Round II." *Foreign Affairs*, Vol 59, No 5 (Été 1981), p. 1102-20.
- Chenery, Hollis, et Moises Syrquin. *Patterns of Development, 1950-1970*. Londres : Oxford University Press, 1975.
- Chuta, Enyinna, et Carl Liedholm. *Rural Nonfarm Employment: A Review of the Art*. Rural Development Paper No. 4. East Lansing : Michigan State University, 1979.
- Clay, Edward, et al. *Food Policy Issues in Low-income Countries*. Document de travail de la Banque mondiale No 473. Washington, D.C., 1981.
- Commission des communautés européennes. *La situation agricole dans la communauté, Rapport 1980*. Bruxelles-Luxembourg, décembre 1980.
- Conseil mondial de l'alimentation. "Vers l'élimination de la faim dans le monde : programmes de subventions alimentaires et distributions directes." Rapport du Directeur exécutif, WFC/1980/3, 25 février 1980.
- . "Evaluation de quelques programmes de subventions alimentaires et de distributions directes." Rapport du Directeur exécutif, WFC/1980/3/Add. 1, février 1980.
- Currey, Bruce. "Quatorze erreurs courantes à propos de la famine." *Ceres*, No 80, Vol. 14, No 2 (mars-avril 1981).
- Dando, William A. *The Geography of Famine*. New York : Wiley, 1980.
- Davis, Jeffrey M. "The Fiscal Role of Food Subsidy Programs." *IMF Staff Papers*, Vol. 24, No 1 (mars 1977), p. 100-27.
- Day, Richard H., et Inderjit Singh. *Economic Development as an Adaptive Process: The Green Revolution in the Indian Punjab*. New York : Cambridge University Press, 1977.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). *Agriculture : Horizon 2000*. Rome, 1980.
- . *Bulletin mensuel FAO de statistiques*, Rome, 1960-82.
- . *Annuaire FAO de la production*. Rome, 1950-81.



- . *Rapport sur le projet relatif aux zones agro-écologiques*. Vol. 1-4. Rome, 1978-80.
- . *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome, 1981.
- Feder, Gershon. *Adoption of Agricultural Innovations in Developing Countries: A Survey*. Document de travail de la Banque mondiale No 444. Washington, D.C., 1981.
- Frank, Isaiah. "Trade Policy Issues for the Developing Countries in the 1980s." Document de travail de la Banque mondiale No 478. Washington, D.C., 1981.
- Gafsi, Salem. *Green Revolution: The Tunisian Experience*. Mexico : CIMMYT, 1976.
- Gavan, James D., et Indrani Sri Chandrasekera. "The Impact of Public Foodgrain Distribution on Food Consumption and Welfare in Sri Lanka." Rapport de recherches de l'IFPRI No 13. Washington, D.C., décembre 1979.
- George, P. S. "Public Distribution of Foodgrains in Kerala — Income Distribution Implications and Effectiveness." Rapport de recherches de l'IFPRI No 7. Washington, D.C., mars 1979.
- Gerhart, John. *The Diffusion of Hybrid Maize in Western Kenya*. Mexico : CIMMYT, 1975.
- Hardy, Chandra, et Homi Kharas. *The World Economy in Transition*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Havrylyshyn, Oli, et Martin Wolf. *Trade among Developing Countries: Theory, Policy Issues, and Principal Trends*. Document de travail de la Banque mondiale No 479. Washington, D.C., 1981.
- Hughes, Helen, et Jean Waelbroeck. *Trade and Protection in the 1970s: Can the Growth of Developing Countries Continue in the 1980s?* Document de travail de la Banque mondiale (à paraître).
- Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT). *Socioeconomic Constraints to Development of Semi-Arid Tropical Agriculture*. Proceedings of the International Workshop, Hyderabad, Inde, 19-23 février 1979. Patancheru, A. P., Inde : ICRISAT, 1980.
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). *Investment and Input Requirements for Accelerating Food Production in Low-Income Countries by 1990*. Washington, D.C., 1979.
- . *Agricultural Protection in OECD Countries : Its Cost to Less Developed Countries*. Washington, D.C., 1980.
- . *Developed Country Agricultural Policies and Developing Country Supplies*. Washington, D.C., 1980.
- Institut international de recherche sur le riz (IRRI). *Cropping Systems Research and Development for the Asian Rice Farmer*. Proceedings of a Symposium, 21-24 septembre 1976. Los Banos, Philippines : IRRI, 1977.
- . *Economic Consequences of the New Rice Technology*. Los Banos, Philippines : IRRI, 1978.
- Isenman, Paul. "Basic Needs: The Case of Sri Lanka." *World Development*, Vol. 8, No 3 (mars 1980).
- Johnston, Bruce F., et Peter Kilby. *Agriculture and Structural Transformation*. New York : Oxford University Press, 1975.
- Karim, R. M., et F. J. Levinson. "The Bangladesh Sorghum Experiment." *Food Policy*, No 5 (1980).
- Kharas, Homi. *Agricultural Trade*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Kifle, Henok. *Investigations of Mechanized Farming and Its Effect on Peasant Agriculture*. CADU Publication No. 74. Assela, Ethiopie : Chilalo Agricultural Development Unit, 1972.
- Kincaid, G. R. "Inflation et dette extérieure des pays en voie de développement." *Finances et développement*, Vol. 18, No 4 (décembre 1981), p. 45-48.
- Kravis, Irving B., Alan Heston, et Robert Summers. *World Product and Income: International Comparisons of Real GDP*. International Comparison Project, Phase III. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press, 1982.
- Kumar, Shubh. "Impact of Subsidized Rice on Food Consumption and Nutrition in Kerala." Rapport de recherches de l'IFPRI No 5. Washington, D.C., janvier 1979.
- Kutcher, Gary P., et Pasquale L. Scandizzo. *The Agricultural Economy of Northeast Brazil*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press, 1982.
- Kuznets, Simon. *Economic Growth of Nations*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1971.
- Levinson, F. James. "Toward Success in Combating Malnutrition: An Assessment of What Works." U.N. ACC-SCN 82/20. New York : ONU, février 1982.
- Lewis, W. Arthur. *Growth and Fluctuations, 1870-1913*. Londres : Allen and Unwin, 1978.
- Lipton, Michael. "Développement rural et rétention de la population dans les campagnes des pays en voie de développement." Douzième conférence de l'IDIC, Ottawa, 29 octobre 1981.
- . "Migration from Rural Areas of Poor Countries: The Impact on Rural Productivity and Income Distribution." In Richard H. Sabot, ed. *Migration and the Labor Market in Developing Countries*. Boulder, Colo. : Westview, 1982.
- Lloyd, Peter C. *Slums of Hope? : Shantytowns of the Third World*. New York : St. Martin's, 1979.
- McInerney, John P. *The Technology of Rural Development*. Document de travail de la Banque mondiale No 295. Washington, D.C., 1978.
- Ministère de l'agriculture des Etats-Unis. *Agricultural Statistics*. Washington, D.C., 1960-81.
- Ministère du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement. *Statistical Abstract of the United States*. Washington, D.C., 1960-81.
- Mitra, Pradeep K. *An Analysis of Adjustment in Developing Countries*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Mohan, Rakesh. *The People of Bogota: Who They Are, What They Earn, Where They Live*. Document de travail de la Banque mondiale No 390. Washington, D.C., 1980.
- . *The Determinants of Labor Earnings in Developing Metropoli: Estimates from Bogota and Cali, Colombia*. Document de travail de la Banque mondiale No 498. Washington, D.C., 1981.
- Perlman, Janice E. *The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro*. Berkeley : University of California Press, 1976.

- Reutlinger, Shlomo, et Marcelo Selowsky. *Malnutrition and Poverty: Magnitude and Policy Options*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press, 1976.
- Rogers, Beatrice, et al. "Consumer Food Price Subsidies." In *Nutrition Intervention in Developing Countries*. Harvard Institute for International Development. Cambridge, Mass. : Oelgeschlager, Gunn, and Hain, 1981.
- Rostow, W. W. *The World Economy*, Austin, Tex. : University of Texas Press, 1978.
- . *Why the Poor Get Richer and the Rich Slow Down*. Austin, Tex. : University of Texas Press, 1980.
- Scandizzo, Pasquale L., et Judith Graves. "The Alleviation of Malnutrition: Impact and Cost Effectiveness of Official Programs." Division de l'économie et de la politique agricoles, Document de travail No 19. Washington, D.C. : Banque mondiale. Département de l'agriculture et du développement rural, 1981.
- Scobie, Grant. "Politiques gouvernementales et importations alimentaires : le cas du blé en Egypte." Rapport de recherches de l'IFPRI No 29. Washington, D.C., décembre 1981.
- Sen, Amartya. "Ingredients of Famine Analysis: Availability and Entitlements." *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 96, No 3 (août 1981).
- . *Poverty and Famine: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Clarendon Press, 1981.
- Singh, Inderjit. *Small Farmers and the Landless in South Asia*. Publication de la Banque mondiale (à paraître).
- Swamy, Gurushri. *International Migrant Workers' Remittances: Issues and Prospects*. Document de travail de la Banque mondiale No 481. Washington, D.C., 1981.
- Taylor, Lance, Susan Horton, et Daniel Raff. "Food Subsidy Programs: A Survey." Projet de rapport établi pour la Fondation Ford, décembre 1980.
- URSS, Bureau central des statistiques. *L'économie nationale de l'URSS*. Moscou, 1958-78.
- Valdez, Alberto, ed. *Food Security for Developing Countries*. Boulder, Colo. : Westview, 1981.
- Von Pischke, J. D., Dale W. Adams, et Gordon Donald, eds. "Use and Abuse of Rural Financial Markets in Low-Income Countries." Washington, D.C. : Banque mondiale, 1981.
- Vyas, V. S. *India's High Yielding Varieties Programme in Wheat, 1966-67 to 1971-72*. Mexico : CIMMYT, 1975.
- Waelbroeck Jean, J. M. Burniaux, G. Carrin, et J. Gunning. *General Equilibrium Modeling of Global Adjustment*. Document de travail de la Banque mondiale (à paraître).
- Walters, Harry E. *Agricultural Development and Economic Growth*. Document de travail de la Banque mondiale\* (à paraître).
- Winkelmann, Donald. *The Adoption of New Maize Technology in Plan Puebla, Mexico*. Mexico : CIMMYT, 1976.

\*L'astérisque indique qu'il s'agit d'un document établi en préparation du Rapport 1982.

# **Indicateurs du développement dans le monde**

# Table des matières

	Pages
Comment lire les tableaux et numéros de référence	117
Introduction	118
Cartes	118
<b>Tableau 1. Indicateurs de base</b>	<b>126</b>
Population □ Superficie □ PNB par habitant □ Inflation □ Alphabétisation des adultes □ Espérance de vie □ Production alimentaire par habitant	
<b>Tableau 2. Croissance de la production</b>	<b>128</b>
PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services	
<b>Tableau 3. Structure de la production</b>	<b>130</b>
PIB □ Agriculture □ Industrie □ Secteur manufacturier □ Services	
<b>Tableau 4. Croissance de la consommation et de l'investissement</b>	<b>132</b>
Consommation du secteur public □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut	
<b>Tableau 5. Structure de la demande</b>	<b>134</b>
Consommation du secteur public □ Consommation du secteur privé □ Investissement intérieur brut □ Epargne intérieure brute □ Exportations de biens et services non facteurs □ Solde des ressources	
<b>Tableau 6. Industrialisation</b>	<b>136</b>
Valeur ajoutée dans l'alimentation et l'agriculture □ les textiles et vêtements □ les machines et le matériel de transport □ les produits chimiques □ les autres industries manufacturières □ Valeur ajoutée dans le service manufacturier □ Production manufacturière brute par habitant	
<b>Tableau 7. Energie commerciale</b>	<b>138</b>
Croissance de la production d'énergie □ Croissance de la consommation d'énergie □ Consommation d'énergie par habitant □ Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
<b>Tableau 8. Croissance du commerce de marchandises</b>	<b>140</b>
Valeur des exportations □ Valeur des importations □ Croissance des exportations □ Croissance des importations □ Termes de l'échange	
<b>Tableau 9. Structure des exportations de marchandises</b>	<b>142</b>
Combustibles, minéraux et métaux □ Autres produits primaires □ Textiles et vêtements □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés	
<b>Tableau 10. Structure des importations de marchandises</b>	<b>144</b>
Produits alimentaires □ Combustibles □ Autres produits primaires □ Machines et matériel de transport □ Autres biens manufacturés	

<b>Tableau 11. Origine et destination des exportations de marchandises</b>	<b>146</b>
Pays industriels à économie de marché □ Pays industriels à économie planifiée □ Exportateurs de pétrole à revenu élevé □ Pays en développement	
<b>Tableau 12. Origine et destination des exportations de biens manufacturés</b>	<b>148</b>
Pays industriels à économie de marché □ Pays industriels à économie planifiée □ Exportateurs de pétrole à revenu élevé □ Pays en développement □ Valeur des exportations de biens manufacturés	
<b>Tableau 13. Balance des paiements et coefficient du service de la dette</b>	<b>150</b>
Balance des transactions courantes □ Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure □ Service de la dette en pourcentage du PNB □ en pourcentage des exportations de biens et de services	
<b>Tableau 14. Flux de capitaux extérieurs</b>	<b>152</b>
Entrées brutes de capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat □ Remboursement du principal □ Entrées nettes de capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat □ Investissement direct privé net	
<b>Tableau 15. Dette publique extérieure et réserves internationales</b>	<b>154</b>
Encours de la dette publique extérieure □ en pourcentage du PNB □ Réserves internationales brutes □ en mois d'importations	
<b>Tableau 16. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP</b>	<b>156</b>
Flux nets en dollars □ en pourcentage du PNB du pays donneur □ en monnaie nationale □ Flux bilatéral net vers les pays à faible revenu	
<b>Tableau 17. Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique</b>	<b>158</b>
Accroissement passé de la population □ Population projetée □ Population stationnaire hypothétique □ Année où le taux net de reproduction atteindra 1 □ Année où sera atteinte la population stationnaire	
<b>Tableau 18. Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité</b>	<b>160</b>
Taux brut de natalité □ Taux brut de mortalité □ Indice synthétique de fécondité □ Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception	
<b>Tableau 19. Population active</b>	<b>162</b>
Population en âge de travailler □ Population active travaillant dans l'agriculture □ l'industrie □ les services □ Accroissement passé et projeté de la population active	
<b>Tableau 20. Urbanisation</b>	<b>164</b>
Population urbaine en pourcentage de la population totale □ Accroissement de la population urbaine □ Pourcentage de la population urbaine vivant dans la plus grande ville □ des villes de plus de 500.000 habitants □ Nombre de villes de plus de 500.000 habitants	
<b>Tableau 21. Indicateurs relatifs à l'espérance de vie</b>	<b>166</b>
Espérance de vie □ Taux de mortalité infantile □ Taux de mortalité juvénile	

<b>Tableau 22. Indicateurs relatifs à la santé</b>	<b>168</b>
Nombre d'habitants par médecin □ par infirmier(e) □ Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable □ Apport journalier de calories par habitant	
<b>Tableau 23. Education</b>	<b>170</b>
Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent □ l'école secondaire □ dans l'enseignement supérieur □ Alphabétisation des adultes	
<b>Tableau 24. Dépenses militaires et sociales</b>	<b>172</b>
Dépenses militaires en pourcentage du PNB □ des dépenses de l'administration centrale □ Dépenses de l'administration centrale par habitant pour la défense □ l'éducation □ la santé	
<b>Tableau 25. Répartition des revenus</b>	<b>174</b>
Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu	
<b>Notes techniques</b>	<b>176</b>
<b>Bibliographie des sources utilisées</b>	<b>189</b>

# Comment lire les tableaux

Sur les tableaux, les pays sont énumérés, à l'intérieur du groupe auquel ils appartiennent, par ordre croissant de revenu par habitant. C'est cet ordre qu'indiquent les numéros de référence.

Les chiffres inscrits sur les bandes de couleur résument les statistiques relatives à chaque groupe de pays. Il s'agit de moyennes pondérées, si l'intitulé de ce groupe de pays est suivi de la lettre *w*; de valeurs médianes, s'il est suivi de la lettre *m*; d'un total s'il est suivi de la lettre *t*.

... Non connu  
(.) Moins de la moitié de l'unité utilisée.  
Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels.  
Les chiffres en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées.

Afghanistan	10	Honduras	44	Pologne	120
Afrique du Sud	83	Hong Kong	92	Portugal	85
Albanie	58	Hongrie	122	République arabe syrienne	70
Algérie	79	Inde	19	République centrafricaine	26
Angola	42	Indonésie	38	République de Corée	75
Arabie saoudite	98	Iran	89	République démocratique allemande	125
Argentine	86	Iraq	90	République démocratique populaire lao	2
Australie	107	Irlande	101	République dominicaine	64
Autriche	110	Israël	96	République fédérale d'Allemagne	118
Bangladesh	5	Italie	103	République populaire démocratique de Corée	69
Belgique	114	Jamaïque	61	Roumanie	84
Bénin	29	Japon	108	Royaume-Uni	105
Bhoutan	3	Jordanie	71	Rwanda	14
Birmanie	9	Kampuchea démocratique	1	Sénégal	41
Bolivie	46	Kenya	35	Sierra Leone	22
Brésil	80	Koweït	99	Singapour	95
Bulgarie	121	Lesotho	36	Somalie	8
Burundi	13	Liban	72	Soudan	32
Cameroun	50	Libéria	43	Sri Lanka	21
Canada	109	Libye	97	Suède	117
Chili	82	Madagascar	31	Suisse	119
Chine	24	Malaisie	76	Tanzanie	23
Colombie	65	Malawi	17	Tchad	4
Congo	55	Mali	12	Tchécoslovaquie	124
Costa Rica	77	Maroc	56	Thaïlande	51
Côte d'Ivoire	63	Mauritanie	40	Togo	33
Cuba	74	Mexique	81	Trinité-et-Tobago	93
Danemark	116	Mongolie	57	Tunisie	68
Egypte	47	Mozambique	18	Turquie	73
El Salvador	49	Népal	7	Union des Républiques socialistes soviétiques	123
Emirats arabes unis	100	Nicaragua	53	Uruguay	88
Equateur	66	Niger	30	Venezuela	91
Espagne	102	Nigeria	60	Viet Nam	11
Etats-Unis	111	Norvège	115	Yémen	39
Ethiopie	6	Nouvelle-Zélande	104	Yémen démocratique	37
Finlande	106	Ouganda	28	Yougoslavie	87
France	113	Pakistan	27	Zaire	16
Ghana	34	Panama	78	Zambie	45
Grèce	94	Papouasie-Nouvelle-Guinée	54	Zimbabwe	48
Guatemala	62	Paraguay	67		
Guinée	25	Pays-Bas	112		
Haïti	20	Pérou	59		
Haute-Volta	15	Philippines	52		



# Introduction

Le recueil des Indicateurs du développement dans le monde vise à informer le lecteur sur les principales caractéristiques du développement économique et social. Au fil des années, la Banque mondiale a mis au point une présentation standardisée des statistiques à usage opérationnel et sa banque de données s'est de plus en plus orientée vers la fourniture

de chiffres pouvant servir à l'élaboration de documents internes. L'éventail très large de statistiques comparables au niveau international doit permettre l'analyse des chiffres d'un pays à l'autre.

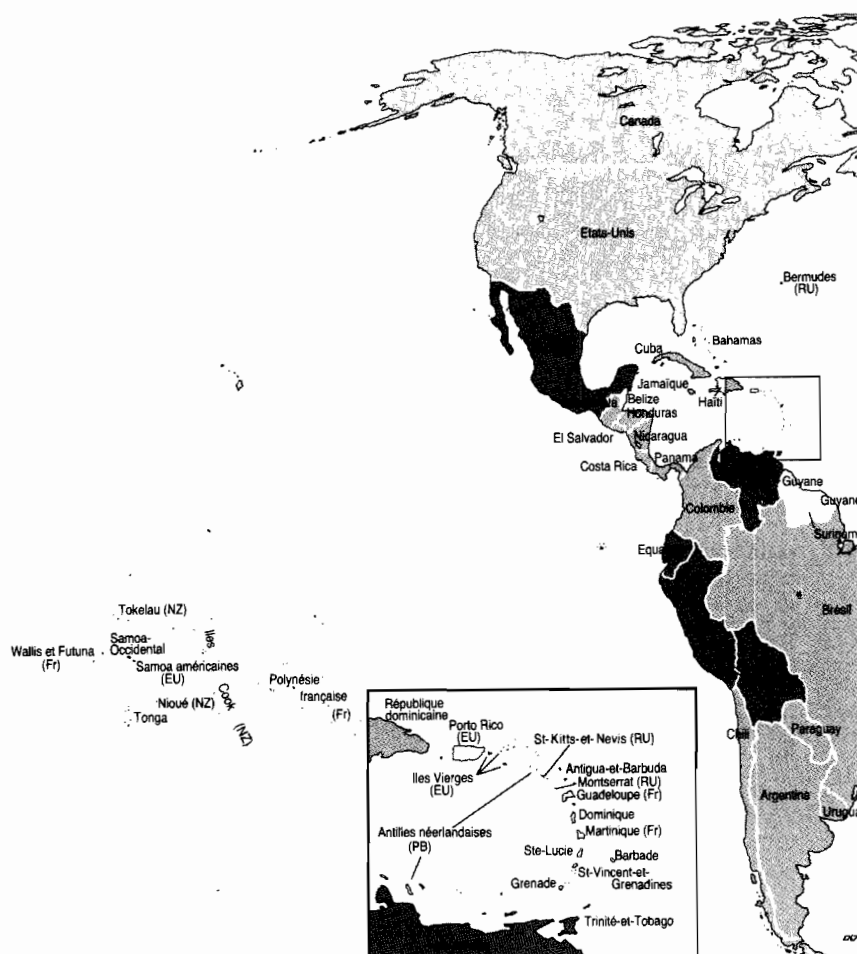
La plupart des données rassemblées par la Banque mondiale concernent ses pays membres en développement. Des chiffres

comparables sur les pays développés à économie de marché, qu'il est facile d'obtenir, sont aussi inclus dans les Indicateurs. Lorsqu'il a été possible d'obtenir des statistiques sous une forme comparable sur les pays à économie planifiée, qui en majorité ne sont pas membres de la Banque, elles sont également indiquées.

Pour que les données soient

## Types de pays

- Pays à faible revenu
- Importateurs de pétrole à revenu intermédiaire
- Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire
- Exportateurs de pétrole à revenu élevé
- Pays industriels à économie de marché
- Pays industriels à économie planifiée
- Moins de 1 million d'habitants



•

1

1



des indicateurs proviennent des dossiers et publications de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ainsi que de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, complétés par des documents de sources nationales et autres. Il a été tenu compte des données les plus récentes disponibles au printemps de 1982.

Pour plus de commodité, on a utilisé des ratios et des taux de croissance, les valeurs absolues n'étant signalées que dans quelques cas. La plupart des taux de croissance ont été calculés pour deux périodes : 1960-70 et 1970-80, ou 1970-79 lorsque les données pour 1980 n'étaient pas connues. Tous sont exprimés en valeur réelle et ont été calculés, sauf indication contraire, par la méthode des moindres carrés. Comme cette méthode tient compte de toutes les observations qui ont pu être faites pendant la période considérée, les taux de croissance obtenus expriment des tendances qui ne sont pas influencées à l'excès par des valeurs exceptionnelles. Sur les tableaux, les chiffres inscrits en italique se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles qui sont indiquées. Tous les montants exprimés en dollars s'entendent en dollars des Etats-Unis.

Certains des chiffres présentés s'écartent de ceux de l'année dernière non pas simplement parce qu'il s'agit de statistiques plus récentes. Ces écarts s'expliquent aussi par une révision des séries historiques fournies et par une révision des estimations de population en fonction de renseignements nouveaux tirés d'enquêtes démographiques récentes et des recensements de 1980.

Les pays compris dans les Indicateurs du développement dans le monde sont classés selon leur PNB par habitant, ce qui permet

de faire une distinction entre des pays à des stades différents de développement. De nombreux pays sont également classés en fonction de leurs caractéristiques prédominantes, une distinction étant établie entre les importateurs et les exportateurs de pétrole et entre les pays industriels à économie de marché et à économie planifiée. Les pays ont été groupés comme suit : 33 pays en développement à faible revenu ayant un revenu par habitant égal ou inférieur à 410 dollars en 1980; 63 pays à revenu intermédiaire ayant un revenu par habitant supérieur à 410 dollars; 4 exportateurs de pétrole à revenu élevé; 19 pays industriels à économie de marché et 6 pays industriels à économie planifiée.

La présentation adoptée ici est en général la même que dans les éditions précédentes à cela près que certains pays ont été reclassés à la suite de changements de leur revenu. A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés selon leur revenu par habitant, les plus pauvres figurant en premier; ce même ordre est repris sur tous les tableaux. Les pays dont on ne connaissait pas le PNB en 1980 ont été classés sur la base d'estimations. La liste alphabétique qui précède l'Introduction donne le numéro de référence de chaque pays. Les pays qui comptent moins de 1 million d'habitants ne sont pas couverts, essentiellement parce que l'on manque de données exhaustives à leur sujet. Les notes techniques relatives au Tableau 1 donnent les indicateurs de base relatifs à 34 petits pays membres des Nations Unies, de la Banque mondiale, ou des deux.

On n'a calculé de chiffres sommaires—total, valeur médiane, moyenne pondérée—pour les différents groupes de pays que lorsque l'on disposait de données suffisantes permettant d'obtenir

des statistiques valables. Comme la Chine et l'Inde influencent fortement les chiffres sommaires concernant les pays à faible revenu, des chiffres supplémentaires sont donnés pour ces deux pays et pour les autres. Et du fait que le commerce pétrolier influe sur les caractéristiques et les résultats économiques des pays à revenu intermédiaire, des chiffres supplémentaires sont donnés pour les importateurs et les exportateurs de pétrole.

La pondération utilisée est exposée dans les notes techniques. La lettre *w* après l'intitulé d'un groupe de pays indique que les chiffres relatifs à ce groupe sont des moyennes pondérées; la lettre *m*, qu'il s'agit de valeurs médianes; la lettre *t*, qu'il s'agit d'un total. La médiane est la valeur se trouvant au milieu d'un intervalle de valeurs classées par ordre de grandeur. Comme, d'une part, les pays ne sont pas couverts de façon uniforme pour tous les indicateurs, et que, d'autre part, la variation autour de la tendance centrale peut être importante, le lecteur est invité à n'effectuer de comparaisons entre ces chiffres sommaires—que ce soit d'un indicateur à l'autre, d'un groupe à l'autre ou entre diverses années ou périodes—qu'avec la prudence de rigueur.

La même prudence s'impose lorsque l'on compare les indicateurs d'un pays à l'autre. Bien que les statistiques présentées proviennent de sources généralement considérées comme les plus autorisées et les plus fiables, certaines d'entre elles, et en particulier celles qui décrivent certains phénomènes sociaux et la répartition des revenus, peuvent être sujettes à une marge d'erreur considérable. En outre, les chiffres ne sont pas toujours comparables car les pratiques varient d'un pays à l'autre. Il ne faut donc

voir dans les données présentées que des indicateurs de tendances permettant de cerner des différences importantes entre pays.

Le lecteur est invité à se référer aux notes techniques chaque fois qu'il empruntera des données. Ces notes exposent en effet dans leurs grandes lignes les concepts, définitions, méthodes et sources utilisés, tandis que la bibliographie donne tous les détails voulus sur les sources de ces données, dans lesquelles on trouvera une définition complète des concepts repris dans le rapport.

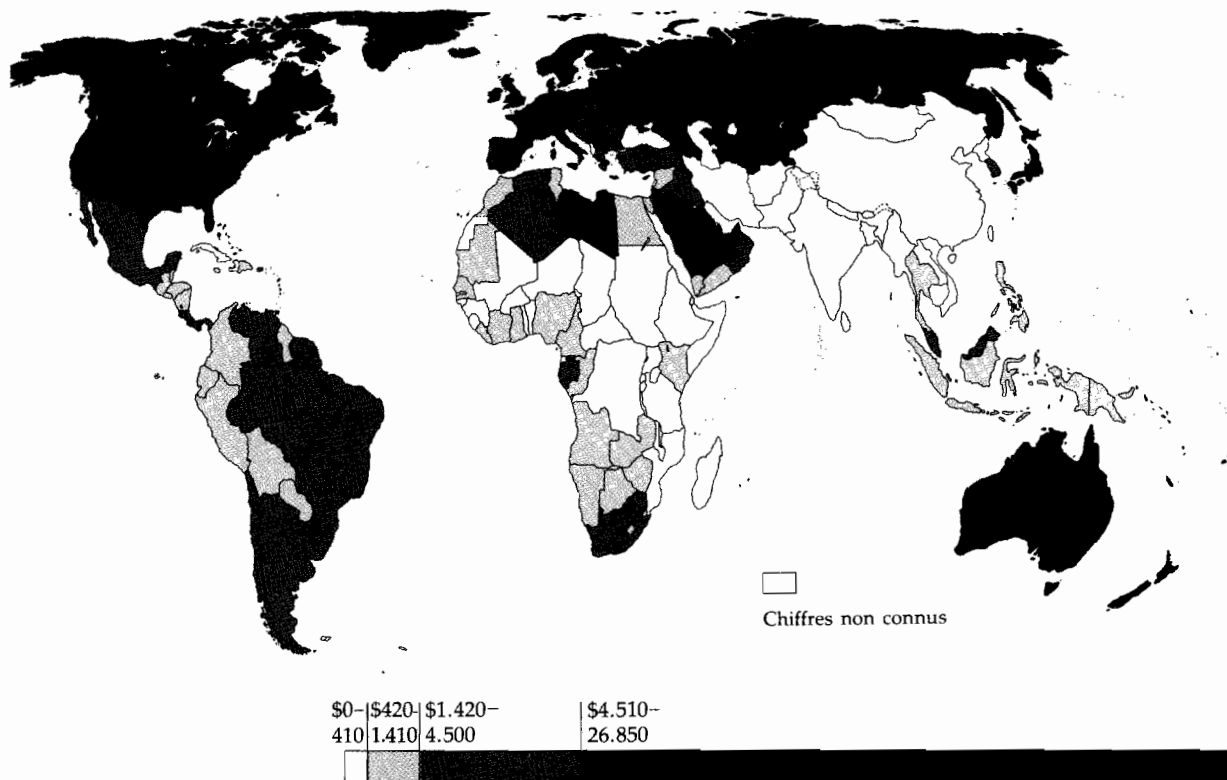
L'édition de cette année com-

prend cinq planisphères. La première carte indique les noms des pays et le groupe dans lequel ils ont été placés. Les cartes suivantes représentent l'alphabétisation des adultes, l'espérance de vie à la naissance, le PNB par habitant et la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB). Ces planisphères ont été établies selon la projection Eckert IV qui donne une représentation exacte de la superficie de tous les pays, aux prix de quelques imprécisions de forme, de distance et de direction. Elles ne visent qu'à faciliter la tâche du

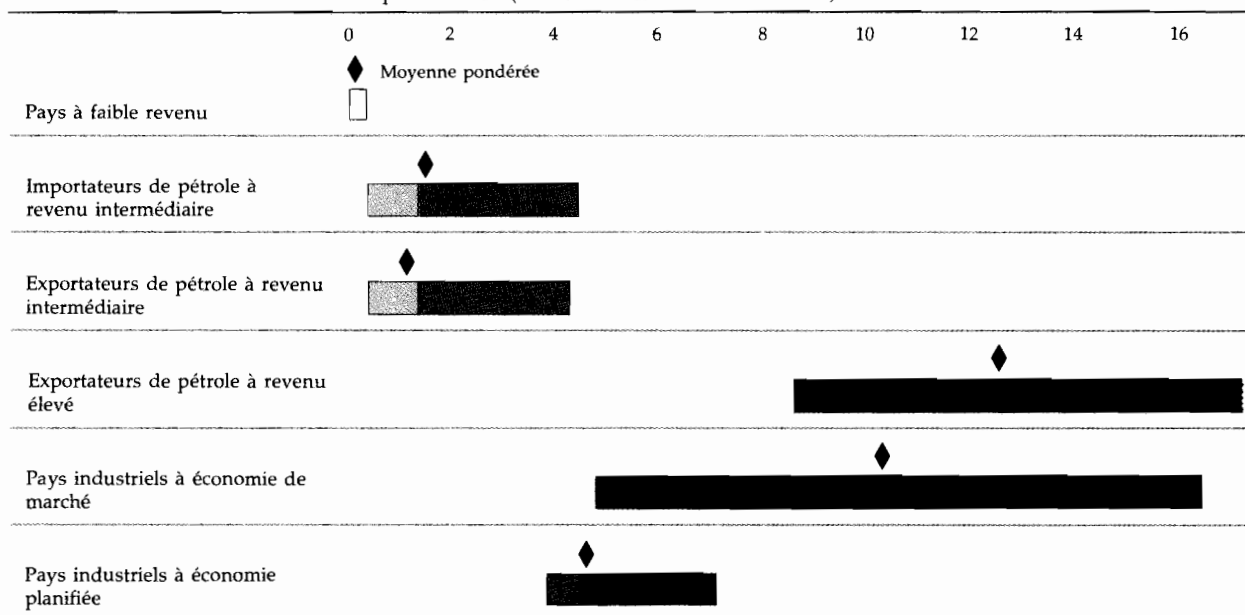
lecteur. Les termes qui y sont utilisés et les frontières qui y figurent n'impliquent, de la part de la Banque mondiale et de la Société financière internationale, aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque, et ne signifient nullement que ces institutions reconnaissent ou acceptent ces frontières.

Les Indicateurs du développement dans le monde ont été établis par le Département de l'analyse et des projections économiques sous la supervision de Ramesh Chander.

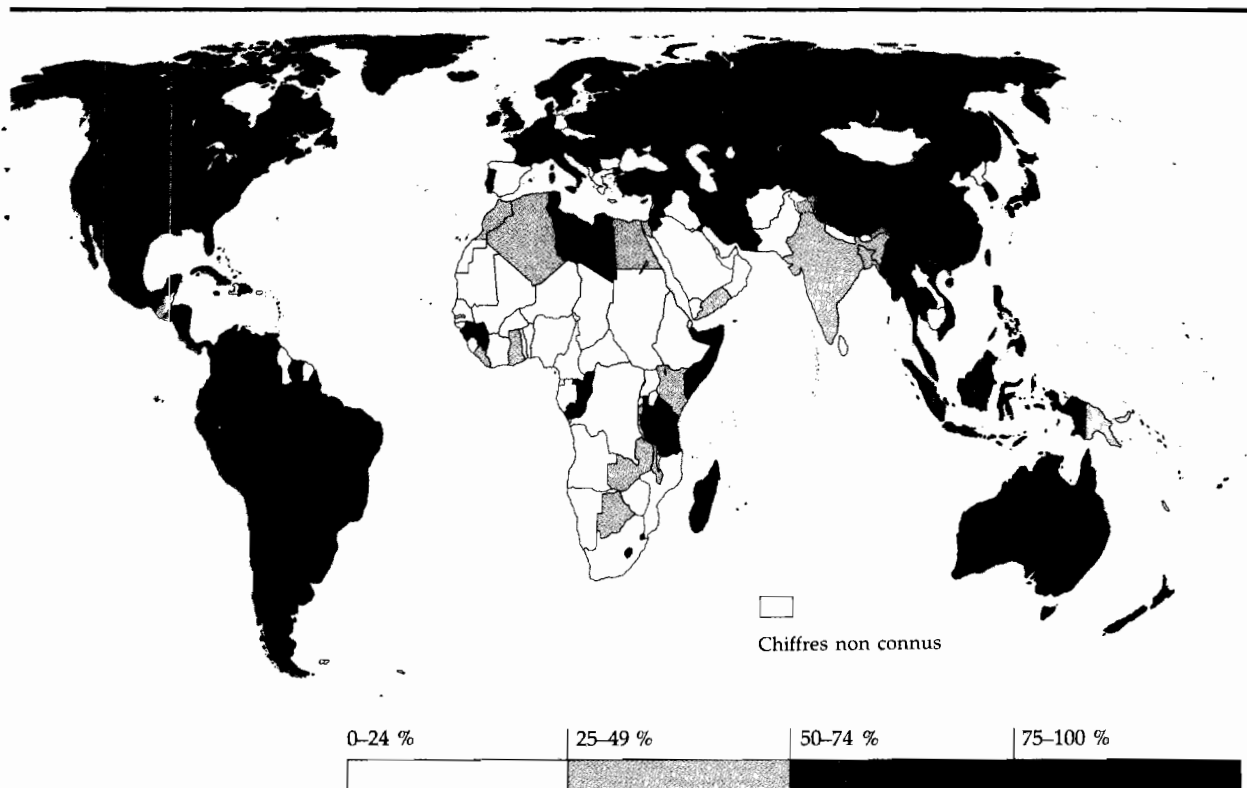
## PNB par habitant, 1980



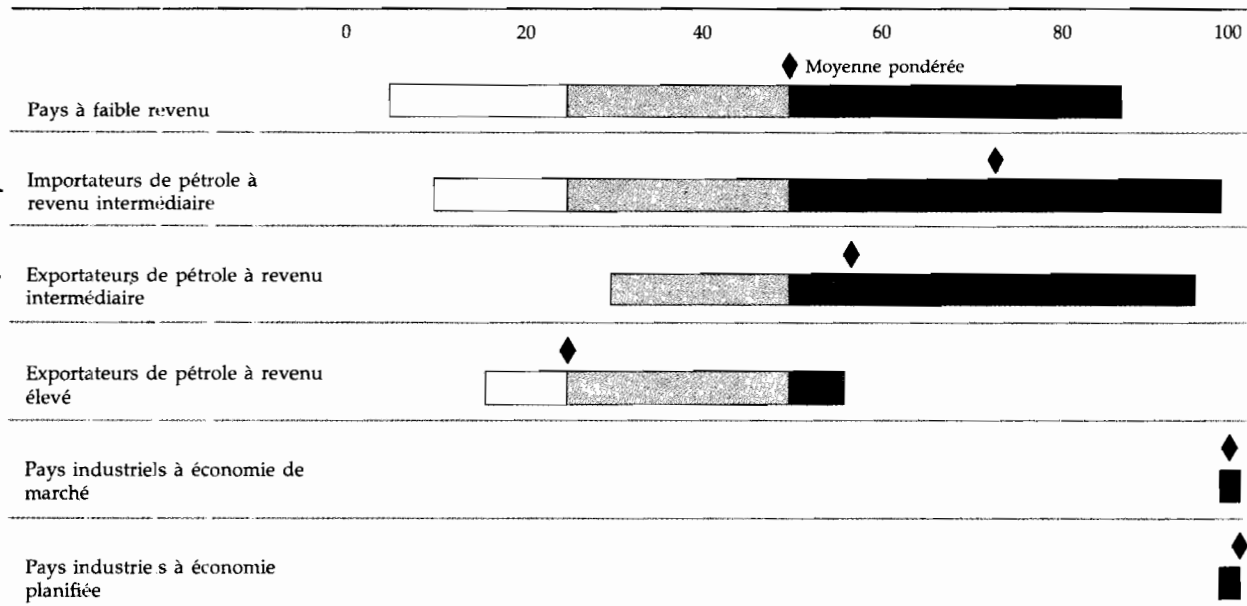
PNB par habitant (fourchette en milliers de dollars)



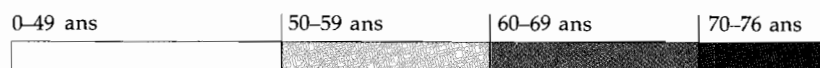
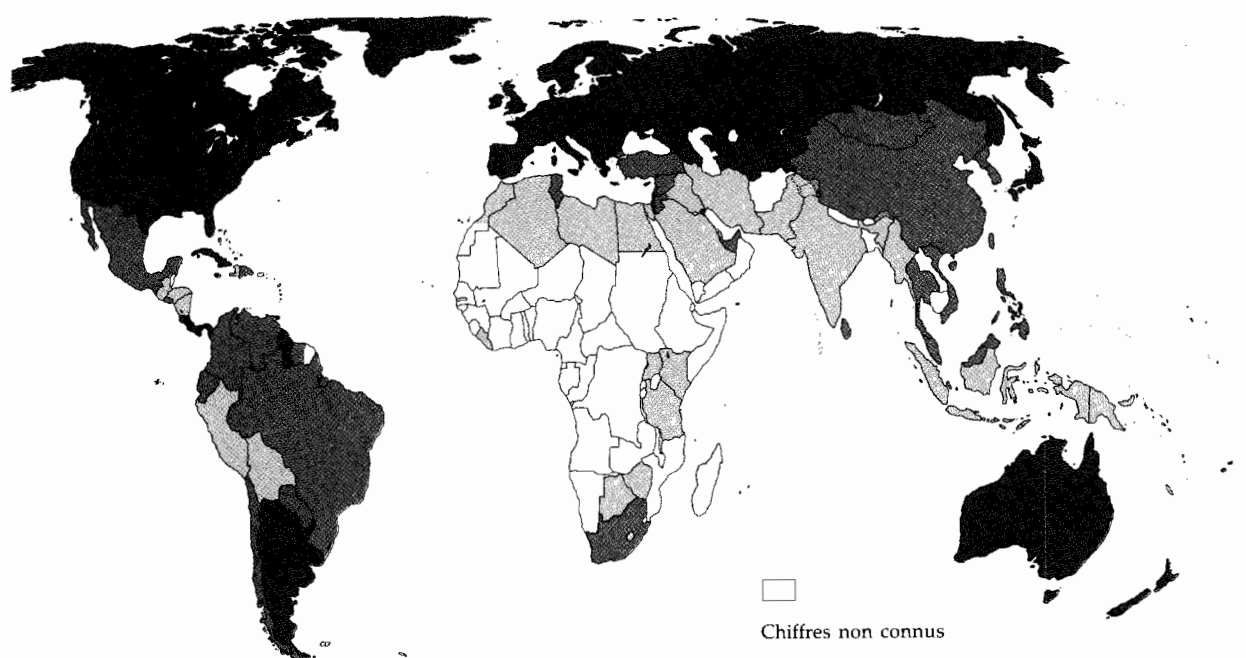
# Alphabétisation des adultes, 1977



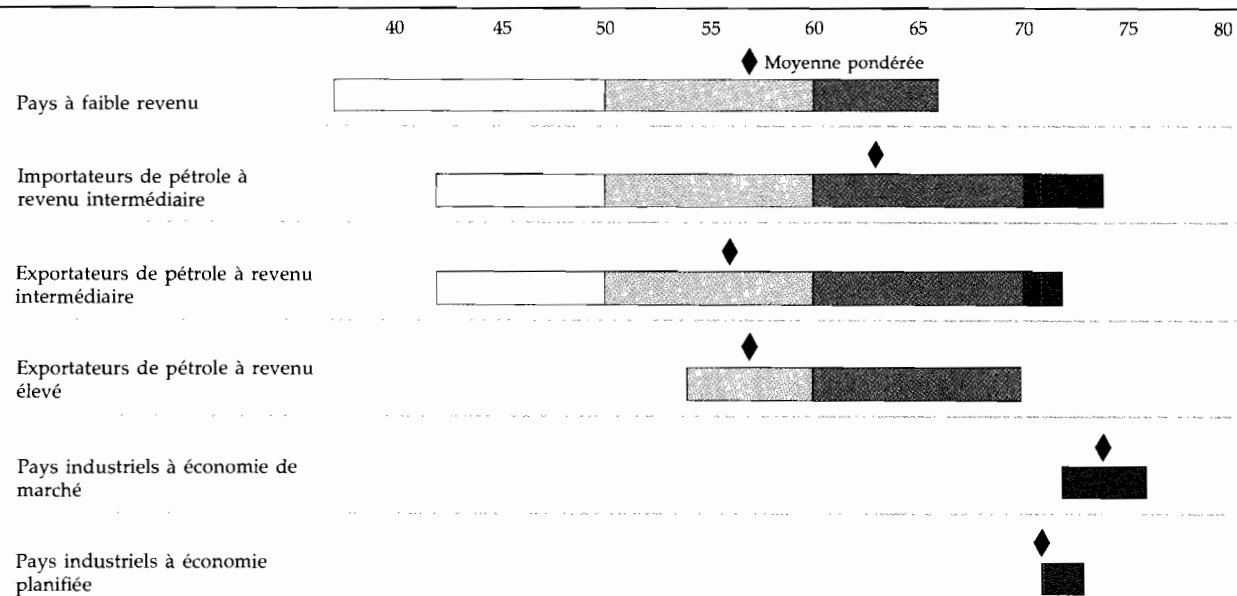
Alphabétisation des adultes (fourchette en pourcentage)



# Espérance de vie à la naissance, 1980

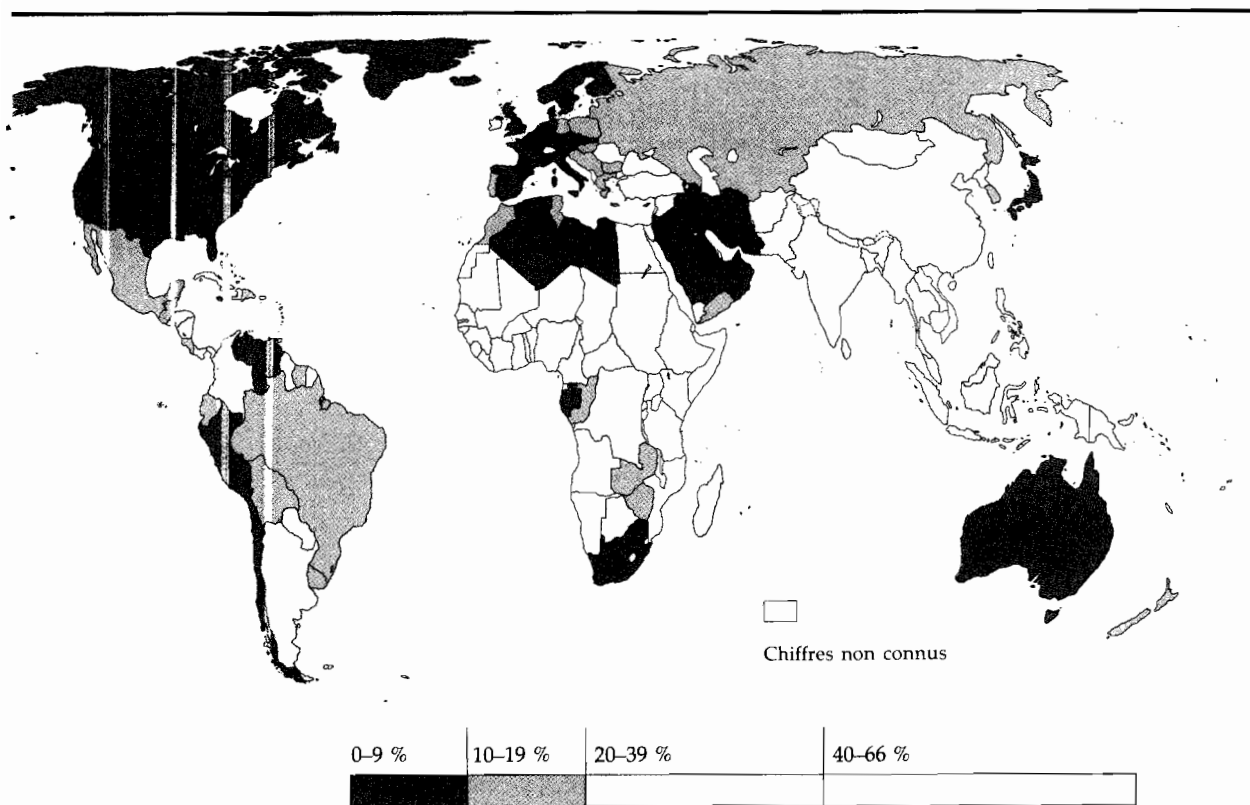


Espérance de vie à la naissance (fourchette en années)

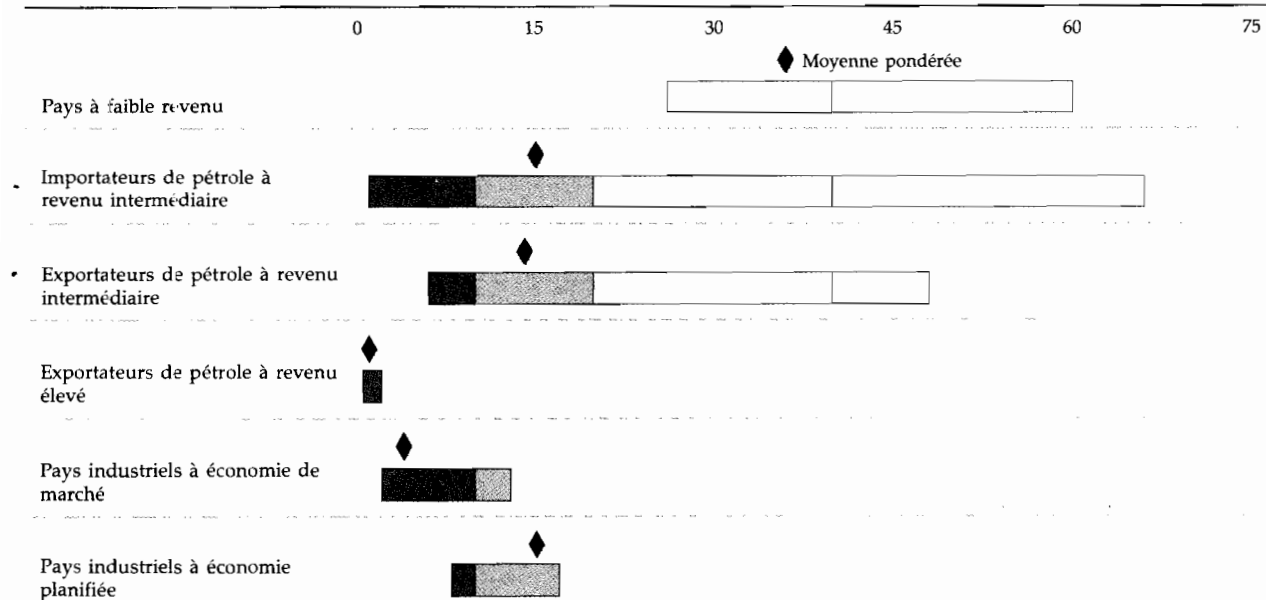




## Part de l'agriculture dans le PIB, 1980



Part de l'agriculture dans le PIB (fourchette en pourcentage)



# Tableau 1. Indicateurs de base

	Popula- tion (millions d'habi- tants) Milieu de 1980	Super- ficie (milliers de km <sup>2</sup> )	PNB par habitant		Taux annuel moyen d'inflation (%)		Taux d'alphabé- tisation des adultes (%) 1977 <sup>d</sup>	Espérance de vie à la naissance (années) 1980	Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71 = 100) 1978-80
			Dollars 1980	Croissance annuelle moyenne (%) 1960-80 <sup>a</sup>	1960-70 <sup>b</sup>	1970-80 <sup>c</sup>			
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>2 160,9 t</b>	<b>30 714 t</b>	<b>260 w</b>	<b>1,2 w</b>	<b>3,2 m</b>	<b>11,2 m</b>	<b>50 w</b>	<b>57 w</b>	<b>106 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>1 649,9 t</b>	<b>12 819 t</b>	<b>270 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>54 w</b>	<b>59 w</b>	<b>110 w</b>
<b>Autres pays</b>	<b>511,0 t</b>	<b>17 895 t</b>	<b>230 w</b>	<b>1,0 w</b>	<b>3,1 m</b>	<b>11,2 m</b>	<b>34 w</b>	<b>48 w</b>	<b>95 w</b>
1 Kampuchea démocratique	6,9	181	..	..	3,8	..	..	..	41
2 Rép. dém. pop. lao	3,4	237	..	..	..	..	41	43	100
3 Bhoutan	1,3	47	80	-0,1	..	..	..	44	105
4 Tchad	4,5	1 284	120	-1,8	4,6	7,8	15	41	91
5 Bangladesh	88,5	144	130	(.)	3,7	16,9	26	46	94
6 Ethiopie	31,1	1 222	140	1,4	2,1	4,2	15	40	83
7 Népal	14,6	141	140	0,2	7,7	8,6	19	44	88
8 Somalie	3,9	638	..	..	4,5	12,4	60	44	84
9 Birmanie	34,8	677	170	1,2	2,7	11,2	70	54	99
10 Afghanistan	15,9	648	..	..	11,9	..	12	37	95
11 Viet Nam	54,2	330	..	..	..	..	87	63	107
12 Mali	7,0	1 240	190	1,4	5,0	10,1	9	43	88
13 Burundi	4,1	28	200	2,5	2,8	11,8	23	42	99
14 Rwanda	5,2	26	200	1,5	13,1	14,2	50	45	106
15 Haute-Volta	6,1	274	210	0,1	1,3	10,1	5	39	95
16 Zaïre	28,3	2 345	220	0,2	29,9	32,2	58	47	88
17 Malawi	6,1	118	230	2,9	2,4	9,8	25	44	99
18 Mozambique	12,1	802	230	-0,1	2,8	11,2	28	47	75
19 Inde	673,2	3 288	240	1,4	7,1	8,5	36	52	101
20 Haïti	5,0	28	270	0,5	4,0	9,4	23	53	92
21 Sri Lanka	14,7	66	270	2,4	1,8	12,6	85	66	121
22 Sierra Leone	3,5	72	280	(.)	2,7	11,6	..	47	86
23 Tanzanie	18,7	945	280	1,9	1,8	11,9	66	52	92
24 Chine	976,7	9 561	290	..	..	..	66	64	116
25 Guinée	5,4	246	290	0,3	1,5	4,4	20	45	86
26 Rép. centrafricaine	2,3	623	300	0,9	4,1	9,7	39	44	101
27 Pakistan	82,2	804	300	2,8	3,3	13,5	24	50	101
28 Ouganda	12,6	236	300	-0,7	3,0	30,4	48	54	89
29 Bénin	3,4	113	310	0,4	1,9	9,1	25	47	99
30 Niger	5,3	1 267	330	-1,6	2,1	12,2	5	43	93
31 Madagascar	8,7	587	350	-0,5	3,2	10,3	50	47	95
32 Soudan	18,7	2 506	410	-0,2	3,7	15,8	20	46	102
33 Togo	2,5	56	410	3,0	1,3	9,8	18	47	81
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>1 138,8 t</b>	<b>41 614 t</b>	<b>1 400 w</b>	<b>3,8 w</b>	<b>2,7 m</b>	<b>13,2 m</b>	<b>65 w</b>	<b>60 w</b>	<b>108 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>496,8 t</b>	<b>16 135 t</b>	<b>1 160 w</b>	<b>3,3 w</b>	<b>2,6 m</b>	<b>14,4 m</b>	<b>57 w</b>	<b>56 w</b>	<b>101 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>642,0 t</b>	<b>25 479 t</b>	<b>1 580 w</b>	<b>4,1 w</b>	<b>2,9 m</b>	<b>12,5 m</b>	<b>73 w</b>	<b>63 w</b>	<b>113 w</b>
34 Ghana	11,7	239	420	-1,0	7,6	34,8	..	49	82
35 Kenya	15,9	583	420	2,7	1,5	11,0	50	55	86
36 Lesotho	1,3	30	420	6,1	2,7	11,6	52	51	91
37 Yémen démocratique	1,9	333	420	12,1	..	..	40	45	103
38 Indonésie	146,6	1 919	430	4,0	..	20,5	62	53	110
39 Rép. ar. du Yémen	7,0	195	430	4,5	..	16,1	21	42	94
40 Mauritanie	1,5	1 031	440	1,6	1,6	9,6	17	43	76
41 Sénégal	5,7	196	450	-0,3	1,7	7,6	10	43	89
42 Angola	7,1	1 247	470	-2,3	3,3	21,0	..	42	82
43 Libéria	1,9	111	530	1,5	1,9	9,6	25	54	98
44 Honduras	3,7	112	560	1,1	2,9	8,9	60	58	82
45 Zambie	5,8	753	560	0,2	7,6	8,1	44	49	95
46 Bolivie	5,6	1 099	570	2,1	3,5	22,3	63	50	106
47 Egypte	39,8	1 001	580	3,4	2,6	11,5	44	57	93
48 Zimbabwe	7,4	391	630	0,7	1,3	8,8	74	55	97
49 El Salvador	4,5	21	660	1,6	0,5	11,3	62	63	119
50 Cameroun	8,4	475	670	2,6	4,2	10,2	..	47	109
51 Thaïlande	47,0	514	670	4,7	1,8	9,9	84	63	128
52 Philippines	49,0	300	690	2,8	5,8	13,2	75	64	114
53 Nicaragua	2,6	130	740	0,9	1,8	13,1	90	56	95
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,0	462	780	2,8	3,6	8,8	32	51	106
55 Congo	1,6	342	900	0,8	5,4	10,9	..	59	79
56 Maroc	20,2	447	900	2,5	2,0	8,1	28	56	87
57 Mongolie	1,7	1 565	..	..	..	..	..	64	97
58 Albanie	2,7	29	..	..	..	..	..	70	104
59 Pérou	17,4	1 285	930	1,1	10,4	30,7	80	58	83
60 Nigéria	84,7	924	1 010	4,1	2,6	18,2	30	49	87
61 Jamaïque	2,2	11	1 040	0,6	4,0	17,0	90	71	96
62 Guatemala	7,3	109	1 080	2,8	0,3	10,4	..	59	112
63 Côte d'Ivoire	8,3	322	1 150	2,5	2,8	13,2	41	47	107
64 Rép. dominicaine	5,4	49	1 160	3,4	2,1	9,0	67	61	94
65 Colombie	26,7	1 139	1 180	3,0	11,9	22,0	..	63	122
66 Equateur	8,0	284	1 270	4,5	..	14,4	81	61	95

	Popula- tion (millions d'habi- tants)	Super- ficie (milliers de km <sup>2</sup> )	PNB par habitant		Taux annuel moyen d'inflation (%)		Taux d'alphabé- tisation des adultes (%)	Espérance de vie à la naissance (années)	Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71 = 100)
			Dollars 1980	Croissance annuelle moyenne (%)	1960-70 <sup>b</sup>	1970-80 <sup>c</sup>			
	Milieu de 1980			1960-80 <sup>a</sup>			1977 <sup>d</sup>	1980	1978-80
67 Paraguay	3,2	407	1 300	3,2	3,1	12,4	84	65	111
68 Tunisie	6,4	164	1 310	4,8	3,6	7,7	62	60	120
69 Rép. dém. de Corée	18,3	121	..	..	..	..	..	65	133
70 Rép. arabe syrienne	9,0	185	1 340	3,7	2,6	11,4	58	65	157
71 Jordanie	3,2	98	1 420	5,7	..	..	70	61	89
72 Liban	2,7	10	..	..	1,4	..	..	66	83
73 Turquie	44,9	781	1 470	3,6	5,6	29,7	60	62	111
74 Cuba	9,7	115	..	..	..	..	96	73	105
75 Rép. de Corée	38,2	98	1 520	7,0	17,4	19,8	93	65	130
76 Malaisie	13,9	330	1 620	4,3	-0,3	7,5	..	64	116
77 Costa Rica	2,2	51	1 730	3,2	1,9	15,2	90	70	112
78 Panama	1,8	77	1 730	3,3	1,6	7,4	..	70	102
79 Algérie	18,9	2 382	1 870	3,2	2,7	13,3	35	56	80
80 Brésil	118,7	8 512	2 050	5,1	46,1	36,7	76	63	117
81 Mexique	69,8	1 973	2 090	2,6	3,6	19,3	81	65	103
82 Chili	11,1	757	2 150	1,6	33,2	185,6	..	67	93
83 Afrique du Sud	29,3	1 221	2 300	2,3	..	12,5	..	61	102
84 Roumanie	22,2	238	2 340	8,6	-0,2	..	98	71	145
85 Portugal	9,8	92	2 370	5,0	3,0	16,6	..	71	78
86 Argentine	27,7	2 767	2 390	2,2	21,7	130,8	93	70	122
87 Yougoslavie	22,3	256	2 620	5,4	12,6	17,7	85	70	115
88 Uruguay	2,9	176	2 810	1,4	51,1	62,3	94	71	97
89 Iran	38,8	1 648	..	..	-0,5	20,1	50	59	112
90 Iraq	13,1	435	3 020	5,3	1,7	14,1	..	56	90
91 Venezuela	14,9	912	3 630	2,6	1,3	12,1	82	67	102
92 Hong Kong	5,1	1	4 240	6,8	2,4	8,2	90	74	53
93 Trinité-et-Tobago	1,2	5	4 370	3,0	3,2	18,5	95	72	85
94 Grèce	9,6	132	4 380	5,8	3,2	14,4	..	74	122
95 Singapour	2,4	1	4 430	7,5	1,1	5,1	..	72	147
96 Israël	3,9	21	4 500	3,8	6,2	39,7	..	72	106
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>14,4 t</b>	<b>4 012 t</b>	<b>12 630 w</b>	<b>6,3 w</b>	<b>..</b>	<b>18,4 m</b>	<b>25 w</b>	<b>57 w</b>	<b>..</b>
97 Libye	3,0	1 760	8 640	5,2	5,2	18,4	..	56	139
98 Arabie saoudite	9,0	2 150	11 260	8,1	..	24,3	16	54	69
99 Koweït	1,4	18	19 830	-1,1	..	18,4	60	70	..
100 Emirats arabes unis	1,0	84	26 850	4,3	..	..	56	63	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>714,4 t</b>	<b>30 935 t</b>	<b>10 320 w</b>	<b>3,6 w</b>	<b>4,3 m</b>	<b>9,7 m</b>	<b>99 w</b>	<b>74 w</b>	<b>111 w</b>
101 Irlande	3,3	70	4 880	3,1	5,2	14,5	98	73	124
102 Espagne	37,4	505	5 400	4,5	8,2	15,9	..	73	127
103 Italie	56,9	301	6 480	3,6	4,4	15,3	98	73	111
104 Nouvelle-Zélande	3,3	269	7 090	1,8	3,3	12,5	99	73	105
105 Royaume-Uni	55,9	245	7 920	2,2	4,1	14,4	99	73	118
106 Finlande	4,9	337	9 720	4,0	5,6	12,3	100	73	105
107 Australie	14,5	7 687	9 820	2,7	3,1	11,5	100	74	123
108 Japon	116,8	372	9 890	7,1	4,9	7,5	99	76	93
109 Canada	23,9	9 976	10 130	3,3	3,1	9,3	99	74	109
110 Autriche	7,5	84	10 230	4,1	3,7	6,3	99	72	110
111 Etats-Unis	227,7	9 363	11 360	2,3	2,8	7,1	99	74	115
112 Pays-Bas	14,1	41	11 470	3,2	5,4	8,4	99	75	127
113 France	53,5	547	11 730	3,9	4,2	9,7	99	74	115
114 Belgique	9,8	31	12 180	3,8	3,6	7,6	99	73	107
115 Norvège	4,1	324	12 650	3,5	4,3	8,4	99	75	114
116 Danemark	5,1	43	12 950	3,3	5,5	9,7	99	75	110
117 Suède	8,3	450	13 520	2,3	4,4	10,2	99	75	116
118 Rép. féd. d'Allemagne	60,9	249	13 590	3,3	3,2	5,1	99	73	110
119 Suisse	6,5	41	16 440	1,9	4,4	5,0	99	75	115
<b>Pays industriels à économie planifiée*</b>	<b>353,3 t</b>	<b>23 155 t</b>	<b>4 640 w</b>	<b>4,2 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>100 w</b>	<b>71 w</b>	<b>109 w</b>
120 Pologne	35,8	313	3 900	5,3	..	..	98	72	102
121 Bulgarie	9,0	111	4 150	5,6	..	..	..	73	114
122 Hongrie	10,8	93	4 180	4,5	..	..	99	71	130
123 URSS	265,5	22 402	4 550	4,0	..	..	100	71	108
124 Tchécoslovaquie	15,3	128	5 820	4,0	..	..	..	71	115
125 Rép. dém. allemande	16,9	108	7 180	4,7	..	..	..	72	126

a. Comme on ne dispose pas de données pour le début des années 60, les chiffres en italique se rapportent à des périodes autres que celles qui sont indiquées. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-70 et non 1960-70. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1970-79 et non 1970-80. d. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. e. Voir notes techniques.

# Tableau 2. Croissance de la production

	Taux annuel moyen de croissance (%)									
	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier		Services	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	4,4 <i>w</i>	4,6 <i>w</i>	2,2 <i>m</i>	2,2 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>	3,6 <i>m</i>	6,3 <i>m</i>	3,7 <i>m</i>	4,2 <i>m</i>	4,5 <i>m</i>
<b>Chine et Inde</b>	4,5 <i>w</i>	4,9 <i>w</i>	1,8 <i>m</i>	2,6 <i>m</i>	8,3 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	..	..	3,9 <i>m</i>	4,5 <i>m</i>
<b>Autres pays</b>	4,4 <i>w</i>	3,5 <i>w</i>	2,5 <i>m</i>	2,2 <i>m</i>	7,0 <i>m</i>	3,2 <i>m</i>	6,5 <i>m</i>	3,6 <i>m</i>	4,2 <i>m</i>	4,5 <i>m</i>
1 Kampuchea démocratique	3,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	0,5	-0,2	..	-0,3	..	1,1	..	0,8	..	-0,8
5 Bangladesh	3,7	3,9	2,7	2,2	8,0	9,5	6,6	11,8	4,2	4,9
6 Ethiopie	4,4	2,0	2,2	0,7	7,4	1,4	8,0	2,4	7,8	4,2
7 Népal	2,5	2,5	..	0,5	..	..	..	..	..	..
8 Somalie	1,0	3,4	-0,6	3,0	3,4	-2,6	4,0	-3,8	4,2	6,9
9 Birmanie	2,7	4,6	4,1	4,3	3,1	5,2	3,7	4,4	1,5	4,7
10 Afghanistan	2,0	4,5	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	3,3	4,9	..	4,4	..	3,0	..	..	..	6,0
13 Burundi	4,4	2,8	..	1,8	..	7,8	..	5,3	..	3,0
14 Rwanda	2,7	4,1	..	..	..	..	..	..	..	..
15 Haute-Volta	3,0	3,5	..	1,2	..	3,2	..	3,7	..	5,7
16 Zaïre	3,4	0,1	..	1,2	..	-1,1	..	-1,5	..	0,7
17 Malawi	4,9	6,3	..	4,1	..	7,0	..	6,7	..	9,1
18 Mozambique	4,6	-2,9	2,1	-1,8	9,5	-5,6	6,6	-5,8	6,4	-3,0
19 Inde	3,4	3,6	1,9	1,9	5,4	4,5	4,7	5,0	4,6	5,2
20 Haïti	-0,2	4,0	-0,6	2,2	0,1	8,3	-0,1	7,1	0,4	3,7
21 Sri Lanka	4,6	4,1	3,0	2,8	6,6	4,0	6,3	1,9	4,6	4,8
22 Sierra Leone	4,3	1,6	..	2,2	..	-3,8	..	3,8	..	4,2
23 Tanzanie	6,0	4,9	..	4,9	..	1,9	..	3,6	..	5,9
24 Chine	5,2	5,8	1,6	3,2	11,2	8,7	..	..	3,1	3,7
25 Guinée	3,5	3,3	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	1,9	3,0	0,8	2,3	5,4	5,1	..	..	1,8	3,0
27 Pakistan	6,7	4,7	4,9	2,3	10,0	5,2	9,4	4,0	7,0	6,2
28 Ouganda	5,6	-1,7	..	-0,9	..	-9,6	..	-9,1	..	-0,8
29 Bénin	2,6	3,3	..	..	..	..	..	..	..	..
30 Niger	2,9	2,7	3,3	-3,7	13,9	11,3	..	..	(.)	6,9
31 Madagascar	2,9	0,3	..	0,1	..	1,0	..	..	..	0,1
32 Soudan	1,3	4,4	..	2,6	..	3,1	..	1,3	..	6,4
33 Togo	8,5	3,4	..	0,8	..	6,6	..	..	..	3,9
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	5,9 <i>w</i>	5,6 <i>w</i>	3,5 <i>m</i>	2,9 <i>m</i>	7,4 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	6,8 <i>m</i>	6,4 <i>m</i>	5,4 <i>m</i>	5,9 <i>m</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	6,2 <i>w</i>	5,5 <i>w</i>	3,0 <i>m</i>	2,9 <i>m</i>	6,2 <i>m</i>	7,4 <i>m</i>	6,8 <i>m</i>	8,0 <i>m</i>	5,1 <i>m</i>	7,2 <i>m</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	5,8 <i>w</i>	5,6 <i>w</i>	3,5 <i>m</i>	2,8 <i>m</i>	7,8 <i>m</i>	6,6 <i>m</i>	7,5 <i>m</i>	6,2 <i>m</i>	5,7 <i>m</i>	5,7 <i>m</i>
34 Ghana	2,1	-0,1	..	-1,2	..	-1,2	..	-2,9	..	1,0
35 Kenya	6,0	6,5	..	5,4	..	10,2	..	11,4	..	5,8
36 Lesotho	5,2	7,9	..	2,9	..	8,2	..	9,0	..	10,4
37 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	3,9	7,6	2,7	3,8	5,2	11,1	3,3	12,8	4,8	9,2
39 Rép. ar. du Yémen	..	9,2	..	3,7	..	14,7	..	12,2	..	12,5
40 Mauritanie	..	1,7	..	-1,1	..	(.)	..	0,2	..	6,8
41 Sénégal	2,5	2,5	2,9	3,7	4,4	3,7	6,2	3,8	1,7	1,5
42 Angola	4,8	-9,2	4,0	-10,2	11,0	-3,9	7,2	-12,0	4,2	-10,9
43 Libéria	5,1	1,7	..	4,7	..	-0,2	..	8,0	..	1,9
44 Honduras	5,3	3,6	5,7	1,5	5,4	4,9	4,5	5,4	4,8	4,5
45 Zambie	5,0	0,7	..	1,8	..	0,1	..	0,4	..	1,2
46 Bolivie	5,2	4,8	3,0	3,1	6,2	4,3	5,4	6,0	5,4	5,7
47 Egypte	4,3	7,4	2,9	2,7	5,4	6,8	4,8	8,0	4,7	11,0
48 Zimbabwe	4,3	1,6	..	-0,5	..	1,8	..	2,8	..	2,1
49 El Salvador	5,9	4,1	3,0	2,8	8,5	5,0	8,8	4,1	6,5	4,3
50 Cameroun	3,7	5,6	..	3,8	..	8,6	..	5,2	..	5,7
51 Thaïlande	8,4	7,2	5,6	4,7	11,9	10,0	11,4	10,6	9,1	7,3
52 Philippines	5,1	6,3	4,3	4,9	6,0	8,7	6,7	7,2	5,2	5,4
53 Nicaragua	7,3	0,9	7,8	3,1	10,4	2,2	11,4	2,9	5,8	-0,9
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5	2,3	..	..	..	..	..	..	..	..
55 Congo	2,7	3,1	1,0	1,7	7,0	4,0	6,8	..	2,1	3,1
56 Maroc	4,4	5,6	4,7	0,8	4,2	6,6	4,2	5,8	4,4	6,6
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	4,9	3,0	3,7	(.)	5,0	3,7	5,7	3,2	5,3	3,5
60 Nigéria	3,1	6,5	-0,4	0,8	12,0	8,1	9,1	12,0	4,9	9,7
61 Jamaïque	4,4	-1,1	1,5	0,7	4,8	-3,5	5,7	-2,2	4,7	0,1
62 Guatemala	5,6	5,7	4,3	4,6	7,8	7,6	8,2	6,2	5,5	5,6
63 Côte d'Ivoire	8,0	6,7	4,2	3,4	11,5	10,5	11,6	7,2	9,7	7,0
64 Rép. dominicaine	4,5	6,6	2,1	3,1	6,0	8,3	5,0	6,4	5,0	7,0
65 Colombie	5,1	5,9	3,5	4,9	6,0	4,9	5,7	6,3	5,7	7,0
66 Equateur	..	8,8	..	2,4	..	12,1	..	9,8	..	9,4

## Taux annuel moyen de croissance (%)

	PIB		Agriculture		Industrie		Secteur manufacturier		Services	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>
67 Paraguay	4,2	8,6	..	6,9	..	10,6	..	7,9	..	8,9
68 Tunisie	4,7	7,5	2,0	4,9	8,2	9,0	7,8	11,2	4,5	7,8
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	4,6	10,0	..	8,2	..	9,6	..	7,9	..	10,8
71 Jordanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72 Liban	4,9	..	6,3	..	4,5	..	5,0	..	4,8	..
73 Turquie	6,0	5,9	2,5	3,4	9,6	6,6	10,9	6,1	6,9	6,8
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	8,6	9,5	4,4	3,2	17,2	15,4	17,6	16,6	8,9	8,5
76 Malaisie	6,5	7,8	..	5,1	..	9,7	..	11,8	..	8,2
77 Costa Rica	6,5	5,8	5,7	2,5	9,4	8,3	10,6	7,9	5,7	5,9
78 Panama	7,8	4,0	5,7	1,9	10,1	1,9	10,5	0,8	7,6	5,6
79 Algérie	4,3	7,0	0,1	3,1	11,6	7,9	7,8	11,4	-1,0	6,3
80 Brésil	5,4	8,4	..	4,9	..	9,3	..	10,3	..	8,4
81 Mexique	7,2	5,2	3,8	2,3	9,1	6,6	9,0	5,9	6,9	4,9
82 Chili	4,5	2,4	2,6	2,3	4,8	0,2	5,5	-0,5	4,6	4,1
83 Afrique du Sud	6,3	3,6	..	..	..	..	..	..	..	..
84 Roumanie	8,6	8,6	1,7	5,7	12,8	9,7	..	..	..	..
85 Portugal	6,2	4,6	1,3	-0,9	8,8	4,5	8,9	4,5	5,9	6,2
86 Argentine	4,2	2,2	2,2	2,6	5,9	1,8	5,7	1,0	3,4	2,6
87 Yougoslavie	5,8	5,8	3,3	2,8	6,2	7,1	5,7	7,3	6,9	5,5
88 Uruguay	1,2	3,5	1,9	0,2	1,1	5,2	1,5	4,1	1,0	3,6
89 Iran	11,3	2,5	4,4	..	13,4	..	12,0	..	10,0	..
90 Iraq	6,1	12,1	5,7	..	4,7	..	5,9	..	8,3	..
91 Venezuela	6,0	5,0	5,8	3,8	4,6	3,0	6,4	5,7	7,3	6,5
92 Hong Kong	10,0	9,3	..	-4,6	..	..	..	9,3	..	..
93 Trinité-et-Tobago	4,0	5,1	..	..	..	..	..	..	..	..
94 Grèce	6,9	4,9	3,5	1,7	9,4	5,3	10,2	6,4	7,1	5,7
95 Singapour	8,8	8,5	5,0	1,8	12,5	8,8	13,0	9,6	7,7	8,5
96 Israël	8,1	4,1	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	5,3 <i>w</i>	..	7,4 <i>m</i>	..	-1,8 <i>m</i>	..	9,2 <i>m</i>	..	12,2 <i>m</i>
97 Libye	24,4	2,2	..	11,1	..	-2,3	..	18,9	..	17,2
98 Arabie saoudite	..	10,6	..	5,3	..	10,2	..	6,5	..	12,2
99 Koweït	5,7	2,5	..	7,4	..	-1,8	..	9,2	..	10,0
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	5,2 <i>w</i>	3,2 <i>w</i>	1,4 <i>m</i>	1,4 <i>m</i>	5,9 <i>m</i>	3,1 <i>m</i>	5,9 <i>m</i>	3,2 <i>m</i>	4,8 <i>m</i>	3,5 <i>m</i>
101 Irlande	4,2	3,5	0,9	..	6,1	..	..	..	4,3	..
102 Espagne	7,1	4,0	..	2,5	..	3,9	..	6,0	..	4,5
103 Italie	5,3	3,0	2,8	1,5	6,2	1,5	7,1	3,8	5,1	2,3
104 Nouvelle-Zélande	3,9	2,3	..	..	..	..	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	2,9	1,9	2,3	1,4	3,2	0,7	3,3	0,1	3,6	2,4
106 Finlande	4,8	3,1	0,6	-0,5	6,3	3,3	6,2	3,3	5,3	3,5
107 Australie	5,6	3,0	2,7	..	4,6	..	5,6	..	4,0	..
108 Japon	10,9	5,0	4,0	1,1	10,9	5,5	11,0	6,4	11,7	5,5
109 Canada	5,6	3,9	2,5	2,8	6,3	3,4	6,7	3,6	5,5	4,3
110 Autriche	4,5	3,7	1,3	2,1	4,9	3,3	4,8	3,5	4,5	4,2
111 Etats-Unis	4,3	3,0	0,3	1,2	4,9	1,2	5,3	2,9	4,2	3,2
112 Pays-Bas	5,2	2,9	2,8	3,7	6,8	1,2	6,6	2,7	5,1	3,3
113 France	5,5	3,5	1,8	1,4	6,4	3,1	6,6	3,6	5,7	4,0
114 Belgique	4,7	3,0	-0,5	-0,2	5,5	3,0	6,2	2,8	4,6	3,3
115 Norvège	4,4	4,8	0,1	1,7	5,5	5,4	5,3	1,2	5,0	4,7
116 Danemark	5,4	2,5	0,2	..	5,5	..	5,4	..	4,9	..
117 Suède	4,4	1,7	0,8	-1,4	6,2	0,9	5,9	0,8	3,9	2,3
118 Rép. féd. d'Allemagne	4,4	2,6	1,5	1,4	5,2	1,2	5,4	2,1	4,1	..
119 Suisse	4,3	0,4	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>c</sup></b>	..	6,4 <i>w</i>	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	8,9	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	7,1	..	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	5,4	..	..	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	5,1	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	4,8	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-70 et non 1960-70. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1970-79 et non 1970-80. c. Sur la base du produit matériel net.

# Tableau 3. Structure de la production

	Répartition du produit intérieur brut (%)									
	PIB (millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) <sup>a</sup>		Services	
	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>			50 w	36 w	18 w	35 w	12 w	15 w	32 w	29 w
<b>Chine et Inde</b>			..	33 w	..	39 w	..	..	..	28 w
<b>Autres pays</b>			49 w	45 w	12 w	17 w	8 w	10 w	39 w	38 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	180	500	52	57	12	5	4	4	36	38
5 Bangladesh	3 170	11 140	58	54	7	13	5	7	35	33
6 Ethiopie	900	3 690	65	51	12	16	6	11	23	33
7 Népal	410	1 860	..	57	..	13	..	4	..	30
8 Somalie	160	1 130	71	60	8	11	3	7	21	29
9 Birmanie	1 280	5 550	33	46	12	13	8	10	55	41
10 Afghanistan	1 190	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	270	1 410	55	42	10	10	5	6	35	48
13 Burundi	190	790	..	55	..	16	..	9	..	29
14 Rwanda	120	1 120	81	48	7	22	1	16	12	30
15 Haute-Volta	200	980	62	40	14	18	8	13	24	42
16 Zaïre	130	6 160	30	32	27	23	13	4	43	45
17 Malawi	170	1 420	58	43	11	20	6	13	31	37
18 Mozambique	830	2 360	55	44	9	16	8	9	36	40
19 Inde	29 550	142 010	50	37	20	26	14	18	30	37
20 Haïti	270	1 410	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sri Lanka	1 500	3 760	32	28	20	30	15	18	48	42
22 Sierra Leone	..	930	..	36	..	20	..	5	..	44
23 Tanzanie	550	4 350	57	54	11	13	5	9	32	33
24 Chine	..	252 230	..	31	..	47	..	..	..	22
25 Guinée	370	1 670	..	37	..	33	..	4	..	30
26 Rép. centrafricaine	110	780	51	37	10	15	4	7	39	48
27 Pakistan	3 500	21 460	46	31	16	25	12	16	38	44
28 Ouganda	540	12 790	52	76	12	6	9	6	36	18
29 Bénin	160	950	55	43	8	12	3	7	37	45
30 Niger	250	1 890	69	33	9	34	4	8	22	33
31 Madagascar	540	3 260	37	36	10	18	4	..	53	46
32 Soudan	1 160	7 190	..	38	..	14	..	6	..	48
33 Togo	120	1 060	55	26	16	20	8	7	29	54
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>			24 w	15 w	30 w	40 w	20 w	19 w	46 w	45 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>			28 w	14 w	24 w	43 w	13 w	16 w	43 w	43 w
<b>Importateurs de pétrole</b>			23 w	15 w	32 w	37 w	23 w	23 w	45 w	48 w
34 Ghana	1 220	15 390	..	66	..	21	..	..	..	13
35 Kenya	730	5 990	38	34	18	21	9	13	44	45
36 Lesotho	30	250	..	31	..	21	..	5	..	48
37 Yémen démocratique	..	540	..	13	..	28	..	14	..	59
38 Indonésie	8 670	69 800	54	26	14	42	8	9	32	32
39 Rép. ar. du Yémen	..	2 610	..	29	..	16	..	6	..	55
40 Mauritanie	70	490	59	26	24	33	3	8	17	41
41 Sénégal	610	2 650	24	29	17	24	12	19	59	47
42 Angola	690	2 500	50	48	8	23	4	3	42	29
43 Libéria	220	1 040	..	36	..	31	..	9	..	33
44 Honduras	300	2 230	37	31	19	25	13	17	44	44
45 Zambie	680	3 790	11	15	63	39	4	17	26	46
46 Bolivie	460	6 100	26	18	25	29	15	14	49	53
47 Egypte	3 880	22 970	30	23	24	35	20	28	46	42
48 Zimbabwe	780	3 640	18	12	35	39	17	25	47	49
49 El Salvador	570	3 390	32	27	19	21	15	15	49	52
50 Cameroun	550	6 010	..	32	..	22	..	9	..	46
51 Thaïlande	2 550	33 450	40	25	19	29	13	20	41	46
52 Philippines	6 960	35 490	26	23	28	37	20	26	46	40
53 Nicaragua	340	2 120	24	23	21	31	16	25	55	46
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	250	2 490	53	34	11	30	3	8	36	37
55 Congo	130	1 750	23	12	17	45	10	6	60	43
56 Maroc	2 040	17 940	23	18	27	32	16	17	50	50
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	2 410	19 240	18	8	33	45	24	27	49	47
60 Nigéria	3 150	91 130	63	20	11	42	5	6	26	38
61 Jamaïque	700	2 660	10	8	36	37	15	15	54	55
62 Guatemala	1 040	7 850	..	..	..	..	..	..	..	..
63 Côte d'Ivoire	570	7 030	43	34	14	22	7	11	43	44
64 Rép. dominicaine	720	7 120	27	18	23	27	17	15	50	55
65 Colombie	4 010	29 570	34	28	26	30	17	22	40	42
66 Equateur	960	11 380	29	13	19	38	13	8	48	49

## Répartition du produit intérieur brut (%)

	PIB (millions de dollars)		Agriculture		Industrie		(Secteur manufacturier) <sup>a</sup>		Services	
	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>	1960 <sup>b</sup>	1980 <sup>c</sup>
67 Paraguay	300	4 450	36	30	20	25	17	17	44	45
68 Tunisie	770	7 300	24	17	18	35	8	13	58	48
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	890	12 900	..	20	..	27	..	21	..	53
71 Jordanie	..	2 190	..	8	..	32	..	16	..	60
72 Liban	830	..	12	..	20	..	13	..	68	..
73 Turquie	8 820	53 820	41	23	21	30	13	21	38	47
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	3 810	58 250	37	16	20	41	14	28	43	43
76 Malaisie	2 290	23 600	37	24	18	37	9	23	45	39
77 Costa Rica	510	4 850	26	17	20	29	14	20	54	54
78 Panama	420	3 390	23	..	21	..	13	..	56	..
79 Algérie	2 740	39 870	16	6	35	57	6	14	49	37
80 Brésil	24 080	237 930	16	10	35	37	26	..	49	53
81 Mexique	12 040	166 700	16	10	29	38	19	24	55	52
82 Chili	3 730	28 080	10	7	51	37	29	21	39	56
83 Afrique du Sud	6 980	74 660	12	7	40	53	21	23	48	40
84 Roumanie	..	57 650	..	11	..	64	..	..	..	25
85 Portugal	2 340	21 930	25	13	36	46	29	36	39	41
86 Argentine	11 080	130 920	16	..	38	..	32	..	46	..
87 Yougoslavie	9 860	62 150	24	12	45	43	36	30	31	45
88 Uruguay	1 110	8 430	19	10	28	33	21	25	53	57
89 Iran	4 120	..	29	..	33	..	11	..	38	..
90 Iraq	1 580	35 810	17	7	52	73	10	6	31	19
91 Venezuela	7 570	60 030	6	6	22	47	..	16	72	47
92 Hong Kong	950	20 230	4	1	39	..	26	27	57	..
93 Trinité-et-Tobago	470	5 310	8	..	46	..	24	..	46	..
94 Grèce	3 110	35 650	23	16	26	..	16	19	51	52
95 Singapour	700	10 480	4	1	18	37	12	28	78	62
96 Israël	2 030	15 340	11	5	32	36	23	24	57	59
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>			..	1 w	..	77 w	..	4 w	..	22 w
97 Libye	310	32 090	..	2	..	72	..	4	..	26
98 Arabie saoudite	..	115 430	..	1	..	78	..	4	..	21
99 Koweït	..	27 290	..	(.)	..	79	..	6	..	21
100 Emirats arabes unis	..	30 020	..	1	..	77	..	4	..	22
<b>Pays industriels à économie de marché</b>			6 w	4 w	40 w	37 w	30 w	27 w	54 w	62 w
101 Irlande	1 770	17 800	22	..	26	..	..	..	52	..
102 Espagne	10 350	198 320	..	8	..	37	..	..	..	55
103 Italie	37 190	393 950	13	6	41	43	31	..	46	51
104 Nouvelle-Zélande	3 760	23 300	..	13	..	32	..	23	..	55
105 Royaume-Uni	71 380	522 850	4	2	43	35	32	22	53	63
106 Finlande	4 940	49 900	18	8	35	35	24	26	47	57
107 Australie	16 310	148 060	12	..	37	..	26	..	51	..
108 Japon	43 060	1 039 980	13	4	45	41	34	29	42	55
109 Canada	39 940	253 350	6	4	34	33	23	19	60	63
110 Autriche	6 280	76 980	11	4	49	41	38	29	40	55
111 Etats-Unis	506 700	2 587 100	4	3	38	34	29	24	58	63
112 Pays-Bas	11 010	167 630	9	4	46	37	34	29	45	59
113 France	60 060	651 890	10	4	38	36	29	27	52	60
114 Belgique	11 280	116 480	6	2	41	37	30	25	53	62
115 Norvège	4 640	57 290	9	5	33	41	21	16	58	54
116 Danemark	5 900	66 380	11	..	32	..	22	..	57	..
117 Suède	13 950	122 750	7	3	40	32	27	23	53	65
118 Rép. féd. d'Allemagne	72 100	819 140	6	2	53	..	40	37	41	..
119 Suisse	8 550	101 470	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>d</sup></b>			21 w	15 w	62 w	63 w	52 w	..	17 w	22 w
120 Pologne	..	..	26	15	57	64	47	..	17	21
121 Bulgarie	..	..	32	17	53	58	46	..	15	25
122 Hongrie	..	..	24	14	69	59	59	..	7	27
123 URSS	..	..	21	16	62	62	52	..	17	22
124 Tchécoslovaquie	..	..	16	8	73	75	63	..	11	14
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	9	..	70	..	..	..	21

a. L'industrie manufacturière fait partie du secteur industriel, mais sa part dans le PIB est indiquée séparément parce qu'il s'agit généralement de la branche la plus dynamique du secteur industriel. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. d. Sur la base du produit matériel net.



# Tableau 4. Croissance de la consommation et de l'investissement

	Taux annuel moyen de croissance (%)					
	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>4,5 m</b>	<b>3,1 m</b>	<b>3,3 m</b>	<b>3,6 m</b>	<b>5,1 m</b>	<b>4,8 m</b>
Chine et Inde	..	..	3,3 m	4,8 m	7,6 m	5,8 m
Autres pays	4,6 m	3,0 m	3,2 m	3,4 m	4,6 m	4,8 m
1 Kampuchea démocratique	2,6	..	3,2	..	0,3	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	4,4	-1,7	-0,7	0,3	2,3	-0,5
5 Bangladesh	c	c	3,4	4,0	11,2	1,8
6 Ethiopie	4,7	3,2	4,7	3,2	5,7	-1,2
7 Népal	..	..	..	..	..	11,7
8 Somalie	3,7	10,8	0,4	4,0	4,3	7,5
9 Birmanie	c	c	2,9	4,0	2,8	8,0
10 Afghanistan	c	..	2,5	..	-1,0	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..
12 Mali	6,2	7,5	2,8	5,3	4,9	3,3
13 Burundi	19,2	3,6	3,2	3,6	4,3	15,8
14 Rwanda	1,1	14,0	4,2	1,6	3,5	18,9
15 Haute-Volta	..	7,3	..	3,4	..	4,8
16 Zaïre	8,5	-2,2	3,5	-1,3	9,6	1,1
17 Malawi	4,6	2,5	4,1	6,4	15,4	2,6
18 Mozambique	6,8	-4,0	4,4	-2,3	8,3	-8,4
19 Inde	-0,2	4,2	3,7	3,2	5,3	4,8
20 Haïti	c	c	-1,0	3,5	1,7	11,1
21 Sri Lanka	c	c	2,1	2,7	6,6	9,8
22 Sierra Leone	..	4,3	..	1,0	..	-0,2
23 Tanzanie	c	c	5,2	6,0	9,8	3,0
24 Chine	c	c	2,7	5,4	9,8	6,8
25 Guinée	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	2,2	-2,6	3,0	5,8	1,3	-10,6
27 Pakistan	7,3	4,3	7,1	4,9	6,9	2,4
28 Ouganda	c	c	5,6	-0,9	7,5	-16,4
29 Bénin	1,7	2,0	4,9	3,5	4,2	7,2
30 Niger	2,0	3,0	3,9	1,4	3,0	7,6
31 Madagascar	2,7	0,2	2,0	-0,6	5,4	-1,8
32 Soudan	12,1	-4,2	-1,6	6,6	-1,3	6,7
33 Togo	6,7	10,1	7,6	5,7	11,1	10,5
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>6,3 m</b>	<b>7,1 m</b>	<b>5,1 m</b>	<b>5,2 m</b>	<b>7,5 m</b>	<b>7,8 m</b>
Exportateurs de pétrole	7,3 m	9,9 m	4,2 m	6,9 m	4,6 m	11,0 m
Importateurs de pétrole	6,1 m	6,4 m	5,5 m	5,1 m	7,9 m	6,6 m
34 Ghana	6,1	0,8	2,0	-0,1	-3,2	-6,2
35 Kenya	10,0	9,0	4,6	6,9	7,0	1,2
36 Lesotho	(.)	15,2	6,5	11,9	20,7	22,0
37 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	0,9	12,9	4,1	8,1	4,6	14,4
39 Rép. ar. du Yémen	..	10,8	..	10,0	..	24,6
40 Mauritanie	1,0	15,1	17,2	0,5	-2,1	4,9
41 Sénégal	-0,2	3,0	3,2	2,7	1,1	2,4
42 Angola	9,1	3,0	4,0	-7,9	9,7	-9,0
43 Libéria	5,6	2,8	0,7	5,1	-3,9	5,8
44 Honduras	5,3	7,6	4,8	4,1	10,2	9,6
45 Zambie	11,0	1,4	6,8	1,5	10,6	-10,9
46 Bolivie	8,9	7,3	4,1	6,4	9,6	2,9
47 Egypte	c	c	6,7	5,1	3,1	16,5
48 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..
49 El Salvador	6,4	6,1	6,1	5,3	3,5	5,2
50 Cameroun	6,1	5,8	2,7	5,0	9,3	8,5
51 Thaïlande	9,7	9,2	7,0	6,3	15,8	7,7
52 Philippines	5,0	7,2	4,7	5,0	8,2	10,5
53 Nicaragua	2,2	9,7	7,6	0,6	10,9	2,5
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,5	-0,6	6,1	2,3	21,1	-5,9
55 Congo	5,4	..	-0,3	..	2,9	2,7
56 Maroc	4,4	14,7	4,1	4,2	8,8	9,2
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	6,3	6,2	7,1	3,0	1,0	2,3
60 Nigéria	10,0	11,3	1,1	6,6	7,4	15,8
61 Jamaïque	8,6	6,7	3,0	-1,0	7,8	-9,5
62 Guatemala	4,7	6,4	4,7	5,3	7,9	7,9
63 Côte d'Ivoire	11,8	8,1	8,0	7,6	12,7	13,2
64 Rép. dominicaine	1,9	2,2	6,3	6,0	11,4	9,6
65 Colombie	5,5	4,9	5,5	5,8	4,5	5,4
66 Equateur	..	13,5	..	9,8	..	8,8

## Taux annuel moyen de croissance (%)

	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut	
	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>	1960-70 <sup>a</sup>	1970-80 <sup>b</sup>
67 Paraguay	6,9	5,6	5,3	7,7	6,8	18,7
68 Tunisie	5,2	9,5	3,2	8,1	4,2	11,0
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	..	16,1	..	11,9	..	16,7
71 Jordanie	..	..	..	..	..	..
72 Liban	5,9	..	4,4	..	6,2	..
73 Turquie	6,7	6,4	5,1	4,2	8,8	9,4
74 Cuba	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	5,5	8,3	7,0	7,5	23,6	13,4
76 Malaisie	7,5	9,9	4,2	7,2	7,5	10,3
77 Costa Rica	8,0	5,9	6,0	5,2	7,1	8,8
78 Panama	7,8	5,8	6,7	3,0	12,4	1,1
79 Algérie	1,5	10,8	2,3	9,3	-0,1	13,2
80 Brésil	3,5	8,1	5,1	8,5	7,0	9,7
81 Mexique	9,5	9,9	6,6	4,0	9,6	7,4
82 Chili	4,7	0,9	4,9	2,6	4,2	-1,8
83 Afrique du Sud	7,0	4,9	5,7	2,0	9,4	2,7
84 Roumanie	..	..	..	..	11,2	9,9
85 Portugal	7,7	8,7	5,5	3,8	7,7	1,6
86 Argentine	1,2	12,1	4,1	-2,0	4,1	2,9
87 Yougoslavie	0,6	4,6	9,5	6,1	4,7	6,5
88 Uruguay	4,4	3,6	0,7	0,9	-1,8	9,3
89 Iran	16,0	..	10,0	..	12,2	..
90 Iraq	8,1	c	4,9	17,0	3,0	27,2
91 Venezuela	6,3	..	5,0	..	7,6	..
92 Hong Kong	8,6	9,4	8,6	9,5	6,9	12,7
93 Trinité-et-Tobago	7,1	..	3,9	..	-2,3	..
94 Grèce	6,6	6,9	7,1	4,5	10,4	2,0
95 Singapour	12,6	6,4	5,4	6,8	20,5	6,7
96 Israël	13,8	3,3	7,4	5,2	5,7	0,1
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	..	..	18,7 m	..	26,1 m
97 Libye	..	21,6	..	18,7	16,3	10,6
98 Arabie saoudite	..	c	..	18,8	..	42,6
99 Koweït	..	12,8	..	10,1	..	26,1
100 Emirats arabes Unis	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	4,5 m	3,7 m	4,5 m	3,4 m	5,9 m	1,6 m
101 Irlande	3,9	5,1	3,7	3,2	8,9	3,1
102 Espagne	3,8	5,4	7,0	4,1	11,4	2,2
103 Italie	4,0	3,1	6,2	2,7	3,7	0,5
104 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	2,2	2,5	2,4	1,5	5,0	(.)
106 Finlande	5,5	5,3	4,9	2,8	3,9	-0,2
107 Australie	7,0	5,5	4,9	3,3	6,6	1,4
108 Japon	6,1	4,7	9,4	5,1	14,6	3,2
109 Canada	6,2	2,6	4,9	4,8	5,8	4,2
110* Autriche	3,2	3,6	4,4	3,7	6,3	3,7
111 Etats-Unis	4,1	1,8	4,4	3,4	4,8	1,6
112 Pays-Bas	2,8	2,7	6,1	3,6	7,1	0,1
113 France	4,0	3,3	5,3	4,2	7,7	1,9
114* Belgique	5,7	4,4	3,8	3,7	6,0	1,5
115 Norvège	6,3	5,3	3,8	3,5	5,2	2,9
116 Danemark	7,0	3,7	4,4	2,5	7,9	-0,6
117 Suède	5,6	3,3	3,7	1,8	5,1	-0,5
118 Rép. féd. d'Allemagne	4,1	3,7	4,6	2,8	4,1	1,6
119 Suisse	4,8	1,8	4,3	1,5	3,9	-1,9
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-70 et non 1960-70. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1970-79 et non 1970-80. c. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé.

# Tableau 5. Structure de la demande

	Répartition du produit intérieur brut (%)											
	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et services non facteurs		Solde de ressources	
	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	8 w	11 w	79 w	68 w	19 w	25 w	17 w	22 w	7 w	9 w	-2 w	-3 w
Chine et Inde	..	11 w	77 w	63 w	21 w	28 w	19 w	26 w	5 w	..	-1 w	-2 w
Autres pays	10 w	12 w	83 w	84 w	11 w	15 w	9 w	7 w	15 w	14 w	-2 w	-8 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	13	18	82	96	11	13	5	-14	23	33	-6	-27
5 Bangladesh	6	7	86	91	7	17	8	2	10	8	1	-15
6 Ethiopie	8	15	81	80	12	10	11	5	9	15	-1	-5
7 Népal	..	c	96	93	9	14	4	7	..	12	-5	-7
8 Somalie	8	19	86	78	10	16	6	3	13	15	-4	-13
9 Birmanie	c	c	89	82	12	24	11	18	20	8	-1	-6
10 Afghanistan	c	c	87	89	16	14	13	11	4	11	-3	-3
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	12	22	79	81	14	15	9	-3	12	19	-5	-12
13 Burundi	3	12	92	88	6	14	5	(.)	13	8	-1	-14
14 Rwanda	10	12	82	85	6	16	8	3	12	14	2	-13
15 Haute-Volta	10	16	94	93	10	18	-4	-9	9	14	-14	-27
16 Zaïre	18	12	61	75	12	11	21	13	55	29	9	2
17 Malawi	16	10	88	80	10	22	-4	10	21	22	-14	-12
18 Mozambique	11	15	81	85	10	10	8	(.)	14	13	-2	-10
19 Inde	7	10	79	70	17	23	14	20	5	..	-3	-3
20 Haïti	c	c	93	91	9	18	7	9	20	19	-2	-9
21 Sri Lanka	13	8	78	78	14	36	9	14	44	31	-5	-22
22 Sierra Leone	..	17	..	77	..	15	..	6	..	23	..	-9
23 Tanzanie	9	14	72	78	14	22	19	8	31	14	5	-14
24 Chine	c	11	77	59	23	31	23	30	4	6	(.)	-1
25 Guinée	..	19	..	67	..	11	..	14	..	34	..	3
26 Rép. centrafricaine	19	c	72	101	20	10	9	-1	23	29	-11	-19
27 Pakistan	11	11	84	83	12	18	5	6	8	13	-7	-13
28 Ouganda	9	c	75	98	11	3	16	2	26	4	5	-1
29 Bénin	16	15	75	80	15	24	9	5	12	28	-6	-19
30 Niger	9	9	79	70	13	29	12	21	9	25	-1	-8
31 Madagascar	20	17	75	74	11	21	5	9	12	15	-6	-12
32 Soudan	8	12	80	85	12	12	12	3	16	10	(.)	-9
33 Togo	8	16	88	70	11	26	4	14	19	41	-7	-12
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	11 w	14 w	70 w	64 w	20 w	27 w	19 w	25 w	16 w	25 w	-1 w	-2 w
Exportateurs de pétrole	11 w	13 w	70 w	58 w	18 w	27 w	19 w	30 w	21 w	29 w	1 w	3 w
Importateurs de pétrole	12 w	14 w	69 w	68 w	21 w	27 w	19 w	21 w	14 w	22 w	-2 w	-6 w
34 Ghana	10	9	73	86	24	5	17	5	28	12	-7	(.)
35 Kenya	11	20	72	65	20	22	17	15	31	26	-3	-7
36 Lesotho	17	20	108	158	2	30	-25	-78	12	18	-27	-108
37 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	12	13	80	57	8	22	8	30	13	31	(.)	8
39 Rép. ar. du Yémen	..	18	..	102	..	44	..	-20	..	7	..	-64
40 Mauritanie	24	39	79	47	37	51	-3	14	18	38	-40	-37
41 Sénégal	17	14	68	88	16	15	15	-2	40	31	-1	-17
42 Angola	9	25	77	56	12	9	14	19	20	43	2	10
43 Libéria	7	16	58	55	28	29	35	29	39	53	7	(.)
44 Honduras	11	13	77	67	14	28	12	20	22	37	-2	-8
45 Zambie	11	28	48	54	25	23	41	18	56	38	16	-5
46 Bolivie	7	10	86	75	14	13	7	15	13	17	-7	2
47 Egypte	17	19	71	65	13	31	12	16	20	32	-1	-15
48 Zimbabwe	11	21	67	63	23	18	22	16	..	..	-1	-2
49 El Salvador	10	15	79	75	16	12	11	10	20	31	-5	-2
50 Cameroun	..	11	..	66	..	25	..	23	..	29	..	-2
51 Thaïlande	10	12	76	66	16	27	14	22	17	25	-2	-5
52 Philippines	8	8	76	67	16	30	16	25	11	20	(.)	-5
53 Nicaragua	9	21	79	80	15	20	12	-1	24	24	-3	-21
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	26	26	71	59	15	27	3	15	17	42	-12	-12
55 Congo	23	13	98	50	45	37	-21	37	21	..	-66	(.)
56 Maroc	12	22	77	67	10	21	11	11	24	18	1	-10
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	9	13	64	68	25	16	27	19	20	24	2	3
60 Nigéria	6	10	87	62	13	24	7	28	15	26	-6	4
61 Jamaïque	7	21	67	67	30	16	26	12	34	50	-4	-4
62 Guatemala	8	8	84	79	10	16	8	13	13	22	-2	-3
63 Côte d'Ivoire	10	18	73	59	15	28	17	23	37	33	2	-5
64 Rép. dominicaine	13	8	68	78	12	24	19	14	24	17	7	-10
65 Colombie	6	8	73	67	21	25	21	25	16	17	(.)	(.)
66 Equateur	10	14	75	63	15	25	15	23	18	24	(.)	-2

Répartition du produit intérieur brut (%)												
	Consommation du secteur public		Consommation du secteur privé		Investissement intérieur brut		Epargne intérieure brute		Exportations de biens et services non facteurs		Solde de ressources	
	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1980 <sup>b</sup>
67 Paraguay	8	6	76	74	17	29	16	20	18	10	-1	-9
68 Tunisie	17	15	76	60	17	28	7	25	20	41	-10	-3
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	..	23	..	67	..	25	..	10	..	18	..	-15
71 Jordanie	..	33	..	94	..	48	..	-27	..	48	..	-75
72 Liban	10	..	85	..	16	..	5	..	27	..	-11	..
73 Turquie	11	13	76	69	16	27	13	18	3	7	-3	-9
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	15	13	84	64	11	31	1	23	3	37	-10	-8
76 Malaisie	11	17	62	51	14	29	27	32	54	60	13	3
77 Costa Rica	10	18	77	67	18	25	13	15	21	26	-5	-10
78 Panama	11	15	78	60	16	27	11	25	31	48	-5	-2
79* Algérie	15	14	60	44	42	41	25	42	31	35	-17	1
80 Brésil	12	c	67	80	22	22	21	20	5	9	-1	-2
81 Mexique	6	12	76	62	20	28	18	26	10	14	-2	-2
82 Chili	12	12	63	72	27	18	25	16	17	21	-2	-2
83 Afrique du Sud	9	13	64	50	22	29	27	37	30	36	5	8
84 Roumanie	..	..	..	..	..	34	..	..	..	21	..	-3
85 Portugal	11	15	77	74	19	25	12	11	17	28	-7	-14
86 Argentine	9	..	70	..	22	..	21	..	10	..	-1	..
87 Yougoslavie	19	17	49	51	37	35	32	32	14	20	-5	-3
88 Uruguay	9	14	79	74	18	19	12	12	14	9	-6	-7
89 Iran	10	..	69	..	17	..	21	..	19	..	4	..
90 Iraq	18	c	48	41	20	33	34	59	42	63	14	26
91 Venezuela	14	13	53	55	21	25	33	32	32	33	12	7
92 Hong Kong	7	7	87	69	18	29	6	24	82	111	-12	-5
93 Trinité-et-Tobago	9	17	61	42	28	28	30	41	37	45	2	13
94 Grèce	12	16	77	64	19	28	11	20	9	19	-8	-8
95 Singapour	8	11	95	59	11	43	-3	30	163	..	-14	-13
96 Israël	18	35	68	57	27	22	14	8	14	44	-13	-14
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	19 w	..	23 w	..	24 w	..	62 w	..	72 w	..	38 w
97 Libye	..	c	..	41	..	25	..	59	..	74	..	34
98 Arabie saoudite	..	23	..	18	..	26	..	59	..	68	..	33
99 Koweït	..	11	..	26	..	11	..	63	..	84	..	52
100 Emirats arabes unis	..	10	..	17	..	30	..	73	..	77	..	43
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	15 w	17 w	63 w	60 w	21 w	23 w	22 w	22 w	12 w	20 w	1 w	-1 w
101 Irlande	12	21	77	64	16	28	11	15	31	55	-5	-13
102 Espagne	9	12	69	70	19	21	22	18	11	16	3	-3
103 Italie	13	16	62	62	25	25	25	22	14	25	(.)	-3
104 Nouvelle-Zélande	13	17	65	61	24	23	22	22	23	30	-2	-1
105 Royaume-Uni	17	21	66	60	19	16	17	19	21	28	-2	3
106 Finlande	13	18	58	55	30	28	29	27	23	34	-1	-1
107 Australie	10	17	65	61	29	24	25	22	15	19	-3	-2
108 Japon	9	10	57	59	34	32	34	31	11	14	(.)	-1
109 Canada	14	20	65	56	23	22	21	24	18	29	-2	2
110 Autriche	13	18	60	55	28	29	27	27	24	39	-1	-2
111 Etats-Unis	17	18	64	65	18	18	19	17	5	10	1	-1
112 Pays-Bas	14	18	57	61	27	22	29	21	50	53	2	-1
113 France	13	15	62	64	23	23	25	21	15	22	2	-2
114 Belgique	13	18	69	64	19	21	18	18	33	63	-1	-3
115 Norvège	12	19	60	47	30	28	28	34	41	48	-2	6
116 Danemark	12	27	66	56	23	18	22	17	34	33	-1	-1
117 Suède	16	29	60	52	25	21	24	19	23	30	-1	-2
118 Rép. féd. d'Allemagne	14	20	57	55	27	25	29	25	19	28	2	(.)
119 Suisse	9	13	62	64	29	27	29	23	29	37	(.)	-4
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>d</sup></b>	3 w	11 w	70 w	73 w	25 w	24 w	27 w	25 w	..	..	2 w	1 w
120 Pologne	8	14	68	73	24	19	24	13	..	..	(.)	-5
121 Bulgarie	3	..	69	..	27	..	28	..	..	..	1	..
122 Hongrie	7	9	72	69	24	23	21	22	..	..	-3	-1
123 URSS	2	c	70	74	26	24	28	26	..	..	2	2
124 Tchécoslovaquie	6	7	75	66	17	25	19	27	..	..	2	2
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. c. On ne dispose pas de chiffres distincts pour la consommation du secteur public, qui est donc incluse dans celle du secteur privé. d. Sur la base du produit matériel net.

# Tableau 6. Industrialisation

	Répartition de la valeur ajoutée (%; prix de 1975)					Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1975)		Production manufacturière brute par habitant (dollars de 1975)	
	Alimentation et agriculture 1979 <sup>a</sup>	Textiles et vêtements 1979 <sup>a</sup>	Machines et matériel de transport 1979 <sup>a</sup>	Produits chimiques 1979 <sup>a</sup>	Autres industries manufacturières 1979 <sup>a</sup>	1970	1979	1970	1978 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>									
<b>Chine et Inde</b>									
<b>Autres pays</b>									
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	..	..	..	..	..	37	30	..	..
5 Bangladesh	28	42	3	13	14	647	1 195	22	37
6 Éthiopie	..	..	..	..	..	236	314	19	19
7 Népal	..	..	..	..	..	..	..	..	..
8 Somalie	..	..	..	..	..	42	32	22	22
9 Birmanie	36	14	1	4	45	287	395	..	..
10 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	..	..	..	..	..	44	56	..	..
13 Burundi	..	..	..	..	..	23	37	..	..
14 Rwanda	..	..	..	..	..	113	97	75	22
15 Haute-Volta	74	11	..	6	9	63	82	..	..
16 Zaïre	44	20	..	10	26	186	164	..	..
17 Malawi	..	..	..	..	..	56	99	43	..
18 Mozambique	..	..	..	..	..	246	224	66	..
19 Inde	13	18	19	13	37	10 202	15 595	73	113
20 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sri Lanka	39	15	..	3	43	556	673	..	..
22 Sierra Leone	..	..	..	..	..	25	35	..	..
23 Tanzanie	..	..	..	..	..	190	273	44	..
24 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	214
25 Guinée	..	..	..	..	..	..	55	..	..
26 Rép. centrafricaine	62	18	1	3	16	54	40	..	..
27 Pakistan	42	15	8	15	20	1 492	2 056	60	..
28 Ouganda	..	..	..	..	..	222	87	..	..
29 Bénin	..	..	..	..	..	..	38	..	..
30 Niger	..	..	..	..	..	54	158	..	..
31 Madagascar	27	41	2	10	20	298	362	101	..
32 Soudan	49	31	..	2	18	266	274	54	..
33 Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>									
<b>Exportateurs de pétrole</b>									
<b>Importateurs de pétrole</b>									
34 Ghana	..	..	..	..	..	601	758	138	..
35 Kenya	32	11	12	8	37	199	570	63	191
36 Lesotho	..	..	..	..	..	5	9	..	..
37 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	..	..	..	..	..	1 517	4 136	50	92
39 Rép. ar. du Yémen	..	..	..	..	..	25	72	..	..
40 Mauritanie	..	..	..	..	..	30	30	..	..
41 Sénégal	52	15	..	7	26	276	377	..	..
42 Angola	..	..	..	..	..	158	82	..	..
43 Libéria	..	..	..	..	..	25	52	..	..
44 Honduras	43	15	1	6	35	137	226	..	..
45 Zambie	41	13	6	11	29	275	324	163	..
46 Bolivie	..	..	..	..	..	238	395	148	..
47 Égypte	21	28	12	8	31	1 835	3 597	208	..
48 Zimbabwe	22	18	9	10	41	519	749	248	250
49 El Salvador	..	..	..	..	..	252	337	..	..
50 Cameroun	..	..	..	..	..	201	318	..	..
51 Thaïlande	37	24	10	3	26	1 675	4 154	210	..
52 Philippines	40	9	7	12	32	2 816	5 339	193	..
53 Nicaragua	..	..	..	..	..	262	287	..	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
55 Congo	31	6	..	7	56	57	72	107	..
56 Maroc	32	13	9	9	37	1 138	1 872	..	..
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	..	..	..	..	..	2 911	3 830	525	..
60 Nigéria	24	14	12	15	35	1 199	2 890	39	..
61 Jamaïque	50	8	6	8	28	428	388	674	..
62 Guatemala	..	..	..	..	..	..	..	..	..
63 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	398	776	..	314
64 Rép. dominicaine	72	4	1	5	18	483	886	234	477
65 Colombie	30	17	12	12	29	1 784	3 217	198	261
66 Équateur	30	13	9	7	41	351	765	153	..

Répartition de la valeur ajoutée (%; prix de 1975)						Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (millions de dollars de 1975)		Production manufacturière brute par habitant (dollars de 1975)	
	Alimentation et agriculture 1979 <sup>a</sup>	Textiles et vêtements 1979 <sup>a</sup>	Machines et matériel de transport 1979 <sup>a</sup>	Produits chimiques 1979 <sup>a</sup>	Autres industries manufacturières 1979 <sup>a</sup>	1970	1979	1970	1978 <sup>b</sup>
67 Paraguay	33	13	8	5	41	182	354	..	..
68 Tunisie	24	14	10	16	36	222	617	174	330
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	29	36	3	3	29	575	1 118	282	421
71 Jordanie	..	..	..	..	..	..	181	..	120
72 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Turquie	25	13	13	11	38	3 678	6 386	202	401
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	20	19	19	11	31	2 346	9 955	182	621
76 Malaisie	22	8	17	6	47	946	2 597	311	..
77 Costa Rica	..	..	..	..	..	261	530	..	..
78 Panama	52	11	2	5	30	252	307	419	497
79 Algérie	..	..	..	..	..	967	2 538	..	..
80 Brésil	14	9	28	11	38	17 852	40 327	410	..
81 Mexique	20	9	18	12	41	13 801	23 429	..	..
82 Chili	15	6	14	10	55	1 814	1 967	323	310
83 Afrique d.J. Sud	15	11	17	10	47	..	..	..	..
84 Roumanie	12	14	32	12	30	..	..	..	..
85 Portugal	13	20	20	10	37	3 496	5 565	..	1 623
86 Argentine	20	11	22	13	34	9 174	11 192	..	..
87 Yougoslavie	15	14	21	8	42	6 579	12 816	837	1 686
88 Uruguay	26	24	9	9	32	725	1 008	..	829
89 Iran	13	14	11	6	56	2 601	..	243	..
90 Iraq	..	..	..	..	..	522	1 442	124	..
91 Venezuela	18	9	7	7	59	3 419	5 491	..	..
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	1 620	3 596	..	1 920
93 Trinité-et-Tobago	13	4	10	7	66	328	..	..	..
94 Grèce	20	26	8	8	38	2 540	4 588	770	1 346
95 Singapour	6	4	48	4	38	827	2 080	1 628	3 064
96 Israël	13	12	25	8	42	..	33 629	..	..

#### Exportateurs de pétrole à revenu élevé

97 Libye	..	..	..	..	..	154	677	165	..
98 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	1 726	3 058	..	..
99 Koweït	..	..	..	..	..	367	852	685	966
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..

#### Pays industriels à économie de marché

101 Irlande	25	13	11	15	36	..	..	..	..
102 Espagne	12	19	17	10	42	18 331	33 629	1 704	2 690
103 Italie	10	15	26	9	40	51 192	71 231	2 204	2 982
104 Nouvelle-Zélande	26	11	15	5	43	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	12	8	33	10	37	56 215	59 550	2 442	2 667
106 Finlande	12	8	22	8	50	5 636	8 088	3 449	4 091
107 Australie	17	8	21	8	46	15 895	..	3 202	..
108 Japon	9	6	34	10	41	115 497	207 566	2 867	4 556
109 Canada	13	8	23	7	49	26 023	38 271	3 016	4 321
110 Autriche	14	8	22	9	47	9 402	13 409	3 292	4 818
111 Etats-Unis	11	6	33	11	39	331 522	448 167	3 401	4 616
112 Pays-Bas	19	4	24	15	38	19 114	25 024	4 443	4 055
113 France	16	8	32	9	35	75 800	109 085	..	4 606
114 Belgique	17	8	28	13	34	14 403	19 415	..	..
115 Norvège	15	4	26	7	48	5 322	6 155	3 500	4 894
116 Danemark	22	7	25	7	39	6 345	..	3 038	..
117 Suède	10	3	34	6	47	17 038	18 939	4 640	4 834
118 Rép. féd. d'Allemagne	9	6	36	10	39	149 071	184 140	4 297	5 619
119 Suisse	18	8	23	12	39	..	..	..	..

#### Pays industriels à économie planifiée

120 Pologne	5	19	32	8	36	..	..	..	..
121 Bulgarie	27	16	15	5	37	..	..	..	..
122 Hongrie	10	10	29	10	41	..	..	..	..
123 URSS	12	11	28	6	43	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	8	9	35	9	39	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	18	11	32	9	30	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1977 et non à 1978.

# Tableau 7. Energie commerciale

	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kg d'équivalent charbon)		Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1960	1979	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>
	1960-74 <sup>a</sup>	1974-79	1960-74	1974-79				
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>4,7 w</b>	<b>8,3 w</b>	<b>4,4 w</b>	<b>7,7 w</b>	<b>331 w</b>	<b>421 w</b>	<b>11 w</b>	<b>29 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>4,6 w</b>	<b>8,3 w</b>	<b>4,3 w</b>	<b>8,0 w</b>	<b>384 w</b>	<b>514 w</b>		
<b>Autres pays</b>	<b>10,1 w</b>	<b>10,0 w</b>	<b>6,1 w</b>	<b>3,4 w</b>	<b>62 w</b>	<b>87 w</b>	<b>10 w</b>	<b>26 w</b>
1 Kampuchea démocratique	..	..	-0,7	-38,9	29	2	9	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	16,1	13,8	13,8	16	98	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	..	..	7,6	4,6	8	22	23	..
5 Bangladesh	..	10,1	..	6,6	..	40	..	27
6 Ethiopie	14,1	2,3	13,6	-5,3	9	20	11	26
7 Népal	26,8	4,6	12,6	2,4	4	13	..	24
8 Somalie	..	..	8,7	13,1	16	74	4	..
9 Birmanie	5,6	12,4	3,7	5,8	55	67	4	..
10 Afghanistan	38,8	-2,8	10,3	6,6	23	88	12	..
11 Viet Nam	..	7,6	..	..	98	138	..	..
12 Mali	..	8,3	5,7	5,3	14	28	13	..
13 Burundi	..	22,0	..	7,0	..	17	..	14
14 Rwanda	..	3,5	..	10,2	..	28	..	..
15 Haute-Volta	..	..	7,8	10,2	5	26	38	45
16 Zaïre	3,0	17,9	3,8	0,3	96	100	3	..
17 Malawi	..	6,9	..	5,6	..	67	..	27
18 Mozambique	3,2	60,0	5,1	1,0	111	121	11	..
19 Inde	4,9	5,4	5,0	5,0	111	194	11	32
20 Haïti	..	13,7	1,5	20,8	34	63	..	15
21 Sri Lanka	10,1	8,2	3,8	3,8	110	135	8	26
22 Sierra Leone	..	..	9,0	-1,1	29	84	11	..
23 Tanzanie	10,6	10,4	9,4	-2,8	41	51	..	30
24 Chine	4,5	8,7	4,2	8,5	560	734	..	..
25 Guinée	16,0	(.)	3,2	1,6	64	83	7	..
26 Rép. centrafricaine	14,1	4,1	7,6	8,5	30	46	12	2
27 Pakistan	9,4	6,6	5,3	4,4	132	209	17	34
28 Ouganda	5,2	-4,4	9,1	-8,1	39	39	5	..
29 Bénin	..	..	9,6	-0,5	37	65	16	..
30 Niger	..	..	14,8	12,9	5	46	6	..
31 Madagascar	6,7	4,1	9,0	3,9	39	89	9	10
32 Soudan	..	13,7	13,1	-0,9	52	133	8	3
33 Togo	..	22,3	12,8	11,9	22	112	10	32
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>7,7 w</b>	<b>2,0 w</b>	<b>7,7 w</b>	<b>6,1 w</b>	<b>418 w</b>	<b>965 w</b>	<b>9 w</b>	<b>16 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>8,2 w</b>	<b>1,4 w</b>	<b>7,8 w</b>	<b>6,5 w</b>	<b>274 w</b>	<b>658 w</b>	<b>5 w</b>	<b>5 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>6,0 w</b>	<b>4,1 w</b>	<b>7,6 w</b>	<b>6,0 w</b>	<b>425 w</b>	<b>1 204 w</b>	<b>13 w</b>	<b>25 w</b>
34 Ghana	..	2,6	12,5	2,3	100	258	7	14
35 Kenya	9,6	17,6	3,3	3,6	144	172	18	38
36 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
37 Yémen démocratique	..	..	8,7	7,1	210	509	..	..
38 Indonésie	8,5	6,6	3,7	10,3	125	225	3	5
39 Rép. ar. du Yémen	..	..	12,9	16,0	7	58	..	..
40 Mauritanie	..	..	21,3	5,5	18	196	39	..
41 Sénégal	..	..	4,7	12,5	116	253	8	29
42 Angola	35,4	-2,4	10,4	1,1	86	200	6	..
43 Libéria	31,8	-1,3	19,0	-0,9	83	425	3	19
44 Honduras	29,4	6,4	7,7	1,7	149	238	10	13
45 Zambie	..	5,6	..	5,6	..	832	..	13
46 Bolivie	17,1	-3,0	6,8	9,2	177	447	4	1
47 Egypte	9,4	27,0	3,6	10,5	283	539	12	2
48 Zimbabwe	2,5	-3,1	2,4	-0,4	1 333	783	..	..
49 El Salvador	5,1	24,3	7,7	8,4	143	338	6	9
50 Cameroun	1,1	45,0	3,8	7,6	85	143	7	12
51 Thaïlande	28,3	-0,2	16,2	7,4	60	353	12	31
52 Philippines	3,0	24,4	8,4	5,6	147	329	9	32
53 Nicaragua	26,4	-16,3	10,4	2,7	176	446	12	14
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	..	..	..	51	299	7	..
55 Congo	15,8	5,1	5,4	6,9	120	195	25	3
56 Maroc	2,0	4,7	6,4	6,3	163	302	9	36
57 Mongolie	10,4	12,2	7,4	11,5	537	1 483	..	..
58 Albanie	9,7	5,3	11,3	9,2	318	1 118	..	..
59 Pérou	3,6	18,5	6,5	2,8	417	716	4	..
60 Nigéria	36,6	1,0	9,3	1,5	28	80	7	2
61 Jamaïque	-0,7	-2,0	11,0	-5,4	424	1 326	11	39
62 Guatemala	9,9	2,4	6,2	1,6	167	229	12	12
63 Côte d'Ivoire	9,7	-12,2	14,3	5,5	71	230	5	11
64 Rép. dominicaine	1,8	-5,1	14,4	-1,1	156	490	..	37
65 Colombie	3,5	2,0	5,7	7,1	494	914	3	10
66 Equateur	19,4	5,0	8,7	14,8	196	640	2	1



	Taux annuel moyen de croissance (%)				Consommation d'énergie par habitant (kg d'équiva- lent charbon)		Importations d'énergie en pourcentage des recettes d'exportations de marchandises	
	Production d'énergie		Consommation d'énergie		1960	1979	1960 <sup>b</sup>	1979 <sup>c</sup>
	1960-74 <sup>a</sup>	1974-79	1960-74	1974-79				
67 Paraguay	..	6,7	8,3	10,7	80	234	..	41
68 Tunisie	71,9	5,5	8,8	10,7	165	590	15	28
69 Rép. dém. de Corée	9,4	2,9	9,3	3,6	1 189	2 775	..	..
70 Rép. arabe syrienne	86,0	7,5	7,5	15,4	306	925	16	50
71 Jordanie	..	..	5,9	13,3	186	522	79	90
72 Liban	12,7	0,5	8,6	-3,7	537	1 028	68	..
73 Turquie	7,5	2,5	9,7	6,8	250	771	16	78
74 Cuba	21,2	5,6	4,5	6,0	849	1 358	..	..
75 Rép. de Corée	6,3	4,6	13,9	12,0	208	1 473	70	25
76 Malaisie	36,8	25,9	11,4	4,1	239	713	2	9
77 Costa Rica	9,5	3,5	10,1	7,5	304	812	7	20
78 Panama	14,7	35,9	8,8	4,8	415	895	..	116
79 Algérie	11,1	6,4	7,1	12,2	249	645	14	2
80 Brésil	8,3	7,3	8,2	7,6	375	1 018	21	48
81 Mexique	5,8	15,7	7,7	7,8	713	1 535	3	3
82 Chili	3,9	0,1	6,1	0,7	797	1 153	10	24
83 Afrique du Sud	3,6	7,3	4,9	3,9	2 062	2 895	9	(.)
84 Roumanie	5,9	2,8	8,2	6,6	1 445	4 659	..	..
85 Portugal	4,4	11,7	7,3	6,1	460	1 443	17	38
86 Argentine	6,5	3,7	5,5	3,2	1 057	1 965	14	14
87 Yougoslavie	4,3	4,5	6,6	5,4	932	2 415	8	33
88 Uruguay	3,7	8,5	2,8	3,4	851	1 219	35	36
89 Iran	14,6	-9,1	15,7	1,3	257	1 141	1	..
90 Iraq	5,0	9,2	5,9	2,6	473	664	(.)	(.)
91 Venezuela	1,1	-3,3	7,1	5,5	1 521	2 944	1	1
92 Hong Kong	..	..	9,5	9,6	450	1 481	5	9
93 Trinité-et-Tobago	2,8	3,9	10,5	6,2	1 619	4 872	35	23
94 Grèce	14,3	9,2	12,8	6,4	407	2 164	26	53
95 Singapour	..	..	13,1	17,1	498	5 784	17	31
96 Israël	41,8	-62,2	11,7	4,7	1 204	3 513	17	29
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>9,8 w</b>	<b>3,2 w</b>	<b>8,1 w</b>	<b>15,6 w</b>	<b>1 015 w</b>	<b>2 609 w</b>	<b>..</b>	<b>(.) w</b>
97 Libye	29,1	6,9	16,7	27,6	238	2 254	83	(.)
98 Arabie saoudite	14,0	3,5	8,3	15,9	674	1 984	..	(.)
99 Koweït	4,5	-0,2	3,9	9,3	10 083	6 159	..	(.)
100 Emirats arabes unis	..	2,7	57,2	15,1	98	4 451	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>3,3 w</b>	<b>2,1 w</b>	<b>5,0 w</b>	<b>2,2 w</b>	<b>4 257 w</b>	<b>7 293 w</b>	<b>12 w</b>	<b>24 w</b>
101 Irlande	0,1	-1,2	4,7	4,3	1 892	3 687	17	17
102 Espagne	3,0	6,8	9,2	4,1	791	2 698	22	42
103 Italie	2,3	0,8	7,7	1,4	1 273	3 312	18	25
104 Nouvelle-Zélande	5,7	4,9	6,0	1,5	2 637	4 706	7	16
105 Royaume-Uni	-1,0	12,8	2,0	0,5	4 364	5 272	14	13
106 Finlande	3,3	2,9	8,7	2,4	1 833	6 001	11	27
107 Australie	11,0	4,6	5,6	2,5	3 741	6 539	12	9
108 Japon	-1,4	3,6	9,8	3,1	1 246	4 048	18	44
109 Canada	8,7	1,7	6,2	3,1	6 900	13 164	9	9
110 Autriche	1,4	0,6	5,0	2,8	2 439	5 087	12	16
111 Etats-Unis	3,4	0,7	4,4	2,0	7 981	11 681	8	37
112 Pays-Bas	16,1	0,3	9,3	2,6	2 397	6 597	15	21
113 France	-1,2	3,2	5,5	2,4	2 552	4 810	16	23
114 Belgique	-7,2	5,9	4,5	2,1	3 571	6 513	11	15
115 Norvège	6,8	22,1	5,7	5,0	4 875	11 749	15	15
116 Danemark	-19,8	39,5	8,1	0,8	2 650	5 726	15	25
117 Suède	3,6	6,0	4,7	2,6	4 442	8 258	16	23
118 Rép. féd. d'Allemagne	-0,6	0,1	4,2	2,0	3 701	6 264	7	18
119 Suisse	4,2	2,7	5,4	2,0	2 709	5 002	10	13
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>5,1 w</b>	<b>4,7 w</b>	<b>4,8 w</b>	<b>3,8 w</b>	<b>2 913 w</b>	<b>5 822 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
120 Pologne	3,9	4,1	4,4	2,5	3 102	5 752	..	..
121 Bulgarie	3,3	4,5	9,5	5,0	1 345	5 487	7	..
122 Hongrie	2,8	3,1	4,8	4,6	1 626	3 797	13	17
123 URSS	5,9	5,0	5,2	4,1	2 816	5 793	4	..
124 Tchécoslovaquie	1,2	2,2	3,3	3,6	3 773	6 656	..	20
125 Rép. dém. allemande	0,6	1,4	1,8	1,8	4 581	7 136	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1961-74 et non 1960-74. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. c. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 8. Croissance du commerce de marchandises

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance <sup>a</sup> (%)				Termes de l'échange (1975 = 100)	
	Expor- tations 1980 <sup>b</sup>	Importa- tions 1980 <sup>b</sup>	Exportations		Importations		1960	1980 <sup>b</sup>
			1960-70	1970-80 <sup>c</sup>	1960-70	1970-80 <sup>c</sup>		
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>37 837 t</b>	<b>54 024 t</b>	<b>5,0 m</b>	<b>-0,4 m</b>	<b>5,4 m</b>	<b>3,1 m</b>	<b>111 m</b>	<b>89 m</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>24 965 t</b>	<b>32 408 t</b>						
<b>Autres pays</b>	<b>12 872 t</b>	<b>21 616 t</b>	<b>5,0 m</b>	<b>-1,1 m</b>	<b>5,7 m</b>	<b>3,4 m</b>	<b>111 m</b>	<b>90 m</b>
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	21	114	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	65	160	5,9	-4,0	5,0	-2,2	98	96
5 Bangladesh	761	2 438	6,5	-1,9	7,0	3,5	201	84
6 Ethiopie	350	537	3,6	-1,7	6,2	-0,2	143	97
7 Népal	97	345	..	..	..	..	..	105
8 Somalie	141	240	2,3	5,5	2,6	7,2	145	88
9 Birmanie	471	353	-11,6	0,4	-5,7	-4,1	115	110
10 Afghanistan	551	750	2,5	3,7	0,7	8,1	82	106
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	200	290	3,0	9,4	-0,4	3,4	107	91
13 Burundi	65	168	..	..	..	..	..	..
14 Rwanda	140	220	15,8	3,5	8,1	11,6	111	157
15 Haute-Volta	45	330	15,9	2,0	7,7	7,9	88	89
16 Zaïre	1 639	725	-1,8	2,2	5,4	-12,0	122	79
17 Malawi	317	439	11,6	5,7	7,6	3,5	115	76
18 Mozambique	180	270	6,0	-15,1	7,9	-17,1	90	69
19 Inde	6 694	12 858	3,0	3,7	-0,9	2,8	134	71
20 Haïti	601	364	..	..	..	..	..	..
21 Sri Lanka	924	2 029	4,7	-2,4	-0,2	1,1	203	93
22 Sierra Leone	240	420	0,3	-4,8	1,9	-3,0	111	84
23 Tanzanie	508	1 258	3,4	-7,3	6,0	-0,3	98	100
24 Chine	18 271	19 550	..	..	..	..	..	..
25 Guinée	421	375	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	90	95	8,1	-1,1	4,5	-2,4	109	120
27 Pakistan	2 588	5 350	8,2	1,2	5,3	4,3	102	74
28 Ouganda	450	340	5,0	-8,5	6,2	-9,8	123	130
29 Bénin	54	360	5,0	-7,6	7,4	4,8	114	82
30 Niger	290	630	6,0	12,8	11,9	15,8	98	80
31 Madagascar	480	770	5,3	-1,2	4,1	-0,8	136	94
32 Soudan	543	1 616	0,1	-5,7	1,2	3,5	57	86
33 Togo	640	630	10,5	1,6	8,6	12,4	56	74
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>370 046 t</b>	<b>376 373 t</b>	<b>5,4 m</b>	<b>3,9 m</b>	<b>6,4 m</b>	<b>4,2 m</b>	<b>100 m</b>	<b>94 m</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>169 587 t</b>	<b>121 336 t</b>	<b>4,5 m</b>	<b>2,6 m</b>	<b>3,2 m</b>	<b>8,9 m</b>	<b>69 m</b>	<b>135 m</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>200 459 t</b>	<b>255 037 t</b>	<b>7,1 m</b>	<b>4,1 m</b>	<b>7,3 m</b>	<b>3,8 m</b>	<b>109 m</b>	<b>83 m</b>
34 Ghana	960	900	0,2	-8,4	-1,5	-3,3	111	110
35 Kenya	1 299	2 305	7,2	-1,0	6,6	-1,0	133	94
36 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
37 Yémen démocratique	44	434	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	21 909	10 834	4,0	8,7	2,0	11,9	98	135
39 Rép. ar. du Yémen	14	1 492	..	..	..	..	..	..
40 Mauritanie	194	255	50,7	-1,1	4,5	5,6	149	77
41 Sénégal	520	1 200	1,2	1,2	2,3	4,1	71	63
42 Angola	1 000	1 250	9,0	-13,4	11,5	-1,4	60	140
43 Libéria	601	640	18,4	1,0	2,9	1,2	255	71
44 Honduras	806	1 019	11,1	4,4	11,6	1,0	119	83
45 Zambie	1 700	1 000	2,2	1,2	9,7	-7,3	115	82
46 Bolivie	1 033	833	9,8	-1,6	8,2	8,9	56	159
47 Egypte	3 046	4 860	3,2	-0,7	-1,1	8,8	92	79
48 Zimbabwe	1 415	1 287	..	..	..	..	..	..
49 El Salvador	966	966	5,4	1,5	6,3	3,8	109	110
50 Cameroun	1 383	1 602	7,1	2,5	9,2	7,2	106	123
51 Thaïlande	6 505	9 212	5,2	11,8	11,2	5,4	121	63
52 Philippines	5 977	7 727	2,2	7,0	7,1	3,4	112	75
53 Nicaragua	550	660	9,7	2,3	10,5	-2,6	112	92
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 031	788	..	..	..	..	..	..
55 Congo	400	400	5,1	8,9	-1,0	5,0	87	99
56 Maroc	2 403	4 185	2,5	2,1	3,4	8,5	75	57
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	3 364	2 541	2,0	3,9	3,6	0,2	89	87
60 Nigéria	26 000	15 000	6,6	2,6	1,6	20,0	39	173
61 Jamaïque	942	1 178	4,7	-6,8	8,1	-7,0	85	83
62 Guatemala	1 521	1 528	9,1	4,3	7,1	5,2	126	113
63 Côte d'Ivoire	2 700	2 650	8,8	4,6	9,7	8,1	113	102
64 Rép. dominicaine	962	1 436	-2,3	4,6	9,9	2,7	47	40
65 Colombie	3 925	4 495	2,2	1,9	2,5	5,7	96	132
66 Equateur	2 400	2 248	2,9	7,5	11,5	9,9	89	147

	Commerce de marchandises (millions de dollars)		Taux annuel moyen de croissance <sup>a</sup> (%)				Termes de l'échange (1975 = 100)	
	Exportations 1980 <sup>b</sup>	Importations 1980 <sup>b</sup>	Exportations		Importations		1960	1980 <sup>b</sup>
			1960-70	1970-80 <sup>c</sup>	1960-70	1970-80 <sup>c</sup>		
67 Paraguay	313	517	5,4	7,1	7,3	7,4	116	76
68 Tunisie	2 201	3 536	4,2	4,8	1,9	10,6	64	99
69 Rép. dém. de Corée	...	...	...	...	...	...	...	...
70 Rép. arabe syrienne	2 108	4 124	3,4	6,8	4,0	13,0	69	120
71 Jordanie	578	2 395	10,1	18,4	3,5	13,5	78	59
72 Liban	700	3 300	14,2	0,7	5,1	2,4	87	84
73 Turquie	2 910	7 667	...	1,7	...	3,3	...	91
74 Cuba	5 800	6 000	4,0	2,7	5,5	3,3	58	71
75 Rép. de Corée	17 548	22 292	34,1	23,0	20,5	11,8	99	75
76 Malaisie	13 780	10 600	5,8	7,4	2,3	7,0	150	109
77 Costa Rica	963	1 528	9,6	3,5	9,9	3,8	132	107
78 Panama	349	1 149	10,5	-0,2	10,5	-4,1	117	77
79 Algérie	12 409	9 600	4,5	2,2	-0,9	12,7	48	177
80 Brésil	20 131	25 000	5,1	7,5	4,9	4,2	114	72
81 Mexique	15 308	19 517	2,8	13,4	6,4	7,0	97	94
82 Chili	4 818	5 720	0,6	10,9	4,7	2,8	126	73
83 Afrique du Sud	26 130	18 838	5,4	7,2	8,2	-1,4	108	81
84 Roumanie	12 230	13 201	9,4	4,7	8,8	6,1	...	98
85 Portugal	4 628	9 410	9,6	-0,3	14,2	3,3	97	95
86 Argentine	8 020	10 555	3,4	9,3	0,3	2,1	109	73
87 Yougoslavie	8 367	14 029	7,7	3,9	8,8	3,9	100	99
88 Uruguay	1 059	1 615	2,2	4,8	-2,9	3,8	132	92
89 Iran	13 523	12 247	12,6	-9,7	11,4	12,3	27	192
90 Iraq	26 429	10 500	5,4	2,2	1,4	20,5	25	170
91 Venezuela	20 600	10 068	1,6	-6,7	4,2	-10,9	46	160
92 Hong Kong	19 713	22 413	12,7	9,4	9,2	11,7	94	103
93 Trinité-et-Tobago	4 077	3 178	4,9	-2,8	3,2	-5,5	100	99
94 Grèce	5 143	10 531	10,8	11,8	10,8	5,3	109	93
95 Singapour	19 376	24 008	4,2	12,0	5,9	9,9	100	99
96 Israël	5 265	7 910	11,0	9,6	8,7	3,3	103	73
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>172 350 t</b>	<b>60 328 t</b>	<b>10,9 m</b>	<b>-0,6 m</b>	<b>10,9 m</b>	<b>22,3 m</b>	<b>27 m</b>	<b>168 m</b>
97 Libye	22 795	10 000	67,5	-6,5	15,4	16,8	31	183
98 Arabie saoudite	109 111	30 209	10,9	5,4	10,9	35,2	27	165
99 Koweït	19 812	11 367	5,2	-8,5	10,6	16,3	23	171
100 Emirats arabes unis	20 632	8 752	...	6,1	...	27,7	...	162
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>1 229 153 t</b>	<b>1 362 479 t</b>	<b>8,5 m</b>	<b>5,8 m</b>	<b>9,5 m</b>	<b>4,4 m</b>	<b>98 m</b>	<b>94 m</b>
101 Irlande	8 489	11 159	7,1	8,6	8,3	6,8	96	93
102 Espagne	20 721	34 080	11,5	11,2	18,5	3,7	124	103
103 Italie	77 667	99 452	13,6	6,7	9,7	3,7	130	94
104 Nouvelle-Zélande	5 418	5 468	4,6	3,8	2,9	1,6	135	109
105 Royaume-Uni	115 350	120 095	4,8	7,5	5,0	4,1	112	106
106 Finlande	14 155	15 580	6,8	4,5	7,0	2,3	95	85
107 Australie	22 048	20 332	6,5	3,6	7,2	4,4	98	86
108 Japon	129 248	140 520	17,2	8,9	13,7	4,4	150	77
109 Canada	64 252	58 545	10,0	4,4	9,1	6,0	92	99
110 Autriche	17 508	24 495	9,6	7,1	9,6	7,1	94	93
111 États-Unis	216 668	255 657	6,0	6,9	9,8	4,8	115	82
112 Pays-Bas	73 871	76 881	9,9	5,3	9,5	4,0	111	96
113 France	111 251	134 912	8,2	6,8	11,0	6,9	93	94
114 Belgique	64 066	71 185	10,9	4,9	10,3	5,5	102	94
115 Norvège	18 478	16 957	9,1	7,3	9,7	4,5	89	117
116 Danemark	16 485	19 363	7,1	4,7	8,2	3,1	105	90
117 Suède	30 914	33 441	7,7	2,4	7,2	2,3	97	90
118 Rép. féd. d'Allemagne	192 930	188 001	10,1	5,8	10,0	5,9	90	89
119 Suisse	29 634	36 356	8,5	4,1	9,0	4,4	85	97
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>144 698 t</b>	<b>140 727 t</b>	<b>9,0 m</b>	<b>7,1 m</b>	<b>7,9 m</b>	<b>6,6 m</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
120 Pologne	16 997	19 089	-0,3	6,7	-0,4	6,0	..	..
121 Bulgarie	10 372	9 650	14,4	11,7	12,9	8,7	..	..
122 Hongrie	8 677	9 235	9,7	8,2	9,1	6,1	..	..
123 URSS	76 449	68 523	9,7	5,6	7,1	8,3	..	..
124 Tchécoslovaquie	14 891	15 148	6,7	6,5	7,0	5,7	..	..
125 Rép. dém. allemande	17 312	19 082	8,3	7,5	8,6	7,0	..	..

a. Voir notes techniques. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. c. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1970-79 et non 1970-80.

# Tableau 9. Structure des exportations de marchandises

	Pourcentage des exportations de marchandises									
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et vêtements		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	9 w	14 w	70 w	42 w	15 w	19 w	(.) w	3 w	6 w	20 w
<b>Chine et Inde</b>	8 w	11 w	83 w	36 w	4 w	23 w	(.) w	5 w	5 w	26 w
<b>Autres pays</b>	8 w	18 w	83 w	53 w	4 w	13 w	(.) w	1 w	5 w	8 w
1 Kampuchea démocratique	0	0	100	83	0	4	0	1	0	12
2 Rép. dém. pop. lao	..	18	..	64	..	0	..	1	..	17
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	3	0	94	96	0	1	0	0	3	3
5 Bangladesh	..	(.)	..	34	..	49	..	1	..	16
6 Ethiopie	0	5	100	95	0	(.)	0	(.)	0	(.)
7 Népal	..	0	..	72	..	22	..	0	..	6
8 Somalie	0	(.)	88	99	0	(.)	8	(.)	4	1
9 Birmanie	4	4	95	93	0	0	0	0	1	3
10 Afghanistan	(.)	17	82	70	14	11	3	0	1	2
11 Viet Nam	..	6	..	32	..	38	..	(.)	..	24
12 Mali	0	(.)	96	99	1	(.)	1	(.)	2	1
13 Burundi	..	(.)	..	99	..	(.)	..	(.)	..	1
14 Rwanda	..	1	..	99	..	0	..	(.)	..	(.)
15 Haute-Volta	0	1	100	87	0	3	0	3	(.)	6
16 Zaïre	42	56	57	37	0	(.)	0	1	1	6
17 Malawi	..	(.)	..	96	..	3	..	(.)	..	1
18 Mozambique	0	12	100	86	0	2	0	0	0	(.)
19 Inde	10	8	45	31	35	20	1	8	9	33
20 Haïti	0	11	100	50	0	7	0	5	0	27
21 Sri Lanka	(.)	14	99	74	0	7	0	(.)	1	5
22 Sierra Leone	15	8	20	48	0	0	0	0	65	44
23 Tanzanie	(.)	4	87	79	0	8	0	(.)	13	9
24 Chine	..	13	..	38	..	24	..	3	..	22
25 Guinée	42	98	58	2	0	0	0	(.)	0	0
26 Rép. centrafricaine	12	0	86	56	(.)	(.)	1	(.)	1	44
27 Pakistan	0	7	73	37	23	40	1	2	3	14
28 Ouganda	8	3	92	96	0	(.)	0	(.)	(.)	(.)
29 Bénin	10	2	80	90	7	3	(.)	2	3	3
30 Niger	..	40	100	25	0	1	0	0	0	34
31 Madagascar	4	10	90	82	1	3	1	2	4	3
32 Soudan	0	4	100	96	0	(.)	0	0	0	(.)
33 Togo	3	62	89	31	3	3	0	3	5	1
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	30 w	40 w	59 w	28 w	3 w	8 w	1 w	8 w	7 w	16 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	48 w	78 w	48 w	15 w	1 w	2 w	(.) w	3 w	3 w	2 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	15 w	14 w	68 w	35 w	5 w	12 w	2 w	12 w	10 w	26 w
34 Ghana	7	16	83	83	0	(.)	0	(.)	10	1
35 Kenya	1	21	87	65	0	1	0	(.)	12	13
36 Lesotho	..	56	..	4	..	0	..	0	..	40
37 Yémen démocratique	..	75	..	25	..	(.)	..	(.)	..	(.)
38 Indonésie	33	69	67	28	0	1	(.)	1	(.)	1
39 Rép. ar. du Yémen	..	(.)	..	74	..	2	..	6	..	18
40 Mauritanie	4	89	69	11	1	(.)	20	(.)	6	(.)
41 Sénégal	3	29	94	63	1	1	1	1	1	6
42 Angola	..	64	..	28	..	0	..	1	..	7
43 Libéria	45	39	55	35	0	(.)	0	1	0	25
44 Honduras	5	5	93	85	0	1	0	(.)	2	9
45 Zambie	..	97	..	2	..	0	..	(.)	..	1
46 Bolivie	..	86	..	11	..	(.)	..	1	..	2
47 Egypte	4	47	84	33	9	15	(.)	(.)	3	5
48 Zimbabwe	71	25	25	62	1	10	(.)	3	3	0
49 El Salvador	0	2	94	74	3	8	(.)	2	3	14
50 Cameroun	19	29	77	65	0	1	2	1	2	4
51 Thaïlande	7	12	91	63	0	10	0	4	2	11
52 Philippines	10	18	86	47	1	6	0	2	3	27
53 Nicaragua	3	1	95	87	0	2	0	1	2	9
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	46	92	52	0	0	0	0	8	2
55 Congo	7	86	84	7	(.)	(.)	5	(.)	4	7
56 Maroc	38	44	54	33	1	11	1	(.)	6	12
57 Mongolie	..	8	..	81	..	7	..	(.)	..	4
58 Albanie	..	49	..	33	..	6	..	1	..	11
59 Pérou	49	46	50	43	0	3	0	1	1	7
60 Nigéria	8	91	89	8	0	(.)	0	(.)	3	1
61 Jamaïque	50	31	45	17	2	1	0	1	3	50
62 Guatemala	2	2	95	75	1	6	0	2	2	15
63 Côte d'Ivoire	1	5	98	87	0	2	(.)	2	1	4
64 Rép. dominicaine	6	3	92	71	0	(.)	0	2	2	24
65 Colombie	19	4	79	74	0	7	(.)	2	2	13
66 Equateur	0	46	99	51	0	1	0	1	1	1

Pourcentage des exportations de marchandises										
	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits primaires		Textiles et vêtements		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
67 Paraguay	0	1	100	88	0	(.)	0	(.)	0	11
68 Tunisie	24	52	66	14	1	18	1	3	8	13
69 Rép. dém. de Corée	..	31	..	29	..	5	..	5	..	30
70 Rép. arabe syrienne	0	74	81	18	2	4	0	2	17	2
71 Jordanie	0	33	96	32	0	4	0	2	4	29
72 Liban	..	4	..	32	..	10	..	17	..	37
73 Turquie	8	6	89	66	0	19	0	2	3	7
74 Cuba	2	5	93	94	1	0	(.)	(.)	4	1
75 Rép. de Corée	30	1	56	10	8	31	(.)	20	6	38
76 Malaisie	20	29	74	53	(.)	2	(.)	11	6	5
77 Costa Rica	0	(.)	95	75	0	4	0	4	5	17
78 Panama	..	26	..	64	..	3	..	(.)	..	7
79 Algérie	12	98	81	1	0	(.)	1	(.)	6	1
80 Brésil	8	11	89	50	0	5	(.)	16	3	18
81 Mexique	24	39	64	22	4	3	1	19	7	17
82 Chili	92	59	4	21	0	(.)	0	1	4	19
83 Afrique du Sud	29	23	42	23	2	1	4	5	23	48
84 Roumanie	..	12	..	18	..	10	..	24	..	36
85 Portugal	8	2	37	22	18	31	3	12	34	33
86 Argentine	1	2	95	74	0	3	(.)	6	4	15
87 Yougoslavie	18	10	45	18	4	8	15	30	18	34
88 Uruguay	..	1	71	51	21	19	..	5	8	24
89 Iran	88	95	9	2	0	2	0	(.)	3	1
90 Iraq	97	99	3	1	0	(.)	0	(.)	0	(.)
91 Venezuela	74	98	26	1	0	(.)	0	(.)	(.)	1
92 Hong Kong	5	1	15	2	45	43	4	16	31	38
93 Trinité-et-Tobago	82	91	14	3	0	(.)	0	1	4	5
94 Grèce	9	21	81	33	1	17	1	4	8	25
95 Singapour	1	27	73	22	5	5	7	26	14	20
96 Israël	4	2	35	18	8	7	2	12	51	61
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	99 w	..	(.) w	..	(.) w	..	(.) w	..	1 w
97 Libye	100	100	0	(.)	0	(.)	0	(.)	0	(.)
98 Arabie saoudite	95	100	5	(.)	0	(.)	0	(.)	0	(.)
99 Koweït	..	94	..	1	..	(.)	..	2	..	3
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	11 w	10 w	23 w	15 w	7 w	5 w	29 w	36 w	30 w	34 w
101 Irlande	5	3	67	40	6	9	4	16	18	32
102 Espagne	21	5	57	22	7	5	2	26	13	42
103 Italie	8	8	19	9	17	12	29	30	27	41
104 Nouvelle-Zélande	(.)	5	97	76	0	2	(.)	4	3	13
105 Royaume-Uni	7	14	9	9	8	5	44	35	32	37
106 Finlande	3	7	50	22	1	6	13	20	33	45
107 Australie	13	27	79	47	(.)	1	3	5	5	20
108 Japon	11	2	10	2	28	4	23	54	28	38
109 Canada	33	25	37	24	1	1	8	30	21	20
110 Autriche	26	5	22	12	10	9	16	27	26	47
111 Etats-Unis	10	7	27	25	3	2	35	41	25	25
112 Pays-Bas	15	22	34	24	8	5	18	17	25	32
113 France	9	7	18	18	10	5	25	36	38	34
114 Belgique	15	12	9	11	12	7	13	23	51	47
115 Norvège	22	48	34	12	2	1	10	17	32	22
116 Danemark	2	6	63	39	3	5	19	24	13	26
117 Suède	10	8	29	13	1	2	31	41	29	36
118 Rép. féd. d'Allemagne	9	6	4	7	4	5	44	45	39	37
119 Suisse	2	4	8	5	12	6	30	33	48	52
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	18 w	26 w	33 w	11 w	3 w	3 w	34 w	33 w	21 w	27 w
120 Pologne	..	20	..	11	..	7	..	41	..	21
121 Bulgarie	3	2	75	32	12	4	6	42	4	20
122 Hongrie	6	8	28	23	7	7	38	34	21	28
123 URSS	24	42	28	9	1	(.)	21	20	26	29
124 Tchécoslovaquie	20	7	11	6	(.)	6	45	51	25	30
125 Rép. dém. allemande	..	3	..	3	..	5	..	61	..	28

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 10. Structure des importations de marchandises

	Pourcentage des importations de marchandises									
	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	22 w	17 w	7 w	10 w	18 w	18 w	26 w	25 w	27 w	30 w
<b>Chine et Inde</b>	..	16 w	..	9 w	..	27 w	..	22 w	..	26 w
<b>Autres pays</b>	24 w	18 w	8 w	13 w	4 w	4 w	21 w	28 w	43 w	37 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	19	..	12	..	4	..	19	..	46	..
5 Bangladesh	..	25	..	12	..	8	..	24	..	31
6 Ethiopie	..	7	..	20	..	3	..	34	..	36
7 Népal	..	3	..	14	..	4	..	27	..	52
8 Somalie	27	21	4	7	0	4	18	31	51	37
9 Birmanie	14	9	4	3	9	2	17	40	56	46
10 Afghanistan	14	15	7	9	4	1	14	11	61	64
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	20	13	5	18	4	2	18	30	53	37
13 Burundi	..	13	..	9	..	3	..	22	..	53
14 Rwanda	..	19	..	8	..	8	..	26	..	39
15 Haute-Volta	21	22	4	11	1	3	24	29	50	35
16 Zaïre	..	21	..	7	..	4	..	32	..	36
17 Malawi	..	6	..	15	..	2	..	31	..	46
18 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
19 Inde	21	14	6	26	28	11	30	19	15	30
20 Haïti	..	26	..	11	..	5	..	20	..	38
21 Sri Lanka	39	23	7	18	5	4	15	25	34	30
22 Sierra Leone	23	21	12	12	5	1	15	24	45	42
23 Tanzanie	..	5	..	14	..	3	..	48	..	30
24 Chine	..	17	..	0	..	35	..	24	..	24
25 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	15	16	9	2	2	2	26	41	48	39
27 Pakistan	22	20	10	17	2	6	27	24	39	33
28 Ouganda	6	8	8	30	8	2	25	27	53	33
29 Bénin	17	15	10	15	1	2	18	22	54	46
30 Niger	24	..	5	..	4	..	18	..	49	..
31 Madagascar	17	19	6	7	3	4	23	30	51	40
32 Soudan	17	19	8	2	3	1	14	38	58	40
33 Togo	16	19	6	7	3	1	32	31	43	42
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	15 w	11 w	9 w	15 w	13 w	7 w	28 w	34 w	35 w	33 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	19 w	14 w	7 w	5 w	8 w	5 w	27 w	42 w	39 w	34 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	14 w	10 w	10 w	20 w	16 w	8 w	29 w	29 w	31 w	33 w
34 Ghana	19	11	5	14	4	4	26	33	46	38
35 Kenya	12	6	11	24	8	3	27	34	42	33
36 Lesotho	..	23	..	8	..	6	..	14	..	49
37 Yémen démocratique	..	17	..	47	..	1	..	23	..	12
38 Indonésie	23	16	5	11	10	6	17	32	45	35
39 Rép. ar. du Yémen	..	26	..	2	..	1	..	34	..	37
40 Mauritanie	5	24	3	7	3	2	39	38	50	29
41 Sénégal	30	24	5	17	2	2	19	25	44	32
42 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Libéria	16	18	4	20	7	1	34	34	39	27
44 Honduras	13	9	9	11	3	2	24	34	51	44
45 Zambie	..	8	..	18	..	2	..	36	..	36
46 Bolivie	..	10	..	1	..	1	..	44	..	44
47 Egypte	23	26	11	1	16	7	25	34	25	32
48 Zimbabwe	..	2	..	30	..	5	..	34	..	29
49 El Salvador	17	13	6	10	6	4	26	24	45	49
50 Cameroun	20	10	8	11	3	2	17	34	52	43
51 Thaïlande	10	4	11	23	11	10	25	26	43	37
52 Philippines	15	7	10	22	5	6	36	28	34	37
53 Nicaragua	9	14	10	21	5	2	22	14	54	49
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	30	..	5	..	4	..	23	..	38	..
55 Congo	18	27	6	7	1	1	31	26	44	39
56 Maroc	27	19	8	19	7	9	19	25	39	28
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	17	..	2	..	3	..	45	..	33
59 Pérou	16	16	5	19	5	4	37	33	37	28
60 Nigéria	14	14	5	2	6	2	24	44	51	38
61 Jamaïque	22	17	8	32	9	4	24	14	37	33
62 Guatemala	12	7	10	11	7	3	26	31	45	48
63 Côte d'Ivoire	18	15	6	11	2	3	27	35	47	36
64 Rép. dominicaine	..	17	..	27	..	4	..	19	..	33
65 Colombie	8	10	3	10	15	7	43	37	31	36
66 Equateur	13	8	3	1	9	4	33	51	42	37

Pourcentage des importations de marchandises										
	Produits alimentaires		Combustibles		Autres produits primaires		Machines et matériel de transport		Autres biens manufacturés	
	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1960 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
67 Paraguay	..	13	..	24	..	1	..	36	..	26
68 Tunisie	20	15	9	18	4	6	23	27	44	34
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	24	14	8	25	5	4	15	23	48	34
71 Jordanie	..	20	..	13	..	3	..	26	..	38
72 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Turquie	7	2	11	36	16	5	42	28	24	29
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	10	9	7	19	25	17	12	30	46	25
76* Malaisie	29	14	16	12	13	7	14	37	28	30
77 Costa Rica	13	7	6	13	6	3	26	31	49	46
78 Panama	15	10	10	28	1	1	22	21	52	40
79 Algérie	26	18	4	2	2	4	14	41	54	35
80 Brésil	14	12	19	37	13	7	36	21	18	23
81 Mexique	4	8	2	2	10	7	52	50	32	33
82 Chili	..	14	..	21	..	4	..	27	..	34
83 Afrique du Sud	6	5	7	1	9	6	37	52	41	36
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Portugal	15	17	10	20	28	11	26	25	21	27
86 Argentine	3	7	13	17	11	9	44	33	29	34
87 Yougoslavie	11	8	5	16	25	10	37	36	22	30
88 Uruguay	5	10	24	24	46	9	17	26	8	31
89 Iran	14	13	1	(.)	1	5	23	44	61	38
90 Iraq	..	12	..	(.)	..	3	..	54	..	31
91 Venezuela	18	12	1	1	10	5	36	46	35	36
92 Hong Kong	27	13	3	6	16	6	10	21	44	54
93 Trinité-et-Tobago	16	13	34	29	7	2	18	29	25	27
94 Grèce	11	10	8	21	16	7	44	38	21	24
95 Singapour	21	10	15	25	38	9	7	29	19	27
96 Israël	20	11	7	18	18	7	28	26	27	38
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	14 w	..	1 w	..	2 w	..	41 w	..	42 w
97 Libye	13	17	5	1	10	2	40	42	32	38
98 Arabie saoudite	..	13	..	1	..	2	..	41	..	43
99 Koweït	..	16	..	1	..	3	..	35	..	45
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	22 w	12 w	11 w	22 w	24 w	10 w	16 w	23 w	27 w	33 w
101 Irlande	18	12	12	12	11	5	21	29	38	42
102 Espagne	16	15	22	30	25	13	22	19	15	23
103 Italie	20	16	14	24	31	15	13	19	22	26
104 Nouvelle-Zélande	8	6	8	16	16	6	29	30	39	42
105 Royaume-Uni	36	15	11	12	27	10	8	26	18	37
106 Finlande	13	7	10	27	20	8	33	27	24	31
107 Australie	6	5	10	11	16	5	31	38	37	41
108 Japon	17	15	17	41	49	21	9	7	8	16
109 Canada	12	7	9	9	12	6	36	49	31	29
110 Autriche	16	7	10	12	20	9	29	30	25	42
111 Etats-Unis	24	9	10	29	25	8	10	26	31	28
112 Pays-Bas	18	15	13	20	14	7	22	22	33	36
113 France	25	12	17	22	25	9	14	22	19	35
114 Belgique	15	12	10	14	26	10	21	25	28	39
115 Norvège	12	8	9	15	13	7	36	32	30	38
116 Danemark	18	11	12	20	11	8	23	23	36	38
117 Suède	13	8	14	22	13	7	26	27	34	36
118 Rép. féd. d'Allemagne	26	13	8	20	28	10	10	19	28	38
119 Suisse	18	9	8	12	13	6	21	25	40	48
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	8	8	12	16	28	12	28	32	24	32
123 URSS	12	..	4	..	18	..	30	..	36	..
124 Tchécoslovaquie	..	11	..	18	..	14	..	36	..	21
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1961 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 11. Origine et destination des exportations de marchandises

Origine	Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)							
	Pays industriels à économie de marché		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement	
	1960	1980	1960	1980	1960	1980	1960	1980
<b>Pays à faible revenu</b>	51 w	51 w	21 w	4 w	1 w	5 w	27 w	40 w
<b>Chine et Inde</b>	39 w	49 w	36 w	5 w	(.) w	5 w	25 w	41 w
<b>Autres pays</b>	66 w	56 w	3 w	4 w	2 w	5 w	29 w	35 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	41	..	0	..	10	..	49
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	73	32	0	0	0	5	27	63
5 Bangladesh	..	48	..	10	..	1	..	41
6 Ethiopie	69	64	1	10	6	2	24	24
7 Népal	..	32	..	0	..	0	..	68
8 Somalie	85	17	0	0	(.)	68	15	15
9 Birmanie	23	31	3	1	(.)	1	74	67
10 Afghanistan	48	42	28	21	0	2	24	35
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	93	68	0	1	(.)	(.)	7	31
13 Burundi	..	85	..	2	..	(.)	..	13
14 Rwanda	..	93	..	0	..	(.)	..	7
15 Haute-Volta	4	86	0	0	0	0	96	14
16 Zaïre	89	45	(.)	(.)	(.)	(.)	11	55
17 Malawi	..	82	..	0	..	0	..	18
18 Mozambique	29	49	(.)	(.)	(.)	8	71	43
19 Inde	66	53	7	17	2	9	25	21
20 Haïti	98	97	(.)	0	0	0	2	3
21 Sri Lanka	75	46	3	5	0	8	22	41
22 Sierra Leone	99	100	0	0	0	0	1	(.)
23 Tanzanie	74	62	1	2	0	1	25	35
24 Chine	14	47	61	0	(.)	3	25	50
25 Guinée	63	80	18	0	(.)	2	19	18
26 Rép. centrafricaine	83	90	0	0	0	0	17	10
27 Pakistan	56	36	4	3	2	14	38	47
28 Ouganda	62	78	0	0	0	2	38	20
29 Bénin	90	87	2	0	0	0	8	13
30 Niger	74	96	0	0	0	1	26	3
31 Madagascar	79	78	1	4	(.)	0	20	18
32 Soudan	59	42	8	9	4	12	29	37
33 Togo	74	68	0	7	0	0	26	25
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	68 w	64 w	7 w	4 w	(.) w	2 w	25 w	30 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	68 w	74 w	4 w	1 w	(.) w	(.) w	28 w	25 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	68 w	57 w	9 w	6 w	(.) w	3 w	23 w	34 w
34 Ghana	88	70	7	15	(.)	(.)	5	15
35 Kenya	77	51	0	1	(.)	2	23	46
36 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
37 Yémen démocratique	42	61	(.)	(.)	2	8	56	31
38 Indonésie	54	80	11	1	(.)	(.)	42	19
39 Rép. ar. du Yémen	46	36	18	2	(.)	13	36	49
40 Mauritanie	89	94	0	0	0	1	11	5
41 Sénégal	89	70	0	0	0	(.)	11	30
42 Angola	64	51	2	0	0	1	34	48
43 Libéria	100	90	0	(.)	0	(.)	(.)	10
44 Honduras	77	85	0	0	0	(.)	23	15
45 Zambie	..	79	..	1	..	(.)	..	20
46 Bolivie	88	55	0	0	0	(.)	12	45
47 Egypte	26	73	33	7	2	1	39	19
48 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..
49 El Salvador	88	70	0	(.)	0	0	12	30
50 Cameroun	93	92	1	1	(.)	(.)	6	7
51 Thaïlande	47	58	2	2	3	4	48	36
52 Philippines	94	76	0	4	(.)	1	6	19
53 Nicaragua	91	66	(.)	1	0	(.)	9	33
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	92	..	1	..	0	..	7
55 Congo	93	72	0	0	0	(.)	7	28
56 Maroc	74	70	3	8	(.)	2	23	20
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	1	..	93	..	0	..	6	..
59 Pérou	84	72	(.)	3	0	(.)	16	25
60 Nigéria	95	95	1	(.)	0	(.)	4	5
61 Jamaïque	96	82	0	4	0	(.)	4	14
62 Guatemala	94	63	0	0	0	1	6	36
63 Côte d'Ivoire	84	81	0	3	0	(.)	16	16
64 Rép. dominicaine	92	90	0	(.)	1	0	7	10
65 Colombie	94	81	1	4	0	(.)	5	15
66 Equateur	91	64	1	2	0	0	8	34



Destination des exportations de marchandises (pourcentage du total)								
Origine	Pays industriels à économie de marché		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement	
	1960	1980	1960	1980	1960	1980	1960	1980
67 Paraguay	61	54	0	0	0	0	39	46
68 Tunisie	76	69	3	1	2	3	19	27
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	39	30	19	15	11	7	31	48
71 Jordanie	1	11	11	3	26	23	62	63
72 Liban	21	15	8	9	32	47	39	29
73 Turquie	71	60	12	15	(.)	4	17	21
74 Cuba	72	..	19	..	(.)	..	9	..
75 Rép. de Corée	89	67	0	(.)	0	9	11	23
76 Malaisie	58	61	7	3	0	1	35	35
77 Costa Rica	93	63	(.)	1	(.)	(.)	7	36
78 Panama	99	75	0	(.)	0	(.)	1	25
79 Algérie	93	96	0	1	(.)	(.)	7	3
80 Brésil	81	65	6	6	(.)	1	13	28
81 Mexique	93	85	(.)	(.)	0	(.)	7	15
82 Chili	91	67	(.)	(.)	(.)	2	9	31
83 Afrique du Sud	71	81	1	0	(.)	0	28	19
84 Roumanie	20	27	66	42	(.)	4	14	27
85 Portugal	56	82	2	2	(.)	(.)	42	16
86 Argentine	75	44	5	17	(.)	1	20	38
87 Yougoslavie	48	34	31	43	1	3	20	20
88 Uruguay	82	48	7	4	0	1	11	47
89 Iran	62	69	3	0	1	1	34	30
90 Iraq	85	61	1	(.)	(.)	(.)	14	39
91 Venezuela	62	64	0	(.)	0	0	38	36
92 Hong Kong	54	65	(.)	(.)	1	3	45	32
93 Trinité-et-Tobago	80	77	0	0	(.)	0	20	23
94 Grèce	65	59	21	7	1	11	13	23
95 Singapour	38	41	4	2	1	4	57	53
96 Israël	76	80	1	(.)	0	0	23	20
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>83 w</b>	<b>78 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>0 w</b>	<b>0 w</b>	<b>1 w</b>	<b>17 w</b>	<b>21 w</b>
97 Libye	67	84	7	(.)	0	(.)	26	16
98 Arabie saoudite	74	78	0	0	0	(.)	26	22
99 Koweït	91	78	0	0	0	4	9	18
100 Emirats arabes unis	..	78	..	(.)	..	2	..	20
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>67 w</b>	<b>69 w</b>	<b>3 w</b>	<b>3 w</b>	<b>(.) w</b>	<b>4 w</b>	<b>30 w</b>	<b>24 w</b>
101 Irlande	96	88	(.)	1	(.)	2	4	9
102 Espagne	80	62	2	2	(.)	5	18	31
103 Italie	65	67	4	3	2	7	29	23
104 Nouvelle-Zélande	95	67	1	5	(.)	1	4	27
105 Royaume-Uni	57	71	3	2	2	5	38	22
106 Finlande	69	68	19	20	(.)	1	12	11
107 Australie	75	61	3	6	1	3	21	30
108 Japon	45	48	2	3	2	7	51	42
109 Canada	90	85	1	3	(.)	1	9	11
110 Autriche	69	71	13	11	(.)	2	18	16
111 Etats-Unis	61	58	1	2	1	4	37	36
112 Pays-Bas	78	85	1	2	1	2	20	11
113 France	53	68	3	4	(.)	3	44	25
114 Belgique	79	85	2	2	1	1	18	12
115 Norvège	80	88	4	1	(.)	1	16	10
116 Danemark	83	83	4	2	(.)	2	13	13
117 Suède	79	79	4	4	(.)	2	17	15
118 Rép. féd. d'Allemagne	70	75	4	4	1	3	25	18
119 Suisse	72	72	3	3	1	3	24	22
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>19 w</b>	<b>..</b>	<b>59 w</b>	<b>..</b>	<b>(.) w</b>	<b>..</b>	<b>22 w</b>	<b>..</b>
120 Pologne	29	..	54	..	(.)	..	17	..
121 Bulgarie	13	..	80	..	(.)	..	7	..
122 Hongrie	22	..	61	..	(.)	..	17	..
123 URSS	18	..	51	..	(.)	..	31	..
124 Tchécoslovaquie	16	..	67	..	(.)	..	17	..
125 Rép. dém. allemande	19	..	68	..	(.)	..	13	..

# Tableau 12. Origine et destination des exportations de biens manufacturés

Origine	Destination des exportations de biens manufacturés (pourcentage du total)								Valeur des exportations de biens manufacturés (en millions de dollars)	
	Pays industriels à économie de marché		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement			
	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	58 <i>w</i>	43 <i>w</i>	4 <i>w</i>	7 <i>w</i>	2 <i>w</i>	3 <i>w</i>	36 <i>w</i>	47 <i>w</i>		
<b>Chine et Inde</b>	..	40 <i>w</i>	..	6 <i>w</i>	..	2 <i>w</i>	..	52 <i>w</i>		
<b>Autres pays</b>	63 <i>w</i>	55 <i>w</i>	1 <i>w</i>	12 <i>w</i>	1 <i>w</i>	3 <i>w</i>	35 <i>w</i>	30 <i>w</i>		
1 Kampuchea démocratique	30	21	1	0	0	0	69	79	1	2
2 Rép. dém. pop. lao	35	88	0	0	0	0	65	12	(.)	3
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	19	31	0	0	6	0	75	69	1	3
5 Bangladesh	..	49	..	13	..	(.)	..	38	..	437*
6 Ethiopie	47	74	1	2	1	2	51	22	2	2
7 Népal	..	68	..	0	..	0	..	32	..	28
8 Somalie	60	78	0	3	4	0	36	19	(.)	1
9 Birmanie	58	82	(.)	0	0	0	42	18	3	28*
10 Afghanistan	96	82	1	7	0	1	3	10	9	43
11 Viet Nam	9	3	0	58	0	1	91	38	1	297
12 Mali	34	29	(.)	0	0	0	66	71	(.)	2
13 Burundi	..	94	..	0	..	0	..	6	..	1
14 Rwanda	..	79	..	0	..	0	..	21	(.)	(.)
15 Haute-Volta	19	23	0	0	0	0	81	77	1	10
16 Zaïre	93	79	0	(.)	0	0	7	21	12	63
17 Malawi	..	43	..	0	..	0	..	57	..	8
18 Mozambique	..	67	..	0	..	6	..	27	..	3
19 Inde	56	58	5	10	2	6	37	26	630	3 729
20 Haïti	..	96	..	0	..	0	..	4	..	62
21 Sri Lanka	63	87	2	(.)	(.)	4	35	9	6	122
22 Sierra Leone	100	100	0	0	0	0	0	0	23	72
23 Tanzanie	85	68	0	0	(.)	0	15	32	20	86
24 Chine	..	27	..	3	..	(.)	..	70	..	5 311
25 Guinée	..	27	..	0	..	0	..	73	..	55
26 Rép. centrafricaine	74	74	2	0	0	0	24	26	3	35
27 Pakistan	45	57	1	7	2	6	52	30	97	1 140
28 Ouganda	..	100	..	0	..	0	..	0	..	2
29 Bénin	19	88	3	0	0	0	78	12	1	2
30 Niger	8	89	0	0	0	0	93	11	1	76
31 Madagascar	80	75	0	5	0	0	20	20	5	29
32 Soudan	35	65	0	30	11	0	54	5	(.)	3
33 Togo	44	41	0	1	0	(.)	56	58	1	17
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	50 <i>w</i>	63 <i>w</i>	4 <i>w</i>	5 <i>w</i>	1 <i>w</i>	3 <i>w</i>	45 <i>w</i>	29 <i>w</i>		
<b>Exportateurs de pétrole</b>	70 <i>w</i>	70 <i>w</i>	(.) <i>w</i>	3 <i>w</i>	2 <i>w</i>	2 <i>w</i>	28 <i>w</i>	25 <i>w</i>		
<b>Importateurs de pétrole</b>	46 <i>w</i>	62 <i>w</i>	5 <i>w</i>	5 <i>w</i>	1 <i>w</i>	3 <i>w</i>	48 <i>w</i>	30 <i>w</i>		
34 Ghana	38	59	11	(.)	1	0	50	41	12	12
35 Kenya	..	12	..	1	..	1	..	86	12	142
36 Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
37 Yémen démocratique	..	64	..	0	..	0	..	36	..	2
38 Indonésie	52	30	1	(.)	1	5	46	65	2	488
39 Rép. ar. du Yémen	..	1	..	0	..	45	..	54	..	2
40 Mauritanie	77	84	0	0	0	0	23	16	2	4
41 Sénégal	76	31	0	0	0	0	24	69	5	41
42 Angola	..	80	..	0	..	(.)	..	20	..	60
43 Libéria	100	98	0	0	0	0	0	2	3	139
44 Honduras	3	30	0	0	0	0	97	70	2	60
45 Zambie	..	9	..	0	..	0	..	91	..	7
46 Bolivie	82	80	0	0	0	0	18	20	4	23
47 Egypte	..	36	..	48	..	4	..	12	88	373
48 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..	..	16
49 El Salvador	1	5	0	0	0	0	99	95	18	251
50 Cameroun	25	63	0	0	0	0	75	37	4	67
51 Thaïlande	51	65	(.)	(.)	(.)	3	49	32	21	1 327
52 Philippines	91	80	0	(.)	(.)	1	9	19	26	1 596
53 Nicaragua	..	2	..	0	..	0	..	98	..	64
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	86	..	2	..	0	..	12	2	17
55 Congo	85	90	0	0	0	0	15	10	14	39
56 Maroc	49	67	2	4	(.)	4	49	25	28	460
57 Mongolie	..	(.)	..	54	..	0	..	46	..	33
58 Albanie	..	33	..	0	..	0	..	67	..	44
59 Pérou	53	42	0	2	0	(.)	47	56	5	205
60 Nigéria	91	94	0	(.)	0	0	9	6	34	148
61 Jamaïque	72	74	0	0	0	(.)	28	26	20	422
62 Guatemala	..	6	..	0	..	0	..	94	..	268
63 Côte d'Ivoire	58	41	0	0	0	(.)	42	59	2	212
64 Rép. dominicaine	..	95	..	0	..	0	..	5	..	194
65 Columbia	57	35	0	1	0	(.)	43	64	16	715
66 Equateur	46	23	0	0	0	0	54	77	2	39

Origine	Destination des exportations de biens manufacturés (pourcentage du total)								Valeur des exportations de biens manufacturés (en millions de dollars)	
	Pays industriels à économie de marché		Pays industriels à économie planifiée		Exportateurs de pétrole à revenu élevé		Pays en développement			
	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1962 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
67 Paraguay	83	36	0	0	0	0	17	64	4	34
68 Tunisie	59	82	0	1	8	4	33	13	10	605
69 Rép. dém. de Corée	..	5	..	45	..	9	..	41	..	242
70 Rép. arabe syrienne	..	13	..	17	..	31	..	39	21	125
71 Jordanie	..	(.)	..	0	..	48	..	52	1	97
72 Liban	..	9	..	(.)	..	59	..	32	8	402
73 Turquie	73	71	17	4	(.)	3	10	22	4	620
74 Cuba	..	39	..	12	..	0	..	49	..	39
75 Rép. de Corée	83	73	0	(.)	(.)	7	17	20	10	13 299
76 Malaisie	11	68	0	(.)	(.)	1	89	31	58	1 966
77 Costa Rica	..	13	..	0	..	(.)	..	87	..	228
78 Panama	24	15	0	0	0	1	76	84	1	26
79 Algérie	..	71	..	26	..	(.)	..	3	..	39
80 Brésil	54	49	2	1	0	1	44	49	39	5 876
81 Mexique	71	80	0	1	0	(.)	29	19	122	3 389
82 Chili	44	32	0	1	0	(.)	56	67	20	759
83 Afrique du Sud	..	82	..	(.)	..	(.)	..	18	318	5 166
84 Roumanie	..	36	..	11	..	1	..	52	..	5 712
85 Portugal	53	82	(.)	3	1	(.)	46	15	205	2 529
86 Argentine	61	39	3	6	(.)	1	36	54	39	1 888
87 Yougoslavie	31	34	28	44	1	3	40	19	344	4 841
88 Uruguay	..	56	..	1	..	0	..	43	..	375
89 Iran	64	82	1	6	7	5	28	7	33	597
90 Iraq	(.)	1	(.)	(.)	79	9	21	90	5	53
91 Venezuela	93	67	0	0	0	0	7	33	158	238
92 Hong Kong	62	83	0	(.)	1	2	37	15	642	10 804
93 Trinité-et-Tobago	34	91	0	0	0	(.)	66	9	13	157
94 Grèce	52	66	4	4	3	14	41	16	27	1 773
95 Singapour	5	48	0	1	(.)	3	95	48	328	7 372
96 Israël	66	78	2	1	0	0	32	21	184	3 654
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	13 w	..	(.) w	..	31 w	..	56 w		
97 Libye	68	62	0	1	0	0	32	37	(.)	69
98 Arabie saoudite	..	19	..	(.)	..	6	..	75	..	465
99 Koweït	..	6	..	0	..	45	..	49	..	975
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	62 w	67 w	3 w	4 w	2 w	4 w	33 w	25 w		
101 Irlande	76	92	0	1	(.)	1	24	6	134	4 080
102 Espagne	57	59	1	3	1	4	41	34	205	13 347
103 Italie	64	68	5	4	2	6	29	22	3 490	60 125
104 Nouvelle-Zélande	90	80	0	(.)	0	0	10	20	23	871
105 Royaume-Uni	57	69	3	2	2	4	38	25	8 947	69 884
106 Finlande	55	69	31	20	1	1	13	10	608	8 034
107 Australie	61	52	(.)	(.)	(.)	1	39	47	263	4 759
108 Japon	44	49	4	4	2	6	50	41	4 340	98 964
109 Canada	89	89	(.)	1	(.)	1	11	9	1 959	28 119
110 Autriche	65	69	16	14	1	1	17	16	931	12 928
111 Etats-Unis	47	59	(.)	1	2	5	51	35	13 957	118 774
112 Pays-Bas	76	81	2	3	2	2	20	14	2 443	33 849
113 France	58	65	4	5	(.)	3	38	27	5 317	74 222
114 Belgique	82	85	2	2	1	1	15	12	3 257	43 357
115 Norvège	79	72	2	3	(.)	1	19	24	442	5 428
116 Danemark	75	82	7	3	1	1	17	14	627	7 874
117 Suède	76	77	5	4	(.)	3	19	16	1 958	22 016
118 Rép. féd. d'Allemagne	73	72	3	5	1	3	23	20	11 623	149 844
119 Suisse	72	69	2	4	1	3	25	24	2 005	24 163
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	..	14 w	..	53 w	..	1 w	..	32 w		
120 Pologne	..	19	..	42	..	1	..	38	..	9 836
121 Bulgarie	..	5	..	57	..	3	..	35	..	4 926
122 Hongrie	..	23	..	58	..	1	..	18	..	5 441
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	25 456
124 Tchécoslovaquie	..	14	..	71	..	1	..	14	..	11 378
125 Rép. dém. allemande	..	9	..	41	..	1	..	49	..	11 412

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1963 et non à 1962. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 13. Balance des paiements et coefficient du service de la dette

	Balance des transactions courantes (millions de dollars)		Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage :			
	1970	1980 <sup>a</sup>	1970	1980	du PNB		des exportations de biens et de services	
					1970	1980	1970	1980 <sup>a</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>					<b>1,1 w</b>	<b>1,1 w</b>	<b>13,8 w</b>	<b>9,2 w</b>
Chine et Inde								
Autres pays					<b>1,5 w</b>	<b>1,9 w</b>	<b>9,9 w</b>	<b>9,5 w</b>
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	2	..	(.)	4	1,0	3,1	3,9	..
5 Bangladesh	-60	-755	..	37	..	0,7	..	5,6
6 Ethiopie	-32	-228	6	19	1,2	1,1	11,4	7,6
7 Népal	..	-53	(.)	2	0,3	0,2	..	1,5
8 Somalie	-5	-136	(.)	2	0,3	0,5	2,1	3,5
9 Birmanie	-64	-325	3	45	0,9	1,9	15,8	22,2
10 Afghanistan	..	..	9	23	2,5	..	..	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	-2	-99	(.)	4	0,2	0,8	1,2	3,6
13 Burundi	2	..	(.)	2	0,3	0,6	..	..
14 Rwanda	6	-68	(.)	1	0,2	0,2	1,4	1,1
15 Haute-Volta	9	..	(.)	7	0,6	1,2	4,0	..
16 Zaïre	-64	..	9	153	2,1	5,8	4,4	..
17 Malawi	-35	-139	3	32	1,9	4,5	7,0	18,4
18 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..
19 Inde	-394	-3 163	189	362	0,9	0,6	20,9	8,9
20 Haïti	2	-77	(.)	5	1,0	1,1	5,8	4,2
21 Sri Lanka	-59	-664	12	32	2,0	2,0	10,3	6,0
22 Sierra Leone	-16	-168	2	8	2,9	4,2	10,1	18,4
23 Tanzanie	-35	-548	6	31	1,2	1,0	8,2	7,3
24 Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
25 Guinée	..	..	4	23	2,4	6,1	..	..
26 Rép. centrafricaine	-11	7	(.)	2	1,1	1,0	3,3	4,5
27 Pakistan	-667	-928	76	242	1,9	2,4	23,6	11,3
28 Ouganda	20	-18	4	3	0,6	0,3	3,4	11,9
29 Bénin	-1	..	(.)	2	0,7	0,6	2,2	..
30 Niger	(.)	..	1	16	0,6	2,2	3,8	2,3
31 Madagascar	10	-433	2	26	0,8	1,8	3,5	7,4
32 Soudan	-42	-196	13	16	1,7	1,8	10,7	14,4
33 Togo	3	..	1	54	0,9	14,4	3,0	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>					<b>1,6 w</b>	<b>2,9 w</b>	<b>9,9 w</b>	<b>13,0 w</b>
Exportateurs de pétrole					<b>1,8 w</b>	<b>3,8 w</b>	<b>10,5 w</b>	<b>14,5 w</b>
Importateurs de pétrole					<b>1,4 w</b>	<b>2,4 w</b>	<b>9,6 w</b>	<b>11,9 w</b>
34 Ghana	-68	-91	12	28	1,1	0,6	5,2	6,0
35 Kenya	-39	-985	11	100	1,7	2,6	5,3	8,8
36 Lesotho	..	..	(.)	1	0,4	0,8	..	..
37 Yémen démocratique	-4	-35	..	7	..	1,5	..	1,5
38 Indonésie	-310	2 872	24	824	0,9	2,7	6,9	8,0
39 Rép. ar. du Yémen	..	-478	..	5	..	0,6	..	1,1
40 Mauritanie	-5	-116	(.)	13	2,0	5,9	3,2	32,9
41 Sénégal	-16	..	2	57	0,8	6,9	2,7	..
42 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Libéria	..	..	6	27	5,5	4,2	..	..
44 Honduras	-64	-321	3	55	0,8	3,9	2,8	9,9
45 Zambie	108	-508	23	98	3,2	9,5	5,6	24,4
46 Bolivie	-22	-115	6	157	2,3	4,7	11,0	25,9
47 Egypte	-154	-489	38	490	4,1	6,9	28,7	18,9
48 Zimbabwe	-13	-255	5	10	0,6	0,9	..	2,6
49 El Salvador	8	-86	4	24	0,9	1,2	3,6	3,5
50 Cameroun	-30	-129	4	103	0,8	3,1	3,2	7,7
51 Thaïlande	-250	-2 280	16	267	0,6	1,3	3,4	5,2
52 Philippines	-48	-2 046	25	342	1,4	1,6	7,5	7,0
53 Nicaragua	-39	160	7	38	3,2	3,7	11,1	14,5
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	-267	1	30	0,1	2,6	..	5,9
55 Congo	-65	-172	3	39	3,3	6,1	8,9	9,3
56 Maroc	-124	-1 416	23	618	1,5	6,5	7,7	27,5
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	240	618	44	547	2,1	8,1	11,6	31,3
60 Nigéria	-368	2 915	20	394	0,7	0,5	4,2	1,9
61 Jamaïque	-153	-174	8	107	1,1	7,9	2,5	12,8
62 Guatemala	-8	-163	6	31	1,4	0,8	7,4	3,5
63 Côte d'Ivoire	-37	-1 742	11	296	2,8	8,2	6,8	23,9
64 Rép. dominicaine	-102	-341	4	97	0,8	2,3	4,5	21,5
65 Colombie	293	-25	44	282	1,7	1,7	11,6	9,6
66 Equateur	-113	-575	7	230	1,5	3,8	9,1	14,0

	Balance des transactions courantes (millions de dollars)		Versements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure (millions de dollars)		Service de la dette en pourcentage :			
					du PNB		des exportations de biens et de services	
	1970	1980 <sup>a</sup>	1970	1980	1970	1980	1970	1980 <sup>a</sup>
67 Paraguay	-17	-282	4	35	1,8	1,8	11,8	11,3
68 Tunisie	-53	-324	18	191	4,5	4,7	18,5	12,2
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	-69	-640	6	95	2,0	3,2	11,0	14,5
71 Jordanie	-17	374	2	58	..	3,9	3,6	5,4
72 Liban	..	..	1	6	0,2	..	..	..
73 Turquie	-70	-2 762	42	589	1,3	1,7	16,3	15,8
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	-623	-5 326	70	1 310	3,1	4,9	19,4	12,2
76 Malaisie	8	-470	21	208	1,7	1,4	3,6	2,3
77 Costa Rica	-74	-655	7	125	2,9	4,3	9,9	16,4
78 Panama	-64	-288	7	253	3,0	14,3	7,7	18,4
79 Algérie	-126	239	10	1 305	0,9	9,5	3,2	24,9
80 Brésil	-837	-12 871	133	4 142	0,9	3,4	12,5	34,0
81 Mexique	-1 060	-7 466	216	3 844	2,1	4,9	24,1	31,9
82 Chili	-91	-1 784	78	494	3,1	5,2	18,9	22,9
83 Afrique du Sud	-1 215	3 519	..	..	..	..	..	..
84 Roumanie	..	-2 420	..	..	..	..	..	..
85 Portugal	70	-1 076	29	445	1,4	4,1	..	10,1
86 Argentine	-158	-4 700	121	827	1,9	1,4	21,5	16,6
87 Yougoslavie	-348	-2 292	72	248	1,8	0,9	8,3	3,4
88 Uruguay	-45	-709	16	98	2,6	1,9	25,3	11,8
89 Iran	-507	..	85	..	3,0	..	12,2	..
90 Iraq	101	..	9	..	0,9	..	2,2	..
91 Venezuela	-104	4 240	40	1 229	0,7	4,9	2,9	13,2
92 Hong Kong	..	..	..	29	..	0,3	..	..
93 Trinité-et-Tobago	-80	-39	6	45	1,9	1,5	4,4	2,2
94 Grèce	-405	-2 218	41	408	1,0	2,1	7,1	9,4
95 Singapour	-572	-1 577	6	105	0,6	2,5	0,6	1,1
96 Israël	-613	-876	13	562	0,7	5,9	2,6	11,8

**Exportateurs de pétrole à revenu élevé**

97 Libye	645	7 364	..	..	..	..	..	..
98 Arabie saoudite	71	39 799	..	..	..	..	..	..
99 Koweït	..	15 799	..	..	..	..	..	..
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..

**Pays industriels à économie de marché<sup>b</sup>**

101 Irlande	-189	-1 311	..	..	..	..	..	..
102 Espagne	79	-4 635	..	..	..	..	..	..
103 Italie	902	9 958	..	..	..	..	..	..
104 Nouvelle-Zélande	-29	-678	..	..	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	1 881	6 088	..	..	..	..	..	..
106 Finlande	-239	-1 399	..	..	..	..	..	..
107 Australie	-832	-4 273	..	..	..	..	..	..
108 Japon	1 980	-10 737	..	..	..	..	..	..
109 Canada	1 078	-1 639	..	..	..	..	..	..
110 Autriche	-23	-3 619	..	..	..	..	..	..
111 Etats-Unis	2 357	3 722	..	..	..	..	..	..
112 Pays-Bas	-520	-2 760	..	..	..	..	..	..
113 France	72	-7 786	..	..	..	..	..	..
114 Belgique	715	-5 868	..	..	..	..	..	..
115 Norvège	-242	1 009	..	..	..	..	..	..
116 Danemark	-544	-2 524	..	..	..	..	..	..
117 Suède	-266	-5 242	..	..	..	..	..	..
118 Rép. féd. d'Allemagne	850	-15 800	..	..	..	..	..	..
119 Suisse	70	-552	..	..	..	..	..	..

**Pays industriels à économie planifiée<sup>b</sup>**

120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. b. Voir notes techniques.

# Tableau 14. Flux de capitaux extérieurs

Capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat (millions de dollars)							Investissement direct privé net (millions de dollars)	
Entrées brutes		Remboursement du principal		Entrées nettes		1970	1980 <sup>a</sup>	
1970	1980	1970	1980	1970	1980			
<b>Pays à faible revenu</b>								
<b>Chine et Inde</b>								
<b>Autres pays</b>								
1	Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..
2	Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..
3	Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..
4	Tchad	6	9	2	12	4	-3	1
5	Bangladesh	..	597	..	40	..	557	..
6	Ethiopie	27	132	15	16	12	116	4
7	Népal	1	55	2	2	-1	53	..
8	Somalie	4	114	(.)	5	4	109	5
9	Birmanie	16	281	18	64	-2	217	..
10	Afghanistan	31	113	15	157	16	-44	..
11	Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..
12	Mali	21	85	(.)	7	21	78	..
13	Burundi	1	43	(.)	4	1	39	..
14	Rwanda	(.)	34	(.)	1	(.)	33	(.)
15	Haute-Volta	2	79	2	9	(.)	70	1
16	Zaïre	31	198	28	155	3	43	42
17	Malawi	38	160	3	35	35	125	9
18	Mozambique	..	..	..	..	..	..	..
19	Inde	890	2 477	307	636	583	1 841	6
20	Haïti	4	55	4	11	(.)	44	3
21	Sri Lanka	61	296	27	49	34	247	(.)
22	Sierra Leone	8	88	10	34	-2	54	8
23	Tanzanie	50	210	10	20	40	190	..
24	Chine	..	..	..	..	..	..	..
25	Guinée	90	122	10	72	80	50	..
26	Rép. centrafricaine	2	43	2	6	(.)	37	1
27	Pakistan	484	1 199	114	363	370	832	31
28	Ouganda	26	169	4	37	22	132	4
29	Bénin	2	84	1	4	1	80	7
30	Niger	12	177	1	23	11	154	1
31	Madagascar	10	438	5	34	5	404	10
32	Soudan	54	749	22	132	32	617	..
33	Togo	5	222	2	97	3	125	1
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>								
<b>Exportateurs de pétrole</b>								
<b>Importateurs de pétrole</b>								
34	Ghana	40	129	12	48	28	81	8
35	Kenya	30	414	15	79	15	335	14
36	Lesotho	(.)	22	(.)	3	(.)	19	..
37	Yémen démocratique	1	101	..	6	1	95	..
38	Indonésie	441	2 592	59	953	382	1 639	83
39	Rép. ar. du Yémen	..	399	..	13	..	386	..
40	Mauritanie	4	153	3	17	1	136	1
41	Sénégal	15	283	5	123	10	160	5
42	Angola	..	..	..	..	..	..	..
43	Libéria	7	90	12	16	-5	74	..
44	Honduras	29	180	3	39	26	141	8
45	Zambie	351	517	32	237	319	280	..
46	Bolivie	54	439	17	117	37	322	-76
47	Egypte	302	2 982	247	1 246	55	1 736	..
48	Zimbabwe	(.)	130	5	34	-5	96	..
49	El Salvador	8	124	6	17	2	107	4
50	Cameroun	28	571	4	79	24	492	16
51	Thaïlande	55	1 329	23	168	32	1 162	43
52	Philippines	132	1 390	73	220	59	1 170	-29
53	Nicaragua	44	269	17	39	27	230	15
54	Papouasie-Nouvelle-Guinée	25	134	(.)	35	25	99	..
55	Congo	35	230	6	58	29	172	..
56	Maroc	163	1 567	36	573	127	994	20
57	Mongolie	..	..	..	..	..	..	..
58	Albanie	..	..	..	..	..	..	..
59	Pérou	148	1 231	101	954	47	277	-70
60	Nigéria	62	1 526	36	84	26	1 442	205
61	Jamaïque	15	200	6	82	9	118	161
62	Guatemala	37	93	20	33	17	60	29
63	Côte d'Ivoire	77	1 426	27	534	50	892	31
64	Rép. dominicaine	38	382	7	61	31	321	72
65	Colombie	235	1 005	75	264	160	741	39
66	Equateur	42	749	16	179	26	570	89

	Capitaux à moyen et à long terme empruntés ou garantis par l'Etat (millions de dollars)						Investissement direct privé net (millions de dollars)	
	Entrées brutes		Remboursement du principal		Entrées nettes		1970	1980 <sup>a</sup>
	1970	1980	1970	1980	1970	1980		
67 Paraguay	15	158	7	44	8	114	4	31
68 Tunisie	87	431	45	222	42	209	16	234
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	59	509	30	297	29	212	..	..
71 Jordanie	14	307	3	76	11	231	..	31
72 Liban	12	109	2	7	10	102	..	..
73 Turquie	328	2 222	128	399	200	1 823	58	89
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	440	3 548	198	1 452	242	2 096	66	-5
76 Malaisie	43	358	45	118	-2	240	94	928
77 Costa Rica	30	398	21	75	9	323	26	13
78 Panama	67	387	24	210	43	177	33	40
79 Algérie	292	3 401	33	2 405	259	996	45	315
80 Brésil	883	6 039	255	3 769	628	2 270	407	1 568
81 Mexique	772	8 551	476	4 048	296	4 503	323	1 852
82 Chili	397	869	163	915	234	-46	-79	194
83 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	145	-494
84 Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..
85 Portugal	18	1 371	63	538	-45	833	50	102
86 Argentine	487	2 805	342	1 160	145	1 645	11	741
87 Yougoslavie	180	1 334	168	367	12	967	..	..
88 Uruguay	38	224	47	90	-9	134	..	289
89 Iran	940	..	235	..	705	..	25	..
90 Iraq	63	..	18	..	45	..	24	..
91 Venezuela	224	2 856	42	1 733	182	1 123	-23	55
92 Hong Kong	(.)	131	(.)	36	(.)	95	..	..
93 Trinité-et-Tobago	8	106	10	35	-2	71	83	94
94 Grèce	164	1 587	61	483	103	1 104	50	74
95 Singapour	58	190	6	160	52	30	93	1 454
96 Israël	410	3 106	25	631	385	2 475	40	-85

**Exportateurs de pétrole  
à revenu élevé**

97 Libye	..	..	..	..	..	..	139	-319
98 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	20	-3 367
99 Koweït	..	..	..	..	..	..	..	-436
100 Emirats arabes unis	..	..	..	..	..	..	..	..

**Pays Industriels à économie  
de marché<sup>b</sup>**

101 Irlande	..	..	..	..	..	..	32	337
102 Espagne	..	..	..	..	..	..	179	1 182
103 Italie	..	..	..	..	..	..	496	-160
104 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	22	77
105 Royaume-Uni	..	..	..	..	..	..	-440	-1 221
106 Finlande	..	..	..	..	..	..	-34	-102
107 Australie	..	..	..	..	..	..	787	1 641
108 Japon	..	..	..	..	..	..	-261	-2 121
109 Canada	..	..	..	..	..	..	566	-2 373
110 Autriche	..	..	..	..	..	..	84	139
111 Etats-Unis	..	..	..	..	..	..	-6 130	-7 757
112 Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	-14	-1 447
113 France	..	..	..	..	..	..	248	226
114 Belgique	..	..	..	..	..	..	-290	-3 410
115 Norvège	..	..	..	..	..	..	32	-194
116 Danemark	..	..	..	..	..	..	75	89
117 Suède	..	..	..	..	..	..	-105	-368
118 Rép. féd. d'Allemagne	..	..	..	..	..	..	-290	-3 410
119 Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..

**Pays Industriels à économie  
planifiée<sup>b</sup>**

120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. b. Voir notes techniques.

# Tableau 15. Dette publique extérieure et réserves internationales

	Encours de la dette publique extérieure				Réserves internationales brutes		
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		Millions de dollars		En mois d'importations 1980 <sup>a</sup>
	1970	1980	1970	1980 <sup>a</sup>	1970	1980 <sup>a</sup>	
<b>Pays à faible revenu</b>			<b>15,6 w</b>	<b>19,2 w</b>			<b>5,3 w</b>
Chine et Inde			..	..			7,2 w
Autres pays			16,5 w	31,4 w			2,1 w
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	32	159	11,8	31,7	2	11	..
5 Bangladesh	..	3 495	..	30,8	..	329	1,4
6 Ethiopie	169	728	9,5	17,8	72	263	3,6
7 Népal	3	177	0,3	8,7	95	277	7,8
8 Somalie	77	688	24,4	45,3	21	27	0,6
9 Birmanie	101	1 517	4,7	26,1	98	408	5,4
10 Afghanistan	454	1 094	48,2	..	50	943	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	238	621	88,1	43,8	1	26	0,4
13 Burundi	7	137	3,1	15,6	15	105	..
14 Rwanda	2	158	0,9	15,1	8	186	5,8
15 Haute-Volta	21	323	6,3	24,4	36	73	..
16 Zaïre	311	4 190	17,6	78,5	189	381	..
17 Malawi	122	634	39,1	42,6	29	75	1,6
18 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..
19 Inde	7 936	17 358	14,9	10,0	1 023	12 007	8,3
20 Haïti	40	258	10,3	18,5	4	28	0,7
21 Sri Lanka	317	1 337	16,1	32,5	43	282	1,5
22 Sierra Leone	59	344	14,3	34,3	39	31	1,3
23 Tanzanie	248	1 360	19,4	27,6	65	20	0,2
24 Chine	..	..	..	..	..	10 144	6,2
25 Guinée	314	1 074	51,7	68,6	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	19	155	11,2	21,3	1	61	2,5
27 Pakistan	3 059	8 775	30,5	34,7	194	1 569	2,8
28 Ouganda	128	669	9,8	4,8	57	17	0,5
29 Bénin	41	262	16,0	23,4	16	14	..
30 Niger	32	399	8,7	22,1	19	132	2,1
31 Madagascar	93	1 035	10,8	31,6	37	5	0,1
32 Soudan	308	3 097	15,3	37,2	22	48	0,4
33 Togo	40	907	16,0	86,7	35	84	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>			<b>11,8 w</b>	<b>17,4 w</b>			<b>4,1 w</b>
Exportateurs de pétrole			14,0 w	21,3 w			4,6 w
Importateurs de pétrole			10,7 w	15,4 w			3,8 w
34 Ghana	489	1 011	22,6	8,0	58	344	2,9
35 Kenya	313	1 745	20,3	25,5	220	539	2,1
36 Lesotho	8	71	7,8	11,1	..	..	..
37 Yémen démocratique	1	499	..	58,6	60	257	5,6
38 Indonésie	2 443	14 940	27,1	22,5	160	6 800	4,2
39 Rép. ar. du Yémen	..	836	..	27,1	..	1 289	6,8
40 Mauritanie	27	714	16,8	139,7	3	146	3,2
41 Sénégal	98	906	11,6	34,9	22	25	..
42 Angola	..	..	..	..	..	..	..
43 Libéria	158	537	49,6	52,8	..	4	..
44 Honduras	90	892	12,8	36,9	20	161	1,5
45 Zambie	581	1 815	34,6	51,2	515	207	1,3
46 Bolivie	479	2 124	47,1	36,4	46	554	5,4
47 Egypte	1 644	13 054	23,8	51,7	165	2 478	3,0
48 Zimbabwe	233	698	15,8	13,8	59	373	2,4
49 El Salvador	88	509	8,6	15,3	63	384	3,6
50 Cameroun	131	2 002	12,1	34,0	81	206	0,9
51 Thaïlande	328	4 063	5,0	12,4	911	3 028	3,3
52 Philippines	633	6 402	9,0	18,2	255	3 977	4,6
53 Nicaragua	155	1 698	20,7	83,0	50	..	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	36	507	5,8	20,3	..	459	3,6
55 Congo	143	898	54,4	77,4	9	91	0,9
56 Maroc	711	7 098	18,0	38,6	141	811	1,7
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	856	6 204	12,6	33,7	338	2 805	6,9
60 Nigéria	478	4 997	6,4	5,5	223	10 642	5,8
61 Jamaïque	154	1 299	11,5	54,1	139	105	0,7
62 Guatemala	106	541	5,7	6,9	80	752	4,3
63 Côte d'Ivoire	256	4 265	18,3	41,9	119	43	0,4
64 Rép. dominicaine	212	1 186	14,5	17,5	32	278	2,2
65 Colombie	1 249	4 090	18,1	12,6	207	6 476	13,7
66 Equateur	217	2 655	13,5	24,4	85	1 254	4,3



	Encours de la dette publique extérieure				Réserves internationales brutes		
	Millions de dollars		En pourcentage du PNB		Millions de dollars		En mois d'importations 1980 <sup>a</sup>
	1970	1980	1970	1980 <sup>a</sup>	1970	1980 <sup>a</sup>	
67 Paraguay	112	634	19,1	14,5	18	785	9,6
68 Tunisie	541	2 955	38,2	33,9	60	703	2,2
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne	232	2 493	12,8	20,1	57	826	2,0
71 Jordanie	118	1 266	..	37,4	258	1 744	6,1
72 Liban	64	194	4,2	..	405	7 023	..
73 Turquie	1 854	13 216	14,4	22,4	440	3 497	4,6
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	1 797	16 274	20,9	28,8	610	3 101	1,3
76 Malaisie	390	3 103	10,0	13,7	667	5 755	4,7
77 Costa Rica	134	1 585	13,8	34,3	16	198	1,3
78 Panama	194	2 276	19,0	70,1	16	117	0,6
79 Algérie	937	15 073	19,3	38,7	352	7 050	5,7
80 Brésil	3 232	37 824	7,2	16,4	1 190	6 877	1,9
81 Mexique	3 206	33 490	9,7	20,6	756	4 046	1,5
82 Chili	2 066	4 885	26,2	18,0	392	4 126	6,2
83 Afrique du Sud	..	..	..	..	1 057	7 888	3,7
84 Roumanie	..	..	..	..	..	2 510	..
85 Portugal	485	5 610	7,2	23,6	1 565	13 865	15,2
86 Argentine	1 878	10 285	7,6	7,2	682	9 295	6,7
87 Yougoslavie	1 198	4 541	8,8	6,6	144	2 480	1,4
88 Uruguay	269	1 040	11,1	10,7	186	2 796	14,5
89 Iran	2 193	..	20,8	..	217	17 205	..
90 Iraq	274	..	8,8	..	472	..	..
91 Venezuela	728	10 867	6,6	18,0	1 047	13 360	8,9
92 Hong Kong	2	436	0,1	1,9	..	..	..
93 Trinité-et-Tobago	101	492	12,5	9,0	43	2 810	11,6
94 Grèce	905	4 541	8,9	10,9	318	3 394	3,5
95 Singapour	152	1 369	7,9	12,8	1 012	6 567	3,0
96 Israël	2 274	12 633	41,3	62,2	451	4 053	3,5
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>							
	..	..	..	..	..	..	5,8 w
97 Libye	..	..	..	..	1 596	14 906	10,2
98 Arabie saoudite	..	..	..	..	670	26 131	4,8
99 Koweït	..	..	..	..	209	5 426	6,1
100 Emirats arabes Unis	..	..	..	..	..	2 357	..
<b>Pays industriels à économie de marché<sup>b</sup></b>							
	..	..	..	..	..	..	4,8 w
101 Irlande	..	..	..	..	698	3 073	3,0
102 Espagne	..	..	..	..	1 851	20 475	6,0
103 Italie	..	..	..	..	5 547	62 443	6,5
104 Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	258	365	0,6
105 Royaume-Uni	..	..	..	..	2 918	31 758	2,5
106 Finlande	..	..	..	..	456	2 453	1,6
107 Australie	..	..	..	..	1 709	6 365	2,6
108 Japon	..	..	..	..	4 876	38 921	2,8
109 Canada	..	..	..	..	4 732	15 461	2,3
110 Autriche	..	..	..	..	1 806	17 725	6,5
111 Etats-Unis	..	..	..	..	15 237	171 414	6,2
112 Pays-Bas	..	..	..	..	3 362	37 548	4,6
113 France	..	..	..	..	5 199	75 592	5,4
114 Belgique	..	..	..	..	2 947	27 836	3,5
115 Norvège	..	..	..	..	813	6 744	3,0
116 Danemark	..	..	..	..	488	4 347	2,0
117 Suède	..	..	..	..	775	6 996	2,0
118 Rép. féd. d'Allemagne	..	..	..	..	13 879	104 120	5,1
119 Suisse	..	..	..	..	5 317	64 750	18,3
<b>Pays industriels à économie planifiée<sup>b</sup></b>							
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1979 et non à 1980. b. Voir notes techniques.

**Table 16. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP**

	Flux nets									
	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981*
<b>OCDE</b>	<b>Millions de dollars</b>									
103 Italie	77	60	147	182	226	198	376	273	683	670
104 Nouvelle-Zélande	..	..	14	66	53	53	55	67	72	67
105 Royaume-Uni	407	472	500	904	885	1 114	1 465	2 105	1 851	2 194
106 Finlande	..	2	7	48	51	49	55	86	110	135
107 Australie	59	119	212	552	377	400	588	620	667	649
108 Japon	105	244	458	1 148	1 105	1 424	2 215	2 637	3 353	3 170
109 Canada	75	96	337	880	887	991	1 060	1 026	1 075	1 187
110 Autriche	..	10	11	79	50	108	154	127	178	317
111 Etats-Unis	2 702	4 023	3 153	4 161	4 360	4 682	5 663	4 684	7 138	5 760
112 Pays-Bas	35	70	196	608	728	908	1 074	1 404	1 630	1 510
113 France	823	752	971	2 093	2 146	2 267	2 705	3 370	4 162	4 022
114 Belgique	101	102	120	378	340	371	536	631	595	574
115 Norvège	5	11	37	184	218	295	355	429	486	467
116 Danemark	5	13	59	205	214	258	388	448	474	405
117 Suède	7	38	117	566	608	779	783	956	962	916
118 Rép. féd. d'Allemagne	223	456	599	1 689	1 593	1 717	2 347	3 350	3 567	3 182
119 Suisse	4	12	30	104	112	119	173	207	253	236
Total	4 628	6 478	6 967	13 847	13 953	15 733	19 992	22 420	27 256	25 461
<b>OCDE</b>	<b>En pourcentage du PNB du pays donneur</b>									
103 Italie	0,22	0,10	0,16	0,11	0,13	0,10	0,14	0,08	0,17	0,19
104 Nouvelle-Zélande	..	..	0,23	0,52	0,41	0,39	0,34	0,33	0,33	0,29
105 Royaume-Uni	0,56	0,47	0,41	0,39	0,39	0,45	0,46	0,51	0,35	0,43
106 Finlande	..	0,02	0,06	0,18	0,17	0,16	0,16	0,21	0,23	0,28
107 Australie	0,37	0,53	0,59	0,65	0,41	0,42	0,55	0,52	0,48	0,41
108 Japon	0,24	0,27	0,23	0,23	0,20	0,21	0,23	0,26	0,32	0,28
109 Canada	0,19	0,19	0,41	0,54	0,46	0,50	0,52	0,46	0,43	0,43
110 Autriche	..	0,11	0,07	0,21	0,12	0,22	0,27	0,19	0,23	0,48
111 Etats-Unis	0,53	0,58	0,32	0,27	0,26	0,25	0,27	0,20	0,27	0,20
112 Pays-Bas	0,31	0,36	0,61	0,75	0,83	0,86	0,82	0,93	1,03	1,08
113 France	1,35	0,76	0,66	0,62	0,62	0,60	0,57	0,59	0,64	0,71
114 Belgique	0,88	0,60	0,46	0,59	0,51	0,46	0,55	0,56	0,50	0,59
115 Norvège	0,11	0,16	0,32	0,66	0,70	0,83	0,90	0,93	0,85	0,82
116 Danemark	0,09	0,13	0,38	0,58	0,56	0,60	0,75	0,75	0,73	0,73
117 Suède	0,05	0,19	0,38	0,82	0,82	0,99	0,90	0,94	0,79	0,83
118 Rép. féd. d'Allemagne	0,31	0,40	0,32	0,40	0,36	0,33	0,37	0,44	0,43	0,46
119 Suisse	0,04	0,09	0,15	0,19	0,19	0,19	0,20	0,21	0,24	0,24
<b>OCDE</b>	<b>En monnaie nationale</b>									
103 Italie (milliards de liras)	48	38	92	119	188	175	319	227	585	762
104 Nouvelle-Zélande (millions de dollars)	..	..	13	54	53	55	53	65	74	77
105 Royaume-Uni (millions de livres)	145	168	208	407	490	638	763	992	796	1 082
106 Finlande (millions de marks)	..	6	29	177	197	197	226	335	410	583
107 Australie (millions de dollars)	53	106	189	421	308	361	514	555	585	565
108 Japon (milliards de yen)	38	88	165	341	328	382	466	578	760	699
109 Canada (millions de dollars)	73	104	353	895	875	1 054	1 209	1 202	1 257	1 423
110 Autriche (millions de schillings)	..	260	286	1 376	897	1 785	2 236	1 698	2 303	5 050
111 Etats-Unis (millions de dollars)	2 702	4 023	3 153	4 161	4 360	4 682	5 663	4 684	7 138	5 760
112 Pays-Bas (millions de florins)	133	253	710	1 538	1 925	2 229	2 324	2 816	3 241	3 768
113 France (millions de francs)	4 063	3 713	5 393	8 971	10 257	11 139	12 207	14 338	17 589	21 858
114 Belgique (millions de francs)	5 050	5 100	6 000	13 903	13 126	13 298	16 880	18 500	17 400	21 318
115 Norvège (millions de couronnes)	36	78	264	962	1 190	1 570	1 861	2 172	2 400	2 680
116 Danemark (millions de couronnes)	35	90	443	1 178	1 294	1 549	2 140	2 357	2 671	2 885
117 Suède (millions de couronnes)	36	196	605	2 350	2 648	3 491	3 538	4 098	4 069	4 638
118 Rép. féd. d'Allemagne (millions de deutsche mark)	937	1 824	2 192	4 155	4 011	3 987	4 714	6 140	6 484	7 195
119 Suisse (millions de francs)	17	52	131	268	280	286	309	344	412	463
<b>OCDE</b>	<b>Résumé</b>									
APD (milliards de dollars EU, prix nominaux)	4,6	6,5	7,0	13,8	14,0	15,7	20,0	22,4	27,3	25,5
APD en pourcentage du PNB	0,51	0,49	0,34	0,36	0,33	0,33	0,35	0,35	0,38	0,35
APD (milliards de dollars EU, prix constants de 1978)	13,1	16,7	14,9	17,9	17,4	18,0	20,0	20,4	22,7	21,2
PNB (trillions de dollars EU, prix nominaux)	0,9	1,3	2,0	3,9	4,2	4,7	5,7	6,5	7,2	7,2
Déflateur de l'APD <sup>a</sup>	0,35	0,39	0,47	0,77	0,80	0,87	1,00	1,10	1,20	1,20

	Flux nets					
	1975	1976	1977	1978	1979	1980 <sup>e</sup>
<b>OPEP</b>	<b>Millions de dollars</b>					
60 Nigéria	14	83	65	38	30	42
79 Algérie	41	54	47	44	272	83
89 Iran	593	753	221	278	25	3
90 Iraq	218	232	61	172	847	829
91* Venezuela	31	103	52	109	83	130
97 Libye	261	94	115	160	105	281
98 Arabie saoudite	1 997	2 415	2 410	1 719	2 298	3 040
99 Koweït	976	621	1 517	1 270	1 055	1 188
100 Emirats arabes unis	1 046	1 059	1 238	717	1 115	1 062
Qatar	339	195	197	106	277	319
Total OPAEP <sup>d</sup>	4 878	4 670	5 585	4 186	5 968	6 803
Total OPEP	5 516	5 609	5 923	4 611	6 106	6 978
<b>OPEP</b>	<b>En pourcentage du PNB du pays donneur</b>					
60 Nigéria	0,04	0,19	0,13	0,07	0,04	0,05
79 Algérie	0,28	0,37	0,29	0,22	1,08	0,27
89 Iran	1,12	1,16	0,29	0,37	0,03	0,00
90 Iraq	1,65	1,45	0,33	0,76	2,53	2,12
91 Venezuela	0,11	0,33	0,14	0,27	0,17	0,22
97 Libye	2,31	0,63	0,65	0,93	0,45	0,92
98 Arabie saoudite	5,62	5,15	4,10	2,64	3,01	2,60
99 Koweït	8,11	4,56	10,02	7,37	4,09	3,88
100 Emirats arabes unis	11,68	9,21	8,49	5,05	5,87	3,96
Qatar	15,62	7,95	7,91	3,57	5,89	4,80
Total OPAEP <sup>d</sup>	4,99	3,89	3,88	2,64	2,90	2,83
Total OPEP	2,59	2,16	1,94	1,39	1,51	1,47

	Flux bilatéral net vers les pays à faible revenu								
	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<b>OCDE</b>	<b>En pourcentage du PNB du pays donneur</b>								
103* Italie	0,03	0,04	0,06	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01
104 Nouvelle-Zélande	..	..	..	0,14	0,06	0,04	0,03	0,02	0,02
105 Royaume-Uni	0,22	0,23	0,15	0,11	0,14	0,11	0,15	0,16	0,11
106 Finlande	..	..	..	0,06	0,07	0,06	0,04	0,06	0,08
107* Australie	..	0,08	0,09	0,10	0,07	0,07	0,08	0,09	0,07
108 Japon	0,12	0,13	0,11	0,08	0,08	0,06	0,07	0,11	0,11
109 Canada	0,11	0,10	0,22	0,24	0,14	0,13	0,17	0,13	0,11
110 Autriche	..	0,06	0,05	0,02	0,02	0,01	0,01	0,02	0,11
111 Etats-Unis	0,22	0,26	0,14	0,08	0,05	0,03	0,04	0,03	0,03
112 Pays-Bas	0,19	0,08	0,24	0,24	0,26	0,33	0,34	0,30	0,35
113 France	0,01	0,12	0,09	0,10	0,10	0,07	0,08	0,08	0,09
114 Belgique	0,27	0,56	0,30	0,31	0,26	0,24	0,23	0,28	0,26
115 Norvège	0,02	0,04	0,12	0,25	0,22	0,30	0,39	0,34	0,28
116 Danemark	..	0,02	0,10	0,20	0,21	0,24	0,21	0,26	0,27
117 Suède	0,01	0,07	0,12	0,41	0,40	0,44	0,37	0,40	0,33
118 Rép. féd. d'Allemagne	0,13	0,14	0,10	0,12	0,09	0,07	0,10	0,10	0,09
119 Suisse	..	0,02	0,05	0,10	0,07	0,05	0,08	0,06	0,08
Total	0,18	0,20	0,13	0,11	0,09	0,07	0,09	0,09	0,09

a. Estimations. b. Voir notes techniques. c. Chiffres provisoires. d. Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

**Tableau 17. Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique<sup>a</sup>**

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)			Population projetée (millions d'habitants)		Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Année où sera atteinte la population stationnaire
	1960-70	1970-80	1980-2000	1990	2000			
<b>Pays à faible revenu</b>	2,1 w	2,1 w	1,8 w	2 607 t	3 090	t		
<b>Chine et Inde</b>	2,1 w	1,9 w	1,5 w	1 943 t	2 239	t		
<b>Autres pays</b>	2,4 w	2,6 w	2,6 w	664 t	851	t		
1 Kampuchea démocratique	2,6	-0,2	1,9	9	10	21	2045	2130
2 Rép. dém. pop. lao	1,9	1,8	2,0	4	5	13	2045	2135
3 Bhoutan	1,8	2,0	1,8	2	2	4	2040	2135
4 Tchad	1,8	2,0	2,3	6	7	21	2045	2140
5 Bangladesh	2,4	2,6	2,3	113	141	321	2035	2125
6 Ethiopie	2,4	2,0	2,8	41	54	160	2045	2135
7 Népal	1,8	2,5	2,1	18	22	54	2045	2135
8 Somalie	2,4	2,3	2,6	5	7	19	2040	2130
9 Birmanie	2,3	2,4	2,2	44	54	109	2030	2090
10 Afghanistan	2,2	2,5	2,0	19	24	58	2045	2160
11 Viet Nam	3,1	2,8	2,4	71	88	153	2015	2075
12 Mali	2,4	2,7	3,0	9	13	41	2040	2135
13 Burundi	1,6	2,0	2,5	5	7	18	2040	2130
14 Rwanda	2,6	3,4	3,5	7	10	38	2045	2110
15 Haute-Volta	2,0	1,8	2,6	8	10	29	2040	2140
16 Zaïre	2,0	2,7	2,9	38	51	156	2040	2110
17 Malawi	2,8	2,9	3,4	8	12	43	2040	2130
18 Mozambique	2,1	4,0	2,9	16	22	66	2040	2130
19 Inde	2,3	2,1	1,9	833	994	1 694	2020	2115
20 Haïti	1,5	1,7	2,0	6	7	14	2030	2090
21 Sri Lanka	2,4	1,6	1,8	18	21	31	2010	2070
22 Sierra Leone	2,2	2,6	2,9	5	6	19	2040	2110
23 Tanzanie	2,7	3,4	3,3	26	36	111	2035	2100
24 Chine	1,9	1,8	1,2	1 110	1 245	1 570	2005	2070
25 Guinée	2,8	2,9	2,8	7	9	28	2040	2130
26 Rép. centrafricaine	1,9	2,1	2,7	3	4	11	2040	2130
27 Pakistan	2,8	3,1	2,5	107	134	308	2035	2125
28 Ouganda	2,9	2,6	3,3	17	24	73	2035	2100
29 Bénin	2,5	2,6	3,1	5	6	21	2040	2110
30 Niger	3,3	2,8	3,2	7	10	34	2040	2130
31 Madagascar	2,1	2,5	3,1	12	16	51	2040	2110
32 Soudan	2,1	3,0	3,0	25	34	101	2040	2105
33 Togo	2,7	2,5	3,1	3	5	15	2040	2110
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	2,5 w	2,4 w	2,3 w	1 441 t	1 789	t		
<b>Exportateurs de pétrole</b>	2,5 w	2,6 w	2,5 w	642 t	815	t		
<b>Importateurs de pétrole</b>	2,4 w	2,3 w	2,1 w	799 t	974	t		
34 Ghana	2,4	3,0	3,4	16	23	70	2035	2105
35 Kenya	3,2	3,4	4,1	24	36	128	2035	2100
36 Lesotho	2,0	2,3	2,8	2	2	6	2035	2105
37 Yémen démocratique	2,1	2,4	2,5	2	3	8	2040	2130
38 Indonésie	2,0	2,3	2,0	180	216	376	2020	2110
39 Rép. ar. du Yémen	2,3	2,9	2,2	9	11	26	2040	2130
40 Mauritanie	2,5	2,5	3,1	2	3	10	2045	2135
41 Sénégal	3,3	2,8	2,9	8	10	34	2045	2135
42 Angola	1,5	2,4	2,7	9	12	40	2045	2135
43 Libéria	3,1	3,4	3,7	3	4	13	2035	2100
44 Honduras	3,1	3,4	3,0	5	7	16	2030	2090
45 Zambie	2,8	3,1	3,4	8	11	36	2035	2105
46 Bolivie	2,3	2,5	2,4	7	9	20	2035	2095
47 Egypte	2,2	2,1	2,1	50	60	104	2020	2080
48 Zimbabwe	3,9	3,3	4,3	11	17	64	2035	2100
49 El Salvador	2,9	2,9	2,7	6	8	15	2020	2080
50 Cameroun	1,8	2,2	2,6	11	14	41	2040	2110
51 Thaïlande	3,0	2,5	1,9	58	68	100	2005	2070
52 Philippines	3,0	2,7	2,3	63	77	127	2015	2075
53 Nicaragua	2,6	3,4	2,9	4	5	11	2030	2090
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,1	2,3	2,0	4	5	9	2035	2125
55 Congo	2,4	2,8	3,4	2	3	10	2040	2100
56 Maroc	2,5	3,0	2,8	27	36	81	2030	2090
57 Mongolie	2,9	2,9	2,4	2	3	5	2020	2080
58 Albanie	2,8	2,5	1,9	3	4	6	2005	2060
59 Pérou	2,8	2,6	2,3	22	27	49	2020	2080
60 Nigéria	2,5	2,5	3,4	119	169	528	2035	2105
61 Jamaïque	1,4	1,5	2,0	3	3	5	2005	2065
62 Guatemala	3,0	3,0	2,6	10	12	24	2025	2085
63 Côte d'Ivoire	3,7	5,0	2,9	11	15	47	2040	2110
64 Rép. dominicaine	2,7	3,0	2,5	7	9	17	2015	2075
65 Colombie	3,0	2,3	2,0	33	39	60	2010	2070
66 Equateur	3,0	3,0	2,7	11	14	27	2025	2085

	Taux annuel moyen d'accroissement (%)			Population projetée (millions d'habitants)		Population stationnaire hypothétique (millions d'habitants)	Année où, par hypothèse, le taux net de reproduction atteindra 1	Année où sera atteinte la population stationnaire
	1960-70	1970-80	1980-2000	1990	2000			
67 Paraguay	2,5	3,2	2,4	4	5	9	2015	2075
68 Tunisie	1,9	2,1	1,9	8	10	18	2020	2080
69 Rép. dém. de Corée	2,9	2,6	2,2	23	28	45	2015	2075
70 Rép. arabe syrienne	3,2	3,6	3,0	12	16	33	2020	2080
71 Jordanie	3,0	3,4	2,9	4	6	13	2025	2085
72 Liban	2,8	0,7	2,0	3	4	6	2010	2070
73 Turquie	2,5	2,4	2,0	56	67	108	2015	2075
74 Cuba	2,0	1,3	1,2	11	12	15	2000	2045
75 Rép. de Corée	2,5	1,7	1,6	45	52	70	2005	2065
76 Malaisie	2,8	2,4	2,0	17	21	32	2005	2120
77 Costa Rica	3,4	2,5	2,0	3	3	5	2005	2065
78 Panama	2,9	2,3	2,1	2	3	4	2010	2070
79 Algérie	2,4	3,2	2,9	26	34	79	2030	2090
80 Brésil	2,9	2,2	2,0	147	177	281	2015	2075
81 Mexique	3,3	3,1	2,5	92	115	203	2015	2075
82 Chili	2,1	1,7	1,4	13	15	19	2005	2070
83 Afrique du Sud	2,6	2,7	2,9	39	52	118	2025	2090
84 Roumanie	1,0	0,9	0,7	24	25	29	2000	2075
85 Portugal	-0,2	1,3	0,8	11	11	14	2000	2070
86 Argentine	1,4	1,6	1,1	31	34	43	2010	2075
87 Yougoslavie	1,0	0,9	0,7	24	26	29	2005	2065
88 Uruguay	1,1	0,3	1,0	3	4	4	2010	2075
89 Iran	2,9	3,1	2,3	51	61	119	2025	2080
90 Iraq	3,1	3,3	2,8	18	23	52	2030	2090
91 Venezuela	3,4	3,3	2,3	19	24	39	2010	2070
92 Hong Kong	2,6	2,5	1,2	6	6	7	2000	2030
93 Trinité-et-Tobago	2,0	1,3	1,5	1	2	2	2000	2065
94 Grèce	0,5	0,9	0,5	10	11	11	2000	2065
95 Singapour	2,4	1,5	1,3	3	3	4	2000	2030
96 Israël	3,4	2,6	1,5	5	5	7	2010	2080
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>								
	4,1 w	5,0 w	2,6 w	19 t	23 t			
97 Libye	3,8	4,1	2,8	4	5	12	2030	2090
98 Arabie saoudite	3,4	4,4	2,6	12	15	37	2035	2095
99 Koweït	9,8	6,0	2,7	2	2	4	2015	2075
100 Emirats arabes unis	10,8	13,2	1,7	1	1	2	2020	2080
<b>Pays Industriels à économie de marché</b>								
	1,0 w	0,8 w	0,5 w	755 t	787 t			
101 Irlande	0,4	1,1	1,0	4	4	5	2000	2060
102 Espagne	1,1	1,0	0,7	41	43	50	2000	2065
103 Italie	0,6	0,6	0,3	59	61	63	2000	2030
104 Nouvelle-Zélande	1,7	1,5	0,9	4	4	5	2000	2070
105 Royaume-Uni	0,5	0,1	0,2	57	58	60	2000	2025
106 Finlande	0,4	0,5	0,4	5	5	5	2000	2020
107 Australie	2,0	1,4	0,8	16	17	19	2000	2055
108 Japon	1,0	1,1	0,6	124	130	134	2000	2015
109 Canada	1,8	1,1	0,8	26	28	31	2000	2030
110 Autriche	0,6	0,0	0,2	8	8	8	2000	2025
111 États-Unis	1,3	1,0	0,7	245	259	284	2000	2030
112 Pays-Bas	1,3	0,8	0,5	15	16	16	2000	2025
113 France	1,0	0,5	0,4	56	58	61	2000	2030
114 Belgique	0,5	0,2	0,2	10	10	10	2000	2025
115 Norvège	0,8	0,5	0,3	4	4	5	2000	2030
116 Danemark	0,7	0,4	0,2	5	5	5	2000	2020
117 Suède	0,7	0,3	(.)	8	8	8	2000	2000
118 Rép. féd. d'Allemagne	0,9	(.)	0,1	61	62	62	2000	2000
119 Suisse	1,6	0,3	0,2	7	7	7	2000	2005
<b>Pays Industriels à économie planifiée</b>								
	1,0 w	0,8 w	0,7 w	383 t	409 t			
120 Pologne	1,0	0,9	0,7	39	42	47	2000	2060
121 Bulgarie	0,8	0,6	0,4	9	10	10	2000	2055
122 Hongrie	0,4	0,4	0,2	11	11	12	2000	2030
123 URSS	1,2	0,9	0,8	291	312	353	2000	2060
124 Tchécoslovaquie	0,5	0,7	0,5	16	17	19	2000	2085
125 Rép. dém. allemande	-0,1	-0,1	0,2	17	17	18	2000	2015
<b>Total<sup>b</sup></b>				<b>5 025</b>	<b>6 098</b>			

a. Voir dans les notes techniques les hypothèses utilisées pour ces projections. b. A l'exclusion des pays comptant moins de 1 million d'habitants.

**Tableau 18. Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité**

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage		Indice synthétique de fécondité 1980	Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception <sup>c</sup>	
	1960 <sup>a</sup>	1980	1960 <sup>a</sup>	1980	du taux brut de natalité 1960-80 <sup>b</sup>	du taux brut de mortalité 1960-80 <sup>b</sup>		1970	1979
<b>Pays à faible revenu</b>	43 w	31 w	18 w	12 w	-28,3 w	-36,0 w	4,2 w	..	..
<b>Chine et Inde</b>	42 w	27 w	17 w	10 w	-34,9 w	-39,6 w	3,7 w	..	..
<b>Autres pays</b>	49 w	45 w	25 w	18 w	-8,2 w	-28,2 w	6,1 w	..	..
1 Kampuchea démocratique	45	..	19	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	42	42	19	21	-1,0	8,9	6,1	..	..
3 Bhoutan	43	39	26	19	-9,8	-24,9	5,5	..	..
4 Tchad	45	44	29	23	-2,4	-19,6	5,9	..	..
5 Bangladesh	54	45	28	18	-15,3	-35,2	6,0	..	9
6 Ethiopie	51	49	28	24	-2,8	-14,8	6,7	..	..
7 Népal	44	42	27	20	-3,4	-25,3	6,1	1	4
8 Somalie	47	46	28	20	-1,3	-27,1	6,1	..	..
9 Birmanie	43	37	21	14	-12,8	-35,7	5,3	..	..
10 Afghanistan	50	47	31	26	-6,5	-16,0	6,6	..	..
11 Viet Nam	47	36	21	9	-21,9	-59,4	5,2	..	..
12 Mali	50	50	27	21	-0,8	-20,1	6,7	..	..
13 Burundi	47	46	27	22	-3,0	-16,9	6,4	..	..
14 Rwanda	51	53	27	20	4,1	-26,1	8,3	..	..
15 Haute-Volta	49	48	27	24	-1,2	-9,7	6,5	..	..
16 Zaïre	48	46	24	18	-4,6	-26,3	6,1	..	..
17 Malawi	53	56	27	22	5,8	-17,6	7,8	..	..
18 Mozambique	46	45	26	18	-2,0	-30,4	6,1	..	..
19 Inde	44	36	22	14	-18,5	-37,6	4,9	12	23
20 Haïti	39	36	20	14	-8,5	-29,2	4,8	..	..
21 Sri Lanka	36	28	9	7	-22,7	-19,6	3,6	8	41
22 Sierra Leone	47	46	27	18	-3,0	-31,6	6,1	..	..
23 Tanzanie	47	46	22	15	-0,6	-32,6	6,5	..	..
24 Chine	40	21	14	8	-47,4	-42,6	2,9	..	..
25 Guinée	47	46	30	20	-2,1	-34,0	6,2	..	..
26 Rép. centrafricaine	43	44	28	21	4,2	-25,2	5,9	..	..
27 Pakistan	51	44	24	16	-15,0	-34,2	6,1	..	6
28 Ouganda	45	45	20	14	-0,9	-32,5	6,1	..	..
29 Bénin	51	49	27	18	-3,8	-31,7	6,7	..	..
30 Niger	52	52	27	22	-0,6	-19,4	7,1	..	..
31 Madagascar	47	47	27	18	-0,2	-32,7	6,5	..	..
32 Soudan	47	47	25	19	0,9	-23,3	6,7	..	..
33 Togo	51	48	27	18	-5,5	-32,5	6,5	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	43 w	35 w	17 w	11 w	-18,3 w	-36,4 w	4,8 w	..	..
<b>Exportateurs de pétrole</b>	47 w	40 w	20 w	12 w	-15,7 w	-39,4 w	5,4 w	..	..
<b>Importateurs de pétrole</b>	40 w	31 w	14 w	10 w	-20,9 w	-33,5 w	4,3 w	..	..
34 Ghana	49	48	24	17	-1,0	-31,0	6,7	2	4
35 Kenya	52	51	24	13	-0,8	-43,6	7,8	1	7
36 Lesotho	41	43	23	16	4,9	-31,2	5,8	..	..
37 Yémen démocratique	50	46	29	20	-8,5	-31,3	6,7	..	..
38 Indonésie	46	35	23	13	-22,7	-40,9	4,5	(.)	27
39 Rép. ar. du Yémen	50	47	29	23	-6,0	-21,1	6,5	..	..
40 Mauritanie	51	50	27	22	-0,8	-20,7	6,9	..	..
41 Sénégal	48	48	27	21	-0,2	-19,6	6,5	..	..
42 Angola	50	48	31	22	-4,0	-28,3	6,4	..	..
43 Libéria	50	49	21	14	-2,6	-34,0	6,9	..	..
44 Honduras	51	45	19	11	-11,5	-41,0	6,8	..	..
45 Zambie	51	49	24	17	-3,0	-32,4	6,9	..	..
46 Bolivie	46	43	22	16	-7,3	-26,7	6,1	..	..
47 Egypte	44	37	19	12	-15,9	-36,3	4,9	9	17
48 Zimbabwe	55	54	17	13	-2,2	-21,2	8,0	..	14
49 El Salvador	49	41	17	9	-16,6	-47,6	5,7	..	..
50 Cameroun	43	42	27	19	-1,4	-31,4	5,7	..	..
51 Thaïlande	44	30	15	8	-31,2	-47,0	4,0	8	39
52 Philippines	46	34	15	7	-25,1	-50,0	4,6	2	37
53 Nicaragua	51	45	19	12	-11,2	-38,6	6,3	..	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	37	23	15	-16,4	-34,9	5,2	..	..
55 Congo	40	42	18	10	5,5	-42,9	6,0	..	..
56 Maroc	52	44	23	13	-15,3	-45,7	6,5	1	..
57 Mongolie	41	35	15	8	-14,8	-48,7	5,2	..	..
58 Albanie	41	30	11	6	-27,7	-45,5	3,9	..	..
59 Pérou	47	36	20	11	-22,8	-45,5	5,0	..	..
60 Nigéria	52	50	25	17	-4,4	-32,8	6,9	..	..
61 Jamaïque	39	29	10	6	-27,2	-32,6	3,9	..	..
62 Guatemala	48	40	19	11	-17,8	-43,2	5,4	..	..
63 Côte d'Ivoire	50	47	26	18	-7,3	-33,2	6,7	..	..
64 Rép. dominicaine	50	36	16	9	-28,2	-46,6	4,8	..	31
65 Colombie	46	30	14	8	-34,4	-41,9	3,8	..	46
66 Equateur	47	40	17	10	-13,9	-41,0	6,0	..	..

	Taux brut de natalité pour mille habitants		Taux brut de mortalité pour mille habitants		Variation en pourcentage		Indice synthétique de fécondité 1980	Pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception <sup>c</sup>	
	1960 <sup>a</sup>	1980	1960 <sup>a</sup>	1980	du taux brut de natalité 1960-80 <sup>b</sup>	du taux brut de mortalité 1960-80 <sup>b</sup>		1970	1979
67 Paraguay	43	36	13	7	-17,2	-42,5	4,9	..	16
68 Tunisie	49	35	21	9	-28,6	-56,2	5,4	10	21
69 Rép. dém. de Corée	42	31	13	7	-25,7	-48,4	4,3	..	..
70 Rép. arabe syrienne	47	45	18	8	-5,1	-53,1	7,0	..	(.)
71 Jordanie	47	44	20	10	-6,3	-51,3	6,9	..	..
72 Liban	43	30	14	8	-30,6	-42,0	4,1	..	..
73 Turquie	43	32	16	10	-24,5	-38,5	4,4	3	..
74 Cuba	32	18	9	6	-43,8	-33,7	2,2	..	..
75 Rép. de Corée	43	24	13	7	-44,0	-47,0	3,0	32	49
76 Malaisie	45	31	16	7	-30,6	-52,9	4,2	7	36
77 Costa Rica	47	29	10	5	-37,6	-42,5	3,4	..	64
78 Panama	41	31	10	6	-25,2	-44,1	3,9	..	..
79 Algérie	50	46	23	13	-9,3	-41,5	6,9	..	..
80 Brésil	43	30	13	9	-30,8	-33,6	4,1	..	..
81 Mexique	45	37	12	7	-18,1	-36,8	5,1	..	40
82 Chili	37	22	12	7	-40,7	-42,7	2,8	..	..
83 Afrique du Sud	39	38	15	10	-2,8	-34,0	5,1	..	..
84 Roumanie	20	18	9	10	-8,1	3,3	2,5	..	..
85 Portugal	24	18	8	10	-24,5	28,0	2,4	..	..
86 Argentine	24	21	9	8	-12,7	-2,3	2,8	..	..
87 Yougoslavie	24	17	10	9	-27,7	-10,0	2,2	59	..
88 Uruguay	22	20	9	10	-16,2	14,0	2,8	..	..
89 Iran	46	41	17	11	-10,8	-37,4	5,8	3	23
90 Iraq	49	45	20	12	-9,1	-38,7	6,6	..	23
91 Venezuela	46	35	11	6	-22,3	-46,4	4,5	..	..
92 Hong Kong	35	17	8	5	-51,3	-32,9	2,2	50	79
93 Trinité-et-Tobago	38	23	9	5	-33,2	-29,4	2,6	44	..
94 Grèce	19	16	8	10	-16,6	31,6	2,3	..	..
95 Singapour	38	17	8	5	-54,2	-34,2	1,8	45	71
96 Israël	27	24	6	7	-9,7	14,8	3,4	..	..
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<i>49 w</i>	<i>42 w</i>	<i>21 w</i>	<i>12 w</i>	<i>-12,9 w</i>	<i>-43,8 w</i>	<i>6,8 w</i>	..	..
97 Libye	49	45	19	12	-8,2	-38,3	7,0	..	..
98 Arabie saoudite	49	44	23	14	-11,0	-4,0	6,9	..	..
99 Koweït	44	39	10	5	-11,3	-53,1	6,1	..	..
100 Emirats arabes unis	46	28	19	7	-37,9	-62,1	6,4	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<i>20 w</i>	<i>15 w</i>	<i>10 w</i>	<i>9 w</i>	<i>-27,9 w</i>	<i>-4,1 w</i>	<i>1,9 w</i>	..	..
101 Irlande	22	22	12	10	-2,8	-17,6	3,3	..	..
102 Espagne	21	15	9	8	-29,4	-15,4	2,5	..	..
103 Italie	18	14	10	10	-26,6	5,2	1,9	..	..
104 Nouvelle-Zélande	26	18	9	8	-31,0	-12,2	2,2	..	..
105 Royaume-Uni	17	14	12	12	-22,0	0,0	1,8	72	..
106 Finlande	19	14	9	9	-27,4	3,3	1,7	77	..
107 Australie	22	17	9	8	-25,1	-11,4	2,1	66	..
108 Japon	18	14	8	6	-22,6	-17,3	1,8	..	..
109 Canada	27	17	8	7	-37,2	-5,1	1,9	..	..
110 Autriche	18	12	13	13	-30,5	0,8	1,7	..	..
111 Etats-Unis	24	16	9	9	-33,3	-7,4	1,9	65	..
112 Pays-Bas	21	13	8	8	-39,3	5,2	1,6	59	..
113 France	18	14	12	11	-22,5	-6,1	1,9	64	79
114 Belgique	17	13	12	12	-25,7	-4,1	1,8	..	..
115 Norvège	18	13	9	10	-29,8	8,7	1,9	..	..
116 Danemark	17	13	9	11	-24,3	14,9	1,8	67	..
117 Suède	15	12	10	11	-19,3	12,2	1,7	..	..
118 Rép. féd. d'Allemagne	17	11	11	12	-38,7	9,7	1,5	..	..
119 Suisse	18	12	10	9	-35,6	-4,1	1,6	..	..
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<i>23 w</i>	<i>18 w</i>	<i>8 w</i>	<i>11 w</i>	<i>-20,5 w</i>	<i>-29,6 w</i>	<i>2,3 w</i>	..	..
120 Pologne	24	20	8	10	-17,7	18,1	2,3	..	..
121 Bulgarie	18	16	9	10	-11,8	16,3	2,2	..	..
122 Hongrie	16	15	10	12	-2,5	16,7	2,1	..	73
123 URSS	24	18	8	10	-23,1	38,7	2,3	..	..
124 Tchécoslovaquie	17	18	10	11	0,6	13,5	2,3	66	..
125 Rép. dém. allemande	17	14	13	13	-19,0	0,0	1,8	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1957 et non à 1960. b. Les chiffres en italique se rapportent aux années 1957-80 et non 1960-80. c. Les chiffres en italique se rapportent à ces années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques.

# Tableau 19. Population active

	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1960	1980	l'agriculture		l'industrie		les services		1960-70	1970-80	1980-2000
			1960	1980	1960	1980	1960	1980			
<b>Pays à faible revenu</b>	54 w	59 w	77 w	71 w	10 w	15 w	14 w	15 w	1,6 w	2,2 w	1,9 w
Chine et Inde	..	61 w	..	70 w	..	16 w	..	14 w	..	2,1 w	1,7 w
Autres pays	54 w	53 w	81 w	73 w	8 w	11 w	12 w	19 w	1,8 w	2,3 w	2,7 w
1 Kampuchea démocratique	53	..	82	..	4	..	14	..	2,1	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	56	51	83	75	4	6	13	19	1,4	0,3	2,0
3 Bhoutan	56	55	95	93	2	2	3	5	1,7	2,0	1,9
4 Tchad	57	54	95	85	2	7	3	8	1,5	2,0	2,3
5 Bangladesh	53	55	87	74	3	11	10	15	2,1	2,4	2,7
6 Ethiopie	54	52	88	80	5	7	7	13	2,0	1,8	2,2
7 Népal	57	55	95	93	2	2	3	5	1,5	2,0	2,1
8 Somalie	54	54	88	82	4	8	8	10	1,7	2,3	2,4
9 Birmanie	59	55	..	67	..	10	..	23	1,1	1,5	2,0
10 Afghanistan	55	52	85	79	6	8	9	13	2,0	1,8	2,5
11 Viet Nam	..	54	..	71	..	10	14	19	..	1,9	2,6
12 Mali	54	52	94	73	3	12	3	15	2,0	2,2	2,5
13 Burundi	55	53	90	84	3	5	7	11	1,2	1,6	2,3
14 Rwanda	53	51	95	91	1	2	4	7	2,4	2,5	2,8
15 Haute-Volta	54	53	92	82	5	13	3	5	1,2	1,4	2,3
16 Zaïre	53	53	83	75	9	13	8	12	1,4	2,1	2,4
17 Malawi	52	49	92	86	3	5	5	9	2,3	2,4	2,8
18 Mozambique	56	53	81	66	8	18	11	16	1,9	1,7	2,2
19 Inde	55	57	74	69	11	13	15	18	1,5	1,7	2,0
20 Haïti	55	53	80	74	6	7	14	19	0,7	1,4	2,4
21 Sri Lanka	54	60	56	54	14	14	30	32	2,1	2,1	2,1
22 Sierra Leone	55	53	78	65	12	19	10	16	1,5	1,8	2,3
23 Tanzanie	54	51	89	83	4	6	7	11	2,1	2,3	2,7
24 Chine	..	64	..	71	..	17	..	12	..	1,9	1,4
25 Guinée	55	53	88	82	6	11	6	7	2,5	2,2	2,1
26 Rép. centrafricaine	58	55	94	88	2	4	4	8	1,7	1,6	2,3
27 Pakistan	52	51	61	57	18	20	21	23	1,9	2,5	2,9
28 Ouganda	54	52	89	83	4	6	7	11	3,3	2,5	2,5
29 Bénin	53	51	94	46	9	16	37	38	2,1	2,2	2,1
30 Niger	53	51	95	91	1	3	4	6	3,0	2,6	2,9
31 Madagascar	55	53	93	90	2	3	5	7	1,7	2,0	2,3
32 Soudan	53	53	86	72	6	10	8	18	2,2	2,3	2,7
33 Togo	53	51	80	67	8	15	12	18	2,2	2,1	2,6
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	55 w	55 w	61 w	44 w	15 w	22 w	24 w	34 w	2,0 w	2,3 w	2,6 w
Exportateurs de pétrole	54 w	54 w	65 w	47 w	13 w	21 w	22 w	32 w	2,0 w	2,5 w	2,9 w
Importateurs de pétrole	56 w	57 w	59 w	42 w	16 w	22 w	25 w	36 w	2,0 w	2,2 w	2,4 w
34 Ghana	53	51	64	53	14	20	22	27	1,6	2,4	2,9
35 Kenya	50	48	86	78	5	10	9	12	2,7	2,8	3,3
36 Lesotho	57	55	93	87	2	4	5	9	1,6	1,9	2,1
37 Yémen démocratique	52	51	70	45	15	15	15	40	1,4	1,3	2,8
38 Indonésie	56	57	75	58	8	12	17	30	1,7	2,1	1,8
39 Rép. ar. du Yémen	54	52	83	75	7	11	10	14	1,1	1,4	2,3
40 Mauritanie	53	52	91	85	3	5	6	10	2,2	2,3	2,7
41 Sénégal	54	53	84	76	5	10	11	14	1,9	1,9	2,2
42 Angola	55	53	69	59	12	16	19	25	1,0	1,9	2,4
43 Libéria	52	50	80	70	10	14	10	16	2,4	2,6	2,9
44 Honduras	52	50	70	63	11	15	19	22	2,5	3,0	3,3
45 Zambie	53	50	79	67	7	11	14	22	2,3	2,4	2,8
46 Bolivie	55	53	61	50	18	24	21	26	1,7	2,4	2,9
47 Egypte	55	57	58	50	12	30	30	20	1,9	2,2	2,3
48 Zimbabwe	52	50	69	60	11	15	20	25	3,2	2,6	3,0
49 El Salvador	52	51	62	50	17	22	21	27	2,6	2,8	3,3
50 Cameroun	57	54	87	83	5	7	8	10	1,3	1,3	1,7
51 Thaïlande	53	55	84	76	4	9	12	15	2,0	2,9	2,3
52 Philippines	52	53	61	46	15	17	24	37	2,2	2,4	2,7
53 Nicaragua	50	50	62	39	16	14	22	47	2,6	3,3	3,6
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	57	55	89	82	4	8	7	10	1,6	1,9	2,0
55 Congo	56	53	52	34	17	26	31	40	1,5	2,0	2,7
56 Maroc	53	51	62	52	14	21	24	27	1,6	2,9	3,3
57 Mongolie	54	53	70	55	13	22	17	23	2,1	2,4	2,7
58 Albanie	54	57	71	61	18	25	11	14	2,3	2,7	2,4
59 Pérou	52	54	52	40	20	19	28	41	2,0	3,0	3,1
60 Nigéria	52	50	71	54	10	19	19	27	1,8	2,0	2,9
61 Jamaïque	54	53	39	21	25	25	36	54	0,4	2,4	3,3
62 Guatemala	51	54	67	55	14	21	19	24	2,5	3,0	2,8
63 Côte d'Ivoire	54	53	89	79	2	4	9	17	3,6	4,5	2,4
64 Rép. dominicaine	49	52	67	49	12	18	21	33	2,3	3,4	3,3
65 Colombie	50	60	51	26	19	21	30	53	3,0	3,2	2,6
66 Equateur	52	52	58	52	19	17	23	31	3,0	3,2	3,2



	Pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)		Pourcentage de la population active travaillant dans :						Taux annuel moyen d'accroissement de la population active (%)		
	1960	1980	l'agriculture		l'industrie		les services		1960-70	1970-80	1980-2000
			1960	1980	1960	1980	1960	1980			
67 Paraguay	51	52	56	49	19	19	25	32	2,4	3,1	3,4
68 Tunisie	53	55	56	34	18	33	26	33	0,7	2,9	2,6
69 Rép. dém. de Corée	53	56	62	49	23	33	15	18	2,3	2,9	2,7
70 Rép. arabe syrienne	52	48	54	33	19	31	27	36	2,1	2,9	3,5
71 Jordanie	52	51	44	20	26	20	30	60	2,8	2,9	3,2
72 Liban	53	55	38	11	23	27	39	62	2,1	3,0	2,8
73 Turquie	55	56	78	54	11	13	11	33	1,4	2,2	2,1
74 Cuba	61	60	39	23	22	31	39	46	0,8	2,0	2,0
75 Rép. de Corée	54	62	66	34	9	29	25	37	3,0	2,8	2,0
76 Malaisie	51	56	63	50	12	16	25	34	2,8	3,0	2,8
77 Costa Rica	50	58	51	29	19	23	30	48	3,5	3,6	2,7
78 Panama	52	56	51	27	14	18	35	55	3,4	2,8	2,6
79 Algérie	52	49	67	25	12	25	21	50	1,0	3,5	3,5
80 Brésil	54	57	52	30	15	24	33	46	2,5	3,9	2,5
81 Mexique	51	51	55	36	20	26	25	38	2,8	3,3	3,5
82 Chili	57	62	30	19	20	19	50	62	1,4	2,6	2,1
83 Afrique du Sud	55	54	32	30	30	29	38	41	3,2	2,6	3,0
84 Roumanie	64	64	65	29	15	36	20	35	0,9	0,6	0,7
85 Portugal	63	63	44	24	29	36	27	40	(.)	0,8	0,9
86 Argentine	64	63	20	13	36	28	44	59	1,3	1,2	1,2
87 Yougoslavie	63	67	63	29	18	35	19	36	0,6	1,1	0,7
88 Uruguay	64	63	21	11	29	32	50	57	0,9	0,2	1,1
89 Iran	51	52	54	39	23	34	23	27	2,5	2,6	2,9
90 Iraq	51	51	53	42	18	26	29	32	2,9	2,9	3,2
91 Venezuela	51	55	35	18	22	27	43	55	2,8	3,9	3,2
92 Hong Kong	56	66	8	3	52	57	40	40	3,2	3,0	1,3
93 Trinité-et-Tobago	53	62	22	16	34	36	44	48	2,4	2,6	2,2
94 Grèce	65	64	56	37	20	28	24	35	(.)	0,6	0,5
95 Singapour	55	66	8	2	23	39	69	59	2,8	2,7	1,4
96 Israël	59	59	14	7	35	36	51	57	3,6	2,4	2,1
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>											
	54 w	52 w	63 w	46 w	13 w	19 w	24 w	35 w	2,4 w	3,5 w	3,6 w
97 Libye	53	51	53	19	17	28	30	53	3,6	3,5	3,0
98 Arabie saoudite	54	52	71	61	10	14	19	25	3,1	3,5	2,7
99 Koweït	63	52	1	2	34	34	65	64	7,5	4,1	3,1
100 Emirats arabes unis	..	53	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>											
	63 w	66 w	18 w	6 w	38 w	38 w	44 w	56 w	1,2 w	1,3 w	0,7 w
101 Irlande	58	58	36	19	25	37	39	44	(.)	1,0	1,6
102 Espagne	64	63	42	15	31	40	27	45	0,2	1,2	0,9
103 Italie	66	65	31	11	40	45	29	44	-0,1	0,7	0,4
104 Nouvelle-Zélande	59	63	15	9	37	35	48	56	2,2	2,1	1,2
105 Royaume-Uni	65	64	4	2	48	42	48	56	0,6	0,3	0,4
106 Finlande	62	68	36	11	31	35	33	54	0,4	0,1	0,4
107 Australie	61	65	11	6	40	33	49	61	2,6	1,8	0,9
108 Japon	64	68	33	12	30	39	37	49	1,9	1,3	0,7
109 Canada	59	67	13	5	35	29	52	66	2,6	2,0	0,9
110 Autriche	66	64	24	9	46	37	30	54	-0,6	0,8	0,4
111 Etats-Unis	60	66	7	2	36	32	57	66	1,8	1,5	0,9
112 Pays-Bas	61	66	11	6	42	45	47	49	1,6	1,3	0,5
113 France	62	64	22	8	39	39	39	53	0,6	1,1	0,6
114 Belgique	65	65	8	3	48	41	44	56	0,3	0,7	0,3
115 Norvège	63	63	20	7	37	37	43	56	0,5	0,7	0,6
116 Danemark	64	65	18	7	37	35	45	58	1,1	0,6	0,4
117 Suède	66	64	14	5	45	34	41	61	1,0	0,3	0,2
118 Rép. féd. d'Allemagne	68	66	14	4	48	46	38	50	0,2	0,7	(.)
119 Suisse	66	67	11	5	50	46	39	49	2,0	0,4	0,2
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>											
	63 w	66 w	41 w	16 w	31 w	45 w	28 w	39 w	0,7 w	1,2 w	0,6 w
120 Pologne	61	66	48	31	29	39	23	30	1,8	1,4	0,8
121 Bulgarie	66	66	57	37	25	39	18	24	0,7	0,3	0,3
122 Hongrie	66	66	38	15	35	53	27	32	0,5	0,4	0,2
123 URSS	63	66	42	14	29	45	29	41	0,7	1,2	0,7
124 Tchécoslovaquie	64	64	26	11	46	48	28	41	0,9	0,8	0,7
125 Rép. dém. allemande	65	64	18	10	48	50	34	40	-0,2	0,5	0,3

# Tableau 20. Urbanisation

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant				Nombre de villes de plus de 500 000 habitants	
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500 000 habitants		1960	1980
	1960	1980	1960-70	1970-80	1960	1980	1960	1980		
<b>Pays à faible revenu</b>	13 w	17 w	3,8 w	4,1 w	10 w	12 w	31 w	41 w	55 t	135 t
<b>Chine et Inde</b>	13 w	17 w	3,3 w	3,3 w	7 w	6 w	33 w	42 w	49 t	106 t
<b>Autres pays</b>	11 w	19 w	5,0 w	5,4 w	25 w	28 w	19 w	40 w	6 t	29 t
1 Kampuchea démocratique	11	..	3,5	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	8	14	3,8	5,2	69	48	0	0	0	0
3 Bhoutan	3	4	4,0	4,4	..	..	0	0	0	0
4 Tchad	7	18	6,7	6,5	..	39	0	0	0	0
5 Bangladesh	5	11	6,3	6,5	20	30	20	51	1	3
6 Ethiopie	6	14	6,5	5,4	30	37	0	37	0	1
7 Népal	3	5	4,2	4,9	41	27	0	0	0	0
8 Somalie	17	30	5,3	5,0	..	34	0	0	0	0
9 Birmanie	19	27	4,0	4,2	23	23	23	23	1	2
10 Afghanistan	8	15	5,4	5,8	33	17	0	17	0	1
11 Viet Nam	15	19	5,3	3,3	32	21	32	50	1	4
12 Mali	11	20	5,4	5,6	32	34	0	0	0	0
13 Burundi	2	2	1,6	2,5	..	..	0	0	0	0
14 Rwanda	2	4	5,4	6,3	..	..	0	0	0	0
15 Haute-Volta	5	10	5,7	5,9	..	41	0	0	0	0
16 Zaïre	16	34	5,2	7,2	14	28	14	38	1	2
17 Malawi	4	10	6,6	7,0	..	19	0	0	0	0
18 Mozambique	4	9	6,5	8,3	75	83	0	83	0	1
19 Inde	18	22	3,3	3,3	7	6	26	39	11	36
20 Haïti	16	28	4,0	4,9	42	56	0	56	0	1
21 Sri Lanka	18	27	4,3	3,6	28	16	0	16	0	1
22 Sierra Leone	13	22	5,5	4,3	37	47	0	0	0	0
23 Tanzanie	5	12	6,3	8,7	34	50	0	50	0	1
24 Chine	..	13	..	..	6	6	42	45	38	70
25 Guinée	10	19	6,2	6,1	37	80	0	80	0	1
26 Rép. centrafricaine	23	41	5,1	4,8	40	36	0	0	0	0
27 Pakistan	22	28	4,0	4,3	20	21	33	51	2	7
28 Ouganda	5	9	7,1	3,4	38	52	0	52	0	1
29 Bénin	10	14	5,3	3,7	..	63	0	63	0	1
30 Niger	6	13	7,0	6,8	..	31	0	0	0	0
31 Madagascar	11	18	5,4	4,3	44	36	0	36	0	1
32 Soudan	10	25	6,7	7,1	30	31	0	31	0	1
33 Togo	10	20	5,6	6,7	..	60	0	0	0	0
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	33 w	45 w	4,3 w	4,0 w	28 w	29 w	35 w	48 w	55 t	131 t
<b>Exportateurs de pétrole</b>	27 w	39 w	4,5 w	4,4 w	27 w	30 w	32 w	48 w	17 t	51 t
<b>Importateurs de pétrole</b>	37 w	50 w	4,2 w	3,8 w	28 w	28 w	36 w	48 w	38 t	80 t
34 Ghana	23	36	4,6	5,1	25	35	0	48	0	2
35 Kenya	7	14	6,4	6,8	40	57	0	57	0	1
36 Lesotho	2	12	7,5	17,0	..	..	0	0	0	0
37 Yémen démocratique	28	37	3,5	3,8	61	49	0	0	0	0
38 Indonésie	15	20	3,6	4,0	20	23	34	50	3	9
39 Rép. ar. du Yémen	3	10	8,0	8,3	..	25	0	0	0	0
40 Mauritanie	3	23	15,8	8,4	..	39	0	0	0	0
41 Sénégal	23	25	3,7	3,5	53	65	0	65	0	1
42 Angola	10	21	5,1	5,7	44	64	0	64	0	1
43 Libéria	20	33	5,6	5,7	..	..	0	0	0	0
44 Honduras	23	36	5,4	5,5	31	33	0	0	0	0
45 Zambie	23	43	5,4	6,7	..	35	0	35	0	1
46 Bolivie	24	33	3,9	4,1	47	44	0	44	0	1
47 Egypte	38	45	3,3	2,8	38	39	53	53	2	2
48 Zimbabwe	13	23	6,8	6,4	40	50	0	50	0	1
49 El Salvador	38	41	3,2	3,3	26	22	0	0	0	0
50 Cameroun	14	35	5,6	7,5	26	21	0	21	0	1
51 Thaïlande	13	14	3,5	3,4	65	69	65	69	1	1
52 Philippines	30	36	3,8	3,6	27	30	27	34	1	2
53 Nicaragua	41	53	4,0	4,7	41	47	0	47	0	1
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	18	15,1	8,3	..	25	0	0	0	0
55 Congo	30	45	5,0	4,5	77	56	0	0	0	0
56 Maroc	29	41	4,2	4,6	16	26	16	50	1	4
57 Mongolie	36	51	5,2	4,1	53	52	0	0	0	0
58 Albanie	31	37	3,7	3,4	27	25	0	0	0	0
59 Pérou	46	67	4,9	4,2	38	39	38	44	1	2
60 Nigéria	13	20	4,7	4,7	13	17	22	58	2	9
61 Jamaïque	34	41	2,4	2,5	77	66	0	66	0	1
62 Guatemala	33	39	3,8	3,9	41	36	41	36	1	1
63 Côte d'Ivoire	19	40	7,3	8,6	27	34	0	34	0	1
64 Rép. dominicaine	30	51	5,6	5,4	50	54	0	54	0	1
65 Colombie	48	70	5,2	3,9	17	26	28	51	3	4
66 Equateur	34	45	4,4	4,2	31	29	0	51	0	2

	Population urbaine				Pourcentage de la population urbaine vivant				Nombre de villes de plus de 500 000 habitants	
	En pourcentage de la population totale		Taux annuel moyen d'accroissement (%)		Dans la plus grande ville		Dans des villes de plus de 500 000 habitants		1960	1980
	1960	1980	1960-70	1970-80	1960	1980	1960	1980		
67 Paraguay	36	39	2,9	3,8	44	44	0	44	0	1
68 Tunisie	36	52	3,8	3,9	40	30	40	30	1	1
69 Rép. dém. de Corée	40	60	5,1	4,4	15	12	15	19	1	2
70 Rép. arabe syrienne	37	50	4,8	5,1	35	33	35	55	1	2
71 Jordanie	43	56	4,5	4,7	31	37	0	37	0	1
72 Liban	44	76	6,2	2,8	64	79	64	79	1	1
73 Turquie	30	47	5,1	4,5	18	24	32	42	3	4
74 Cuba	55	65	2,9	2,1	38	32	38	32	1	1
75 Rép. de Corée	28	55	6,4	4,7	35	41	61	77	3	7
76 Malaisie	25	29	3,5	3,3	19	27	0	27	0	1
77 Costa Rica	37	43	4,2	3,3	67	64	0	64	0	1
78 Panama	41	54	4,4	3,6	61	66	0	66	0	1
79 Algérie	30	44	3,5	5,7	27	12	27	12	1	1
80 Brésil	46	68	4,8	4,1	14	16	35	52	6	14
81 Mexique	51	67	4,8	4,3	28	32	36	48	3	7
82 Chili	68	80	3,1	2,3	38	44	38	44	1	1
83 Afrique du Sud	47	50	2,8	3,1	16	13	44	53	4	7
84 Roumanie	32	50	3,4	2,9	22	17	22	17	1	1
85 Portugal	23	31	1,3	2,9	47	44	47	44	1	1
86 Argentine	74	82	2,0	2,1	46	45	54	60	3	5
87 Yougoslavie	28	42	3,2	2,9	11	10	11	23	1	3
88 Uruguay	80	84	1,3	0,6	56	52	56	52	1	1
89 Iran	34	50	4,9	5,0	26	28	26	47	1	6
90 Iraq	43	72	6,2	5,4	35	55	35	70	1	3
91 Venezuela	67	83	4,7	4,2	26	26	26	44	1	4
92 Hong Kong	89	90	2,6	2,5	100	100	100	100	1	1
93 Trinité-et-Tobago	22	21	1,7	1,2	...	...	0	0	0	0
94 Grèce	43	62	2,6	2,6	51	57	51	70	1	2
95 Singapour	100	100	2,4	1,5	100	100	100	100	1	1
96 Israël	77	89	4,3	3,2	46	35	46	35	1	1
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>30 w</b>	<b>66 w</b>	<b>9,1 w</b>	<b>8,5 w</b>	<b>29 w</b>	<b>28 w</b>	<b>0 w</b>	<b>34 w</b>	<b>0 t</b>	<b>3 t</b>
97 Libye	23	52	8,0	8,3	57	64	0	64	0	1
98 Arabie saoudite	30	67	8,4	7,6	15	18	0	33	0	2
99 Koweït	72	88	10,4	7,4	75	30	0	0	0	0
100 Emirats arabes unis	40	72	14,4	15,5	...	...	...	...	...	...
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>68 w</b>	<b>78 w</b>	<b>1,8 w</b>	<b>1,4 w</b>	<b>18 w</b>	<b>18 w</b>	<b>48 w</b>	<b>55 w</b>	<b>104 t</b>	<b>152 t</b>
101 Irlande	46	58	1,6	2,2	51	48	51	48	1	1
102 Espagne	57	74	2,6	2,2	13	17	37	44	5	6
103 Italie	59	69	1,5	1,3	13	17	46	52	7	9
104 Nouvelle-Zélande	76	85	2,4	1,9	25	30	0	30	0	1
105 Royaume-Uni	86	91	0,9	0,3	24	20	61	55	15	17
106 Finlande	38	62	3,2	2,7	28	27	0	27	0	1
107 Australie	81	89	2,5	1,9	26	24	62	68	4	5
108 Japon	62	78	2,4	2,1	18	22	35	42	5	9
109 Canada	69	80	2,7	1,7	14	18	31	62	2	9
110 Autriche	50	54	0,9	0,5	51	39	51	39	1	1
111 Etats-Unis	70	77	1,8	1,5	13	12	61	77	40	65
112 Pays-Bas	80	76	1,0	0,6	9	9	27	24	3	3
113 France	62	78	2,4	1,4	25	23	34	34	4	6
114 Belgique	66	72	1,2	0,4	17	14	28	24	2	2
115 Norvège	32	53	3,5	2,8	50	32	50	32	1	1
116 Danemark	74	84	1,5	0,9	40	32	40	32	1	1
117 Suède	73	87	1,8	1,0	15	15	15	35	1	3
118 Rép. féd. d'Allemagne	77	85	1,4	0,4	20	18	48	45	11	11
119 Suisse	51	58	2,2	1,0	19	22	19	22	1	1
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>49 w</b>	<b>62 w</b>	<b>2,4 w</b>	<b>1,8 w</b>	<b>9 w</b>	<b>7 w</b>	<b>23 w</b>	<b>32 w</b>	<b>35 t</b>	<b>64 t</b>
120 Pologne	48	57	1,8	1,7	17	15	41	47	5	8
121 Bulgarie	39	64	3,8	2,6	23	18	23	18	1	1
122 Hongrie	40	54	1,7	2,1	45	37	45	37	1	1
123 URSS	49	62	2,7	1,8	6	4	21	33	25	50
124 Tchécoslovaquie	47	63	2,1	2,0	17	12	17	12	1	1
125 Rép. dém. allemande	72	77	0,1	0,3	9	9	14	17	2	3

# Tableau 21. Indicateurs relatifs à l'espérance de vie

	Espérance de vie à la naissance (années)		Taux de mortalité infantile (enfants de moins d'un an)		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	1960	1980	1960	1980	1960	1980
<b>Pays à faible revenu</b>	42 w	57 w	165 w	94 w	28 w	12 w
<b>Chine et Inde</b>	..	59 w	..	84 w	..	10 w
<b>Autres pays</b>	40 w	48 w	164 w	130 w	31 w	22 w
1 Kampuchea démocratique	46	..	146	..	22	..
2 Rép. dém. pop. lao	44	43	155	129	24	19
3 Bhoutan	38	44	195	150	33	23
4 Tchad	35	41	195	149	46	32
5 Bangladesh	37	46	159	136	25	20
6 Ethiopie	36	40	175	146	40	32
7 Népal	38	44	195	150	33	23
8 Somalie	36	44	175	146	40	32
9 Birmanie	44	54	158	101	25	13
10 Afghanistan	33	37	233	205	41	35
11 Viet Nam	43	63	157	62	25	6
12 Mali	37	43	195	154	46	34
13 Burundi	37	42	150	122	33	25
14 Rwanda	37	45	147	137	32	29
15 Haute-Volta	36	39	252	211	63	51
16 Zaïre	40	47	150	112	33	22
17 Malawi	37	44	207	172	49	39
18 Mozambique	37	47	160	115	36	23
19 Inde	43	52	165	123	26	17
20 Haïti	44	53	182	115	47	18
21 Sri Lanka	62	66	71	44	7	3
22 Sierra Leone	37	47	234	208	57	50
23 Tanzanie	42	52	152	103	33	19
24 Chine	..	64	..	56	..	5
25 Guinée	35	45	208	165	50	37
26 Rép. centrafricaine	36	44	195	149	46	32
27 Pakistan	43	50	162	126	25	18
28 Ouganda	44	54	139	97	29	18
29 Bénin	37	47	206	154	49	34
30 Niger	37	43	191	146	45	31
31 Madagascar	37	47	109	71	21	11
32 Soudan	40	46	168	124	40	22
33 Togo	37	47	182	109	42	21
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	51 w	60 w	125 w	80 w	23 w	11 w
<b>Exportateurs de pétrole</b>	46 w	56 w	145 w	94 w	27 w	14 w
<b>Importateurs de pétrole</b>	54 w	63 w	111 w	69 w	19 w	9 w
34 Ghana	40	49	143	103	31	19
35 Kenya	41	55	138	87	29	15
36 Lesotho	42	51	144	115	31	23
37 Yémen démocratique	36	45	209	146	59	31
38 Indonésie	41	53	150	93	23	11
39 Rép. ar. du Yémen	36	42	212	190	60	50
40 Mauritanie	37	43	185	143	43	31
41 Sénégal	37	43	182	147	42	32
42 Angola	33	42	208	154	50	34
43 Libéria	44	54	194	154	46	34
44 Honduras	46	58	145	88	30	10
45 Zambie	40	49	151	106	33	20
46 Bolivie	43	50	167	131	40	25
47 Egypte	46	57	128	103	34	14
48 Zimbabwe	49	55	118	74	23	12
49 El Salvador	51	63	136	78	26	7
50 Cameroun	37	47	162	109	36	21
51 Thaïlande	52	63	103	55	13	4
52 Philippines	53	64	106	55	14	4
53 Nicaragua	47	56	144	91	30	10
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	41	51	165	105	26	14
55 Congo	48	59	171	129	39	27
56 Maroc	47	56	161	107	37	15
57 Mongolie	52	64	109	55	14	4
58 Albanie	62	70	83	48	10	4
59 Pérou	47	58	163	88	38	9
60 Nigéria	39	49	183	135	42	28
61 Jamaïque	64	71	52	16	3	(.)
62 Guatemala	47	59	92	70	10	6
63 Côte d'Ivoire	37	47	173	127	39	26
64 Rép. dominicaine	51	61	119	68	20	6
65 Colombie	53	63	93	56	11	4
66 Equateur	51	61	140	82	28	8

	Espérance de vie à la naissance (années)		Taux de mortalité infantile (enfants de moins d'un an)		Taux de mortalité juvénile (enfants de 1 à 4 ans)	
	1960	1980	1960	1980	1960	1980
67 Paraguay	56	65	86	47	9	3
68 Tunisie	48	60	159	90	36	10
69 Rép. dém. de Corée	54	65	78	34	9	2
70 Rép. arabe syrienne	50	65	132	62	25	5
71 Jordanie	47	61	136	69	26	6
72 Liban	58	66	68	41	5	2
73 Turquie	51	62	190	123	50	21
74 Cuba	63	73	66	21	5	1
75 Rép. de Corée	54	65	78	34	9	2
76 Malaisie	53	64	72	31	7	2
77 Costa Rica	62	70	71	24	6	1
78 Panama	62	70	68	22	5	1
79* Algérie	47	56	165	118	39	19
80 Brésil	55	63	118	77	19	7
81 Mexique	58	65	91	56	10	4
82 Chili	57	67	114	43	18	2
83 Afrique du Sud	53	61	135	96	28	18
84 Roumanie	65	71	69	29	7	2
85 Portugal	63	71	81	35	9	2
86 Argentine	65	70	61	45	4	2
87 Yougoslavie	63	70	92	33	11	2
88 Uruguay	68	71	50	40	3	2
89 Iran	50	59	163	108	26	14
90 Iraq	46	56	139	78	28	7
91 Venezuela	57	67	85	42	9	2
92 Hong Kong	67	74	42	13	3	(.)
93 Trinité-et-Tobago	64	72	45	24	2	1
94 Grèce	69	74	40	19	3	1
95 Singapour	64	72	36	12	2	1
96 Israël	69	72	32	14	1	(.)
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>45 w</b>	<b>57 w</b>	<b>173 w</b>	<b>99 w</b>	<b>43 w</b>	<b>14 w</b>
97 Libye	47	56	158	100	36	13
98 Arabie saoudite	43	54	185	114	48	18
99 Koweït	60	70	89	34	10	1
100 Emirats arabes unis	47	63	135	53	26	3
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>70 w</b>	<b>74 w</b>	<b>30 w</b>	<b>11 w</b>	<b>2 w</b>	<b>1 w</b>
101 Irlande	70	73	29	12	2	(.)
102 Espagne	69	73	46	11	3	(.)
103 Italie	69	73	44	14	3	1
104 Nouvelle-Zélande	72	73	23	13	1	1
105 Royaume-Uni	71	73	23	12	1	1
106 Finlande	68	73	21	8	1	(.)
107 Australie	71	74	20	11	1	(.)
108 Japon	68	76	31	7	2	(.)
109 Canada	71	74	27	11	1	(.)
110 Autriche	69	72	38	14	2	1
111 Etats-Unis	70	74	26	13	1	1
112* Pays-Bas	73	75	18	9	1	(.)
113 France	70	74	27	10	1	(.)
114 Belgique	70	73	31	11	2	(.)
115 Norvège	73	75	19	9	1	(.)
116 Danemark	72	75	22	9	1	(.)
117 Suède	73	75	17	7	1	(.)
118 Rép. féd. d'Allemagne	70	73	34	14	2	1
119 Suisse	71	75	21	9	1	(.)
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>68 w</b>	<b>71 w</b>	<b>36 w</b>	<b>25 w</b>	<b>2 w</b>	<b>1 w</b>
120 Pologne	67	72	56	21	2	1
121 Bulgarie	68	73	45	20	3	1
122 Hongrie	68	71	48	23	4	1
123 URSS	68	71	35	27	2	1
124 Tchécoslovaquie	70	71	24	17	1	1
125 Rép. dém. allemande	69	72	39	12	3	(.)

# Tableau 22. Indicateurs relatifs à la santé

	Nombre d'habitants par :				Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable <sup>a</sup> 1975	Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin <sup>a</sup>		Infirmier(e) <sup>a</sup>			Total 1977	En pourcentage des besoins 1977
	1960	1977	1960	1977			
<b>Pays à faible revenu</b>	8 960 <i>w</i>	5 810 <i>w</i>	6 650 <i>w</i>	4 840 <i>w</i>	31 <i>w</i>	2 238 <i>w</i>	97 <i>w</i>
<b>Chine et Inde</b>	3 730 <i>w</i>	2 130 <i>w</i>	6 040 <i>w</i>	2 610 <i>w</i>	..	2 270 <i>w</i>	97 <i>w</i>
<b>Autres pays</b>	34 880 <i>w</i>	19 460 <i>w</i>	9 850 <i>w</i>	13 200 <i>w</i>	29 <i>w</i>	2 113 <i>w</i>	94 <i>w</i>
1 Kampuchea démocratique	35 440	..	4 010	..	..	1 926	78
2 Rép. dém. pop. lao	53 520	20 060	4 950	3 040	..	2 082	94
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	2 028	90
4 Tchad	72 190	41 940	5 780	3 820	26	1 762	72
5 Bangladesh	..	12 690	..	40 490	53	..	..
6 Ethiopie	100 470	74 910	14 920	5 320	6	1 754	78
7 Népal	73 800	35 900	..	13 510	9	2 002	89
8 Somalie	36 570	18 480	4 810	..	33	2 033	88
9 Birmanie	15 560	5 260	8 550	4 400	17	2 286	103
10 Afghanistan	28 700	20 550	19 590	25 920	6	2 695	107
11 Viet Nam	..	5 620	..	2 470	..	1 801	96
12 Mali	67 050	25 560	4 920	2 380	9	2 117	83
13 Burundi	96 570	45 020	4 530	6 180	..	2 254	99
14 Rwanda	143 290	38 790	11 620	10 460	35	2 264	94
15 Haute-Volta	81 650	50 000	4 090	3 650	25	1 875	93
16 Zaïre	37 620	15 530	3 510	1 620	16	2 271	102
17 Malawi	35 250	41 010	12 920	3 830	33	2 066	97
18 Mozambique	20 390	35 820	4 720	4 290	..	1 906	78
19 Inde	4 850	3 630	10 980	5 700	33	2 021	89
20 Haïti	9 230	5 940	4 020	2 940	14	2 100	92
21 Sri Lanka	4 490	6 700	4 170	2 040	20	2 126	97
22 Sierra Leone	20 420	..	2 960	..	..	2 150	85
23 Tanzanie	18 220	17 550	11 890	2 390	39	2 063	87
24 Chine	3 010	1 100	2 850	480	..	2 441	103
25 Guinée	26 900	16 630	3 260	2 490	10	1 943	78
26 Rép. centrafricaine	49 610	20 280	3 280	1 540	16	2 242	92
27 Pakistan	5 400	3 780	16 960	10 030	29	2 281	99
28 Ouganda	15 050	26 810	10 030	4 180	35	2 110	93
29 Bénin	23 030	26 570	2 690	2 360	21	2 249	100
30 Niger	82 170	42 720	8 460	2 380	27	2 139	91
31 Madagascar	8 900	10 240	3 110	2 300	25	2 486	111
32 Soudan	33 420	8 780	3 030	850	46	2 184	96
33 Togo	35 760	18 160	5 340	1 740	16	2 069	92
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	16 920 <i>w</i>	5 840 <i>w</i>	3 440 <i>w</i>	2 510 <i>w</i>	50 <i>w</i>	2 561 <i>w</i>	107 <i>w</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	29 650 <i>w</i>	8 020 <i>w</i>	4 110 <i>w</i>	3 950 <i>w</i>	42 <i>w</i>	2 444 <i>w</i>	103 <i>w</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	6 500 <i>w</i>	4 010 <i>w</i>	2 870 <i>w</i>	1 210 <i>w</i>	57 <i>w</i>	2 653 <i>w</i>	110 <i>w</i>
34 Ghana	21 600	9 920	5 430	610	35	1 983	85
35 Kenya	10 690	11 630	2 270	1 090	17	2 032	96
36 Lesotho	23 490	18 640	..	14 900	17	2 245	95
37 Yémen démocratique	13 290	5 970	..	1 330	24	1 945	81
38 Indonésie	46 780	13 670	4 520	8 870	12	2 272	102
39 Rép. ar. du Yémen	130 010	11 670	..	4 580	4	2 192	82
40 Mauritanie	37 040	13 700	4 990	1 980	..	1 976	94
41 Sénégal	21 970	15 710	2 840	1 390	37	2 261	95
42 Angola	14 910	..	6 570	..	..	2 133	93
43 Libéria	12 600	9 280	1 410	1 810	20	2 404	101
44 Honduras	12 610	3 290	..	870	46	2 015	93
45 Zambie	9 540	10 410	9 920	1 970	42	2 002	90
46 Bolivie	3 830	1 850	..	3 070	34	1 974	87
47 Egypte	2 560	1 050	1 930	1 100	66	2 760	118
48 Zimbabwe	4 790	7 030	1 010	1 170	..	2 576	109
49 El Salvador	5 260	3 600	..	950	53	2 051	94
50 Cameroun	48 110	16 500	3 280	1 150	26	2 069	106
51 Thaïlande	7 950	8 220	4 860	1 170	22	1 929	97
52 Philippines	..	2 810	..	3 170	43	2 189	107
53 Nicaragua	2 690	1 590	1 250	800	70	2 446	116
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	14 390	14 040	2 450	1 590	20	2 268	87
55 Congo	16 100	7 470	1 300	600	17	2 284	99
56 Maroc	9 410	11 040	..	1 830	..	2 534	107
57 Mongolie	1 070	480	300	250	..	2 523	106
58 Albanie	3 630	960	530	320	..	2 730	113
59 Pérou	2 010	1 530	2 210	680	48	2 274	98
60 Nigéria	73 710	15 740	4 040	2 880	..	1 951	83
61 Jamaïque	2 590	3 520	1 990	550	86	2 660	118
62 Guatemala	4 420	2 560	9 040	..	40	2 156	92
63 Côte d'Ivoire	29 190	21 040	2 920	1 590	19	2 517	107
64 Rép. dominicaine	8 220	..	..	..	55	2 094	102
65 Colombie	2 640	1 970	4 220	1 250	64	2 364	98
66 Equateur	2 670	1 570	2 360	..	42	2 104	90

	Nombre d'habitants par :				Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable <sup>a</sup> 1975	Apport journalier de calories par habitant	
	Médecin <sup>a</sup>		Infirmier(e) <sup>a</sup>			Total 1977	En pourcentage des besoins 1977
	1960	1977	1960	1977			
67 Paraguay	1 810	2 190	..	2 290	13	2 824	119
68 Tunisie	10 030	3 580	..	1 070	70	2 674	115
69 Rép. dém. de Corée	..	..	..	..	..	2 837	119
70 Rép. arabe syrienne	4 630	2 570	6 660	3 900	75	2 684	104
71 Jordanie	5 800	1 960	1 930	820	61	2 107	62
72 Liban	1 210	..	2 080	..	..	2 495	112
73 Turquie	3 000	1 760	..	920	75	2 907	116
74 Cuba	1 060	1 100	950	..	..	2 720	118
75 Rép. de Corée	3 540	1 980	3 250	490	71	2 785	117
76* Malaisie	7 020	7 640	1 790	870	62	2 610	116
77 Costa Rica	2 700	1 390	710	450	77	2 550	113
78 Panama	2 730	1 220	3 460	1 410	79	2 341	104
79 Algérie	5 530	5 330	..	1 480	77	2 372	97
80* Brésil	2 560	1 700	2 770	822	77	2 562	111
81 Mexique	1 820	1 260	3 630	1 420	62	2 654	113
82 Chili	1 780	1 930	640	420	84	2 656	110
83 Afrique d.J. Sud	2 180	..	480	..	..	2 831	116
84 Roumanie	790	740	620	470	..	3 444	130
85 Portugal	1 250	700	1 420	470	65	3 076	127
86 Argentine	740	530	750	..	66	3 347	124
87 Yougoslavie	1 620	760	630	360	..	3 445	136
88 Uruguay	970	540	..	3 700	84	3 036	105
89 Iran	4 060	2 560	8 090	1 900	51	3 138	122
90 Iraq	5 270	2 190	3 030	1 890	62	2 134	90
91 Venezuela	1 510	930	2 840	370	..	2 435	102
92 Hong Kong	3 060	1 180	2 880	430	..	2 883	119
93 Trinité-et-Tobago	2 390	1 970	750	580	..	2 694	103
94 Grèce	800	460	800	600	..	3 400	135
95 Singapour	2 360	1 250	650	380	100	3 074	135
96 Israël	400	310	360	..	..	3 141	123
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	<b>13 310 w</b>	<b>1 380 w</b>	<b>4 500 w</b>	<b>3 010 w</b>	<b>88 w</b>	<b>..</b>	<b>..</b>
97 Libye	6 580	900	1 320	350	100	2 985	122
98 Arabie saoudite	16 370	1 700	5 850	860	84	2 624	87
99 Koweït	1 150	790	260	230	89	..	..
100 Emirats arabes Unis	..	780	..	430	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	<b>820 w</b>	<b>620 w</b>	<b>470 w</b>	<b>250 w</b>	<b>..</b>	<b>3 377 w</b>	<b>131 w</b>
101 Irlande	950	830	190	200	..	3 541	141
102 Espagne	850	560	1 290	900	..	3 149	127
103 Italie	640	490	1 330	330	..	3 428	136
104 Nouvelle-Zélande	850	740	..	170	..	3 345	124
105 Royaume-Uni	1 020	750	210	230	..	3 336	133
106 Finlande	1 570	630	170	110	..	3 100	116
107 Australie	760	650	..	120	..	3 428	127
108 Japon	930	850	310	290	..	2 949	126
109 Canada	910	560	290	130	..	3 374	127
110 Autriche	550	430	440	250	..	3 535	135
111 Etats-Unis	750	580	340	150	..	3 576	133
112 Pays-Bas	900	580	..	270	..	3 338	125
113 France	930	610	530	170	..	3 434	136
114 Belgique	780	440	450	..	..	3 583	141
115 Norvège	850	540	330	100	..	3 175	119
116 Danemark	810	510	220	150	..	3 418	127
117 Suède	1 050	560	100	130	..	3 221	120
118 Rép. féd. d'Allemagne	670	490	370	260	..	3 381	127
119 Suisse	740	510	340	210	..	3 485	127
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	<b>660 w</b>	<b>340 w</b>	<b>350 w</b>	<b>200 w</b>	<b>..</b>	<b>3 489 w</b>	<b>137 w</b>
120 Pologne	1 070	610	460	230	..	3 656	140
121 Bulgarie	710	440	550	190	..	3 611	143
122 Hongrie	720	430	330	190	..	3 521	133
123 URSS	560	290	340	210	..	3 460	136
124 Tchécoslovaquie	620	390	230	150	..	3 340	139
125 Rép. dém. allemande	1 180	530	..	..	..	3 641	139

a. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques.

**Tableau 23. Education<sup>a</sup>**

	Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits à l'école secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans		Taux d'alpha- bétisation des adultes (%)	
	Total		Garçons		Filles		1960	1979	1960	1978	1960	1977
	1960	1979	1960	1979	1960	1979						
	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1978	1960	1977
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>76 w</b>	<b>94 w</b>	<b>68 w</b>	<b>98 w</b>	<b>34 w</b>	<b>84 w</b>	<b>15 w</b>	<b>49 w</b>	<b>2 w</b>	<b>3 w</b>	<b>26 w</b>	<b>50 w</b>
<b>Chine et Inde</b>	<b>86 w</b>	<b>102 w</b>	<b>86 w</b>	<b>103 w</b>	<b>93 w</b>	<b>93 w</b>	<b>58 w</b>	<b>58 w</b>	<b>4 w</b>	<b>4 w</b>	<b>54 w</b>	<b>54 w</b>
<b>Autres pays</b>	<b>37 w</b>	<b>64 w</b>	<b>50 w</b>	<b>77 w</b>	<b>24 w</b>	<b>47 w</b>	<b>6 w</b>	<b>17 w</b>	<b>1 w</b>	<b>2 w</b>	<b>23 w</b>	<b>34 w</b>
1 Kampuchea démocratique	64		82		46		3		( )		36	
2 Rép. dém. pop. lao	25	93	34	101	16	85	1	16	( )		28	41
3 Bhoutan	3	11	5	15	( )	7		1	( )			
4 Tchad	17	35	29	51	4	19	( )	3	( )		6	15
5 Bangladesh	47	65	66	79	26	49	8	25	1	2	22	26
6 Ethiopie	7	36	11	48	3	24	( )	9	( )			15
7 Népal	10	88	19	124	1	49	6	19	1	3	9	19
8 Somalie	9	50	13	64	5	36	1	7	( )	1	2	50
9 Birmanie	56	84	61	87	52	81	10	20	1	4	60	70
10 Afghanistan	9	22	15	36	2	7	1	7	( )	1	8	12
11 Viet Nam		120		124		115		56		3		87
12 Mali	10	28	14	36	6	20	1	9		1	3	9
13 Burundi	18	23	27	28	9	18	1	2	( )	1	14	23
14 Rwanda	49	70	68	74	30	67	2	2		( )	16	50
15 Haute-Volta	8	21	12	26	5	15	( )	3		( )	2	5
16 Zaïre	60	90	88	103	32	77	3	19	( )	1	31	58
17 Malawi		59		70		48	1	4		( )		25
18 Mozambique	48	107	60	125	36	90	2	9		( )	11	28
19 Inde	61	78	80	92	40	63	20	27	3	8	28	36
20 Haïti	46	62	50		42		4	15	( )	1	15	23
21 Sri Lanka	95	98	100		90		27	53	1	1	75	85
22 Sierra Leone	23	37	30	45	15	30	2	12	( )	1	7	
23 Tanzanie	25	104	33	113	18	94	2	4		( )	10	66
24 Chine	102	118		111		114		79		1		66
25 Guinée	30	34	44	45	16	24	2	15		5	7	20
26 Rép. centrafricaine	32	77	53	100	12	54	1	10		1	7	39
27 Pakistan	30	56	46	81	13	31	11	16	1	2	15	24
28 Ouganda	49	50	65	58	32	42	3	5	( )	1	35	48
29 Bénin	27	60	38	78	15	42	2	12		1	5	25
30 Niger	5	23	7	29	3	17	( )	4		( )	1	5
31 Madagascar	52	100	58	100	45	87	4	12	( )	3		50
32 Soudan	25	51	35	60	14	43	3	16	( )	2	13	20
33 Togo	44	110	63	136	24	85	2	32		2	10	18
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	<b>76 w</b>	<b>97 w</b>	<b>84 w</b>	<b>104 w</b>	<b>68 w</b>	<b>93 w</b>	<b>15 w</b>	<b>39 w</b>	<b>4 w</b>	<b>11 w</b>	<b>49 w</b>	<b>65 w</b>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	<b>63 w</b>	<b>97 w</b>	<b>75 w</b>	<b>109 w</b>	<b>52 w</b>	<b>93 w</b>	<b>9 w</b>	<b>32 w</b>	<b>3 w</b>	<b>8 w</b>	<b>36 w</b>	<b>57 w</b>
<b>Importateurs de pétrole</b>	<b>85 w</b>	<b>96 w</b>	<b>91 w</b>	<b>100 w</b>	<b>80 w</b>	<b>92 w</b>	<b>18 w</b>	<b>44 w</b>	<b>5 w</b>	<b>13 w</b>	<b>60 w</b>	<b>73 w</b>
34 Ghana	38	71	52	80	25	62	5	36	( )		27	
35 Kenya	47	99	64	105	30	94	2	18	( )	1	20	50
36 Lesotho	83	104	63	84	102	123	3	17	( )	2		52
37 Yémen démocratique	13	70	20	99	5	42	5	31		2		40
38 Indonésie	71	94	86	100	58	89	6	22	1	3	39	62
39 Rép. ar. du Yémen	8	34	14	59	( )	9	( )	4		2	3	21
40 Mauritanie	8	28	13	36	3	20	( )	6		( )	5	17
41 Sénégal	27	42	36	51	17	34	3	10	1	2	6	10
42 Angola	21		28		13		2		( )			
43 Libéria	31	67	45	83	18	51	2	22	( )		9	25
44 Honduras	67	89	68	92	67	85	8	21	1	8	45	60
45 Zambie	42	95	51	101	34	89	2	17		2	29	44
46 Bolivie	64	82	78	87	50	76	12	35	4	13	39	63
47 Egypte	66	75	80	88	52	61	16	48	5	15	26	44
48 Zimbabwe	96	104	107	110	86	96	6	15	( )		39	74
49 El Salvador	80	82	82	83	77	81	13	26	1	8	49	62
50 Cameroun	65	103	87	113	43	93	2	17		1	19	
51 Thaïlande	83	82	88	85	79	78	13	29	2	7	68	84
52 Philippines	95	98	98		93		26	63	13	27	72	75
53 Nicaragua	66	85	65	83	66	88	7	27	1			90
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	32	64	59	73	7	55	1	12			29	32
55 Congo	78	156	103	163	53	148	4	69	1	4	16	
56 Maroc	47	75	67	93	27	56	5	22	1	4	14	28
57 Mongolie	79	108	79	111	78	105	51	81	8			
58 Albanie	94		102		86		20		5			
59 Pérou	83	112	95	115	71	108	15	50	4	17	61	80
60 Nigéria	36	79	46		27		4	10	( )	1	15	30
61 Jamaïque	92	99	92	99	93	100	45	58	2		82	90
62 Guatemala	45	69	50	74	39	63	7	15	2	6	32	
63 Côte d'Ivoire	46	74	68	91	24	58	2	15	( )	2	5	41
64 Rép. dominicaine	98	96	99	95	98	96	7	28	1		65	67
65 Colombie	77	128	77	127	77	129	12	46	2	10	63	
66 Equateur	83	107	87	109	79	105	12	49	3	35	68	81



	Nombre d'inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent						Nombre d'inscrits à l'école secondaire en pourcentage du groupe d'âge pertinent		Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans		Taux d'alpha- bétisation des adultes (%)	
	Total		Garçons		Filles		1960	1979	1960	1978	1960	1977
	1960	1979	1960	1979	1960	1979						
	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1979	1960	1978	1960	1977
67 Paraguay	98	102	105	106	90	98	11	25	2	8	75	84
68 Tunisie	66	102	88	119	43	85	12	25	1	5	16	62
69 Rép. dém. de Corée		113		115		112						
70 Rép. arabe syrienne	65	96	89	107	39	84	16	47	4	18	30	58
71 Jordanie	77	102	94	106	59	99	25	74	1		32	70
72 Liban	102	97	105		99		19	50	6	28		
73 Turquie	75	105	90	115	58	96	14	34	3	8	38	60
74 Cuba	109	112	109	116	109	108	14	71	3	19		96
75 Rép. de Corée	94	111	99	112	89	111	27	76	5	12	71	93
76 Malaisie	96	93	108	94	83	92	19	52	1	3	53	
77 Costa Rica	96	107	97	108	95	106	21	48	5	24		90
78 Panama	96	115	98	118	94	113	29	66	5	20	73	
79 Algérie	46	98	55	113	37	83	8	31	(.)	4	10	35
80 Brésil	95	89	97	90	93	87	11	32	2	11	61	76
81 Mexique	80	124	82	127	77	122	11	45	3	12	65	81
82 Chili	109	119	111	120	107	118	24	55	4	12	84	
83 Afrique du Sud	89		94		85		15		3		57	
84 Roumanie	98	98	101	98	95	98	24	83	5	11	89	98
85 Portugal		117		119		115		55	4	11	62	
86 Argentine	98	110	98	110	99	111	23	56	11	22	91	93
87 Yougoslavie	111	99	113	99	108	98	58	82	9	23	77	85
88 Uruguay	111	105	111	107	111	102	37	59	8	18		94
89 Iran	41	101	56	121	27	80	12	44	1	5	16	50
90 Iraq	65	120	94	129	36	110	19	56	2	9	18	
91 Venezuela	100	110	100	110	100	110	21	40	4	21	63	82
92 Hong Kong	87	109	93	110	79	108	20	63	4	11	70	90
93 Trinité-et-Tobago	88	96	89	96	87	97	24	56	1		93	95
94 Grèce	102	103	104	104	101	103	37	81	4	18	81	
95 Singapour	111	107	121	109	101	106	32	59	6	9		
96 Israël	98	96	99	95	97	97	48	68	10	26	84	
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	28 w	81 w	44 w	92 w	12 w	70 w	5 w	44 w	..	7 w	9 w	25 w
97 Libye	59	123	92	128	24	119	9	67	1	6	22	
98 Arabie saoudite	12	64	22	78	2	49	2	31	(.)	7	3	16
99 Koweït	117	99	131	102	102	96	37	74		12	47	60
100 Emirats arabes unis												56
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	114 w	102 w	107 w	104 w	112 w	104 w	64 w	88 w	17 w	37 w	..	99 w
101 Irlande	110	105	107	105	112	104	35	92	9	19		98
102 Espagne	110	109	106	110	116	109	23	78	4	24	87	
103 Italie	111	102	112	103	109	102	34	73	7	27	91	98
104 Nouvelle-Zélande	108	107	110	108	106	106	73	81	13	29		99
105 Royaume-Uni	92	105	92	104	92	105	66	83	9	20		99
106 Finlande	97	85	100	85	95	85	74	90	7	21	99	100
107 Australie	103	111	103	111	103	111	51	86	13	26		100
108 Japon	103	101	103	101	102	101	74	90	10	29	98	99
109 Canada	107	102	108	102	105	101	46	89	16	37		99
110 Autriche	105	99	106	99	104	98	50	72	8	22	99	99
111 Etats-Unis	118	98					86	97	32	56	98	99
112 Pays-Bas	105	101	105	100	104	102	58	93	13	28		99
113 France	144	112	144	113	143	111	46	84	10	24		99
114 Belgique	109	101	111	101	108	101	69	86	9	26		99
115 Norvège	100	100	100	99	100	100	57	94	7	25		99
116 Danemark	103	98	103		103		65	83	10	29		99
117 Suède	96	98	95	98	96	98	55	86	9	37		99
118 Rép. féd. d'Allemagne	133		132		134		53		6	26		99
119 Suisse	118	86	118	86	118	87	26	55	7	17		99
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	101 w	100 w	101 w	95 w	101 w	96 w	48 w	93 w	11 w	20 w	98 w	100 w
120 Pologne	109	99	110		107		50	54	9	18	95	98
121 Bulgarie	93	96	94	97	92	95	55	87	11	18	91	
122 Hongrie	101	96	103	96	100	96	46	69	7	12	97	99
123 URSS	100	101	100		100		49	104	11	21	99	100
124 Tchécoslovaquie	93	92	93	92	93	93	25	43	11	16	95	
125 Rép. dém. allemande	112	97	111	95	113	98	39	88	16	29		

a Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques

# Tableau 24. Dépenses militaires et sociales

	Dépenses militaires en pourcentage :				Dépenses de l'administration centrale par habitant (dollars de 1975)					
	du PNB		des dépenses de l'administration centrale		Défense		Education		Santé	
	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
<b>Pays à faible revenu</b>	3,8 <i>w</i>	4,5 <i>w</i>	19,0 <i>w</i>	18,1 <i>w</i>	6 <i>w</i>	9 <i>w</i>	3 <i>w</i>	4 <i>w</i>	2 <i>w</i>	1 <i>w</i>
<b>Chine et Inde</b>	..	4,4 <i>w</i>	..	17,7 <i>w</i>	..	9 <i>w</i>	7 <i>w</i>	4 <i>w</i>	..	..
<b>Autres pays</b>	3,8 <i>w</i>	5,0 <i>w</i>	19,0 <i>w</i>	19,2 <i>w</i>	6 <i>w</i>	7 <i>w</i>	3 <i>w</i>	3 <i>w</i>	2 <i>w</i>	1 <i>w</i>
1 Kampuchea démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4 Tchad	4,5	..	24,6	..	6	..	3	..	1	..
5 Bangladesh	0,5	..	5,1	..	(.)	..	1	..	(.)	..
6 Ethiopie	2,0	..	14,3	..	2	..	2	..	1	..
7 Népal	0,6	0,9	7,1	6,6	1	1	1	2	(.)	1
8 Somalie	6,2	6,8	23,3	25,0	7	16	2	5	2	2
9 Birmanie	6,3	3,7	31,6	24,2	7	5	3	2	1	1
10 Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
11 Viet Nam	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
12 Mali	..	2,9	..	17,2	..	4	..	5	..	1
13 Burundi	2,0	..	10,3	..	2	..	6	..	1	..
14 Rwanda	3,0	1,5	25,6	12,4	4	2	3	3	1	1
15 Haute-Volta	1,3	3,2	11,5	16,9	1	4	3	3	1	1
16 Zaïre	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
17 Malawi	0,6	3,8	3,2	13,9	1	5	4	3	1	2
18 Mozambique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
19 Inde	..	2,8	..	18,1	..	4	..	(.)	..	(.)
20 Haïti	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
21 Sri Lanka	1,3	0,7	4,1	1,9	4	2	12	8	6	5
22 Sierra Leone	..	1,7	..	7,8	..	3	..	5	..	3
23 Tanzanie	2,3	9,4	11,9	23,7	4	15	5	7	2	3
24 Chine	..	5,7	..	17,5	..	12	..	7	..	..
25 Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
27 Pakistan	6,6	5,0	39,9	28,8	10	9	(.)	1	(.)	(.)
28 Ouganda	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
29 Bénin	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
30 Niger	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
31 Madagascar	0,8	..	3,6	..	2	..	5	..	2	..
32 Soudan	3,5	2,6	23,0	13,6	8	10	3	4	2	1
33 Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>	2,9 <i>w</i>	3,3 <i>w</i>	13,6 <i>w</i>	13,0 <i>w</i>	26 <i>w</i>	39 <i>w</i>	21 <i>w</i>	35 <i>w</i>	9 <i>w</i>	15 <i>w</i>
<b>Exportateurs de pétrole</b>	3,0 <i>w</i>	4,1 <i>w</i>	16,4 <i>w</i>	14,7 <i>w</i>	31 <i>w</i>	48 <i>w</i>	25 <i>w</i>	49 <i>w</i>	10 <i>w</i>	16 <i>w</i>
<b>Importateurs de pétrole</b>	2,8 <i>w</i>	3,0 <i>w</i>	12,7 <i>w</i>	12,3 <i>w</i>	24 <i>w</i>	35 <i>w</i>	19 <i>w</i>	29 <i>w</i>	9 <i>w</i>	14 <i>w</i>
34 Ghana	1,6	0,7	8,0	4,4	8	3	20	10	6	4
35 Kenya	1,3	4,8	6,0	17,7	3	13	11	13	4	5
36 Lesotho	..	..	..	..	..	..	5	..	2	..
37 Yémen démocratique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
39 Rép. ar. du Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
40 Mauritanie	..	14,4	..	29,4	..	35	..	12	..	3
41 Sénégal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
42 Angola	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
43 Libéria	..	1,0	..	2,7	..	3	..	13	..	7
44 Honduras	1,9	2,4	12,4	11,4	7	9	13	15	6	7
45 Zambie	..	..	..	..	..	..	33	24	13	11
46 Bolivie	1,5	2,0	16,1	16,6	7	10	13	19	4	5
47 Egypte	..	3,3	..	8,2	..	17	..	24	..	8
48 Zimbabwe	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
49 El Salvador	0,8	1,4	6,6	9,3	4	6	11	13	6	6
50 Cameroun	..	1,6	..	9,2	..	7	..	10	..	3
51 Thaïlande	3,5	3,5	19,5	19,4	11	15	11	16	2	3
52 Philippines	1,5	2,2	10,1	18,7	5	9	7	8	1	2
53 Nicaragua	1,9	..	12,3	..	12	..	16	..	4	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée	..	1,4	..	4,3	..	7	..	27	..	13
55 Congo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
56 Maroc	2,8	5,8	12,3	16,0	13	35	21	39	5	7
57 Mongolie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
58 Albanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
59 Pérou	2,5	1,9	14,8	12,3	23	17	35	19	10	8
60 Nigéria	5,2	..	40,2	..	20	..	2	..	2	..
61 Jamaïque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
62 Guatemala	1,1	1,2	11,0	10,8	3	8	5	10	2	6
63 Côte d'Ivoire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
64 Rép. dominicaine	1,5	..	8,5	..	11	..	18	..	15	..
65 Colombie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
66 Equateur	2,0	2,1	16,9	18,8	11	14	20	21	3	6

	Dépenses militaires en pourcentage :				Dépenses de l'administration centrale par habitant (dollars de 1975)					
	du PNB		des dépenses de l'administration centrale		Défense		Education		Santé	
	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>	1972 <sup>a</sup>	1979 <sup>b</sup>
67 Paraguay	1,8	1,2	13,8	11,7	9	9	8	10	2	3
68 Tunisie	1,1	1,5	4,8	4,3	7	13	46	63	11	22
69 Rép. dém. de Corée										
70 Rép. arabe syrienne	10,9	14,4	37,2	34,9	64	115	19	21	2	3
71 Jordanie	..	14,2	..	27,9	..	78	..	30	..	13
72 Liban	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
73 Turquie	3,4	3,3	15,4	12,0	27	31	32	49	6	8
74 Cuba	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	4,9	5,5	25,8	30,6	22	44	14	24	1	2
76 Malaisie	5,1	4,0	18,5	16,4	33	38	42	50	12	15
77 Costa Rica	0,5	0,7	2,6	2,7	5	8	48	70	6	7
78 Panama	..	..	..	..	..	..	..	60	..	58
79 Algérie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
80 Brésil	1,4	0,8	8,3	4,3	13	11	11	15	10	21
81 Mexique	0,6	0,5	4,9	2,9	8	8	27	50	8	10
82 Chili	2,6	4,2	6,1	12,0	4	37	9	40	5	20
83 Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
84 Roumanie	..	2,0	6,2	3,7	..	..	..	..	..	..
85 Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
86 Argentine	1,0	2,5	9,0	14,0	18	37	19	22	7	5
87 Yougoslavie	4,1	4,3	20,5	19,3	54	77	..	..	66	101
88 Uruguay	1,4	2,5	5,6	11,7	16	37	28	30	5	15
89 Iran	7,4	11,2	24,1	25,9	104	169	45	80	16	23
90 Iraq	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
91 Venezuela	2,1	2,3	9,7	7,8	41	55	73	101	27	35
92 Hong Kong	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
93 Trinité-et-Tobago	..	0,9	..	2,5	..	24	..	111	..	60
94 Grèce	7,8	6,2	14,6	19,9	90	167	54	88	44	76
95 Singapour	6,0	5,1	35,3	24,4	126	164	56	100	28	47
96 Israël	17,6	29,8	39,8	39,2	620	1 083	141	246	55	141
<b>Exportateurs de pétrole à revenu élevé</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
97 Libye	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98 Arabie saoudite	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
99 Koweït	2,7	3,4	8,4	13,8	314	432	559	311	206	196
100 Emirats arabes unis	..	..	24,5	55,1	..	..	..	..	..	..
<b>Pays industriels à économie de marché</b>	5,1 <i>w</i>	3,8 <i>w</i>	21,6 <i>w</i>	13,5 <i>w</i>	301 <i>w</i>	283 <i>w</i>	80 <i>w</i>	109 <i>w</i>	152 <i>w</i>	235 <i>w</i>
101 Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
102 Espagne	1,3	1,3	6,5	5,2	34	42	43	65	5	7
103 Italie	2,0	..	6,3	..	70	..	178	..	150	..
104 Nouvelle-Zélande	1,7	1,7	5,8	4,6	70	72	203	216	180	241
105 Royaume-Uni	5,5	5,4	16,7	14,5	217	249	34	45	158	219
106 Finlande	1,5	1,5	6,1	4,9	80	92	203	281	140	197
107 Australie	2,8	2,3	14,5	8,9	188	164	55	164	108	187
108 Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
109 Canada	..	1,7	..	7,9	..	131	..	72	..	126
110 Autriche	1,0	1,2	3,0	3,2	47	71	160	223	156	290
111 Etats-Unis	6,3	4,6	32,2	21,5	453	376	45	51	120	183
112 Pays-Bas	..	3,5	..	6,4	..	234	..	540	..	19
113 France	..	2,6	..	6,9	..	190	..	255	..	406
114 Belgique	2,6	3,0	6,6	5,8	157	212	364	527	34	65
115 Norvège	3,4	..	9,4	..	201	..	206	..	255	..
116 Danemark	2,3	..	7,0	..	169	..	377	..	231	..
117 Suède	3,6	3,4	12,2	7,7	283	292	335	412	81	92
118 Rép. féd. d'Allemagne	3,0	2,8	12,4	9,6	200	222	24	21	281	437
119 Suisse	2,0	2,1	15,1	10,3	184	187	51	65	122	208
<b>Pays industriels à économie planifiée</b>	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
120 Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
122 Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
123 URSS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

a. Les chiffres en italique se rapportent à 1973 et non à 1972. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1978 et non à 1979.

# Tableau 25. Répartition des revenus

		Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu <sup>a</sup>					
	Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Decile le plus riche
<b>Pays à faible revenu</b>							
<b>Chine et Inde</b>							
<b>Autres pays</b>							
1 Kampuchea démocratique		..	..	..	..	..	..
2 Rép. dém. pop. lao		..	..	..	..	..	..
3 Bhoutan		..	..	..	..	..	..
4 Tchad		..	..	..	..	..	..
5 Bangladesh	1973-74	6,9	11,3	16,1	23,5	42,2	27,4
6 Ethiopie		..	..	..	..	..	..
7 Népal	1976-77	4,6	8,0	11,7	16,5	59,2	46,5
8 Somalie		..	..	..	..	..	..
9 Birmanie		..	..	..	..	..	..
10 Afghanistan		..	..	..	..	..	..
11 Viet Nam		..	..	..	..	..	..
12 Mali		..	..	..	..	..	..
13 Burundi		..	..	..	..	..	..
14 Rwanda		..	..	..	..	..	..
15 Haute-Volta		..	..	..	..	..	..
16 Zaïre		..	..	..	..	..	..
17 Malawi	1967-68	10,4	11,1	13,1	14,8	50,6	40,1
18 Mozambique		..	..	..	..	..	..
19 Inde	1975-76	7,0	9,2	13,9	20,5	49,4	33,6
20 Haïti		..	..	..	..	..	..
21 Sri Lanka	1969-70	7,5	11,7	15,7	21,7	43,4	28,2
22 Sierra Leone		..	..	..	..	..	..
23 Tanzanie	1969	5,8	10,2	13,9	19,7	50,4	35,6
24 Chine		..	..	..	..	..	..
25 Guinée		..	..	..	..	..	..
26 Rép. centrafricaine		..	..	..	..	..	..
27 Pakistan		..	..	..	..	..	..
28 Ouganda		..	..	..	..	..	..
29 Bénin		..	..	..	..	..	..
30 Niger		..	..	..	..	..	..
31 Madagascar		..	..	..	..	..	..
32 Soudan		..	..	..	..	..	..
33 Togo		..	..	..	..	..	..
<b>Pays à revenu intermédiaire</b>							
<b>Exportateurs de pétrole</b>							
<b>Importateurs de pétrole</b>							
34 Ghana		..	..	..	..	..	..
35 Kenya	1974	2,6	6,3	11,5	19,2	60,4	45,8
36 Lesotho		..	..	..	..	..	..
37 Yémen démocratique		..	..	..	..	..	..
38 Indonésie	1976	6,6	7,8	12,6	23,6	49,4	34,0
39 Rép. ar. du Yémen		..	..	..	..	..	..
40 Mauritanie		..	..	..	..	..	..
41 Sénégal		..	..	..	..	..	..
42 Angola		..	..	..	..	..	..
43 Libéria		..	..	..	..	..	..
44 Honduras		..	..	..	..	..	..
45 Zambie		..	..	..	..	..	..
46 Bolivie		..	..	..	..	..	..
47 Egypte		..	..	..	..	..	..
48 Zimbabwe		..	..	..	..	..	..
49 El Salvador		..	..	..	..	..	..
50 Cameroun		..	..	..	..	..	..
51 Thaïlande		..	..	..	..	..	..
52 Philippines	1970-71	5,2	9,0	12,8	19,0	54,0	38,5
53 Nicaragua		..	..	..	..	..	..
54 Papouasie-Nouvelle-Guinée		..	..	..	..	..	..
55 Congo		..	..	..	..	..	..
56 Maroc		..	..	..	..	..	..
57 Mongolie		..	..	..	..	..	..
58 Albanie		..	..	..	..	..	..
59 Pérou	1972	1,9	5,1	11,0	21,0	61,0	42,9
60 Nigéria		..	..	..	..	..	..
61 Jamaïque		..	..	..	..	..	..
62 Guatemala		..	..	..	..	..	..
63 Côte d'Ivoire		..	..	..	..	..	..
64 Rép. dominicaine		..	..	..	..	..	..
65 Colombie		..	..	..	..	..	..
66 Equateur		..	..	..	..	..	..

Pourcentage du revenu des ménages, par tranches de revenu<sup>a</sup>

	Année	Quintile le plus pauvre	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile le plus riche	Décile le plus riche
67 Paraguay		..	..	..	..	..	..
68 Tunisie		..	..	..	..	..	..
69 Rép. dém. de Corée		..	..	..	..	..	..
70 Rép. arabe syrienne		..	..	..	..	..	..
71 Jordanie		..	..	..	..	..	..
72 Liban		..	..	..	..	..	..
73 Turquie	1973	3,5	8,0	12,5	19,5	56,5	40,7
74 Cuba		..	..	..	..	..	..
75 Rép. de Corée	1976	5,7	11,2	15,4	22,4	45,3	27,5
76 Malaisie	1973	3,5	7,7	12,4	20,3	56,1	39,8
77 Costa Rica	1971	3,3	8,7	13,3	19,9	54,8	39,5
78 Panama	1970	2,0	5,2	11,0	20,0	61,8	44,2
79 Algérie		..	..	..	..	..	..
80 Brésil	1972	2,0	5,0	9,4	17,0	66,6	50,6
81 Mexique	1977	2,9	7,0	12,0	20,4	57,7	40,6
82 Chili	1968	4,4	9,0	13,8	21,4	51,4	34,8
83 Afrique du Sud		..	..	..	..	..	..
84 Roumanie		..	..	..	..	..	..
85 Portugal		..	..	..	..	..	..
86 Argentine	1970	4,4	9,7	14,1	21,5	50,3	35,2
87 Yougoslavie	1978	6,6	12,1	18,7	23,9	38,7	22,9
88 Uruguay		..	..	..	..	..	..
89 Iran		..	..	..	..	..	..
90 Iraq		..	..	..	..	..	..
91 Venezuela	1970	3,0	7,3	12,9	22,8	54,0	35,7
92 Hong Kong	1980	5,4	10,8	15,2	21,6	47,0	31,3
93 Trinité-et-Tobago	1975-76	4,2	9,1	13,9	22,8	50,0	31,8
94 Grèce		..	..	..	..	..	..
95 Singapour		..	..	..	..	..	..
96 Israël		..	..	..	..	..	..

**Exportateurs de pétrole à revenu élevé**

97 Libye		..	..	..	..	..	..
98 Arabie saoudite		..	..	..	..	..	..
99 Koweït		..	..	..	..	..	..
100 Emirats arabes unis		..	..	..	..	..	..

**Pays industriels à économie de marché**

101 Irlande		..	..	..	..	..	..
102 Espagne	1974	6,0	11,8	16,9	23,1	42,2	26,7
103 Italie	1977	6,2	11,3	15,9	22,7	43,9	28,1
104 Nouvelle-Zélande		..	..	..	..	..	..
105 Royaume-Uni	1979	7,3	12,4	17,7	23,4	39,2	23,8
106 Finlande	1977	6,8	12,8	18,7	24,9	26,8	21,2
107 Australie	1966-67	6,6	13,5	17,8	23,4	38,8	23,7
108 Japon	1969	7,9	13,1	16,8	21,2	41,0	27,2
109 Canada	1977	3,8	10,7	17,9	25,6	42,0	26,9
110 Autriche		..	..	..	..	..	..
111 Etats-Unis	1972	4,5	10,7	17,3	24,7	42,8	26,6
112 Pays-Bas	1977	8,1	13,7	17,9	23,3	37,0	22,1
113 France	1975	5,3	11,1	16,0	21,8	45,8	30,5
114 Belgique		..	..	..	..	..	..
115 Norvège	1970	6,3	12,9	18,8	24,7	37,3	22,2
116 Danemark	1976	7,4	12,6	18,3	24,2	37,5	22,4
117 Suède	1979	7,2	12,8	17,4	25,4	37,2	21,2
118 Rép. féd. d'Allemagne	1974	6,9	11,0	15,4	21,9	44,8	28,8
119 Suisse		..	..	..	..	..	..

**Pays industriels à économie planifiée**

120 Pologne		..	..	..	..	..	..
121 Bulgarie		..	..	..	..	..	..
122 Hongrie		..	..	..	..	..	..
123 URSS		..	..	..	..	..	..
124 Tchécoslovaquie		..	..	..	..	..	..
125 Rép. dém. allemande		..	..	..	..	..	..

a. Les estimations données dans ce tableau doivent être interprétées avec prudence. Voir notes techniques.

# Notes techniques

La présente édition des Indicateurs du développement dans le monde fournit des indicateurs économiques pour des périodes données et des indicateurs sociaux pour des années données sous une forme permettant de comparer les pays ou groupes de pays. Bien que les chiffres et statistiques aient été soigneusement choisis pour donner une idée complète du développement, le lecteur est invité à ne les interpréter qu'avec prudence, surtout lorsqu'il voudra comparer les indicateurs relatifs à des pays différents. En effet, les méthodes statistiques, la couverture, les pratiques et les définitions varient très largement d'un pays à l'autre. En outre, les systèmes statistiques de nombreux pays en développement sont encore peu avancés, ce qui réduit le volume et la fiabilité des données.

Tous les taux de croissance sont exprimés en termes réels et, sauf indication contraire, ont été calculés par la méthode des moindres carrés, c'est-à-dire que le taux de croissance  $r$  est calculé par régression des valeurs annuelles de la variable pendant la période envisagée, selon la formule logarithmique :  $\text{Log } Xt = a + bt + e$ , où  $Xt$  est la variable,  $t$  le temps,  $e$ , la composante d'erreur et  $b$  le coefficient de pente.  $r$  est donc égal à  $[\text{antilog } b] - 1$ , qui est l'estimation du taux de croissance par les moindres carrés.

## Tableau 1. Indicateurs de base

Les estimations de la *population* au milieu de 1980 proviennent le plus souvent de la Division de la population des Nations Unies. Dans bien des cas, les données tiennent compte des résultats de recensements récents. Les données relatives aux *superficies* sont tirées de l'*Annuaire FAO de la production*, édition de 1979.

Le *produit national brut* (PNB) mesure la production intérieure et extérieure totale revendiquée par les résidents. Le PNB est égal au produit intérieur brut (voir les notes techniques relatives au Tableau 2) majoré du revenu des facteurs (tels que revenu des investissements et les envois de fonds des travailleurs émigrés) que les résidents reçoivent de l'étranger et diminué du revenu que l'économie nationale verse à des non-résidents. Les amortissements n'ont pas été déduits du PNB. Dans certains cas, les estimations du PNB ont été ajustées à partir de données sur le produit matériel net.

Le *PNB par habitant* est calculé selon la méthode suivie pour l'*Atlas de la Banque mondiale* qui consiste à convertir le PNB de la manière suivante : premièrement, on convertit la série du PNB en prix constants du marché et en monnaie nationale en une série en prix moyens constants pour la période 1978-80, en multipliant la

série initiale en prix constants par la moyenne pondérée du déflateur intérieur du PNB pour la période de référence (c'est-à-dire par le rapport entre le PNB total aux prix courants et le PNB total en prix constants pendant la période 1978-80). Deuxièmement, on convertit la série en prix moyens constants de 1978-80 en monnaie nationale en une série en dollars des Etats-Unis en divisant la première par la moyenne pondérée du taux de change pour la période de référence. La moyenne pondérée du taux de change est le rapport entre la somme du PNB aux prix courants et la somme du PNB divisée par le taux de change moyen annuel de la monnaie nationale par rapport au dollar en 1978, 1979 et 1980. Troisièmement, on convertit la série en dollars moyens constants de 1978-80 en une série en dollars courants en multipliant la première par le déflateur implicite du PNB des Etats-Unis de 1978 à 1980. La même méthode a été suivie pour la plupart des pays.

Pour obtenir le *PNB par habitant*, on a divisé le PNB en dollars aux prix du marché par la population au milieu des années 80. Le recours à une période de référence de trois ans vise à atténuer les effets des fluctuations des prix et des taux de change. Comme la période de référence est modifiée tous les ans, les don-

nées présentées dans les diverses éditions des Indicateurs du développement dans le monde ne sont pas comparables.

Les chiffres relatifs au PNB et

au PNB par habitant de six pays industriels à économie planifiée, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Tchécoslovaquie et

l'URSS, sont tirés de données officielles sur le produit matériel net. En utilisant les comptes nationaux de 12 pays d'Europe occidentale, on a évalué deux rapports : le premier entre le produit matériel net par habitant et le PNB par habitant pour l'année repère 1970; le second entre les taux de croissance moyenne annuelle du produit matériel net par habitant et du PNB par habitant. Pour chacun des six pays industriels à économie planifiée, on a obtenu le PNB par habitant pour 1970 en inscrivant son produit matériel net par habitant en 1970 (converti en dollars au taux de change non commercial) dans la première équation. On a ensuite extrapolé à 1980 le PNB par habitant de l'année repère 1970 tiré de la première équation en utilisant les taux de croissance estimatifs tirés de la seconde équation. On a ensuite converti les estimations de 1980 du PNB par habitant en dollars de 1970 en dollars courants en les multipliant par le déflateur implicite du PNB des Etats-Unis en 1970.

Les estimations du PNB par habitant et des taux de croissance du PNB par habitant des pays industriels à économie planifiée doivent donc être considérées comme provisoires. De surcroît, comme ces estimations n'ont pas été calculées sur la base de taux de change moyen pour 1978-80, il n'est pas possible de les comparer avec les estimations relatives aux économies de marché. En outre, les différences bien connues entre les concepts sur lesquels repose la comptabilité nationale de ces deux types d'économie limitent également les possibilités de comparaison. Par exemple, les chiffres figurant au Tableau 1 pour les pays industriels à économie planifiée sont sensiblement différents des autres chiffres tirés des estimations

**Produit brut par habitant calculé selon la méthode traditionnelle et selon la méthode du PCI dans quelques pays, 1975**

Pays	Indice du PIB par habitant (Etats-Unis = 100)		PIB par habitant au taux de change de parité du pouvoir d'achat en pourcentage du PIB au taux de change officiel
	Dollars EU convertis au taux de change officiel	Dollars internationaux convertis au taux de change de parité du pouvoir d'achat <sup>a</sup>	
<i>Afrique</i>			
Kenya	3,4	6,6	195
Malawi	1,9	4,9	255
Zambie	6,9	10,3	149
<i>Asie</i>			
Inde	2,0	6,6	322
Iran	22,1	37,7	171
Japon	62,3	68,4	110
Malaisie	10,9	21,5	198
Pakistan	2,6	8,2	312
Philippines	5,2	13,2	251
République arabe syrienne	10,0	25,0	250
République de Corée	8,1	20,7	254
Sri Lanka	2,6	9,3	365
Thaïlande	5,0	13,0	261
<i>Europe</i>			
Allemagne, République fédérale d'	94,7	83,0	88
Autriche	69,8	69,6	100
Belgique	87,8	77,7	88
Danemark	104,5	82,4	79
Espagne	41,0	55,9	136
France	89,6	81,9	91
Hongrie	29,6	49,6	168
Irlande	37,2	42,5	114
Italie	47,9	53,8	112
Luxembourg	90,2	82,0	91
Pays-Bas	84,5	75,2	89
Pologne	36,0	50,1	139
Roumanie	24,3	33,3	137
Royaume-Uni	57,6	63,9	111
Yougoslavie	23,2	36,1	156
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>			
Brésil	16,0	25,2	158
Colombie	7,9	22,4	283
Jamaïque	19,6	24,0	123
Mexique	20,4	34,7	170
Uruguay	18,2	39,6	217

a. Un dollar international a le même pouvoir d'achat pour l'ensemble du PIB qu'un dollar des Etats Unis.

Source : Kravis et autres, "World Product and Income: International Comparisons of Real Gross Product" (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1982).

officielles du PIB converties au taux de change officiel moyen annuel : par exemple, 2.300 dollars pour la Bulgarie en 1978, 2.060 dollars pour la Hongrie en 1980

et 2.150 dollars pour la Pologne en 1979. La Banque mondiale a entrepris des recherches pour mettre au point des estimations plus facilement comparables du

PNB par habitant pour les pays industriels à économie planifiée.

L'utilisation du taux de change officiel pour convertir les chiffres en monnaie nationale en dollars

**Indicateurs de base pour les pays membres des Nations Unies/de la Banque mondiale de moins de 1 million d'habitants**

Pays	Population (en millions d'habitants) Mi-1980	Superficie (milliers de km <sup>2</sup> )	PNB par habitant		Taux annuel moyen d'inflation (%)		Taux d'alpha- bétisation des adultes (%) 1977 <sup>c</sup>	Espérance de vie à la naissance (années) 1980 <sup>c</sup>	Indice moyen de la production alimentaire par habitant (1969-71 = 100) 1978-80
			Dollars 1980	Croissance annuelle moyenne (%) 1960-80 <sup>a</sup>	1960-70	1970-80 <sup>b</sup>			
Guinée-Bissau	0,8	36	160	..	..	7,5	28	42	91
Gambie	0,6	11	250	1,7	2,2	11,0	15	42	71
Maldives	0,2	(.)	260	1,3	..	..	82	47	..
Cap-Vert	0,3	4	300	..	..	10,6	..	61	..
Comores	0,4	2	300	-0,1	..	..	..	47	..
Guinée équatoriale	0,3	28	..	..	3,7	11,6	..	47	..
Samoa-Occidental	0,2	3	..	..	..	..	..	68	..
Iles Salomon	0,2	28	460	1,0	3,0	8,5	..	..	126
Djibouti	0,4	22	480	-5,3	..	..	14	45	..
Sao Tomé-et-Principe	0,1	1	490	0,3	..	22,1	..	..	..
St-Vincent-et- Grenadines	0,1	(.)	520	0,2	..	..	..	..	..
Vanuatu	0,1	15	530	2,1	..	..	..	..	99
Dominique	0,1	1	620	-0,6	..	..	..	..	..
Swaziland	0,6	17	680	6,2	2,2	10,8	65	47	114
Grenade	0,1	(.)	690	1,6	..	..	..	69	..
Guyane	0,8	215	690	0,9	2,3	10,8	..	70	94
Sainte-Lucie	0,1	1	900	3,4	..	..	..	..	..
Botswana	0,8	600	910	9,2	2,4	10,5	35	50	89
Maurice	0,9	2	1.060	2,3	2,2	15,4	85	65	91
Belize	0,1	23	1.080	3,1	..	9,4	..	..	..
Antigua-et-Barbuda	0,1	(.)	1.270	-0,4	..	..	..	..	..
Seychelles	0,1	(.)	1.770	3,1	..	..	..	66	..
Fidji	0,6	18	1.850	3,3	2,5	12,7	75	72	99
Suriname	0,4	163	2.840	4,9	..	10,0	65	68	182
Barbade	0,2	(.)	3.040	4,5	2,3	13,9	99	71	84
Malte	0,3	(.)	3.470	8,2	1,5	4,1	..	72	133
Chypre	0,6	9	3.560	..	1,3	5,2	89	73	99
Bahamas	0,2	14	3.790	-0,8	..	..	93	69	..
Oman	0,9	300	4.380	8,8	2,4	27,9	..	48	..
Gabon	0,7	268	4.440	5,5	5,4	19,6	..	45	97
Bahreïn	0,4	1	5.560	..	..	..	..	67	..
Islande	0,2	103	11.330	3,2	12,2	35,4	..	76	109
Luxembourg	0,4	3	14.510	-8,0	3,6	6,8	100	72	107
Qatar	0,2	11	26.080	2,7	2,6	..	..	58	..

a. Comme on ne dispose pas de chiffres pour le début des années 60, les chiffres en italique se rapportent à des périodes autres que celles qui sont indiquées. b. Les chiffres en italique se rapportent à 1970-79 et non à 1970-80. c. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées. Voir notes techniques.



ne reflète pas avec exactitude le pouvoir d'achat relatif des monnaies. En particulier, elle présente le risque d'exagérer les différences de revenu réel entre les pays en développement et les pays industriels. La raison en est que les taux de change reposent sur les prix de biens et de services faisant l'objet d'échanges internationaux et que parfois ils n'ont guère de rapport avec le prix de biens et de services qui ne font pas l'objet de tels échanges mais qui constituent la plus grande partie du produit national de la plupart des pays en développement.

Le PNB calculé sur la base du taux de change ne représente pas correctement le bien-être relatif des populations. Cela a été démontré par le Projet de comparaison internationale des Nations Unies, qui a permis de mettre au point des mesures fiables du PNB réel à une échelle internationale (voir Irving Kravis et autres, *A system of International Comparisons of Gross Product and Purchasing Power* [Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1975] (Système de comparaisons internationales du produit brut et du pouvoir d'achat); Kravis et autres, *International Comparisons of Real Product and Purchasing Power* [1978] (Comparaisons internationales du produit réel et du pouvoir d'achat); et Kravis et autres, *World Product and Income: International Comparisons of Real GDP* [1982] (Produit et revenu mondiaux : Comparaisons internationales du PIB réel)). Ce projet porte déjà sur 34 pays et en couvrira 75 dans la phase suivante. La Banque mondiale, les Nations Unies et d'autres agences internationales telles que la Communauté économique européenne et la Commission économique pour l'Amérique latine se livrent à des travaux de recherche sur les moyens d'étendre à tous

les pays du monde le système de comparaison du pouvoir d'achat. Toutefois, en attendant que de telles études soient terminées, le taux de change reste le seul moyen de convertir le PNB en monnaie nationale à un PNB en dollars.

Le tableau à la page précédente donne des exemples de différences entre le produit brut par habitant calculé selon les méthodes traditionnelles et calculé selon la méthode du Projet de comparaison internationale.

Le *taux annuel moyen d'inflation* a été calculé à partir du déflateur implicite du PIB que l'on obtient en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur du PIB aux prix courants du marché par la valeur du PIB en prix constants du marché, les deux séries étant exprimées en monnaie nationale. Cette méthode de mesure de l'inflation ne va pas sans limitations, en particulier pour ce qui est des pays producteurs de pétrole, vu l'essor des prix de ce produit.

Le *taux d'alphabétisation des adultes* est le pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire. Ce taux est calculé essentiellement sur la base de renseignements fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), complétés par des données de la Banque mondiale. Ces données étant normalement rassemblées au cours de grandes enquêtes démographiques ou de recensements, il est fréquent qu'elles n'existent pas pour l'année la plus récente. Pour certains pays, les estimations présentées portent sur des années autres que celles qui sont indiquées, bien que ne s'en écartant généralement pas de plus de deux ans. De ce fait, la série ne se prête pas à une comparaison entre tous les pays.

L'*espérance de vie à la naissance* indique le nombre d'années que vivrait un nouveau-né sujet aux risques de mortalité particuliers à une coupe instantanée de la population au moment de sa naissance. Fournies par la Division de la population des Nations Unies, ces données sont complétées par d'autres, tirées des dossiers de la Banque mondiale.

L'*indice de la production alimentaire par habitant* exprime la quantité annuelle moyenne de denrées alimentaires produite par habitant pendant les années 1978-80 en pourcentage de la quantité annuelle moyenne produite en 1969-71. Cet indice se fonde sur des estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui les a obtenues en divisant l'indice de la production alimentaire par l'indice de la population. Par production alimentaire, on entend les céréales, les tubercules amyliacés, la canne à sucre, la betterave sucrière, les légumineuses, les oléagineux comestibles, les noix, les fruits, les légumes, le bétail et les produits de l'élevage. La production alimentaire est exprimée nette des aliments consommés par le bétail, des semences utilisées dans l'agriculture et des pertes enregistrées en cours de traitement et de distribution.

Le tableau à la page précédente fait apparaître les indicateurs de base pour 34 pays ayant moins de 1 million d'habitants et membres des Nations Unies, de la Banque mondiale ou des deux. Dans la plupart des cas, on ne dispose pas de chiffres complets. Le tableau de cette année comprend néanmoins trois indicateurs supplémentaires : alphabétisation des adultes, taux d'inflation et croissance du PNB par habitant.

Les moyennes pondérées figurant dans le Tableau 1 sont pondérées par la population.

### **Tableaux 2 et 3. Croissance et structure de la production**

La plupart des définitions employées sont celles du *Système de comptabilité nationale* des Nations Unies.

Le *produit intérieur brut* (PIB) mesure la production finale totale de biens et de services de l'économie nationale, c'est-à-dire la production réalisée par les résidents et les non-résidents, quelle que soit la part respective des premiers et des seconds. On calcule la valeur du PIB sans en déduire les amortissements. Pour la plupart des pays, le PIB par industrie d'origine est exprimé au coût des facteurs, mais pour certains pays pour lesquels on ne dispose pas de séries complètes de comptes nationaux au coût des facteurs, on a utilisé les chiffres aux prix du marché. Le PIB au coût des facteurs est égal au PIB aux prix du marché, diminué des impôts indirects nets des subventions. Les chiffres du PIB sont des chiffres en dollars convertis au taux de change moyen annuel de la monnaie nationale pour l'année en question, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas été calculés selon la méthode de l'*Atlas de la Banque mondiale*, décrite dans les notes techniques relatives au Tableau 1 et ne sont donc pas comparables aux chiffres de ce tableau.

Le *secteur agricole* englobe l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche. Le *secteur industriel* comprend l'extraction minière, les opérations manufacturières, les travaux publics et le bâtiment, l'électricité, l'eau et le gaz. Toutes les autres branches de l'activité économique sont classées comme *services*.

Les indicateurs figurant sur ces tableaux ont été estimés à partir de séries de comptes nationaux en monnaie du pays. Les taux de croissance du Tableau 2 ont été calculés à prix constants, tandis

que les pourcentages du PIB présentés au Tableau 3 s'entendent en prix courants.

Les taux moyens de croissance présentés au Tableau 2 sont pondérés par le PIB en dollars de 1970. Les parts moyennes des divers secteurs indiquées au Tableau 3 sont pondérées par le PIB en dollars courants pour les années en question.

### **Tableaux 4 et 5. Croissance de la consommation et de l'investissement; structure de la demande**

Le *PIB* est défini dans les notes relatives au Tableau 2.

La *consommation du secteur public* (consommation des administrations publiques) comprend toutes les dépenses courantes consacrées aux achats de biens et de services des administrations publiques à tous les niveaux. Les dépenses d'équipement au titre de la défense et de la sécurité nationales sont considérées comme des dépenses de consommation.

La *consommation du secteur privé* représente la valeur, aux prix du marché, de tous les biens et services achetés ou reçus sous forme de revenus en nature par les ménages et les établissements à but non lucratif. Elle inclut la valeur attribuée au loyer des logements occupés par leur propriétaire.

L'*investissement intérieur brut* comprend les dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, majorées de la valeur nette des variations de stocks.

L'*épargne intérieure brute* est le montant de l'investissement intérieur brut financé sur la production intérieure. Elle recouvre à la fois l'épargne publique et l'épargne privée et représente l'investissement intérieur brut plus les exportations nettes de biens et services non facteurs.

Les *exportations de biens et de services non facteurs* représentent la valeur de tous les biens et services non facteurs vendus au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des services facteurs (comme le revenu des investissements et les envois de fonds des travailleurs émigrés) n'y est pas comprise.

Le *solde de ressources* est la différence entre les exportations et les importations de biens et de services non facteurs.

Les indicateurs figurant sur ces tableaux ont été estimés à partir de séries de comptes nationaux en monnaie du pays. Les taux de croissance du Tableau 4 sont en prix constants, tandis que les pourcentages du PIB présentés au Tableau 5 s'entendent en prix courants.

Les chiffres sommaires présentés au Tableau 5 sont pondérés par le PIB en dollars courants pour les années en question.

### **Tableau 6. Industrialisation**

La répartition en pourcentage de la valeur ajoutée entre les industries manufacturières a été calculée à partir de données de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), les valeurs de base étant exprimées en dollars de 1975.

Les industries manufacturières ont été regroupées d'après la Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI). *Alimentation et agriculture* recouvre les Classes 311, 313 et 314 de la CITI; *Textiles et vêtements*, les Classes 321 à 324; *Machines et matériel de transport*, les Classes 382 à 384; *Produits chimiques*, les Classes 351 et 352; enfin, *Autres industries manufacturières* comprend la Catégorie 3 de la

CITI, diminuée de toutes les classes susmentionnées.

Les chiffres de la *valeur ajoutée du secteur manufacturier* sont tirés de la série des comptes nationaux en monnaie nationale de la Banque mondiale. Les montants ont été convertis en dollars de 1975.

Pour calculer la *production manufacturière brute par habitant*, on a appliqué les ratios production brute/valeur ajoutée du secteur manufacturier tirés de plusieurs numéros du *Yearbook of Industrial Statistics* des Nations Unies, aux chiffres de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée du secteur manufacturier. On a ensuite obtenu les valeurs par habitant en utilisant une estimation de la population en milieu d'année.

#### Tableau 7. Énergie commerciale

Les données relatives à l'énergie proviennent en général des Nations Unies. Elles portent sur les formes commerciales d'énergie primaire : charbon et lignite, pétrole brut, gaz naturel et condensats, électricité d'origine hydraulique et nucléaire, tous les chiffres étant convertis en équivalents charbon. La consommation de bois de feu et autres combustibles traditionnels, importante dans certains pays du tiers monde, n'a pas été prise en considération faute de données chiffrées fiables et complètes.

Les taux moyens de croissance de la *production d'énergie* sont pondérés par le volume de la production en 1974; pour la *consommation d'énergie*, par la consommation en 1974; pour la *consommation d'énergie par habitant*, par la population.

Les *importations d'énergie* désignent la valeur, en dollars, des importations d'énergie — Classification type pour le commerce international (CTCI) révisée, Sec-

tion 3 — en pourcentage des recettes totales d'exportation de marchandises. Les chiffres sommaires sont pondérés par les exportations de marchandises en dollars courants.

Les données relatives aux importations d'énergie ne permettent pas de distinguer entre les importations de pétrole comme carburant, d'une part, et pour les industries pétrochimiques, d'autre part. Il se peut donc que ces pourcentages surestiment le degré de dépendance des pays à l'égard de l'énergie d'origine étrangère.

#### Tableau 8. Croissance du commerce de marchandises

Les statistiques relatives au commerce de marchandises proviennent de publications des Nations Unies et du système de données des Nations Unies sur le commerce; elles sont complétées par des statistiques émanant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Fonds monétaire international (FMI) ou, dans quelques cas, des archives régionales de la Banque mondiale.

La rubrique *exportations et importations de marchandises* recouvre, à quelques exceptions près, tous les transferts internationaux de propriété de marchandises franchissant les frontières douanières du pays qui compile les données. Les exportations s'entendent f.o.b. (franco à bord), les importations c.a.f. (coût, assurance, frais), sauf exceptions précisées dans les sources indiquées ci-dessus. Ces valeurs sont exprimées en dollars courants.

Les *taux de croissance des exportations et des importations de marchandises*, donnés en termes réels, ont été calculés à partir d'indices du volume des exportations et des importations qui proviennent le

plus souvent, pour la plupart des pays en développement, du *Manuel de statistique du commerce international et du développement* de la CNUCED et de données supplémentaires révisées. Pour les pays industriels, ces indices sont tirés du *Yearbook of International Trade Statistics* et du *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies.

Les *termes de l'échange* (ou termes de l'échange nets) sont donnés par le ratio indice de la valeur unitaire des exportations d'un pays/indice de la valeur unitaire de ses importations. Les indices des termes de l'échange présentés pour 1960 et 1980 (avec pour année de référence 1975 = 100) montrent donc l'évolution des prix à l'exportation exprimés en pourcentage des prix à l'importation. Les indices des valeurs unitaires proviennent des sources mentionnées ci-dessus à propos des taux de croissance des exportations et des importations.

#### Tableaux 9 et 10. Structure du commerce de marchandises

Les parts des échanges présentées sur ces tableaux ont été estimées à partir des valeurs des échanges (exprimées en dollars courants) données par les bandes des Nations Unies sur le commerce et par le *Yearbook of International Trade Statistics* des Nations Unies, complétées par les publications statistiques de l'ONU et du FMI.

Les *exportations et importations de marchandises* sont définies dans les notes techniques relatives au Tableau 8.

Dans la classification des exportations (Tableau 9), l'expression *combustibles, minéraux et métaux* désigne les produits des Divisions 27 et 28 de la Section 3 de la CTCI révisée et les métaux non ferreux de la Division 68 de

la CTCI. L'expression *autres produits primaires* désigne le contenu des Sections 0, 1, 2 et 4 de la CTCI (produits alimentaires, animaux vivants, boissons et tabac, matières brutes non comestibles, huiles, graisses et cires) à l'exclusion des produits figurant aux Divisions 27 et 28 de la CTCI (minéraux, pétrole brut et minerais métallifères). La rubrique *textiles et vêtements* renvoie aux Divisions 65 et 84 de la CTCI (textiles, fils et filés, tissus et vêtements). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les biens marchands figurant à la Section 7 de la CTCI. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés*, qui est le résiduel de la valeur totale des exportations manufacturières, regroupe les Sections 5 à 9 de la classification à l'exclusion de la Section 7 et des Divisions 65, 68 et 84.

Dans la classification des importations (Tableau 10), les *denrées alimentaires* correspondent aux Sections 0, 1 et 4 et à la Division 22 de la CTCI révisée (produits alimentaires, animaux vivants, boissons et tabac, huiles et graisses). La rubrique *combustibles* comprend les produits de la Section 3 de la CTCI (combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes). Par *autres produits primaires*, on désigne le contenu de la Section 2 de la CTCI (matériaux bruts, à l'exclusion de combustibles), diminué du contenu de la Division 22 (graines oléagineuses et noix) et majoré de celui de la Division 68 (métaux non ferreux). La colonne *machines et matériel de transport* regroupe les marchandises de la Section 7 de la CTCI. Enfin, la rubrique *autres biens manufacturés* correspond au résiduel de la valeur totale des importations manufacturières, c'est-à-dire aux Sections 5 à 9 de la CTCI à l'exclusion de la Section 7 et de la Division 68.

Les chiffres sommaires figurant aux Tableaux 9 et 10 sont pondérés respectivement par les exportations et les importations de marchandises en dollars courants.

**Tableau 11. Origine et destination des exportations de marchandises**

*Les exportations de marchandises* sont définies dans les notes techniques relatives au Tableau 8. Les parts des échanges présentées sur ce tableau ont été calculées à partir de statistiques de l'ONU et du FMI sur la valeur des échanges (exprimée en dollars courants). Les exportations non affectées sont réparties entre les groupes de pays proportionnellement à leur part respective des échanges localisables. Le groupe des *pays industriels à économie de marché* inclut Gibraltar, l'Islande et le Luxembourg; le groupe des *pays exportateurs de pétrole à revenu élevé* comprend Qatar.

Les chiffres sommaires sont pondérés par la valeur en dollars courants des exportations de marchandises.

**Tableau 12. Origine et destination des exportations de biens manufacturés**

Les statistiques figurant sur ce tableau proviennent des Nations Unies qui les utilisent avec d'autres données pour calculer les chiffres figurant au Tableau spécial B de leur *Yearbook of International Trade Statistics*. Par *biens manufacturés*, on entend les marchandises figurant aux Sections 5 à 9 de la CTCI révisée (produits chimiques et apparentés, articles manufacturés, machines et matériel de transport), à l'exclusion de la Division 68 (métaux non ferreux).

Les pays sont groupés de la même façon qu'au Tableau 11. Les chiffres sommaires sont pondérés par la valeur en dollars courants des exportations de biens manufacturés.

**Tableau 13. Balance des paiements et coefficient du service de la dette**

La *balance des transactions courantes* est la différence entre i) les exportations de biens et de services, majorées des apports que représentent les transferts unilatéraux de fonds publics et privés et ii) les importations de biens et de services, majorées des sorties unilatérales de fonds vers le reste du monde. Les *versements d'intérêt au titre de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat* sont les intérêts versés au titre de la fraction décaissée de l'encours de la dette publique et de la dette à moyen et à long terme garantie par l'Etat, majorés des commissions d'engagement sur la fraction non décaissée. Les estimations du compte des transactions courantes proviennent des dossiers du FMI, celles des versements d'intérêt, du Système de notification de la dette de la Banque mondiale.

Le *service de la dette* est la somme des versements effectués au titre des intérêts et du remboursement du principal de la dette à moyen et à long terme contractée ou garantie par l'Etat. Les données relatives au service de la dette proviennent du Système de notification de la dette de la Banque mondiale. Le ratio service de la dette/exportations de biens et de services est l'un des moyens empiriques fréquemment utilisés pour apprécier l'aptitude d'un pays à assurer le service de sa dette. Le coefficient du service de la dette présenté ici n'inclut pas

la dette privée non garantie qui, pour certains pays, est loin d'être négligeable; la dette contractée aux fins d'acquisition de matériel militaire ne fait généralement pas l'objet d'une notification. Pour les groupes de pays, le ratio moyen service de la dette/PNB est pondéré par le PNB exprimé en dollars courants. Le ratio moyen service de la dette/exportations de biens et de services est pondéré par la valeur en dollars courants des exportations de biens et de services.

Le Système de notification de la dette de la Banque mondiale est axé uniquement sur les pays en développement et ne rassemble pas les chiffres relatifs à la dette extérieure des autres groupes d'emprunteurs. Il n'existe d'ailleurs pas, pour ces pays-là, de données comparables émanant d'autres sources.

#### Tableau 14. Flux de capitaux extérieurs

Les chiffres relatifs aux *entrées brutes* de capitaux et au *remboursement du principal* (amortissement) des emprunts à moyen et à long terme contractés ou garantis par l'Etat proviennent du Système de notification de la dette de la Banque mondiale. Les *entrées nettes* sont égales aux entrées brutes, diminuées des remboursements au titre du principal.

L'*investissement direct privé net* est le montant net investi ou réinvesti par des non-résidents dans des entreprises dans lesquelles ils (ou d'autres non-résidents) jouissent d'un pouvoir de décision assez étendu; ces chiffres nets comprennent également la valeur des investissements directs effectués à l'étranger par des résidents du pays. Ces estimations ont été tirées des dossiers du FMI

#### Tableau 15. Dette publique extérieure et réserves internationales

L'*encours de la dette publique extérieure* représente le montant des emprunts contractés ou garantis par l'Etat qui ont été décaissés, net des engagements de prêts annulés et des remboursements au titre du principal. Les chiffres indiqués, extraits du Système de notification de la dette de la Banque mondiale, s'entendent en fin d'année. Lorsqu'on estime la dette publique extérieure en pourcentage du PNB, on convertit ce dernier (exprimé en monnaie nationale) en dollars au taux de change officiel moyen pour l'année considérée. Les chiffres sommaires sont pondérés par le PNB en dollars courants.

Les *réserves internationales brutes* sont égales aux avoirs en or du pays, aux droits de tirage spéciaux (DTS) qu'il détient, à sa position de réserve au FMI s'il en est membre, et à ses avoirs en devises contrôlés par les autorités monétaires. L'élément or de ces réserves est évalué, pour tous les pays, au prix de ce métal sur le marché de Londres en fin d'année, soit 37,37 dollars l'once en 1970 et 589,50 dollars l'once en 1980. Les données relatives aux avoirs de réserves internationales proviennent des dossiers du FMI. Le volume de réserves indiqué pour 1970 et 1980 s'entend en fin d'année et est exprimé en dollars courants. Les avoirs de réserves à la fin de 1980 sont également exprimés en nombre de mois d'importation de biens et de services qu'ils permettraient de financer, compte tenu de la valeur moyenne des importations en 1979 ou en 1980. Les chiffres sommaires sont pondérés par la valeur, en dollars courants, des importations de biens et de services.

#### Tableau 16. Aide publique au développement provenant des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP

L'*aide publique au développement* (APD) représente les décaissements nets au titre de dons ou de prêts accordés à des conditions de faveur par les organismes publics des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en vue de promouvoir le développement et le bien-être économiques. La valeur de la coopération et de l'assistance techniques y est incluse. Tous les chiffres ont été fournis par l'OCDE.

Les *flux nets* sont les décaissements nets en faveur des pays en développement et des institutions multilatérales. Les décaissements aux institutions multilatérales sont maintenant notifiés par tous les pays membres du CAD à la date d'émission des bons correspondants (certains membres du Comité effectuaient autrefois cette notification à la date d'encaissement des fonds). Les *flux bilatéraux nets aux pays à faible revenu* ne comprennent ni les flux bilatéraux non affectés ni les décaissements aux institutions multilatérales.

Les valeurs nominales de l'APD pour les pays de l'OCDE pris collectivement ont été converties en prix de 1978 au moyen du déflateur du PNB en dollars. Ce déflateur repose sur la hausse des prix, en dollars, enregistrée dans les pays de l'OCDE (à l'exception de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal et de la Turquie). Il tient compte des variations de parité entre le dollar et les diverses monnaies nationales. Ainsi, lorsque le dollar se déprécie, toute

augmentation des prix, mesurée en monnaie nationale, doit être corrigée à la hausse du montant de la dépréciation de la monnaie américaine pour être exprimée en dollars.

Le tableau présente les montants de l'APD totale non seulement de l'OPEP, mais aussi de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Les pays donneurs de l'OPAEP sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Koweït, la Libye et Qatar. Les chiffres concernant l'APD fournie par l'OPEP et l'OPAEP proviennent également de l'OCDE.

#### **Tableau 17. Accroissement passé et projeté de la population, et population stationnaire hypothétique**

*Les taux d'accroissement de la population totale* sont les moyennes sur l'ensemble de la période, calculées à partir de la population des pays en milieu d'année. Les chiffres sommaires sont pondérés par la population en 1970.

*Les projections de la population* pour 1990, 2000 et pour l'année où elle deviendra finalement stationnaire, ont été établies séparément pour chaque pays, à partir de renseignements relatifs à sa population totale par âge et par sexe ainsi qu'à ses taux de fécondité et de mortalité en 1980, année de référence. Ces paramètres ont été projetés par intervalles de cinq ans et sur la base d'hypothèses identiques pour tous les pays, jusqu'au moment où sera atteinte la population stationnaire. Les estimations pour l'année de référence proviennent des Nations Unies, d'imprimés d'ordinateurs qui ont été mis à jour, de *World Population Trends and Prospects by Country, 1950-2025*, de la Banque mondiale, du Population Council, du Bureau du re-

censement des Etats-Unis et de recensements nationaux récents.

Le *taux net de reproduction* (TNR) indique le nombre de filles qu'une fille nouveau-née mettrait au monde, au cours de sa vie, dans l'hypothèse de taux fixes de fécondité par âge et d'un ensemble fixe de taux de mortalité.

Le TNR indique donc dans quelle mesure une cohorte de filles nouveau-nées se reproduira, pour un tableau donné de taux de fécondité et de mortalité. Un taux net de reproduction de 1 indique que la fécondité se trouve au niveau de remplacement, taux auquel les femmes en âge de procréer donnent naissance, en moyenne, à un nombre de filles juste suffisant pour les remplacer dans la population. Une population continue de croître après que la fécondité a atteint le taux de remplacement parce que, du fait des taux de natalité élevés enregistrés précédemment, la composition par âge de la population se caractérise par une proportion relativement forte de personnes en âge de procréer ou n'ayant pas encore atteint cet âge. Le temps qu'il faut à la population d'un pays pour devenir stationnaire, une fois que sa fécondité a atteint le taux de remplacement, dépend donc de sa structure par âge et de sa fécondité antérieure.

Dans une *population stationnaire*, les taux de mortalité par âge et par sexe sont restés inchangés pendant longtemps, tandis que les taux de fécondité par âge se sont maintenus au taux de remplacement (TNR = 1). Le taux de natalité est alors constant et égal au taux de mortalité, la structure par âge est constante et le taux d'accroissement est nul.

Pour établir les projections, on a fait des hypothèses sur les taux futurs de mortalité à partir de l'espérance de vie des femmes à la naissance (c'est-à-dire le nombre

d'années qu'une fille nouveau-née vivrait si elle était sujette aux risques de mortalité particuliers à une coupe instantanée de la population à l'époque de sa naissance). On a d'abord séparé les pays où le taux d'inscription des filles dans les écoles primaires était supérieur à 70 % de ceux où il était inférieur à 70 %. Dans chaque groupe, on a supposé une série d'augmentations annuelles de l'espérance de vie des femmes, selon l'espérance de vie des femmes en 1975-80. Pour une espérance de vie donnée à la naissance, les augmentations annuelles pendant la période de projection sont plus fortes dans les pays dont le taux d'inscription à l'école primaire est supérieur à 70 % en 1975-80 et où l'espérance de vie ne dépasse pas 60 ans. Au-delà de 60 ans, les gains sont les mêmes.

Pour projeter les taux de fécondité, on a d'abord estimé l'année où ces taux atteindraient le niveau de remplacement. Ces estimations relèvent de la spéculation et reposent sur des renseignements relatifs à la tendance des taux bruts de natalité (définis dans les notes au Tableau 18), des indices synthétiques de fécondité (également définis dans les notes au Tableau 18), de l'espérance de vie des femmes à la naissance et des résultats des programmes de planning familial. Pour la plupart des pays, on a supposé que l'indice synthétique de fécondité baisserait entre 1980 et l'année où serait atteint un taux net de reproduction de 1, après quoi il resterait au niveau de remplacement. Pour l'Afrique au sud du Sahara, on a supposé que l'indice synthétique de fécondité resterait constant jusqu'en 1990-95 et baisserait par la suite jusqu'à ce que soit atteint le niveau de remplacement. Dans plusieurs pays



industriels, la fécondité est déjà inférieure au niveau de remplacement. Comme une population ne reste pas stationnaire si son taux de reproduction n'est pas égal à 1, il a fallu supposer, pour estimer la population stationnaire de ces pays, que leurs indices de fécondité remonteraient; l'hypothèse adoptée pour des raisons de cohérence avec les autres estimations est que ces taux atteindront le niveau de remplacement d'ici à l'an 2000 et resteront ensuite constants.

Pour toutes les projections, on a attribué aux migrations internationales une incidence nulle.

Tenter d'estimer le chiffre hypothétique de la population stationnaire, ainsi que l'année où la fécondité atteindra le taux de remplacement et celle où la population deviendra stationnaire, relève de la spéculation. *Ces estimations ne doivent pas être considérées comme des prévisions.* Elles ne visent qu'à indiquer, de façon sommaire, et à partir d'hypothèses très simplifiées, ce qu'impliquent, à long terme, les tendances récemment observées. Les lecteurs intéressés pourront se procurer auprès du Département de la population, santé et nutrition de la Banque mondiale le document exposant la méthode et les hypothèses utilisées pour ces calculs.

#### **Tableau 18. Indicateurs démographiques et indicateurs relatifs à la fécondité**

Les *taux bruts de natalité et de mortalité* indiquent respectivement le nombre annuel de naissances vivantes et de décès pour mille habitants. Ces taux proviennent des sources mentionnées dans les notes techniques relatives au Tableau 17. Les variations des pourcentages sont calculées à partir de chiffres arrondis.

L'*indice synthétique de fécondité* (ISF) exprime le nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge. Les taux indiqués proviennent des sources mentionnées dans les notes techniques relatives au Tableau 17.

Le *pourcentage de femmes mariées utilisant des moyens de contraception* ne comprend que les femmes mariées en âge de procréer (15-44 ans). Les chiffres présentés sont le plus souvent tirés de l'ouvrage (non traduit) de Dorothy Nortman et Ellen Hofstatter, *Population and Family Planning Programs: A Factbook* (Les programmes de population et de planning familial : Ce que disent les chiffres) (New York : Population Council, diverses éditions); de l'article de Dorothy Nortman, "Changing Contraceptive Patterns: A Global Perspective" (La modification des schémas de contraception : Perspectives générales), paru dans *Population Bulletin*, Vol. 32, No 3 (Washington, D.C. : Population Reference Bureau, août 1977); et du *Family Planning Service Statistics, Annual Report, 1976* (Rapport annuel 1976 de statistiques sur les services de planning familial) du Bureau de la population (Washington, D.C., Agence de développement international des Etats-Unis). Ces données se rapportent à diverses années, qui ne s'écartent généralement pas de plus de deux ans de l'année considérée.

Tous les chiffres sommaires sont pondérés par la population.

#### **Tableau 19. Population active**

La *population en âge de travailler* représente l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans. Pour

1980 et les années précédentes, ces estimations s'appuient sur les projections démographiques de la Banque mondiale. Les chiffres sommaires sont pondérés par la population.

Par *population active*, on désigne les personnes ayant une activité économique, y compris les militaires et les chômeurs, mais à l'exclusion des ménagères, des étudiants et des inactifs. L'*agriculture, l'industrie et les services* sont définis comme pour le Tableau 2. Les estimations de la répartition sectorielle de la population active en 1960 ont été fournies par le Bureau international du travail (BIT), *Main d'oeuvre : Evaluations et projections 1950-2000*; la plupart des chiffres pour 1980 sont des extrapolations géométriques des estimations du BIT pour 1960 et 1970, qui proviennent de la source susmentionnée. Les chiffres sommaires sont pondérés par la population active.

Le *taux annuel moyen d'accroissement de la population active* a été calculé à partir des projections de population de la Banque et de données du BIT relatives aux taux d'activité, provenant également de la source susmentionnée. Les chiffres sommaires pendant les périodes 1960-70 et 1970-80 sont pondérés par la population active, en 1970; pour la période 1980-2000, ils sont pondérés par des projections de cette population active en 1980.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer les taux d'activité du BIT aux plus récentes des projections de population de la Banque; c'est le cas pour les pays dans lesquels le niveau de chômage et de sous-emploi ou les migrations internationales et intérieures, ou les deux, ont beaucoup varié. Il convient donc de traiter avec prudence les estimations de la population active pour la période 1980-2000.

## Tableau 20. Urbanisation

Les chiffres de la *population urbaine en pourcentage de la population totale* proviennent de l'ONU (*Mode d'accroissement de la population urbaine et rurale*, Etudes démographiques, No 68, 1980) et sont complétés par des données de la Banque mondiale et d'autres tirées de diverses éditions de l'*Annuaire démographique* des Nations Unies.

Le *taux d'accroissement de la population urbaine* a été calculé à partir de projections de la population préparées par la Banque mondiale. La répartition de la population totale vivant en milieu urbain a été estimée à partir des sources susmentionnées.

Les données relatives aux agglomérations urbaines proviennent également des Nations Unies.

Dans la mesure où les estimations figurant sur ce tableau correspondent à des définitions différentes de l'adjectif "urbain" tel qu'il est utilisé dans divers pays, la prudence s'impose lorsqu'on procède à des comparaisons entre pays.

Les chiffres sommaires de la population urbaine, exprimés en pourcentage de la population totale, sont pondérés par la population totale; les autres chiffres sommaires présentés sur ce tableau sont pondérés par la population urbaine.

## Tableau 21. Indicateurs relatifs à l'espérance de vie

L'*espérance de vie à la naissance* est définie dans les notes techniques se rapportant au Tableau 1.

Le *taux de mortalité infantile* exprime le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes enregistrées au cours d'une année donnée. Ces

statistiques proviennent de diverses sources, notamment de l'*Annuaire démographique* des Nations Unies et du *Bulletin démographique des Nations Unies*, No 14 (en préparation 1982) : "Infant mortality: World Estimates and Projections 1950-2025" (Mortalité infantile, estimations et projections mondiales), ainsi que de la Banque mondiale.

Le *taux de mortalité juvénile* exprime le nombre de décès d'enfants âgés de 1 à 4 ans pour mille enfants du même groupe d'âge enregistré une année donnée. Ils ont été calculés à partir des données sur la mortalité infantile et le rapport entre mortalité infantile et mortalité juvénile implicite dans les tableaux du modèle Coale-Demeny (Ansley J. Coale et Paul Demeny, *Regional Model Life Tables and Stable Populations* (Tableaux modèles sur les statistiques d'état civil et la population stable, par région - non traduit) (Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1966).

Les chiffres sommaires présentés sur ce tableau sont pondérés par la population.

## Tableau 22. Indicateurs relatifs à la santé

Les estimations du *nombre d'habitants par médecin et infirmier(ère)* ont été fournies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS); on a révisé certaines de ces données afin de tenir compte de nouveaux renseignements ainsi que des estimations corrigées de la population. Le personnel infirmier comprend les infirmières diplômées, les aides-soignantes, les aides-infirmières et les infirmières auxiliaires. C'est la première fois qu'il est tenu compte des infirmières auxiliaires, ce qui permet

de donner une estimation plus précise des soins infirmiers. Mais comme, d'une part, les définitions varient d'un pays à l'autre, et que, d'autre part, les données se rapportent parfois à des années qui ne sont pas l'année indiquée, même si elles ne s'en écartent généralement pas de plus de deux ans, les chiffres présentés pour ces deux indicateurs ne se prêtent pas vraiment à une comparaison.

Le *pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable*, tel qu'il est estimé par l'OMS, représente la proportion de la population pouvant assez facilement accéder à une source d'eau potable. Par cette expression, on entend les eaux de surface, épurées ou non épurées, mais non contaminées comme celles que fournissent les forages, les sources et les puits sanitaires.

On a calculé l'*apport journalier de calories par habitant* en divisant l'équivalent calorie de l'offre de denrées alimentaires disponible dans un pays par sa population totale. Cette offre comprend la production intérieure, les importations diminuées des exportations et les variations de stocks; elle ne recouvre ni l'alimentation du bétail, ni les semences utilisées dans l'agriculture, ni les pertes en cours de traitement et de distribution. Les *besoins caloriques par habitant et par jour* expriment le nombre de calories nécessaires pour maintenir une population dans un état d'activité et de santé normales, compte tenu de sa structure par âge et par sexe, du poids moyen des habitants, et des températures ambiantes. Ces deux séries d'estimations proviennent de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les chiffres sommaires présentés sur ce tableau sont pondérés par la population.



**Tableau 23. Education**

Les chiffres de ce tableau se rapportent à différentes années, ne s'écartant généralement pas de plus de deux ans de celles qui sont indiquées, et ont été fournis en majorité par l'Unesco.

Les estimations du *nombre total*, du *nombre de garçons*, et du *nombre de filles inscrits à l'école primaire*, pour tous les âges, sont exprimées en pourcentage de la population totale (ou de la population féminine ou masculine) en âge de fréquenter l'école primaire, pour donner le "taux brut d'inscriptions dans le primaire". Bien que l'on considère généralement que l'âge de fréquentation de l'école primaire est de 6 à 11 ans, les systèmes d'enseignement varient d'un pays à l'autre; ces différences concernant l'âge des élèves et la durée de la scolarité apparaissent dans les taux présentés. Pour les pays où l'enseignement primaire est généralisé, les taux bruts d'inscription peuvent dépasser 100 %, certains élèves n'ayant pas encore atteint ou ayant dépassé l'âge officiel de fréquentation de l'école primaire.

Le *nombre d'inscrits à l'école secondaire* est calculé de la même manière, l'âge de fréquentation étant normalement de 12 à 17 ans.

Les chiffres indiquant le *nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur* ont été fournis par l'Unesco.

Le *taux d'alphabétisation des adultes* est défini dans les notes techniques se rapportant au Tableau 1.

Les chiffres sommaires présentés sur ce tableau sont pondérés par la population.

**Tableau 24. Dépenses militaires et sociales**

Toutes les données concernant les opérations des administrations centrales proviennent du *Govern-*

*ment Finance Statistics Yearbook* publié par le Fonds monétaire international et des dossiers du FMI. Ces transactions recouvrent les dépenses de fonctionnement et d'équipement. Faute de statistiques complètes et de données sur les administrations locales, on a été amené à n'utiliser que des données concernant l'administration centrale. La représentation statistique de la répartition des ressources entre diverses catégories est donc sujette à certaines distorsions et les chiffres risquent d'être sous-estimés, notamment pour les grands pays dont les administrations locales jouissent d'une autonomie considérable et sont responsables d'un grand nombre de fonctions sociales.

Les *dépenses de l'administration centrale* recouvrent les dépenses effectuées par tous les ministères, bureaux, établissements et autres organes qui sont des services ou des moyens d'action du pouvoir central du pays. Elles ne recouvrent pas nécessairement toutes les dépenses publiques.

Les *dépenses militaires* englobent toutes les dépenses consacrées, par le ministère de la défense ou d'autres ministères, aux forces armées, y compris l'achat de matériels et de fournitures militaires, les travaux de construction, et les opérations de recrutement et de formation. Entrent également dans cette catégorie les dépenses affectées au renforcement des services publics pour faire face à des états d'urgence en temps de guerre, à la formation du personnel de protection civile, à l'aide militaire étrangère et aux contributions à des organisations et alliances militaires.

Les *dépenses d'éducation* comprennent les dépenses effectuées par l'administration centrale pour la construction, la gestion, l'inspection et le fonctionnement d'écoles maternelles, primaires et se-

condaires, d'universités et d'instituts d'enseignement supérieur ainsi que d'établissements de formation technique, professionnelle et autres. Elles comprennent également les dépenses consacrées à l'administration générale et à la réglementation du système éducatif, aux travaux de recherche sur ses objectifs, son organisation, son administration et ses méthodes, et à des services connexes comme le ramassage scolaire, les repas et les services médicaux et dentaires fournis dans les écoles.

Les *dépenses de santé* englobent les dépenses publiques concernant les hôpitaux, les centres de soins médicaux et dentaires et les dispensaires dont les fonctions sont essentiellement médicales; les programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie; et les services de planning familial et de médecine préventive. Elles comprennent également les frais d'administration générale et de réglementation des services ministériels intéressés, des hôpitaux et dispensaires, des secteurs de la santé et de l'hygiène et des programmes nationaux de santé et d'assurance-maladie.

Il convient de souligner que les données présentées ici, notamment celles qui concernent l'éducation et la santé, ne sont pas comparables d'un pays à l'autre pour diverses raisons. Dans bon nombre de pays, les services privés de santé et d'éducation sont très importants; dans d'autres, ce sont les services publics qui constituent l'élément essentiel des dépenses mais ils sont parfois financés par les collectivités locales. Il faudra donc exercer la plus grande prudence lorsqu'on utilisera ces données à des fins de comparaison entre pays.

Pour les dépenses militaires en pourcentage du PNB, les chiffres sommaires sont pondérés par le

PNB en dollars courants. Pour les dépenses militaires en pourcentage des dépenses de l'administration centrale, ils sont pondérés par les dépenses en dollars courants de l'administration centrale. Les autres chiffres sommaires présentés dans ce tableau sont pondérés par la population.

**Tableau 25. Répartition des revenus**

Les données présentées sur ce tableau se rapportent à la répartition du revenu total disponible des ménages, ces derniers étant classés par quintiles en fonction de leur revenu total. Ces statistiques couvrent les zones urbaines aussi bien que rurales et se rapportent à différentes années allant de 1966 à 1980.

Les estimations relatives aux pays en développement d'Asie et d'Afrique proviennent des résultats d'un projet conjoint de la Banque mondiale et du Bureau international du travail (BIT). Celles qui ont trait à la Turquie, à Hong Kong, à la Malaisie et à la République de Corée ont été établies à partir de données recueillies par la Banque mondiale auprès de sources nationales mais non corrigées. Les estimations relatives à Sri Lanka font partie des résultats d'un projet conjoint Banque mondiale/Commission économique et sociale pour l'Asie

et le Pacifique. Pour les pays d'Amérique latine autres que le Mexique, on a utilisé les résultats de deux projets conjoints Banque mondiale/BIT et Banque mondiale/Commission économique pour l'Amérique latine. Les chiffres relatifs au Mexique sont les résultats d'une enquête sur le budget des ménages en 1977.

Pour les pays industriels à économie de marché autres que les Pays-Bas, les chiffres parviennent de l'ouvrage de Malcolm Sawyer, *Income Distribution in OECD Countries* (La répartition des revenus dans les pays de l'OCDE) ("Occasional Studies" de l'Organisation de coopération et de développement économiques, juillet 1976), du projet conjoint Banque mondiale/BIT et de l'*Enquête sur les sources nationales de statistiques de répartition du revenu* (Etudes statistiques, série M du Bureau de statistique des Nations Unies, No 72, 1981). Les chiffres relatifs aux Pays-Bas ont été fournis par le bureau de statistique de ce pays.

Le rassemblement des données relatives à la répartition des revenus n'ayant pas été systématiquement organisé ni intégré dans le système de statistiques officiel de nombreux pays, ces estimations sont en général établies à partir des résultats d'enquêtes visant d'autres fins (et portant le plus souvent sur les dépenses de consommation) mais qui fournissent également certaines infor-

mations sur le revenu. Ces enquêtes utilisent divers concepts de revenu et divers procédés de sondage. En outre, dans bien des cas, la couverture de ces enquêtes est trop limitée pour fournir des estimations fiables de la répartition des revenus au niveau national. De ce fait, bien qu'elles soient considérées comme les meilleures dont on dispose, les estimations données ne peuvent éviter tous ces écueils et doivent être interprétées avec une extrême circonspection.

La portée de l'indicateur est tout aussi limitée. Les ménages variant par leur taille, les répartitions dans lesquelles les ménages sont classés d'après le revenu par membre du ménage et non d'après leur revenu total, sont plus intéressantes à bien des égards. Cette distinction est importante en ce sens que les ménages ayant un faible revenu par personne sont généralement des familles nombreuses, dont le revenu total peut être relativement élevé. On ne dispose malheureusement de renseignements sur la répartition du revenu des ménages que pour un petit nombre de pays. La Banque mondiale a lancé une étude sur l'évaluation des niveaux de vie pour mettre au point des procédures et des formules qui aideront les pays à améliorer le rassemblement et l'analyse des données relatives à la répartition des revenus.

# Bibliographie des sources utilisées

<b>Comptes nationaux et indicateurs économiques</b>	<p><i>Système de comptabilité nationale</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1968.</p> <p><i>Yearbook of National Accounts Statistics</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses. (Annuaire des statistiques des comptes nationaux—non traduit.)</p> <p><i>Annuaire statistique des Nations Unies</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.</p> <p><i>Bulletin mensuel de statistique</i>. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.</p> <p><i>Annuaire FAO de la production</i>. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, éditions diverses.</p> <p><i>Atlas de la Banque mondiale</i>, 1981. Washington, D.C. : Banque mondiale, 1982.</p> <p>Dossiers de la Banque mondiale.</p>
<b>Energie</b>	<p><i>World Energy Supplies, 1950–74, 1972–76 and 1973–78</i>. UN Statistical Papers, Series J, Nos 19, 21 et 22. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1974, 1978 et 1979.</p> <p><i>Annuaire des statistiques mondiales de l'énergie</i>, 1979. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1981.</p>
<b>Commerce</b>	<p><i>Direction of Trade</i>. Washington, D.C. : Fonds monétaire international, éditions diverses. (Direction du commerce—non traduit.)</p> <p><i>International Financial Statistics</i>. Washington, D.C. : Fonds monétaire international, éditions diverses. (Statistiques financières internationales.)</p> <p><i>Manuel de statistique du commerce international et du développement</i>. New York : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, éditions diverses.</p> <p><i>Bulletin mensuel de statistique</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.</p> <p><i>Yearbook of International Trade Statistics</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses. (Annuaire statistique du commerce international—non traduit.)</p> <p>Bandes des Nations Unies sur le commerce.</p>
<b>Balance des paiements, flux de capitaux et dette</b>	<p><i>Manuel de la balance des paiements</i>. Quatrième édition. Washington, D.C. : Fonds monétaire international, 1977.</p> <p>Dossiers "Balance des paiements" du Fonds monétaire international.</p> <p><i>Coopération pour le développement</i>. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, éditions annuelles diverses.</p> <p>Système de notification de la dette de la Banque mondiale.</p>
<b>Population</b>	<p><i>World Population Trends and Prospects by Country, 1950–2025: Summary Report of the 1980 Assessment</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1980. (Population : Tendances et perspectives mondiales, par pays, 1950–2025—non traduit.)</p> <p><i>Annuaire démographique</i>. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.</p> <p>Bandes des Nations Unies sur la population.</p> <p><i>World Population: 1979</i>. Washington, D.C. : Bureau du recensement des Etats-Unis, Centre des programmes de statistiques internationales, 1980. (Population mondiale 1980—non traduit.)</p> <p><i>Atlas de la Banque mondiale</i>, 1981. Washington, D.C. : Banque mondiale, 1982.</p> <p>Dossiers de la Banque mondiale.</p>
<b>Population active</b>	<p><i>Main-d'oeuvre : Evaluations et projections, 1950–2000</i>. Deuxième édition. Genève : Bureau international du travail, 1977.</p> <p>Bandes du Bureau international du travail.</p> <p>Dossiers de la Banque mondiale.</p>

---

**Indicateurs  
sociaux**

*Annuaire démographique*. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.

*Annuaire statistique des Nations Unies*. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, éditions diverses.

*Recueil de statistiques sociales : 1977*. New York : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales internationales, 1980.

*Annuaire statistique de l'Unesco*. Paris : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, éditions diverses.

*Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*. Genève : Organisation mondiale de la santé, éditions diverses.

*Rapport de statistiques sanitaires mondiales*. Numéro spécial consacré à l'eau et à l'assainissement, Volume 29, No 10, Genève. Organisation mondiale de la santé, 1976.

*Government Finance Statistics Yearbook*, 1981. Volume V, Washington, D.C. : Fonds monétaire international, 1981 (Annuaire des statistiques financières des Etats—non traduit).

Dossiers de la Banque mondiale.

---

